

ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO

ACTES ET PAROLES

II

PENDANT L'EXIL

1852-1870

2

IL A ÉTÉ TIRÉ À PART

5 exemplaires sur papier du Japon, numérotés de 1 à 5.

5 exemplaires sur papier de Chine, numérotés de 6 à 10.

40 exemplaires sur papier de Hollande, numérotés de 11 à 50.

300 exemplaires sur papier vélin du Marais, numérotés de 51 à 350.



PORTRAIT DE VICTOR HUGO
PHOTOGRAPHIE FAITE PAR CHARLES HUGO VERS 1855.
MAISON DE VICTOR HUGO.

VICTOR HUGO

ACTES ET PAROLES

II

PENDANT L'EXIL

1852-1870



ALBIN MICHEL - PARIS

IMPRIMÉ PAR L'IMPRIMERIE NATIONALE | ÉDITÉ PAR LA LIBRAIRIE OLLENDORFF

MDCCCCXXXVIII

Actes et Paroles

—

Pendant l'Exil

—

FAC SIMILÉ DU TITRE ÉCRIT PAR VICTOR HUGO
EN TÊTE DU MANUSCRIT DE *PENDANT L'EXIL.*

CE QUE C'EST QUE L'EXIL.

I

Le droit incarné, c'est le citoyen; le droit couronné, c'est le législateur. Les républiques anciennes se représentaient le droit assis dans la chaise curule, ayant en main ce sceptre, la loi, et vêtu de cette pourpre, l'autorité. Cette figure était vraie, et l'idéal n'est pas autre aujourd'hui. Toute société régulière doit avoir à son sommet le droit sacré et armé, sacré par la justice, armé de la liberté.

Dans ce qui vient d'être dit, le mot force n'a pas été prononcé. La force existe pourtant; mais elle n'existe pas hors du droit; elle existe dans le droit.

Qui dit droit dit force.

Qu'y a-t-il donc hors du droit?

La violence.

Il n'y a qu'une nécessité, la vérité; c'est pourquoi il n'y a qu'une force, le droit. Le succès en dehors de la vérité et du droit est une apparence. La courte vue des tyrans s'y trompe; un guet-apens réussi leur fait l'effet d'une victoire; mais cette victoire est pleine de cendre; le criminel croit que son crime est son complice; erreur; son crime est son punisseur; toujours l'assassin se coupe à son couteau; toujours la trahison trahit le traître; les délinquants, sans qu'ils s'en doutent, sont tenus au collet par leur forfait, spectre invisible; jamais une mauvaise action ne vous lâche; et fatalement, par un itinéraire inexorable, aboutissant aux cloaques de sang pour la gloire et aux abîmes de boue pour la honte, sans rémission pour les coupables, les Dix-huit Brumaire conduisent les grands à Waterloo et les Deux-Décembre traînent les petits à Sedan.

Quand ils dépouillent et découronnent le droit, les hommes de violence et les traîtres d'état ne savent ce qu'ils font.

II

L'exil, c'est la nudité du droit. Rien de plus terrible. Pour qui? Pour celui qui subit l'exil? Non. Pour celui qui l'inflige. Le supplice se retourne et mord le bourreau.

Un rêveur qui se promène seul sur une grève, un désert autour d'un songeur, une tête vieillie et tranquille autour de laquelle tournent des oiseaux de tempête étonnés, l'assiduité d'un philosophe au lever rassurant du matin, Dieu pris à témoin de temps en temps en présence des rochers et des arbres, un roseau qui non seulement pense, mais médite, des cheveux qui de noirs deviennent gris et de gris deviennent blancs dans la solitude, un homme qui se sent de plus en plus devenir une ombre, le long passage des années sur celui qui est absent, mais qui n'est pas mort, la gravité de ce déshérité, la nostalgie de cet innocent, rien de plus redoutable aux malfaiteurs couronnés.

Quoi que fassent les tout-puissants momentanés, l'éternel fond leur résiste. Ils n'ont que la surface de la certitude, le dessous appartient aux penseurs. De là l'immortelle espérance. Vous exilez un homme. Soit. Et après? Vous pouvez arracher un arbre de ses racines, vous n'arracherez pas le jour du ciel. Demain, l'aurore.

Pourtant, rendons cette justice aux proscripteurs; ils sont inexorables; ils font tout ce qu'ils peuvent pour anéantir le proscrit.

Parviennent-ils à leur but? réussissent-ils? sans doute.

Un homme tellement ruiné qu'il n'a plus que son honneur, tellement dépouillé qu'il n'a plus que sa conscience, tellement isolé qu'il n'a plus près de lui que l'équité, tellement renié qu'il n'a plus avec lui que la vérité, tellement jeté aux ténèbres qu'il ne lui reste plus que le soleil, voilà ce que c'est qu'un proscrit.

III

L'exil n'est pas une chose matérielle, c'est une chose morale. Tous les coins de terre se valent. *Angulus ridet.* Tout lieu de rêverie est bon, pourvu que le coin soit obscur et que l'horizon soit vaste.

En particulier l'archipel de la Manche est attrayant; il n'a pas de peine à ressembler à la patrie, étant la France. Jersey et Guernesey sont des morceaux de la Gaule, cassée au huitième siècle par la mer. Jersey a eu plus

de coquetterie que Guernesey; elle y a gagné d'être plus jolie et moins belle. À Jersey la forêt s'est faite jardin; à Guernesey le rocher est resté colosse. Plus de grâce ici, plus de majesté là. À Jersey on est en Normandie, à Guernesey on est en Bretagne. Un bouquet grand comme la ville de Londres, c'est Jersey. Tout y est parfum, rayon, sourire; ce qui n'empêche pas les visites de la tempête. Celui qui écrit ces pages a quelque part qualifié Jersey «une idylle en pleine mer». Aux temps païens, Jersey a été plus romaine et Guernesey plus celtique; on sent à Jersey Jupiter et à Guernesey Teutatès. À Guernesey, la férocité, certes, a disparu, mais la sauvagerie est restée. A Guernesey, ce qui fut jadis druidique est maintenant huguenot; ce n'est plus Moloch, mais c'est Calvin; l'église est froide, le paysage est prude, la religion a de l'humeur. Somme toute, deux îles charmantes; l'une aimable, l'autre farouche.

Un jour la reine d'Angleterre, plus que la reine d'Angleterre, la duchesse de Normandie, vénérable et sacrée six jours sur sept, fit une visite, avec salves, fumée, vacarme et cérémonie, à Guernesey. C'était un dimanche, le seul jour de la semaine qui ne fût pas à elle. La reine, devenue brusquement «cette femme», violait le repos du Seigneur. Elle descendit sur le quai au milieu de la foule muette. Pas un front ne se découvrit. Un seul homme la salua, le proscrit qui parle ici.

Il ne saluait pas une reine, mais une femme.

L'île dévote fut bourrue. Ce puritanisme a sa grandeur.

Guernesey est faite pour ne laisser au proscrit que de bons souvenirs; mais l'exil existe en dehors du lieu d'exil. Au point de vue intérieur, on peut dire : il n'y a pas de bel exil.

L'exil est le pays sévère; là tout est renversé, inhabitable, démoli et gisant, hors le devoir, seul debout, qui, comme un clocher d'église dans une ville écroulée, paraît plus haut de toute cette chute autour de lui.

L'exil est un lieu de châtiment.

De qui ?

Du tyran.

Mais le tyran se défend.

IV

Attendez-vous à tout, vous qui êtes proscrit. On vous jette au loin, mais on ne vous lâche pas. Le proscripteur est curieux et son regard se multiplie sur vous. Il vous fait des visites ingénieuses et variées. Un respectable pas-

teur protestant s'assied à votre foyer, ce protestantisme émarge à la caisse Tronsin-Dumersan; un prince étranger qui baragouine se présente, c'est Vidocq qui vient vous voir; est-ce un vrai prince? oui; il est de sang royal, et aussi de la police; un professeur gravement doctrinaire s'introduit chez vous, vous le surprenez lisant vos papiers. Tout est permis contre vous; vous êtes hors la loi; c'est-à-dire hors l'équité, hors la raison, hors le respect, hors la vraisemblance; on se dira autorisé par vous à publier vos conversations, et l'on aura soin qu'elles soient stupides; on vous attribuera des paroles que vous n'avez pas dites, des lettres que vous n'avez pas écrites, des actions que vous n'avez pas faites. On vous approche pour mieux choisir la place où l'on vous poignardera; l'exil est à claire-voie; on y regarde comme dans une fosse aux bêtes; vous êtes isolé, et guetté.

N'écrivez pas à vos amis de France; il est permis d'ouvrir vos lettres; la cour de cassation y consent; défiez-vous de vos relations de proscrit; elles aboutissent à des choses obscures; cet homme qui vous sourit à Jersey vous déchire à Paris; celui-ci qui vous salue sous son nom vous insulte sous un pseudonyme; celui-là, à Jersey même, écrit contre les hommes de l'exil des pages dignes d'être offertes aux hommes de l'empire, et auxquelles du reste il rend justice en les dédiant aux banquiers Pereire. Tout cela est tout simple, sachez-le. Vous êtes au lazaret. Si quelqu'un d'honnête vient vous voir, malheur à lui. La frontière l'attend, et l'empereur est là sous sa forme gendarme. On mettra des femmes nues pour chercher sur elles un livre de vous, et si elles résistent, si elles s'indignent, on leur dira : *ce n'est pas pour votre peau!*

Le maître, qui est le traître, vous entoure de qui bon lui semble; le proscripteur dispose de la qualité de proscrit; il en orne ses agents; aucune sécurité; prenez garde à vous; vous parlez à un visage, c'est un masque qui entend; votre exil est hanté par ce spectre, l'espion.

Un inconnu, très mystérieux, vient vous parler bas à l'oreille; il vous déclare que, si vous le voulez, il se charge d'assassiner l'empereur; c'est Bonaparte qui vous offre de tuer Bonaparte. À vos banquets de fraternité, quelqu'un dans un coin criera : *Vive Marat! vive Hébert! vive la guillotine!* Avec un peu d'attention vous reconnaîtrez la voix de Carlier. Quelquefois l'espion mendie; l'empereur vous demande l'aumône par son Piétri; vous donnez, il rit; gaîtés de bourreau. Vous payez les dettes d'auberge de cet exilé, c'est un agent; vous payez le voyage de ce fugitif, c'est un sbire; vous passez la rue, vous entendez dire : *Voilà le vrai tyran!* C'est de vous qu'on parle; vous vous retournez; qui est cet homme? on vous répond : c'est un proscrit. Point. C'est un fonctionnaire. Il est farouche et payé. C'est un républicain signé : *Maupas.* Coco se déguise en Scævola.

Quant aux inventions, quant aux impostures, quant aux turpitudes, acceptez-les. Ce sont les projectiles de l'empire.

Surtout ne réclamez pas. On rirait. Après la réclamation, l'injure recommencera, la même, sans même prendre la peine de varier; à quoi bon changer de bave? celle d'hier est bonne.

L'outrage continuera, sans relâche, tous les jours, avec la tranquillité infatigable et la conscience satisfaite de la roue qui tourne et de la vénalité qui ment. De représailles point; l'injure se défend par sa bassesse; la platitude sauve l'insecte. L'écrasement de zéro est impossible. Et la calomnie, sûre de l'impunité, s'en donne à cœur joie; elle descend à de si niaises indignités que l'abaissement de la démentir dépasse le dégoût de l'endurer.

Les insulteurs ont pour public les imbéciles. Cela fait un gros rire.

On en vient à s'étonner que vous ne trouviez pas tout naturel d'être calomnié. Est-ce que vous n'êtes pas là pour cela? Ô homme naïf, vous êtes cible. Tel personnage est de l'académie pour vous avoir insulté; tel autre a la croix pour le même acte de bravoure, l'empereur l'a décoré sur le champ d'honneur de la calomnie. Tel autre, qui s'est distingué aussi par des affronts d'éclat, est nommé préfet. Vous outrager est lucratif. Il faut bien que les gens vivent. Dame! pourquoi êtes-vous exilé?

Soyez raisonnable. Vous êtes dans votre tort. Qui vous forçait de trouver mauvais le coup d'état? Quelle idée avez-vous eue de combattre pour le droit? Quel caprice vous a passé par la tête de vous révolter du côté de la loi? Est-ce qu'on prend la défense du droit et de la loi quand ils n'ont plus personne pour eux? Voilà bien les démagogues! s'entêter, persévérer, persister, c'est absurde. Un homme poignarde le droit et assassine la loi. Il est probable qu'il a ses raisons. Soyez avec cet homme. Le succès le fait juste. Soyez avec le succès puisque le succès devient le droit. Tout le monde vous en saura gré. Nous ferons votre éloge. Au lieu d'être proscrit vous serez sénateur, et vous n'aurez pas la figure d'un idiot.

Osez-vous douter du bon droit de cet homme? mais vous voyez bien qu'il a réussi. Vous voyez bien que les juges qui l'avaient mis en accusation lui prêtent serment! Vous voyez bien que les prêtres, les soldats, les évêques, les généraux, sont avec lui! Vous croyez avoir plus de vertu que tout cela! vous voulez tenir tête à tout cela! Allons donc! D'un côté tout ce qui est respecté, tout ce qui est respectable, tout ce qui est vénéré, tout ce qui est vénérable, de l'autre, vous! C'est inepte; et nous vous bafouons, et nous faisons bien. Mentir contre une brute est permis. Tous les honnêtes gens sont contre vous, et nous, les calomniateurs, nous sommes avec les honnêtes gens. Voyons, réfléchissez, rentrez en vous-même. Il fallait bien sauver la société. De qui? de vous. De quoi ne la menaciez-vous pas? Plus

de guerre, plus d'échafaud, l'abolition de la peine de mort, l'enseignement gratuit et obligatoire, tout le monde sachant lire! C'était affreux. Et que d'utopies abominables! la femme de mineure faite majeure, cette moitié du genre humain admise au suffrage universel, le mariage libéré par le divorce; l'enfant pauvre instruit comme l'enfant riche, l'égalité résultant de l'éducation; l'impôt diminué d'abord et supprimé enfin par la destruction des parasitismes, par la mise en location des édifices nationaux, par l'égout transformé en engrais, par la répartition des biens communaux, par le défrichement des jachères, par l'exploitation de la plus-value sociale; la vie à bon marché par l'empoissonnement des fleuves; plus de classes, plus de frontières, plus de ligatures, la république d'Europe, l'unité monétaire continentale, la circulation décuplée décuplant la richesse; que de folies! il fallait bien se garer de tout cela! Quoi! la paix serait faite parmi les hommes, il n'y aurait plus d'armée, il n'y aurait plus de service militaire! Quoi! la France serait cultivée de façon à pouvoir nourrir deux cent cinquante millions d'hommes; il n'y aurait plus d'impôt, la France vivrait de ses rentes! Quoi! la femme voterait, l'enfant aurait un droit devant le père, la mère de famille ne serait plus une sujette et une servante, le mari n'aurait plus le droit de tuer sa femme! Quoi! le prêtre ne serait plus le maître! Quoi! il n'y aurait plus de batailles, il n'y aurait plus de soldats, il n'y aurait plus de bourreaux, il n'y aurait plus de potences et de guillotines! mais c'est épouvantable! il fallait nous sauver. Le président l'a fait. Vive l'empereur! — Vous lui résistez; nous vous déchirons; nous écrivons sur vous des choses quelconques. Nous savons bien que ce que nous disons n'est pas vrai, mais nous protégeons la société, et la calomnie qui protège la société est d'utilité publique. Puisque la magistrature est avec le coup d'état, la justice y est aussi; puisque le clergé est avec le coup d'état, la religion y est aussi; la religion et la justice sont des figures immaculées et saintes; la calomnie qui leur est utile participe de l'honneur qu'on leur doit; c'est une fille publique, soit, mais elle sert des vierges. Respectez-la.

Ainsi raisonnent les insulteurs.

Ce que le proscrit a de mieux à faire, c'est de penser à autre chose.

V

Puisqu'il est au bord de la mer, qu'il en profite. Que cette mobilité sous l'infini lui donne la sagesse. Qu'il médite sur l'émeute éternelle des flots contre le rivage et des impostures contre la vérité. Les diatribes sont vaine-

ment convulsives. Qu'il regarde la vague cracher sur le rocher, et qu'il se demande ce que cette salive y gagne et ce que ce granit y perd.

Non, pas de révolte contre l'injure, pas de dépense d'émotion, pas de représailles; ayez une tranquillité sévère. La roche ruisselle, mais ne bouge pas. Parfois elle brille du ruissellement. La calomnie finit par être un lustre. À un ruban d'argent sur la rose, on reconnaît que la chenille a passé.

Le crachat au front du Christ, quoi de plus beau!

Un prêtre, un certain Ségur, a appelé Garibaldi poltron. Et, en verve de métaphore, il ajoute : *Comme la lune.* — Garibaldi poltron comme la lune! — Ceci plaît à la pensée. Et il en découle des conséquences. Achille est lâche, donc Thersite est brave; Voltaire est stupide, donc Ségur est profond.

Que le proscrit fasse son devoir, et qu'il laisse la diatribe faire sa besogne.

Que le proscrit traqué, trahi, hué, aboyé, mordu, se taise.

C'est grand le silence.

Aussi bien vouloir éteindre l'injure, c'est l'attiser. Tout ce qu'on jette à la calomnie lui est combustible. Elle emploie à son métier sa propre honte. La contredire, c'est la satisfaire. Au fond, la calomnie estime profondément le calomnié. C'est elle qui souffre; elle meurt du dédain. Elle aspire à l'honneur d'un démenti. Ne le lui accordez pas. Être souffletée lui prouverait qu'on l'aperçoit. Elle montrerait sa joue toute chaude en disant : Donc j'existe!

VI

D'ailleurs, pourquoi et de quoi les proscrits se plaindraient-ils? Regardez toute l'histoire. Les grands hommes sont encore plus insultés qu'eux.

L'outrage est une vieille habitude humaine; jeter des pierres plaît aux mains fainéantes; malheur à tout ce qui dépasse le niveau; les sommets ont la propriété de faire venir d'en haut la foudre et d'en bas la lapidation. C'est presque leur faute; pourquoi sont-ils des sommets? Ils attirent le regard, et l'affront. Ce passant, l'envieux, n'est jamais absent de la rue, il a pour fonction la haine, et toujours on le rencontre, petit et furieux, dans l'ombre des hauts édifices.

Les spécialistes auraient des études à faire dans la recherche des causes d'insomnie des grands hommes. Homère dort, *bonus dormitat;* ce sommeil est piqué par Zoïle; Eschyle sent sur sa peau la cuisson d'Eupolis et de Cratinus; ces infiniment petits abondent; Virgile a sur lui Mœvius; Horace, Licilius; Juvénal, Codrus; Dante a Cecchi; Shakespeare a Green; Rotrou

a Scudéri, et Corneille a l'académie; Molière a Donneau de Visé, Montesquieu a Desfontaines, Buffon a La Beaumelle, Jean-Jacques a Palissot, Diderot a Nonotte, Voltaire a Fréron. La gloire, lit doré où il y a des punaises.

L'exil n'est pas la gloire, mais il a avec la gloire cette ressemblance, la vermine. L'adversité n'est pas une chose qu'on laisse tranquille. Voir le sommeil du juste banni déplaît aux ramasseurs de miettes sous les tables de Néron ou de Tibère. Comment, il dort! il est donc heureux! mordons-le!

Un homme terrassé, gisant, balayé dehors (ce qui est tout simple; quand Vitellius est l'idole, Juvénal est l'ordure), un expulsé, un déshérité, un vaincu, on est jaloux de cela. Chose bizarre, les proscrits ont des envieux. Cela se comprendrait des hautes vertus enviant les hautes infortunes, de Caton enviant Régulus, de Thraséas enviant Brutus, de Rabbe enviant Barbès. Mais point. Ce sont les vils qui se mêlent d'être jaloux des altiers; ce qui est importuné par la fière protestation du vaincu, c'est la nullité plate et vaine. Gustave Planche jalouse Louis Blanc, Baculard jalouse Milton, et Jocrisse jalouse Eschyle.

L'insulteur antique ne suivait que le char du vainqueur, l'insulteur actuel suit la claie du vaincu. Le vaincu saigne. Les insulteurs ajoutent leur boue à ce sang. Soit. Qu'ils aient cette joie.

Cette joie paraît d'autant plus réelle qu'elle n'est point haïe du maître et qu'elle est habituellement payée. Les fonds secrets s'épanouissent en outrages publics. Les despotes, dans leur guerre aux proscrits, ont deux auxiliaires, premièrement l'envie, deuxièmement la corruption.

Quand on dit ce que c'est que l'exil, il faut entrer un peu dans le détail. L'indication de certains rongeurs spéciaux fait partie du sujet, et nous avons dû pénétrer dans cette entomologie.

VII

Tels sont les petits côtés de l'exil, voici les grands :

Songer, penser, souffrir.

Être seul et sentir qu'on est avec tous; exécrer le succès du mal, mais plaindre le bonheur du méchant; s'affermir comme citoyen et se purifier comme philosophe; être pauvre et réparer sa ruine avec son travail; méditer et préméditer, méditer le bien et préméditer le mieux; n'avoir d'autre colère que la colère publique; ignorer la haine personnelle; respirer ce vaste air vivant des solitudes; s'absorber dans la grande rêverie absolue; regarder ce qui est en haut sans perdre de vue ce qui est en bas; ne jamais pousser

la contemplation de l'idéal jusqu'à l'oubli du tyran; constater en soi le magnifique mélange de l'indignation qui s'accroît et de l'apaisement qui augmente; avoir deux âmes, son âme et la patrie.

Une chose est douce, c'est la pitié d'avance; tenir la clémence prête pour le coupable quand il sera terrassé et agenouillé; se dire qu'on ne repoussera jamais des mains jointes. On sent une joie auguste à faire aux vaincus de l'avenir, quels qu'ils soient, et aux fugitifs inconnus une promesse d'hospitalité. La colère désarme devant l'ennemi accablé. Celui qui écrit ces lignes a habitué ses compagnons d'exil à lui entendre dire : — *Si jamais, le lendemain d'une révolution, Bonaparte en fuite frappe à ma porte et me demande asile, pas un cheveu ne tombera de sa tête.*

Ces méditations, compliquées de tous les déchaînements de l'adversité, plaisent à la conscience du proscrit. Elles ne l'empêchent pas de faire son devoir. Loin de là. Elles l'y encouragent. Sois d'autant plus sévère aujourd'hui que tu seras plus compatissant demain; foudroie le puissant en attendant que tu secoures le suppliant. Plus tard, tu ne mettras à ton amnistie qu'une condition, le repentir. Aujourd'hui tu as affaire au crime heureux. Frappe.

Creuser le précipice à l'ennemi vainqueur, préparer l'asile à l'ennemi vaincu, combattre avec l'espoir de pouvoir pardonner, c'est là le grand effort et le grand rêve de l'exil. Ajoutez à cela le dévouement à la souffrance universelle. Le proscrit a ce contentement magnanime de ne pas être inutile. Blessé lui-même, saignant lui-même, il s'oublie, et il panse de son mieux la plaie humaine. On croit qu'il fait des songes; non; il cherche la réalité. Disons plus, il la trouve. Il rôde dans le désert et il songe aux villes, aux tumultes, aux fourmillements, aux misères, à tout ce qui travaille, à la pensée, à la charrue, à l'aiguille, aux doigts rouges de l'ouvrière sans feu dans sa mansarde, au mal qui pousse là où l'on ne sème pas le bien, au chômage du père, à l'ignorance de l'enfant, à la croissance des mauvaises herbes dans les cerveaux laissés incultes, aux rues le soir, aux pâles réverbères, aux offres que la faim peut faire aux passants, aux extrémités sociales, à la triste fille qui se prostitue, hommes, par notre faute. Sondages douloureux et utiles. Couvez le problème, la solution éclôra. Il rêve sans relâche. Ses pas le long de la mer ne sont point perdus. Il fraternise avec cette puissance, l'abîme. Il regarde l'infini, il écoute l'ignoré. La grande voix sombre lui parle. Toute la nature en foule s'offre à ce solitaire. Les analogies sévères l'enseignent et le conseillent. Fatal, persécuté, pensif, il a devant lui les nuées, les souffles, les aigles; il constate que sa destinée est tonnante et noire comme les nuées, que ses persécuteurs sont vains comme les souffles, que son âme est libre comme les aigles.

Un exilé est un bienveillant. Il aime les roses, les nids, le va-et-vient des papillons. L'été il s'épanouit dans la douce joie des êtres; il a une foi inébranlable dans la bonté secrète et infinie, étant puéril au point de croire en Dieu; il fait du printemps sa maison; les entrelacements des branches, pleins de charmants antres verts, sont la demeure de son esprit; il vit en avril, il habite floréal; il regarde les jardins et les prairies, émotion profonde; il guette les mystères d'une touffe de gazon; il étudie ces républiques, les fourmis et les abeilles; il compare les mélodies diverses joutant pour l'oreille d'un Virgile invisible dans la géorgique des bois; il est souvent attendri jusqu'aux larmes parce que la nature est belle; la sauvagerie des halliers l'attire, et il en sort doucement effaré; les attitudes des rochers l'occupent; il voit à travers sa rêverie les petites filles de trois ans courir sur la grève, leurs pieds nus dans la mer, leurs jupes retroussées à deux bras, montrant à la fécondité immense leur ventre innocent; l'hiver, il émiette du pain sur la neige pour les oiseaux. De temps en temps on lui écrit : Vous savez, telle pénalité est abolie : vous savez, telle tête ne sera pas coupée. Et il lève les mains au ciel.

VIII

Contre cet homme dangereux les gouvernements se prêtent main-forte. Ils s'accordent réciproquement entre eux la persécution des proscrits, les internements, les expulsions, quelquefois les extraditions. Les extraditions! oui, les extraditions. Il en fut question à Jersey, en 1855. Les exilés purent voir, le 18 octobre, amarré au quai de Saint-Hélier, un navire de la marine impériale, l'*Ariel,* qui venait les chercher. Victoria offrait les proscrits à Napoléon; d'un trône à l'autre on se fait des politesses.

Le cadeau n'eut pas lieu. La presse royaliste anglaise applaudissait; mais le peuple de Londres le prenait mal. Il se mit à gronder. Ce peuple est ainsi fait; son gouvernement peut être caniche, lui il est dogue. Le dogue, c'est un lion dans un chien; la majesté dans la probité, c'est le peuple anglais.

Ce bon et fier peuple montra les dents; Palmerston et Bonaparte durent se contenter de l'expulsion. Les proscrits s'émurent médiocrement. Ils reçurent avec un sourire la signification officielle, un peu baragouinée. Soit, dirent les proscrits. *Expioulcheune.* Cette prononciation les satisfit.

À cette époque, disons-le, si les gouvernements étaient de connivence avec le proscripteur, on sentait entre les proscrits et les peuples une complicité superbe. Cette solidarité d'où résultera l'avenir, se manifestait sous

toutes les formes, et l'on en trouvera les marques à chacune des pages de ce livre. Elle éclatait à l'occasion d'un passant quelconque, d'un homme isolé, d'un voyageur reconnu sur une route; faits imperceptibles sans doute, et de peu d'importance, mais significatifs. En voici un qui mérite peut-être qu'on s'en souvienne :

IX

En l'été de 1867, Louis Bonaparte avait atteint le maximum de gloire possible à un crime. Il était sur le sommet de sa montagne, car on arrive en haut de la honte; rien ne lui faisait plus obstacle; il était infâme et suprême; pas de victoire plus complète, car il semblait avoir vaincu les consciences. Majestés et altesses, tout était à ses pieds ou dans ses bras; Windsor, le Kremlin, Schœnbrunn et Potsdam se donnaient rendez-vous aux Tuileries; on avait tout, la gloire politique, M. Rouher; la gloire militaire, M. Bazaine; et la gloire littéraire, M. Nisard; on était accepté par de grands caractères, tels que MM. Vieillard et Mérimée; le Deux-Décembre avait pour lui la durée, les quinze années de Tacite, *grande mortalis ævi spatium;* l'empire était en plein triomphe et en plein midi, s'étalant. On se moquait d'Homère sur les théâtres et de Shakespeare à l'académie. Les professeurs d'histoire affirmaient que Léonidas et Guillaume Tell n'avaient jamais existé; tout était en harmonie; rien ne détonnait, et il y avait accord entre la platitude des idées et la soumission des hommes; la bassesse des doctrines était égale à la fierté des personnages; l'avilissement faisait loi; une sorte d'Anglo-France existait, mi-partie de Bonaparte et de Victoria, composée de liberté selon Palmerston et d'empire selon Troplong; plus qu'une alliance, presque un baiser. Le grand juge d'Angleterre rendait des arrêts de complaisance; le gouvernement britannique se déclarait le serviteur du gouvernement impérial, et, comme on vient de le voir, lui prouvait sa subordination par des expulsions, des procès, des menaces d'alien-bill, et de petites persécutions, format anglais. Cette Anglo-France proscrivait la France et humiliait l'Angleterre, mais elle régnait; la France esclave, l'Angleterre domestique; telle était la situation. Quant à l'avenir, il était masqué. Mais le présent était de l'opprobre à visage découvert, et, de l'aveu de tous, c'était magnifique. À Paris, l'exposition universelle resplendissait et éblouissait l'Europe; il y avait là des merveilles; entre autres, sur un piédestal, le canon Krupp, et l'empereur des français félicitait le roi de Prusse.

C'était le grand moment prospère.

Jamais les proscrits n'avaient été plus mal vus. Dans certains journaux anglais on les appelait « les rebelles ».

Dans ce même été, un jour du mois de juillet, un passager faisait la traversée de Guernesey à Southampton. Ce passager était un de ces « rebelles » dont on vient de parler. Il était représentant du peuple en 1851 et avait été exilé le 2 décembre. Ce passager, dont le nom est inutile à dire ici, car il n'a été que l'occasion du fait que nous allons raconter, s'était embarqué le matin même à Saint-Pierre-Port sur le bateau-poste *Normandy*. La traversée de Guernesey à Southampton est de sept ou huit heures.

C'était l'époque où le khédive, après avoir salué Napoléon, venait saluer Victoria, et, ce jour-là même, la reine d'Angleterre offrait au vice-roi d'Égypte le spectacle de la flotte anglaise dans la rade de Sheerness, voisine de Southampton.

Le passager dont nous venons de parler était un homme à cheveux blancs, silencieux, attentif à la mer. Il se tenait debout près du timonier.

Le *Normandy* avait quitté Guernesey à dix heures du matin; il était environ trois heures de l'après-midi; on approchait des Needles, qui marquent l'extrémité sud de l'île de Wight; on apercevait cette haute architecture sauvage de la mer et ces colossales pointes de craie qui sortent de l'océan comme les clochers d'une prodigieuse cathédrale engloutie; on allait entrer dans la rivière de Southampton; le timonier commençait à manœuvrer à bâbord.

Le passager regardait l'approche des Aiguilles, quand tout à coup il s'entendit appeler par son nom; il se retourna; il avait devant lui le capitaine du navire.

Ce capitaine était à peu près du même âge que lui; il se nommait Harvey; il avait de robustes épaules, d'épais favoris blancs, la face hâlée et fière, l'œil gai.

— Est-il vrai, monsieur, dit-il, que vous désiriez voir la flotte anglaise?

Le passager n'avait pas exprimé ce vœu, mais il avait entendu des femmes témoigner vivement ce désir autour de lui.

Il se borna à répondre :

— Mais, capitaine, ce n'est pas votre itinéraire.

Le capitaine reprit :

— Ce sera mon itinéraire si vous le voulez.

Le passager eut un moment de surprise.

— Changer votre route?

— Oui.

— Pour m'être agréable?

— Oui.

— Un vaisseau français ne ferait pas cela pour moi !

— Ce qu'un vaisseau français ne ferait pas pour vous, dit le capitaine, un vaisseau anglais le fera.

Et il reprit :

— Seulement, pour ma responsabilité devant mes chefs, écrivez-moi sur mon livre votre volonté.

Et il présenta son livre de bord au passager, qui écrivit sous sa dictée : « Je désire voir la flotte anglaise », et signa.

Un moment après, le steamer obliquait à tribord, laissait à gauche les Aiguilles et la rivière de Southampton et entrait dans la rade de Sheerness.

Le spectacle était beau en effet. Toutes les batteries mêlaient leurs fumées et leurs tonnerres ; les silhouettes des massifs navires cuirassés s'échelonnaient les unes derrière les autres dans une brume rougeâtre, vaste pêle-mêle de mâtures apparues et disparues ; le *Normandy* passait au milieu de ces hautes ombres, salué par les hurrahs ; cette course à travers la flotte anglaise dura plus de deux heures.

Vers sept heures, quand le *Normandy* arriva à Southampton, il était pavoisé.

Un des amis du capitaine Harvey, M. Rascol, directeur du *Courrier de l'Europe,* l'attendait sur le port ; il s'étonna du navire pavoisé.

— Pour qui donc avez-vous pavoisé, capitaine ? Pour le khédive ?

Le capitaine répondit :

— Pour le proscrit.

Pour le proscrit. Traduisez : *Pour la France.*

Nous n'aurions pas raconté ce fait, s'il n'empruntait une grandeur singulière à la fin du capitaine Harvey.

Cette fin, la voici.

Trois ans après cette revue de Sheerness, très peu de temps après avoir remis à son passager de juillet 1867 une adresse des marins de la Manche, dans la nuit du 17 mars 1870, le capitaine Harvey faisait son trajet habituel de Southampton à Guernesey. Une brume couvrait la mer. Le capitaine Harvey était debout sur la passerelle du steamer, et manœuvrait avec précaution, à cause de la nuit et du brouillard. Les passagers dormaient.

Le *Normandy* était un très grand navire, le plus beau peut-être des bateaux-poste de la Manche, six cents tonneaux, deux cent vingt pieds anglais de long, vingt-cinq de large ; il était « jeune », comme disent les marins, il n'avait pas sept ans. Il avait été construit en 1863.

Le brouillard s'épaississait, on était sorti de la rivière de Southampton, on était en pleine mer, à environ quinze milles au delà des Aiguilles. Le packet avançait lentement. Il était quatre heures du matin.

IMPRIMERIE NATIONALE.

L'obscurité était absolue; une sorte de plafond bas enveloppait le steamer; on distinguait à peine la pointe des mâts.

Rien de terrible comme ces navires aveugles qui vont dans la nuit.

Tout à coup dans la brume une noirceur surgit, fantôme et montagne, un promontoire d'ombre courant dans l'écume et trouant les ténèbres. C'était la *Mary*, grand steamer à hélice, venant d'Odessa, allant à Grimsby, avec un chargement de cinq cents tonnes de blé; vitesse énorme, poids immense.

La *Mary* courait droit sur le *Normandy*.

Nul moyen d'éviter l'abordage, tant ces spectres de navires dans le brouillard se dressent vite. Ce sont des rencontres sans approche. Avant qu'on ait achevé de les voir, on est mort.

La *Mary*, lancée à toute vapeur, prit le *Normandy* par le travers et l'éventra.

Du choc, elle-même, avariée, s'arrêta.

Il y avait sur le *Normandy* vingt-huit hommes d'équipage, une femme de service, la stuartess, et trente et un passagers, dont douze femmes.

La secousse fut effroyable. En un instant, tous furent sur le pont, hommes, femmes, enfants, demi-nus, courant, criant, pleurant. L'eau entrait furieuse. La fournaise de la machine, atteinte par le flot, râlait.

Le navire n'avait pas de cloisons étanches; les ceintures de sauvetage manquaient.

Le capitaine Harvey, droit sur la passerelle de commandement, cria :

— Silence tous, et attention! Les canots à la mer. Les femmes d'abord, les passagers ensuite. L'équipage après. Il y a soixante personnes à sauver.

On était soixante et un. Mais il s'oubliait.

On détacha les embarcations. Tous s'y précipitèrent. Cette hâte pouvait faire chavirer les canots. Ockleford, le lieutenant, et les trois contre-maîtres, Goodwin, Bennett et West, continrent cette foule éperdue d'horreur. Dormir, et tout à coup, et tout de suite, mourir, c'est affreux.

Cependant, au-dessus des cris et des bruits, on entendait la voix grave du capitaine, et ce bref dialogue s'échangeait dans les ténèbres :

— Mécanicien Locks?

— Capitaine?

— Comment est le fourneau?

— Noyé.

— Le feu?

— Éteint.

— La machine?

— Morte.

Le capitaine cria :

— Lieutenant Ockleford?

Le lieutenant répondit :

— Présent.

Le capitaine reprit :

— Combien avons-nous de minutes?

— Vingt.

— Cela suffit, dit le capitaine. Que chacun s'embarque à son tour. Lieutenant Ockleford, avez-vous vos pistolets?

— Oui, capitaine.

— Brûlez la cervelle à tout homme qui voudrait passer avant une femme.

Tous se turent. Personne ne résista; cette foule sentait au-dessus d'elle cette grande âme.

La *Mary,* de son côté, avait mis ses embarcations à la mer, et venait au secours de ce naufrage qu'elle avait fait.

Le sauvetage s'opéra, avec ordre et presque sans lutte. Il y eut, comme toujours, de tristes égoïsmes; il y eut aussi de pathétiques dévouements[1].

Harvey, impassible à son poste de capitaine, commandait, dominait, dirigeait, s'occupait de tout et de tous, gouvernait avec calme cette angoisse, et semblait donner des ordres à la catastrophe. On eût dit que le naufrage lui obéissait.

À un certain moment il cria :

— Sauvez Clément.

Clément, c'était le mousse. Un enfant.

Le navire décroissait lentement dans l'eau profonde.

On hâtait le plus possible le va-et-vient des embarcations entre le *Normandy* et la *Mary.*

— Faites vite, criait le capitaine.

À la vingtième minute le steamer sombra.

L'avant plongea d'abord, puis l'arrière.

Le capitaine Harvey, debout sur la passerelle, ne fit pas un geste, ne dit pas un mot, et entra immobile dans l'abîme. On vit, à travers la brume sinistre, cette statue noire s'enfoncer dans la mer.

Ainsi finit le capitaine Harvey.

Qu'il reçoive ici l'adieu du proscrit.

Pas un marin de la Manche ne l'égalait. Après s'être imposé toute sa vie le devoir d'être un homme, il usa en mourant du droit d'être un héros.

[1] Voir aux Notes.

X

Est-ce que le proscrit hait le proscripteur? Non. Il le combat; c'est tout.

À outrance? oui. Comme ennemi public toujours, jamais comme ennemi personnel. La colère de l'honnête homme ne va pas au delà du nécessaire. Le proscrit exècre le tyran et ignore la personne du proscripteur. S'il la connaît, il ne l'attaque que dans la proportion du devoir.

Au besoin le proscrit rend justice au proscripteur; si le proscripteur, par exemple, est dans une certaine mesure écrivain et a une littérature suffisante, le proscrit en convient volontiers. Il est incontestable, soit dit en passant, que Napoléon III eût été un académicien convenable; l'académie sous l'empire avait, par politesse sans doute, suffisamment abaissé son niveau pour que l'empereur pût en être; l'empereur eût pu se croire là parmi ses pairs littéraires, et sa majesté n'eût aucunement déparé celle des quarante.

À l'époque où l'on annonçait la candidature de l'empereur à un fauteuil vacant, un académicien de notre connaissance, voulant rendre à la fois justice à l'historien de César et à l'homme de Décembre, avait d'avance rédigé ainsi son bulletin de vote : *Je vote pour l'admission de M. Louis Bonaparte à l'académie et au bagne.*

On le voit, toutes les concessions possibles, le proscrit les fait.

Il n'est absolu qu'au point de vue des principes. Là son inflexibilité commence. Là il cesse d'être ce que dans le jargon politique moderne on nomme un « homme pratique ». De là ses résignations à tout, aux violences, aux injures, à la ruine, à l'exil. Que voulez-vous qu'il y fasse? Il a dans la bouche la vérité qui, au besoin, parlerait malgré lui.

Parler par elle et pour elle, c'est là son fier bonheur.

Le vrai a deux noms; les philosophes l'appellent l'idéal, les hommes d'état l'appellent le chimérique.

Les hommes d'état ont-ils raison? Nous ne le pensons pas.

À les entendre, tous les conseils que peut donner un proscrit sont « chimériques ».

En admettant, disent-ils, que ces conseils aient pour eux la vérité, ils ont contre eux la réalité.

Examinons.

Le proscrit est un homme chimérique. Soit. C'est un voyant aveugle. Voyant du côté de l'absolu, aveugle du côté du relatif. Il fait de bonne philosophie et de mauvaise politique. Si on l'écoutait, on irait aux abîmes.

Ses conseils sont des conseils d'honnêteté et de perdition. Les principes lui donnent raison, mais les faits lui donnent tort.

Voyons les faits.

John Brown est vaincu à Harper's Ferry. Les hommes d'état disent : Pendez-le. Le proscrit dit : Respectez-le. On pend John Brown : l'Union se disloque, la guerre du Sud éclate. John Brown épargné, c'était l'Amérique épargnée.

Au point de vue des faits, qui a eu raison, les hommes pratiques, ou l'homme chimérique ?

Deuxième fait : Maximilien est pris à Queretaro. Les hommes pratiques disent : Fusillez-le. L'homme chimérique dit : Graciez-le. On fusille Maximilien. Cela suffit pour rapetisser une chose immense. L'héroïque lutte du Mexique perd son suprême lustre, la clémence hautaine. Maximilien gracié, c'était le Mexique désormais inviolable, c'était cette nation, qui avait constaté son indépendance par la guerre, constatant par la civilisation sa souveraineté ; c'était, sur le front de ce peuple, après le casque, la couronne.

Cette fois encore, l'homme chimérique voyait juste.

Troisième fait : Isabelle est détrônée. Que va devenir l'Espagne ? république ou monarchie ? Sois monarchie ! disent les hommes d'état. Sois république ! dit le proscrit. L'homme chimérique n'est pas écouté, les hommes pratiques l'emportent ; l'Espagne se fait monarchie. Elle tombe d'Isabelle en Amédée, et d'Amédée en Alphonse, en attendant Carlos ; ceci ne regarde que l'Espagne. Mais voici qui regarde le monde : cette monarchie en quête d'un monarque donne prétexte à Hohenzollern ; de là l'embuscade de la Prusse, de là l'égorgement de la France, de là Sedan, de là la honte et la nuit.

Supposez l'Espagne république, nul prétexte à un guet-apens, aucun Hohenzollern possible, pas de catastrophes.

Donc le conseil du proscrit était sage.

Si par hasard on découvrait un jour cette chose étrange que la vérité n'est pas imbécile, que l'esprit de compassion et de délivrance a du bon, que l'homme fort c'est l'homme droit, et que c'est la raison qui a raison !

Aujourd'hui, au milieu des calamités, après la guerre étrangère, après la guerre civile, en présence des responsabilités encourues de deux côtés, le proscrit d'autrefois songe aux proscrits d'aujourd'hui, il se penche sur les exils, il a voulu sauver John Brown, il a voulu sauver Maximilien, il a voulu sauver la France, ce passé lui éclaire l'avenir, il voudrait fermer la plaie de la patrie, et il demande l'amnistie.

Est-ce un aveugle ? Est-ce un voyant ?

XI

En décembre 1851, quand celui qui écrit ces lignes arriva chez l'étranger, la vie eut d'abord quelque dureté. C'est en exil surtout que se fait sentir le *res angusta domi*.

Cette esquisse sommaire de «ce que c'est que l'exil» ne serait pas complète si ce côté matériel de l'existence du proscrit n'était pas indiqué, en passant, et du reste, avec la sobriété convenable.

De tout ce que cet exilé avait possédé il lui restait sept mille cinq cents francs de revenu annuel. Son théâtre, qui lui rapportait soixante mille francs par an, était supprimé. La hâtive vente à l'encan de son mobilier avait produit un peu moins de treize mille francs. Il avait neuf personnes à nourrir.

Il avait à pourvoir aux déplacements, aux voyages, aux emménagements nouveaux, aux mouvements d'un groupe dont il était le centre, à tout l'inattendu d'une existence désormais arrachée de terre et maniable à tous les vents; un proscrit, c'est un déraciné. Il fallait conserver la dignité de la vie et faire en sorte qu'autour de lui personne ne souffrît.

De là une nécessité immédiate de travail.

Disons que la première maison d'exil, Marine-Terrace, était louée au prix très modéré de quinze cents francs par an.

Le marché français était fermé à ses publications.

Ses premiers éditeurs belges imprimèrent tous ses livres sans lui rendre aucun compte, entre autres les deux volumes des *Œuvres oratoires. Napoléon-le-Petit* fit exception. L'éditeur belge paya à l'auteur environ quinze mille francs. Quant aux *Châtiments,* ils coûtèrent à l'auteur deux mille cinq cents francs. Cette somme, confiée à l'éditeur Samuel, n'a jamais été remboursée. Le produit total de toutes les éditions des *Châtiments* a été pendant dix-huit ans confisqué par les éditeurs étrangers.

Les journaux royalistes anglais faisaient sonner très haut l'hospitalité anglaise, mélangée, on s'en souvient, d'assauts nocturnes et d'expulsions, du reste comme l'hospitalité belge. Ce que l'hospitalité anglaise avait de complet, c'était sa tendresse pour les livres des exilés. Elle réimprimait ces livres et les publiait et les vendait avec l'empressement le plus cordial au bénéfice des éditeurs anglais. L'hospitalité pour le livre allait jusqu'à oublier l'auteur. La loi anglaise, qui fait partie de l'hospitalité britannique, permet ce genre d'oubli. Le devoir d'un livre est de laisser mourir de faim l'auteur, témoin Chatterton, et d'enrichir l'éditeur. Les *Châtiments* ont été vendus et se vendent encore et toujours en Angleterre au profit unique du libraire

Jeffs. Le théâtre anglais n'était pas moins hospitalier pour les pièces françaises que la librairie anglaise pour les livres français. Aucun droit d'auteur n'a jamais été payé pour *Ruy Blas,* joué plus de deux cents fois en Angleterre.

Ce n'est pas sans raison, on le voit, que la presse royaliste-bonapartiste de Londres reprochait aux proscrits d'abuser de l'hospitalité anglaise.

Cette presse a souvent appelé celui qui écrit ces lignes, *avare.*

Elle l'appelait aussi «ivrogne», *abandonned drinker.*

Ces détails font partie de l'exil.

XII

Cet exilé ne se plaint de rien. Il a travaillé. Il a reconstruit sa vie pour lui et pour les siens. Tout est bien.

Y a-t-il du mérite à être proscrit? Non. Cela revient à demander : Y a-t-il du mérite à être honnête homme? Un proscrit est un honnête homme qui persiste dans l'honnêteté. Voilà tout.

Il y a telle époque où cette persistance est rare. Soit. Cette rareté ôte quelque chose à l'époque, mais n'ajoute rien à l'honnête homme.

L'honnêteté, comme la virginité, existe en dehors de l'éloge. Vous êtes pur parce que vous êtes pur. L'hermine n'a aucun mérite à être blanche.

Un représentant proscrit pour le peuple fait un acte de probité. Il a promis, il tient sa promesse. Il la tient au delà même de sa promesse, comme doit tout homme scrupuleux. C'est en cela que le mandat impératif est inutile; le mandat impératif a le tort de mettre un mot dégradant sur une chose noble, qui est l'acceptation du devoir; en outre il omet l'essentiel, qui est le sacrifice; le sacrifice, nécessaire à accomplir, impossible à imposer. L'engagement réciproque, la main de l'élu mise dans la main de l'électeur, le mandant et le mandataire se donnent mutuellement parole, le mandataire de défendre le mandant, le mandant de soutenir le mandataire, deux droits et deux forces mêlés, telle est la vérité. Cela étant, le représentant doit faire son devoir, et le peuple le sien. C'est la dette de la conscience acquittée des deux côtés. Mais quoi, se dévouer jusqu'à l'exil? Sans doute. Alors c'est beau; non, c'est simple. Tout ce qu'on peut dire du représentant proscrit, c'est qu'il n'a pas trompé sur la qualité de la chose promise. Un mandat est un contrat. Il n'y a aucune gloire à ne point vendre à faux poids.

Le représentant honnête homme exécute le contrat. Il doit aller, et il va, jusqu'au bout de l'honneur et de sa conscience. Là il trouve le précipice. Soit. Il y tombe. Parfaitement.

Y meurt-il? Non, il y vit.

XIII

Résumons-nous.

Ce genre d'existence, l'exil, a, on le voit, une certaine variété d'aspects.

C'est de cette vie, agitée si l'on regarde la destinée, tranquille si l'on regarde l'âme, qu'a vécu, de 1851 à 1870, du Deux-Décembre au Quatre-Septembre, l'absent qui rend aujourd'hui compte à son pays de son absence par la publication de ce livre. Cette absence a duré dix-huit ans et neuf mois. Qu'a-t-il fait pendant ces longues années? Il a essayé de ne pas être inutile. La seule belle chose de cette absence, c'est que lui, misérable, les misères sont venues le trouver; les naufrages ont demandé secours à ce naufragé. Non seulement les individus, mais les peuples; non seulement les peuples, mais les consciences; non seulement les consciences, mais les vérités. Il lui a été donné de tendre la main du haut de son écueil à l'idéal tombé dans le gouffre; il lui semblait par moments que l'avenir en détresse tâchait d'aborder à son rocher. Qu'était-il pourtant? Peu de chose. Un effort vivant. En présence de toutes les mauvaises forces conjurées et triomphantes, qu'est-ce qu'une volonté? Rien, si elle représente l'égoïsme; tout, si elle représente le droit.

La plus inexpugnable des positions résulte du plus profond des écroulements; il suffit que l'homme écroulé soit un homme juste; insistons-y : si cet homme a raison, il est bon qu'il soit accablé, ruiné, spolié, expatrié, bafoué, insulté, renié, calomnié, et qu'il résume en lui toutes les formes de la défaite et de la faiblesse; alors il est tout-puissant. Il est indomptable ayant en lui la droiture; il est invincible ayant pour lui la réalité. Quelle force que ceci : n'être rien! N'avoir plus rien à soi, n'avoir plus rien sur soi, c'est la meilleure condition de combat. Cette absence d'armure prouve l'invulnérable. Pas de situation plus haute que celle-là, être tombé pour la justice. En face de l'empereur se dresse le proscrit. L'empereur damne, le proscrit condamne. L'un dispose des codes et des juges; l'autre dispose des vérités. Oui, il est bon d'être tombé. La chute de ce qui a été la prospérité fait l'autorité d'un homme; votre pouvoir et votre richesse sont souvent votre obstacle; quand cela vous quitte, vous êtes débarrassé, et vous vous sentez libre et maître; rien ne vous gêne désormais; en vous retirant tout on vous a tout donné; tout est permis à qui tout est défendu; vous n'êtes plus contraint d'être académique et parlementaire; vous avez la redoutable aisance du vrai, sauvagement superbe. La puissance du proscrit se compose de deux éléments, l'un qui est l'injustice de sa destinée, l'autre qui est la justice de

sa cause. Ces deux forces contradictoires s'appuient l'une sur l'autre; situation formidable et qui peut se résumer en deux mots :

Hors la loi, dans le droit.

Le tyran qui vous attaque rencontre pour premier adversaire sa propre iniquité, c'est-à-dire lui-même, et pour deuxième adversaire votre conscience, c'est-à-dire Dieu.

Combat, certes, inégal. Défaite certaine du tyran. Allez devant vous, justicier.

Ce sont ces réalités que, dans les premières pages de cette introduction, nous avons essayé d'exprimer en cette ligne :

L'exil, c'est la nudité du droit.

XIV

C'est pourquoi celui qui écrit ceci a été pendant ces dix-neuf années content et triste; content de lui-même, triste d'autrui; content de se sentir honnête, triste du crime à extension indéfinie qui d'âme en âme gagnait la conscience publique et avait fini par s'appeler la satisfaction des intérêts. Il était indigné et accablé de ce malheur national qu'on appelait la prospérité de l'empire. Les joies d'orgies sont misères. Une prospérité qui est la dorure d'un forfait ment et couve une calamité. L'œuf du Deux-Décembre est Sedan.

C'étaient là les douleurs du proscrit, douleurs pleines de devoirs. Il pressentait l'avenir et dénonçait dans l'étourdissement des fêtes l'approche des catastrophes. Il entendait le pas des évènements auquel sont sourds les heureux. Les catastrophes sont arrivées, ayant en elles la double force d'impulsion qui leur venait de Bonaparte et de Bismarck, d'un guet-apens punissant l'autre. En somme, l'empire est tombé et la France se relèvera. Dix milliards et deux provinces, c'est notre rançon. C'est cher, et nous avons droit au remboursement. En attendant, soyons calmes; l'empire de moins, c'est l'honneur de plus. La situation actuelle est bonne. Mieux vaut la France mutilée par une voie de fait qu'amoindrie par un déshonneur. C'est la différence d'une plaie à un virus. On guérit de la plaie, on meurt de la peste. La France eût agonisé par l'empire. La honte bue, c'est la France morte. Aujourd'hui la honte est vomie, la France vivra. Le peuple n'a plus rien en lui que de sain et de robuste, à présent que le 18 brumaire et le 2 décembre sont recrachés.

Dans la solitude où il méditait l'avenir, les préoccupations de l'exilé étaient sévères, mais sereines; ses désespoirs étaient mêlés d'espérances. Il

avait, on vient de le voir, la mélancolie du malheur public, et en même temps la joie altière de se sentir proscrit. L'exil était pour cet homme une joie, parce qu'il était une puissance. Une bulle dit de Luther excommunié, mais indompté : *Stat coram pontifice sicut Satanas coram Jehovah.* La comparaison est juste, et le proscrit qui parle ici le reconnaît. Par-dessus le silence fait en France, par-dessus la tribune aplatie, par-dessus la presse bâillonnée, le proscrit, libre comme le Satan du vrai devant le Jéhovah du faux, pouvait prendre la parole et la prenait. Il défendait le suffrage universel contre le plébiscite, le peuple contre la foule, la gloire contre le reître, la justice contre le juge, le flambeau contre le bûcher, et Dieu contre le prêtre. De là ce long cri qui remplit ce livre. De toutes parts, nous venons de le dire et dans ce livre on le verra, les détresses s'adressaient à lui, sachant qu'il ne reculait devant aucun devoir. Les opprimés voyaient en lui l'accusateur public du crime universel. Il suffit, pour accepter cette mission, d'être une âme, et, pour remplir cette fonction, d'être une voix. Une âme probe et une voix libre, il a été cela. Il entendait des appels à l'horizon, et du fond de son isolement il y répondait. C'est là ce qu'on va lire. Toutes les persécutions des maîtres se déchaînaient sur lui, et il y avait, et il y a encore, sur son nom une inexprimable condensation de haine; mais qu'est-ce que cela fait, et qu'importe? Il n'en a pas moins eu le fier bonheur d'être proscrit vingt ans, et de tenir tête, lui solitaire à toutes les multitudes, lui désarmé à toutes les légions, lui rêveur à tous les meurtriers, lui banni à tous les despotes, lui atome à tous les colosses, n'ayant en lui que cette seule force, un rayon de lumière.

Cette lumière, c'était, nous l'avons dit, le droit, l'éternel droit.

Il remercie Dieu. Pendant tout le temps qu'il faut à un front de quarante ans pour devenir un front de soixante ans, il a vécu de cette vie hautaine. Il a été l'expulsé, le traqué, le chassé. Il a été abandonné de tous et n'a abandonné personne. Il a connu l'excellence du désert; c'est au désert qu'est l'écho. Là on entend la clameur des peuples. Pendant que les oppresseurs travaillaient au mal sous la fixité de son regard, il a tâché de travailler au bien. Il a laissé tous les tyrans manier toutes les foudres au-dessus de sa tête, n'ayant, lui, d'autre souci que la calamité publique. Il a habité un écueil, il a rêvé, médité, songé, tranquille sous une nuée de colère et de menaces; et il se déclare satisfait; car de quoi peut-on se plaindre quand on a eu vingt ans auprès de soi et avec soi, la justice, la raison, la conscience, la vérité, le droit, et la mer aux bruits immenses!

Et dans toute cette ombre il a été aimé. La haine n'a pas été seule sur lui; un sombre amour rayonnait jusqu'à sa solitude; il a senti la profonde chaleur du peuple doux et triste; l'ouverture des cœurs s'est faite de son

côté; il remercie l'immense âme humaine. Il a été aimé de loin, et de près. Il a eu autour de lui d'intrépides compagnons d'épreuve, obstinés au devoir, opiniâtres au juste et au vrai, combattants indignés et souriants; cet illustre Vacquerie, cet admirable Paul Meurice, ce stoïque Schœlcher, et Ribeyrolles, et Dulac, et Kesler, ces vaillants hommes, et toi, mon Charles, et toi, mon Victor... — Je m'arrête. Laissez-moi me souvenir.

XV

Il ne finira pas ces pages pourtant sans dire que, durant cette longue nuit faite par l'exil, il n'a pas perdu de vue Paris un seul instant.

Il le constate, et, lui qui a été si longtemps l'habitant de l'obscurité, il a droit de le constater, même dans l'assombrissement de l'Europe, même dans l'occultation de la France, Paris ne s'éclipse pas.

Cela tient à ce que Paris est la frontière de l'avenir.

Frontière visible de l'inconnu. Toute la quantité de Demain qui peut être entrevue dans Aujourd'hui. C'est là Paris.

Qui cherche des yeux le Progrès, aperçoit Paris.

Il y a des villes noires; Paris est la ville de lumière.

Le philosophe la distingue au fond de ses songes.

XVI

Voir vivre cette ville, assister à cette grandeur, c'est là pour l'esprit une émotion poignante. Aucun milieu n'est plus vaste; aucune perspective n'est plus inquiétante et plus sublime. Ceux qui, par les hasards quelconques de la vie, ont quitté la vision de Paris pour la vision de l'océan, n'ont éprouvé, en changeant de spectacle, aucune hausse d'infini. D'ailleurs, passer de l'horizon des hommes à l'horizon des choses, cela n'efface rien. Ce rêve en arrière, auquel s'opiniâtre la mémoire, est flottant comme le nuage, mais plus tenace. L'espace n'en fait pas ce qu'il veut. Le vent en marche jour et nuit, les quatre ouragans qui alternent à jamais, les bises, les bourrasques, les rafales, n'emportent pas la silhouette des deux tours jumelles, et ne dispersent pas l'arc de triomphe, le gothique beffroi aux tocsins, et la haute colonnade roulée autour du dôme souverain; et derrière les derniers lointains de l'abîme, au-dessus du bouleversement des écumes et des navires, au milieu des rayons, des nuées et des souffles, s'ébauche au fond des brumes

l'immense fantôme de la cité immobile. Auguste apparition au banni. Paris, étant une idée autant qu'une ville, a l'ubiquité. Les parisiens ont Paris, et le monde l'a. On voudrait en sortir qu'on ne pourrait; Paris est respirable. Quiconque vit, même sans le connaître, l'a en soi. À plus forte raison ceux qui l'ont connu. La distraction sauvage de l'océan se complique de ce souvenir, égal aux tempêtes. Quelque orage que fasse la mer, Paris a 93. L'évocation se fait d'elle-même, les toits semblent surgir parmi les flots, la ville se recompose dans toute cette onde, et ce tremblement infini s'y ajoute. Dans la cohue des houles on croit entendre bruire la fourmilière des rues. Charme farouche. On regarde la mer et on voit Paris. Les grandes paix que comportent ces espaces ne contrarient pas ce songe. Les vastes oublis qui vous environnent n'y font rien; la pensée arrive au calme qui admet ce trouble; l'épaisse enveloppe des ténèbres laisse passer la lueur qui vient de derrière l'horizon, et qui est Paris. On y pense, donc on le possède. Il se mêle, indistinct, aux diffusions muettes de la méditation. L'apaisement sublime du ciel constellé ne suffit pas à dissoudre au fond d'un esprit cette grande figure de la cité suprême, ces monuments, cette histoire, ce peuple en travail, ces femmes qui sont des déesses, ces enfants qui sont des héros, ces révolutions commençant par la colère et finissant par le chef-d'œuvre, cette toute puissance sacrée d'un tourbillon d'intelligences, ces exemples tumultueux, cette vie, cette genèse; tout cela est présent à l'absent; et Paris demeure ineffaçable et insubmersible, même pour l'homme abîmé dans l'ombre qui passe ses nuits en contemplation devant la sérénité éternelle, et qui a dans l'âme la stupeur profonde des étoiles.

Octobre 1875.

PENDANT L'EXIL

1852

COMMENCEMENT DE L'EXIL.
BELGIQUE. — DÉPART DE BELGIQUE. — ANGLETERRE.
ARRIVÉE À JERSEY.
DÉCLARATION DE GUERRE DES PROSCRITS À L'EMPIRE.
FRATERNITÉ DES VAINCUS DE FRANCE
ET DES VAINCUS DE POLOGNE.

I

EN QUITTANT LA BELGIQUE.

A Anvers, le 1er août 1852.

En décembre 1851, Victor Hugo fut un des cinq représentants du peuple élus par la gauche pour diriger la résistance et combattre le coup d'état. Ce comité des Cinq lutta depuis le 2 décembre jusqu'au 6, et dut changer vingt-sept fois d'asile. Le massacre des boulevards, le jeudi 4, assura la victoire du crime et ôta toute chance de succès aux défenseurs de la loi. Victor Hugo, caché dans Paris, et en communication avec les principaux hommes des faubourgs, voulut rester le plus longtemps possible à la disposition du peuple et épuiser jusqu'à la dernière chance de résistance. Le 11, tout espoir était évanoui. Victor Hugo ne quitta Paris que ce jour-là. Il alla à Bruxelles. Là il écrivit l'*Histoire du Deux Décembre* (encore inédite)[1] et *Napoléon-le-Petit*. Ceci fit faire au gouvernement belge une loi, la loi Faider. Cette loi, faite exprès pour Victor Hugo, décrétait des pénalités contre la pensée libre et déclarait sacrés et inviolables en Belgique tous les princes, crimes compris. Elle s'appela du nom de son inventeur, un nommé Faider. Ce Faider était, à ce qu'il paraît, magistrat. Victor Hugo dut chercher un autre asile. Le 1er août, il s'embarqua à Anvers pour l'Angleterre. Les proscrits français, réfugiés en Belgique, vinrent l'accompagner jusqu'à l'embarquement. L'élite des libéraux belges se joignit aux proscrits français. Il y eut une sorte de séparation solennelle entre ces hommes, dont plusieurs devaient mourir dans l'exil. On adressa à Victor Hugo des paroles d'adieu, auxquelles il répondit :

Frères proscrits, amis belges,

En répondant à tant de cordiales paroles qui s'adressent à moi, souffrez que je ne parle pas de moi et trouvez bon que je m'oublie. Qu'importe ce qui m'arrive? J'ai été exilé de France pour avoir combattu le guet-apens de décembre et m'être colleté avec la trahison; je suis exilé de Belgique pour avoir fait *Napoléon-le-Petit*. Eh bien! je suis banni deux fois, voilà tout. M. Bonaparte m'a traqué à Paris, il me traque à Bruxelles; le crime se défend; c'est tout simple. J'ai fait mon devoir, je suis puni; c'est tout simple. Je continuerai de faire mon devoir, et je continuerai d'être puni; ce sera

[1] En 1875, année où Victor Hugo publia *Pendant l'Exil*, *l'Histoire d'un Crime* n'avait pas encore paru. (*Note de l'Éditeur.*)

encore tout simple. N'en parlons plus. Certes, je souffre de vous quitter, mais est-ce que nous ne sommes pas faits pour souffrir? Mon cœur saigne; laissons-le saigner. Ne nous appelons-nous pas les sacrifiés?

Permettez-donc que je laisse de côté ce qui me touche, pour remercier Madier de Montjau de ses généreuses effusions, Charras de ses grandes et belles paroles, Deschanel de sa noble et charmante éloquence, Dussoubs et Agricol Perdiguier de leur adieu touchant, et vous-mêmes, nos amis de Belgique, de vos fraternelles sympathies si fermement exprimées; je ne sache rien de mieux, au moment de quitter cette terre hospitalière, au moment de nous séparer peut-être pour ne plus nous revoir, qu'une dernière malédiction à Louis Bonaparte et une dernière acclamation à la République.

Vive la République, amis!

(*On crie de toutes parts :* Vive la République! *L'orateur reprend :*)

Il y a des gens qui disent : la République est morte. Eh bien! si elle est morte, que le monde, absorbé à cette heure dans l'assouvissement joyeux et brutal des intérêts matériels, détourne un moment la tête, et qu'il regarde l'exil saluer le tombeau!

Proscrits, si la République est morte, veillons le cadavre! allumons nos âmes, et laissons-les se consumer comme des cierges autour du cercueil; restons inclinés devant l'idée morte, et, après avoir été ses soldats pour la défendre, soyons ses prêtres pour l'ensevelir.

Mais non, la République n'est pas morte!

Citoyens, je le déclare, elle n'a jamais été plus vivante. Elle est dans les catacombes, ce qui est bon. Ceux-là seuls la croient morte qui prennent les catacombes pour le tombeau. Amis, les catacombes ne sont pas le sépulcre, les catacombes sont le berceau. Le christianisme en est sorti la tiare en tête; la République en sortira l'auréole au front. La République morte, grand Dieu! mais elle est immortelle! Mais à quel moment dit-on cela! au moment où elle a, en France seulement, deux mille massacrés, douze cents suppliciés, dix mille déportés, quarante mille proscrits! La République morte! mais regardez donc autour de vous. La terre d'exil, les pontons, les bagnes, Belle-Isle, Mazas, l'Afrique, Cayenne, les fossés du Champ de Mars, le cimetière Montmartre, sont pleins de sa vie! Citoyens, la Démocratie, la Liberté, la République est notre religion à nous. Eh bien! passez-moi cette expression, les martyrs sont le combustible des religions. Plus il y en a dans le brasier, plus la flamme monte, plus l'idée grandit, plus la vérité illumine. À cette heure, proscrits, je le répète, la République est plus vivante et plus éblouissante que jamais, ayant pour splendeur toutes vos misères.

Et, au besoin, je n'en voudrais pas d'autre preuve que ce reflet d'on ne sait quelle aurore qui éclaire en ce moment tous vos visages, à vous, bannis,

qui m'entourez. Qu'y a-t-il en effet dans vos yeux et sur vos fronts? La joie. La sainte joie des victimes. Sans compter la ville natale évanouie, la fortune perdue, le travail brisé, le pain qui manque, les habitudes rompues, le foyer détruit, chacun de vous a au cœur un père, une mère, des frères, des enfants, dont il a fallu se séparer, une femme aimée et quittée, quelque amour meurtri et saignant; vous souffrez, vous vous tordez sur ces charbons ardents; mais vous levez la tête, et votre œil dit : nous sommes contents. C'est que vous savez que la République, votre foi, votre idée-patrie, puise une vie nouvelle dans vos tortures. Vos douleurs sont une affirmation. Le bûcher flamboie; le martyr rayonne.

Vive la République, citoyens!

(*On crie :* Vive la République! *Une voix dit :* Un mot aux amis belges! *Victor Hugo continue :*)

Je viens d'entendre une voix me crier : un mot aux amis belges! Est-ce que vous croyez par hasard que je vais les oublier? (*Non! non!*) Les oublier dans cet adieu! eux qui nous ont suivis jusqu'ici, eux qui nous entourent à cette heure de leur foule intelligente et cordiale, eux qui blâment si énergiquement les faiblesses de leur gouvernement, les oublier! jamais! Petite nation, ils se sont conduits comme un grand peuple. Ils sont accourus au-devant de nous, — vous vous en souvenez, bannis! — quand nous arrivions à leur frontière après le 2 décembre, proscrits, chassés, poursuivis, la sueur au front, l'oreille encore pleine de la rumeur du combat, la glorieuse boue des barricades à nos habits! ils n'ont pas repoussé notre adversité; ils n'ont pas eu peur de notre contagion; gloire à eux! ils ont fait, grandement et simplement, asseoir à leur foyer cette espèce de pestiférés qu'on appelle les vaincus.

Amis belges, j'arrive donc à vous sans transition. Vous êtes nos hôtes, c'est-à-dire nos frères. On n'a pas besoin de transition pour tendre la main à des frères.

L'un de vous, tout à l'heure, ce vaillant Louis Labarre, songeant à M. Bonaparte, attestait en termes éloquents votre nationalité, et jurait de mourir pour la défendre. C'est bien; je l'approuve. Nous tous français qui sommes ici, nous l'approuvons.

Oui, si M. Bonaparte arrive, si M. Bonaparte vous envahit, s'il vient une nuit, — c'est son heure, — heurter vos frontières, traînant à sa suite, ou, pour mieux dire, poussant devant lui, — marcher en tête n'est pas sa manière, — poussant devant lui ce qu'il appelle aujourd'hui la France, cette armée maintenant dénationalisée, ces régiments dont il a fait des hordes, ces prétoriens qui ont violé l'assemblée nationale, ces janissaires qui ont sabré la constitution, ces soldats du boulevard Montmartre, qui auraient

pu être des héros et dont il a fait des brigands; s'il arrive à vos frontières, cet homme, déclarant la Belgique pachalik, vous apportant la honte à vous qui êtes l'honneur, vous apportant l'esclavage à vous qui êtes la liberté, vous apportant le vol à vous qui êtes la probité, oh! levez-vous, belges, levez-vous tous! recevez Louis Bonaparte comme vos aïeux les nerviens ont reçu Caligula! courez aux fourches, aux pierres, aux faulx, aux socs de vos charrues; prenez vos couteaux, prenez vos fusils, prenez vos carabines; sautez sur la vieille épée d'Arteveld, sautez sur le vieux bâton ferré de Coppenole, remettez, s'il le faut, des boulets de marbre dans la grosse couleuvrine de Gand; vous en trouverez à Notre-Dame de Hal! criez aux armes! ce n'est pas Annibal qui est aux portes, c'est Schinderhannes! Sonnez le tocsin, battez le rappel; faites la guerre des plaines, faites la guerre des murailles, faites la guerre des buissons; luttez pied à pied, défendez-vous, frappez, mourez; souvenez-vous de vos pères qui ont voulu vous léguer la gloire, souvenez-vous de vos enfants auxquels vous devez léguer la liberté! Empruntez à Waterloo son cri funèbre : la Belgique meurt et ne se rend pas!

Si le Bonaparte vient, faites cela!

Mais, belges, si, un jour, le front dans la lumière, agitant au vent joyeux des révolutions un drapeau d'une seule couleur sur lequel vous lirez : *Fraternité des Peuples. États-Unis d'Europe,* — grande, libre, fière, tendre, sereine, des épis et des lauriers dans les mains, la France, la vraie France vient à vous, oh! levez-vous encore cette fois, belges, mais pour remplacer le bâton ferré par le rameau fleuri! levez-vous, mais pour aller au-devant de la France, et pour lui dire : Salut!

Levez-vous pour lui tendre la main, à notre mère, comme nous, ses fils, nous vous la tendons, et pour lui ouvrir les bras comme nous vous les ouvrons. Car cette France-là, ce ne sera pas la conquérante, ce sera l'initiatrice; ce ne sera pas la France qui subjugue, ce sera la France qui délivre; ce ne sera pas la France des Bonapartes, ce sera la France des nations!

Recevez-la comme une grande amie. Accueillez-la, cette victorieuse, comme, proscrite, vous l'avez accueillie. Car c'est elle que vous acclamez en ce moment; car c'est la France qui est ici. C'est elle qui, à cette heure, quelquefois meurtrie par vos gouvernants, toujours relevée et consolée par vous, pleure à la porte de vos villes sous la blouse de l'ouvrier ou sous le sarrau de toile du laboureur exilé.

Amis, la persécution et la douleur, c'est aujourd'hui; les États-Unis d'Europe, les Peuples-Frères, c'est demain. Lendemain inévitable pour nos ennemis, infaillible pour nous. Amis, quelles que soient les angoisses et les duretés du moment qui passe, fixons notre pensée sur le lendemain splendide, déjà visible pour elle, sur cette immense échéance de la liberté et de la

fraternité. C'est dans cette contemplation que vous puisez votre calme, proscrits de France. Quelquefois, comme je vous le rappelais tout à l'heure, dans la nuit lugubre où vous êtes, on s'étonne de voir dans vos yeux tant de lumière. Cette lumière, c'est la clarté de l'avenir dont vous êtes pleins.

Citoyens français et belges, en face des tyrans, levons haut les nationalités; en présence de la démocratie, inclinons-les. La démocratie, c'est la grande patrie. République universelle, c'est patrie universelle. Au jour venu, contre les despotes, les nationalités et les patries devront pousser le cri de guerre; l'œuvre faite, l'unité, la sainte unité humaine déposera au front de toutes les nations le baiser de paix. Montons d'échelon en échelon, d'initiation en initiation, de douleur en douleur, de misère en misère, aux grandes formules. Que chaque degré franchi élargisse l'horizon. Il y a quelque chose qui est au-dessus de l'allemand, du belge, de l'italien, de l'anglais, du français, c'est le citoyen; il y a quelque chose qui est au-dessus du citoyen, c'est l'homme. La fin des nations, c'est l'unité, comme la fin des racines, c'est l'arbre, comme la fin des vents, c'est le ciel, comme la fin des fleuves, c'est la mer. Peuples! il n'y a qu'un peuple. Vive la République universelle!

II

EN ARRIVANT A JERSEY.

Le 5 août 1852.

Victor Hugo ne fit que traverser l'Angleterre. Le 5 août, il débarqua à Jersey. Il fut reçu à son arrivée par le groupe des proscrits français, qui l'attendaient sur le quai de Saint-Hélier.

Citoyens,

Je vous remercie de votre fraternelle bienvenue. Je la rapproche avec attendrissement de l'adieu de nos amis de Belgique. J'ai quitté la France sur le quai d'Anvers, je la retrouve sur la jetée de Saint-Hélier.

Amis, je viens de voir en Belgique un touchant spectacle : toutes les divisions oubliées, toutes les nuances républicaines réconciliées; une concorde profonde, tous les systèmes ralliés au drapeau de l'Idée, le rapprochement des proscrits dans les bras de l'affliction; chacun cherchant son adversaire pour en faire son ami, et son ennemi, pour en faire son frère; toutes les rancunes évanouies dans le doux et fier sourire du malheur; j'ai vu cela, j'en viens, j'en ai le cœur plein, c'est beau. Oui, toutes les mains venant les unes au-devant des autres, tous les démocrates et tous les socialistes ne faisant plus qu'un seul républicain; pas un regard farouche, pas un front à l'écart; nulle exclusion; tous les passés honnêtes s'acceptant, toutes les dates de l'épreuve fraternisant, toutes les natures les plus diverses mises d'accord, toutes, depuis les militants jusqu'aux philosophes; depuis Charras, l'homme de guerre, jusqu'à Agricol Perdiguier, l'homme de paix; depuis ceux qui, enfants de troupe de l'Idée, ont eu le bonheur de naître et de grandir dans la foi républicaine, jusqu'à ceux qui, comme moi, nés dans d'autres rangs, ont monté de progrès en progrès, d'horizon en horizon, de sacrifices en sacrifices, à la démocratie pure.

J'ai vu cela, je le répète, et c'est à nous, les nouveaux venus, d'en féliciter la République.

Je dis les nouveaux venus, car nous autres, les républicains d'après Février, nous sommes, je le sais et j'y insiste, les ouvriers de la dernière heure; mais on peut s'en vanter, quand cette dernière heure a été l'heure de la persé-

cution, l'heure des larmes, l'heure du sang, l'heure du combat, l'heure de l'exil.

J'ai vu en Belgique l'admirable spectacle de la souffrance doucement et fermement supportée. Tous prennent part aux amertumes de l'épreuve comme à un banquet commun. Ils s'aiment et ils croient. Oh! vous qui êtes leurs frères, laissez-moi, par une dernière illusion, prolonger ici l'adieu que je leur ai fait! Laissez-moi glorifier ces hommes qui souffrent si bien! ces ouvriers arrachés à la ville qui nourrissait leur corps et illuminait leur intelligence, ces paysans déracinés du champ natal; et les autres non moins méritants, lettrés, professeurs, artistes, avocats, notaires, médecins, car toutes les professions ont eu tous les courages; laissez-moi glorifier ces bannis, ces chassés, ces persécutés, et, au milieu de tous, ces représentants du peuple qui, après avoir lutté trois ans à la tribune contre une coalition de réactions, de trahisons et de haines, ont lutté quatre jours dans la rue contre une armée! Ces représentants, je les ai connus, ils sont mes amis, laissez-moi vous en parler, permettez-moi ces effusions, je les ai vus dans les mêlées; je les ai vus sur le penchant des catastrophes; j'ai vu leur calme dans les barricades; j'ai vu, ce qui est plus rare que le courage militaire, leur front intrépide dans les luttes parlementaires, pendant que l'avenir mystérieux les menaçait, pendant que les fureurs de la majorité s'acharnaient sur eux, pendant que la presse monarchique, c'est-à-dire anarchique, les insultait, que les journaux bonapartistes, complices des préméditations sinistres de l'Élysée, leur prodiguaient à dessein la boue et l'injure, et que la calomnie les faisait bons pour la proscription.

Je les ai vus ensuite après l'écroulement, dans la peine, dans la grande épreuve, conduisant au désert de l'exil la lugubre colonne des sacrifiés, et moi qui les aimais, je les ai admirés.

Voilà ce que j'ai vu en Belgique, voilà, je le sais, ce que je vais revoir ici. Car ce grand exemple de la concorde des proscrits, dont la France a besoin, ce beau spectacle de la fraternité pratiquée devant lequel tombent les calomnies, la Belgique, certes, n'est point la seule à le donner. Il se retrouve sur tous les autres radeaux de la Méduse, sur tous les autres points où les naufragés de la proscription se sont groupés; il se retrouve particulièrement à Jersey. Je vous en remercie, amis, au nom de notre malheur!

Oh! scellons, consolidons, cimentons cette concorde! abjurons toute dissidence et tout désaccord! puisque nous n'avons plus qu'une couleur à notre drapeau, la pourpre, n'ayons plus qu'un sentiment dans nos âmes, la fraternité! La France, je le répète, a besoin de nous savoir unis. Divisés, nous la troublons; unis, nous la rassurons. Soyons unis pour être forts, et soyons unis pour être heureux!

Heureux! quel mot! Et peut-on le prononcer, hélas, quand la patrie est loin, quand la liberté est morte? Oui, si l'on s'aime. S'aimer dans l'affliction, c'est le bonheur du malheur.

Et comment ne nous aimerions-nous pas? Y a-t-il quelque douleur qui n'ait pas été également partagée à tous? Nous avons le même malheur et la même espérance. Nous avons sur la tête le même ciel et le même exil. Ce que vous pleurez, je le pleure; ce que vous regrettez, je le regrette; ce que vous espérez, je l'attends. Etant pareils par le sort, comment ne serions-nous pas frères par l'esprit? La larme que nous avons dans les yeux s'appelle France, le rayon que nous avons dans la pensée s'appelle République. Aimons-nous! Souffrir ensemble, c'est déjà s'aimer. L'adversité, en perçant nos cœurs du même glaive, les a traversés du même amour.

Aimons-nous pour la patrie absente! aimons-nous pour la République égorgée! aimons-nous contre l'ennemi commun!

Notre but, c'est un seul peuple; notre point de départ, ce doit être une seule âme. Ébauchons l'unité par l'union.

Citoyens, vive la République! Proscrits, vive la France!

III

DÉCLARATION A PROPOS DE L'EMPIRE.

Jersey, 31 octobre 1852.

AU PEUPLE.

Citoyens,

L'empire va se faire. Faut-il voter? Faut-il continuer de s'abstenir? Telle est la question qu'on nous adresse.

Dans le département de la Seine, un certain nombre de républicains, de ceux qui, jusqu'à ce jour, se sont abstenus, comme ils le devaient, de prendre part, sous quelque forme que ce fût, aux actes du gouvernement de M. Bonaparte, sembleraient aujourd'hui ne pas être éloignés de penser qu'à l'occasion de l'empire une manifestation opposante de la ville de Paris, par la voie du scrutin, pourrait être utile, et que le moment serait peut-être venu d'intervenir dans le vote. Ils ajoutent que, dans tous les cas, le vote pourrait être un moyen de recensement pour le parti républicain; grâce au vote, on se compterait.

Ils nous demandent conseil.

Notre réponse sera simple; et ce que nous dirons pour Paris, peut être dit pour tous les départements.

Nous ne nous arrêterons point à faire remarquer que M. Bonaparte ne s'est pas décidé à se déclarer empereur sans avoir au préalable arrêté avec ses complices le nombre de voix dont il lui convient de dépasser les 7.500.000 de son 20 décembre. À l'heure qu'il est, huit millions, neuf millions, dix millions, son chiffre est fait. Le scrutin n'y changera rien. Nous ne prendrons pas la peine de vous rappeler ce que c'est que le «suffrage universel» de M. Bonaparte, ce que c'est que les scrutins de M. Bonaparte. Manifestation de la ville de Paris ou de la ville de Lyon, recensement du parti républicain, est-ce que cela est possible? Où sont les garanties du scrutin? où est le contrôle? où sont les scrutateurs? où est la liberté? Songez à toutes ces dérisions. Qu'est-ce qui sort de l'urne? la volonté de M. Bonaparte. Pas autre chose. M. Bonaparte a les clefs des boîtes dans

sa main, les Oui et les Non dans sa main, le vote dans sa main. Après le travail des préfets et des maires terminé, ce gouvernant de grands chemins s'enferme tête-à-tête avec le scrutin, et le dépouille. Pour lui, ajouter ou retrancher des voix, altérer un procès-verbal, inventer un total, fabriquer un chiffre, qu'est-ce que c'est? un mensonge, c'est-à-dire peu de chose; un faux, c'est-à-dire rien.

Restons dans les principes, citoyens. Ce que nous avons à vous dire, le voici :

M. Bonaparte trouve que l'instant est venu de s'appeler majesté. Il n'a pas restauré un pape pour le laisser à rien faire; il entend être sacré et couronné. Depuis le 2 décembre, il a le fait, le despotisme; maintenant il veut le mot, l'empire. Soit.

Nous, républicains, quelle est notre fonction? Quelle doit être notre attitude?

Citoyens, Louis Bonaparte est hors la loi; Louis Bonaparte est hors l'humanité. Depuis dix mois que ce malfaiteur règne, le droit à l'insurrection est en permanence et domine toute la situation. À l'heure où nous sommes, un perpétuel appel aux armes est au fond des consciences. Or, soyons tranquilles, ce qui se révolte dans toutes les consciences arrive bien vite à armer tous les bras.

Amis et frères! En présence de ce gouvernement infâme, négation de toute morale, obstacle à tout progrès social, en présence de ce gouvernement meurtrier du peuple, assassin de la République et violateur des lois, de ce gouvernement né de la force et qui doit périr par la force, de ce gouvernement élevé par le crime et qui doit être terrassé par le droit, le français digne du nom de citoyen ne sait pas, ne veut pas savoir s'il y a quelque part des semblants de scrutin, des comédies de suffrage universel et des parodies d'appel à la nation; il ne s'informe pas s'il y a des hommes qui votent et des hommes qui font voter, s'il y a un troupeau qu'on appelle le Sénat et qui délibère et un autre troupeau qu'on appelle le peuple et qui obéit; il ne s'informe pas si le pape va sacrer au maître-autel de Notre-Dame l'homme qui, — n'en doutez pas, ceci est l'avenir inévitable, — sera ferré au poteau par le bourreau; — en présence de M. Bonaparte et de son gouvernement, le citoyen digne de ce nom ne fait qu'une chose et n'a qu'une chose à faire : charger son fusil et attendre l'heure.

IV

BANQUET POLONAIS.

ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION DE POLOGNE.

29 novembre 1852.

Proscrits de Pologne,

Vous prononcez mon nom au milieu de cette fête, destinée à honorer vos grandes luttes. Vous me faites appel. Je me lève.

Cette solennité m'est chère. Elle m'est chère doublement, et savez-vous pourquoi, citoyens? ce n'est pas seulement parce qu'elle rappelle à nos mémoires votre héroïque réveil de 1830, c'est aussi, c'est surtout parce qu'elle glorifie une révolution, au jour, presqu'à l'heure où la servitude vote l'empire.

Oui, ceci me plaît, ceci me convient. Cette communion à laquelle j'assiste, cette communion de la France exilée et de la Pologne proscrite dans un illustre souvenir, dans une date mémorable, a le haut caractère d'un acte de foi. Oui, citoyens, c'est au moment où il semble que les cercueils se ferment qu'il faut affirmer la vie.

Qu'aujourd'hui, ici, dans cette île, à l'instant où, en France, on salue empereur le bandit du 2 décembre, que vos voix généreuses, que vos paroles inspirées, que vos chants patriotiques répondent, comme un écho de la conscience humaine, à ces acclamations infâmes!

Et maintenant, permettez-moi de me recueillir en présence de la date qui nous rassemble et que je vois inscrite sur ce mur.

La Pologne! le 29 novembre 1830! quelle nation! quel anniversaire! Citoyens, aujourd'hui, tout au travers de cet amas énorme de contrats exécrables qui constituent ce que les chancelleries appellent le droit public actuel de l'Europe, au milieu de ces brocantages de territoires, de ces achats de peuples, de ces ventes de nations, au milieu de ce tas odieux de parchemins scellés de tous les sceaux impériaux et royaux qui a pour première page le traité de partage de 1772 et pour dernière page le traité de partage de 1815, on voit un trou, un trou profond, terrible, menaçant, une

plaie béante qui perce la liasse de part en part. Et ce trou, qui l'a fait? le sabre de la Pologne. En combien de coups? en un seul. Et quel jour? le 29 novembre 1830.

Le 29 novembre 1830, la Pologne a senti que le moment était venu d'empêcher la prescription de sa nationalité, et ce jour-là, elle a donné ce coup de sabre effrayant.

Depuis, ce sabre a été brisé. *L'ordre,* on a dit ce mot hideux, l'*ordre a régné à Varsovie!* Ce peuple, qui était un héros, est redevenu un esclave et a repris sa souquenille de galérien. Des princes dignes du bagne ont remis à la chaîne ce forçat digne de l'auréole.

Ô polonais, vous avez presque le droit de vous tourner vers nous, fils de l'Europe, avec amertume. Mon cœur se serre en songeant à vous. Le traité de 1772, perpétré et commis à la face de la France, en pleine lumière de la philosophie et de la civilisation, dans ce plein midi que Voltaire et Rousseau faisaient sur le monde, le traité de 1772 est la grande tache du dix-huitième siècle comme le 2 décembre est la grande honte du dix-neuvième. Pendant toute une longue période historique, — et je n'ai pas attendu ce jour pour le dire, je le rappelais le 19 mars 1846 à l'assemblée politique dont je faisais partie, — depuis les premières années de Henri II jusqu'aux dernières années de Louis XIV, la Pologne a couvert le continent, périodiquement épouvanté par la crue formidable des turcs. L'Europe a vécu, a grandi, a pensé, s'est développée, a été heureuse, est devenue Europe derrière ce boulevard. La barbarie, marée montante, écumait sur la Pologne comme l'océan sur la falaise, et la Pologne disait à la barbarie comme la falaise à l'océan : tu n'iras pas plus loin. Cela a duré trois cents ans.

Quelle a été la récompense? Un beau jour, l'Europe, que la Pologne avait sauvée de la Turquie, a livré la Pologne à la Russie. Et, aveuglement qui est un châtiment! en commettant un crime, l'Europe ne s'est pas aperçue qu'elle faisait une sottise. La situation continentale avait changé; la menace ne venait plus du même côté. Le dix-huitième siècle, préparation en toute chose du dix-neuvième, est marqué par la décroissance du sultan et par la croissance du czar. L'Europe ne s'était pas rendu compte de ce phénomène. Pierre Ier, et son rude précepteur Charles XII, avaient changé la Moscovie en Russie. Dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, la Turquie s'en allait, la Russie arrivait. La gueule ouverte désormais, ce n'était plus la Turquie, c'était la Russie. Le rugissement sourd qu'on entendait ne venait plus de Stamboul, il venait de Pétersbourg. Le péril s'était déplacé, mais la Pologne était restée. Chose frappante, elle était providentiellement placée aussi bien pour résister aux russes que pour repousser les

turcs. Cette situation étant donnée, en 1772, qu'a fait l'Europe? La Pologne était la sentinelle. L'Europe l'a livrée. À qui? à l'ennemi.

Et qui a fait cette chose sans nom? les diplomates, les cervelles politiques du temps, les hommes d'état de profession. Or, ce n'est pas seulement ingrat, c'est inepte. Ce n'est pas seulement infâme, c'est bête.

Aujourd'hui, l'Europe porte la peine du crime. À son tour, le cadavre de la Pologne livre l'Europe à la Russie.

Et la Russie, citoyens, est un bien autre péril que n'était la Turquie. Toutes deux sont l'Asie; mais la Turquie était l'Asie chaude, colorée, ardente, la lave qui met le feu, mais qui peut féconder; la Russie est l'Asie froide, l'Asie pâle et glacée, l'Asie morte, la pierre du sépulcre qui tombe et ne se relève plus. La Turquie, ce n'était que l'islamisme; c'était féroce, mais cela n'avait pas de système. La Russie est quelque chose d'autrement redoutable, c'est le passé debout, qui s'obstine à vivre et à épouser le présent. Mieux vaut la morsure d'un léopard que l'étreinte d'un spectre. La Turquie n'attaquait qu'une forme de civilisation, le christianisme, forme dont la face catholique est déjà morte; la Russie, elle, veut étouffer toute la civilisation d'un coup et à la fois dans la démocratie. Ce qu'elle veut tuer, c'est la révolution, c'est le progrès, c'est l'avenir. Il semble que le despotisme russe se soit dit : j'ai un ennemi, l'esprit humain.

Je résume ceci d'un mot. Après les turcs, la Grèce a survécu; l'Europe ne survivrait pas après les russes.

Ô polonais, je vous le dis du fond de l'âme, je vous admire. Vous êtes les aînés de la persécution. Cette coupe d'amertume où nous buvons aujourd'hui, nous y trouvons la trace de vos lèvres. Vous portez les chevrons de l'exil. Vos frères sont en Sibérie comme les nôtres sont en Afrique. Bannis de Pologne, les proscrits de France vous saluent.

Nous saluons ton histoire, peuple polonais, bon peuple! Lève la tête dans ton accablement. Tu es grand, gisant sur le fumier russe. Ô Job des nations, tes plaies sont des gloires.

Nous saluons ton histoire et l'histoire de tous les peuples qui ont souffert et qui ont lutté.

Cette réunion, cette date auguste, 29 novembre 1830, évoquent à nos yeux tous les grands souvenirs révolutionnaires, tous les grands hommes libérateurs, et, dans notre reconnaissance religieuse et profonde, nous convions Kosciuszko, Washington, Bolivar, Botzaris, tous les vaillants lutteurs du progrès, tous les glorieux martyrs de l'idée, à ces saintes agapes de la proscription. Ici, dans cette salle, est-ce qu'il ne vous semble pas comme à moi les voir au-dessus de nos têtes? Est-ce qu'il n'y a pas là, autour de cette date splendide, comme une nuée lumineuse où ces triomphateurs,

nos vrais ancêtres, nous apparaissent et nous sourient? Regardez-les, contemplez-les comme moi, ces transfigurés! Eux aussi ont souffert. Au jour mystérieux qui sort de la tombe, ceux qui n'étaient que des hommes deviennent des demi-dieux, et les couronnes d'épines qui faisaient saigner le front des vivants se changent en couronnes de lauriers et font rayonner le front des fantômes.

Citoyens, cinq nations sont ici représentées, la Pologne, la Hongrie, l'Allemagne, l'Italie et la France, cinq nations illustres devant le genre humain, aujourd'hui couchées dans la fosse.

Les hommes de despotisme en frémissent de joie. Leur joie a tort. Je ne me lasserai jamais de le redire, quoique assassinées, ces grandes nations ne sont pas mortes. Les tyrans, qui n'ont pas d'âme, ne savent pas que les peuples en ont une.

Quand les tyrans ont scellé sur un peuple la pierre du tombeau, qu'est-ce qu'ils ont fait? Ils croient avoir enfermé une nation dans la tombe, ils y ont enfermé une idée. Or, la tombe ne fait rien à qui ne meurt pas, et l'idée est immortelle. Citoyens, un peuple n'est pas une chair; un peuple est une pensée! Qu'est-ce que la Pologne, c'est l'indépendance. Qu'est-ce que l'Allemagne? c'est la vertu. Qu'est-ce que la Hongrie? c'est l'héroïsme. Qu'est-ce que l'Italie? c'est la gloire. Qu'est-ce que la France? c'est la liberté. Citoyens, le jour où l'indépendance, la vertu, l'héroïsme, la gloire et la liberté mourront, ce jour-là, ce jour-là seulement, la Pologne, l'Allemagne, la Hongrie, l'Italie et la France seront mortes.

Ce jour-là, citoyens, l'âme du monde aurait disparu.

Or, l'âme du monde, c'est Dieu.

Citoyens, buvons à l'idée qui ne meurt pas! buvons aux peuples qui ressuscitent!

1853

LES PROSCRITS MEURENT. — LA GUERRE ÉCLATE.

PAROLES D'ESPÉRANCE

SUR LES TOMBEAUX ET SUR LES PEUPLES.

I

SUR LA TOMBE DE JEAN BOUSQUET

AU CIMETIÈRE SAINT-JEAN, À JERSEY.

20 avril 1853.

Victor Hugo, à Jersey, habitait une solitude, une maison appelée Marine-Terrace, isolée au bord de la mer.

Cependant les proscrits commençaient à mourir. Un homme ne doit pas être mis dans la tombe sans qu'une parole soit dite, qui aille de lui à Dieu.

Les proscrits vinrent trouver Victor Hugo, et lui demandèrent de dire, au nom de tous, cette parole.

Citoyens,

L'homme auquel nous sommes venus dire l'adieu suprême, Jean Bousquet, de Tarn-et-Garonne, fut un énergique soldat de la démocratie. Nous l'avons vu, proscrit inflexible, dépérir douloureusement au milieu de nous. Le mal du pays le rongeait; il se sentait lentement empoisonné par le souvenir de tout ce qu'on laisse derrière soi; il pouvait revoir les êtres absents, les lieux aimés, sa ville, sa maison; il pouvait revoir la France, il n'avait qu'un mot à dire, cette humiliation exécrable que M. Bonaparte appelle amnistie, ou grâce, s'offrait à lui, il l'a chastement repoussée, et il est mort. Il avait trente-quatre ans. Maintenant le voilà! (*L'orateur montre la fosse.*)

Je n'ajouterai pas un éloge à cette simple vie, à cette grande mort. Qu'il repose en paix, dans cette fosse obscure où la terre va le couvrir, et où son âme est allée retrouver les espérances éternelles du tombeau!

Qu'il dorme ici, ce républicain, et que le peuple sache qu'il y a encore des cœurs fiers et purs, dévoués à sa cause! Que la République sache qu'on meurt plutôt que de l'abandonner! Que la France sache qu'on meurt parce qu'on ne la voit plus!

Qu'il dorme, ce patriote, au pays de l'étranger! Et nous, ses compagnons de lutte et d'adversité, nous qui lui avons fermé les yeux, à sa ville natale, à sa famille, à ses amis, s'ils nous demandent : Où est-il? nous

répondrons : Mort dans l'exil! comme les soldats répondaient au nom de La Tour d'Auvergne : Mort au champ d'honneur!

Citoyens! aujourd'hui, en France, les apostasies sont en joie. La vieille terre du 14 juillet et du 10 août assiste à l'épanouissement hideux des turpitudes et à la marche triomphale des traîtres. Pas une indignité qui ne reçoive immédiatement une récompense. Ce maire a violé la loi : on le fait préfet; ce soldat a déshonoré le drapeau : on le fait général; ce prêtre a vendu la religion : on le fait évêque; ce juge a prostitué la justice : on le fait sénateur; cet aventurier, ce prince a commis tous les crimes, depuis les vilenies devant lesquelles reculerait un filou jusqu'aux horreurs devant lesquelles reculerait un assassin : il passe empereur. Autour de ces hommes, tout est fanfares, banquets, danses, harangues, applaudissements, génuflexions. Les servilités viennent féliciter les ignominies. Citoyens, ces hommes ont leurs fêtes; eh bien! nous aussi nous avons les nôtres. Quand un de nos compagnons de bannissement, dévoré par la nostalgie, épuisé par la fièvre lente des habitudes rompues et des affections brisées, après avoir bu jusqu'à la lie toutes les agonies de la proscription, succombe enfin et meurt, nous suivons sa bière couverte d'un drap noir; nous venons au bord de la fosse; nous nous mettons à genoux, nous aussi, non devant le succès, mais devant le tombeau; nous nous penchons sur notre frère enseveli et nous lui disons : — Ami! nous te félicitons d'avoir été vaillant, nous te félicitons d'avoir été généreux et intrépide, nous te félicitons d'avoir été fidèle, nous te félicitons d'avoir donné à la foi républicaine jusqu'au dernier souffle de ta bouche, jusqu'au dernier battement de ton cœur, nous te félicitons d'avoir souffert, nous te félicitons d'être mort! — Puis nous relevons la tête, et nous nous en allons le cœur plein d'une sombre joie. Ce sont là les fêtes de l'exil.

Telle est la pensée austère et sereine qui est au fond de toutes nos âmes; et devant ce sépulcre, devant ce gouffre où il semble que l'homme s'engloutit, devant cette sinistre apparence du néant, nous nous sentons consolidés dans nos principes et dans nos certitudes; l'homme convaincu n'a jamais le pied plus ferme que sur la terre mouvante du tombeau; et, l'œil fixé sur ce mort, sur cet être évanoui, sur cette ombre qui a passé, croyants inébranlables, nous glorifions celle qui est immortelle et celui qui est éternel, la liberté et Dieu!

Oui, Dieu! Jamais une tombe ne doit se fermer sans que ce grand mot, sans que ce mot vivant y soit tombé. Les morts le réclament, et ce n'est pas nous qui le leur refuserons. Que le peuple religieux et libre au milieu duquel nous vivons le comprenne bien, les hommes du progrès, les hommes de la démocratie, les hommes de la révolution savent que la

destinée de l'âme est double, et l'abnégation qu'ils montrent dans cette vie prouve combien ils comptent profondément sur l'autre. Leur foi dans ce grand et mystérieux avenir résiste même au spectacle repoussant que nous donne depuis le 2 décembre le clergé catholique asservi. Le papisme romain en ce moment épouvante la conscience humaine. Ah! je le dis, et j'ai le cœur plein d'amertume en songeant à tant d'abjection et de honte, ces prêtres qui, pour de l'argent, pour des palais, des mitres et des crosses, pour l'amour des biens temporels, bénissent et glorifient le parjure, le meurtre et la trahison, ces églises où l'on chante *Te Deum* au crime couronné, oui, ces églises, oui, ces prêtres suffiraient pour ébranler les plus fermes convictions dans les âmes les plus profondes, si l'on n'apercevait, au-dessus de l'église, le ciel, et, au-dessus du prêtre, Dieu!

Et ici, citoyens, sur le seuil de cette tombe ouverte, au milieu de cette foule recueillie qui environne cette fosse, le moment est venu de semer, pour qu'elle germe dans toutes les consciences, une grave et solennelle parole.

Citoyens, à l'heure où nous sommes, heure fatale et qui sera comptée dans les siècles, le principe absolutiste, le vieux principe du passé, triomphe par toute l'Europe; il triomphe comme il lui convient de triompher, par le glaive, par la hache, par la corde et le billot, par les massacres, par les fusillades, par les tortures, par les supplices. Le despotisme, ce Moloch entouré d'ossements, célèbre à la face du soleil ses effroyables mystères sous le pontificat sanglant des Haynau, des Bonaparte et des Radetzky. Potences en Hongrie, potences en Lombardie, potences en Sicile; en France, la guillotine, la déportation et l'exil. Rien que dans les états du pape, et je cite le pape qui s'intitule *le roi de douceur,* rien que dans les états du pape, dis-je, depuis trois ans, seize cent quarante-quatre patriotes, le chiffre est authentique, sont morts fusillés ou pendus, sans compter les innombrables morts ensevelis vivants dans les cachots et les oubliettes. Au moment où je parle, le continent, comme aux plus odieux temps de l'histoire, est encombré d'échafauds et de cadavres; et, le jour où la révolution voudrait se faire un drapeau des linceuls de toutes les victimes, l'ombre de ce drapeau noir couvrirait l'Europe.

Ce sang, tout ce sang qui coule de toutes parts, à ruisseaux, à torrents, démocrates, c'est le vôtre.

Eh bien, citoyens, en présence de cette saturnale de massacre et de meurtre, en présence de ces infâmes tribunaux où siègent des assassins en robe de juges, en présence de tous ces cadavres chers et sacrés, en présence de cette lugubre et féroce victoire des réactions, je le déclare solennellement, au nom des proscrits de Jersey qui m'en ont donné le mandat, et

j'ajoute au nom de tous les proscrits républicains, car pas une voix de vrai républicain ayant quelque autorité ne me démentira, je le déclare devant ce cercueil d'un proscrit, le deuxième que nous descendons dans la fosse depuis dix jours, nous les exilés, nous les victimes, nous abjurons, au jour inévitable et prochain du grand dénoûment révolutionnaire, nous abjurons toute volonté, tout sentiment, toute idée de représailles sanglantes!

Les coupables seront châtiés, certes, tous les coupables, et châtiés sévèrement, il le faut; mais pas une tête ne tombera; pas une goutte de sang, pas une éclaboussure d'échafaud ne tachera la robe immaculée de la république de Février. La tête même du brigand de décembre sera respectée avec horreur par le progrès. La révolution fera de cet homme un plus grand exemple en remplaçant sa pourpre d'empereur par la casaque de forçat. Non, nous ne répliquerons pas à l'échafaud par l'échafaud. Nous répudions la vieille et inepte loi du talion. Comme la monarchie, le talion fait partie du passé; nous répudions le passé. La peine de mort, glorieusement abolie par la République en 1848, odieusement rétablie par Louis Bonaparte, reste abolie pour nous, abolie à jamais. Nous avons emporté dans l'exil le dépôt sacré du progrès; nous le rapporterons à la France fidèlement. Ce que nous demandons à l'avenir, ce que nous voulons de lui, c'est la justice, ce n'est pas la vengeance. D'ailleurs, de même que pour avoir à jamais le dégoût des orgies, il suffisait aux spartiates d'avoir vu des esclaves ivres de vin, à nous républicains, pour avoir à jamais horreur des échafauds, il nous suffit de voir les rois ivres de sang.

Oui, nous le déclarons, et nous attestons cette mer qui lie Jersey à la France, ces champs, cette calme nature qui nous entoure, cette libre Angleterre qui nous écoute, les hommes de la révolution, quoi qu'en disent les abominables calomnies bonapartistes, rentreront en France, non comme des exterminateurs, mais comme des frères! Nous prenons à témoin de nos paroles ce ciel sacré qui rayonne au-dessus de nos têtes et qui ne verse dans nos âmes que des pensées de concorde et de paix! nous attestons ce mort qui est là dans cette fosse et qui, pendant que je parle, murmure à voix basse dans son suaire : Oui, frères, repoussez la mort! je l'ai acceptée pour moi, je n'en veux pas pour autrui!

La République, c'est l'union, l'unité, l'harmonie, la lumière, le travail créant le bien-être, la suppression des conflits d'homme à homme et de nation à nation, la fin des exploitations inhumaines, l'abolition de la loi de mort, et l'établissement de la loi de vie.

Citoyens, cette pensée est dans vos esprits, et je n'en suis que l'interprète; le temps des sanglantes et terribles nécessités révolutionnaires est passé; pour ce qui reste à faire, l'indomptable loi du progrès suffit; d'ail-

IMPRIMERIE NATIONALE.

leurs, soyons tranquilles, tout combat avec nous dans les grandes batailles qui nous restent à livrer; batailles dont l'évidente nécessité n'altère pas la sérénité des penseurs; batailles dans lesquelles l'énergie révolutionnaire égalera l'acharnement monarchique; batailles dans lesquelles la force unie au droit terrassera la violence alliée à l'usurpation; batailles superbes, glorieuses, enthousiastes, décisives, dont l'issue n'est pas douteuse, et qui seront les Tolbiac, les Hastings et les Austerlitz de la démocratie. Citoyens, l'époque de la dissolution du vieux monde est arrivée. Les antiques despotismes sont condamnés par la loi providentielle; le temps, ce fossoyeur courbé dans l'ombre, les ensevelit; chaque jour qui tombe les enfouit plus avant dans le néant. Dieu jette les années sur les trônes comme nous jetons les pelletées de terre sur les cercueils.

Et maintenant, frères, au moment de nous séparer, poussons le cri de triomphe, poussons le cri du réveil; comme je vous le disais il y a quelques mois à propos de la Pologne, c'est sur les tombes qu'il faut parler de résurrection. Certes, l'avenir, un avenir prochain, je le répète, nous promet en France la victoire de l'idée démocratique, l'avenir nous promet la victoire de l'idée sociale; mais il nous promet plus encore, il nous promet sous tous les climats, sous tous les soleils, dans tous les continents, en Amérique aussi bien qu'en Europe, la fin de toutes les oppressions et de tous les esclavages. Après les rudes épreuves que nous subissons, ce qu'il nous faut, ce n'est pas seulement l'émancipation de telle ou telle classe qui a souffert trop longtemps, l'abolition de tel ou tel privilège, la consécration de tel ou tel droit; cela, nous l'aurons; mais cela ne nous suffit pas; ce qu'il nous faut, ce que nous obtiendrons, n'en doutez pas, ce que pour ma part, du fond de cette nuit sombre de l'exil, je contemple d'avance avec l'éblouissement de la joie, citoyens, c'est la délivrance de tous les peuples, c'est l'affranchissement de tous les hommes! Amis, nos souffrances engagent Dieu. Il nous en doit le prix. Il est débiteur fidèle, il s'acquittera. Ayons donc une foi virile, et faisons avec transport notre sacrifice. Opprimés de toutes les nations, offrez vos plaies; polonais, offrez vos misères; hongrois, offrez votre gibet; italiens, offrez votre croix; héroïques déportés de Cayenne et d'Afrique, nos frères, offrez votre chaîne; proscrits, offrez votre proscription; et toi, martyr, offre ta mort à la liberté du genre humain.

II

SUR LA TOMBE DE LOUISE JULIEN.

CIMETIÈRE SAINT-JEAN.

26 juillet 1853.

Citoyens,

Trois cercueils en quatre mois.

La mort se hâte, et Dieu nous délivre un à un.

Nous ne t'accusons pas, nous te remercions, Dieu puissant qui nous rouvres, à nous exilés, les portes de la patrie éternelle!

Cette fois, l'être inanimé et cher que nous apportons à la tombe, c'est une femme.

Le 21 janvier dernier, une femme fut arrêtée chez elle par le sieur Boudrot, commissaire de police à Paris. Cette femme, jeune encore, elle avait trente-cinq ans, mais estropiée et infirme, fut envoyée à la préfecture et enfermée dans la cellule n° 1, dite *cellule d'essai.* Cette cellule, sorte de cage de sept à huit pieds carrés à peu près, sans air et sans jour, la malheureuse prisonnière l'a peinte d'un mot; elle l'appelle : *cellule-tombeau;* elle dit, je cite ses propres paroles : «C'est dans cette cellule-tombeau, qu'estropiée, «malade, j'ai passé vingt et un jours, collant mes lèvres d'heure en heure «contre le treillage pour aspirer un peu d'air vital et ne pas mourir[1].» — Au bout de ces vingt et un jours, le 14 février, le gouvernement de décembre mit cette femme dehors et l'expulsa. Il la jeta à la fois hors de la prison et hors de la patrie. La proscrite sortait du cachot d'essai avec les germes de la phtisie. Elle quitta la France et gagna la Belgique. Le dénûment la força de voyager toussant, crachant le sang, les poumons malades, en plein hiver, dans le nord, sous la pluie et la neige, dans ces affreux wagons découverts qui déshonorent les riches entreprises des chemins de fer. Elle arriva à Ostende; elle était chassée de France, la Belgique la chassa. Elle passa en Angleterre. À peine débarquée à Londres, elle se mit au lit.

[1] Voir *les Bagnes d'Afrique et la Transportation de décembre,* par Ch. Ribeyrolles, p. 199. (*Note de l'édition originale de ce discours, 1853.*)

La maladie contractée dans le cachot, aggravée par le voyage forcé de l'exil, était devenue menaçante. La proscrite, je devrais dire la condamnée à mort, resta gisante deux mois et demi. Puis, espérant un peu de printemps et de soleil, elle vint à Jersey. On se souvient encore de l'y avoir vue arriver par une froide matinée pluvieuse, à travers les brumes de la mer, râlant et grelottant sous sa pauvre robe de toile toute mouillée. Peu de jours après son arrivée, elle se coucha; elle ne s'est plus relevée.

Il y a trois jours elle est morte.

Vous me demanderez ce qu'était cette femme et ce qu'elle avait fait pour être traitée ainsi; je vais vous le dire.

Cette femme, par des chansons patriotiques, par de sympathiques et cordiales paroles, par de bonnes et civiques actions, avait rendu célèbre, dans les faubourgs de Paris, le nom de Louise Julien sous lequel le peuple la connaissait et la saluait. Ouvrière, elle avait nourri sa mère malade; elle l'a soignée et soutenue dix ans. Dans les jours de lutte civile, elle faisait de la charpie; et, boiteuse et se traînant, elle allait dans les ambulances, et secourait les blessés de tous les partis. Cette femme du peuple était un poëte, cette femme du peuple était un esprit; elle chantait la République, elle aimait la liberté, elle appelait ardemment l'avenir fraternel de toutes les nations et de tous les hommes; elle croyait à Dieu, au peuple, au progrès, à la France; elle versait autour d'elle, comme un vase, dans les esprits des prolétaires, son grand cœur plein d'amour et de foi. Voilà ce que faisait cette femme. M. Bonaparte l'a tuée.

Ah! une telle tombe n'est pas muette; elle est pleine de sanglots, de gémissements et de clameurs.

Citoyens, les peuples, dans le légitime orgueil de leur toute-puissance et de leur droit, construisent avec le granit et le marbre des édifices sonores, des enceintes majestueuses, des estrades sublimes, du haut desquelles parle leur génie, du haut desquelles se répandent à flots dans les âmes les éloquences saintes du patriotisme, du progrès et de la liberté; les peuples, s'imaginant qu'il suffit d'être souverains pour être invincibles, croient inaccessibles et imprenables ces citadelles de la parole, ces forteresses sacrées de l'intelligence humaine et de la civilisation, et ils disent : la tribune est indestructible. Ils se trompent; ces tribunes-là peuvent être renversées. Un traître vient, des soldats arrivent, une bande de brigands se concerte, se démasque, fait feu, et le sanctuaire est envahi, et la pierre et le marbre sont dispersés, et le palais, et le temple, où la grande nation parlait au monde, s'écroule, et l'immonde tyran vainqueur s'applaudit, bat des mains, et dit : C'est fini. Personne ne parlera plus. Pas une voix ne s'élèvera désormais. Le silence est fait. — Citoyens! à son tour le tyran se trompe. Dieu

ne veut pas que le silence se fasse; Dieu ne veut pas que la liberté, qui est son verbe, se taise. Citoyens! au moment où les despotes triomphants croient la leur avoir ôtée à jamais, Dieu redonne la parole aux idées. Cette tribune détruite, il la reconstruit. Non au milieu de la place publique, non avec le granit et le marbre, il n'en a pas besoin. Il la reconstruit dans la solitude; il la reconstruit avec l'herbe du cimetière, avec l'ombre des cyprès, avec le monticule sinistre que font les cercueils cachés sous terre; et de cette solitude, de cette herbe, de ces cyprès, de ces cercueils disparus, savez-vous ce qui sort, citoyens? Il en sort le cri déchirant de l'humanité, il en sort la dénonciation et le témoignage, il en sort l'accusation inexorable qui fait pâlir l'accusé couronné, il en sort la formidable protestation des morts! Il en sort la voix vengeresse, la voix inextinguible, la voix qu'on n'étouffe pas, la voix qu'on ne bâillonne pas! — Ah! M. Bonaparte a fait taire la tribune; c'est bien; maintenant qu'il fasse donc taire le tombeau!

Lui et ses pareils n'auront rien fait tant qu'on entendra sortir un soupir d'une tombe, et tant qu'on verra rouler une larme dans les yeux augustes de la pitié.

Pitié!... ce mot que je viens de prononcer, il a jailli du plus profond de mes entrailles devant ce cercueil, cercueil d'une femme, cercueil d'une sœur, cercueil d'une martyre! Pauline Roland en Afrique, Louise Julien à Jersey, Francesca Maderspach à Temeswar, Blanca Téléki à Pesth, tant d'autres, Rosalie Gobert, Eugénie Guillemot, Augustine Péan, Blanche Clouart, Joséphine Prabeil, Élisabeth Parlès, Marie Reviel, Claudine Hibruit, Anne Sangla, veuve Combescure, Armantine Huet, et tant d'autres encore, sœurs, mères, filles, épouses, proscrites, exilées, transportées, torturées, suppliciées, crucifiées, ô pauvres femmes! Oh! quel sujet de larmes profondes et d'inexprimables attendrissements! Faibles, souffrantes, malades, arrachées à leur famille, à leurs maris, à leurs parents, à leurs soutiens, vieilles quelquefois et brisées par l'âge, toutes ont été des héroïnes, plusieurs ont été des héros! Oh! ma pensée en ce moment se précipite dans ce sépulcre et baise les pieds froids de cette morte dans son cercueil! Ce n'est pas une femme que je vénère dans Louise Julien, c'est la femme; la femme de nos jours, la femme digne de devenir citoyenne; la femme telle que nous la voyons autour de nous, dans tout son dévouement, dans toute sa douceur, dans tout son sacrifice, dans toute sa majesté! Amis, dans les temps futurs, dans cette belle, et paisible, et tendre, et fraternelle république sociale de l'avenir, le rôle de la femme sera grand; mais quel magnifique prélude à ce rôle que de tels martyres si vaillamment endurés! Hommes et citoyens, nous avons dit plus d'une fois dans notre orgueil : — Le dix-huitième siècle a proclamé le droit de l'homme; le

dix-neuvième proclamera le droit de la femme; — mais, il faut l'avouer, citoyens, nous ne nous sommes point hâtés; beaucoup de considérations, qui étaient graves, j'en conviens, et qui voulaient être mûrement examinées, nous ont arrêtés; et à l'instant où je parle, au point même où le progrès est parvenu, parmi les meilleurs républicains, parmi les démocrates les plus vrais et les plus purs, bien des esprits excellents hésitent encore à admettre dans l'homme et dans la femme l'égalité de l'âme humaine, et, par conséquent, l'assimilation, sinon l'identité complète des droits civiques. Disons-le bien haut, citoyens, tant que la prospérité a duré, tant que la République a été debout, les femmes, oubliées par nous, se sont oubliées elles-mêmes; elles se sont bornées à rayonner comme la lumière, à échauffer les esprits, à attendrir les cœurs, à éveiller les enthousiasmes, à montrer du doigt à tous le bon, le juste, le grand et le vrai. Elles n'ont rien ambitionné au delà. Elles qui, par moment, sont l'image de la patrie vivante, elles qui pouvaient être l'âme de la cité, elles ont été simplement l'âme de la famille. À l'heure de l'adversité, leur attitude a changé, elles ont cessé d'être modestes; à l'heure de l'adversité, elles nous ont dit : — Nous ne savons pas si nous avons droit à votre puissance, à votre liberté, à votre grandeur; mais ce que nous savons, c'est que nous avons droit à votre misère. Partager vos souffrances, vos accablements, vos dénûments, vos détresses, vos renoncements, vos exils, votre abandon si vous êtes sans asile, votre faim si vous êtes sans pain, c'est là le droit de la femme, et nous le réclamons. — Ô mes frères! et les voilà qui nous suivent dans le combat, qui nous accompagnent dans la proscription, et qui nous devancent dans le tombeau!

Citoyens, puisque cette fois encore vous avez voulu que je parlasse en votre nom, puisque votre mandat donne à ma voix l'autorité qui manquerait à une parole isolée; sur la tombe de Louise Julien, comme il y a trois mois, sur la tombe de Jean Bousquet, le dernier cri que je veux jeter, c'est le cri de courage, d'insurrection et d'espérance!

Oui, des cercueils comme celui de cette noble femme qui est là signifient et prédisent la chute prochaine des bourreaux, l'inévitable écroulement des despotismes et des despotes. Les proscrits meurent l'un après l'autre; le tyran creuse leur fosse; mais à un jour venu, citoyens, la fosse tout à coup attire et engloutit le fossoyeur!

Ô morts qui m'entourez et qui m'écoutez, malédiction à Louis Bonaparte! Ô morts, exécration à cet homme! Pas d'échafauds quand viendra la victoire, mais une longue et infamante expiation à ce misérable! Malédiction sous tous les cieux, sous tous les climats, en France, en Autriche, en Lombardie, en Sicile, à Rome, en Pologne, en Hongrie, malédiction aux

violateurs du droit humain et de la loi divine! Malédiction aux pourvoyeurs des pontons, aux dresseurs des gibets, aux destructeurs des familles, aux tourmenteurs des peuples! Malédiction aux proscripteurs des pères, des mères et des enfants! Malédiction aux fouetteurs de femmes! Proscrits! soyons implacables dans ces solennelles et religieuses revendications du droit et de l'humanité. Le genre humain a besoin de ces cris terribles; la conscience universelle a besoin de ces saintes indignations de la pitié. Exécrer les bourreaux, c'est consoler les victimes. Maudire les tyrans, c'est bénir les nations!

III

VINGT-TROISIÈME ANNIVERSAIRE

DE LA RÉVOLUTION POLONAISE

29 novembre 1853, à Jersey.

Proscrits, mes frères!

Tout marche, tout avance, tout approche, et, je vous le dis avec une joie profonde, déjà se font jour et deviennent visibles les symptômes précurseurs du grand avènement. Oui, réjouissez-vous, proscrits de toutes les nations, ou, pour mieux dire, proscrits de la grande nation unique, de cette nation qui sera le genre humain et qui s'appellera République universelle. — Réjouissez-vous! l'an dernier, nous ne pouvions qu'invoquer l'espérance; cette année, nous pouvons presque attester la réalité. L'an dernier, à pareille époque, à pareil jour, nous nous bornions à dire : l'Idée ressuscitera. Cette année, nous pouvons dire : l'Idée ressuscite!

Et comment ressuscite-t-elle? de quelle façon? par qui? c'est là ce qu'il faut admirer.

Citoyens, il y a en Europe un homme qui pèse sur l'Europe; qui est tout ensemble prince spirituel, seigneur temporel, despote, autocrate, obéi dans la caserne, adoré dans le monastère, chef de la consigne et du dogme, et qui met en mouvement, pour l'écrasement des libertés du continent, un empire de la force de soixante millions d'hommes. Ces soixante millions d'hommes, il les tient dans sa main, non comme des hommes, mais comme des brutes, non comme des esprits, mais comme des outils. En sa double qualité ecclésiastique et militaire, il met un uniforme à leurs âmes comme à leurs corps; il dit : marchez! et il faut marcher; il dit : croyez! et il faut croire. Cet homme s'appelle en politique l'Absolu, et en religion l'Orthodoxe; il est l'expression suprême de la toute-puissance humaine; il torture, comme bon lui semble, des peuples entiers; il n'a qu'à faire un signe, et il le fait, pour vider la Pologne dans la Sibérie; il croise, mêle et noue tous les fils de la grande conspiration des princes contre les hommes; il a été à Rome, et lui, pape grec, il a donné le baiser d'alliance au pape

latin; il règne à Berlin, à Munich, à Dresde, à Stuttgart, à Vienne, comme à Saint-Pétersbourg; il est l'âme de l'empereur d'Autriche et la volonté du roi de Prusse; la vieille Allemagne n'est plus que sa remorque. Cet homme est quelque chose qui ressemble à l'ancien roi des rois; c'est l'Agamemnon de cette guerre de Troie que les hommes du passé font aux hommes de l'avenir; c'est la menace sauvage de l'ombre à la lumière, du nord au midi. Je viens de vous le dire, et je résume d'un mot ce monstre de l'omnipotence : empereur comme Charles-Quint, pape comme Grégoire VII, il tient dans ses mains une croix qui se termine en glaive et un sceptre qui se termine en knout.

Ce prince, ce souverain, puisque les peuples permettent à des hommes de prendre ce nom, ce Nicolas de Russie est à cette heure l'homme véritable du despotisme. Il en est la tête; Louis Bonaparte n'en est que le masque.

Dans ce dilemme qui a toute la rigueur d'un décret du destin, *Europe républicaine ou Europe cosaque,* c'est Nicolas de Russie qui incarne l'Europe cosaque. Nicolas de Russie est le vis-à-vis de la Révolution.

Citoyens, c'est ici qu'il faut se recueillir. Les choses nécessaires arrivent toujours; mais par quelle voie? c'est là ce qui est admirable, et j'appelle sur ceci votre attention.

Nicolas de Russie semblait avoir triomphé; le despotisme, vieil édifice restauré, dominait de nouveau l'Europe, plus solide en apparence que jamais, avec le meurtre de dix nations pour base et le crime de Bonaparte pour couronnement. La France, que le grand poète anglais, que Shakespeare appelle « le soldat de Dieu », la France était à terre, désarmée, garrottée, vaincue. Il paraissait qu'il n'y avait plus qu'à jouir de la victoire. Mais, depuis Pierre, les czars ont deux pensées, l'absolutisme et la conquête. La première satisfaite, Nicolas a songé à la seconde. Il avait à côté de lui, à son ombre, j'ai presque dit à ses pieds, un prince amoindri, un empire vieillissant, un peuple affaibli par son peu d'adhérence à la civilisation européenne. Il s'est dit : c'est le moment; et il a étendu son bras vers Constantinople, et il a allongé sa serre vers cette proie. Oubliant toute dignité, toute pudeur, tout respect de lui-même et d'autrui, il a montré brusquement à l'Europe les plus cyniques nudités de l'ambition. Lui, colosse, il s'est acharné sur une ruine; il s'est rué sur ce qui tombait, et il s'est dit avec joie : Prenons Constantinople; c'est facile, injuste et utile.

Citoyens, qu'est-il arrivé?

Le sultan s'est dressé.

Nicolas, par sa ruse et sa violence, s'est donné pour adversaire le désespoir, cette grande force. La révolution, foudre endormie, était là. Or, — écoutez

ceci, car c'est grand : — il s'est trouvé que froissé, humilié, navré, poussé à bout, ce turc, ce prince chétif, ce prince débile, ce moribond, ce fantôme sur lequel le czar n'avait qu'à souffler, ce petit sultan, souffleté par Mentschikoff et cravaché par Gortschakoff, s'est jeté sur la foudre et l'a saisie.

Et maintenant il la tient, il la secoue au-dessus de sa tête, et les rôles sont changés, et voici Nicolas qui tremble! — et voici les trônes qui s'émeuvent, et voici les ambassadeurs d'Autriche et de Prusse qui s'en vont de Constantinople, et voici les légions polonaise, hongroise et italienne qui se forment, et voici la Roumanie, la Transylvanie, la Hongrie qui frémissent, voici la Circassie qui se lève, voici la Pologne qui frissonne; car tous, peuples et rois, ont reconnu cette chose éclatante qui flamboie et qui rayonne à l'orient, et ils savent bien que ce qui brille en ce moment dans la main désespérée de la Turquie, ce n'est pas le vieux sabre ébréché d'Othman, c'est l'éclair splendide des révolutions!

Oui, citoyens, c'est la révolution qui vient de passer le Danube!

Le Rhin, le Tibre, la Vistule et la Seine en ont tressailli.

Proscrits, combattants de toutes les dates, martyrs de toutes les luttes, battez des mains à cet ébranlement immense qui commence à peine, et que rien maintenant n'arrêtera. Toutes les nations qu'on croyait mortes dressent la tête en ce moment. Réveil des peuples, réveil de lions.

Cette guerre a éclaté au sujet d'un sépulcre dont tout le monde voulait les clefs. Quel sépulcre et quelles clefs? C'est là ce que les rois ignorent. Citoyens, ce sépulcre, c'est la grande tombe où est enfermée la République, déjà debout dans les ténèbres et toute prête à sortir. Et ces clefs qui ouvriront le sépulcre, dans quelles mains tomberont-elles? Amis, ce sont les rois qui se les disputent, mais c'est le peuple qui les aura.

C'est fini, j'y insiste, désormais les négociations, les notes, les protocoles, les ultimatum, les armistices, les plâtrages de paix eux-mêmes n'y peuvent rien. Ce qui est fait est fait. Ce qui est entamé s'achèvera. Le sultan, dans son désespoir, a saisi la révolution, et la révolution le tient. Il ne dépend plus de lui-même à présent de se délivrer de l'aide redoutable qu'il s'est donnée. Il le voudrait qu'il ne le pourrait. Quand un homme prend un archange pour auxiliaire, l'archange l'emporte sur ses ailes.

Chose frappante! il est peut-être dans la destinée du sultan de faire crouler tous les trônes. (*Une voix :* Y compris le sien.)

Et cette œuvre à laquelle on contraint le sultan, ce sera le czar qui l'aura provoquée! Cet écroulement des trônes, d'où sortira la confédération des Peuples-Unis, ce sera le czar, je ne dirai pas qui l'aura voulu, mais qui l'aura causé. L'Europe cosaque aura fait surgir l'Europe républicaine. À

l'heure qu'il est, citoyens, le grand révolutionnaire de l'Europe, — c'est Nicolas de Russie.

N'avais-je pas raison de vous dire : admirez de quelle façon la providence s'y prend!

Oui, la providence nous emporte vers l'avenir à travers l'ombre. Regardez, écoutez, est-ce que vraiment vous ne voyez pas que le mouvement de tout commence à devenir formidable? Le sinistre sabbat de l'absolutisme passe comme une vision de nuit. Les rangées de gibets chancellent à l'horizon, les cimetières entrevus paraissent et disparaissent, les fosses où sont les martyrs se soulèvent, tout se hâte dans ce tourbillon de ténèbres. Il semble qu'on entend ce cri mystérieux : « Hourrah! hourrah! les rois vont vite! »

Proscrits, attendons l'heure. Elle va bientôt sonner, préparons-nous. Elle va sonner pour les nations, elle va sonner pour nous-mêmes. Alors, pas un cœur ne faiblira. Alors nous sortirons, nous aussi, de cette tombe qu'on appelle l'exil; nous agiterons tous les sanglants et sacrés souvenirs, et, dans les dernières profondeurs, les masses se lèveront contre les despotes, et le droit et la justice et le progrès vaincront; car le plus auguste et le plus terrible des drapeaux, c'est le suaire dans lequel les rois ont essayé d'ensevelir la liberté!

Citoyens, du fond de cette adversité où nous sommes encore, envoyons une acclamation à l'avenir. Saluons, au delà de toutes ces convulsions et de toutes ces guerres, saluons l'aube bénie des États-Unis d'Europe! Oh! ce sera là une réalisation splendide! Plus de frontières, plus de douanes, plus de guerres, plus d'armées, plus de prolétariat, plus d'ignorance, plus de misère; toutes les exploitations coupables supprimées, toutes les usurpations abolies; la richesse décuplée, le problème du bien-être résolu par la science; le travail, droit et devoir; la concorde entre les peuples, l'amour entre les hommes; la pénalité résorbée par l'éducation; le glaive brisé comme le sabre; tous les droits proclamés et mis hors d'atteinte, le droit de l'homme à la souveraineté, le droit de la femme à l'égalité, le droit de l'enfant à la lumière; la pensée, moteur unique, la matière, esclave unique; le gouvernement résultant de la superposition des lois de la société aux lois de la nature, c'est-à-dire pas d'autre gouvernement que le droit de l'Homme; — voilà ce que sera l'Europe demain peut-être, citoyens, et ce tableau qui vous fait tressaillir de joie n'est qu'une ébauche tronquée et rapide. Ô proscrits, bénissons nos pères dans leurs tombes, bénissons ces dates glorieuses qui rayonnent sur ces murailles, bénissons la sainte marche des idées. Le passé appartient aux princes; il s'appelle Barbarie; l'avenir appartient aux peuples; il s'appelle Humanité!

1854.

LA PEINE DE MORT. — UN GIBET À GUERNESEY.
COMPLAISANCES ANGLAISES. — ÉVOCATION DE L'AVENIR.
MISÈRE. — NOSTALGIE.
ENCORE UN QUI MEURT. — DÉSASTRES EN CRIMÉE.
BASSESSE DANS LE PARLEMENT.
ATTITUDE DU PROSCRIT DEVANT LE PROSCRIPTEUR.

I

AUX HABITANTS DE GUERNESEY.

Janvier 1854.

Une condamnation à mort est prononcée dans les îles de la Manche. Victor Hugo intervient.

Peuple de Guernesey,

C'est un proscrit qui vient à vous.

C'est un proscrit qui vient vous parler pour un condamné. L'homme qui est dans l'exil tend la main à l'homme qui est dans le sépulcre. Ne le trouvez pas mauvais, et écoutez-moi :

Le mardi 18 octobre 1853, à Guernesey, un homme, John-Charles Tapner, est entré la nuit chez une femme, Mme Saujon, et l'a tuée; puis il l'a volée, et il a mis le feu au cadavre et à la maison, espérant que le premier forfait s'en irait dans la fumée du second. Il s'est trompé. Les crimes ne sont pas complaisants, et l'incendie a refusé de cacher l'assassinat. La providence n'est pas une recéleuse; elle a livré le meurtrier.

Le procès fait à Tapner a jeté un jour hideux sur plusieurs autres crimes. Depuis un certain temps des mains, tout de suite disparues, avaient mis le feu à diverses maisons dans l'île; les présomptions se sont fixées sur Tapner, et il a paru vraisemblable que tous les précédents incendies dussent se résumer dans le sanglant incendiaire du 18 octobre.

Cet homme a été jugé; jugé avec une impartialité et un scrupule qui honorent votre libre et intègre magistrature. Treize audiences ont été employées à l'examen des faits et à la formation lente de la conviction des juges. Le 3 janvier l'arrêt a été rendu à l'unanimité; et à neuf heures du soir, en audience publique et solennelle, votre honorable chef-magistrat, le bailli de Guernesey, d'une voix brisée et éteinte, tremblant d'une émotion dont je le glorifie, a déclaré à l'accusé « que la loi punissant de mort le meurtre », il devait, lui John-Charles Tapner, se préparer à mourir, qu'il serait pendu, le 27 janvier prochain, sur le lieu même de son crime, et que là où il avait tué, il serait tué.

Ainsi, à ce moment où nous sommes, il y a, au milieu de vous, au milieu de nous, habitants de cet archipel, un homme qui, dans cet avenir plein d'heures obscures pour tous les autres hommes, voit distinctement sa dernière heure. En cet instant, dans cette minute où nous respirons librement, où nous allons et venons, où nous parlons et sourions, il y a, à quelques pas de nous, et le cœur se serre en y songeant, il y a dans une geôle, sur un grabat de prison, un homme, un misérable homme frissonnant, qui vit l'œil fixé sur un jour de ce mois, sur le 27 janvier, spectre qui grandit et qui approche. Le 27 janvier, masqué pour nous tous comme tous les autres jours qui nous attendent, ne montre qu'à cet homme son visage, la face sinistre de la mort.

Guernesiais, Tapner est condamné à mort. En présence du texte des codes, votre magistrature a fait son devoir; elle a rempli, pour me servir des propres termes du chef-magistrat, « son obligation »; mais prenez garde. Ceci est le talion. Tu as tué, tu seras tué. Devant la loi humaine, c'est juste; devant la loi divine, c'est redoutable.

Peuple de Guernesey, rien n'est petit quand il s'agit de l'inviolabilité humaine. Le monde civilisé vous demande la vie de cet homme.

Qui suis-je? rien. Mais a-t-on besoin d'être quelque chose pour supplier? est-il nécessaire d'être grand pour crier : grâce? Hommes des îles de la Manche, nous proscrits de France, nous vivons au milieu de vous, nous vous aimons. Nous voyons vos voiles passer à l'horizon dans les crépuscules des tempêtes, et nous vous envoyons nos bénédictions et nos prières. Nous sommes vos frères. Nous vous estimons, nous vous honorons; nous vénérons en vous le travail, le courage, les nuits passées à la mer pour nourrir la femme et les enfants, les mains calleuses du matelot, le front hâlé du laboureur, la France dont nous sommes les fils et dont vous êtes les petits-fils, l'Angleterre dont vous êtes les citoyens et dont nous sommes les hôtes.

Permettez-nous donc de vous adresser la parole, puisque nous sommes assis à votre foyer, et de vous payer votre hospitalité en coopération cordiale. Permettez-nous de nous attrister de tout ce qui pourrait assombrir votre doux pays.

Le plongeur se précipite au fond de la mer et rapporte une poignée de gravier. Nous autres, nous sommes les souffrants, nous sommes les éprouvés, c'est-à-dire les penseurs; les rêveurs, si vous voulez. — Nous plongeons au fond des choses, nous tâchons de toucher Dieu, et nous rapportons une poignée de vérités.

La première des vérités, la voici : tu ne tueras pas.

Et cette parole est absolue. Elle a été dite pour la loi, aussi bien que pour l'individu.

Guernesiais, écoutez ceci :

Il y a une divinité horrible, tragique, exécrable, païenne. Cette divinité s'appelait Moloch chez les hébreux et Teutatès chez les celtes; elle s'appelle à présent la peine de mort. Elle avait autrefois pour pontife, dans l'orient, le mage, et, dans l'occident, le druide; son prêtre aujourd'hui, c'est le bourreau. Le meurtre légal a remplacé le meurtre sacré. Jadis elle a rempli votre île de sacrifices humains, et elle en a laissé partout les monuments, toutes ces pierres lugubres où la rouille des siècles a effacé la rouille du sang, qu'on rencontre à demi ensevelies dans l'herbe au sommet de vos collines et sur lesquelles la ronce siffle au vent du soir. Aujourd'hui, en cette année dont elle épouvante l'aurore, l'idole monstrueuse reparaît parmi vous; elle vous somme de lui obéir; elle vous convoque à jour fixe, pour la célébration de son mystère, et, comme autrefois, elle réclame de vous, de vous qui avez lu l'évangile, de vous qui avez l'œil fixé sur le calvaire, elle réclame un sacrifice humain! Lui obéirez-vous? redeviendrez-vous païens le 27 janvier 1854 pendant deux heures? païens pour tuer un homme! païens pour perdre une âme! païens pour mutiler la destinée du criminel en lui retranchant le temps du repentir! Ferez-vous cela? Serait-ce là le progrès? Où en sont les hommes si le sacrifice humain est encore possible? Adore-t-on encore à Guernesey l'idole, la vieille idole du passé, qui tue en face de Dieu qui crée? À quoi bon lui avoir ôté le peulven si c'est pour lui rendre la potence?

Quoi! commuer une peine, laisser à un coupable la chance du remords et de la réconciliation, substituer au sacrifice humain l'expiation intelligente, ne pas tuer un homme, cela est-il donc si malaisé? Le navire est-il donc si en détresse qu'un homme y soit de trop? un criminel repentant pèse-t-il donc tant à la société humaine qu'il faille se hâter de jeter par-dessus le bord dans l'ombre de l'abîme cette créature de Dieu?

Guernesiais! la peine de mort recule aujourd'hui partout et perd chaque jour du terrain; elle s'en va devant le sentiment humain. En 1830, la chambre des députés de France en réclamait l'abolition, par acclamation; la constituante de Francfort l'a rayée des codes en 1848; la constituante de Rome l'a supprimée en 1849; notre constituante de Paris ne l'a maintenue qu'à une majorité imperceptible; je dis plus, la Toscane, qui est catholique, l'a abolie; la Russie, qui est barbare, l'a abolie; Otahiti, qui est sauvage, l'a abolie. Il semble que les ténèbres elles-mêmes n'en veuillent plus. Est-ce que vous en voulez, vous, hommes de ce bon pays?

Il dépend de vous que la peine de mort soit abolie de fait à Guernesey; il dépend de vous qu'un homme ne soit pas « pendu jusqu'à ce que mort s'ensuive » le 27 janvier; il dépend de vous que ce spectacle

IMPRIMERIE NATIONALE.

effroyable, qui laisserait une tache noire sur votre beau ciel, ne vous soit pas donné.

Votre constitution libre met à votre disposition tous les moyens d'accomplir cette œuvre religieuse et sainte. Réunissez-vous légalement. Agitez pacifiquement l'opinion et les consciences. L'île entière peut, je dis plus, doit intervenir. Les femmes doivent presser les maris, les enfants attendrir les pères, les hommes signer des requêtes et des pétitions. Adressez-vous à vos gouvernants et à vos magistrats dans les limites de la loi. Réclamez le sursis, réclamez la grâce, réclamez la commutation de peine. Vous l'obtiendrez.

Levez-vous. Hâtez-vous. Ne perdez pas un jour, ne perdez pas une heure, ne perdez pas un instant. Que ce fatal 27 janvier vous soit sans cesse présent. Que toute l'île compte les minutes comme cet homme!

Songez-y bien, depuis que cette sentence de mort est prononcée, le bruit que vous entendez maintenant dans toutes les horloges, c'est le battement du cœur de ce misérable.

Un précédent est-il nécessaire? en voici un :

En 1851, un homme, à Jersey, tua un autre homme. Un nommé Jacques Fouquet tira un coup de fusil à un nommé Derbyshire. Jacques Fouquet fut déclaré coupable successivement par les deux jurys. Le 27 août 1851 la cour le condamna à mort. Devant l'imminence d'une exécution capitale, l'île s'émut. Un grand meeting eut lieu; seize cents personnes y assistaient. Des français y parlèrent aux applaudissements du généreux peuple jersiais. Une pétition fut signée. Le 23 septembre, la grâce de Fouquet arriva.

Maintenant, qu'est-il advenu de Fouquet?

Je vais vous le dire.

Fouquet vit et Fouquet se repent[1].

Qu'est-ce que le gibet a à répondre à cela?

Guernesiais! ce qu'a fait Jersey, Guernesey peut le faire. Ce que Jersey a obtenu, Guernesey l'obtiendra.

Dira-t-on qu'ici, dans ce sombre guet-apens du 18 octobre, la mort semble justice? que le crime de Tapner est bien grand?

[1] Jacques Fouquet. — On nous assure que Jacques Fouquet, condamné à mort par notre cour royale, comme coupable du crime de meurtre sur Frédéric Derbyshire et dont la peine fut commuée par sa majesté en celle de la déportation perpétuelle, a été transféré, il y a six mois, de la prison de Millbank où il était toujours resté, à Dartmore. Il est presque complètement guéri du mal qu'il avait au cou, et sa conduite a été telle à Millbank, que le gouverneur de cette prison regarde comme très probable une nouvelle commutation de sa peine, et un bannissement aux possessions anglaises.

(*Chronique de Jersey*, 7 janvier 1854.) [*Note des Discours de l'exil, 1854.*]

Plus le crime est grand, plus le temps doit être long au repentir.

Quoi! une femme aura été assassinée, lâchement tuée, lâchement! une maison aura été pillée, violée, incendiée, un meurtre aura été accompli, et autour de ce meurtre on croira entrevoir une foule d'autres actions perverses, un attentat aura été commis, je me trompe, plusieurs attentats, qui exigeraient une longue et solennelle réparation, le châtiment accompagné de la réflexion, le rachat du mal par la pénitence, l'agenouillement du criminel sous le crime et du condamné sous la peine, toute une vie de douleur et de purification; et parce qu'un matin, à un jour précis, le vendredi 27 janvier, en quelques minutes, un poteau aura été enfoncé dans la terre, parce qu'une corde aura serré le cou d'un homme, parce qu'une âme se sera enfuie d'un corps misérable avec le hurlement du damné, tout sera bien!

Brièveté chétive de la justice humaine!

Oh! nous sommes le dix-neuvième siècle; nous sommes le peuple nouveau; nous sommes le peuple pensif, sérieux, libre, intelligent, travailleur, souverain; nous sommes, à prendre le siècle dans son ensemble, le meilleur âge de l'humanité, l'époque de progrès, d'art, de science, d'amour, d'espérance, de fraternité; échafauds! qu'est-ce que vous nous voulez? Ô machines monstrueuses de la mort, hideuses charpentes du néant, apparitions du passé, toi qui tiens à deux bras ton couperet triangulaire, toi qui secoues un squelette au bout d'une corde, de quel droit reparaissez-vous en plein midi, en plein soleil, en plein dix-neuvième siècle, en pleine vie? vous êtes des spectres. Vous êtes les choses de la nuit, rentrez dans la nuit. Est-ce que les ténèbres offrent leurs services à la lumière? Allez-vous en. Pour civiliser l'homme, pour corriger le coupable, pour illuminer la conscience, pour faire germer le repentir dans les insomnies du crime, nous avons mieux que vous, nous avons la pensée, l'enseignement, l'éducation patiente, l'exemple religieux, la clarté en haut, l'épreuve en bas, l'austérité, le travail, la clémence. Quoi! du milieu de tout ce qui est grand, de tout ce qui est vrai, de tout ce qui est beau, de tout ce qui est auguste, on verra obstinément surgir la peine de mort! Quoi! la ville souveraine, la ville centrale du genre humain, la ville du 14 juillet et du 10 août, la ville où dorment Rousseau et Voltaire, la métropole des révolutions, la cité-crèche de l'idée, aura la Grève, la barrière Saint-Jacques, la Roquette! Et ce ne sera pas assez de cette contradiction abominable! et ce contre-sens sera peu! et cette horreur ne suffira pas! Et il faudra qu'ici aussi, dans cet archipel, parmi les falaises, les arbres et les fleurs, sous l'ombre des grandes nuées qui viennent du pôle, l'échafaud se dresse, et domine, et constate son droit, et règne! ici! dans le bruit des vents, dans la rumeur éternelle des flots, dans

la solitude de l'abîme, dans la majesté de la nature! Allez-vous en, vous dis-je! disparaissez! Qu'est-ce que vous venez faire, toi, guillotine, au milieu de Paris, toi, gibet, en face de l'océan!

Peuple de pêcheurs, bons et vaillants hommes de la mer, ne laissez pas mourir cet homme. Ne jetez pas l'ombre d'une potence sur votre île charmante et bénie. N'introduisez pas dans vos héroïques et incertaines aventures de mer ce mystérieux élément de malheur. N'acceptez pas la solidarité redoutable de cet empiétement du pouvoir humain sur le pouvoir divin. Qui sait? qui connaît? qui a pénétré l'énigme? Il y a des abîmes dans les actions humaines comme il y a des gouffres dans les flots. Songez aux jours d'orage, aux nuits d'hiver, aux forces irritées et obscures qui s'emparent de vous à de certains moments. Songez comme la côte de Serk est rude, comme les bas-fonds des Minquiers sont perfides, comme les écueils de Pater-Noster sont mauvais. Ne faites pas souffler dans vos voiles le vent du sépulcre. N'oubliez pas, navigateurs, n'oubliez pas, pêcheurs, n'oubliez pas, matelots, qu'il n'y a qu'une planche entre vous et l'éternité, que vous êtes à la discrétion des vagues qu'on ne sonde pas et de la destinée qu'on ignore, qu'il y a peut-être des volontés dans ce que vous prenez pour des caprices, que vous luttez sans cesse contre la mer et contre le temps, et que, vous, hommes qui savez si peu de chose et qui ne pouvez rien, vous êtes toujours face à face avec l'infini et avec l'inconnu!

L'inconnu et l'infini, c'est la tombe.

N'ouvrez pas, de vos propres mains, une tombe au milieu de vous.

Quoi donc! les voix de cet infini ne nous disent-elles rien? Est-ce que tous les mystères ne nous entretiennent pas les uns des autres? Est-ce que la majesté de l'océan ne proclame pas la sainteté du tombeau? Dans la tempête, dans l'ouragan, dans les coups d'équinoxe, quand les brises de la nuit balanceront l'homme mort aux poutres du gibet, est-ce que ce ne sera pas une chose terrible que ce squelette maudissant cette île dans l'immensité?

Est-ce que vous ne songerez pas en frémissant, j'y insiste, que ce vent qui viendra souffler dans vos agrès aura rencontré à son passage cette corde et ce cadavre, et que cette corde et ce cadavre lui auront parlé?

Non! plus de supplices! nous, hommes de ce grand siècle, nous n'en voulons plus. Nous n'en voulons pas plus pour le coupable que pour le non coupable. Je le répète, le crime se rachète par le remords et non par un coup de hache ou un nœud coulant; le sang se lave avec les larmes et non avec le sang. Non! ne donnons plus de besogne au bourreau. Ayons ceci présent à l'esprit, et que la conscience du juge religieux et honnête médite d'accord avec la nôtre : indépendamment du grand forfait contre l'inviolabilité de la vie humaine accompli aussi bien sur le brigand exécuté

que sur le héros supplicié, tous les échafauds ont commis des crimes. Le code de meurtre est un scélérat masqué avec ton masque, ô justice, et qui tue et massacre impunément. Tous les échafauds portent des noms d'innocents et de martyrs. Non, nous ne voulons plus de supplices. Pour nous la guillotine s'appelle Lesurques, la roue s'appelle Calas, le bûcher s'appelle Jeanne d'Arc, la torture s'appelle Campanella, le billot s'appelle Thomas Morus, la ciguë s'appelle Socrate, le gibet se nomme Jésus-Christ!

Oh! s'il y a quelque chose d'auguste dans ces enseignements de fraternité, dans ces doctrines de mansuétude et d'amour que toutes les bouches qui crient : religion, et toutes les bouches qui disent : démocratie, que toutes les voix de l'ancien et du nouvel évangile sèment et répandent aujourd'hui d'un bout du monde à l'autre, les unes au nom de l'Homme-Dieu, les autres au nom de l'Homme-Peuple, si ces doctrines sont justes, si ces idées sont vraies, si le vivant est frère du vivant, si la vie de l'homme est vénérable, si l'âme de l'homme est immortelle, si Dieu seul a le droit de retirer ce que Dieu seul a eu le pouvoir de donner, si la mère qui sent l'enfant remuer dans ses entrailles est un être béni, si le berceau est une chose sacrée, si le tombeau est une chose sainte, — insulaires de Guernesey, ne tuez pas cet homme!

Je dis : ne le tuez pas. Car, sachez-le bien, quand on peut empêcher la mort, laisser mourir, c'est tuer.

Ne vous étonnez pas de cette instance qui est dans mes paroles. Laissez, je vous le dis, le proscrit intercéder pour le condamné. Ne dites pas : que nous veut cet étranger? Ne dites pas au banni : de quoi te mêles-tu? ce n'est pas ton affaire. — Je me mêle des choses du malheur; c'est mon droit, puisque je souffre. L'infortune a pitié de la misère; la douleur se penche sur le désespoir.

D'ailleurs, cet homme et moi, n'avons-nous pas des souffrances qui se ressemblent? ne tendons-nous pas chacun les bras à ce qui nous échappe? moi banni, lui condamné, ne nous tournons-nous pas chacun vers notre lumière, lui vers la vie, moi vers la patrie?

Et, — l'on devrait réfléchir à ceci, — l'aveuglement de la créature humaine qui proscrit et qui juge est si profond, la nuit est telle sur la terre, que nous sommes frappés, nous les bannis de France, pour avoir fait notre devoir, comme cet homme est frappé pour avoir commis un crime. La justice et l'iniquité se donnent la main dans les ténèbres.

Mais qu'importe! pour moi cet assassin n'est plus un assassin, cet incendiaire n'est plus un incendiaire, ce voleur n'est plus un voleur; c'est un être frémissant qui va mourir. Le malheur le fait mon frère. Je le défends.

L'adversité qui nous éprouve a parfois, outre l'épreuve, des utilités im-

prévues, et il arrive que nos proscriptions, expliquées par les choses auxquelles elles servent, prennent des sens inattendus et consolants.

Si ma voix est entendue, si elle n'est pas emportée, comme un souffle vain, dans le bruit du flot et de l'ouragan, si elle ne se perd pas dans la rafale qui sépare les deux îles, si la semence de pitié que je jette à ce vent de mer germe dans les cœurs et fructifie, s'il arrive que ma parole, la parole obscure du vaincu, ait cet insigne honneur d'éveiller l'agitation salutaire d'où sortiront la peine commuée et le criminel pénitent, s'il m'est donné à moi, le proscrit rejeté et inutile, de me mettre en travers d'un tombeau qui s'ouvre, de barrer le passage à la mort, et de sauver la tête d'un homme, si je suis le grain de sable tombé de la main du hasard qui fait pencher la balance et qui fait prévaloir la vie sur la mort, si ma proscription a été bonne à cela, si c'était là le but mystérieux de la chute de mon foyer et de ma présence en ces îles, oh! alors tout est bien, je n'ai pas souffert, je remercie, je rends grâces et je lève les mains au ciel, et, dans cette occasion où éclatent toutes les volontés de la providence, ce sera votre triomphe, ô Dieu, d'avoir fait bénir Guernesey par la France, ce peuple presque primitif par la civilisation tout entière, les hommes qui ne tuent point par l'homme qui a tué, la loi de miséricorde et de vie par le meurtrier, et l'exil par l'exilé!

Hommes de Guernesey, ce qui vous parle en cet instant, ce n'est pas moi, qui ne suis que l'atome emporté n'importe dans quelle nuit par le souffle de l'adversité; ce qui s'adresse à vous aujourd'hui, c'est, je viens de vous le dire, la civilisation tout entière, c'est elle qui tend vers vous ses mains vénérables. Si Beccaria proscrit était au milieu de vous, il vous dirait : *la peine capitale est impie;* si Franklin banni vivait à votre foyer, il vous dirait : *la loi qui tue est une loi funeste;* si Filangieri réfugié, si Vico exilé, si Turgot expulsé, si Montesquieu chassé, habitaient sous votre toit, ils vous diraient : *l'échafaud est abominable;* si Jésus-Christ, en fuite devant Caïphe, abordait votre île, il vous dirait : *ne frappez pas avec le glaive;* — et à Montesquieu, à Turgot, à Vico, à Filangieri, à Beccaria, à Franklin vous criant : grâce! à Jésus-Christ vous criant : grâce! répondriez-vous : Non!

Non! c'est la réponse du mal. Non! c'est la réponse du néant. L'homme croyant et libre affirme la vie, affirme la pitié, la clémence et le pardon, prouve l'âme de la société par la miséricorde de la loi, et ne répond non! qu'à l'opprobre, au despotisme et à la mort.

Un dernier mot, et j'ai fini.

A cette heure fatale de l'histoire où nous sommes, car si grand que soit un siècle et si beau que soit un astre, ils ont leurs éclipses, à cette minute sinistre que nous traversons, qu'il y ait du moins un lieu sur la terre où le

progrès couvert de plaies, jeté aux tempêtes, vaincu, épuisé, mourant, se réfugie et surnage! Iles de la Manche, soyez le radeau de ce naufragé sublime! Pendant que l'orient et l'occident se heurtent pour la fantaisie des princes, pendant que les continents n'offrent partout aux yeux que ruse, violence, fourberie, ambition, pendant que les grands empires étalent les passions basses, vous, petits pays, donnez les grands exemples. Reposez le regard du genre humain.

Oui, en ce moment où le sang des hommes coule à ruisseaux à cause d'un homme, en ce moment où l'Europe assiste à l'agonie héroïque des turcs sous le talon du czar, triomphateur qu'attend le châtiment, en ce moment où la guerre, évoquée par un caprice d'empereur, se lève de toutes parts avec son horreur et ses crimes, qu'ici du moins, dans ce coin du monde, dans cette république de marins et de paysans, on voie ce beau spectacle : un petit peuple brisant l'échafaud! Que la guerre soit partout, et ici la paix! Que la barbarie soit partout, et ici la civilisation! Que la mort, puisque les princes le veulent, soit partout, et que la vie soit ici! Tandis que les rois, frappés de démence, font de l'Europe un cirque où les hommes vont remplacer les tigres et s'entre-dévorer, que le peuple de Guernesey, de son rocher entouré des calamités du monde et des tempêtes du ciel, fasse un piédestal et un autel; un piédestal à l'Humanité, un autel à Dieu!

Jersey, Marine-Terrace, 10 janvier 1854.

A LORD PALMERSTON[1]

SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE L'INTÉRIEUR EN ANGLETERRE.

La lettre qui précède avait ému l'île de Guernesey. Des meetings avaient eu lieu, une adresse à la reine avait été signée, les journaux anglais avaient reproduit en l'appuyant la demande de Victor Hugo pour la grâce de Tapner. Le gouvernement anglais avait successivement accordé trois sursis. On pensait que l'exécution n'aurait pas lieu. Tout à coup le bruit se répand que l'ambassadeur de France, M. Walewski, est allé voir lord Palmerston. Deux jours après, Tapner est exécuté. L'exécution eut lieu le 10 février. Le 11, Victor Hugo écrivit à lord Palmerston la lettre qu'on va lire :

Monsieur,

Je mets sous vos yeux une série de faits qui se sont accomplis à Jersey dans ces dernières années.

Il y a quinze ans, Caliot, assassin, fut condamné à mort et gracié. Il y a huit ans, Thomas Nicolle, assassin, fut condamné à mort et gracié. Il y a trois ans, en 1851, Jacques Fouquet, assassin, fut condamné à mort et gracié. Pour tous ces criminels la mort fut commuée en déportation. Pour obtenir ces grâces, à ces diverses époques, il a suffi d'une pétition des habitants de l'île.

J'ajoute qu'en 1851 on se borna également à déporter Edward Carlton, qui avait assassiné sa femme dans des circonstances horribles.

Voilà ce qui s'est passé depuis quinze ans dans l'île d'où je vous écris.

Par suite de tous ces faits significatifs, on a effacé les scellements du gibet sur le vieux Mont-Patibulaire de Saint-Hélier, et il n'y a plus de bourreau à Jersey.

Maintenant quittons Jersey et venons à Guernesey.

Tapner, assassin, incendiaire et voleur, est condamné à mort. À l'heure qu'il est, monsieur, et au besoin les faits que je viens de vous citer suffiraient à le prouver, dans toutes les consciences saines et droites la peine de mort est abolie; Tapner condamné, un cri s'élève, les pétitions se multi-

[1] Voir ci-après les extraits des journaux la *Nation* et l'*Homme*. (*Note de l'Édition originale, 1854.*)

plient; une, qui s'appuie énergiquement sur le principe de l'inviolabilité de la vie humaine, est signée par les six cents habitants les plus éclairés de l'île. Notons ici que, des nombreuses sectes chrétiennes qui se partagent les quarante mille habitants de Guernesey, trois ministres seulement[1] ont accordé leur signature à ces pétitions. Tous les autres l'ont refusée. Ces hommes ignorent probablement que la croix est un gibet. Le peuple criait : grâce! le prêtre a crié : mort! Plaignons le prêtre, et passons. Les pétitions vous sont remises, monsieur. Vous accordez un sursis. En pareil cas, sursis signifie commutation. L'île respire; le gibet ne sera pas dressé. Point. Le gibet se dresse. Tapner est pendu.

Après réflexion.

Pourquoi?

Pourquoi refuse-t-on à Guernesey ce qu'on avait tant de fois accordé à Jersey? pourquoi la concession à l'une et l'affront à l'autre? pourquoi la grâce ici et le bourreau là? pourquoi cette différence là où il y avait parité? quel est le sens de ce sursis qui n'est plus qu'une aggravation? est-ce qu'il y aurait un mystère? à quoi a servi la réflexion?

Il se dit, monsieur, des choses devant lesquelles je détourne la tête. Non, ce qui se dit n'est pas. Quoi! une voix, la voix la plus obscure, ne pourrait pas, si c'est la voix d'un exilé, demander grâce, dans un coin perdu de l'Europe, pour un homme qui va mourir, sans que M. Bonaparte l'entendît! sans que M. Bonaparte intervînt! sans que M. Bonaparte mît le holà! Quoi! M. Bonaparte qui a la guillotine de Belley, la guillotine de Draguignan et la guillotine de Montpellier, n'en aurait pas assez comme cela, et aurait l'appétit d'une potence à Guernesey! Quoi! dans cette affaire, vous auriez, vous monsieur, craint de faire de la peine au proscripteur en donnant raison au proscrit, l'homme pendu serait une complaisance, ce gibet serait une gracieuseté, et vous auriez fait cela pour «entretenir l'amitié»! Non, non, non! je ne le crois pas, je ne puis le croire; je ne puis en admettre l'idée, quoique j'en aie le frisson!

En présence de la grande et généreuse nation anglaise, votre reine aurait le droit de grâce et M. Bonaparte aurait le droit de veto! En même temps qu'il y a un tout-puissant au ciel, il y aurait ce tout-puissant-là sur la terre! — Non!

Seulement il n'a pas été possible aux journaux de France de parler de Tapner. Je constate le fait, mais je n'en conclus rien.

Quoi qu'il en soit, vous avez ordonné, ce sont les termes de la dépêche, que la justice «suivît son cours»; quoi qu'il en soit, tout est fini; quoi qu'il

[1] M. Pearce, M. Carey, M. Cockburn. (*Note de l'Édition originale de cette lettre, 1854.*)

en soit, Tapner, après trois sursis et trois réflexions[1], a été pendu hier 10 février, et, — si, par aventure, il y a quelque chose de fondé dans les conjectures que je repousse, — voici, monsieur, le bulletin de la journée. Vous pourriez, dans ce cas, le transmettre aux Tuileries. Ces détails n'ont rien qui répugne à l'empire du Deux-Décembre; il planera avec joie sur cette victoire. C'est un aigle à gibets.

Depuis quelques jours, le condamné était frissonnant. Le lundi 6 on avait entendu ce dialogue entre lui et un visiteur : — *Comment êtes-vous?* — *J'ai plus peur de la mort que jamais.* — *Est-ce du supplice que vous avez peur?* — *Non, pas de cela... Mais quitter mes enfants!* — et il s'était mis à pleurer. Puis il avait ajouté : — *Pourquoi ne me laisse-t-on pas le temps de me repentir?*

La dernière nuit, il a lu plusieurs fois le psaume 51. Puis, après s'être étendu un moment sur son lit, il s'est jeté à genoux. Un assistant s'est approché et lui a dit : — *Sentez-vous que vous avez besoin de pardon?* Il a répondu : *Oui.* La même personne a repris : — *Pour qui priez-vous?* Le condamné a dit : *Pour mes enfants.* Puis il a relevé la tête, et l'on a vu son visage inondé de larmes, et il est resté à genoux. Entendant sonner quatre heures du matin, il s'est tourné et a dit aux gardiens : — *J'ai encore quatre heures, mais où ira ma misérable âme?* Les apprêts ont commencé; on l'a arrangé comme il fallait qu'il fût; le bourreau de Guernesey pratique peu; le condamné a dit tout bas au sous-shériff : — *Cet homme saura-t-il bien faire la chose?* — *Soyez tranquille,* a répondu le sous-shériff. Le procureur de la reine est entré; le condamné lui a tendu la main; le jour naissait, il a regardé la fenêtre blanchissante du cachot et a murmuré : *Mes enfants!* Et il s'est mis à lire un livre intitulé : CROYEZ ET VIVEZ.

Dès le point du jour une multitude immense fourmillait aux abords de la geôle.

Un jardin était attenant à la prison. On y avait dressé l'échafaud. Une brèche avait été faite au mur pour que le condamné passât. À huit heures du matin, la foule encombrant les rues voisines, deux cents spectateurs «privilégiés» étant dans le jardin, l'homme a paru à la brèche. Il avait le front haut et le pas ferme; il était pâle; le cercle rouge de l'insomnie entourait ses yeux. Le mois qui venait de s'écouler l'avait vieilli de vingt années. Cet homme de trente ans en paraissait cinquante. «Un bonnet de coton «blanc profondément enfoncé sur la tête et relevé sur le front, — dit un «témoin oculaire[2], — vêtu de la redingote brune qu'il portait aux débats,

[1] Du 27 janvier au 3 février. — Du 3 février au 6. — Du 6 au 10. (*Note de l'Édition originale, 1854.*)

[2] *Exécution de J.-C. Tapner.* (Imprimé au bureau du *Star de Guernesey.*) [*Note du manuscrit.*]

«et chaussé de vieilles pantoufles», il a fait le tour d'une partie du jardin dans une allée sablée exprès. Les bordiers, le shériff, le lieutenant-shériff, le procureur de la reine, le greffier et le sergent de la reine l'entouraient. Il avait les mains liées; mal, comme vous allez voir. Pourtant, selon l'usage anglais, pendant que les mains étaient croisées par les liens sur la poitrine, une corde rattachait les coudes derrière le dos. Il marchait l'œil fixé sur le gibet. Tout en marchant il disait à voix haute : *Ah! mes pauvres enfants!* À côté de lui, le chapelain Bouwerie, qui avait refusé de signer la demande en grâce, pleurait. L'allée sablée menait à l'échelle. Le nœud pendait. Tapner a monté. Le bourreau tremblait; les bourreaux d'en bas sont quelquefois émus. Tapner s'est mis lui-même sous le nœud coulant et y a passé son cou, et, comme il avait les mains peu attachées, voyant que le bourreau, tout égaré, s'y prenait mal, il l'a aidé. Puis, «comme s'il eût pressenti ce qui allait suivre», — dit le même témoin, — il a dit : *Liez-moi donc mieux les mains.* — *C'est inutile,* a répondu le bourreau. Tapner étant ainsi debout dans le nœud coulant, les pieds sur la trappe, le bourreau a rabattu le bonnet sur son visage, et l'on n'a plus vu de cette face pâle qu'une bouche qui priait. La trappe prête à s'ouvrir sous lui avait environ deux pieds carrés. Après quelques secondes, le temps de se retourner, l'homme des «hautes œuvres» a pressé le ressort de la trappe. Un trou s'est fait sous le condamné, il y est tombé brusquement, la corde s'est tendue, le corps a tourné, on a cru l'homme mort. «On pensa, dit le témoin, que Tapner avait été tué «roide par la rupture de la moëlle épinière.» Il était tombé de quatre pieds de haut, et de tout son poids, et c'était un homme de haute taille; et le témoin ajoute : «*Ce soulagement des cœurs oppressés ne dura pas deux minutes.*» Tout à coup, l'homme, pas encore cadavre et dejà spectre, a remué; les jambes se sont élevées et abaissées l'une après l'autre comme si elles essayaient de monter des marches dans le vide, ce qu'on entrevoyait de la face est devenu horrible, les mains, presque déliées, s'éloignaient et se rapprochaient «comme pour demander assistance», dit le témoin. Le lien des coudes s'était rompu à la secousse de la chute. Dans ses convulsions, la corde s'est mise à osciller, les coudes du misérable ont heurté le bord de la trappe, les mains s'y sont cramponnées, le genou droit s'y est appuyé, le corps s'est soulevé, et le pendu s'est penché sur la foule. Il est retombé, puis a recommencé. *Deux fois,* dit le témoin. La seconde fois il s'est dressé à un pied de hauteur; la corde a été un moment lâche. Puis il a relevé son bonnet et la foule a vu ce visage. Cela durait trop, à ce qu'il paraît. Il a fallu finir. Le bourreau qui était descendu, est remonté, et a fait, je cite toujours le témoin oculaire, «lâcher prise au patient». La corde avait dévié; elle était sous le menton; le bourreau l'a remise sous l'oreille; après quoi il a pressé sur les deux

épaules[1]». Le bourreau et le spectre ont lutté un moment; le bourreau a vaincu. Puis cet infortuné, condamné lui-même, s'est précipité dans le trou où pendait Tapner, lui a étreint les deux genoux et s'est suspendu à ses pieds. La corde s'est balancée un moment, portant le patient et le bourreau, le crime et la loi. Enfin, le bourreau a lui-même «lâché prise». C'était fait. L'homme était mort.

Vous le voyez, monsieur, les choses se sont bien passées. Cela a été complet. Si c'est un cri d'horreur qu'on a voulu, on l'a.

La ville étant bâtie en amphithéâtre, on voyait cela de toutes les fenêtres. Les regards plongeaient dans le jardin.

La foule criait : *shame! shame!* Des femmes sont tombées évanouies.

Pendant ce temps-là, Fouquet, le gracié de 1851, se repent. Le bourreau a fait de Tapner un cadavre; la clémence a refait de Fouquet un homme.

Dernier détail.

Entre le moment où Tapner est tombé dans le trou de la trappe et l'instant où le bourreau, ne sentant plus de frémissement, lui a lâché les pieds, il s'est écoulé douze minutes. Douze minutes! Qu'on calcule combien cela fait de temps, si quelqu'un sait à quelle horloge se comptent les minutes de l'agonie!

Voilà donc, monsieur, de quelle façon Tapner est mort.

Cette exécution a coûté cinquante mille francs. C'est un beau luxe[2].

Quelques amis de la peine de mort disent qu'on aurait pu avoir cette strangulation pour «vingt-cinq livres sterling». Pourquoi lésiner? Cinquante mille francs! quand on y pense, ce n'est pas trop cher; il y a beaucoup de détails dans cette chose-là.

On voit l'hiver, à Londres, dans de certains quartiers, des groupes d'êtres pelotonnés dans les angles des rues, au coin des portes, passant ainsi les jours et les nuits, mouillés, affamés, glacés, sans abri, sans vêtements et sans chaussures, sous le givre et sous la pluie. Ces êtres sont des vieillards, des enfants et des femmes; presque tous irlandais; comme vous, monsieur. Contre l'hiver ils ont la rue, contre la neige ils ont la nudité, contre la faim ils ont le tas d'ordures voisin. C'est sur ces indigences-là que le budget prélève les cinquante mille francs donnés au bourreau Rooks. Avec ces cinquante mille francs, on ferait vivre pendant un an cent de ces familles. Il vaut mieux tuer un homme.

[1] *Gazette de Guernesey,* 11 février. (*Note de l'Édition originale, 1854.*)

[2] «L'exécuteur Rooks a déjà coûté près de deux mille livres sterling au fisc.» *Gazette de Guernesey,* 11 février. Rooks n'avait encore pendu personne; Tapner est son coup d'essai. Le dernier gibet qu'ait vu Guernesey remonte à vingt-quatre ans. Il fut dressé pour un assassin nommé Béasse, exécuté le 3 novembre 1830. (*Note de l'édition originale, 1854.*)

Ceux qui croient que le bourreau Rooks a commis quelque maladresse paraissent être dans l'erreur. L'exécution de Tapner n'a rien que de simple. C'est ainsi que cela doit se passer. Un nommé Tawel a été pendu récemment par le bourreau de Londres, qu'une relation que j'ai sous les yeux qualifie ainsi : «Le maître des exécuteurs, celui qui s'est acquis une célébrité sans rivale dans sa peu enviable profession.» Eh bien, ce qui est arrivé à Tapner était arrivé à Tawel[1].

On aurait tort de dire qu'aucune précaution n'avait été prise pour Tapner. Le jeudi 9, quelques zélés de la peine capitale avaient visité la potence déjà toute prête dans le jardin. S'y connaissant, ils avaient remarqué que «la corde était grosse comme le pouce et le nœud coulant gros comme le poing». Avis avait été donné au procureur royal, lequel avait fait remplacer la grosse corde par une corde fine. De quoi donc se plaindrait-on?

Tapner est resté une heure au gibet. L'heure écoulée, on l'a détaché; et le soir, à huit heures, on l'a enterré dans le cimetière dit des étrangers, à côté du supplicié de 1830, Béasse.

Il y a encore un autre être condamné. C'est la femme de Tapner. Elle s'est évanouie deux fois en lui disant adieu; le second évanouissement a duré une demi-heure; on l'a crue morte.

Voilà, monsieur, j'y insiste, de quelle façon est mort Tapner.

Un fait que je ne puis vous taire, c'est l'unanimité de la presse locale sur ce point : — *Il n'y aura plus d'exécution à mort dans ce pays, l'échafaud n'y sera plus toléré.*

La *Chronique de Jersey* du 11 février ajoute : «Le supplice a été plus atroce que le crime.»

J'ai peur que, sans le vouloir, vous n'ayez aboli la peine de mort à Guernesey.

Je livre en outre à vos réflexions ce passage d'une lettre que m'écrit un des principaux habitants de l'île[2] : «L'indignation était au comble, et si tous avaient pu voir ce qui se passait sous le gibet, *quelque chose de sérieux* serait arrivé, on aurait tâché de sauver celui qu'on torturait.»

Je vous confie ces criailleries.

Mais revenons à Tapner.

[1] «La trappe tomba, et le malheureux homme se livra tout d'abord à de violentes convulsions. Tout son corps frissonna. Les bras et les jambes se contractèrent, puis retombèrent; se contractèrent encore, puis retombèrent encore; se contractèrent encore, et ce ne fut qu'après ce troisième effort que le pendu ne fut plus qu'un cadavre.» (*Exécution of Tawel,* Thorne's printing establishment, Charles Street.) [*Note de l'édition originale, 1854.*]

[2] Cette lettre, écrite par l'avocat de Tapner, est reliée aux Documents. (*Note de l'Éditeur.*)

La théorie de l'exemple est satisfaite. Le philosophe seul est triste, et se demande si c'est là ce qu'on appelle la justice «qui suit son cours».

Il faut croire que le philosophe a tort. Le supplice a été effroyable, mais le crime était hideux. Il faut bien que la société se défende, n'est-ce pas? où en serions-nous si, etc., etc., etc.? L'audace des malfaiteurs n'aurait plus de bornes. On ne verrait qu'atrocités et guets-apens. Une répression est nécessaire. Enfin, c'est votre avis, monsieur, les Tapner doivent être pendus, à moins qu'ils ne soient empereurs.

Que la volonté des hommes d'état soit faite!

Les idéologues, les rêveurs, ces étranges esprits chimériques qui ont la notion du bien et du mal, ne peuvent sonder sans trouble certains côtés du problème de la destinée.

Pourquoi Tapner, au lieu de tuer une femme, n'en a-t-il pas tué trois cents, en ajoutant au tas quelques centaines de vieillards et d'enfants? Pourquoi, au lieu de forcer une porte, n'a-t-il pas crocheté un serment? Pourquoi, au lieu de dérober quelques schillings, n'a-t-il pas volé vingt-cinq millions? Pourquoi, au lieu de brûler la maison Saujon, n'a-t-il pas mitraillé Paris? Il aurait un ambassadeur à Londres.

Il serait pourtant bon qu'on en vînt à préciser un peu le point où Tapner cesse d'être un brigand et où Schinderhannes commence à devenir de la politique.

Tenez, monsieur, c'est horrible. Nous habitons, vous et moi, l'infiniment petit. Je ne suis qu'un proscrit et vous n'êtes qu'un ministre. Je suis de la cendre, vous êtes de la poussière. D'atome à atome on peut se parler. On peut d'un néant à l'autre se dire ses vérités. Eh bien, sachez-le, quelles que soient les splendeurs actuelles de votre politique, quelle que soit la gloire de l'alliance de M. Bonaparte, quelque honneur qu'il y ait pour vous à mettre votre tête à côté de la sienne dans le bonnet qu'il porte, si retentissants et si magnifiques que soient vos triomphes en commun dans l'affaire turque, monsieur, cette corde qu'on noue au cou d'un homme, cette trappe qu'on ouvre sous ses pieds, cet espoir qu'il se cassera la colonne vertébrale en tombant, cette face qui devient bleue sous le voile lugubre du gibet, ces yeux sanglants qui sortent brusquement de leur orbite, cette langue qui jaillit du gosier, ce rugissement d'angoisse que le nœud étouffe, cette âme éperdue qui se cogne au crâne sans pouvoir s'en aller, ces genoux convulsifs qui cherchent un point d'appui, ces mains liées et muettes qui se joignent et qui crient au secours, et cet autre homme, cet homme de l'ombre qui se jette sur ces palpitations suprêmes, qui se cramponne aux jambes du misérable et qui se pend au pendu, monsieur, c'est épouvantable. Et si par hasard les conjectures que j'écarte avaient raison, si l'homme

qui s'est accroché aux pieds de Tapner était M. Bonaparte, ce serait monstrueux. Mais, je le répète, je ne crois pas cela. Vous n'avez obéi à aucune influence; vous avez dit : que la justice «suive son cours»; vous avez donné cet ordre comme un autre; les rabâchages sur la peine de mort vous touchent peu. Pendre un homme, boire un verre d'eau. Vous n'avez pas vu la gravité de l'acte. C'est une légèreté d'homme d'état; rien de plus. Monsieur, gardez vos étourderies pour la terre, ne les offrez pas à l'éternité. Croyez-moi, ne jouez pas avec ces profondeurs-là; n'y jetez rien de vous. C'est une imprudence. Ces profondeurs-là, je suis plus près que vous, je les vois. Prenez garde. *Exsul sicut mortuus.* Je vous parle de dedans le tombeau.

Bah! qu'importe! Un homme pendu; et puis après? une ficelle que nous allons rouler, une charpente que nous allons déclouer, un cadavre que nous allons enterrer, voilà grand'chose. Nous tirerons le canon, un peu de fumée en Orient, et tout sera dit. Guernesey, Tapner, il faut un microscope pour voir cela. Messieurs, cette ficelle, cette poutre, ce cadavre, ce méchant gibet imperceptible, cette misère, c'est l'immensité. C'est la question sociale, plus haute que la question politique. C'est plus encore, c'est ce qui n'est plus la terre. Ce qui est peu de chose, c'est votre canon, c'est votre politique, c'est votre fumée. L'assassin qui du matin au soir devient l'assassiné, voilà ce qui est effrayant; une âme qui s'envole tenant le bout de corde du gibet, voilà ce qui est formidable. Hommes d'état, entre deux protocoles, entre deux dîners, entre deux sourires, vous pressez nonchalamment de votre pouce ganté de blanc le ressort de la potence, et la trappe tombe sous les pieds du pendu. Cette trappe, savez-vous ce que c'est? C'est l'infini qui apparaît; c'est l'insondable et l'inconnu; c'est la grande ombre qui s'ouvre brusque et terrible sous votre petitesse.

Continuez. C'est bien. Qu'on voie les hommes du vieux monde à l'œuvre. Puisque le passé s'obstine, regardons-le. Voyons successivement toutes ses figures : à Tunis, c'est le pal; chez le czar, c'est le knout; chez le pape, c'est le garrot; en France, c'est la guillotine; en Angleterre, c'est le gibet; en Asie et en Amérique, c'est le marché d'esclaves. Ah! tout cela s'évanouira! Nous les anarchistes, nous les démagogues, nous les buveurs de sang, nous vous le déclarons, à vous les conservateurs et les sauveurs, la liberté humaine est auguste, l'intelligence humaine est sainte, la vie humaine est sacrée, l'âme humaine est divine. Pendez maintenant!

Prenez garde. L'avenir approche. Vous croyez vivant ce qui est mort et vous croyez mort ce qui est vivant. La vieille société est debout, mais morte, vous dis-je. Vous vous êtes trompés. Vous avez mis la main dans les ténèbres sur le spectre et vous en avez fait votre fiancée. Vous tournez le

dos à la vie; elle va tout à l'heure se lever derrière vous. Quand nous prononçons ces mots, progrès, révolution, liberté, humanité, vous souriez, hommes malheureux, et vous nous montrez la nuit où nous sommes et où vous êtes. Vraiment, savez-vous ce que c'est que cette nuit? Apprenez-le, avant peu les idées en sortiront énormes et rayonnantes. La démocratie, c'était hier la France; ce sera demain l'Europe. L'éclipse actuelle masque le mystérieux agrandissement de l'astre.

Je suis, Monsieur, votre serviteur.

Victor Hugo.

Marine-Terrace, 11 février 1854.

III

BANQUET-ANNIVERSAIRE DU 24 FÉVRIER 1848.

24 février 1854.

Citoyens,

Une date, c'est une idée qui se fait chiffre; c'est une victoire qui se condense et se résume dans un nombre lumineux, et qui flamboie à jamais dans la mémoire des hommes.

Vous venez de célébrer le 24 Février 1848; vous avez glorifié la date passée; permettez-moi de me tourner vers la date future.

Permettez-moi de me tourner vers cette journée, sœur encore ignorée du 24 Février, qui donnera son nom à la prochaine révolution, et qui s'identifiera avec elle.

Permettez-moi d'envoyer à la date future toutes les aspirations de mon âme.

Qu'elle ait autant de grandeur que la date passée, et qu'elle ait plus de bonheur!

Que les hommes pour qui elle resplendira soient fermes et purs, qu'ils soient bons et grands, qu'ils soient justes, utiles et victorieux, et qu'ils aient une autre récompense que l'exil!

Que leur sort soit meilleur que le nôtre!

Citoyens! que la date future soit la date définitive!

Que la date future continue l'œuvre de la date passée, mais qu'elle l'achève!

Que, comme le 24 Février, elle soit radieuse et fraternelle; mais qu'elle soit hardie et qu'elle aille au but! qu'elle regarde l'Europe de la façon dont Danton la regardait!

Que, comme Février, elle abolisse la monarchie en France, mais qu'elle l'abolisse aussi sur le continent! qu'elle ne trompe pas l'espérance! que partout elle substitue le droit humain au droit divin! qu'elle crie aux nationalités : debout! Debout, Italie! debout, Pologne! debout, Hongrie! debout, Allemagne! debout, peuples, pour la liberté! Qu'elle embouche le clairon du réveil! qu'elle annonce le lever du jour! que, dans cette halte nocturne

IMPRIMERIE NATIONALE.

où gisent les nations engourdies par je ne sais quel lugubre sommeil, elle sonne la diane des peuples!

Ah! l'instant s'avance! je vous l'ai déjà dit et j'y insiste, citoyens! dès que les chocs décisifs auront lieu, dès que la France abordera directement la Russie et l'Autriche et les saisira corps à corps, quand la grande guerre commencera, citoyens! vous verrez la révolution luire. C'est à la révolution qu'il est réservé de frapper les rois du continent. L'empire est le fourreau, la République est l'épée.

Donc, acclamons la date future! acclamons la révolution prochaine! souhaitons la bienvenue à cet ami mystérieux qui s'appelle demain!

Que la date future soit splendide! que la prochaine révolution soit invincible! qu'elle fonde les États-Unis d'Europe!

Que, comme Février, elle ouvre à deux battants l'avenir, mais qu'elle ferme à jamais l'abominable porte du passé! que de toutes les chaînes des peuples elle forge à cette porte un verrou! et que ce verrou soit énorme comme a été la tyrannie!

Que, comme Février, elle relève et place sur l'autel le sublime trépied Liberté-Égalité-Fraternité, mais que sur ce trépied elle allume, de façon à en éclairer toute la terre, la grande flamme Humanité!

Qu'elle en éblouisse les penseurs, qu'elle en aveugle les despotes!

Que, comme Février, elle renverse l'échafaud politique relevé par le Bonaparte de décembre, mais qu'elle renverse aussi l'échafaud social! Ne l'oublions pas, citoyens, c'est sur la tête du prolétaire que l'échafaud social suspend son couperet. Pas de pain dans la famille, pas de lumière dans le cerveau; de là la faute, de là la chute, de là le crime.

Un soir, à la nuit tombante, je me suis approché d'une guillotine qui venait de travailler dans la place de Grève. Deux poteaux soutenaient le couperet encore fumant. J'ai demandé au premier poteau : Comment t'appelles-tu? il m'a répondu : Misère. J'ai demandé au deuxième poteau : Comment t'appelles-tu? Il m'a répondu : Ignorance.

Que la révolution prochaine, que la date future, arrache ces poteaux et brise cet échafaud.

Que, comme Février, elle confirme le droit de l'homme, mais qu'elle proclame le droit de la femme et qu'elle décrète le droit de l'enfant; c'est-à-dire l'égalité pour l'une et l'éducation pour l'autre!

Que, comme Février, elle répudie la confiscation et les violences, qu'elle ne dépouille personne; mais qu'elle dote tout le monde! qu'elle ne soit pas faite contre les riches, mais qu'elle soit faite pour les pauvres! Oui! que, par une immense réforme économique, par le droit du travail mieux compris, par de larges institutions d'escompte et de crédit, par le chômage

rendu impossible, par l'abolition des douanes et des frontières, par la circulation décuplée, par la suppression des armées permanentes, qui coûtent à l'Europe quatre milliards par an, sans compter ce que coûtent les guerres, par la complète mise en valeur du sol, par un meilleur balancement de la production et de la consommation, ces deux battements de l'artère sociale, par l'échange, source jaillissante de vie, par la révolution monétaire, levier qui peut soulever toutes les indigences, enfin, par une gigantesque création de richesses toutes nouvelles que dès à présent la science entrevoit et affirme, elle fasse du bien-être matériel, intellectuel et moral la dotation universelle!

Qu'elle broie, écrase, efface, anéantisse, toutes les vieilles institutions déshonorées, c'est là sa mission politique; mais qu'elle fasse marcher de front sa mission sociale et qu'elle donne du pain aux travailleurs! Qu'elle préserve les jeunes âmes de l'enseignement, — je me trompe, — de l'empoisonnement jésuitique et clérical, mais qu'elle établisse et constitue sur une base colossale l'instruction gratuite et obligatoire! Savez-vous, citoyens, ce qu'il faut à la civilisation, pour qu'elle devienne l'harmonie? Des ateliers, et des ateliers! des écoles, et des écoles! L'atelier et l'école, c'est le double laboratoire d'où sort la double vie, la vie du corps et la vie de l'intelligence. Qu'il n'y ait plus de bouches affamées! qu'il n'y ait plus de cerveaux ténébreux! Que ces deux locutions, honteuses, usuelles, presque proverbiales, que nous avons tous prononcées plus d'une fois dans notre vie : — *cet homme n'a pas de quoi manger; — cet homme ne sait pas lire;* — que ces deux locutions, qui sont comme les deux lueurs de la vieille misère éternelle, disparaissent du langage humain!

Qu'enfin, comme le 24 Février, la grande date future, la révolution prochaine, fasse dans tous les sens des pas en avant, mais qu'elle ne fasse point un pas en arrière! qu'elle ne se croise pas les bras avant d'avoir fini! que son dernier mot soit : suffrage universel, bien-être universel, paix universelle, lumière universelle!

Quand on nous demande : qu'entendez-vous par République Universelle? nous entendons cela. Qui en veut? (*Cri unanime :* — Tout le monde!)

Et maintenant, amis, cette date que j'appelle, cette date qui, réunie au grand 24 Février 1848 et à l'immense 22 septembre 1792, sera comme le triangle de feu de la révolution, cette troisième date, cette date suprême, quand viendra-t-elle? quelle année, quel mois, quel jour illustrera-t-elle? de quels chiffres se composera-t-elle dans la série ténébreuse des nombres? sont-ils loin ou près de nous, ces chiffres encore obscurs et destinés à une si prodigieuse lumière? Citoyens, déjà, dès à présent, à l'heure où je parle, ils sont écrits sur une page du livre de l'avenir, mais cette page-là, le doigt de Dieu ne l'a pas encore tournée. Nous ne savons rien, nous méditons, nous

attendons; tout ce que nous pouvons dire et répéter, c'est qu'il nous semble que la date libératrice approche. On ne distingue pas le chiffre, mais on voit le rayonnement.

Proscrits! levons nos fronts pour que ce rayonnement les éclaire!

Levons nos fronts, pour que, si les peuples demandent : — Qu'est-ce donc qui blanchit de la sorte le haut du visage de ces hommes? — on puisse répondre : — C'est la clarté de la révolution qui vient!

Levons nos fronts, proscrits, et, comme nous l'avons fait si souvent dans notre confiance religieuse, saluons l'avenir!

L'avenir a plusieurs noms.

Pour les faibles, il se nomme l'impossible; pour les timides, il se nomme l'inconnu; pour les penseurs et pour les vaillants, il se nomme l'idéal.

L'impossible!

L'inconnu!

Quoi! plus de misère pour l'homme, plus de prostitution pour la femme, plus d'ignorance pour l'enfant, ce serait l'impossible!

Quoi! les États-Unis d'Europe, libres et maîtres chacun chez eux, mus et reliés par une assemblée centrale, et communiant à travers les mers avec les États-Unis d'Amérique, ce serait l'inconnu!

Quoi! ce qu'a voulu Jésus-Christ, c'est l'impossible!

Quoi! ce qu'a fait Washington, c'est l'inconnu!

Mais on nous dit : — Et la transition! et les douleurs de l'enfantement! et la tempête du passage du vieux monde au monde nouveau! un continent qui se transforme! l'avatar d'un continent! Vous figurez-vous cette chose redoutable? la résistance désespérée des trônes, la colère des castes, la furie des armées, le roi défendant sa liste civile, le prêtre défendant sa prébende, le juge défendant sa paie, l'usurier défendant son bordereau, l'exploiteur défendant son privilège, quelles ligues! quelles luttes! quels ouragans! quelles batailles! quels obstacles! Préparez vos yeux à répandre des larmes; préparez vos veines à verser du sang! arrêtez-vous! reculez!... — Silence aux faibles et aux timides! l'impossible, cette barre de fer rouge, nous y mordrons; l'inconnu, ces ténèbres, nous nous y plongerons; et nous te conquerrons, idéal!

Vive la révolution future!

IV

APPEL AUX CONCITOYENS.

14 juin 1854.

Il devient urgent d'élever la voix et d'avertir les cœurs fidèles et généreux. Que ceux qui sont dans le pays se souviennent de ceux qui sont hors du pays. Nous, les combattants de la proscription, nous sommes entourés de détresses héroïques et inouïes. Le paysan souffre loin de son champ, l'ouvrier souffre loin de son atelier; pas de travail, pas de vêtements, pas de souliers, pas de pain; et au milieu de tout cela des femmes et des enfants; voilà où en sont une foule de proscrits. Nos compagnons ne se plaignent pas, mais nous nous plaignons pour eux. Les despotes, M. Bonaparte en tête, ont fait ce qu'il faut, la calomnie, la police et l'intimidation aidant, pour empêcher les secours d'arriver à ces inébranlables confesseurs de la démocratie et de la liberté. En les affamant, on espère les dompter. Rêve. Ils tomberont à leur poste. En attendant, le temps se passe, les situations s'aggravent, et ce qui n'était que de la misère devient de l'agonie. Le dénûment, la nostalgie et la faim déciment l'exil. Plusieurs sont morts déjà. Les autres doivent-ils mourir?

Concitoyens de la République universelle, secourir l'homme qui souffre, c'est le devoir; secourir l'homme qui souffre pour l'humanité, c'est plus que le devoir.

Vous tous qui êtes restés dans vos patries et qui avez du moins ces deux choses qui font vivre, le pain et l'air natal, tournez vos yeux vers cette famille de l'exil qui lutte pour tous et qui ébauche dans les douleurs et dans l'épreuve la grande famille des peuples.

Que chacun donne ce qu'il pourra. Nous appelons nos frères au secours de nos frères.

V

SUR LA TOMBE DE FÉLIX BONY.

27 septembre 1854.

Citoyens,

Encore un condamné à mort par l'exil qui vient de subir sa peine!

Encore un qui meurt tout jeune, comme Hélin, comme Bousquet, comme Louise Julien, comme Gaffney, comme Izdebski, comme Cauvet! Félix Bony, qui est dans cette bière, avait vingt-neuf ans.

Et, chose poignante! les enfants tombent aussi! Avant d'arriver à cette sépulture, tout à l'heure, nous nous sommes arrêtés devant une autre fosse, fraîchement ouverte comme celle-ci, où nous avons déposé le fils de notre compagnon d'exil Eugène Beauvais, pauvre enfant mort des douleurs de sa mère, et mort, hélas! presque avant d'avoir vécu!

Ainsi, dans la douloureuse étape que nous faisons, le jeune homme et l'enfant roulent pêle-mêle sous nos pieds dans l'ombre.

Félix Bony avait été soldat; il avait subi cette monstrueuse loi du sang qu'on appelle conscription et qui arrache l'homme à la charrue, pour le donner au glaive.

Il avait été ouvrier; et, chômage, maladie, travail au rabais, exploitation, marchandage, parasitisme, misère, il avait traversé les sept cercles de l'enfer du prolétaire. Comme vous le voyez, cet homme, si jeune encore, avait été éprouvé de tous les côtés, et l'infortune l'avait trouvé solide.

Depuis le 2 décembre, il était proscrit.

Pourquoi? pour quel crime?

Son crime, c'était le mien à moi qui vous parle, c'était le vôtre à vous qui m'écoutez. Il était républicain dans une république; il croyait que celui qui a prêté un serment doit le tenir, que, parce qu'on est ou qu'on se croit prince, on n'est pas dispensé d'être honnête homme, que les soldats doivent obéir aux constitutions, que les magistrats doivent respecter les lois; il avait ces idées étranges, et il s'est levé pour les soutenir; il a pris les armes, comme nous l'avons tous fait, pour défendre les lois; il a fait de sa poitrine le bouclier de la constitution; il a accompli son devoir, en un mot. C'est

pour cela qu'il a été frappé; c'est pour cela qu'il a été banni; c'est pour cela qu'il a été «condamné», comme parlent les juges infâmes qui rendent la justice au nom de l'accusé Louis Bonaparte.

Il est mort; mort de nostalgie comme les autres qui l'ont précédé ici; mort d'épuisement, mort loin de sa ville natale, mort loin de sa vieille mère, mort loin de son petit enfant. Il a agonisé, car l'agonie commence avec l'exil, il a agonisé trois ans; il n'a pas fléchi une heure. Vous l'avez tous connu, vous vous en souvenez! Ah! c'était un vaillant et ferme cœur!

Qu'il repose dans cette paix sévère! et qu'il trouve du moins dans le sépulcre la réalisation sereine de ce qui fut son idéal pendant la vie. La mort, c'est la grande fraternité.

Ô proscrits, puisque c'est vrai que cet ami est mort, et que voilà encore un des nôtres qui s'évanouit dans le cercueil, faisons l'appel dans nos rangs; serrons-nous devant la mort comme les soldats devant la mitraille; c'est le moment de pleurer et c'est le moment de sourire; c'est ici la pâque suprême. Retrempons notre conscience républicaine, retrempons notre foi en Dieu et au progrès dans ces ténèbres où nous descendrons tous peut-être l'un après l'autre avant d'avoir revu la chère terre de la patrie; asseyons-nous, côte à côte avec nos morts, à cette sainte cène de l'honneur, du dévouement et du sacrifice; faisons la communion de la tombe.

Donc l'air de la proscription tue. On meurt ici, on meurt souvent, on meurt sans cesse. Le proscrit lutte, résiste, tient tête, s'assied au bord de la mer et regarde du côté de la France, et meurt. Les autres après lui continuent le combat; seulement la brèche de l'exil commence à s'encombrer de cadavres.

Tout est bien. Et ceci (*montrant la fosse*) rachète cela (*l'orateur étend le bras du côté de la France*). Pendant que tant d'hommes qui auraient la force s'ils voulaient acceptent la servitude, et, le bât sur le cou, subissent le triomphe du guet-apens, lâche triomphe et lâche soumission, pendant que les foules s'en vont dans la honte, les proscrits s'en vont dans la tombe. — Tout est bien.

Ô mes amis, quelle profonde douleur!

Ah! que du moins, en attendant le jour où ils se lèveront, en attendant le jour où ils auront pudeur, en attendant le jour où ils auront horreur, les peuples maintenant à terre, les uns garrottés, les autres abrutis, ce qui est pire, les autres prosternés, ce qui est pire encore, regardent passer, le front haut dans les ténèbres, et s'enfoncer en silence dans le désert de l'exil cette fière colonne de proscrits qui marche vers l'avenir, ayant en tête des cercueils!

L'avenir. Ce mot m'est venu. Savez-vous pourquoi? c'est qu'il sort naturellement de la pensée dans le lieu mystérieux où nous sommes; c'est que c'est un bon endroit pour regarder l'avenir que le bord des fosses. De cette hauteur on voit loin dans la profondeur divine et loin dans l'horizon humain. Aujourd'hui que la Liberté, la Vérité et la Justice ont les mains liées derrière le dos et sont battues de verges et sont fouettées en place publique, la Liberté par les soldats, la Vérité par les prêtres, la Justice par les juges; aujourd'hui que l'Idée venue de Dieu est suppliciée, Dieu est sur l'horizon humain, Dieu est sur la place publique où on le fouette, et l'on peut dire, oui, l'on peut dire qu'il souffre et qu'il saigne avec nous. On a donc le droit de sonder la plaie humaine dans ce lieu des choses éternelles. D'ailleurs on n'importune pas la tombe, et surtout la tombe des martyrs, en parlant d'espérance. Eh bien! je vous le dis, et c'est surtout du haut de ce talus funèbre qu'on le voit distinctement, espérez! Il y a partout des lueurs dans la nuit, lueur en Espagne, lueur en Italie, en Orient clarté; incendie, disent les myopes de la politique, et moi je dis, aurore!

Cette clarté de l'Orient, si faible encore, c'est là l'inconnu, c'est là le mystère. Proscrits, ne la quittez pas des yeux un seul instant. C'est là que va se lever l'avenir.

Laissez-moi, avec la gravité qui sied en présence de l'auditeur funèbre qui est là (*l'orateur montre le cercueil*), laissez-moi vous parler des évènements qui s'accomplissent et des évènements qui se préparent, librement, à cœur ouvert, comme il convient à ceux qui sont sûrs de l'avenir, étant sûrs du droit. On nous dit quelquefois : — Prenez garde. Vos paroles sont trop hardies. Vous manquez de prudence. — Est-ce qu'il est question de prudence aujourd'hui? il est question de courage. Aux heures de lutte à corps perdu, gloire à ceux qui ont des paroles sans précautions et des sabres sans fourreau!

D'ailleurs les rois sont entraînés. Soyez tranquilles.

Il y a deux faits dans la situation présente; une alliance et une guerre.

Que nous veulent ces deux faits?

L'alliance? J'en conviens, nous regardons pour l'instant sans enthousiasme cette apparente intimité entre Fontenoy et Waterloo d'où il semble qu'il soit sorti une espèce d'Anglo-France; nous laissons, témoins froids et muets de ce spectacle, le chœur banal qui suit tous les cortèges et qui se groupe à la porte de tous les succès, chanter, des deux côtés de la Manche, en se renvoyant les strophes de Paris à Londres, cette alliance admirable grâce à laquelle se promènent aujourd'hui au soleil le chasseur de Vincennes bras dessus bras dessous avec le rifle-guard, le marin français bras dessus bras dessous avec le marin anglais, la capote bleue bras dessus bras dessous avec

l'habit rouge, et sans doute aussi, dans le sépulcre, Napoléon bras dessus bras dessous avec Hudson Lowe.

Nous sommes calmes devant cela. Mais qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée. Nous, hommes de France, nous aimons les hommes d'Angleterre; les lignes jaunes ou vertes dont on barbouille les mappemondes n'existent pas pour nous; nous républicains-démocrates-socialistes, nous répudions en même temps que les clôtures de caste à caste ces préjugés de peuple à peuple sortis des plus misérables ténèbres du vieil aveuglement humain; nous honorons en particulier cette noble et libre nation anglaise qui fait dans le labeur commun de la civilisation un si magnifique travail; nous savons ce que vaut ce grand peuple qui a eu Shakespeare, Cromwell et Newton; nous sommes cordialement assis à son foyer, sans lui rien devoir, car c'est notre présence qui fait son honneur; en fait de concorde, puisque c'est là la question, nous allons bien au delà de tout ce que rêvent les diplomaties, nous ne voulons pas seulement l'alliance de la France avec l'Angleterre; nous voulons l'alliance de l'Europe avec elle-même, et de l'Europe avec l'Amérique, et du monde avec le monde! nous sommes les ennemis de la guerre; nous sommes les souffre-douleurs de la fraternité; nous sommes les agitateurs de la lumière et de la vie; nous combattons la mort qui bâtit les échafauds et la nuit qui trace les frontières; pour nous il n'y a dès à présent qu'un peuple comme il n'y aura dans l'avenir qu'un homme; nous voulons l'harmonie universelle dans le rayonnement universel; et nous tous qui sommes ici, tous! nous donnerions notre sang avec joie pour avancer d'une heure le jour où sera donné le sublime baiser de paix des nations!

Donc que les amis de l'alliance anglo-française ne prennent pas le change sur mes paroles. Plus que qui que ce soit, j'y insiste, nous républicains, nous voulons ces alliances; car, je le répète, l'union parmi les peuples, et, plus encore, l'unité dans l'humanité, c'est là notre symbole. Mais ces unions, nous les voulons pures, intimes, profondes, fécondes; morales pour qu'elles soient réelles, honnêtes pour qu'elles soient durables; nous les voulons fondées sur les intérêts sans nul doute, mais fondées plus encore sur toutes les fraternités du progrès et de la liberté; nous voulons qu'elles soient en quelque sorte la résultante d'une majestueuse marche amicale dans la lumière; nous les voulons sans humiliation d'un côté, sans abdication de l'autre, sans arrière-pensées pour l'avenir, sans spectres dans le passé; nous trouvons que le mépris entre les gouvernements, même dissimulé, est un mauvais ingrédient pour cimenter l'estime entre les nations; en un mot, nous voulons sur les frontons radieux de ces alliances de peuple à peuple des statues de marbre et non des hommes de fange.

Nous voulons des fédérations signées Washington et non des plâtrages signés Bonaparte.

Les alliances comme celles que nous voyons en ce moment, nous les croyons mauvaises pour les deux parties, pour les deux peuples que nous admirons et que nous aimons, pour les deux gouvernements dont nous prenons moins de souci. Sait-on bien ce qu'on veut ici, et sait-on bien ce qu'on fera là? Nous disons qu'au fond, des deux côtés, on se défie quelque peu, et qu'on n'a pas tort; nous disons à ceux-ci qu'il y a toujours du côté d'un marchand l'affaire commerciale, et nous disons à ceux-là qu'il y a toujours du côté d'un traître la trahison.

Comprend-on maintenant?

Autant l'alliance bâclée nous laisse froids, autant la guerre pendante nous émeut. Oui, nous considérons avec un inexprimable mélange d'espérance et d'angoisse cette dernière aventure des monarchies, ce coup de tête pour une clef qui a déjà coûté des millions d'or et des milliers d'hommes. Guerre d'intrigues plus encore que de mêlées, où les turcs sont de plus en plus héroïques, où le Deux-Décembre est de plus en plus lâche, où l'Autriche est de plus en plus russe; guerre meurtrière sans coups de canon, où nos vaillants soldats, fils de l'atelier et de la chaumière, meurent misérablement, hélas! sans même qu'il sorte de leurs pauvres cadavres la funèbre auréole des batailles; guerre où il n'y a pas encore eu d'autre vainqueur que la peste, où le typhus seul a pu publier des bulletins, et où il n'y a eu jusqu'ici d'Austerlitz que pour le choléra; guerre ténébreuse, obscure, inquiète, reculante, fatale; guerre mystérieuse que ceux-là mêmes qui la font ne comprennent pas, tant elle est pleine de la providence; redoutable énigme aveuglément posée par les rois, et dont la Révolution seule sait le mot!

A l'heure où nous sommes, à l'instant précis où je parle, en ce moment même, citoyens, la péripétie de cette sombre lutte s'accomplit; l'avortement de la Baltique semble avoir eu son contre-coup de honte dans la mer Noire, et comme, après tout, de tels peuples que la France et l'Angleterre ne peuvent pas être indéfiniment et impunément humiliés dans leurs armées, le dénoûment se risque, la tentative se fait. Citoyens, cette guerre, qui a gardé son secret devant Cronstadt, se démasquera-t-elle devant Sébastopol? à qui sera la chute? à qui sera le *Te Deum?* personne ne le sait encore. Mais quoi qu'il arrive, proscrits, quel que soit l'évènement, c'est le despotisme qui s'écroule, soit sur Nicolas, soit sur Bonaparte. C'est, je répète mes paroles d'il y a un an, c'est le supplice de l'Europe qui finit. Le coup qui se frappe dans cette minute même jettera bas nécessairement dans un temps donné ou l'empereur de la Sibérie, ou l'empereur de Cayenne; c'est-à-dire

tous les deux; car l'un de ces deux poteaux de l'échafaud des peuples ne peut pas tomber sans entraîner l'autre.

Cependant que font les deux despotes? Ils sourient dans le calme imbécile de la misérable omnipotence humaine; ils sourient à l'avenir terrible! ils s'endorment dans la plénitude difforme et hideuse de leur absolutisme satisfait; ils n'ont même pas la fantaisie des tristes gloires personnelles de la guerre, si faciles aux princes; ils n'ont pas même souci des souffrances de ces douloureuses multitudes qu'ils appellent leurs armées. Pendant que, pour eux et par eux, des milliers d'hommes agonisent dans les ambulances sur les grabats du choléra, pendant que Varna est en flammes, pendant qu'Odessa fume sous le canon, pendant que Kola brûle au nord et Sulina au midi, pendant qu'on écrase de boulets et de bombes Silistrie, pendant que les sauvageries de Bomarsund répliquent aux férocités de Sinope, tandis que les tours sautent, tandis que les vaisseaux flamboient et s'abîment, tandis que les « magasins de cadavres » des hôpitaux russes regorgent, pendant les marches forcées de la Dobrudscha, pendant les désastres de Kustendji, pendant que des régiments entiers fondent et s'évanouissent dans le lugubre bivouac de Karvalik, que font les deux czars? L'un prend le frais à son palais d'été; l'autre prend les bains de mer à Biarritz.

Troublons ces joies.

Ô peuples, au-dessus des combinaisons, des intrigues et des ententes, au-dessus des diplomaties, au-dessus des guerres, au-dessus de toutes les questions, question turque, question grecque, question russe, au-dessus de tout ce que les monarchies font ou rêvent, planent les crimes.

Ne laissons pas prescrire la protestation vengeresse; ne nous laissons pas distraire du but formidable. C'est toujours l'heure de dire : Néron est là! On prétend que les générations oublient. Eh bien! pour la sainteté même du droit, pour l'honneur même de la conscience humaine, les victimes nous le demandent, les martyrs nous le crient du fond de leurs tombeaux, ravivons les souvenirs, et faisons de toutes les mémoires des ulcères.

Ô peuples, le lugubre et menaçant acte d'accusation, non! ne nous lassons jamais de le redire! En ce moment les autocrates et les tyrans du continent triomphent; ils ont mitraillé à Palerme, mitraillé à Brescia, mitraillé à Berlin, mitraillé à Vienne, mitraillé à Paris; ils ont fusillé à Ancône, fusillé à Bologne, fusillé à Rome, fusillé à Arad, fusillé à Vincennes, fusillé au Champ de Mars; ils ont dressé le gibet à Pesth, le garrot à Milan, la guillotine à Belley; ils ont expédié les pontons, encombré les cachots, peuplé les casemates, ouvert les oubliettes; ils ont donné au désert la fonction de bagne; ils ont appelé à leur aide Tobolsk et ses neiges, Lambessa et ses fièvres, l'îlot de la Mère et son typhus; ils ont confisqué,

ruiné, séquestré, spolié; ils ont proscrit, banni, exilé, expulsé, déporté; quand cela a été fait, quand ils ont eu bien mis le pied sur la gorge de l'humanité, quand ils ont entendu son dernier râle; ils ont dit tout joyeux : c'est fini! — Et maintenant les voilà dans la salle du banquet. Les y voilà, vainqueurs, enivrés, tout-puissants, couronne en tête, lauriers au front. C'est le festin de la grande noce. C'est le mariage de la monarchie et du guet-apens, de la royauté et de l'assassinat, du droit divin et du faux serment, de tout ce qu'ils appellent auguste avec tout ce que nous appelons infâme; mariage hideux et splendide; sous leurs pieds est la fanfare; toutes les trahisons et toutes les lâchetés chantent l'épithalame. Oui, les despotes triomphent; oui, les despotes rayonnent; oui, eux et leurs sbires, eux et leurs complices, eux et leurs courtisans, eux et leurs courtisanes, ils sont fiers, heureux, contents, gorgés, repus, glorieux; mais qu'est-ce que cela fait à la justice éternelle? Nations opprimées, l'heure approche. Regardez bien cette fête; les lampions et les lustres sont allumés, l'orchestre ne s'interrompt pas; les panaches et l'or et les diamants brillent; la valetaille en uniforme, en soutane ou en simarre se prosterne; les princes vêtus de pourpre rient et se félicitent; mais l'heure va sonner, vous dis-je; le fond de la salle est plein d'ombre; et, voyez, dans cette ombre, dans cette ombre formidable, la Révolution, couverte de plaies, mais vivante, bâillonnée, mais terrible, se dresse derrière eux, l'œil fixé sur vous, peuples, et agite dans ses deux mains sanglantes au-dessus de leurs têtes des poignées de haillons arrachées aux linceuls des morts!

VI

LA GUERRE D'ORIENT[1].

29 novembre 1854.

Proscrits,

L'anniversaire glorieux que nous célébrons en ce moment[2] ramène la Pologne dans toutes les mémoires; la situation de l'Europe la ramène également dans les évènements.

Comment? je vais essayer de vous le dire.

Mais d'abord, cette situation, examinons-la.

Au point où elle en est, et en présence des choses décisives qui se préparent, il importe de préciser les faits.

Commençons par faire justice d'une erreur presque universelle.

Grâce aux nuages astucieusement jetés sur l'origine de l'affaire par le gouvernement français, et complaisamment épaissis par le gouvernement anglais, aujourd'hui, en Angleterre comme en France, on attribue généralement la guerre d'orient, ce désastre continental, à l'empereur Nicolas. On se trompe. La guerre d'orient est un crime; mais ce n'est point le crime de Nicolas. Ne prêtons pas à ce riche. Rétablissons la vérité.

Nous conclurons ensuite.

Citoyens, le 2 décembre 1851, — car il faut toujours remonter là, et, tant que M. Bonaparte sera debout, c'est de cette source horrible que sortiront tous les évènements, et tous les évènements, quels qu'ils soient, ayant ce poison dans les veines, seront malsains et vénéneux et se gangrèneront rapidement, — le 2 décembre donc, M. Bonaparte fait ce que vous savez. Il commet un crime, érige ce crime en trône, et s'assied dessus. Schinderhannes se déclare César. Mais à César il faut Pierre. Quand on est empereur, le Oui du peuple, c'est peu de chose; ce qui importe, c'est le Oui du pape. Ce n'est pas tout d'être parjure, traître et meurtrier, il faut encore être sacré. Bonaparte-le-Grand avait été sacré. Bonaparte-le-Petit voulut l'être.

[1] Ce titre a remplacé dans l'édition de 1875 le titre primitif de la plaquette publiée en 1854 : *24e anniversaire de la Révolution polonaise.* (*Note de l'Éditeur.*)

[2] La révolution polonaise de 1830. (*Note de l'édition de 1875.*)

Là était la question.

Le pape consentirait-il?

Un aide de camp, nommé de Cotte, un des hommes religieux du jour, fut envoyé à Antonelli, le Consalvi d'à présent. L'aide de camp eut peu de succès. Pie VII avait sacré Marengo; Pie IX hésita à sacrer le boulevard Montmartre. Mêler à ce sang et à cette boue la vieille huile romaine, c'était grave. Le pape fit le dégoûté. Embarras de M. Bonaparte. Que faire? de quelle manière s'y prendre pour décider Pie IX? Comment décide-t-on une fille? comment décide-t-on un pape? Par un cadeau. Cela est l'histoire.

Un proscrit (*le citoyen Bianchi*) : Ce sont les mœurs sacerdotales.

Victor Hugo, *s'interrompant :* Vous avez raison. Il y a longtemps que Jérémie a crié à Jérusalem et que Luther a crié à Rome : Prostituée! (*Reprenant.*) M. Bonaparte, donc, résolut de faire un cadeau à M. Mastaï.

Quel cadeau?

Ceci est toute l'aventure actuelle.

Citoyens, il y a deux papes en ce moment, le pape latin et le pape grec. Le pape grec, qui s'appelle aussi le czar, pèse sur le sultan du poids de toutes les Russies. Or le sultan, possédant la Judée, possède le tombeau du Christ. Faites attention à ceci. Depuis des siècles la grande ambition des deux catholicismes, grec et romain, serait de pouvoir pénétrer librement dans ce tombeau et d'y officier, non côte à côte et fraternellement, mais l'un excluant l'autre, le latin excluant le grec ou le grec excluant le latin. Entre ces deux prétentions opposées que faisait l'islamisme? Il tenait la balance égale, c'est-à-dire la porte fermée, et ne laissait entrer dans le tombeau ni la croix grecque, ni la croix latine, ni Moscou, ni Rome. Grand crève-cœur surtout pour le pape latin qui affecte la suprématie. Donc, en thèse générale et en dehors même de M. Bonaparte, quel présent offrir au pape de Rome pour le déterminer à sacrer et couronner n'importe quel bandit? Posez la question à Machiavel, il vous répondra : «Rien de plus simple. Faire pencher à Jérusalem la balance du côté de Rome; rompre devant le tombeau du Christ l'humiliante égalité des deux croix; mettre l'église d'orient sous les pieds de l'église d'occident; ouvrir la sainte porte à l'une et la fermer à l'autre; faire une avanie au pape grec; en un mot, donner au pape latin la clef du sépulcre.»

C'est ce que Machiavel répondrait. C'est ce que M. Bonaparte a compris; c'est ce qu'il a fait. On a appelé cela, vous vous en souvenez, l'affaire des Lieux-Saints.

L'intrigue a été nouée. D'abord secrètement. L'agent de M. Bonaparte à Constantinople, M. de Lavalette, a demandé, de la part de son maître, au sultan, la clef du tombeau de Jésus pour le pape de Rome. Le sultan,

faible, troublé, ayant déjà les vertiges de la fin de l'islamisme, tiraillé en deux sens contraires, ayant peur de Nicolas, ayant peur de Bonaparte, ne sachant à quel empereur entendre, a lâché prise et a donné la clef. Bonaparte a remercié, Nicolas s'est fâché. Le pape grec a envoyé au sérail son légat *a latere,* Mentchikof, une cravache à la main. Il a exigé, en compensation de la clef donnée à M. Bonaparte pour le pape de Rome, des choses plus solides, à peu près tout ce qui pouvait rester de souveraineté au sultan; le sultan a refusé; la France et l'Angleterre ont appuyé le sultan, et vous savez le reste. La guerre d'orient a éclaté.

Voilà les faits.

Rendons à César ce qui est à César et ne donnons pas à Nicolas ce qui est au Deux-Décembre. La prétention de M. Bonaparte à être sacré a tout fait. L'affaire des Lieux-Saints et la clef, c'est là l'origine de tout.

Maintenant, ce qui est sorti de cette clef, le voici :

À l'heure qu'il est, l'Asie Mineure, les îles d'Aland, le Danube, la Tchernaïa, la mer Blanche et la mer Noire, le nord et le midi voient des villes, florissantes il y a quelques mois encore, s'en aller en cendre et en fumée. À l'heure qu'il est, Sinope est brûlée, Bomarsund est brûlée, Silistrie est brûlée, Varna est brûlée, Kola est brûlée, Sébastopol brûle. À l'heure qu'il est, par milliers, bientôt par cent mille, les français, les anglais, les turcs, les russes, s'entr'égorgent en orient devant un monceau de ruines. L'arabe vient du Nil pour se faire tuer par le tartare qui vient du Volga; le cosaque vient des steppes pour se faire tuer par l'écossais qui vient des highlands. Les batteries foudroient les batteries, les poudrières sautent, les bastions s'écroulent, les redoutes s'effondrent, les boulets trouent les vaisseaux; les tranchées sont sous les bombes, les bivouacs sont sous les pluies; le typhus, la peste et le choléra s'abattent avec la mitraille sur les assiégeants, sur les assiégés, sur les camps, sur les flottes, sur la garnison, sur la ville où toute une population, femmes, enfants, vieillards, agonise. Les obus écrasent les hôpitaux; un hôpital prend feu, et deux mille malades sont «calcinés», dit un bulletin. Et la tempête s'en mêle, c'est la saison; la frégate turque *Bahira* sombre sous voiles, le deux-ponts égyptien *Abad-i-Djihad* s'engloutit près d'Eniada avec sept cents hommes, les coups de vent démâtent la flotte; le navire à hélice *le Prince,* la frégate *la Nymphe des mers,* quatre autres steamers de guerre coulent bas, *le Sans-Pareil, le Samson, l'Agamemnon,* se brisent aux bas-fonds dans l'ouragan, *la Rétribution* n'échappe qu'en jetant ses canons à la mer, le vaisseau de cent canons *le Henri IV* périt près d'Eupatoria, l'aviso à roues *le Pluton* est désemparé, trente-deux transports chargés d'hommes font côte, et se perdent. Sur terre les mêlées deviennent chaque jour plus sauvages; les russes assomment les blessés à

coups de crosse; à la fin des journées, les tas de morts et de mourants empêchent l'infanterie de manœuvrer; le soir, les champs de bataille font frissonner les généraux. Les cadavres anglais et français et les cadavres russes y sont mêlés comme s'ils se mordaient. — *Je n'ai jamais rien vu de pareil*[1], s'écrie le vieux lord Raglan, qui a vu Waterloo. Et cependant on ira plus loin encore; on annonce qu'on va employer contre la malheureuse ville les moyens «nouveaux» qu'on tenait «en réserve» et dont on frémissait. Extermination, c'est le cri de cette guerre. La tranchée seule coûte cent hommes par jour. Des rivières de sang humain coulent; une rivière de sang à Alma, une rivière de sang à Balaklava, une rivière de sang à Inkermann; cinq mille hommes tués le 20 septembre, six mille le 25 octobre, quinze mille le 5 novembre. Et cela ne fait que commencer. On envoie des armées, elles fondent. C'est bien. Allons, envoyez-en d'autres! Louis Bonaparte redit à l'ex-général Canrobert le mot imbécile de Philippe IV à Spinola : *Marquis, prends Breda.* Sébastopol était hier une plaie, aujourd'hui c'est un ulcère, demain ce sera un cancer; et ce cancer dévore la France, l'Angleterre, la Turquie et la Russie. Voilà l'Europe des rois. Ô avenir! quand nous donneras-tu l'Europe des peuples?

Je continue.

Sur les navires, après chaque affaire, des chargements de blessés qui font horreur. Pour ne citer que les chiffres que je sais, et je n'en sais pas la dixième partie, quatre cents blessés sur *le Panama,* quatre cent quarante-neuf sur *le Colombo* qui remorquait deux transports également chargés et dont j'ignore les chiffres, quatre cent soixante-dix sur *le Vulcain,* quinze cents sur *le Kanguroo.* On est blessé en Crimée, on est pansé à Constantinople. Deux cents lieues de mer, huit jours entre la blessure et le pansement. Chemin faisant, pendant la traversée, les plaies abandonnées deviennent effroyables; les mutilés qu'on transporte sans assistance, sans secours, misérablement entassés les uns sur les autres, voient les lombrics, cette vermine du sépulcre, sortir de leurs jambes brisées, de leurs côtes enfoncées, de leurs crânes fendus, de leurs ventres ouverts; et, sous ce fourmillement horrible, ils pourrissent avant d'être morts dans les entre-ponts pestilentiels des steamers-ambulances, immenses fosses communes pleines de vivants mangés de vers. (*Victor Hugo s'interrompant :*) — Je n'exagère point. J'ai là les journaux anglais, les journaux ministériels. Lisez vous-mêmes. (*L'orateur agite une liasse de journaux*[2].) — Oui, j'insiste, pas de secours. Quatre chirurgiens, sur *le Vulcain,* quatre chirurgiens sur *le Colombo,* pour neuf cent dix-neuf

[1] Je n'ai jamais vu antérieurement de spectacle pareil à celui qu'offrait le champ de bataille. — Lord Raglan. Rapport du 8 novembre. (*Note de l'édition originale.*) — [2] Voir aux Notes.

mourants! Quant aux turcs, on ne les panse pas du tout. Ils deviennent ce qu'ils peuvent[1]. — Je ne suis qu'un démagogue et un buveur de sang, je le sais bien, mais j'aimerais mieux moins de caisses de médailles bénites au camp de Boulogne, et plus de médecins au camp de Crimée.

Poursuivons.

En Europe, en Angleterre, en France, le contre-coup est terrible. Faillites sur faillites, toutes les transactions suspendues, le commerce agonisant, l'industrie morte. Les folies de la guerre s'étalent, les trophées présentent leur bilan. Pour ce qui est de la Baltique seulement, et en calculant ce qui a été dépensé rien que pour cette campagne, chacun des deux mille prisonniers russes ramenés de Bomarsund coûte à la France et à l'Angleterre trois cent trente-six mille francs par tête. En France, la misère. Le paysan vend sa vache pour payer l'impôt et donne son fils pour nourrir la guerre, — son fils! sa chair! Comment se nomme cette chair, vous le savez, l'oncle l'a baptisée. Chaque régime voit l'homme à son point de vue. La République dit chair du peuple; l'empire dit chair à canon. — Et la famine complète la misère. Comme c'est avec la Russie qu'on se bat, plus de blé d'Odessa. Le pain manque. Une espèce de Buzançais couve sous la cendre populaire et jette ses étincelles çà et là. À Boulogne, l'émeute de la faim, réprimée par les gendarmes. À Saint-Brieuc, les femmes s'arrachent les cheveux et crèvent les sacs de grains à coups de ciseaux. Et levées sur levées. Emprunts sur emprunts. Cent quarante mille hommes cette année seulement, pour commencer. Les millions s'engouffrent après les régiments. Le crédit sombre avec les flottes. Telle est la situation.

Tout ceci sort du Deux-Décembre.

Nous, proscrits dont le cœur saigne de toutes les plaies de la patrie et de toutes les douleurs de l'humanité, nous considérons cet état de choses lamentable avec une angoisse croissante.

Insistons-y, répétons-le, crions-le, et qu'on le sache et qu'on ne l'oublie plus désormais, je viens de le démontrer les faits à la main, et cela est incontestable, et l'histoire le dira, et je défie qui que ce soit de le nier, tout ceci sort du Deux-Décembre.

Ôtez l'intrigue dite affaire des Lieux-Saints, ôtez la clef, ôtez l'envie de sacre, ôtez le cadeau à faire au pape, ôtez le Deux-Décembre, ôtez M. Bonaparte; vous n'avez pas la guerre d'Orient.

Oui, ces flottes, les plus magnifiques qu'il y ait au monde, sont humiliées et amoindries; oui, cette généreuse cavalerie anglaise est exterminée; oui, les écossais gris, ces lions de la montagne; oui, nos zouaves, nos

(1) Voir aux Notes.

IMPRIMERIE NATIONALE.

spahis, nos chasseurs de Vincennes, nos admirables et irréparables régiments d'Afrique sont sabrés, hachés, anéantis; oui, ces populations innocentes, — et dont nous sommes les frères, car il n'y a pas d'étrangers pour nous, — sont écrasées; oui, parmi tant d'autres, ce vieux général Cathcart et ce jeune capitaine Nolan, l'honneur de l'uniforme anglais, sont sacrifiés; oui, les entrailles et les cervelles, arrachées et dispersées par la mitraille, pendent aux broussailles de Balaklava ou s'écrasent aux murs de Sébastopol; oui, la nuit, les champs de bataille pleins de mourants hurlent comme des bêtes fauves; oui, la lune éclaire cet épouvantable charnier d'Inkermann où des femmes, une lanterne à la main, errent çà et là parmi les morts, cherchant leurs frères ou leurs maris, absolument comme ces autres femmes qui, il y a trois ans, dans la nuit du 4 décembre, regardaient l'un après l'autre les cadavres du boulevard Montmartre[1]; oui, ces calamités couvrent l'Europe; oui, ce sang, tout ce sang ruisselle en Crimée; oui, ces veuves pleurent; oui, ces mères se tordent les bras, — parce qu'il a pris fantaisie à M. Bonaparte, l'assassin de Paris, de se faire bénir et sacrer par M. Mastaï, l'étouffeur de Rome!

Et maintenant, méditons un moment, cela en vaut la peine.

Certes, si parmi les intrépides régiments français qui, côte à côte avec la vaillante armée anglaise, luttent devant Sébastopol contre toute la force russe, si, parmi ces combattants héroïques, il y a quelques-uns de ces tristes soldats qui, en décembre 1851, entraînés par des généraux infâmes, ont obéi aux lugubres consignes du guet-apens, les larmes nous viennent aux yeux, nos vieux cœurs français s'émeuvent, ce sont des fils de paysans, ce sont des fils d'ouvriers, nous crions pitié! nous disons : ils étaient ivres, ils étaient aveugles, ils étaient ignorants, ils ne savaient ce qu'ils faisaient! et nous levons les mains au ciel, et nous supplions pour ces infortunés. Le soldat, c'est l'enfant; l'enthousiasme en fait un héros; l'obéissance passive peut en faire un bandit; héros, d'autres lui volent sa gloire; bandit, que d'autres aussi prennent sa faute. Oui, devant le mystérieux châtiment qui commence, mon Dieu! grâce pour les soldats; mais quant aux chefs, faites!

Oui, proscrits, laissons faire le juge. Et voyez! La guerre d'orient, je viens de vous le rappeler, c'est le fait même du Deux-Décembre arrivé pas à pas, et de transformation en transformation, à sa conséquence logique, l'embrasement de l'Europe. Ô profondeur vertigineuse de l'expiation! le Deux-Décembre se retourne, et le voici qui, après avoir tué les nôtres, dépêche les siens. Il y a trois ans, il se nommait coup d'état et il assassinait Baudin; aujourd'hui il se nomme guerre d'orient, et il exécute Saint-

[1] Voir aux Notes.

Arnaud. La balle qui, dans la nuit du 4, sur l'ordre de Lourmel, tua Dussoubs devant la barricade Montorgueil, ricoche dans les ténèbres selon on ne sait quelle loi formidable et revient fusiller Lourmel en Crimée. Nous n'avons pas à nous occuper de cela. Ce sont les coups sinistres de l'éclair; c'est l'ombre qui frappe; c'est Dieu.

La justice est un théorème; le châtiment est rigide comme Euclide; le crime a ses angles d'incidence et ses angles de réflexion; et nous, hommes, nous tressaillons quand nous entrevoyons dans l'obscurité de la destinée humaine les lignes et les figures de cette géométrie énorme que la foule appelle hasard et que le penseur appelle providence.

Le curieux, disons-le en passant, c'est que la clef est inutile. Le pape, voyant hésiter l'Autriche, et d'ailleurs flairant sans doute la chute prochaine, persiste à reculer devant M. Bonaparte. M. Bonaparte ne veut pas tomber de M. Mastaï à M. Sibour; et il en résulte qu'il n'est pas sacré et qu'il ne le sera pas; car, à travers tout ceci, la providence rit de son rire terrible.

Je viens d'exposer la situation, citoyens. À présent, — et c'est par là que je veux terminer, et ceci me ramène à l'objet spécial de cette solennelle réunion, — cette situation, si grave pour les deux grands peuples, car l'Angleterre y joue son commerce et l'orient, car la France y joue son honneur et sa vie, cette situation redoutable, comment en sortir? La France a un moyen : se délivrer, chasser le cauchemar, secouer l'empire accroupi sur sa poitrine, remonter à la victoire, à la puissance, à la prééminence, par la liberté. L'Angleterre en a un autre, finir par où elle aurait dû commencer; ne plus frapper le czar au talon de sa botte, comme elle le fait en ce moment, mais le frapper au cœur, c'est-à-dire soulever la Pologne. Ici, à cette même place, il y a un an précisément aujourd'hui, je donnais à l'Angleterre ce conseil, vous vous en souvenez. À cette occasion, les journaux qui soutiennent le cabinet anglais m'ont qualifié d'«orateur chimérique», et voici que l'évènement confirme mes paroles. La guerre en Crimée fait sourire le czar, la guerre en Pologne le ferait trembler. Mais la guerre en Pologne, c'est une révolution? Sans doute. Qu'importe à l'Angleterre? Qu'importe à cette grande et vieille Angleterre? Elle ne craint pas les révolutions, ayant la liberté. Oui, mais M. Bonaparte, étant le despotisme, les craint, lui, et il ne voudra pas! C'est donc à M. Bonaparte, et à sa peur personnelle des révolutions, que l'Angleterre sacrifie ses armées, ses flottes, ses finances, son avenir, l'Inde, l'Orient, tous ses intérêts. Avais-je tort de le dire il y a deux mois? pour l'Angleterre, l'alliance de M. Bonaparte n'est pas seulement une diminution morale, c'est une catastrophe.

C'est l'alliance de M. Bonaparte qui depuis un an fait faire fausse route

à tous les intérêts anglais dans la guerre d'Orient. Sans l'alliance de M. Bonaparte, l'Angleterre aurait aujourd'hui un succès en Pologne, au lieu d'un échec, d'un désastre peut-être, en Crimée.

N'importe. Ce qui est dans les choses ne peut point n'en pas sortir. Les situations ont leur logique qui finit toujours par avoir le dernier mot. La guerre en Pologne, c'est-à-dire, pour employer le mot transparent adopté par le cabinet anglais, un *système d'agression franchement continental,* est désormais inévitable. C'est l'avenir immédiat. Au moment où je parle, lord Palmerston en cause aux Tuileries avec M. Bonaparte. Et, citoyens, ce sera là ma dernière parole, la guerre en Pologne, c'est la révolution en Europe.

Ah! que la destinée s'accomplisse!

Ah! que la fatalité soit sur ces hommes, sur ces bourreaux, sur ces despotes, qui ont arraché à tant de peuples, à tant de nobles peuples leurs sceptres de nations! — Je dis le sceptre, et non la vie. — Car, proscrits, comme il faut le répéter sans cesse pour consterner les lâchetés et pour relever les courages, la mort apparente des peuples, si livide qu'elle soit, si glacée qu'elle semble, est un avatar et couvre le mystère d'une incarnation nouvelle. La Pologne est dans le sépulcre, mais elle a le clairon à la main; la Hongrie est sous le suaire, mais elle a le sabre au poing; l'Italie est dans la tombe, mais elle a la flamme au cœur; la France est dans la fosse, mais elle a l'étoile au front. Et, tous les signes nous l'annoncent, au printemps prochain, au printemps, heure des résurrections comme le matin est l'heure des réveils, amis, toute la terre frémira d'éblouissement et de joie, quand, se dressant subitement, ces grands cadavres ouvriront tout à coup leurs grandes ailes!

VII

Les paroles de Victor Hugo émurent le parlement. Un membre de la majorité, familier des Tuileries, somma le gouvernement anglais de mettre fin à la «querelle personnelle» entre M. Louis Bonaparte et M. Victor Hugo. Victor Hugo sentit qu'il était nécessaire que le proscrit remît à sa place l'empereur et qu'il fallait rendre à M. Bonaparte le sentiment de sa situation vraie, et il publia dans les journaux anglais ce qu'on va lire :

AVERTISSEMENT.

Je préviens M. Bonaparte que je me rends parfaitement compte des ressorts qu'il fait mouvoir et qui sont à sa taille, et que j'ai lu avec intérêt les choses dites à mon sujet, ces jours passés, dans le parlement anglais. M. Bonaparte m'a chassé de France pour avoir pris les armes contre son crime, comme c'était mon droit de citoyen et mon devoir de représentant du peuple; il m'a chassé de Belgique pour *Napoléon-le-Petit;* il me chassera peut-être d'Angleterre pour les protestations que j'y ai faites, que j'y fais et que je continuerai d'y faire. Cela regarde l'Angleterre plus que moi. Un triple exil n'est rien. Quant à moi, l'Amérique est bonne, et, si elle convient à M. Bonaparte, elle me convient aussi. J'avertis seulement M. Bonaparte qu'il n'aura pas plus raison de moi, qui suis l'atome, qu'il n'aura raison de la vérité et de la justice qui sont Dieu même. Je déclare au Deux-Décembre en sa personne que l'expiation viendra, et que, de France, de Belgique, d'Angleterre, d'Amérique, du fond de la tombe, si les âmes vivent, comme je le crois et l'affirme, j'en hâterai l'heure. M. Bonaparte a raison, il y a en effet entre moi et lui une «querelle personnelle», la vieille querelle personnelle du juge sur son siège et de l'accusé sur son banc.

VICTOR HUGO.

Jersey, 22 décembre 1854.

1855.

CE QUE POURRAIT ÊTRE L'EUROPE.

CE QU'ELLE EST. — SUITE DES COMPLAISANCES DE L'ANGLETERRE POUR L'EMPIRE.

L'EMPEREUR REÇU À LONDRES. — LES PROSCRITS CHASSÉS DE JERSEY.

I

ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION DE 1848.

24 février 1855.

Proscrits,

Si la révolution, inaugurée il y a sept ans à pareil jour à l'Hôtel de Ville de Paris, avait suivi son cours naturel, et n'avait pas été, pour ainsi dire, dès le lendemain même de son avènement, détournée de son but; si la réaction d'abord, Louis Bonaparte ensuite, n'avaient pas détruit la République, la réaction par ruse et lent empoisonnement, Louis Bonaparte par escalade nocturne, effraction, guet-apens et meurtre; si, dès les jours éclatants de Février, la République avait montré son drapeau sur les Alpes et sur le Rhin et jeté au nom de la France à l'Europe ce cri : Liberté! qui eût suffi à cette époque, vous vous en souvenez tous, pour consommer sur le vieux continent le soulèvement de tous les peuples et achever l'écroulement de tous les trônes; si la France, appuyée sur la grande épée de 92, eût donné aide, comme elle le devait, à l'Italie, à la Hongrie, à la Pologne, à la Prusse, à l'Allemagne; si, en un mot, l'Europe des peuples eût succédé en 1848 à l'Europe des rois, voici quelle serait aujourd'hui, après sept années de liberté et de lumière, la situation du continent.

On verrait ceci :

Le continent serait un seul peuple; les nationalités vivraient de leur vie propre dans la vie commune; l'Italie appartiendrait à l'Italie, la Pologne appartiendrait à la Pologne, la Hongrie appartiendrait à la Hongrie, la France appartiendrait à l'Europe, l'Europe appartiendrait à l'Humanité.

Plus de Rhin, fleuve allemand; plus de Baltique et de mer Noire, lacs russes; plus de Méditerranée, lac français; plus d'Atlantique, mer anglaise; plus de canons au Sund et à Gibraltar; plus de kammerlicks aux Dardanelles. Les fleuves libres, les détroits libres, les océans libres.

Le groupe européen n'étant plus qu'une nation, l'Allemagne serait à la France, la France serait à l'Italie ce qu'est aujourd'hui la Normandie à la Picardie et la Picardie à la Lorraine. Plus de guerre; par conséquent plus d'armée. Au seul point de vue financier, bénéfice net par an pour l'Europe :

quatre milliards[1]. Plus de frontières, plus de douanes, plus d'octrois; le libre échange; flux et reflux gigantesque de numéraire et de denrées, industrie et commerce vingtuplés; bonification annuelle pour la richesse du continent : au moins dix milliards. Ajoutez les quatre milliards de la suppression des armées, plus de deux milliards au moins gagnés par l'abolition des fonctions parasites sur tout le continent, y compris la fonction de roi, cela fait tous les ans un levier de seize milliards pour soulever les questions économiques. Une liste civile du travail, une caisse d'amortissement de la misère épuisant les bas-fonds du chômage et du salariat avec une puissance de seize milliards par an. Calculez cette énorme production de bien-être. Je ne développe pas.

Une monnaie continentale, à double base métallique et fiduciaire, ayant pour point d'appui le capital Europe tout entier et pour moteur l'activité libre de deux cents millions d'hommes, cette monnaie, une, remplacerait et résorberait toutes les absurdes variétés monétaires d'aujourd'hui, effigies de princes, figures des misères; variétés qui sont autant de causes d'appauvrissement; car, dans le va-et-vient monétaire, multiplier la variété, c'est multiplier le frottement; multiplier le frottement, c'est diminuer la circulation. En monnaie, comme en toute chose, circulation, c'est unité.

La fraternité engendrerait la solidarité; le crédit de tous serait la propriété de chacun, le travail de chacun, la garantie de tous.

Liberté d'aller et venir, liberté de s'associer, liberté de posséder, liberté d'enseigner, liberté de parler, liberté d'écrire, liberté de penser, liberté d'aimer, liberté de croire, toutes les libertés feraient faisceau autour du citoyen gardé par elles et devenu inviolable.

Aucune voie de fait, contre qui que ce soit; même pour amener le bien. Car à quoi bon? Par la seule force des choses, par la simple augmentation de la lumière, par le seul fait du plein jour succédant à la pénombre monarchique et sacerdotale, l'air serait devenu irrespirable à l'homme de force, à l'homme de fraude, à l'homme de mensonge, à l'homme de proie, à l'exploitant, au parasite, au sabreur, à l'usurier, à l'ignorantin, à tout ce qui vole dans les crépuscules avec l'aile de la chauve-souris.

La vieille pénalité se serait dissoute comme le reste. La guerre étant morte, l'échafaud, qui a la même racine, aurait séché et disparu de lui-même. Toutes les formes du glaive se seraient évanouies. On en serait à douter que la créature humaine ait jamais pu, ait jamais osé mettre à mort

[1] Pour la France, plus de liste civile, plus de clergé payé, plus de magistrature inamovible, plus d'administration centralisée, plus d'armée permanente; bénéfice net par an : 800 millions. 2 millions par jour. (*Note du manuscrit.*)

la créature humaine, même dans le passé. Il y aurait, dans la galerie ethnographique du Louvre, un mortier-Paixhans sous verre, un canon-Lancastre sous verre, une guillotine sous verre, une potence sous verre, et l'on irait par curiosité voir au muséum ces bêtes féroces de l'homme comme on va voir à la ménagerie les bêtes féroces de Dieu.

On dirait : c'est donc cela, un gibet! comme on dit : c'est donc cela, un tigre!

On verrait partout le cerveau qui pense, le bras qui agit, la matière qui obéit; la machine servant l'homme; les expérimentations sociales sur une vaste échelle; toutes les fécondations merveilleuses du progrès par le progrès; la science aux prises avec la création; des ateliers toujours ouverts dont la misère n'aurait qu'à pousser la porte pour devenir le travail; des écoles toujours ouvertes dont l'ignorance n'aurait qu'à pousser la porte pour devenir la lumière; des gymnases gratuits et obligatoires où les aptitudes seules marqueraient les limites de l'enseignement, où l'enfant pauvre recevrait la même culture que l'enfant riche; des scrutins où la femme voterait comme l'homme; car le vieux monde du passé trouve la femme bonne pour les responsabilités civiles, commerciales, pénales; il trouve la femme bonne pour la prison, pour Clichy, pour le bagne, pour le cachot, pour l'échafaud; nous, nous trouvons la femme bonne pour la dignité et pour la liberté; il trouve la femme bonne pour l'esclavage et pour la mort, nous la trouvons bonne pour la vie; il admet la femme comme personne publique pour la souffrance et pour la peine, nous l'admettons comme personne publique pour le droit. Nous ne disons pas : âme de première qualité, l'homme; âme de deuxième qualité, la femme. Nous proclamons la femme notre égale, avec le respect de plus. Ô femme, mère, compagne, sœur, éternelle mineure, éternelle esclave, éternelle sacrifiée, éternelle martyre, nous vous relèverons! De tout ceci le vieux monde nous raille, je le sais. Le droit de la femme, proclamé par nous, est le sujet principal de sa gaîté. Un jour, à l'assemblée, un interrupteur me cria : — C'est surtout avec çà, les femmes, que vous nous faites rire. — Et vous, lui répondis-je, c'est surtout avec çà, les femmes, que vous nous faites pleurer.

Je reprends, et j'achève cette esquisse.

Au faîte de cette splendeur universelle, l'Angleterre et la France rayonneraient; car elles sont les aînées de la civilisation actuelle; elles sont au dix-neuvième siècle les deux nations mères; elles éclairent au genre humain en marche les deux routes du réel et du possible; elles portent les deux flambeaux, l'une le fait, l'autre l'idée. Elles rivaliseraient sans se nuire ni s'entraver. Au fond, et à voir les choses de la hauteur philosophique, — permettez-moi cette parenthèse — il n'y a jamais eu entre elles d'autre

antipathie que ce désir d'aller au delà, cette impatience de pousser plus loin, cette logique de marcheur en avant, cette soif de l'horizon, cette ambition de progrès indéfini qui est toute la France et qui a quelquefois importuné l'Angleterre sa voisine, volontiers satisfaite des résultats obtenus et épouse tranquille du fait accompli. La France est l'adversaire de l'Angleterre comme le mieux est l'ennemi du bien.

Je continue.

Dans la vieille cité du dix août et du vingt-deux septembre, déclarée désormais la Ville d'Europe, *Urbs,* une colossale assemblée, l'assemblée des États-Unis d'Europe, arbitre de la civilisation, sortie du suffrage universel de tous les peuples du continent, traiterait et réglerait, en présence de ce majestueux mandant, juge définitif, et avec l'aide de la presse universelle libre, toutes les questions de l'humanité, et ferait de Paris au centre du monde un volcan de lumière.

Citoyens, je le dis en passant, je ne crois pas à l'éternité de ce qu'on appelle aujourd'hui les parlements; mais les parlements, générateurs de liberté et d'unité tout ensemble, sont nécessaires jusqu'au jour, jour lointain encore et voisin de l'idéal, où, les complications politiques s'étant dissoutes dans la simplification du travail universel, la formule : LE MOINS DE GOUVERNEMENT POSSIBLE recevant une application de plus en plus complète, les lois factices ayant toutes disparu et les lois naturelles demeurant seules, il n'y aura plus d'autre assemblée que l'assemblée des créateurs et des inventeurs, découvrant et promulguant la loi et ne la faisant pas, l'assemblée de l'intelligence, de l'art et de la science, l'Institut. L'Institut transfiguré et rayonnant, produit d'un tout autre mode de nomination, délibérant publiquement. Sans nul doute, l'Institut, dans la perspective des temps, est l'unique assemblée future. Chose frappante et que j'ajoute encore en passant, c'est la Convention qui a créé l'Institut. Avant d'expirer, ce sombre aigle des révolutions a déposé sur le généreux sol de France l'œuf mystérieux qui contient les ailes de l'avenir.

Ainsi, pour résumer en peu de mots les quelques linéaments que je viens d'indiquer, et beaucoup de détails m'échappent, je jette ces idées au hasard et rapidement et je ne trace qu'un à peu près, si la révolution de 1848 avait vécu et porté ses fruits, si la République fût restée debout, si, de république française, elle fût devenue, comme la logique l'exige, république européenne, fait qui se serait accompli alors, certes, en moins d'une année, et presque sans secousse ni déchirement, sous le souffle du grand vent de Février, citoyens, si les choses s'étaient passées de la sorte, que serait aujourd'hui l'Europe? une famille. Les nations sœurs. L'homme frère de l'homme. On ne serait plus ni français, ni prussien, ni espagnol; on serait

européen. Partout la sérénité, l'activité, le bien-être, la vie. Pas d'autre lutte, d'un bout à l'autre du continent, que la lutte du bien, du beau, du grand, du juste, du vrai et de l'utile domptant l'obstacle et cherchant l'idéal. Partout cette immense victoire qu'on appelle le travail dans cette immense clarté qu'on appelle la paix.

Voilà, citoyens, si la révolution eût triomphé, voilà, en raccourci et en abrégé, le spectacle que nous donnerait à cette heure l'Europe des peuples.

Mais ces choses ne se sont point réalisées. Heureusement on a rétabli l'ordre. Et, au lieu de cela, que voyons-nous?

Ce qui est debout en ce moment, ce n'est pas l'Europe des peuples; c'est l'Europe des rois.

Et que fait-elle, l'Europe des rois?

Elle a la force; elle peut ce qu'elle veut; les rois sont libres puisqu'ils ont étouffé la liberté; l'Europe des rois est riche; elle a des millions, elle a des milliards; elle n'a qu'à ouvrir la veine des peuples pour en faire jaillir du sang et de l'or. Que fait-elle? Déblaie-t-elle les embouchures des fleuves? abrège-t-elle la route de l'Inde? relie-t-elle le Pacifique à l'Atlantique? perce-t-elle l'isthme de Suez? coupe-t-elle l'isthme de Panama? jette-t-elle dans les profondeurs de l'océan le prodigieux fil électrique qui rattachera les continents aux continents par l'idée devenue éclair, et qui, fibre colossale de la vie universelle, fera du globe un cœur énorme ayant pour battement la pensée de l'homme? À quoi s'occupe l'Europe des rois? accomplit-elle, maîtresse du monde, quelque grand et saint travail de progrès, de civilisation et d'humanité? à quoi dépense-t-elle les forces gigantesques du continent dont elle dispose? que fait-elle?

Citoyens, elle fait une guerre.

Une guerre pour qui?

Pour vous, peuples?

Non, pour eux, rois.

Quelle guerre?

Une guerre misérable par l'origine : une clef; épouvantable par le début : Balaklava; formidable par la fin : l'abîme.

Une guerre qui part du risible pour aboutir à l'horrible.

Proscrits, nous avons déjà plus d'une fois parlé de cette guerre, et nous sommes condamnés à en parler longtemps encore. Hélas! je n'y songe, quant à moi, que le cœur serré.

Ô français qui m'entourez, la France avait une armée, une armée la première du monde, une armée admirable, incomparable, formée aux grandes guerres par vingt ans d'Afrique, une armée tête de colonne du genre humain, espèce de *Marseillaise* vivante, aux strophes hérissées de bayon-

nettes, qui, mêlée au souffle de la Révolution, n'eût eu qu'à faire chanter ses clairons pour faire à l'instant même tomber en poussière sur le continent tous les vieux sceptres et toutes les vieilles chaînes; cette armée, où est-elle? qu'est-elle devenue? Citoyens, M. Bonaparte l'a prise. Qu'en a-t-il fait? d'abord il l'a enveloppée dans le linceul de son crime; ensuite il lui a cherché une tombe. Il a trouvé la Crimée.

Car cet homme est poussé et aveuglé par ce qu'il a en lui de fatal et par cet instinct de la destruction du vieux monde qui est son âme à son insu.

Proscrits, détournez un moment vos yeux de Cayenne où il y a aussi un sépulcre, et regardez là-bas à l'orient. Vous y avez des frères.

L'armée française et l'armée anglaise sont là.

Qu'est-ce que c'est que cette tranchée qu'on ouvre devant cette ville tartare? cette tranchée à deux pas de laquelle coule le ruisseau de sang d'Inkermann, cette tranchée où il y a des hommes qui passent la nuit debout et qui ne peuvent se coucher parce qu'ils sont dans l'eau jusqu'aux genoux; d'autres qui sont couchés, mais dans un demi-mètre de boue qui les recouvre entièrement et où ils mettent une pierre pour que leur tête en sorte; d'autres qui sont couchés, mais dans la neige, sous la neige, et qui se réveilleront demain les pieds gelés; d'autres qui sont couchés, mais sur la glace et qui ne se réveilleront pas; d'autres qui marchent pieds nus par un froid de dix degrés parce qu'ayant ôté leurs souliers, ils n'ont plus la force de les remettre; d'autres couverts de plaies qu'on ne panse pas; tous sans abri, sans feu, presque sans aliments, faute de moyens de transport, ayant pour vêtement des haillons mouillés devenus glaçons, rongés de dysenterie et de typhus, tués par le lit où ils dorment, empoisonnés par l'eau qu'ils boivent[1], harcelés de sorties, criblés de bombes, réveillés de l'agonie par la mitraille, et ne cessant d'être des combattants que pour redevenir des mourants; cette tranchée où l'Angleterre, à l'heure qu'il est, a entassé trente mille soldats, où la France, le 17 décembre, — j'ignore le chiffre ultérieur, — avait couché quarante-six mille sept cents hommes[2]; cette tranchée où, en moins de trois mois, quatrevingt mille hommes ont disparu; cette tranchée de Sébastopol, c'est la fosse des deux armées. Le creusement de cette fosse, qui n'est pas finie, a déjà coûté trois milliards.

La guerre est un fossoyeur en grand qui se fait payer cher.

Oui, pour creuser la fosse des deux armées d'Angleterre et de France, la France et l'Angleterre, en comptant tout, y compris le capital des flottes englouties, y compris la dépression de l'industrie, du commerce et du cré-

[1] Voir aux notes. — [2] Rapport du docteur Chenu, médecin en chef des hôpitaux de Paris, revenu de Crimée. (*Note du manuscrit.*)

dit, ont déjà dépensé trois milliards. Trois milliards! avec ces trois milliards on eût complété le réseau des chemins de fer anglais et français, on eût construit le tunnel tubulaire de la Manche, meilleur trait d'union des deux peuples que la poignée de main de lord Palmerston et de M. Bonaparte qu'on nous montre au-dessus de nos têtes dans les nuées, avec cette légende : A LA BONNE FOI; avec ces trois milliards, on eût drainé toutes les bruyères de France et d'Angleterre, donné de l'eau salubre à toutes les villes, à tous les villages et à tous les champs, assaini la terre et l'homme, reboisé dans les deux pays toutes les pentes, prévenu par conséquent les inondations et les débordements, empoissonné tous les fleuves de façon à donner au pauvre le saumon à un sou la livre, multiplié les ateliers et les écoles, exploré et exploité partout les gisements houillers et minéraux, doté toutes les communes de pioches à vapeur, ensemencé les millions d'hectares en friche, transformé les égouts en puits d'engrais, rendu les disettes impossibles, mis le pain dans toutes les bouches, décuplé la production, décuplé la consommation, décuplé la circulation, centuplé la richesse! — Il vaut mieux prendre — je me trompe — ne pas prendre Sébastopol!

Il vaut mieux employer ses milliards à faire périr ses armées! il vaut mieux se ruiner à se suicider!

Donc, devant le continent qui frissonne, les deux armées agonisent. Et pendant ce temps-là, que fait «l'empereur Napoléon III»? J'ouvre un journal de l'empire (*l'orateur déploie un journal*) et j'y lis : «Le carnaval poursuit ses joies. Ce ne sont que fêtes et bals. Le deuil que la cour a pris à l'occasion des morts des reines de Sardaigne sera suspendu vingt-quatre heures pour ne pas empêcher le bal qui va avoir lieu aux Tuileries.»

Oui, c'est le bruit d'un orchestre que nous entendons dans le pavillon de l'Horloge; oui, le *Moniteur* enregistre et détaille le quadrille où ont «figuré leurs majestés»; oui, l'empereur danse, oui, ce Napoléon danse, pendant que, les prunelles fixées sur les ténèbres, nous regardons, et que le monde civilisé, frémissant, regarde avec nous Sébastopol, ce puits de l'abîme, ce tonneau sombre où viennent l'une après l'autre, pâles, échevelées, versant dans le gouffre leurs trésors et leurs enfants, et recommençant toujours, la France et l'Angleterre, ces deux Danaïdes aux yeux sanglants!

Pourtant on annonce que «l'empereur» va partir. Pour la Crimée! est-ce possible? Voici que la pudeur lui viendrait et qu'il aurait conscience de la rougeur publique? On nous le montre brandissant vers Sébastopol le sabre de Lodi, chaussant les bottes de sept lieues de Wagram, avec Troplong et Baroche éplorés pendus aux deux basques de sa redingote grise. Que veut dire ce va-t-en guerre? — Citoyens, un souvenir. Le matin du coup d'état, apprenant que la lutte commençait, M. Bonaparte s'écria : Je veux aller

partager les dangers de mes braves soldats ! Il y eut probablement là quelque Baroche ou quelque Troplong qui s'éplora. Rien ne put le retenir. Il partit. Il traversa les Champs-Élysées et les Tuileries entre deux triples haies de bayonnettes. En débouchant des Tuileries, il entra rue de l'Échelle. Rue de l'Échelle, cela signifie rue du Pilori ; il y avait là autrefois en effet une échelle ou pilori. Dans cette rue, il aperçut de la foule, il vit le geste menaçant du peuple ; un ouvrier lui cria : à bas le traître ! Il pâlit, tourna bride, et rentra à l'Élysée. Ne nous donnons donc pas les émotions du départ. N'ayons pas peur pour sa vie. S'il part, la porte des Tuileries, comme celle de l'Élysée, reste entre-bâillée derrière lui ; s'il part, ce n'est pas pour la tranchée où l'on agonise, ni pour la brèche où l'on meurt. Le premier coup de canon qui lui criera : à bas le traître ! lui fera rebrousser chemin. Soyons tranquilles. Jamais, ni dans Paris, ni en Crimée, ni dans l'histoire, Louis Bonaparte ne dépassera la rue de l'Échelle.

Du reste, s'il part, l'œil de l'histoire sera fixé sur Paris. Attendons.

Citoyens, je viens d'exposer devant vous, et je circonscris la peinture, le tableau que présente l'Europe aujourd'hui.

Ce que serait l'Europe républicaine, je vous l'ai dit ; ce qu'est l'Europe impériale, vous le voyez.

Dans cette situation générale, la situation spéciale de la France, la voici :

Les finances gaspillées, l'avenir grevé d'emprunts, lettres de change signées Deux-Décembre et Louis Bonaparte et par conséquent sujettes à protêt, l'Autriche et la Prusse ennemies avec des masques d'alliées, la coalition des rois latente mais visible, les rêves de démembrement revenus, un million d'hommes prêt à s'ébranler vers le Rhin au premier signe du czar, l'armée d'Afrique anéantie. Et pour point d'appui, quoi ? l'Angleterre ; un naufrage.

Tel est cet effrayant horizon aux deux extrémités duquel se dressent deux spectres, le spectre de l'armée en Crimée, le spectre de la République en exil.

Hélas ! l'un de ces deux spectres a au flanc le coup de poignard de l'autre, et le lui pardonne.

Oui, j'y insiste, la situation est si lugubre que le parlement épouvanté ordonne une enquête, et qu'il semble à ceux qui n'ont pas foi en l'avenir des peuples providentiels que la France va périr et que l'Angleterre va sombrer.

Résumons.

La nuit partout. Plus de tribune en France, plus de presse, plus de parole. La Russie sur la Pologne, l'Autriche sur la Hongrie, l'Autriche sur Milan, l'Autriche sur Venise, Ferdinand sur Naples, le pape sur Rome,

Bonaparte sur Paris. Dans ce huis clos de l'obscurité, toutes sortes d'actes de ténèbres; exactions, spoliations, brigandages, transportations, fusillades, gibets; en Crimée, une guerre affreuse; des cadavres d'armées sur des cadavres de nations; l'Europe cave d'égorgement. Je ne sais quel tragique flamboiement sur l'avenir. Blocus, villes incendiées, bombardements, famines, pestes, banqueroutes. Pour les intérêts et les égoïsmes le commencement d'un sauve-qui-peut. Révoltes obscures des soldats en attendant le réveil des citoyens. État de choses terrible, vous dis-je, et cherchez-en l'issue. Prendre Sébastopol, c'est la guerre sans fin; ne pas prendre Sébastopol, c'est l'humiliation sans remède. Jusqu'à présent on s'était ruiné pour la gloire, maintenant on se ruine pour l'opprobre. Et que deviendront, sous ce trépignement de césars furieux, ceux des peuples qui survivront? Ils pleureront jusqu'à leur dernière larme, ils paieront jusqu'à leur dernier sou, ils saigneront jusqu'à leur dernier enfant. Nous sommes en Angleterre, que voyons-nous autour de nous? Partout des femmes en noir. Des mères, des sœurs, des orphelines, des veuves. Rendez-leur donc ce qu'elles pleurent, à ces femmes! Toute l'Angleterre est sous un crêpe. En France il y a ces deux immenses deuils, l'un qui est la mort, l'autre, pire, qui est l'ignominie; l'hécatombe de Balaklava et le bal des Tuileries.

Proscrits, cette situation a un nom. Elle s'appelle «la société sauvée».

Ne l'oublions pas, ce nom nous le dit, reportons toujours tout à l'origine. Oui, cette situation, toute cette situation sort du «grand acte» de décembre. Elle est le produit du parjure du 2 et de la boucherie du 4. On ne peut pas dire d'elle du moins qu'elle est bâtarde. Elle a une mère, la trahison, et un père, le massacre. Voyez ces deux choses qui aujourd'hui se touchent comme les deux doigts de la main de justice divine, le guet-apens de 1851 et la calamité de 1855, la catastrophe de Paris et la catastrophe de l'Europe. M. Bonaparte est parti de ceci pour arriver à cela.

Je sais bien qu'on me dit, je sais bien que M. Bonaparte me dit et me fait dire par ses journaux : — Vous n'avez à la bouche que le Deux-Décembre! Vous répétez toujours ces choses-là! — A quoi je réponds : — Vous êtes toujours là!

Je suis votre ombre.

Est-ce ma faute à moi si l'ombre du crime est un spectre?

Non! non! non! non! ne nous taisons pas, ne nous lassons pas, ne nous arrêtons pas. Soyons toujours là, nous aussi, nous qui sommes le droit, la justice et la réalité. Il y a maintenant au-dessus de la tête de Bonaparte deux linceuls, le linceul du peuple et le linceul de l'armée, agitons-les sans relâche. Qu'on entende sans cesse, qu'on entende à travers tout, nos voix au fond de l'horizon! ayons la monotonie redoutable de l'océan, de

IMPRIMERIE NATIONALE

l'ouragan, de l'hiver, de la tempête, de toutes les grandes protestations de la nature.

Ainsi, citoyens, la bataille à outrance, une fuite sans fond de toutes les forces vives, un écroulement sans limites, voilà où en est cette malheureuse société du passé qui s'était crue sauvée en effet parce qu'un beau matin elle avait vu un aventurier, son conquérant, confier l'ordre au sergent de ville et l'abrutissement au jésuite!

Cela est en bonnes mains, avait-elle dit.

Qu'en pense-t-elle maintenant?

Ô peuples, il y a des hommes de malédiction. Quand ils promettent la paix, ils tiennent la guerre; quand ils promettent le salut, ils tiennent le désastre; quand ils promettent la prospérité, ils tiennent la ruine; quand ils promettent la gloire, ils tiennent la honte; quand ils prennent la couronne de Charlemagne, ils mettent dessous le crâne d'Ezzelin; quand ils refont la médaille de César, c'est avec le profil de Mandrin; quand ils recommencent l'empire, c'est par 1812; quand ils arborent un aigle, c'est une orfraie; quand ils apportent à un peuple un nom, c'est un faux nom; quand ils lui font un serment, c'est un faux serment; quand ils lui annoncent un Austerlitz, c'est un faux Austerlitz; quand ils lui donnent un baiser, c'est le baiser de Judas; quand ils lui offrent un pont pour passer d'une rive à l'autre, c'est le pont de la Bérésina.

Ah! il n'est pas un de nous, proscrits, qui ne soit navré, car la désolation est partout, car l'abjection est partout, car l'abomination est partout; car l'accroissement du czar, c'est la diminution de la lumière; car, moi qui vous parle, l'abaissement de cette grande, fière, généreuse et libre Angleterre m'humilie comme homme; car, suprême douleur, nous entendons en ce moment la France qui tombe avec le bruit que ferait la chute d'un cercueil!

Vous êtes navrés, mais vous avez courage et foi. Vous faites bien, amis. Courage, plus que jamais! Je vous l'ai dit déjà, et cela devient plus évident de jour en jour, à cette heure la France et l'Angleterre n'ont plus qu'une voie de salut, l'affranchissement des peuples, la levée en masse des nationalités, la révolution. Extrémité sublime. Il est beau que le salut soit en même temps la justice. C'est là que la providence éclate. Oui, courage plus que jamais! Dans le péril Danton criait : de l'audace! de l'audace! et encore de l'audace! — Dans l'adversité il faut crier : de l'espoir! de l'espoir! et encore de l'espoir! — Amis, la grande république, la république démocratique, sociale et libre, rayonnera avant peu, car c'est la fonction de l'empire de la faire renaître, comme c'est la fonction de la nuit de ramener le jour. Les hommes de tyrannie et de malheur disparaîtront. Leur temps se compte maintenant par minutes. Ils sont adossés au gouffre; et déjà,

nous qui sommes dans l'abîme, nous pouvons voir leur talon qui dépasse le rebord du précipice. Ô proscrits! j'en atteste les ciguës que les Socrates ont bues, les Golgotha où sont montés les Jésus-Christs, les Jéricho que les Josués ont fait crouler; j'en atteste les bains de sang qu'ont pris les Thraséas, les braises ardentes qu'ont mâchées les Porcias, épouses des Brutus, les bûchers d'où les Jean Huss ont crié : le cygne naîtra! j'en atteste ces mers qui nous entourent et que les Christophe-Colombs ont franchies, j'en atteste ces étoiles qui sont au-dessus de nos têtes et que les Galilées ont interrogées, proscrits, la liberté est immortelle! proscrits, la vérité est éternelle!

Le progrès, c'est le pas même de Dieu.

Donc, que ceux qui pleurent se consolent, et que ceux qui tremblent — il y en a parmi nous — se rassurent. L'humanité ne connaît pas le suicide et Dieu ne connaît pas l'abdication. Non, les peuples ne resteront pas indéfiniment dans les ténèbres, ignorant l'heure qu'il est dans la science, l'heure qu'il est dans la philosophie, l'heure qu'il est dans l'art, l'heure qu'il est dans l'esprit humain, l'œil stupidement fixé sur le despotisme, ce sinistre cadran d'ombre où la double aiguille sceptre et glaive, à jamais immobile, marque éternellement minuit!

II

LETTRE À LOUIS BONAPARTE.

9 avril 1855.

Cette funèbre guerre de Crimée se termina par le baiser de la reine Victoria à « l'empereur des français ». Louis Bonaparte alla à Londres chercher ce baiser. Ce fut une sorte d'enivrement des deux gouvernements. Les fêtes après les carnages; ces choses-là s'enchaînent.

La fête fut splendide. Elle fut même complète. L'exil s'en mêla. En débarquant à Douvres, « l'empereur » put lire, affichées sur tous les murs, les paroles que voici :

VICTOR HUGO À LOUIS BONAPARTE.

Qu'est-ce que vous venez faire ici? à qui en voulez-vous? qui venez-vous insulter? L'Angleterre dans son peuple ou la France dans ses proscrits? Nous en avons déjà enterré neuf, à Jersey seulement. Est-ce là ce que vous voulez savoir? Le dernier s'appelait Félix Bony, et avait vingt-neuf ans; cela vous suffit-il? Voulez-vous voir son tombeau? Que venez-vous faire ici, vous dis-je? Cette Angleterre qui n'a point de bât sur le cou, et cette France bannie, ce peuple souverain de lui-même, cette proscription décimée et calme, n'ont que faire de vous. Laissez la liberté en paix. Laissez l'exil tranquille.

Ne venez pas.

Quel leurre viendriez-vous offrir à cette illustre et généreuse nation? quel coup d'ongle préméditez-vous contre la liberté anglaise? arriveriez-vous plein de promesses comme en France en 1848? changeriez-vous la pantomime? mettrez-vous la main sur votre cœur pour l'alliance anglaise de la même façon que vous l'y mettiez pour la République? sera-ce toujours l'habit boutonné, la plaque sur l'habit, la main sur la plaque, l'accent ému, l'œil humide? quelle parole la plus sacrée allez-vous jurer? quelle affirmation de fidélité éternelle, quel engagement inviolable, quelle protestation portant votre exergue, quel serment frappé à votre effigie allez-vous mettre en circulation ici, vous, le faux-monnayeur de l'honneur?

Qu'est-ce que vous apporteriez à cette terre? Cette terre est la terre de Thomas Morus, de Hampden, de Bradshaw, de Shakespeare, de Milton, de Newton, de Watt, de Byron, et elle n'a pas besoin d'un échantillon de la boue du boulevard Montmartre. Vous venez chercher une jarretière? En effet, c'est jusque-là que vous avez du sang.

Je vous dis de ne pas venir. Vous ne seriez pas à votre place ici. Regardez. Vous voyez bien que ce peuple est libre. Vous voyez bien que ces gens-là vont et viennent, lisent, écrivent, interrogent, pensent, crient, se taisent, respirent comme bon leur semble. Cela ne ressemble à rien de ce que vous connaissez. Vous aurez beau regarder les collets d'habit, vous n'y trouverez pas le pli que donne le poing du gendarme. Non, vraiment, vous ne seriez pas chez vous. Vous seriez dans un air irrespirable pour vous. Vous voyez bien qu'il n'y a pas de janissaires ici, pas plus de janissaires prêtres que de janissaires soldats; vous voyez bien qu'il n'y a pas d'espions; vous voyez bien qu'il n'y a pas de jésuites; vous voyez bien que les juges rendent la justice!

La tribune parle, les journaux parlent, la conscience publique parle; il y a du soleil en ce pays. Vous voyez bien qu'il fait jour, aigle! que venez-vous faire ici?

Si vous voulez savoir, alliance à part, ce que ce peuple pense de vous, lisez ses vrais journaux, ses journaux d'il y a deux ans.

Visiterez-vous Londres, habillé en empereur et en général? D'autres qui étaient empereurs aussi, et généraux aussi, l'ont visitée avant vous, et y ont eu des ovations diversement triomphales; vous auriez le même accueil. Irez-vous au square Trafalgar? irez-vous au square Waterloo, au pont Waterloo, à la colonne Waterloo? Nicolas y a été reçu par les aldermen. Irez-vous à la brasserie Perkins? Haynau y a été reçu par les ouvriers.

Venez-vous parler à l'Angleterre de la Crimée? Vous toucheriez là à un grand deuil. Le désastre de Sébastopol a ouvert le flanc de l'Angleterre plus profondément encore que le flanc de la France. L'armée française agonise, l'armée anglaise est morte; ce qui, si l'on en croit ceux qui admirent vos hasards, aurait fait faire à l'un de vos historiographes cette remarque : — Sans le vouloir, nous vengeons Waterloo. Napoléon III a fait plus de mal à l'Angleterre en un an d'alliance qu'en quinze ans de guerre Napoléon premier. (À propos, vos amis ne disent plus : *le grand*. Pourquoi donc?)

Oui, vous avez de ces flatteurs-là, empereur d'occasion. C'est une chose étrange en effet que cette aventure qu'on appelle votre destinée. Les paroles manquent et l'on tombe dans un abîme de stupeur en pensant que vous en êtes peut-être vraiment venu vous-même à croire que vous êtes quelqu'un, en songeant que vous prenez votre tragédie horrible au sérieux, et que,

probablement, vous vous imagineriez faire sur l'Europe je ne sais quel effet de perspective le jour où vous apparaîtriez au peuple anglais dans votre mise en scène d'à présent, muet, heureux et lugubre, debout dans votre nuée de crimes, couronné d'une sorte d'infamie impériale et mystérieuse, et portant sur votre front toutes ces actions sombres qui sont de la compétence du tonnerre.

Et de la cour d'assises, monsieur.

Ah! ces terribles choses vraies, vous les entendrez. Pourquoi venez-vous ici?

Tenez, parmi ceux de ce gouvernement qui, pour des raisons variées, vous font accueil, prenez le plus enthousiaste, le plus enivré, le plus effaré de vous, prenez l'anglais qui crie le mieux : Vive l'empereur! alderman, ministre, lord, et faites-lui cette simple question : — S'il arrivait en ce pays qu'un homme tenant le pouvoir à un titre quelconque, un ministre, par exemple (c'est ce que vous étiez, monsieur), s'il arrivait que cet homme, sous prétexte qu'il aurait, devant les hommes et devant Dieu, juré fidélité à la constitution, prît une nuit l'Angleterre à la gorge, brisât le parlement, renversât la tribune, jetât les membres inviolables des assemblées dans les cabanons de Millbank et de Newgate, démolît Westminster, fît du sac de laine l'oreiller de son corps de garde, chassât les juges à coups de bottes, liât les mains derrière le dos à la justice, bâillonnât la presse, écrasât les imprimeries, étranglât les journaux, couvrît Londres de canons et de baïonnettes, vidât les fourgons de la Banque dans les poches de ses soldats, prît les maisons d'assaut, égorgeât les hommes, les femmes, les vieillards et les enfants, fît de Hyde-Park une fosse d'arquebusades nocturnes, mitraillât la Cité, mitraillât le Strand, mitraillât Regent street, mitraillât Charing Cross, vingt quartiers de Londres, vingt comtés d'Angleterre, encombrât les rues des cadavres des passants, emplît les morgues et les cimetières, fît la nuit partout, le silence partout, la mort partout, supprimât, en un mot, d'un seul coup, la loi, la liberté, le droit, la nation, le souffle, la vie, qu'est-ce que le peuple anglais ferait à cet homme? — Avant que la phrase soit finie, vous verriez sortir de terre d'elle-même et se dresser devant vous l'échelle de l'échafaud!

Oui, l'échafaud. Et, si hideux que soient les crimes que je viens d'énumérer, je prononce ce mot, — pourquoi m'en cacherais-je? — avec un serrement de cœur; car la suprême parole du progrès, confessée par nous, démocrates-socialistes, n'a pas jusqu'à cette heure été acceptée en Angleterre, et pour ce grand peuple insulaire, arrêté à mi-côte du dix-neuvième siècle et à quelque distance du sommet de la civilisation, la vie humaine n'est pas encore inviolable.

Il faut être sur ce haut plateau de l'exil et de l'épreuve où nous sommes pour embrasser l'horizon entier de la vérité et pour comprendre que toute vie humaine, même votre vie humaine à vous, monsieur, est sacrée.

Ce n'est pas du reste de cette façon, et du haut d'un principe, que vos amis de ce pays traitent les questions qui vous touchent. Ils trouvent plus court de dire qu'il n'y a jamais eu de coup d'état, que ce n'est pas vrai, que vous n'avez jamais prêté le moindre serment, que le deux-décembre n'a jamais existé, qu'il n'a pas été versé une goutte de sang, que Saint-Arnaud, Espinasse et Maupas sont des personnages mythologiques, qu'il n'y a pas de proscrits, que Lambessa est dans la lune, et que nous faisons semblant.

Les habiles disent qu'il y a bien eu quelque chose en effet, mais que nous exagérons, que les hommes tués n'avaient pas tous des cheveux blancs, que les femmes tuées n'étaient pas toutes grosses, et que l'enfant de sept ans de la rue Tiquetonne avait huit ans.

Je reprends.

Ne venez pas dans ce pays.

Songez d'ailleurs à l'imprudence; et à quoi exposeriez-vous le gouvernement qui vous recevrait chez lui? Paris a des éruptions inattendues; il l'a prouvé en 1789, en 1830 et en 1848. Qu'est-ce qui garantit au peuple anglais, qui prise haut, et avec raison, l'amitié de la France, qu'est-ce qui garantit au gouvernement britannique qu'une révolution ne va pas éclater derrière vos talons, que le décor ne va pas changer subitement, que ce vieux trouble-fête de faubourg Saint-Antoine ne va pas se réveiller en sursaut et donner un coup de pied dans l'empire, et que, tout à coup, en une secousse de télégraphe électrique, lui, gouvernement d'Angleterre, il ne va pas se trouver brusquement ayant pour hôte à Saint-James et pour convive au banquet royal, non sa majesté l'empereur des français, mais l'accusé pâle et frissonnant de la France et de la République? non le Napoléon de la colonne, mais le Napoléon du poteau?

Mais vos polices vous rassurent. Le coup d'état a dans sa poche le vieil œil de Vidocq et voit le fond des choses avec ça. C'est ce qui lui tient lieu de conscience. La police vous répond du peuple de même que le prêtre vous répond de Dieu. M. Piétri et M. Sibour vous parlent chacun d'un côté. — Cette canaille de peuple n'existe plus, affirme M. Piétri. — Je voudrais bien voir que Dieu bougeât, murmure M. Sibour. Vous êtes tranquille. Vous dites : — Bah! ces démagogues rêvent. Ils voudraient me faire peur avec des croquemitaines. Il n'y a plus de révolution; Veuillot l'a broutée. Le coup d'état peut dormir sur les deux oreilles de Baroche. Paris, la populace, les faubourgs, tout cela est sous mes talons. Qu'importe tout cela?

Au fait, c'est juste. Et qu'importe l'histoire? qu'importe la postérité? Qu'il y ait aujourd'hui un deux-décembre faisant pendant à Austerlitz, un Sébastopol faisant équilibre à Marengo, qu'il y ait un Napoléon-le-grand et un autre Napoléon s'agitant sous le microscope, que notre oncle soit notre oncle ou ne le soit pas, qu'il ait vécu ou soit mort, que l'Angleterre lui ait mis Wellington sur la tête et Hudson Lowe sur la poitrine, qu'est-ce que cela fait? Nous n'en sommes pas là. C'est du passé ou du libelle. Si nous sommes petit, cela ne regarde personne. On nous admire. N'est-ce pas, Troplong? Oui, sire. Il n'y a plus qu'une question aujourd'hui : notre empire. Une seule chose importe : prouver que nous sommes reçus; imposer « le parvenu » à la vieille maison royale de Brunswick; faire disparaître la catastrophe de Crimée sous des fêtes en Angleterre; se réjouir dans ce crêpe; couvrir ces mitrailles d'un feu d'artifice; montrer notre habit de général là où l'on a vu notre bâton de policeman; être joyeux; danser un peu à Buckingham Palace. Cela fait, tout est fait.

Donc voyage à Londres. Préférable du reste au voyage en Crimée; à Londres les salves tireront à poudre. Quinze jours de galas. Triomphes. Promenades dans les résidences royales; à Carlton-House; à Osborn, dans l'île de Wight; à Windsor où vous trouverez le lit de Louis-Philippe à qui vous devez votre vie et sa bourse, et où la tour de Lancastre vous parlera de Henri l'imbécile, et où la tour d'York vous parlera de Richard l'assassin. Puis grands et petits levers, bals, bouquets, orchestres, *Rule Britannia* croisé de *Partant pour la Syrie,* lustres allumés, palais illuminés, harangues, hurrahs. Détails de vos grands cordons et de vos grâces dans les journaux. C'est bien. À ces détails trouvez bon que d'avance j'en mêle d'autres qui viennent d'un autre de vos lieux de triomphe, de Cayenne. Les déportés, — ces hommes qui n'ont commis d'autres crimes que de résister à votre crime, c'est-à-dire de faire leur devoir, d'être de bons et vaillants citoyens, — les déportés sont là, accouplés aux forçats, travaillant huit heures par jour sous le bâton des argousins, nourris de métuel et de couac comme autrefois les esclaves, tête rasée, vêtus de haillons marqués T. F. Ceux qui ne veulent pas porter en grosses lettres le mot *galérien* sur leurs souliers vont pieds nus. L'argent qu'on leur envoie leur est pris. S'ils oublient de mettre le bonnet bas devant quelqu'un des malfaiteurs, vos agents, qui les gardent, cas de punition, les fers, le cachot, le jeûne, la faim, ou bien on les lie, quinze jours durant, quatre heures chaque jour, par le cou, la poitrine, les bras et les jambes, avec de grosses cordes, à un billot. Par décret du sieur Bonnard se qualifiant gouverneur de la Guyane, en date du 29 août, permis aux gardiens de les tuer pour ce qu'on appelle « violation de consigne ». Climat terrible, ciel tropical, eaux pestilentielles, fièvre, typhus, nostalgie; ils meurent — trente-

cinq sur deux cents, dans le seul îlot Saint-Joseph ; — on jette les cadavres à la mer. Voilà, monsieur.

Ces rabâchages du sépulcre vous font sourire, je le sais ; mais vous en souriez pour ceux qui en pleurent. J'en conviens, vos victimes, les orphelins et les veuves que vous faites, les tombeaux que vous ouvrez, tout cela est bien usé. Tous ces linceuls montrent la corde. Je n'ai rien de plus neuf à vous offrir ; que voulez-vous ? Vous tuez, on meurt. Prenons tous notre parti, nous de subir le fait, vous de subir le cri ; nous, des crimes, vous, des spectres.

Du reste, on nous dit ici de nous taire, et l'on ajoute que, si nous élevons la voix en ce moment, nous, les exilés, c'est l'occasion qu'on choisira pour nous jeter dehors. On ferait bien. Sortir à l'instant où vous entrez. Ce serait juste.

Il y aurait là pour les chassés quelque chose qui ressemblerait à de la gloire.

Et puis, comme politique, ce serait logique. La meilleure bienvenue au proscripteur, c'est la persécution des proscrits. On peut lire cela dans Machiavel, ou dans vos yeux.

La plus douce caresse au traître, c'est l'insulte aux trahis. Le crachat sur Jésus est sourire à Judas.

Qu'on fasse donc ce qu'on voudra.

La persécution. Soit.

Quelle que soit cette persécution, quelque forme qu'elle prenne, sachez ceci, nous l'accueillerons avec orgueil et joie ; et pendant qu'on vous saluera, nous la saluerons. Ce n'est pas nouveau ; toutes les fois qu'on a crié : *Ave, Cæsar,* l'écho du genre humain a répondu : *Ave, dolor.*

Quelle qu'elle soit, cette persécution, elle n'ôtera pas de nos yeux, ni des yeux de l'histoire, l'ombre hideuse que vous avez faite. Elle ne nous fera pas perdre de vue votre gouvernement du lendemain du coup d'état, ce banquet catholique et soldatesque, ce festin de mitres et de shakos, cette mêlée du séminaire et de la caserne dans une orgie, ce tohu-bohu d'uniformes débraillés et de soutanes ivres, cette ripaille d'évêques et de caporaux où personne ne sait plus ce qu'il fait, où Sibour jure et où Magnan prie, où le prêtre coupe son pain avec le sabre et où le soldat boit dans le ciboire. Elle ne nous fera pas perdre de vue l'éternel fond de votre destinée, cette grande nation éteinte, cette mort de la lumière du monde, cette désolation, ce deuil, ce faux serment énorme, Montmartre qui est une montagne sur votre horizon sinistre, le nuage immobile des fusillades du Champ de Mars ; là-bas, dressant leur triangle noir, les guillotines de 1852, et, là, à

nos pieds, dans l'obscurité, cet océan qui charrie dans ses écumes vos cadavres de Cayenne.

Ah! la malédiction de l'avenir est une mer aussi, et votre mémoire, cadavre horrible, roulera à jamais dans ses vagues sombres!

Ah! malheureux! avez-vous quelque idée de la responsabilité des âmes? Quel est votre lendemain? votre lendemain sur la terre? votre lendemain dans le tombeau? qu'est-ce qui vous attend? croyez-vous en Dieu? qui êtes-vous?

Quelquefois, la nuit, ne dormant pas, le sommeil de la patrie est l'insomnie du proscrit, je regarde à l'horizon la France noire, je regarde l'éternel firmament, visage de la justice éternelle, je fais des questions à l'ombre sur vous, je demande aux ténèbres de Dieu ce qu'elles pensent des vôtres, et je vous plains, monsieur, en présence du silence formidable de l'infini.

Victor Hugo.

III

EXPULSION DE JERSEY.

Cependant, souterrainement, Louis Bonaparte manœuvrait, ce qui lui avait attiré *l'Avertissement* qu'on a lu plus haut; il avait mis en mouvement dans la chambre des communes quelqu'un d'inconnu qui porte un nom connu, sir Robert Peel, lequel avait, dans le patois sérieux qu'admet la politique, particulièrement en Angleterre, dénoncé Victor Hugo, Mazzini et Kossuth, et dit de Victor Hugo ceci : «Cet individu a une sorte de querelle personnelle avec le distingué personnage que le peuple français s'est choisi pour souverain.» *Individu* est, à ce qu'il paraît, le mot qui convient; un M. de Ribaucourt l'a employé plus tard, en mai 1871, pour demander l'expulsion belge de Victor Hugo; et M. Louis Bonaparte l'avait employé pour qualifier les représentants du peuple proscrits par lui en janvier 1852. Ce M. Peel, dans cette séance du 13 décembre 1854, après avoir signalé les actes et les publications de Victor Hugo, avait déclaré qu'il demanderait aux ministres de la reine *s'il n'y aurait pas moyen d'y mettre un terme.* La proscription du proscrit était en germe dans ces paroles. Victor Hugo, indifférent à ces choses diverses, continua l'œuvre de son devoir, et fit passer par-dessus la tête du gouvernement anglais sa *Lettre à Louis Bonaparte,* qu'on vient de lire. La colère fut profonde. L'alliance anglo-française éclata; la police de Paris vint déchirer l'affiche du proscrit sur les murs de Londres. Cependant le gouvernement anglais trouva prudent d'attendre une autre occasion. Elle ne tarda pas à se présenter. Une lettre éloquente, ironique et spirituelle, adressée à la reine et signée *Félix Pyat,* fut publiée à Londres et reproduite à Jersey par le journal *l'Homme* (voir le livre *les Hommes de l'exil*). L'explosion eut lieu là-dessus. Trois proscrits, Ribeyrolles, rédacteur de *l'Homme,* le colonel Pianciani et Thomas, furent expulsés de Jersey par ordre du gouvernement anglais. Victor Hugo prit fait et cause pour eux. Il éleva la voix.

DÉCLARATION.

Trois proscrits, Ribeyrolles, l'intrépide et éloquent écrivain; Pianciani, le généreux représentant du peuple romain; Thomas, le courageux prisonnier du Mont-Saint-Michel, viennent d'être expulsés de Jersey.

L'acte est sérieux. Qu'y a-t-il à la surface? Le gouvernement anglais. Qu'y a-t-il au fond? La police française. La main de Fouché peut mettre le gant de Castlereagh; ceci le prouve.

Le coup d'état vient de faire son entrée dans les libertés anglaises. L'An-

gleterre en est arrivée à ce point, proscrire des proscrits. Encore un pas, et l'Angleterre sera une annexe de l'empire français, et Jersey sera un canton de l'arrondissement de Coutances.

À l'heure qu'il est, nos amis sont partis; l'expulsion est consommée.

L'avenir qualifiera le fait; nous nous bornons à le constater. Nous en prenons acte; rien de plus. En mettant à part le droit outragé, les violences dont nos personnes sont l'objet nous font sourire.

La révolution française est en permanence; la République française, c'est le droit; l'avenir est inévitable. Qu'importe le reste? Qu'est-ce, d'ailleurs, que cette expulsion? Une parure de plus à l'exil, un trou de plus au drapeau.

Seulement, pas d'équivoque.

Voici ce que nous disons, nous, proscrits de France, à vous, gouvernement anglais :

M. Bonaparte, votre «allié puissant et cordial», n'a pas d'autre existence légale que celle-ci : prévenu du crime de haute trahison.

M. Bonaparte, depuis quatre ans, est sous le coup d'un mandat d'amener, signé Hardouin, président de la haute cour de justice; Delapalme, Pataille, Moreau (de la Seine), Cauchy, juges, et contre-signé Renouard, procureur général[1].

M. Bonaparte a prêté serment, comme fonctionnaire, à la République, et s'est parjuré.

M. Bonaparte a juré fidélité à la constitution, et a brisé la constitution.

M. Bonaparte, dépositaire de toutes les lois, a violé toutes les lois.

M. Bonaparte a emprisonné les représentants du peuple inviolables, chassé les juges.

M. Bonaparte, pour échapper au mandat d'amener de la haute cour, a fait ce que fait le malfaiteur pour se soustraire aux gendarmes, il a tué.

M. Bonaparte a sabré, mitraillé, exterminé, massacré le jour, fusillé la nuit.

(1) ARRÊT.

En vertu de l'article 68 de la Constitution,

La haute cour de justice,

Déclare LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE prévenu du crime de haute trahison,

Convoque le *Jury national* pour procéder sans délai au jugement, et charge M. le conseiller Renouard des fonctions du ministère public près la haute cour.

Fait à Paris, le 2 décembre 1851.

Signé :

HARDOUIN, *président;* DELAPALME, PATAILLE,
MOREAU (de la Seine), CAUCHY, *juges.*

Note de l'affiche placardée à Londres et de la plaquette publiée en 1855. (*Note de l'Éditeur.*)

M. Bonaparte a guillotiné Cuisinier, Cirasse, Charlet, coupables d'avoir prêté main-forte au mandat d'amener de la justice.

M. Bonaparte a suborné les soldats, suborné les fonctionnaires, suborné les magistrats.

M. Bonaparte a volé les biens de Louis-Philippe à qui il devait la vie.

M. Bonaparte a séquestré, pillé, confisqué, terrorisé les consciences, ruiné les familles.

M. Bonaparte a proscrit, banni, chassé, expulsé, déporté en Afrique, déporté à Cayenne, déporté en exil quarante mille citoyens, du nombre desquels sont les signataires de cette déclaration.

Haute trahison, faux serment, parjure, subornation des fonctionnaires, séquestration des citoyens, spoliation, vol, meurtre, ce sont là des crimes prévus par tous les codes, chez tous les peuples; punis en Angleterre de l'échafaud, punis en France, où la République a aboli la peine de mort, du bagne.

La cour d'assises attend M. Bonaparte.

Dès à présent, l'histoire lui dit : Accusé, levez-vous!

Le peuple français a pour bourreau et le gouvernement anglais a pour allié le crime-empereur.

Voilà ce que nous disons.

Voilà ce que nous disions hier, et la presse anglaise en masse le disait avec nous; voilà ce que nous dirons demain, et la postérité unanime le dira avec nous.

Voilà ce que nous dirons toujours, nous qui n'avons qu'une âme, la vérité, et qu'une parole, la justice.

Et maintenant expulsez-nous!

VICTOR HUGO.

Jersey, 17 octobre 1855.

A la signature de Victor Hugo vinrent se joindre trente-cinq signatures de proscrits. Les voici :

Le colonel SANDOR TÉLÉKI, E. BEAUVAIS, BONNET-DUVERDIER, HENNETT DE KESLER, ARSÈNE HAYES, ALBERT BARBIEUX, ROUMILHAC, avocat; A.-C. WIESENER, ancien officier autrichien; le docteur CORNET, CHARLES HUGO, J.-B. AMIEL (de l'Ariège); FRANÇOIS-VICTOR HUGO, F. TAFÉRY, THÉOPHILE GUÉRIN, FRANÇOIS ZYCHON, BENJAMIN COLIN, ÉDOUARD COLET, KOZIELL, V. VINCENT, A. PIASECKI, GIUSEPPE RANCAN, LEFEBVRE, BARBIER, docteur-médecin; H. PRÉVERAUD, condamné à mort du Deux-Décembre (Allier); le docteur FRANCK, proscrit allemand; PAPOWSKI et ZENO SWIETOSLAWSKI, proscrits polonais; ÉDOUARD BIFFI, proscrit italien; FOMBERTAUX père, FOMBERTAUX fils; CHARDENAL, BOUILLARD, le docteur DEVILLE.

Ce qui suit est extrait du livre *les Hommes de l'exil*, par Charles Hugo :

Le samedi 27 octobre 1855, à dix heures du matin, trois personnes se présentèrent à Marine Terrace et demandèrent à parler à M. Victor Hugo et à ses deux fils.

«À qui ai-je l'honneur de parler? demanda M. Victor Hugo au premier des trois.

— Je suis le connétable de Saint-Clément, monsieur Victor Hugo. Je suis chargé par son Excellence le gouverneur de Jersey de vous dire qu'en vertu d'une décision de la couronne, vous ne pouvez plus séjourner dans cette île, et que vous aurez à la quitter d'ici au 2 novembre prochain. Le motif de cette mesure prise à votre égard est votre signature au bas de la «Déclaration» affichée dans les rues de Saint-Hélier, et publiée dans le journal *l'Homme.*

— C'est bien, monsieur.»

Le connétable de Saint-Clément fit ensuite la même communication dans les mêmes termes à MM. Charles Hugo et François-Victor Hugo, qui lui firent la même réponse.

M. Victor Hugo demanda au connétable s'il pouvait lui laisser copie de l'ordre du gouvernement anglais. Sur la réponse négative de M. Lenepveu qui déclara que ce n'était pas l'usage, Victor Hugo lui dit :

«Je constate que, nous autres proscrits, nous signons et publions ce que nous écrivons et que le gouvernement anglais cache ce qu'il écrit.»

Après avoir rempli leur mandat, le connétable et ses deux officiers s'étaient assis.

«Il est nécessaire, reprit alors Victor Hugo, que vous sachiez, messieurs, toute la portée de l'acte que vous venez d'accomplir, avec beaucoup de convenance d'ailleurs et dans des formes dont je me plais à reconnaître la parfaite mesure. Ce n'est pas vous que je fais responsables de cet acte; je ne veux pas vous demander votre avis; je suis sûr que dans votre conscience vous êtes indignés et navrés de ce que l'autorité militaire vous fait faire aujourd'hui.»

Les trois magistrats gardèrent le silence et baissèrent la tête.

Victor Hugo continua.

«Je ne veux pas savoir votre sentiment. Votre silence m'en dit assez. Il y a entre les consciences des honnêtes gens un pont par lequel les pensées communiquent, sans avoir besoin de sortir de la bouche. Il est nécessaire néanmoins, je vous le répète, que vous vous rendiez bien compte de l'acte auquel vous vous croyez forcés de prêter votre assistance. Monsieur le connétable de Saint-Clément, vous êtes membre des états de cette île. Vous avez été élu par le libre suffrage de vos concitoyens. Vous êtes représentant du peuple de Jersey. Que diriez-vous si le gouverneur militaire envoyait une nuit ses soldats vous arrêter dans votre lit, s'il vous faisait jeter en prison, s'il brisait en vos mains le mandat dont vous êtes investi, et si vous, représentant du peuple, il vous traitait comme le dernier des malfaiteurs? Que diriez-vous s'il en faisait autant à chacun de vos collègues? Ce n'est pas tout. Je suppose que, devant cette violation du droit, les juges de votre cour royale se rassemblassent et rendissent un arrêt qui déclarerait le gouverneur prévenu de crime de haute trahison, et qu'alors le gouverneur envoyât une escouade de soldats qui chassât les juges de leur siège, au milieu de leur délibération solennelle. Je suppose encore qu'en présence de ces attentats, les honnêtes citoyens de votre île se réunissent dans les rues, prissent les armes, fissent des barricades et se missent en mesure de résister à la force au nom du droit, et qu'alors le gouverneur les fît mitrailler par la garnison du fort; je dis plus, je suppose qu'il fît massacrer les femmes, les enfants, les vieillards, les

passants inoffensifs et désarmés pendant toute une journée, qu'il brisât les portes des maisons à coups de canon, qu'il éventrât les magasins à coups de mitraille, et qu'il fît tuer les habitants sous leurs lits à coups de bayonnette. Si le gouverneur de Jersey faisait cela, que diriez-vous?»

Le connétable de Saint-Clément avait écouté dans le plus profond silence et avec un embarras visible ces paroles. À l'interpellation qui lui était adressée, il continua de rester muet. Victor Hugo répéta sa question : «Que diriez-vous, monsieur? répondez.

— Je dirais, répondit M. Lenepveu, que le gouverneur *aurait tort*.

— Pardon, monsieur, entendons-nous sur les mots. Vous me rencontrez dans la rue, vous me saluez et je ne vous salue pas. Vous rentrez chez vous et vous dites : «M. Victor Hugo ne m'a pas rendu mon salut. Il a eu tort.» C'est bien. — Un enfant étrangle sa mère. Vous bornerez-vous à dire : il a eu tort? Non, vous direz : c'est un criminel. Eh bien, je vous le demande, l'homme qui tue la liberté, l'homme qui égorge un peuple, n'est-il pas un parricide? Ne commet-il pas un crime? répondez.

— Oui, monsieur. Il commet un crime, dit le connétable.

— Je prends acte de votre réponse, monsieur le connétable, et je poursuis. Violé dans l'exercice de votre mandat de représentant du peuple, chassé de votre siège, emprisonné, puis exilé, vous vous retirez dans un pays qui se croit libre et qui s'en vante. Là, votre premier acte est de publier le crime et d'afficher sur les murs l'arrêt de votre cour de justice qui déclare le gouverneur prévenu de haute trahison. Votre premier acte est de faire connaître à tous ceux qui vous entourent et, si vous le pouvez, au monde entier, le forfait monstrueux dont votre personne, votre famille, votre liberté, votre droit, votre patrie viennent d'être victimes. En faisant cela, monsieur le connétable, n'usez-vous pas de votre droit? je vais plus loin, ne remplissez-vous pas votre devoir?»

Le connétable essaya d'éviter de répondre à cette nouvelle question en murmurant qu'il n'était pas venu pour discuter la décision de l'autorité supérieure, mais seulement pour la signifier.

Victor Hugo insista :

«Nous faisons en ce moment une page d'histoire, monsieur. Nous sommes ici trois historiens, mes deux fils et moi, et un jour, cette conversation sera racontée. Répondez donc; en protestant contre le crime, n'useriez-vous pas de votre droit, n'accompliriez-vous pas votre devoir?

— Oui, monsieur.

— Et que penseriez-vous alors du gouvernement qui, pour avoir accompli ce devoir sacré, vous enverrait l'ordre de quitter le pays par un magistrat qui ferait vis-à-vis de vous ce que vous faites aujourd'hui vis-à-vis de moi? Que penseriez-vous du gouvernement qui vous chasserait, vous proscrit, qui vous expulserait, vous représentant du peuple, dans l'exercice même de votre devoir? Ne penseriez-vous pas que ce gouvernement est tombé au dernier degré de la honte? Mais sur ce point, monsieur, je me contente de votre silence. Vous êtes ici trois honnêtes gens et je sais, sans que vous me le disiez, ce que me répond maintenant votre conscience.»

Un des officiers du connétable hasarda une observation timide :

«Monsieur Victor Hugo, il y a autre chose dans votre Déclaration que les crimes de l'empereur.

— Vous vous trompez, monsieur, et, pour mieux vous convaincre, je vais vous la lire. »

Victor Hugo lut la déclaration, et à chaque paragraphe il s'arrêta, demandant aux magistrats qui l'écoutaient : « Avions-nous le droit de dire cela ?

— Mais vous désapprouvez l'expulsion de vos amis, dit le connétable.

— Je la désapprouve hautement, reprit Victor Hugo. Mais n'avais-je pas le droit de le dire ? Votre liberté de la presse ne s'étendait-elle pas à permettre la critique d'une mesure arbitraire de l'autorité ?

— Certainement, certainement, dit le connétable.

— Et c'est pour cette Déclaration que vous venez me signifier l'ordre de mon expulsion ? pour cette Déclaration, que vous reconnaissez qu'il était de mon devoir de faire, dont vous avouez qu'aucun des termes ne dépasse les limites de votre liberté locale, et que vous eussiez faite à ma place ?

— C'est à cause de la lettre de Félix Pyat, dit un des officiers.

— Pardon, reprit Victor Hugo en s'adressant au connétable, ne m'avez-vous pas dit que je devais quitter l'île à cause de ma signature au bas de cette Déclaration ? »

Le connétable tira de sa poche le pli du gouverneur, l'ouvrit, et dit :

« En effet, c'est uniquement pour la Déclaration et pas pour autre chose que vous êtes expulsé.

— Je le constate et j'en prends acte devant toutes les personnes qui sont ici. »

Le connétable dit à M. Victor Hugo : « Pourrais-je vous demander, monsieur, quel jour vous comptez quitter l'île ? »

M. Victor Hugo fit un mouvement : « Pourquoi ? Est-ce qu'il vous reste quelque formalité à remplir ? Avez-vous besoin de certifier que le colis a été bien et dûment expédié à sa destination ?

— Monsieur, répondit le connétable, si je désirais connaître le moment de votre départ, c'était pour venir ce jour-là vous présenter mes respects.

— Je ne sais pas encore quel jour je partirai, monsieur, reprit Victor Hugo. Mais qu'on soit tranquille, je n'attendrai pas l'expiration du délai. Si je pouvais partir dans un quart d'heure, ce serait fait. J'ai hâte de quitter Jersey. Une terre où il n'y a plus d'honneur me brûle les pieds. »

Et Victor Hugo ajouta :

« Maintenant, monsieur le connétable, vous pouvez vous retirer. Vous allez rendre compte de l'exécution de votre mandat à votre supérieur, le lieutenant-gouverneur, qui en rendra compte à son supérieur, le gouvernement anglais, qui en rendra compte à son supérieur, M. Bonaparte. »

Le 2 novembre 1855, Victor Hugo quitta Jersey. Il alla à Guernesey. Cependant le libre peuple anglais s'émut. Des meetings se firent dans toute la Grande-Bretagne, et la nation, indignée de l'expulsion de Jersey, blâma hautement le gouvernement. L'Angleterre, par Londres, l'Écosse, par Glascow, protestèrent. Victor Hugo remercia le peuple anglais.

Guernesey, Hauteville-House, 25 novembre 1855.

AUX ANGLAIS.

Chers compatriotes de la grande patrie européenne,

J'ai reçu, des mains de notre courageux coreligionnaire Harney, la communication que vous avez bien voulu me faire au nom de votre comité et du meeting de Newcastle. Je vous en remercie, ainsi que vos amis, en mon nom et au nom de mes compagnons de lutte, d'exil et d'expulsion.

Il était impossible que l'expulsion de Jersey, que cette proscription des proscrits ne soulevât pas l'indignation publique en Angleterre. L'Angleterre est une grande et généreuse nation où palpitent toutes les forces vives du progrès, elle comprend que la liberté c'est la lumière. Or c'est un essai de nuit qui vient d'être fait à Jersey; c'est une invasion des ténèbres; c'est une attaque à main armée du despotisme contre la vieille constitution libre de la Grande-Bretagne; c'est un coup d'état qui vient d'être insolemment lancé par l'empire en pleine Angleterre. L'acte d'expulsion a été accompli le 2 novembre; c'est un anachronisme; il aurait dû avoir lieu le 2 décembre.

Dites, je vous prie, à mes amis du comité et à vos amis du meeting combien nous avons été sensibles à leur noble et énergique manifestation. De tels actes peuvent avertir et arrêter ceux de vos gouvernants qui, à cette heure, méditent peut-être de porter, par la honte de l'Alien-Bill, le dernier coup au vieil honneur anglais.

Des démonstrations comme la vôtre, comme celles qui viennent d'avoir lieu à Londres, comme celles qui se préparent à Glascow, consacrent, resserrent et cimentent, non l'alliance vaine, fausse, funeste, l'alliance pleine de cendre du présent cabinet anglais et de l'empire bonapartiste, mais l'alliance vraie, l'alliance nécessaire, l'alliance éternelle du peuple libre d'Angleterre et du peuple libre de France.

Recevez, avec tous mes remerciements, l'expression de ma cordiale fraternité.

VICTOR HUGO.

IMPRIMERIE NATIONALE.

1856.

L'ITALIE. — LA GRÈCE.

I

Le 25 mai 1856, comme il commençait à s'installer dans son nouvel exil de Guernesey, Victor Hugo reçut de Mazzini, alors à Londres, ces deux lignes :

«Je vous demande un mot pour l'Italie.

«Elle penche en ce moment du côté des rois. Avertissez-la et redressez-la.»

«G. Mazzini.»

Le 1er juin, les journaux anglais et belges publièrent ce qu'on va lire[1] :

«Nous recevons de Joseph Mazzini cet appel à l'Italie, signé Victor Hugo :

À L'ITALIE.

Italiens, c'est un frère obscur, mais dévoué qui vous parle. Défiez-vous de ce que les congrès, les cabinets et les diplomaties semblent préparer pour vous en ce moment. L'Italie s'agite, elle donne des signes de réveil; elle trouble et préoccupe les rois; il leur paraît urgent de la rendormir. Prenez garde; ce n'est pas votre apaisement qu'on veut; l'apaisement n'est que dans la satisfaction du droit; ce qu'on veut, c'est votre léthargie, c'est votre mort. De là un piège. Défiez-vous. Quelle que soit l'apparence, ne perdez pas de vue la réalité. Diplomatie, c'est nuit. Ce qui se fait pour vous, se trame contre vous.

Quoi! des réformes, des améliorations administratives, des amnisties, le pardon à votre héroïsme, un peu de sécularisation, un peu de libéralisme, le code Napoléon, la démocratie bonapartiste, la vieille lettre à Edgar Ney, récrite en rouge avec le sang de Paris par la main qui a tué Rome! voilà ce que vous offrent les princes! et vous prêteriez l'oreille! et vous diriez : contentons-nous de cela! et vous accepteriez, et vous désarmeriez! Et cette sombre et splendide révolution latente qui couve dans vos cœurs, qui flamboie dans vos yeux, vous l'ajourneriez! Est-ce que c'est possible?

Mais vous n'auriez donc nulle foi dans l'avenir! vous ne sentiriez donc pas que l'empire va tomber demain, que l'empire tombé, c'est la France

[1] Cette adresse *aux italiens* fut publiée partout, excepté en France. (*Note du manuscrit.*)

debout, que la France debout, c'est l'Europe libre! Vous, italiens, élite humaine, nation mère, l'un des plus rayonnants groupes d'hommes que la terre ait portés, vous au-dessus desquels il n'y a rien, vous ne sentiriez pas que nous sommes vos frères, vos frères par l'idée, vos frères par l'épreuve; que l'éclipse actuelle finira subitement pour tous à la fois; que si demain est à nous, il est à vous; et que le jour où il y aura dans le monde la France, il y aura l'Italie!

Oui, le premier des deux peuples qui se lèvera fera lever l'autre. Disons mieux : nous sommes le même peuple, nous sommes la même humanité. Vous la république romaine, nous la république française, nous sommes pénétrés du même souffle de vie; nous ne pouvons pas plus nous dérober, nous français, au rayonnement de l'Italie que vous ne pouvez vous soustraire, vous italiens, au rayonnement de la France. Il y a entre vous et nous cette profonde solidarité humaine d'où naîtra l'ensemble pendant la lutte et l'harmonie après la victoire. Italiens, la fédération des nations continentales sœurs et reines, et chacune couronnée de la liberté de toutes, la fraternité des patries dans la suprême unité républicaine, les Peuples-Unis d'Europe, voilà l'avenir.

Ne détournez pas un seul instant vos yeux de cet avenir magnifique. La grande solution est proche; ne souffrez pas qu'on vous fasse une solution à part. Dédaignez ces offres de marche en avant petit à petit, tenus aux lisières par les princes. Nous sommes dans le temps de ces enjambées formidables qu'on appelle révolutions. Les peuples perdent des siècles et les regagnent en une heure. Pour la liberté comme pour le Nil, la fécondation, c'est la submersion.

Ayons foi. Pas de moyens termes, pas de compromis, pas de demi-mesures, pas de demi-conquêtes. Quoi! accepter des concessions, quand on a le droit, et l'appui des princes, quand on a l'appui des peuples! Il y a de l'abdication dans cette espèce de progrès-là. Non. Visons haut, pensons vrai, marchons droit. Les à peu près ne suffisent plus. Tout se fera; et tout se fera en un pas, en un jour, en un seul éclair, en un seul coup de tonnerre. Ayons foi.

Quand l'heure de la chute sonnera, la révolution, brusquement, à pic, de son droit divin, sans préparation, sans transition, sans crépuscule, jettera sur l'Europe son prodigieux éblouissement de liberté, d'enthousiasme et de lumière, et ne laissera au vieux monde que le temps de tomber.

N'acceptez donc rien de lui. C'est un mort. La main des cadavres est froide, et n'a rien à donner.

Frères, quand on est la vieille race d'Italie, quand on a dans les veines tous les beaux siècles de l'histoire et le sang même de la civilisation, quand

on n'est ni abâtardi ni dégénéré, quand on a su retrouver, le jour où on l'a voulu, tous les grands niveaux glorieux du passé, quand on a fait le mémorable effort de la constituante et du triumvirat, quand, pas plus tard qu'hier, car 1849 c'est hier, on a prouvé qu'on était Rome, quand on est ce que vous êtes, en un mot, on sent qu'on a tout en soi; on se dit qu'on porte sa délivrance dans sa main et sa destinée dans sa volonté; on méprise les avances et les offres des princes, et l'on ne se laisse rien donner par ceux à qui l'on a tout à reprendre.

Rappelez-vous d'ailleurs ce qu'il y a de taches de boue et de gouttes de sang sur les mains pontificales et royales.

Rappelez-vous les supplices, les meurtres, les crimes, toutes les formes du martyrologe, la bastonnade publique, la bastonnade en prison, les tribunaux de caporaux, les tribunaux d'évêques, la sacrée consulte de Rome, les grandes cours de Naples, les échafauds de Milan, d'Ancône, de Lugo, de Sinigaglia, d'Imola, de Faenza, de Ferrare, la guillotine, le garrot, le gibet; cent soixante-dix-huit fusillades en trois ans, au nom du pape, dans une seule ville, à Bologne; le fort Urbain, le château Saint-Ange, Ischia; Poerio n'ayant d'autre soulagement que de changer sur ses membres la place de ses chaînes; les proscripteurs ne sachant plus le nombre des proscrits; les bagnes, les cachots, les oubliettes, les in-pace, les tombes!

Et puis, rappelez-vous votre fier et grave programme romain. Soyez-lui fidèles. Là est l'affranchissement; là est le salut.

Ayez toujours présent à l'esprit ce mot hideux de la diplomatie : *l'Italie n'est pas une nation, c'est un terme de géographie.*

N'ayez qu'une pensée, vivre chez vous de votre vie à vous. Être l'Italie. — Et répétez-vous sans cesse au fond de l'âme cette chose terrible : Tant que l'Italie ne sera pas un peuple, l'italien ne sera pas un homme.

Italiens, l'heure vient; et, je le dis à votre gloire, elle vient par vous. Vous êtes aujourd'hui la grande inquiétude des trônes continentaux. Le point de la solfatare européenne d'où il se dégage en ce moment le plus de fumée, c'est l'Italie.

Oui, le règne des monstres et des despotes, grands et petits, n'a plus que quelques instants, nous sommes à la fin. Souvenez-vous-en, vous êtes les fils de cette terre prédestinée pour le bien, fatale pour le mal, sur laquelle jettent leur ombre ces deux géants de la pensée humaine, Michel-Ange et Dante; Michel-Ange, le jugement; Dante, le châtiment.

Gardez entière et vierge votre mission sublime.

Ne vous laissez ni amortir, ni amoindrir.

Pas de sommeil, pas d'engourdissement, pas de torpeur, pas d'opium, pas de trêve. Agitez-vous, agitez-vous, agitez-vous! Le devoir pour tous,

pour vous comme pour nous, c'est l'agitation aujourd'hui, l'insurrection demain.

Votre mission est à la fois destructive et civilisatrice. Elle ne peut pas ne point s'accomplir. N'en doutez pas, la providence fera sortir de toute cette ombre une Italie grande, forte, heureuse et libre. Vous portez en vous la révolution qui dévorera le passé, et la régénération qui fondera l'avenir. Il y a en même temps, sur le front auguste de cette Italie que nous entrevoyons dans les ténèbres, les premières rougeurs de l'incendie et les premières lueurs de l'aube.

Dédaignez donc ce qu'on semble prêt à vous offrir. Prenez garde et croyez. Défiez-vous des rois; fiez-vous à Dieu.

Victor Hugo.

Guernesey, 26 mai 1856.

II

LA GRÈCE.

A M. ANDRÉ RIGOPOULOS.

L'envoi de votre excellent journal me touche vivement. C'est du fond du cœur que je vous en remercie. Je le lis avec un profond intérêt.

Continuez l'œuvre sainte dont vous êtes un des vaillants ouvriers; travaillez à l'unité des peuples. L'esprit de l'Europe doit planer aujourd'hui et remplacer dans les âmes l'antique esprit des nationalités. C'est aux nations les plus illustres, à la Grèce, à l'Italie, à la France, qu'il appartient de donner l'exemple. Mais d'abord et avant tout il faut qu'elles redeviennent elles-mêmes, il faut qu'elles s'appartiennent; il faut que la Grèce achève de rejeter la Turquie, il faut que l'Italie secoue l'Autriche, il faut que la France déchire l'empire. Quand ces grands peuples seront hors de leurs linceuls, ils crieront : Unité! Europe! Humanité!

C'est là l'avenir. La voix de la Grèce sera une des plus écoutées. Les hommes comme vous sont dignes de la faire entendre. Un des premiers, il y a bien des années déjà, j'ai lutté pour l'affranchissement de la Grèce; je vous remercie de vous en souvenir.

La Grèce, l'Italie, la France ont porté tour à tour le flambeau. Maintenant, dans le grand dix-neuvième siècle, elles doivent le passer à l'Europe, tout en en gardant le rayonnement. Devenons, individus et peuples, de moins en moins égoïstes, et de plus en plus hommes. Criez : Vive la France! pendant que je crie : Vive la Grèce!

Je vous félicite, vous, compatriote d'Eschyle et de Périclès, qui luttez pour les principes de l'humanité. Il est beau d'être du pays de la lumière et d'y porter le drapeau de la liberté.

Je vous serre cordialement la main.

VICTOR HUGO.

Guernesey, 25 août 1856.

1859

L'AMNISTIE ICI ET LA POTENCE LÀ.

À CÔTÉ DU CRIME DE L'EUROPE, LE CRIME DE L'AMÉRIQUE.

JOHN BROWN.

I

L'AMNISTIE.

Les années s'écoulaient. Au bout de huit ans, le criminel jugea à propos d'absoudre les innocents; l'assassin offrit leur grâce aux assassinés, et le bourreau sentit le besoin de pardonner aux victimes. Il décréta la rentrée des proscrits en France. A «l'amnistie» Victor Hugo répliqua :

DECLARATION.

Personne n'attendra de moi que j'accorde, en ce qui me concerne, un moment d'attention à la chose appelée amnistie.

Dans la situation où est la France, protestation absolue, inflexible, éternelle, voilà pour moi le devoir.

Fidèle à l'engagement que j'ai pris vis-à-vis de ma conscience, je partagerai jusqu'au bout l'exil de la liberté. Quand la liberté rentrera, je rentrerai.

Victor Hugo.

Hauteville-House, 18 août 1859.

II

JOHN BROWN.

Cependant une démocratie allait commettre, elle aussi, un crime. La nouvelle de la condamnation de John Brown arriva en Europe. Victor Hugo s'émut. Le 2 décembre 1859, à l'heure même de cet anniversaire qui lui rappelait toutes les formes et toutes les nécessités du devoir, il adressa, par l'intermédiaire de tous les journaux libres de l'Europe, la lettre qu'on va lire à l'Amérique :

AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Quand on pense aux États-Unis d'Amérique, une figure majestueuse se lève dans l'esprit, Washington.

Or, dans cette patrie de Washington, voici ce qui a lieu en ce moment :

Il y a des esclaves dans les états du sud, ce qui indigne, comme le plus monstrueux des contre-sens, la conscience logique et pure des états du nord. Ces esclaves, ces nègres, un homme blanc, un homme libre, John Brown, a voulu les délivrer. Certes, si l'insurrection est un devoir sacré, c'est contre l'esclavage. John Brown a voulu commencer l'œuvre de salut par la délivrance des esclaves de la Virginie. Puritain, religieux, austère, plein de l'évangile, *Christus nos liberavit,* il a jeté à ces hommes, à ces frères, le cri d'affranchissement. Les esclaves, énervés par la servitude, n'ont pas répondu à l'appel. L'esclavage produit la surdité de l'âme. John Brown, abandonné, a combattu; avec une poignée d'hommes héroïques, il a lutté; il a été criblé de balles, ses deux jeunes fils, saints martyrs, sont tombés morts à ses côtés, il a été pris. C'est ce qu'on nomme l'affaire de Harper's Ferry.

John Brown, pris, vient d'être jugé, avec quatre des siens, Stephens, Copp, Green et Coplands.

Quel a été ce procès? disons-le en deux mots.

John Brown, sur un lit de sangle, avec six blessures mal fermées, un coup de feu au bras, un aux reins, deux à la poitrine, deux à la tête, entendant à peine, saignant à travers son matelas, les ombres de ses deux fils morts près de lui; ses quatre coaccusés, blessés, se traînant à ses côtés, Stephens avec quatre coups de sabre; la «justice» pressée et passant outre;

un attorney Hunter qui veut aller vite, un juge Parker qui y consent, les débats tronqués, presque tous délais refusés, production de pièces fausses ou mutilées, les témoins à décharge écartés, la défense entravée, deux canons chargés à mitraille dans la cour du tribunal, ordre aux geôliers de fusiller les accusés si l'on tente de les enlever, quarante minutes de délibération, cinq condamnations à mort. J'affirme sur l'honneur que cela ne s'est point passé en Turquie, mais en Amérique.

On ne fait point de ces choses-là impunément en face du monde civilisé. La conscience universelle est un œil ouvert. Que les juges de Charlestown, que Hunter et Parker, que les jurés possesseurs d'esclaves, et toute la population virginienne y songent, on les voit. Il y a quelqu'un.

Le regard de l'Europe est fixé en ce moment sur l'Amérique.

John Brown, condamné, devait être pendu le 2 décembre (aujourd'hui même).

Une nouvelle arrive à l'instant. Un sursis lui est accordé. Il mourra le 16.

L'intervalle est court. D'ici là, un cri de miséricorde a-t-il le temps de se faire entendre?

N'importe! le devoir est d'élever la voix.

Un second sursis suivra peut-être le premier. L'Amérique est une noble terre. Le sentiment humain se réveille vite dans un pays libre. Nous espérons que Brown sera sauvé.

S'il en était autrement, si John Brown mourait le 16 décembre sur l'échafaud, quelle chose terrible!

Le bourreau de Brown, déclarons-le hautement (car les rois s'en vont et les peuples arrivent, on doit la vérité aux peuples), le bourreau de Brown, ce ne serait ni l'attorney Hunter, ni le juge Parker, ni le gouverneur Wyse, ni le petit état de Virginie; ce serait, on frissonne de le penser et de le dire, la grande république américaine tout entière.

Devant une telle catastrophe, plus on aime cette république, plus on la vénère, plus on l'admire, plus on se sent le cœur serré. Un seul état ne saurait avoir la faculté de déshonorer tous les autres, et ici l'intervention fédérale est évidemment de droit. Sinon, en présence d'un forfait à commettre et qu'on peut empêcher, l'union devient complicité. Quelle que soit l'indignation des généreux états du nord, les états du sud les associent à l'opprobre d'un tel meurtre; nous tous, qui que nous soyons, qui avons pour patrie commune le symbole démocratique, nous nous sentons atteints et en quelque sorte compromis; si l'échafaud se dressait le 16 décembre, désormais, devant l'histoire incorruptible, l'auguste fédération du nouveau monde ajouterait à toutes ses solidarités saintes une solidarité sanglante; et

le faisceau radieux de cette république splendide aurait pour lien le nœud coulant du gibet de John Brown.

Ce lien-là tue.

Lorsqu'on réfléchit à ce que Brown, ce libérateur, ce combattant du Christ, a tenté, et quand on pense qu'il va mourir, et qu'il va mourir égorgé par la république américaine, l'attentat prend les proportions de la nation qui le commet; et quand on se dit que cette nation est une gloire du genre humain, que, comme la France, comme l'Angleterre, comme l'Allemagne, elle est un des organes de la civilisation, que souvent même elle dépasse l'Europe dans de certaines audaces sublimes du progrès, qu'elle est le sommet de tout un monde, qu'elle porte sur son front l'immense lumière libre, on affirme que John Brown ne mourra pas, car on recule épouvanté devant l'idée d'un si grand crime commis par un si grand peuple!

Au point de vue politique, le meurtre de Brown serait une faute irréparable. Il ferait à l'Union une fissure latente qui finirait par la disloquer. Il serait possible que le supplice de Brown consolidât l'esclavage en Virginie, mais il est certain qu'il ébranlerait toute la démocratie américaine. Vous sauvez votre honte, mais vous tuez votre gloire.

Au point de vue moral, il semble qu'une partie de la lumière humaine s'éclipserait, que la notion même du juste et de l'injuste s'obscurcirait, le jour où l'on verrait se consommer l'assassinat de la Délivrance par la Liberté.

Quant à moi, qui ne suis qu'un atome, mais qui, comme tous les hommes, ai en moi toute la conscience humaine, je m'agenouille avec larmes devant le grand drapeau étoilé du nouveau monde, et je supplie à mains jointes, avec un respect profond et filial, cette illustre république américaine d'aviser au salut de la loi morale universelle, de sauver John Brown, de jeter bas le menaçant échafaud du 16 décembre, et de ne pas permettre que, sous ses yeux, et, j'ajoute en frémissant, presque par sa faute, le premier fratricide soit dépassé.

Oui, que l'Amérique le sache et y songe, il y a quelque chose de plus effrayant que Caïn tuant Abel, c'est Washington tuant Spartacus.

Victor Hugo.

Hauteville-House, 2 décembre 1859.

John Brown fut pendu. Victor Hugo lui fit cette épitaphe : *Pro Christo sicut Christus.* John Brown mort, la prophétie de Victor Hugo se réalisa. Deux ans après la prédiction qu'on vient de lire, l'Union américaine «se disloqua». L'atroce guerre des Sudistes et des Nordistes éclata. (*Note de l'Édition de 1875.*)

1860.

RENTRÉE À JERSEY. — GARIBALDI.

I

RENTRÉE À JERSEY.

Le 18 juin 1860[1], on vit à Jersey une chose singulière. Toutes les murailles étaient couvertes d'une affiche où on lisait : *Victor Hugo is arrived.* Jersey, cinq ans auparavant, avait expulsé Victor Hugo, et maintenant toute la population de Jersey, en habits de fête, saluait Victor Hugo dans les rues de Saint-Hélier.

Voici ce qui s'était passé.

C'était le moment de cette merveilleuse expédition des Mille qui a ébloui l'Europe. L'histoire n'a pas d'entr'actes. Les libérateurs se suivent et se ressemblent, mais leurs destinées diffèrent. Après John Brown, Garibaldi. Il s'agissait d'aider Garibaldi dans son entreprise superbe. Une vaste souscription s'organisa en Angleterre. Jersey songea à Victor Hugo. On pensa que sa parole pouvait donner l'élan à cette souscription. Toute l'île avait maintenant honte de l'expulsion de 1855. Une députation, conduite par MM. Philippe Asplet et Derbyshire, apporta à Victor Hugo une adresse signée de cinq cents notables habitants de Jersey et le priant de rentrer dans l'île, et de parler pour Garibaldi. Victor Hugo, le 18 juin 1860, rentra à Jersey, et, au milieu d'une foule immense et émue, prononça les paroles qu'on va lire.

Messieurs,

Je me rends à votre appel. Partout où une tribune se dresse pour la liberté et me réclame, j'arrive, c'est mon instinct, et je dis la vérité, c'est mon devoir. (*Écoutez! écoutez!*)

La vérité, la voici : c'est qu'à cette heure il n'est permis à personne d'être indifférent aux grandes choses qui s'accomplissent; c'est qu'il faut à l'œuvre auguste de la délivrance universelle commencée aujourd'hui l'effort de tous, le concours de tous, le coup de main de tous; c'est que pas une oreille ne doit se fermer, c'est que pas un cœur ne doit se taire; c'est que là où s'élève le cri de tous les peuples il doit y avoir un écho dans les entrailles de tous les hommes; c'est que celui qui n'a qu'un sou doit le donner aux libérateurs, c'est que celui qui n'a qu'une pierre doit la jeter aux tyrans. (*Applaudissements.*)

Que les uns agissent, que les autres parlent, que tous travaillent! oui,

[1] En écrivant cet en-tête, en 1875, Victor Hugo se trompa de date, c'est le 14 juin 1860 qu'eut lieu le meeting. (*Note de l'Éditeur.*)

à la manœuvre tous! Le vent souffle. Que l'encouragement public aux héros soit la joie des âmes! que les multitudes s'empourprent d'enthousiasme comme une fournaise! Que ceux qui ne combattent pas par l'épée, combattent par l'idée! Que pas une intelligence ne reste neutre, que pas un esprit ne reste oisif! Que ceux qui luttent se sentent regardés, aimés et appuyés! Qu'autour de cet homme vaillant qui est debout là-bas dans Palerme il y ait un feu sur toutes les montagnes de la Sicile et une lumière sur tous les sommets de l'Europe! (*Bravo!*)

Je viens de prononcer ce mot, les tyrans, ai-je exagéré?

Ai-je calomnié le gouvernement napolitain? Pas de paroles. Voici des faits.

Faites attention. Ceci est de l'histoire vivante; on pourrait dire, de l'histoire saignante. (*Écoutez!*)

Le royaume de Naples, — celui dont nous nous occupons en ce moment, — n'a qu'une institution, la police. Chaque district a sa «commission de bastonnade». Deux sbires, Ajossa et Maniscalco, règnent sous le roi; Ajossa bâtonne Naples, Maniscalco bâtonne la Sicile. Mais le bâton n'est que le moyen turc; ce gouvernement a de plus le procédé de l'inquisition, la torture. Oui, la torture. Écoutez. Un sbire, Bruno, attache les accusés la tête entre les jambes jusqu'à ce qu'ils avouent. Un autre sbire, Pontillo, les assied sur un gril et allume du feu dessous; cela s'appelle «le fauteuil ardent». Un autre sbire, Luigi Maniscalco, parent du chef, a inventé un instrument; on y introduit le bras ou la jambe du patient, on tourne un écrou, et le membre est broyé; cela se nomme «la machine angélique». Un autre suspend un homme à deux anneaux par les bras à un mur, par les pieds au mur de face; cela fait, il saute sur l'homme et le disloque. Il y a les poucettes qui écrasent les doigts de la main; il y a le tourniquet serre-tête, cercle de fer comprimé par une vis, qui fait sortir et presque jaillir les yeux. Quelquefois on échappe; un homme, Casimiro Arsimano, s'est enfui; sa femme, ses fils et ses filles ont été pris et assis à sa place sur le fauteuil ardent. Le cap Zafferana confine à une plage déserte; sur cette plage des sbires apportent des sacs; dans ces sacs il y a des hommes; on plonge le sac sous l'eau et on l'y maintient jusqu'à ce qu'il ne remue plus; alors on retire le sac et l'on dit à l'être qui est dedans : avoue! S'il refuse, on le replonge. Giovanni Vienna, de Messine, a expiré de cette façon. À Monreale, un vieillard et sa fille étaient soupçonnés de patriotisme; le vieillard est mort sous le fouet; sa fille, qui était une femme grosse, a été mise nue et est morte sous le fouet. Messieurs, il y a un jeune homme de vingt ans qui fait ces choses-là. Ce jeune homme s'appelle François II. Cela se passe au pays de Tibère. (*Acclamations.*)

Est-ce possible? c'est authentique. La date? 1860. L'année où nous sommes. Ajoutez à cela le fait d'hier, Palerme écrasée d'obus, noyée dans le sang, massacrée; — ajoutez cette tradition épouvantable de l'extermination des villes qui semble la rage maniaque d'une famille, et qui dans l'histoire débaptisera hideusement cette dynastie et changera Bourbon en Bomba. (*Hourras.*)

Oui, un jeune homme de vingt ans commet toutes ces actions sinistres. Messieurs, je le déclare, je me sens pris d'une pitié profonde en songeant à ce misérable petit roi. Quelles ténèbres! C'est à l'âge où l'on aime, où l'on croit, où l'on espère, que cet infortuné torture et tue. Voilà ce que le droit divin fait d'une malheureuse âme. Le droit divin remplace toutes les générosités de l'adolescence et du commencement par les décrépitudes et les terreurs de la fin; il met la tradition sanguinaire comme une chaîne sur le prince et sur le peuple; il accumule sur le nouveau venu du trône les influences de famille, choses terribles! Ôtez Agrippine de Néron, défalquez Catherine de Médicis de Charles IX, vous n'aurez plus peut-être ni Charles IX ni Néron. À la minute même où l'héritier du droit divin saisit le sceptre, il voit venir à lui ces deux vampires, Ajossa et Maniscalco, que l'histoire connaît, qui s'appellent ailleurs Narcisse et Pallas, ou Villeroy et Bachelier; ces spectres s'emparent du triste enfant couronné; la torture lui affirme qu'elle est le gouvernement, la bastonnade lui déclare qu'elle est l'autorité, la police lui dit : je viens d'en haut; on lui montre d'où il sort; on lui rappelle son bisaïeul Ferdinand Ier, celui qui disait : le monde est régi par trois F, *Festa, Farina, Forca*[1], son aïeul François Ier, l'homme des guets-apens, son père Ferdinand II, l'homme des mitraillades; voudra-t-il renier ses pères? On lui prouve qu'il doit être féroce par piété filiale; il obéit; l'abrutissement du pouvoir absolu le stupéfie; et c'est ainsi qu'il y a des enfants monstrueux; et c'est ainsi que fatalement, hélas! les jeunes rois continuent les vieilles tyrannies. (*Mouvement prolongé.*)

Il fallait délivrer ce peuple; je dirais presque, il fallait délivrer ce roi. Garibaldi s'en est chargé. (*Bravos.*)

Garibaldi. Qu'est-ce que c'est que Garibaldi? C'est un homme, rien de plus. Mais un homme dans toute l'acception sublime du mot. Un homme de la liberté; un homme de l'humanité. *Vir,* dirait son compatriote Virgile.

A-t-il une armée? Non. Une poignée de volontaires. Des munitions de guerre? Point. De la poudre? Quelques barils à peine. Des canons? Ceux de l'ennemi. Quelle est donc sa force, qu'est-ce qui le fait vaincre? qu'a-t-il

[1] Fête, Farine, Fourche (potence). [*Note du manuscrit.*]

avec lui? L'âme des peuples. Il va, il court, sa marche est une traînée de flamme, sa poignée d'hommes méduse les régiments, ses faibles armes sont enchantées, les balles de ses carabines tiennent tête aux boulets de canon; il a avec lui la Révolution, et, de temps en temps, dans le chaos de la bataille, dans la fumée, dans l'éclair, comme si c'était un héros d'Homère, on voit derrière lui la déesse. (*Acclamations.*)

Quelque opiniâtre que soit la résistance, cette guerre est surprenante par sa simplicité. C'est l'assaut donné par un homme à une royauté; son essaim vole autour de lui; les femmes lui jettent des fleurs, les hommes se battent en chantant, l'armée royale fuit; toute cette aventure est épique; c'est lumineux, formidable et charmant, comme une attaque d'abeilles.

Admirez ces étapes radieuses. Et, je vous le prédis, pas une ne fera défaut dans les échéances infaillibles de l'avenir. Après Marsala, Palerme; après Palerme, Messine; après Messine, Naples; après Naples, Rome; après Rome, Venise; après Venise, tout. (*Applaudissements enthousiastes.*)

Messieurs, il vient de Dieu le tremblement de cette Sicile au-dessus de laquelle on voit flamboyer aujourd'hui le patriotisme, la foi, la liberté, l'honneur, l'héroïsme, et une révolution à éclipser l'Etna!

Oui, cela devait être, et il est magnifique que l'exemple soit donné au monde par la terre des éruptions. (*Bravos.*)

Oh! quand l'heure est venue, que c'est beau un peuple! Quelle admirable chose que cette rumeur, que ce soulèvement, que cet oubli des intérêts vils et des bas côtés de l'homme, que ces femmes poussant leurs maris et combattant elles-mêmes, que ces mères criant à leurs fils : va! que cette joie de courir aux armes, de respirer et d'être, que ce cri de tous, que cette immense lueur à l'horizon! On ne pense plus à l'enrichissement, à l'or, au ventre, aux plaisirs, à l'hébétement de l'orgie, on a honte et orgueil; on se redresse; le pli fier des têtes provoque les tyrans; les barbaries s'en vont, les despotismes croulent, les consciences rejettent les esclavages, les parthénons secouent les croissants, la Minerve aptère se dresse dans le soleil sa lance à la main. Les fosses s'ouvrent; on s'appelle de tombeau en tombeau. Ressuscitez! c'est plus que la vie, c'est l'apothéose. Oh! c'est un divin battement de cœur, et les anciens vaincus héroïques se consolent, et l'œil des philosophes proscrits s'emplit de larmes, quand ce qui était déchu s'indigne, quand ce qui était tombé se relève, quand les splendeurs éclipsées reparaissent charmantes et redoutables; quand Stamboul redevient Byzance, quand Sétiniah redevient Athènes, quand Rome redevient Rome! (*Acclamations redoublées.*)

Tous, qui que nous soyons, battons des mains à l'Italie. Glorifions-la, cette terre aux grands enfantements. *Magna parens.* C'est dans de telles nations

que de certains dogmes abstraits apparaissent réels et visibles; elles sont vierges par l'honneur et mères par le progrès.

Vous qui m'écoutez, vous la représentez-vous, cette vision splendide, l'Italie libre? libre! libre du golfe de Tarente aux lagunes de Saint-Marc, car, je te l'affirme dans ta tombe, ô Manin, Venise sera de la fête! Dites, vous la figurez-vous, cette vision qui sera une réalité demain? C'est fini, tout ce qui était mensonge, fiction, cendre et nuit, s'est dissipé. L'Italie existe. L'Italie est l'Italie. Où il y avait un terme géographique, il y a une nation; où il y avait un cadavre, il y a une âme; où il y avait un spectre, il y a un archange, l'immense archange des peuples, la Liberté, debout, les ailes déployées. L'Italie, la grande morte, s'est réveillée; voyez-la, elle se lève et sourit au genre humain. Elle dit à la Grèce : je suis ta fille; elle dit à la France : je suis ta mère. Elle a autour d'elle ses poëtes, ses orateurs, ses artistes, ses philosophes, tous ces conseillers de l'humanité, tous ces pères conscrits de l'intelligence universelle, tous ces membres du sénat des siècles, et à sa droite et à sa gauche ces deux effrayants grands hommes, Dante et Michel-Ange. Oh! puisque la politique aime ces mots-là, ce sera bien là le plus majestueux des faits accomplis! Quel triomphe! quel avènement! quel merveilleux phénomène que l'unité traversant d'un seul éclair cette variété magnifique de villes sœurs, Milan, Turin, Gênes, Florence, Bologne, Pise, Sienne, Vérone, Parme, Palerme, Messine, Naples, Venise, Rome! L'Italie se dresse, l'Italie marche, *patuit dea;* elle éclate; elle communique au progrès du monde entier la grande fièvre joyeuse propre à son génie; et l'Europe s'électrisera à ce resplendissement prodigieux; et il n'y aura pas moins d'extase dans l'œil des peuples, pas moins de réverbération sublime dans les fronts, pas moins d'admiration, pas moins d'éblouissement pour cette nouvelle clarté sur la terre que pour une nouvelle étoile dans le ciel. (*Bravo! Bravo!*)

Messieurs, si nous voulons nous rendre compte de ce qui se prépare en même temps que de ce qui se fait, n'oublions point ceci que Garibaldi, l'homme d'aujourd'hui, l'homme de demain, est aussi l'homme d'hier; avant d'être le soldat de l'unité italienne il a été le combattant de la république romaine; et à nos yeux, et aux yeux de quiconque sait comprendre les méandres nécessaires du progrès serpentant vers son but et les avatars de l'idée se transformant pour reparaître, 1860 continue 1849. (*Sensation.*)

Les libérateurs sont grands. Que l'acclamation reconnaissante des peuples les suive dans leurs diverses fortunes! Hier c'étaient les larmes, aujourd'hui c'est l'hosanna. La providence a de ces rétablissements d'équilibre; John Brown succombe en Amérique, mais Garibaldi triomphe en Europe. L'hu-

manité, consternée devant l'infâme gibet de Charlestown, se rassure devant la flamboyante épée de Catalafimi. (*Bravo!*)

O mes frères en humanité, c'est l'heure de la joie et de l'embrassement. Mettons de côté toute nuance exclusive, tout dissentiment politique, petit en ce moment; à cette minute sainte où nous sommes, fixons uniquement nos yeux sur cette œuvre sacrée, sur ce but solennel, sur cette vaste aurore, les nations affranchies, et confondons toutes nos âmes dans ce cri formidable digne du genre humain et du ciel : vive la liberté! Oui, puisque l'Amérique, hélas! lugubrement conservatrice de la servitude, penche vers la nuit, que l'Europe se rallume! Oui, que cette civilisation de l'ancien continent, qui a aboli la superstition par Voltaire, l'esclavage par Wilberforce, l'échafaud par Beccaria, que cette civilisation aînée reparaisse dans son rayonnement désormais inextinguible, et qu'elle élève au-dessus des hommes son vieux phare composé de ces trois grandes flammes, la France, l'Angleterre, l'Italie! (*Acclamations.*)

Messieurs, encore un mot. Ne quittons pas cette Sicile sans lui jeter un dernier regard. Concluons.

Quelle est la résultante de cette épopée splendide? Que se dégage-t-il de tout ceci? Une loi morale, une loi auguste; et cette loi, la voici :

La force n'existe pas.

Non, la force n'est pas. Il n'y a que le droit.

Il n'y a que les principes; il n'y a que la justice et la vérité; il n'y a que les peuples; il n'y a que les âmes, ces forces de l'idéal; il n'y a que la conscience ici-bas et la providence là-haut. (*Sensation.*)

Qu'est-ce que la force? qu'est-ce que le glaive? Qui donc parmi ceux qui pensent a peur du glaive? Ce n'est pas nous, les hommes libres de France; ce n'est pas vous, les hommes libres d'Angleterre. Le droit senti fait la tête haute. La force et le glaive, c'est du néant. Le glaive n'est qu'une lueur hideuse dans les ténèbres, un rapide et tragique évanouissement; le droit, lui, c'est l'éternel rayon; le droit, c'est la permanence du vrai dans les âmes; le droit, c'est Dieu vivant dans l'homme. De là vient que là où est le droit, là est la certitude du triomphe. Un seul homme qui a avec lui le droit s'appelle Légion; une seule épée qui a avec elle le droit s'appelle la foudre. Qui dit le droit dit la victoire. Des obstacles? il n'y en a pas. Non, il n'y en a pas. Il n'y a pas de veto contre la volonté de l'avenir. Voyez où en est la résistance en Europe; la paralysie gagne l'Autriche et la résignation gagne la Russie. Voyez Naples; la lutte est vaine. Le passé agonisant perd sa peine. Le glaive s'en va en fumée. Ces êtres appelés Lanza, Landi, Aquila, sont des fantômes. À l'heure qu'il est, François II croit peut-être encore exister; il se trompe; je lui déclare ceci, c'est qu'il est une ombre. Il aurait beau

refuser toute capitulation, assassiner Messine comme il a assassiné Palerme, se cramponner à l'atrocité; c'est fini. Il a régné. Les sombres chevaux de l'exil frappent du pied à la porte de son palais. Messieurs, il n'y a que le droit, vous dis-je. Voulez-vous comparer le droit à la force? Jugez-en par un chiffre. Le 11 mai, à Marsala, huit cents hommes débarquent. Vingt-sept jours après, le 7 juin, à Palerme, dix-huit mille hommes, terrifiés, — s'embarquent. Les huit cents hommes, c'est le droit; les dix-huit mille hommes, c'est la force.

Oh! que partout les souffrants se consolent, que les enchaînés se rassurent. Tout ce qui se passe en ce moment, c'est de la logique.

Oui, aux quatre vents de l'horizon, l'espérance! Que le mougick, que le fellah, que le prolétaire, que le paria, que le nègre vendu, que le blanc opprimé, que tous espèrent; les chaînes sont un réseau; elles se tiennent toutes; une rompue, la maille se défait. De là la solidarité des despotismes; le pape est plus frère du sultan qu'il ne croit. Mais, je le répète, c'est fini. Oh! la belle chose que la force des choses! il y a du surhumain dans la délivrance. La liberté est un abîme divin qui attire; l'irrésistible est au fond des révolutions. Le progrès n'est autre chose qu'un phénomène de gravitation; qui donc l'entraverait? Une fois l'impulsion donnée, l'indomptable commence. O despotes, je vous en défie, arrêtez la pierre qui tombe, arrêtez le torrent, arrêtez l'avalanche, arrêtez l'Italie, arrêtez 89, arrêtez le monde précipité par Dieu dans la lumière! (*Applaudissements frénétiques.*)

Victor Hugo avait, à propos de John Brown, prédit la guerre civile à l'Amérique, et, à propos de Garibaldi, prédit l'unité à l'Italie. Ces deux prédictions se réalisèrent.

Après le meeting, un banquet eut lieu; ce banquet se termina par un toast à Victor Hugo.

Victor Hugo répondit :

Messieurs,

Puisque je suis debout, permettez-moi de ne point me rasseoir. Je sens le besoin de remercier immédiatement l'homme inspiré et cordial[1] que nous venons d'entendre. Je dirai peu de mots. Les sentiments profonds abrègent volontiers, et les cœurs pénétrés ont pour éloquence leur émotion même. Eh bien, je suis très ému.

[1] Le pasteur W. Martin.

La meilleure manière de vous remercier, c'est de vous dire que j'aime Jersey. Je vous l'ai dit hier, vous l'avez entendu au meeting et lu dans les journaux, je vous le répète aujourd'hui; mais c'est à l'oreille d'un peuple, c'est au cœur d'un peuple que je parle, et les nations sont comme les femmes, elles ne se lassent pas de s'entendre dire : Je vous aime. J'ai quitté Jersey avec regret, je la retrouve avec bonheur. Les libérateurs ont cela de merveilleux et de charmant qu'ils délivrent quelquefois au delà de leur effort. Sans s'en douter, Garibaldi a fait d'une pierre deux coups; il a fait sortir les Bourbons de la Sicile, et il m'a fait rentrer à Jersey.

Vos applaudissements et vos interruptions cordiales en ce moment me touchent au point que les mots me manquent pour vous le dire. Je ne sais comment répondre à une bienvenue si universelle et si gracieusement souriante de toutes parts, et à tant d'acclamations et à tant de sympathie. Je vous dirais presque : Épargnez-moi. Vous êtes tous contre un. Il y a un certain monstre fabuleux qui me paraît à cette heure fort doué. J'envie ce monstre. Il s'appelait Briarée. Je voudrais avoir comme lui cent bras pour vous donner cent poignées de main.

Ce que j'aime dans Jersey, je vais vous le dire. J'en aime tout. J'aime ce climat où l'hiver et l'été s'amortissent, ces fleurs qui ont toujours l'air d'être en avril, ces arbres qui sont normands, ces roches qui sont bretonnes, ce ciel qui me rappelle la France, cette mer qui me rappelle Paris. J'aime cette population qui travaille et qui lutte, tous ces braves bommes qu'on rencontre à chaque instant dans vos rues et dans vos champs, et dont la physionomie se compose de la liberté anglaise et de la grâce française, qui est aussi une liberté.

Quand je suis arrivé ici, il y a huit ans, au sortir des plus prodigieuses luttes politiques du siècle, moi naufragé encore tout ruisselant de la catastrophe de décembre, tout effaré de cette tempête, tout échevelé de cet ouragan, savez-vous ce que j'ai trouvé à Jersey? Une chose sainte, sublime, inattendue : la paix. Oui, le plus grand crime politique des temps modernes, la liberté étouffée dans le pays même de la lumière, en pleine France, hélas! ce monstrueux attentat venait d'être accompli; j'avais lutté contre cet asservissement d'un peuple par un homme, tout ce combat convulsif tremblait encore en moi de la tête aux pieds, j'étais indigné, éperdu et haletant. Eh bien, Jersey m'a calmé. J'ai trouvé, je le répète, la paix, le repos, un apaisement sévère et profond dans cette douce nature de vos campagnes, dans ce salut affectueux de vos laboureurs, dans ces vallées, dans ces solitudes, dans ces nuits qui sur la mer semblent plus largement étoilées, dans cet océan éternellement ému qui semble palpiter directement sous l'haleine de Dieu. Et c'est ainsi que, tout en gardant la colère sacrée contre le crime,

j'ai senti l'immensité mêler à cette colère son élargissement serein, et ce qui grondait en moi s'est pacifié. Oui, je rends grâce à Jersey. Je vous rends grâce. Je sentais sous vos toits et dans vos villes la bonté humaine, et dans vos champs et sur vos mers je sentais la bonté divine. Oh! je ne l'oublierai jamais, ce majestueux apaisement des premiers jours de l'exil par la nature!

Nous pouvons le dire aujourd'hui, la fierté ne nous défend plus cet aveu, et aucun de mes compagnons de proscription ne me démentira, nous avons tous souffert en quittant Jersey. Nous y avions tous des racines. Des fibres de notre cœur étaient entrées dans votre sol, et y tenaient. L'arrachement a été douloureux. Nous aimions tous Jersey. Les uns l'aimaient pour y avoir été heureux, les autres pour y avoir été malheureux. La souffrance n'est pas une attache moins profonde que la joie. Hélas! on peut éprouver de telles douleurs dans une terre de refuge, qu'il soit impossible de s'en séparer, quand même la patrie s'offrirait. Tenez, une chose que j'ai vue hier traverse en ce moment mon esprit, cette réunion est à la fois solennelle et intime, et ce que je vais vous dire convient à ce double caractère. Ecoutez. Hier, j'étais allé, avec quelques amis chers, visiter cette île, revoir les lieux aimés, les promenades préférées jadis, et tous ces rayonnants paysages qui étaient restés dans notre mémoire comme des visions. En revenant, une pensée pieuse nous restait à satisfaire, et nous avons voulu finir notre visite par ce qui est la fin, par le cimetière.

Nous avons fait arrêter la voiture qui nous menait devant ce champ de Saint-Jean où sont plusieurs des nôtres. Au moment où nous arrivions, savez-vous ce qui nous a fait tressaillir, savez-vous ce que nous avons vu? Une femme, ou, pour mieux dire, une forme humaine sous un linceul noir, était là, à terre, plus qu'agenouillée, plus que prosternée, étendue, et en quelque sorte abîmée sur une tombe. Nous sommes restés immobiles, silencieux, mettant le doigt sur nos bouches devant cette majestueuse douleur. Cette femme, après avoir prié, s'est relevée, a cueilli une fleur dans l'herbe du sépulcre, et l'a cachée dans son cœur. Nous l'avons reconnue alors. Nous avons reconnu cette face pâle, ces yeux inconsolables et ces cheveux blancs. C'était une mère! c'était la mère d'un proscrit! du jeune et généreux Philippe Faure, mort il y a quatre ans sur la brèche sainte de l'exil. Depuis quatre ans, tous les jours, quelque temps qu'il fasse, cette mère vient là; depuis quatre ans, cette mère s'agenouille sur cette pierre et la baise. Essayez donc de l'en arracher. Montrez-lui la France, oui, la France elle-même! Que lui importe à cette mère! Dites-lui : « ce n'est pas ici votre pays »; elle ne vous croira pas. Dites-lui : « Ce n'est pas ici que vous êtes née »; elle vous répondra : « C'est ici que mon fils est mort. » Et

vous vous tairez devant cette réponse, car la patrie d'une mère c'est le tombeau de son enfant.

Messieurs, voilà comment il se fait qu'on aime une terre avec sa chair, avec son sang, avec son âme. Notre âme à nous est mêlée à cette terre-ci. Nous y avons nos amis morts. Sachez-le, il n'y a pas de terre étrangère. Partout la terre est la mère de l'homme, sa mère tendre, sévère et profonde. Dans tous les lieux où il a aimé, où il a pleuré, où il a souffert, c'est-à-dire partout, l'homme est chez lui.

Messieurs, je réponds au toast qui m'est porté par un toast à Jersey. Je bois à Jersey, à sa prospérité, à son enrichissement, à son amélioration, à son agrandissement industriel et commercial, et aussi et plus encore à son agrandissement intellectuel et moral.

Il y a deux choses qui font les peuples grands et charmants. Ces deux choses sont la liberté et l'hospitalité. L'hospitalité était la gloire des nations antiques, la liberté est la splendeur des nations modernes. Jersey a ces deux couronnes. Qu'elle les garde!

Qu'elle les garde à jamais! C'est de la liberté qu'il convient de parler d'abord. Veillez, oui, veillez jalousement sur votre liberté. Ne souffrez pas que qui que ce soit ose y toucher. Cette île est une terre de beauté, de bonheur et d'indépendance. Vous n'y êtes pas seulement pour y vivre et pour en jouir, vous y êtes pour y faire votre devoir. Dieu se chargera de la maintenir belle, vos femmes se chargeront de la maintenir heureuse, vous, les hommes, chargez-vous de la conserver libre.

Et quant à votre hospitalité, conservez-la, elle aussi, religieusement. Les nations hospitalières ont, entre toutes, une sorte de grâce auguste et vénérable. Elles donnent l'exemple; dans le vaste et tumultueux mouvement des peuples, elles ne font pas seulement de l'hospitalité, elle font de l'éducation; l'hospitalité des nations est le commencement de la fraternité des hommes. Or, la fraternité humaine, c'est là le but. Soyez à jamais hospitaliers. Que cette fonction sacrée, l'hospitalité, honore éternellement cette île. Et, permettez-moi de lui associer Guernesey, sa sœur, et tout l'archipel de la Manche. C'est là une grande terre d'asile; grande, non par l'étendue géographique, mais par le nombre des réfugiés de tous les partis et de toutes les patries que depuis trois siècles elle a abrités et consolés. Oh! rien au monde n'est plus beau que cela, être l'asile! Soyez l'asile. Continuez d'accueillir tout ce qui vient à vous. Soyez l'archipel béni et sauveur. Dieu vous a mis ici pour ouvrir vos ports à toutes les voiles battues par la tempête et vos cœurs à tous les hommes battus par la destinée.

Et pas de limites à cette hospitalité sainte. Ne discutez pas celui qui vient à vous; recevez-le sans l'examiner. L'hospitalité a cela de grand que

quiconque souffre est digne d'elle. Nous qui sommes ici, tous les proscrits de France, nous n'avons fait de mal à personne, nous avons défendu les droits et les lois de notre pays, nous avons rempli nos mandats et écouté nos consciences, nous souffrons pour ce qui est juste et pour ce qui est vrai. Vous nous accueillez, et c'est bien. Mais il faut prévoir d'autres naufragés que nous. Si les bons ont leurs désastres, les coupables ont leurs écueils. Parce qu'on fait le mal, ce n'est pas une raison pour triompher toujours. Écoutez ceci : s'il vous arrive jamais des vaincus de la cause injuste, recevez-les comme vous nous recevez. Le malheur est une des formes saintes du droit. Et, entendez-le bien, de ces vaincus possibles, je n'excepte personne. Il se peut qu'un jour, — car les évènements sont dans la main divine, et la main divine, c'est la main inépuisable, — il se peut que, parmi ceux que les grandes tempêtes ou les grandes marées de l'avenir jetteront sur vos bords, il y ait notre propre proscripteur à nous qui sommes ici, chassé à son tour et malheureux. Eh bien ! soyez-lui cléments comme vous nous êtes justes ; — s'il frappe à votre porte, ouvrez-la lui, et dites-lui : « Ce sont ceux que vous avez proscrits qui nous ont demandé pour vous cet asile que nous vous donnons. »

II

Le *Progrès*, de Port-au-Prince, publia la lettre suivante, écrite par Victor Hugo à M. Heurtelou, rédacteur en chef de ce journal, en réponse aux remerciements que M. Heurtelou lui avait adressés pour la défense de John Brown :

Hauteville-House, 31 mars 1860.

Vous êtes, monsieur, un noble échantillon de cette humanité noire si longtemps opprimée et méconnue.

D'un bout à l'autre de la terre, la même flamme est dans l'homme; et les noirs comme vous le prouvent. Y a-t-il eu plusieurs Adam? Les naturalistes peuvent discuter la question; mais ce qui est certain, c'est qu'il n'y a qu'un Dieu.

Puisqu'il n'y a qu'un père, nous sommes frères.

C'est pour cette vérité que John Brown est mort; c'est pour cette vérité que je lutte. Vous m'en remerciez, et je ne saurais vous dire combien vos belles paroles me touchent.

Il n'y a sur la terre ni blancs ni noirs, il y a des esprits; vous en êtes un. Devant Dieu, toutes les âmes sont blanches.

J'aime votre pays, votre race, votre liberté, votre révolution, votre république. Votre île magnifique et douce plaît à cette heure aux âmes libres; elle vient de donner un grand exemple; elle a brisé le despotisme.

Elle nous aidera à briser l'esclavage.

Car la servitude, sous toutes ses formes, disparaîtra. Ce que les états du sud viennent de tuer, ce n'est pas John Brown, c'est l'esclavage.

Dès aujourd'hui, l'Union américaine peut, quoi qu'en dise le honteux message du président Buchanan, être considérée comme rompue. Je le regrette profondément, mais cela est désormais fatal; entre le Sud et le Nord, il y a le gibet de Brown. La solidarité n'est pas possible. Un tel crime ne se porte pas à deux.

Ce crime, continuez de le flétrir, et continuez de consolider votre généreuse révolution. Poursuivez votre œuvre, vous et vos dignes concitoyens. Haïti est maintenant une lumière. Il est beau que parmi les flambeaux du progrès, éclairant la route des hommes, on en voie un tenu par la main d'un nègre.

Votre frère,

Victor Hugo.

1861.

L'EXPÉDITION DE CHINE.

AU CAPITAINE BUTLER.

Hauteville-House, 25 novembre 1861.

Vous me demandez mon avis, monsieur, sur l'expédition de Chine. Vous trouvez cette expédition honorable et belle, et vous êtes assez bon pour attacher quelque prix à mon sentiment; selon vous, l'expédition de Chine, faite sous le double pavillon de la reine Victoria et de l'empereur Napoléon, est une gloire à partager entre la France et l'Angleterre, et vous désirez savoir quelle est la quantité d'approbation que je crois pouvoir donner à cette victoire anglaise et française.

Puisque vous voulez connaître mon avis, le voici :

Il y avait, dans un coin du monde, une merveille du monde; cette merveille s'appelait le Palais d'été. L'art a deux principes, l'Idée, qui produit l'art européen, et la Chimère, qui produit l'art oriental. Le Palais d'été était à l'art chimérique ce que le Parthénon est à l'art idéal. Tout ce que peut enfanter l'imagination d'un peuple presque extra-humain était là. Ce n'était pas, comme le Parthénon, une œuvre une et unique; c'était une sorte d'énorme modèle de la chimère, si la chimère peut avoir un modèle. Imaginez on ne sait quelle construction inexprimable, quelque chose comme un édifice lunaire, et vous aurez le Palais d'été. Bâtissez un songe avec du marbre, du jade, du bronze et de la porcelaine, charpentez-le en bois de cèdre, couvrez-le de pierreries, drapez-le de soie, faites-le ici sanctuaire, là harem, là citadelle, mettez-y des dieux, mettez-y des monstres, vernissez-le, émaillez-le, dorez-le, fardez-le, faites construire par des architectes qui soient des poëtes les mille et un rêves des mille et une nuits, ajoutez des jardins, des bassins, des jaillissements d'eau et d'écume, des cygnes, des ibis, des paons, supposez en un mot une sorte d'éblouissante caverne de la fantaisie humaine ayant une figure de temple et de palais, c'était là ce monument. Il avait fallu, pour le créer, le lent travail des générations. Cet édifice, qui avait l'énormité d'une ville, avait été bâti par les siècles, pour qui? pour les peuples. Car ce que fait le temps appartient à l'homme. Les artistes, les poëtes, les philosophes, connaissaient le Palais d'été; Voltaire en parle. On disait : le Parthénon en Grèce, les Pyramides en Égypte, le Colisée à Rome, Notre-Dame à Paris, le Palais d'été en Orient. Si on ne le voyait pas, on le rêvait. C'était une sorte d'effrayant chef-d'œuvre inconnu

IMPRIMERIE NATIONALE.

entrevu au loin dans on ne sait quel crépuscule, comme une silhouette de la civilisation d'Asie sur l'horizon de la civilisation d'Europe.

Cette merveille a disparu.

Un jour, deux bandits sont entrés dans le Palais d'été. L'un a pillé, l'autre a incendié. La victoire peut être une voleuse, à ce qu'il paraît. Une dévastation en grand du Palais d'été s'est faite de compte à demi entre les deux vainqueurs. On voit mêlé à tout cela le nom d'Elgin, qui a la propriété fatale de rappeler le Parthénon. Ce qu'on avait fait au Parthénon, on l'a fait au Palais d'été, plus complètement et mieux, de manière à ne rien laisser. Tous les trésors de toutes nos cathédrales réunies n'égaleraient pas ce formidable et splendide musée de l'Orient. Il n'y avait pas seulement là des chefs-d'œuvre d'art, il y avait des entassements d'orfévreries. Grand exploit, bonne aubaine. L'un des deux vainqueurs a empli ses poches, ce que voyant, l'autre a empli ses coffres; et l'on est revenu en Europe, bras dessus, bras dessous, en riant. Telle est l'histoire des deux bandits.

Nous européens, nous sommes les civilisés, et pour nous les chinois sont les barbares. Voilà ce que la civilisation a fait à la barbarie.

Devant l'histoire, l'un des deux bandits s'appellera la France, l'autre s'appellera l'Angleterre. Mais je proteste, et je vous remercie de m'en donner l'occasion! les crimes de ceux qui mènent ne sont pas la faute de ceux qui sont menés; les gouvernements sont quelquefois des bandits, les peuples jamais.

L'empire français a empoché la moitié de cette victoire, et il étale aujourd'hui, avec une sorte de naïveté de propriétaire, le splendide bric-à-brac du Palais d'été. J'espère qu'un jour viendra où la France, délivrée et nettoyée, renverra ce butin à la Chine spoliée.

En attendant, il y a un vol et deux voleurs.

Je le constate.

Telle est, monsieur, la quantité d'approbation que je donne à l'expédition de Chine.

Victor Hugo.

1862.

BARBÈS À VICTOR HUGO.
CONTINUATION DE LA LUTTE POUR L'INVIOLABILITÉ DE LA VIE HUMAINE;
EN BELGIQUE ET EN SUISSE CONTRE LA PEINE DE MORT,
EN FRANCE CONTRE LA TORTURE.
CHARLEROI. GENÈVE. — AFFAIRE DOISE. — LES MISÉRABLES.
ÉTABLISSEMENT DU DÎNER DES ENFANTS PAUVRES.

I

LES CONDAMNÉS DE CHARLEROI.

Plusieurs journaux belges ayant attribué à Victor Hugo des vers adressés au roi des Belges pour demander la grâce des neuf condamnés à mort de Charleroi, Victor Hugo écrivit à ce sujet la lettre que voici :

Hauteville-House, 21 janvier 1862.

Monsieur,

Je vis dans la solitude, et, depuis deux mois particulièrement, le travail, — un travail pressant, — m'absorbe à ce point que je ne sais plus rien de ce qui se passe au dehors.

Aujourd'hui, un ami m'apporte plusieurs journaux contenant de fort beaux vers où est demandée la grâce de neuf condamnés à mort. Au bas de ces vers, je lis ma signature.

Ces vers ne sont pas de moi.

Quel que soit l'auteur de ces vers, je le remercie.

Quand il s'agit de sauver des têtes, je trouve bon qu'on use de mon nom, et même qu'on en abuse.

J'ajoute que, pour une telle cause, il me paraît presque impossible d'en abuser. C'est ici, à coup sûr, que la fin justifie les moyens.

Que l'auteur pourtant me permette de lui reporter l'honneur de ces vers, qui, je le répète, me semblent fort beaux.

Et au premier remercîment que je lui adresse, j'en joins un second; c'est de m'avoir fait connaître cette lamentable affaire de Charleroi.

Je regarde ces vers comme un appel qu'il m'adresse; c'est une manière de m'inviter à élever la voix en me remettant sous les yeux les efforts que j'ai faits dans d'autres circonstances analogues, et je le remercie de cette généreuse mise en demeure.

Je réponds à son appel; je m'unis à lui pour tâcher d'épargner à la Belgique cette chute de neuf têtes sur l'échafaud. Il s'est tourné vers le roi, je connais peu les rois; je me tourne vers la nation.

Cette affaire du Hainaut est pour la Belgique, au point de vue du progrès, une de ces occasions d'où les peuples sortent amoindris ou agrandis.

Je supplie la nation belge d'être grande. Il dépend d'elle évidemment

que cette hideuse guillotine à neuf colliers ne fonctionne point sur la place publique. Aucun gouvernement ne résiste à ces saintes pressions de l'opinion vers la douceur. Ne point vouloir de l'échafaud, ce doit être la première volonté d'un peuple. On dit : Ce que veut le peuple, Dieu le veut. Il dépend de vous, belges, de faire dire : Ce que Dieu veut, le peuple le veut.

Nous traversons en ce moment l'heure mauvaise du dix-neuvième siècle. Depuis dix ans, il y a un recul apparent de civilisation; Venise enchaînée, la Hongrie garrottée, la Pologne torturée; partout la peine de mort. Les monarchies ont des Haynau, les républiques ont des Tallaferro. La peine de mort est élevée à la dignité d'*ultima ratio*. Les races, les couleurs, les partis, se la jettent à la tête et s'en servent comme d'une réplique. Les blancs l'utilisent contre les nègres; les nègres, représaille lugubre, l'aiguisent contre les blancs.

Le gouvernement espagnol fusille les républicains, et le gouvernement italien fusille les royalistes. Rome exécute un innocent. L'auteur du meurtre se nomme et réclame en vain; c'est fait; le bourreau ne revient pas sur son travail. L'Europe croit en la peine de mort et s'y obstine; l'Amérique se bat à cause d'elle et pour elle. L'échafaud est l'ami de l'esclavage. L'ombre d'une potence se projette sur la guerre fratricide des États-Unis.

Jamais l'Amérique et l'Europe n'ont eu un tel parallélisme et ne se sont entendues à ce point; toutes les questions les divisent, excepté celle-là, tuer; et c'est sur la peine de mort que les deux mondes tombent d'accord. La peine de mort règne; une espèce de droit divin de la hache sort pour les catholiques romains de l'évangile et pour les protestants virginiens de la bible. Penn construisait par la pensée, comme trait d'union, un arc de triomphe idéal entre les deux mondes; sur cet arc de triomphe, il faudrait aujourd'hui placer l'échafaud.

Cette situation étant donnée, l'occasion est admirable pour la Belgique.

Un peuple qui a la liberté doit avoir aussi la volonté. Tribune libre, presse libre, voilà l'organisme de l'opinion complet. Que l'opinion parle; c'est ici un moment décisif. Dans les circonstances où nous sommes, en répudiant la peine de mort, la Belgique peut, si elle veut, devenir brusquement, elle petit peuple presque annulé, la nation dirigeante.

L'occasion, j'y insiste, est admirable. Car il est évident que, s'il n'y a pas d'échafaud pour les criminels du Hainaut, il n'y en aura désormais pour personne, et que la guillotine ne pourra plus germer dans la libre terre de Belgique. Vos places publiques ne seront plus sujettes à cette apparition sinistre. Par l'irrésistible logique des choses, la peine de mort, virtuellement abolie chez vous aujourd'hui, le sera légalement demain.

Il serait beau que le petit peuple fît la leçon aux grands, et, par ce seul fait, fût plus grand qu'eux; il serait beau, devant la croissance abominable des ténèbres, en présence de la barbarie recrudescente, que la Belgique, prenant le rôle de grande puissance en civilisation, donnât tout à coup au genre humain l'éblouissement de la vraie lumière, en proclamant, dans les conditions où éclate le mieux la majesté du principe, non à propos d'un dissident révolutionnaire ou religieux, non à propos d'un ennemi politique, mais à propos de neuf misérables indignes de toute autre pitié que de la pitié philosophique, l'inviolabilité de la vie humaine, et en refoulant définitivement vers la nuit cette monstrueuse peine de mort, qui a pour gloire d'avoir dressé sur la terre deux crucifix, celui de Jésus-Christ sur le vieux monde, celui de John Brown sur le nouveau.

Que la généreuse Belgique y songe; c'est à elle, Belgique, que l'échafaud de Charleroi ferait dommage. Quand la philosophie et l'histoire mettent en balance une civilisation, les têtes coupées pèsent contre.

En écrivant ceci, je remplis un devoir. Aidez-moi, monsieur, et prêtez-moi, pour ce douloureux et suprême intérêt, votre publicité.

VICTOR HUGO.

Cette lettre fut publiée dans les journaux anglais et belges. Une commutation eut lieu. Sept têtes sur neuf furent sauvées.

II

ARMAND BARBÈS.

En 1839, Barbès fut condamné à mort. Victor Hugo envoya au roi Louis-Philippe les quatre vers que l'on connaît, et obtint la vie de Barbès. Les deux lettres qu'on va lire ont trait à ce fait.

À VICTOR HUGO.

Cher et illustre citoyen,

Le condamné dont vous parlez dans le septième volume des *Misérables* doit vous paraître un ingrat.

Il y a vingt-trois ans qu'il est votre obligé!... et il ne vous a rien dit.

Pardonnez-lui! pardonnez-moi!

Dans ma prison d'avant février, je m'étais promis bien des fois de courir chez vous, si un jour la liberté m'était rendue.

Rêves de jeune homme! Ce jour vint pour me jeter, comme un brin de paille rompue, dans le tourbillon de 1848.

Je ne pus rien faire de ce que j'avais si ardemment désiré.

Et depuis, pardonnez-moi ce mot, cher citoyen, la majesté de votre génie a toujours arrêté la manifestation de ma pensée.

Je fus fier, dans mon heure de danger, de me voir protégé par un rayon de votre flamme. Je ne pouvais mourir, puisque vous me défendiez.

Que n'ai-je eu la puissance de montrer que j'étais digne que votre bras s'étendît sur moi! Mais chacun a sa destinée, et tous ceux qu'Achille a sauvés n'étaient pas des héros.

Vieux maintenant, je suis, depuis un an, dans un triste état de santé. J'ai cru souvent que mon cœur ou ma tête allait éclater. Mais je me félicite, malgré mes souffrances, d'avoir été conservé, puisque sous le coup de votre nouveau *bienfait*[1], je trouve l'audace de vous remercier de l'ancien.

Et puisque j'ai pris la parole, merci aussi, mille fois merci pour notre sainte cause et pour la France, du grand livre que vous venez de faire.

[1] Voir *les Misérables,* tome VII, livre I. Le mot *bienfait* est souligné dans la lettre de Barbès. (*Note de l'édition originale.*)

Je dis : la France, car il me semble que cette chère patrie de Jeanne d'Arc et de la Révolution était seule capable d'enfanter votre cœur et votre génie, et, fils heureux, vous avez posé sur le front glorieux de votre mère une nouvelle couronne de gloire!

À vous, de profonde affection.

A. Barbès.

La Haie, le 10 juillet 1862.

À ARMAND BARBÈS.

Hauteville-House, 15 juillet 1862.

Mon frère d'exil,

Quand un homme a, comme vous, été le combattant et le martyr du progrès; quand il a, pour la sainte cause démocratique et humaine, sacrifié sa fortune, sa jeunesse, son droit au bonheur, sa liberté; quand il a, pour servir l'idéal, accepté toutes les formes de la lutte et toutes les formes de l'épreuve, la calomnie, la persécution, la défection, les longues années de la prison, les longues années de l'exil; quand il s'est laissé conduire par son dévouement jusque sous le couperet de l'échafaud, quand un homme a fait cela, tous lui doivent, et lui ne doit rien à qui que ce soit. Qui a tout donné au genre humain est quitte envers l'individu.

Il ne vous est possible d'être ingrat envers personne. Si je n'avais pas fait, il y a vingt-trois ans, ce dont vous voulez bien me remercier, c'est moi, je le vois distinctement aujourd'hui, qui aurais été ingrat envers vous.

Tout ce que vous avez fait pour le peuple, je le ressens comme un service personnel.

J'ai, à l'époque que vous me rappelez, rempli un devoir, un devoir étroit. Si j'ai été alors assez heureux pour vous payer un peu de la dette universelle, cette minute n'est rien devant votre vie entière, et tous, nous n'en restons pas moins vos débiteurs.

Ma récompense, en admettant que je méritasse une récompense, a été l'action elle-même. J'accepte néanmoins avec attendrissement les nobles paroles que vous m'envoyez, et je suis profondément touché de votre reconnaissance magnanime.

Je vous réponds dans l'émotion de votre lettre. C'est une belle chose que ce rayon qui vient de votre solitude à la mienne. À bientôt, sur cette terre ou ailleurs. Je salue votre grande âme.

Victor Hugo.

III

LES MISÉRABLES.

16 septembre 1862.

Après la publication des *Misérables*, Victor Hugo alla à Bruxelles. Ses éditeurs, MM. Lacroix et Verboeckhoven, lui offrirent un banquet. Ce fut une occasion de rencontre pour les écrivains libres de tous les pays. (Voir aux Notes.) Victor Hugo, entouré de tant d'hommes généreux, dont quelques-uns étaient si illustres, répondit à la salutation de toutes ces nobles âmes par les paroles qu'on va lire. Ceux qui assistèrent à cette sévère et douce fête offerte à un proscrit se souviennent que Victor Hugo ne put réprimer ses larmes au moment où la pensée d'Aspromonte lui traversa l'esprit.

Messieurs,

Mon émotion est inexprimable; si la parole me manque, vous serez indulgents.

Si je n'avais à répondre qu'à l'honorable bourgmestre de Bruxelles, ma tâche serait simple; je n'aurais, pour glorifier le magistrat si dignement populaire et la ville si noblement hospitalière, qu'à répéter ce qui est dans toutes les bouches, et il me suffirait d'être un écho; mais comment remercier les autres voix éloquentes et cordiales qui m'ont parlé? À côté de ces éditeurs considérables, auxquels on doit l'idée féconde d'une librairie internationale, sorte de lien préparatoire entre les peuples, je vois ici, réunis, des publicistes, des philosophes, d'éminents écrivains, l'honneur des lettres, l'honneur du continent civilisé. Je suis troublé et confus d'être le centre d'une telle fête d'intelligences, et de voir tant d'honneur s'adresser à moi, qui ne suis rien qu'une conscience acceptant le devoir et un cœur résigné au sacrifice.

Remercier cette ville dans son premier magistrat serait simple, mais, je le répète, comment vous remercier tous? comment serrer toutes vos mains dans une seule étreinte? Eh bien, le moyen est simple aussi. Vous tous, qui êtes ici, écrivains, journalistes, éditeurs, imprimeurs, publicistes, penseurs, que représentez-vous? Toutes les énergies de l'intelligence, toutes les formes de la publicité, vous êtes l'esprit-légion, vous êtes l'organe nouveau de la société nouvelle, vous êtes la Presse. Je porte un toast à la presse!

A la presse chez tous les peuples! à la presse libre! à la presse puissante, glorieuse et féconde!

Messieurs, la presse est la clarté du monde social; et, dans tout ce qui est clarté, il y a quelque chose de la providence.

La pensée est plus qu'un droit, c'est le souffle même de l'homme. Qui entrave la pensée, attente à l'homme même. Parler, écrire, imprimer, publier, ce sont là, au point de vue du droit, des identités; ce sont là les cercles, s'élargissant sans cesse, de l'intelligence en action; ce sont là les ondes sonores de la pensée.

De tous ces cercles, de tous ces rayonnements de l'esprit humain, le plus large, c'est la presse. Le diamètre de la presse, c'est le diamètre même de la civilisation.

À toute diminution de la liberté de la presse correspond une diminution de civilisation; là où la presse libre est interceptée, on peut dire que la nutrition du genre humain est interrompue. Messieurs, la mission de notre temps, c'est de changer les vieilles assises de la société, de créer l'ordre vrai, et de substituer partout les réalités aux fictions. Dans ce déplacement des bases sociales, qui est le colossal travail de notre siècle, rien ne résiste à la presse appliquant sa puissance de traction au catholicisme, au militarisme, à l'absolutisme, aux blocs de faits et d'idées les plus réfractaires.

La presse est la force. Pourquoi? parce qu'elle est l'intelligence.

Elle est le clairon vivant, elle sonne la diane des peuples, elle annonce à voix haute l'avènement du droit, elle ne tient compte de la nuit que pour saluer l'aurore, elle devine le jour, elle avertit le monde. Quelquefois, pourtant, chose étrange, c'est elle qu'on avertit. Ceci ressemble au hibou réprimandant le chant du coq.

Oui, dans certains pays, la presse est opprimée. Est-elle esclave? Non. Presse esclave! c'est là un accouplement de mots impossible.

D'ailleurs, il y a deux grandes manières d'être esclave, celle de Spartacus et celle d'Épictète. L'un brise ses fers, l'autre prouve son âme. Quand l'écrivain enchaîné ne peut recourir à la première manière, il lui reste la seconde.

Non, quoi que fassent les despotes, j'en atteste tous les hommes libres qui m'écoutent, et cela, vous l'avez récemment dit en termes admirables, monsieur Pelletan, et de plus, vous et tant d'autres, vous l'avez prouvé par votre généreux exemple, non, il n'y a point d'asservissement pour l'esprit!

Messieurs, au siècle où nous sommes, sans la liberté de la presse, point de salut. Fausse route, naufrage et désastre partout.

Il y a aujourd'hui de certaines questions, qui sont les questions du siècle,

et qui sont là devant nous, inévitables. Pas de milieu; il faut s'y briser, ou s'y réfugier. La société navigue irrésistiblement de ce côté-là. Ces questions sont le sujet du livre douloureux dont il a été parlé tout à l'heure si magnifiquement. Paupérisme, parasitisme, production et répartition de la richesse, monnaie, crédit, travail, salaire, extinction du prolétariat, décroissance progressive de la pénalité, misère, prostitution, droit de la femme, qui relève de minorité une moitié de l'espèce humaine, droit de l'enfant, qui exige — je dis exige — l'enseignement gratuit et obligatoire, droit de l'âme, qui implique la liberté religieuse; tels sont les problèmes. Avec la presse libre, ils ont de la lumière au-dessus d'eux, ils sont praticables, on voit leurs précipices, on voit leurs issues, on peut les aborder, on peut y pénétrer. Abordés et pénétrés, c'est-à-dire résolus, ils sauveront le monde. Sans la presse, nuit profonde; tous ces problèmes sont sur-le-champ redoutables, on ne distingue plus que leurs escarpements, on peut en manquer l'entrée, et la société peut y sombrer. Éteignez le phare, le port devient l'écueil.

Messieurs, avec la presse libre, pas d'erreur possible, pas de vacillation, pas de tâtonnement dans la marche humaine. Au milieu des problèmes sociaux, ces sombres carrefours, la presse est le doigt indicateur. Nulle incertitude. Allez à l'idéal, allez à la justice et à la vérité. Car il ne suffit pas de marcher, il faut marcher en avant. Dans quel sens allez-vous? Là est toute la question. Simuler le mouvement, ce n'est point accomplir le progrès; marquer le pas sans avancer, cela est bon pour l'obéissance passive; piétiner indéfiniment dans l'ornière est un mouvement machinal indigne du genre humain. Ayons un but, sachons où nous allons, proportionnons l'effort au résultat, et que dans chacun des pas que nous faisons il y ait une idée, et qu'un pas s'enchaîne logiquement à l'autre, et qu'après l'idée vienne la solution, et qu'à la suite du droit vienne la victoire. Jamais de pas en arrière. L'indécision du mouvement dénonce le vide du cerveau. Vouloir et ne vouloir pas, quoi de plus misérable! Qui hésite, recule et atermoie, ne pense pas. Quant à moi, je n'admets pas plus la politique sans tête que l'Italie sans Rome.

Puisque j'ai prononcé ce mot, Rome, souffrez que je m'interrompe, et que ma pensée, détournée un instant, aille à ce vaillant qui est là-bas sur un lit de douleur. Certes, il a raison de sourire. La gloire et le droit sont avec lui. Ce qui confond, ce qui accable, c'est qu'il se soit trouvé, c'est qu'il ait pu se trouver en Italie, dans cette noble et illustre Italie, des hommes pour lever l'épée contre cette vertu. Ces italiens-là n'ont donc pas reconnu un romain?

Ces hommes se disent les hommes de l'Italie; ils crient qu'elle est victorieuse, et ils ne s'aperçoivent pas qu'elle est décapitée. Ah! c'est là une

sombre aventure, et l'histoire reculera indignée devant cette hideuse victoire qui consiste à tuer Garibaldi afin de ne pas avoir Rome!

Le cœur se soulève. Passons.

Messieurs, quel est l'auxiliaire du patriote? La presse. Quel est l'épouvantail du lâche et du traître? La presse.

Je le sais, la presse est haïe, c'est là une grande raison de l'aimer.

Toutes les iniquités, toutes les superstitions, tous les fanatismes la dénoncent, l'insultent et l'injurient comme ils peuvent. Je me rappelle une encyclique célèbre dont quelques mots remarquables me sont restés dans l'esprit. Dans cette encyclique, un pape, notre contemporain, Grégoire XVI, ennemi de son siècle, ce qui est un peu le malheur des papes, et ayant toujours présents à la pensée l'ancien dragon et la bête de l'Apocalypse, qualifiait ainsi la presse dans son latin de moine camaldule : *Gula ignea, caligo, impetus immanis cum strepitu horrendo.* Je ne conteste rien de cela; le portrait est ressemblant. Bouche de feu, fumée, rapidité prodigieuse, bruit formidable. Eh oui, c'est la locomotive qui passe! c'est la presse, c'est l'immense et sainte locomotive du progrès!

Où va-t-elle? où entraîne-t-elle la civilisation? où emporte-t-il les peuples, ce puissant remorqueur? Le tunnel est long, obscur et terrible. Car on peut dire que l'humanité est encore sous terre, tant la matière l'enveloppe et l'écrase, tant les superstitions, les préjugés et les tyrannies font une voûte épaisse, tant elle a de ténèbres au-dessus d'elle! Hélas, depuis que l'homme existe, l'histoire entière est souterraine; on n'y aperçoit nulle part le rayon divin. Mais au dix-neuvième siècle, mais après la révolution française, il y a espoir, il y a certitude. Là-bas, loin devant nous, un point lumineux apparaît. Il grandit, il grandit à chaque instant, c'est l'avenir, c'est la réalisation, c'est la fin des misères, c'est l'aube des joies, c'est Chanaan! c'est la terre future où l'on n'aura plus autour de soi que des frères et au-dessus de soi que le ciel. Courage à la locomotive sacrée! courage à la pensée! courage à la science! courage à la philosophie! courage à la presse! courage à vous tous, esprits! L'heure approche où l'humanité, délivrée enfin de ce noir tunnel de six mille ans, éperdue, brusquement face à face avec le soleil de l'idéal, fera sa sortie sublime dans l'éblouissement!

Messieurs, encore un mot, et permettez, dans votre indulgence cordiale, que ce mot soit personnel.

Être au milieu de vous, c'est un bonheur. Je rends grâce à Dieu qui m'a donné, dans ma vie sévère, cette heure charmante. Demain je rentrerai dans l'ombre. Mais je vous ai vus, je vous ai parlé, j'ai entendu vos voix, j'ai serré vos mains, j'emporte cela dans ma solitude.

Vous, mes amis de France, — et mes autres amis qui sont ici trouveront

tout simple que ce soit à vous que j'adresse mon dernier mot, — il y a onze ans, vous avez vu partir presque un jeune homme, vous retrouvez un vieillard. Les cheveux ont changé, le cœur non. Je vous remercie de vous être souvenus d'un absent; je vous remercie d'être venus. Accueillez, — et vous aussi, plus jeunes, dont les noms m'étaient chers de loin et que je vois ici pour la première fois, — accueillez mon profond attendrissement. Il me semble que je respire parmi vous l'air natal, il me semble que chacun de vous m'apporte un peu de France, il me semble que je vois sortir de toutes vos âmes groupées autour de moi, quelque chose de charmant et d'auguste qui ressemble à une lumière et qui est le sourire de la patrie.

Je bois à la presse! à sa puissance, à sa gloire, à son efficacité! à sa liberté en Belgique, en Allemagne, en Suisse, en Italie, en Espagne, en Angleterre, en Amérique! à sa délivrance ailleurs!

IV

A L'ÉDITEUR CASTEL.

Hauteville-House, 5 octobre 1862.

Mon cher monsieur Castel,

Le hasard a fait tomber sous vos yeux quelques espèces d'essais de dessins faits par moi, à des heures de rêverie presque inconsciente, avec ce qui restait d'encre dans ma plume, sur des marges ou des couvertures de manuscrits. Ces choses, vous désirez les publier; et l'excellent graveur, M. Paul Chenay, s'offre à en faire les *fac-simile*. Vous me demandez mon consentement. Quel que soit le beau talent de M. Paul Chenay, je crains fort que ces traits de plume quelconques, jetés plus ou moins maladroitement sur le papier par un homme qui a autre chose à faire, ne cessent d'être des dessins du moment qu'ils auront la prétention d'en être. Vous insistez pourtant, et je consens. Ce consentement à ce qui est peut-être un ridicule veut être expliqué. Voici donc mes raisons :

J'ai établi depuis quelque temps dans ma maison, à Guernesey, une petite institution de fraternité pratique que je voudrais accroître et surtout propager. Cela est si peu de chose que je puis en parler. C'est un repas hebdomadaire d'enfants indigents. Toutes les semaines, les mères pauvres me font l'honneur d'amener leurs enfants dîner chez moi. J'en ai eu huit d'abord, puis quinze; j'en ai maintenant vingt-deux[1]. Ces enfants dînent ensemble; ils sont tous confondus, catholiques, protestants, anglais, français, irlandais, sans distinction de religion ni de nation. Je les invite à la joie et au rire, et je leur dis : Soyez libres. Ils ouvrent et terminent le repas par un remercîment à Dieu, simple et en dehors de toutes les formules religieuses pouvant engager leur conscience. Ma femme, ma fille, ma belle-sœur, mes fils, mes domestiques et moi, nous les servons. Ils mangent de la viande et

[1] Plus tard le nombre fut porté à quarante. (*Note de l'édition de 1875.*)

boivent du vin, deux grandes nécessités pour l'enfance. Après quoi ils jouent et vont à l'école. Des prêtres catholiques, des ministres protestants, mêlés à des libres penseurs et à des démocrates proscrits, viennent quelquefois voir cette humble cène, et il ne paraît pas qu'aucun soit mécontent. J'abrège; mais il me semble que j'en ai dit assez pour faire comprendre que cette idée, l'introduction des familles pauvres dans les familles moins pauvres, introduction à niveau et de plain-pied, fécondée par des hommes meilleurs que moi, par le cœur des femmes surtout, peut n'être pas mauvaise; je la crois pratique et propre à de bons fruits, et c'est pourquoi j'en parle, afin que ceux qui pourront et voudront l'imitent. Ceci n'est pas de l'aumône, c'est de la fraternité. Cette pénétration des familles indigentes dans les nôtres nous profite comme à eux; elle ébauche la solidarité; elle met en action et en mouvement, et fait marcher pour ainsi dire devant nous la sainte formule démocratique, Liberté, Égalité, Fraternité. C'est la communion avec nos frères moins heureux. Nous apprenons à les servir, et ils apprennent à nous aimer.

C'est en songeant à cette petite œuvre, monsieur, que je crois pouvoir faire un sacrifice d'amour-propre et autoriser la publication souhaitée par vous. Le produit de cette publication contribuera à former la liste civile de mes petits enfants indigents. Voici l'hiver; je ne serais pas fâché de donner des vêtements à ceux qui sont en haillons et d'offrir des souliers à ceux qui vont pieds nus. Votre publication m'y aidera. Ceci m'absout d'y consentir. J'avoue que je n'eusse jamais imaginé que mes dessins, comme vous voulez bien les appeler, pussent attirer l'attention d'un éditeur connaisseur tel que vous, et d'un artiste tel que M. Paul Chenay; que votre volonté s'accomplisse; ils se tireront comme ils pourront du grand jour pour lequel ils n'étaient point faits; la critique a sur eux désormais un droit dont je tremble pour eux; je les lui abandonne; je suis sûr toujours que mes chers petits pauvres les trouveront très bons.

Publiez donc ces dessins, monsieur Castel, et recevez tous mes vœux pour votre succès.

Victor Hugo.

V

GENÈVE ET LA PEINE DE MORT.

Dans les derniers mois de 1862, la république de Genève revisa sa constitution. La question de la peine de mort se présenta. Un premier vote maintint l'échafaud; mais il en fallait un second. Les républicains progressistes de Genève songèrent à Victor Hugo. Un membre de l'église réformée, M. Bost, auteur de plusieurs ouvrages estimés, lui écrivit une lettre dont voici les dernières lignes :

«La constituante genevoise a voté le maintien de la peine de mort par quarante-trois voix contre cinq; mais la question doit reparaître bientôt dans un nouveau débat. Quel appui ce serait pour nous, quelle force nouvelle, si par quelques mots vous pouviez intervenir; car ce n'est pas une question cantonale ou fédérale, mais bien une question sociale et humanitaire, où toutes les interventions sont légitimes... Pour les grandes questions, il faut de grands hommes. Nos petits comités, nos petites brochures, nos assemblées publiques auraient besoin d'être éclairées par le génie; et ce nous serait à tous un grand secours qu'un coup de main qui nous viendrait de ce rocher vers lequel se portent tant de regards.»

Cette lettre parvint à Victor Hugo le 16 novembre. Le 17 il répondait :

Hauteville-House, 17 novembre 1862.

Monsieur,

Ce que vous faites est bon; vous avez besoin d'aide, vous vous adressez à moi, je vous remercie; vous m'appelez, j'accours. Qu'y a-t-il? Me voilà.

Genève est à la veille d'une de ces crises normales qui, pour les nations comme pour les individus, marquent les changements d'âge. Vous allez reviser votre constitution. Vous vous gouvernez vous-mêmes; vous êtes vos propres maîtres; vous êtes des hommes libres; vous êtes une république. Vous allez faire une action considérable, remanier votre pacte social, examiner où vous en êtes en fait de progrès et de civilisation, vous entendre de nouveau entre vous sur les questions communes; la délibération va s'ouvrir, et, parmi ces questions, la plus grave de toutes, l'inviolabilité de la vie humaine, est à l'ordre du jour.

C'est de la peine de mort qu'il s'agit.

Hélas, le sombre rocher de Sisyphe! quand donc cessera-t-il de rouler et

de retomber sur la société humaine, ce bloc de haine, de tyrannie, d'obscurité, d'ignorance et d'injustice qu'on nomme pénalité? quand donc au mot peine substituera-t-on le mot enseignement? quand donc comprendra-t-on qu'un coupable est un ignorant? Talion, œil pour œil, dent pour dent, mal pour mal, voilà à peu près tout notre code. Quand donc la vengeance renoncera-t-elle à ce vieil effort qu'elle fait de nous donner le change en s'appelant vindicte? Croit-elle nous tromper? Pas plus que la félonie quand elle s'appelle raison d'état. Pas plus que le fratricide quand il met des épaulettes et qu'il s'appelle la guerre. De Maistre a beau farder Dracon; la rhétorique sanglante perd sa peine, elle ne parvient pas à déguiser la difformité du fait qu'elle couvre; les sophistes sont des habilleurs inutiles; l'injuste reste injuste, l'horrible reste horrible. Il y a des mots qui sont des masques; mais à travers leurs trous on aperçoit la sombre lueur du mal.

Quand donc la loi s'ajustera-t-elle au droit? quand donc la justice humaine prendra-t-elle mesure sur la justice divine? quand donc ceux qui lisent la bible comprendront-ils la vie sauve de Caïn? quand donc ceux qui lisent l'évangile comprendront-ils le gibet du Christ? quand donc prêtera-t-on l'oreille à la grande voix vivante qui, du fond de l'inconnu, crie à travers nos ténèbres : Ne tue point! quand donc ceux qui sont en bas, juge, prêtre, peuple, roi, s'apercevront-ils qu'il y a quelqu'un au-dessus d'eux? Républiques à esclaves, monarchies à soldats, sociétés à bourreaux; partout la force, nulle part le droit. Ô les tristes maîtres du monde! chenilles d'infirmités, boas d'orgueil.

Une occasion se présente où le progrès peut faire un pas. Genève va délibérer sur la peine de mort. De là votre lettre, monsieur. Vous me demandez d'intervenir, de prendre part à la discussion, de dire un mot. Je crains que vous ne vous abusiez sur l'efficacité d'une chétive parole isolée comme la mienne. Que suis-je? Que puis-je? Voilà bien des années déjà, — cela date de 1828, — que je lutte avec les faibles forces d'un homme contre cette chose colossale, contradictoire et monstrueuse, la peine de mort, composée d'assez de justice pour satisfaire la foule et d'assez d'iniquité pour épouvanter le penseur. D'autres ont fait plus et mieux que moi. La peine de mort a cédé un peu de terrain; voilà tout. Elle s'est sentie honteuse dans Paris, en présence de toute cette lumière. La guillotine a perdu son assurance, sans abdiquer pourtant; chassée de la Grève, elle a reparu barrière Saint-Jacques; chassée de la barrière Saint-Jacques, elle a reparu à la Roquette. Elle recule, mais elle reste.

Puisque vous réclamez mon concours, monsieur, je vous le dois. Mais ne vous faites pas illusion sur le peu de part que j'aurai au succès si vous réussissez. Depuis trente-cinq ans, je le répète, j'essaye de faire obstacle au

meurtre en place publique. J'ai dénoncé sans relâche cette voie de fait de la loi d'en bas sur la loi d'en haut. J'ai poussé à la révolte la conscience universelle; j'ai attaqué cette exaction par la logique, et par la pitié, cette logique suprême; j'ai combattu, dans l'ensemble et dans le détail, la pénalité démesurée et aveugle qui tue; tantôt traitant la thèse générale, tâchant d'atteindre et de blesser le fait dans son principe même, et m'efforçant de renverser, une fois pour toutes, non un échafaud, mais l'échafaud; tantôt me bornant à un cas particulier, et ayant pour but de sauver tout simplement la vie d'un homme. J'ai quelquefois réussi, plus souvent échoué. Beaucoup de nobles esprits se sont dévoués à la même tâche; et, il y a dix mois à peine, la généreuse presse belge, me venant énergiquement en aide lors de mon intervention pour les condamnés de Charleroi, est parvenue à sauver sept têtes sur neuf.

Les écrivains du dix-huitième siècle ont détruit la torture; les écrivains du dix-neuvième, je n'en doute pas, détruiront la peine de mort. Ils ont déjà fait supprimer en France le poing coupé et le fer rouge; ils ont fait abroger la mort civile; et ils ont suggéré l'admirable expédient provisoire des circonstances atténuantes. — « C'est à d'exécrables livres comme *le Dernier jour d'un Condamné,* disait le député Salverte, qu'on doit la détestable introduction des circonstances atténuantes. » Les circonstances atténuantes, en effet, c'est le commencement de l'abolition. Les circonstances atténuantes dans la loi, c'est le coin dans le chêne. Saisissons le marteau divin, frappons sur le coin sans relâche, frappons à grands coups de vérité, et nous ferons éclater le billot.

Lentement, j'en conviens. Il faudra du temps, certes. Pourtant ne nous décourageons pas. Nos efforts, même dans le détail, ne sont pas toujours inutiles. Je viens de vous rappeler le fait de Charleroi; en voici un autre. Il y a huit ans, à Guernesey, en 1854, un homme, nommé Tapner, fut condamné au gibet; j'intervins, un recours en grâce fut signé par six cents notables de l'île, l'homme fut pendu; maintenant écoutez : quelques-uns des journaux d'Europe qui contenaient la lettre écrite par moi aux guernesiais pour empêcher le supplice arrivèrent en Amérique à temps pour que cette lettre pût être reproduite utilement par les journaux américains; on allait pendre un homme à Québec, un nommé Julien; le peuple du Canada considéra avec raison comme adressée à lui-même la lettre que j'avais écrite au peuple de Guernesey, et, par un contre-coup providentiel, cette lettre sauva, passez-moi l'expression, non Tapner qu'elle visait, mais Julien qu'elle ne visait pas. Je cite ces faits; pourquoi? parce qu'ils prouvent la nécessité de persister. Hélas! le glaive persiste aussi.

Les statistiques de la guillotine et de la potence conservent leurs hideux

niveaux; le chiffre du meurtre légal ne s'est amoindri dans aucun pays. Depuis une dizaine d'années même, le sens moral ayant baissé, le supplice a repris faveur, et il y a recrudescence. Vous petit peuple, dans votre seule ville de Genève, vous avez vu deux guillotines dressées en dix-huit mois. En effet, ayant tué Vary, pourquoi ne pas tuer Elcy? En Espagne, il y a le garrot; en Russie, la mort par les verges. À Rome, l'église ayant horreur du sang, le condamné est assommé, *ammazzato*. L'Angleterre, où règne une femme, vient de pendre une femme.

Cela n'empêche pas la vieille pénalité de jeter les hauts cris, de protester qu'on la calomnie, et de faire l'innocente. On jase sur son compte, c'est affreux. Elle a toujours été douce et tendre; elle fait des lois qui ont l'air sévère, mais elle est incapable de les appliquer. Elle, envoyer Jean Valjean au bagne pour le vol d'un pain! Allonc donc! il est bien vrai qu'en 1816 elle envoyait aux travaux forcés à perpétuité les émeutiers affamés du département de la Somme; il est bien vrai qu'en 1846... — Hélas! ceux qui me reprochent le bagne de Jean Valjean oublient la guillotine de Buzançais.

La faim a toujours été vue de travers par la loi.

Je parlais tout à l'heure de la torture abolie. Eh bien! en 1849, la torture existait encore. Où? en Chine? Non, en Suisse. Dans votre pays, monsieur. En octobre 1849, à Zug, un juge instructeur, voulant faire avouer un vol d'un fromage (vol d'un comestible. Encore la faim!) à une fille appelée Mathilde Wildemberg, lui serra les pouces dans un étau, et, au moyen d'une poulie et d'une corde attachée à cet étau, fit hisser la misérable jusqu'au plafond. Ainsi suspendue par les pouces, un valet de bourreau la bâtonnait. En 1862, à Guernesey que j'habite, la peine tortionnaire du fouet est encore en vigueur. L'été passé, on a, par arrêt de justice, fouetté un homme de cinquante ans.

Cet homme se nommait Torode. C'était, lui aussi, un affamé, devenu voleur.

Non, ne nous lassons point. Faisons une émeute de philosophes pour l'adoucissement des codes. Diminuons la pénalité, augmentons l'instruction. Par les pas déjà faits, jugeons des pas à faire! Quel bienfait que les circonstances atténuantes! elles eussent empêché ce que je vais vous raconter.

A Paris, en 1818 ou 19, un jour d'été, vers midi, je passais sur la place du Palais de justice. Il y avait là une foule autour d'un poteau. Je m'approchai. À ce poteau était liée, carcan au cou, écriteau sur la tête, une créature humaine, une jeune femme ou une jeune fille. Un réchaud plein de charbons ardents était à ses pieds devant elle, un fer à manche de bois, plongé dans la braise, y rougissait, la foule semblait contente. Cette femme était coupable de ce que la jurisprudence appelle *vol domestique* et la métaphore

banale, *danse de l'anse du panier.* Tout à coup, comme midi sonnait, en arrière de la femme et sans être vu d'elle, un homme monta sur l'échafaud; j'avais remarqué que la camisole de bure de cette femme avait par derrière une fente rattachée par des cordons; l'homme dénoua rapidement les cordons, écarta la camisole, découvrit jusqu'à la ceinture le dos de la femme, saisit le fer dans le réchaud, et l'appliqua, en appuyant profondément sur l'épaule nue. Le fer et le poing du bourreau disparurent dans une fumée blanche. J'ai encore dans l'oreille, après plus de quarante ans, et j'aurai toujours dans l'âme l'épouvantable cri de la suppliciée. Pour moi, c'était une voleuse, ce fut une martyre. Je sortis de là déterminé — j'avais seize ans — à combattre à jamais les mauvaises actions de la loi.

De ces mauvaises actions la peine de mort est la pire. Et que n'a-t-on pas vu, même dans notre siècle, et sans sortir des tribunaux ordinaires et des délits communs! Le 20 avril 1849, une servante, Sarah Thomas, une fille de dix-sept ans, fut exécutée à Bristol pour avoir, dans un moment de colère, tué d'un coup de bûche sa maîtresse qui la battait. La condamnée ne voulait pas mourir. Il fallut sept hommes pour la traîner au gibet. On la pendit de force. Au moment où on lui passait le nœud coulant, le bourreau lui demanda si elle avait quelque chose à faire dire à son père. Elle interrompit son râle pour répondre : *oui, oui, dites-lui que je l'aime.* Au commencement du siècle, sous George III, à Londres, trois enfants de la classe des *ragged* (déguenillés) furent condamnés à mort pour vol. Le plus âgé, le *Newgate Calendar* constate le fait, n'avait pas quatorze ans. Les trois enfants furent pendus.

Quelle idée les hommes se font-ils donc du meurtre? Quoi! en habit, je ne puis tuer; en robe, je le puis! comme la soutane de Richelieu, la toge couvre tout! Vindicte publique? Ah! je vous en prie, ne me vengez pas! Meurtre, meurtre! vous dis-je. Hors le cas de légitime défense entendu dans son sens le plus étroit (car une fois votre agresseur blessé par vous et tombé, vous lui devez secours), est-ce que l'homicide est jamais permis? est-ce que ce qui est interdit à l'individu est permis à la collection? Le bourreau est une sinistre espèce d'assassin! l'assassin officiel, l'assassin patenté, entretenu, renté, mandé à certains jours, travaillant en public, tuant au soleil, ayant pour engins « les bois de justice », reconnu assassin de l'état! l'assassin fonctionnaire, l'assassin qui a un logement dans la loi, l'assassin au nom de tous! Il a ma procuration et la vôtre, pour tuer. Il étrangle ou égorge, puis frappe sur l'épaule de la société, et lui dit : Je travaille pour toi, paye-moi. Il est l'assassin *cum privilegio legis,* l'assassin dont l'assassinat est décrété par le législateur, délibéré par le juré, ordonné par le juge, consenti par le prêtre, gardé par le soldat, contemplé par le peuple. Il est l'assassin

qui a parfois pour lui l'assassiné; car j'ai discuté, moi qui parle, avec un condamné à mort appelé Marquis, qui était en théorie partisan de la peine de mort; de même que, deux ans avant un procès célèbre, j'ai discuté avec un magistrat nommé Teste qui était partisan des peines infamantes. Que la civilisation y songe, elle répond du bourreau. Ah! vous haïssez l'assassinat jusqu'à tuer l'assassin; moi je hais le meurtre jusqu'à vous empêcher de devenir meurtrier. Tous contre un, la puissance sociale condensée en guillotine, la force collective employée à une agonie, quoi de plus odieux? Un homme tué par un homme effraye la pensée, un homme tué par les hommes la consterne.

Faut-il vous le redire sans cesse? cet homme pour se reconnaître et s'amender, et se dégager de la responsabilité accablante qui pèse sur son âme, avait besoin de tout ce qui lui restait de vie. Vous lui donnez quelques minutes! de quel droit? Comment osez-vous prendre sur vous cette redoutable abréviation des phénomènes divins du repentir? Vous rendez-vous compte de cette responsabilité damnée par vous, et qui se retourne contre vous, et qui devient la vôtre? vous faites plus que tuer un homme, vous tuez une conscience.

De quel droit constituez-vous Dieu juge avant son heure? quelle qualité avez-vous pour le saisir? est-ce que cette justice-là est un des degrés de la vôtre? est-ce qu'il y a plain-pied de votre barre à celle-là? De deux choses l'une : ou vous êtes croyant, ou vous ne l'êtes pas. Si vous êtes croyant, comment osez-vous jeter une immortalité dans l'éternité? Si vous ne l'êtes pas, comment osez-vous jeter un être au néant?

Il existe un criminaliste qui a fait cette distinction : — « On a tort de dire *exécution;* on doit se borner à dire *réparation.* La société ne tue pas, elle retranche. » — Nous sommes des laïques, nous autres, nous ne comprenons pas ces finesses-là.

On prononce ce mot : justice. La justice! oh! cette idée entre toutes auguste et vénérable, ce suprême équilibre, cette droiture rattachée aux profondeurs, ce mystérieux scrupule puisé dans l'idéal, cette rectitude souveraine compliquée d'un tremblement devant l'énormité éternelle béante devant nous, cette chaste pudeur de l'impartialité inaccessible, cette pondération où entre l'impondérable, cette acception faite de tout, cette sublimation de la sagesse combinée avec la pitié, cet examen des actions humaines avec l'œil divin, cette bonté sévère, cette résultante lumineuse de la conscience universelle, cette abstraction de l'absolu se faisant réalité terrestre, cette vision du droit, cet éclair d'éternité apparu à l'homme, la justice! cette intuition sacrée du vrai qui détermine, par sa seule présence, les quantités relatives du bien et du mal et qui, à l'instant où elle illumine

l'homme, le fait momentanément Dieu, cette chose finie qui a pour loi d'être proportionnée à l'infini, cette entité céleste dont le paganisme fait une déesse et le christianisme un archange, cette figure immense qui a les pieds sur le cœur humain et les ailes dans les étoiles, cette Yungfrau des vertus humaines, cette cime de l'âme, cette vierge, ô Dieu bon, Dieu éternel, est-ce qu'il est possible de se l'imaginer debout sur la guillotine? est-ce qu'on peut se l'imaginer bouclant les courroies de la bascule sur les jarrets d'un misérable? est-ce qu'on peut se l'imaginer défaisant avec ses doigts de lumière la ficelle monstrueuse du couperet? se l'imagine-t-on sacrant et dégradant à la fois ce valet terrible, l'exécuteur? se l'imagine-t-on étalée, dépliée et collée par l'afficheur sur le poteau infâme du pilori? se la représente-t-on enfermée et voyageant dans ce sac de nuit du bourreau Calcraft où est mêlée à des chaussettes et à des chemises la corde avec laquelle il a pendu hier et avec laquelle il pendra demain!

Tant que la peine de mort existera, on aura froid en entrant dans une cour d'assises, et il y fera nuit.

En janvier dernier, en Belgique, à l'époque des débats à Charleroi, — débats dans lesquels, par parenthèse, il sembla résulter des révélations d'un nommé Rabet que deux guillotinés des années précédentes, Goethals et Coecke, étaient peut-être innocents (quel peut-être!) — au milieu de ces débats, devant tant de crimes nés des brutalités de l'ignorance, un avocat crut devoir et pouvoir démontrer la nécessité de l'enseignement gratuit et obligatoire. Le procureur général l'interrompit et le railla : *Avocat,* dit-il, *ce n'est point ici la chambre.* Non, monsieur le procureur général, c'est ici la tombe.

La peine de mort a des partisans de deux sortes : ceux qui l'expliquent et ceux qui l'appliquent; en d'autres termes, ceux qui se chargent de la théorie et ceux qui se chargent de la pratique. Or la pratique et la théorie ne sont pas d'accord; elles se donnent étrangement la réplique. Pour démolir la peine de mort, vous n'avez qu'à ouvrir le débat entre la théorie et la pratique. Écoutez plutôt. Ceux qui veulent le supplice, pourquoi le veulent-ils? Est-ce parce que le supplice est un exemple? Oui, dit la théorie. Non, dit la pratique. Et elle cache l'échafaud le plus qu'elle peut, elle détruit Montfaucon, elle supprime le crieur public, elle évite les jours de marché, elle bâtit sa mécanique à minuit, elle fait son coup de grand matin; dans de certains pays, en Amérique et en Prusse, on pend et on décapite à huis clos. Est-ce parce que la peine de mort est la justice? Oui, dit la théorie; l'homme était coupable, il est puni. Non, dit la pratique; car l'homme est puni, c'est bien, il est mort, c'est bon; mais qu'est-ce que cette femme? c'est une veuve. Et qu'est-ce que ces enfants? ce sont des

orphelins. Le mort a laissé cela derrière lui. Veuve et orphelins, c'est-à-dire punis, et pourtant innocents. Où est votre justice? Mais si la peine de mort n'est pas juste, est-ce qu'elle est utile? Oui, dit la théorie; le cadavre nous laissera tranquilles. Non, dit la pratique; car ce cadavre vous lègue une famille; famille sans père, famille sans pain; et voilà la veuve qui se prostitue pour vivre, et voilà les orphelins qui volent pour manger.

Dumolard, voleur à l'âge de cinq ans, était orphelin d'un guillotiné.

J'ai été fort insulté, il y a quelques mois, pour avoir osé dire que c'était là une circonstance atténuante.

On le voit, la peine de mort n'est ni exemplaire, ni juste, ni utile. Qu'est-elle donc? Elle est. *Sum qui sum.* Elle a sa raison d'être en elle-même. Mais alors quoi! la guillotine pour la guillotine, l'art pour l'art!

Récapitulons.

Ainsi toutes les questions, toutes sans exception, se dressent autour de la peine de mort : la question sociale, la question morale, la question philosophique, la question religieuse. Celle-ci surtout, cette dernière, qui est l'insondable, vous en rendez-vous compte? Ah! j'y insiste, vous qui voulez la mort, avez-vous réfléchi? Avez-vous médité sur cette brusque chute d'une vie humaine dans l'infini, chute inattendue des profondeurs, arrivée hors de tour, sorte de surprise redoutable faite au mystère! Vous mettez un prêtre là, mais il tremble autant que le patient. Lui aussi, il ignore. Vous faites rassurer la noirceur par l'obscurité.

Vous ne vous êtes donc jamais penchés sur l'inconnu? Comment osez-vous précipiter là dedans quoi que ce soit? Dès que, sur le pavé de nos villes, un échafaud apparaît, il se fait dans les ténèbres autour de ce point terrible un immense frémissement qui part de votre place de Grève et ne s'arrête qu'à Dieu. Cet empiétement étonne la nuit. Une exécution capitale, c'est la main de la société qui tient un homme au-dessus du gouffre, s'ouvre et le lâche. L'homme tombe. Le penseur, à qui certains phénomènes de l'Inconnu sont perceptibles, sent tressaillir la prodigieuse obscurité. Ô hommes, qu'avez-vous fait? qui donc connaît les frissons de l'ombre? où va cette âme? que savez-vous?

Il y a près de Paris un champ hideux, Clamart. C'est le lieu des fosses maudites; c'est le rendez-vous des suppliciés; pas un squelette n'est là avec sa tête. Et la société humaine dort tranquille à côté de cela! Qu'il y ait sur la terre des cimetières faits par Dieu, cela ne nous regarde pas, et Dieu sait pourquoi. Mais peut-on songer sans horreur à ceci : un cimetière fait par l'homme!

Non, ne nous lassons pas de répéter ce cri : Plus d'échafaud! mort à la mort!

C'est à un certain respect mystérieux de la vie qu'on reconnaît l'homme qui pense.

Je sais bien que les philosophes sont des songe-creux. — A qui en veulent-ils? Vraiment, ils prétendent abolir la peine de mort! Ils disent que la peine de mort est un deuil pour l'humanité. Un deuil! qu'ils aillent donc un peu voir la foule rire autour de l'échafaud! qu'ils rentrent donc dans la réalité! Où ils affirment le deuil, nous constatons le rire. Ces gens-là sont dans les nuages. Ils crient à la sauvagerie et à la barbarie parce qu'on pend un homme et qu'on coupe une tête de temps en temps. Voilà des rêveurs! Pas de peine de mort, y pense-t-on? peut-on rien imaginer de plus extravagant? Quoi! plus d'échafaud, et en même temps, plus de guerre! ne plus tuer personne, je vous demande un peu si cela a du bon sens! qui nous délivrera des philosophes? quand aura-t-on fini des systèmes, des théories, des impossibilités et des folies? Folies au nom de quoi, je vous prie? au nom du progrès? mot vide; au nom de l'idéal? mot sonore. Plus de bourreau, où en serions-nous? Une société n'ayant pas la mort pour code, quelle chimère! La vie, quelle utopie! Qu'est-ce que tous ces faiseurs de réformes sociales? des poëtes. Gardons-nous des poëtes. Ce qu'il faut au genre humain, ce n'est pas Homère, c'est M. Fulchiron.

Il ferait beau voir une société menée à une civilisation conduite par Eschyle, Sophocle, Isaïe, Job, Pythagore, Pindare, Plaute, Lucrèce, Virgile, Juvénal, Dante, Cervantes, Shakespeare, Milton, Corneille, Molière et Voltaire. Ce serait à se tenir les côtes.

Tous les hommes sérieux éclateraient de rire. Tous les gens graves hausseraient les épaules; John Bull aussi bien que Prudhomme. Et de plus ce serait le chaos; demandez à tous les parquets possibles, à celui des agents de change comme à celui des procureurs du roi.

Quoi qu'il en soit, monsieur, cette question énorme, le meurtre légal, vous allez la discuter de nouveau. Courage! Ne lâchez pas prise. Que les hommes de bien s'acharnent à la réussite.

Il n'y a pas de petit peuple. Je le disais il y a peu de mois à la Belgique à propos des condamnés de Charleroi; qu'il me soit permis de le répéter à la Suisse aujourd'hui. La grandeur d'un peuple ne se mesure pas plus au nombre que la grandeur d'un homme ne se mesure à la taille. L'unique mesure, c'est la quantité d'intelligence et la quantité de vertu. Qui donne un grand exemple est grand. Les petites nations seront les grandes nations le jour où, à côté des peuples forts en nombre et vastes en territoire qui s'obstinent dans les fanatismes et les préjugés, dans la haine, dans la guerre, dans l'esclavage et dans la mort, elles pratiqueront doucement et fièrement la fraternité, abhorreront le glaive, anéantiront l'échafaud, glorifieront le

progrès, et souriront, sereines comme le ciel. Les mots sont vains si les idées ne sont pas dessous. Il ne suffit pas d'être la république, il faut encore être la liberté; il ne suffit pas d'être la démocratie, il faut encore être l'humanité. Un peuple doit être un homme, et un homme doit être une âme. Au moment où toute l'Europe recule, il serait beau que Genève avançât. Que la Suisse y songe, et votre noble petite république en particulier, une république plaçant en face des monarchies la peine de mort abolie, ce serait admirable. Ce serait grand de faire revivre sous un aspect nouveau le vieil antagonisme instructif : Genève et Rome, et d'offrir aux regards et à la méditation du monde civilisé, d'un côté Rome avec sa papauté qui condamne et damne, de l'autre Genève avec son évangile qui pardonne.

Ô peuple de Genève, votre ville est sur un lac de l'éden, vous êtes dans un lieu béni; toutes les magnificences de la création vous environnent; la contemplation habituelle du beau révèle le vrai et impose des devoirs; la civilisation doit être harmonie comme la nature; prenez conseil de toutes ces clémentes merveilles; croyez-en votre ciel radieux, la bonté descend de l'azur, abolissez l'échafaud. Ne soyez pas ingrats. Qu'il ne soit pas dit qu'en remercîment et en échange, sur cet admirable coin de terre où Dieu montre à l'homme la splendeur sacrée des Alpes, l'Arve et le Rhône, le Léman bleu, le mont Blanc dans une auréole de soleil, l'homme montre à Dieu la guillotine!

Si rapide qu'eût été la réponse de Victor Hugo, la délibération du comité constituant fut plus hâtive encore, et, quand la lettre arriva, le travail était terminé. Le projet de constitution maintenait la peine de mort. Victor Hugo ne se découragea pas. Le peuple n'ayant pas encore voté, tout n'était pas fini. Victor Hugo écrivit à M. Bost :

Hauteville-House, 29 novembre 1862.

Monsieur,

La lettre que j'ai eu l'honneur de vous envoyer le 17 novembre vous est parvenue, je pense, le 19 ou le 20. Le lendemain même du jour où je dictais cette lettre, a éclaté, devant la cour d'assises de la Somme, cette affaire Doise-Gardin qui non seulement a tout à coup mis en lumière certaines éventualités épouvantables de la peine de mort, mais encore a rendu palpable l'urgence d'une grande revision pénale; les faits monstrueux ont une manière à eux de démontrer la nécessité des réformes.

Aujourd'hui, 29 novembre, je lis dans la *Presse* ces lignes datées du 24, et de Berne :

« Vous avez reproduit la lettre adressée par M. Victor Hugo à M. Bost, de Genève, au sujet de la peine de mort. La publication de cette lettre est venue un peu tard; depuis quinze jours la constituante genevoise a terminé ses travaux. La constitution qu'elle a élaborée ne donne point satisfaction aux vœux du poëte, puisqu'elle n'abolit pas la peine de mort, sinon pour délit politique. »

Non, il n'est pas trop tard.

En écrivant, je m'adressais moins au comité constituant, qui prépare, qu'au peuple, qui décide.

Dans quelques jours, le 7 décembre, le projet de constitution sera soumis au peuple. Donc il est temps encore.

Une constitution qui, au dix-neuvième siècle, contient une quantité quelconque de peine de mort, n'est pas digne d'une république; qui dit république, dit expressément civilisation; et le peuple de Genève, en rejetant, comme c'est son droit et son devoir, le projet qu'on va lui soumettre, fera un de ces actes doublement grands qui ont tout à la fois l'empreinte de la souveraineté et l'empreinte de la justice.

Vous jugerez peut-être utile de publier cette lettre.

Je vous offre, monsieur, la nouvelle assurance de ma haute estime et de ma vive cordialité.

V. H.

La lettre fut publiée, le peuple vota, il rejeta le projet de constitution.

Quelques jours après, Victor Hugo reçut cette lettre :

« ... Nous avons triomphé, la constitution des conservateurs est rejetée. Votre lettre a produit son effet, tous les journaux l'ont publiée, les catholiques l'ont combattue. M. Bost l'a imprimée à part à mille exemplaires, et le comité radical à quatre mille. Les radicaux, M. James Fazy en tête, se sont fait de votre lettre une arme de guerre, et les indépendants se sont aussi prononcés à votre suite pour l'abolition. Votre prépondérance a été complète. Quelques radicaux n'étaient pas très décidés auparavant; c'est un radical, M. Héroi, qui passe pour avoir déterminé les deux exécutions de Vary et d'Elcy, et le grand conseil, qui a refusé ces deux grâces, est tout radical.

« Cependant, en somme, les radicaux sont gens de progrès et, maintenant que les voilà engagés contre la peine de mort, ils ne reculeront pas. On regarde ici l'abolition de l'échafaud comme certaine, et l'honneur, monsieur, vous en revient. J'espère

que nous arriverons aussi à cet autre grand progrès, la séparation de l'église et de l'état.

«Je ne suis qu'un homme bien obscur, monsieur, mais je suis heureux; je vous félicite et je nous félicite. L'immense effet de votre lettre nous honore. La patrie de M. de Sellon ne pouvait être insensible à la voix de Victor Hugo.

«Excusez cette lettre écrite en hâte, et veuillez agréer mon profond respect.

«A. Gayet (de Bonneville).»

VI

AFFAIRE DOISE.

À M. LE RÉDACTEUR DU *TEMPS*.

Monsieur,

Veuillez, je vous prie, m'inscrire dans la souscription Doise. Mais il ne faut pas se borner à de l'argent. Quelque chose de pire peut-être que Lesurques, la question rétablie en France au dix-neuvième siècle, l'aveu arraché par l'asphyxie, la camisole de force à une femme grosse, la prisonnière poussée à la folie, on ne sait quel effroyable infanticide légal, l'enfant tué par la torture dans le ventre de la mère, la conduite du juge d'instruction, des deux présidents et des deux procureurs généraux, l'innocence condamnée, et, quand elle est reconnue, insultée en pleine cour d'assises au nom de la justice qui devrait tomber à genoux devant elle, tout cela n'est point une affaire d'argent.

Certes, la souscription est bonne, utile et louable, mais il faut une indemnité plus haute. La société est plus atteinte encore que Rosalie Doise. L'outrage à la civilisation est profond. La grande insultée ici, c'est la JUSTICE.

Souscrire, soit; mais il me semble que les anciens gardes des sceaux et les anciens bâtonniers ont autre chose à faire; et quant à moi, j'ai un devoir, et je n'y faillirai pas.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 2 décembre 1862.

L'appel fait par Victor Hugo ne fut pas entendu. On a raison de dire que l'exil vit d'illusions. Victor Hugo se trompait en croyant qu'avertis de la sorte, les gardes des sceaux et les bâtonniers prendraient en main cette affaire. Aucune suite judiciaire ne fut donnée aux effroyables révélations de l'affaire Doise. Ceci, d'ailleurs, n'a rien que de normal; jamais la justice n'a fait le procès à la justice.

Disons ici, pour que l'on s'en souvienne, de quelle façon Rosalie Doise avait été traitée. Il est bon de mettre ces détails sous les yeux des penseurs. Les penseurs

précèdent les législateurs. La lumière faite d'abord dans les consciences se fait plus tard dans les codes.

Rosalie Doise était accusée, sur de très vagues présomptions, d'avoir tué son père, Martin Doise. Rosalie Doise n'avait point supporté cette accusation patiemment. Chaque fois qu'on l'interrogeait, elle s'emportait, ce qui choquait la gravité des magistrats. Elle perdait toute mesure, s'il faut en croire le réquisitoire, et s'indignait au point de sembler furieuse et folle. Dès qu'on cessait de l'accuser, elle se calmait et devenait muette et immobile sous l'accablement : *Elle avait l'air,* dit un témoin, *d'une sainte de pierre.*

«La justice» désirait que Rosalie Doise s'avouât parricide. Pour obtenir cet aveu, on la mit dans un cachot de huit pieds de long sur sept de haut et sept de large [1]. Ce cachot était fermé d'une double porte. Pas de jour et d'air que ce qui passait par un trou «grand comme une brique [2]», percé dans l'une des deux portes et donnant dans une salle intérieure de la prison; le cachot était pavé de carreaux; pas de chaise; la prisonnière était forcée de se tenir debout ou de se coucher sur le carreau; la nuit, on lui donnait une paillasse qu'on lui ôtait le matin. Dans un coin, le baquet des excréments. Elle ne sortait jamais. Elle n'est sortie que deux fois en six semaines. Parfois on lui mettait la camisole de force [3]. Elle était grosse.

Sentant remuer son enfant, elle avoua.

Elle fut condamnée aux travaux forcés à perpétuité. L'enfant mourut.

Elle était innocente.

Voici un fragment d'un de ses interrogatoires après qu'elle fut reconnue innocente; on lui parle encore comme à une coupable :

«D. Mais enfin, on ne voit pas quels sont les moyens de contrainte qui ont été exercés contre vous.

«R. On m'a dit : avouez, ou vous resterez dans le trou noir, où l'on m'avait mise, où je n'avais même pas d'air.

«D. C'est-à-dire qu'on vous a mise au secret, ce qui est le droit et le devoir du magistrat. Vous avez persisté pendant cinq semaines dans vos aveux, après votre sortie du secret.

«R. *Avec vivacité.* Eh sans doute, je ne voulais pas retourner au cachot!

«Le procureur général : Mais vous n'avez pas été mise au cachot?

«R. Oh! je ne sais pas; ce que je sais, c'est qu'il y avait deux portes au trou et pas d'air.

«Le procureur général : Vous n'étiez séparée que par une porte de la salle commune des détenus.

[1] Longueur, 2^{m} 50; largeur, 2^{m} 15; hauteur, 2^{m} 40 (déposition du gardien chef).

[2] Le procureur général au gardien chef :

— Il y avait un jour quelconque dans cette chambre?

Le gardien chef :

— Mais oui, monsieur le procureur général, il y avait une ouverture de la grandeur d'une brique carrée.

[3] Le défenseur au gardien chef : — Ne lui a-t-on pas mis deux jours et deux nuits la camisole de force?

Le gardien chef :

— Oui, parce qu'elle voulait se suicider.

(*Notes du manuscrit.*)

« Le président : Sortiez-vous dans le jour ?

« R. Je ne suis sortie que deux fois pendant tout le temps.

« D. C'est que vous ne le demandiez pas.

« R. Pardon, je ne demandais que ça. On me disait : Dites la vérité et vous sortirez.

« D. Le procureur général : Pas de confusion, sortiez-vous deux fois par jour ?

« R. Je ne suis sortie que deux fois en six ou sept semaines.

« D. Le président : Mais demandiez-vous à sortir ?

« R. Je demandais tant de choses et on ne m'accordait rien. Le commis-greffier me disait toujours : Avouez et vous sortirez.

« D. Le médecin vous visitait ?

« R. Je ne l'ai vu que deux fois en deux mois. La première fois, il m'a saignée, la seconde, il a dit de me faire sortir.

« D. Combien de jours êtes-vous accouchée après votre sortie du secret ?

« R. Quatre semaines après.

« D. Vous avec perdu votre enfant ?

« R. Oui. (*Elle pleure.*) Mon enfant a vécu vingt-quatre jours. Comment aurait-il vécu ?... je ne dormais jamais au cachot. (*Elle pleure.*)

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION

DU 9 OCTOBRE 1862.

« La Cour

« Déclare inconciliables les arrêts de Cour d'assises qui ont condamné, comme coupables d'assassinat de Martin Doise

« D'une part : Rosalie Doise, femme Gardin. (Travaux forcés à perpétuité.)

« D'autre part : Vanhalvyn et Verhamme. (Pour le même fait.) »

Disons, dès aujourd'hui, que Victor Hugo compte revenir sur cette affaire Doise dans un ouvrage intitulé *Dossier de la Peine de Mort.* Justice sera faite.

1863

LA LUTTE DES NATIONS.

LA POLOGNE CONTRE LE CZAR. — L'ITALIE CONTRE LE PAPE.

LE MEXIQUE CONTRE BONAPARTE.

IMPRIMERIE NATIONALE.

I

A L'ARMÉE RUSSE.

La Pologne, indomptable comme le droit, venait de se soulever. L'armée russe l'écrasait. Alexandre Herzen, le vaillant rédacteur du *Kolokol,* écrivit à Victor Hugo cette simple ligne :

« Grand frère, au secours ! Dites le mot de la civilisation. »

Victor Hugo publia dans les journaux libres de l'Europe l'Appel à l'armée russe qu'on va lire :

Soldats russes, redevenez des hommes.

Cette gloire vous est offerte en ce moment, saisissez-la.

Pendant qu'il en est temps encore, écoutez :

Si vous continuez cette guerre sauvage; si, vous, officiers, qui êtes de nobles cœurs, mais qu'un caprice peut dégrader et jeter en Sibérie; si, vous, soldats, serfs hier, esclaves aujourd'hui, violemment arrachés à vos mères, à vos fiancées, à vos familles, sujets du knout, mal traités, mal nourris, condamnés pour de longues années et pour un temps indéfini au service militaire, plus dur en Russie que le bagne ailleurs; si, vous qui êtes des victimes, vous prenez parti contre les victimes; si, à l'heure sainte où la Pologne vénérable se dresse, à l'heure suprême où le choix vous est donné entre Pétersbourg où est le tyran et Varsovie où est la liberté; si, dans ce conflit décisif, vous méconnaissez votre devoir, votre devoir unique, la fraternité; si vous faites cause commune contre les polonais avec le czar, leur bourreau et le vôtre; si, opprimés, vous n'avez tiré de l'oppression d'autre leçon que de soutenir l'oppresseur; si de votre malheur vous faites votre honte; si, vous qui avez l'épée à la main, vous mettez au service du despotisme, monstre lourd et faible qui vous écrase tous, russes aussi bien que polonais, votre force aveugle et dupe; si, au lieu de vous retourner et de faire face au boucher des nations, vous accablez lâchement, sous la supériorité des armes et du nombre, ces héroïques populations désespérées, réclamant le premier des droits, le droit à la patrie; si, en plein dix-neuvième siècle, vous consommez l'assassinat de la Pologne, si vous faites cela, sachez-le, hommes de l'armée russe, vous tomberez, ce qui semble impossible, au-dessous même des bandes américaines du sud, et vous soulèverez l'exé-

cration du monde civilisé! Les crimes de la force sont et restent des crimes; l'horreur publique est une pénalité.

Soldats russes, inspirez-vous des polonais, ne les combattez pas.

Ce que vous avez devant vous en Pologne, ce n'est pas l'ennemi, c'est l'exemple.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 11 février 1863.

II

GARIBALDI

À VICTOR HUGO.

Caprera, août 1863.

Cher ami,

J'ai besoin d'un autre million de fusils pour les italiens.
Je suis certain que vous m'aiderez à recueillir les fonds nécessaires.
L'argent sera placé dans les mains de M. Adriano Lemmi, notre trésorier.
Votre,

G. Garibaldi.

AU GÉNÉRAL GARIBALDI.

Hauteville-House, Guernesey, 18 novembre 1863.

Cher Garibaldi,

J'ai été absent, ce qui fait que j'ai eu tard votre lettre, et que vous aurez tard ma réponse.

Vous trouverez sous ce pli ma souscription.

Certes, vous pouvez compter sur le peu que je suis et le peu que je puis. Je saisirai, puisque vous le jugez utile, la première occasion d'élever la voix.

Il vous faut le million de bras, le million de cœurs, le million d'âmes. Il vous faut la grande levée des peuples. Elle viendra.

Votre ami,

Victor Hugo.

III

LA GUERRE DU MEXIQUE.

Quoique digne de toutes les sévérités de l'histoire, le premier empire avait fait de la gloire; le second fit de la honte. La guerre du Mexique éclata, odieuse voie de fait contre un peuple libre. Le Mexique résista, et fut traité militairement; l'assaut de Puebla fut un crime dans ce crime, ce fut un de ces écrasements de villes qui déshonoreraient une cause juste, et qui complètent l'infamie d'une guerre inique. Puebla se défendit héroïquement. Tant que le siège dura, Puebla publia un journal imprimé sur deux colonnes, l'une en français, l'autre en espagnol. Tous les numéros de ce journal commençaient par une page de *Napoléon-le-Petit*. Les combattants de Puebla expliquaient ainsi à l'armée de l'empire ce que c'était que l'empereur. Ce journal contenait un appel direct à Victor Hugo[1]. Il y répondit.

Hommes de Puebla,

Vous avez raison de me croire avec vous.

Ce n'est pas la France qui vous fait la guerre, c'est l'empire. Certes, je suis avec vous. Nous sommes debout contre l'empire, vous de votre côté, moi du mien, vous dans la patrie, moi dans l'exil.

Combattez, luttez, soyez terribles. Et si vous croyez mon nom bon à quelque chose, servez-vous-en. Visez cet homme à la tête, que la liberté soit la fronde et que mon nom soit le projectile.

Il y a deux drapeaux tricolores, le drapeau tricolore de la République et le drapeau tricolore de l'empire; ce n'est pas le premier qui se dresse contre vous, c'est le second.

Sur le premier on lit : *Liberté, Égalité, Fraternité.* Sur le second on lit : *Toulon. 18 brumaire. — 2 décembre. Toulon.*

J'entends le cri que vous poussez vers moi, je voudrais me mettre entre nos soldats et vous, mais que suis-je? une ombre. Hélas! nos soldats ne sont

(1) Voici le texte :

Que ereis? Los soldatos de un tiranno. La mejor Francia es con nosotros. Habeis Napoleon, habemos Victor Hugo. (*Note du manuscrit.*)

Voici la traduction :

Qui êtes-vous? Les soldats d'un tyran. La meilleure France est avec nous. Vous avez Napoléon, nous avons Victor Hugo. (*Note de l'Éditeur.*)

pas coupables de cette guerre; ils la subissent comme vous la subissez, et ils sont condamnés à l'horreur de la faire en la détestant. La loi de l'histoire, c'est de flétrir les généraux et d'absoudre les armées. Les armées sont des gloires aveuglées; ce sont des forces auxquelles on ôte la conscience; l'oppression des peuples qu'une armée accomplit, commence par son propre asservissement; ces envahisseurs sont des enchaînés; et le premier esclave que fait le soldat, c'est lui-même. Après un 18 brumaire ou un 2 décembre, une armée n'est plus que le spectre d'une nation.

Vaillants hommes du Mexique, résistez.

La République est avec vous, et dresse au-dessus de vos têtes aussi bien son drapeau de France où est l'arc-en-ciel, que son drapeau d'Amérique où sont les étoiles.

Espérez. Votre héroïque résistance s'appuie sur le droit, et elle a pour elle cette grande certitude, la justice.

L'attentat contre la république mexicaine continue l'attentat contre la république française. Un guet-apens complète l'autre. L'empire échouera, je l'espère, dans sa tentative infâme, et vous vaincrez. Mais, dans tous les cas, que vous soyez vainqueurs ou que vous soyez vaincus, notre France reste votre sœur, sœur de votre gloire comme de votre malheur, et quant à moi, puisque vous faites appel à mon nom, je vous le redis, je suis avec vous, et je vous apporte, vainqueurs, ma fraternité de citoyen, vaincus, ma fraternité de proscrit.

VICTOR HUGO.

1864.

LE CENTENAIRE DE SHAKESPEARE.

I

LE CENTENAIRE DE SHAKESPEARE.

Paris, 11 avril 1864.

LE COMITÉ DE SHAKESPEARE À VICTOR HUGO.

Cher et illustre maître,

Une réunion d'écrivains, d'auteurs et d'artistes dramatiques et de représentants de toutes les professions libérales, a eu lieu dans le but d'organiser, à Paris, pour le 23 avril, une fête à l'occasion du trois centième anniversaire de la naissance de Shakespeare.

Ont été nommés membres du comité shakespearien français :

MM. Auguste Barbier, Barye, Charles Bataille (du Conservatoire), Hector Berlioz, Alexandre Dumas, Jules Favre, George Sand, Jules Janin, Théophile Gautier, François-V. Hugo, Legouvé, Littré, Michelet, Eugène Pelletan, Régnier (de la Comédie française). Secrétaires : MM. Laurent Pichat, Leconte de Lisle, Félicien Mallefille, Paul de Saint-Victor, Thoré.

La présidence vous a été décernée à l'unanimité.

Elle était due au grand poëte et au grand citoyen.

Nous attendons avec confiance une adhésion qui donnera à cette fête sa complète signification.

Les délégués du comité :

Laurent Pichat.
Henri Rochefort.
Louis Ulbach.
Auguste Vacquerie.
E. Valnay.

AU COMITE POUR SHAKESPEARE.

Hauteville-House, 18 avril 1864.

Messieurs,

Il me semble que je rentre en France. C'est y être que de se sentir parmi vous. Vous m'appelez, et mon âme accourt.

En glorifiant Shakespeare, vous, français, vous donnez un admirable exemple. Vous le mettez de plain-pied avec vos illustrations nationales; vous

le faites fraterniser avec Molière que vous lui associez et avec Voltaire que vous lui ramenez. Au moment où l'Angleterre fait Garibaldi bourgeois de la cité de Londres, vous faites Shakespeare citoyen de la république des lettres françaises. C'est qu'en effet Shakespeare est vôtre. Vous aimez tout dans cet homme; d'abord ceci, qu'il est un homme; et vous couronnez en lui le comédien qui a souffert, le philosophe qui a lutté, le poëte qui a vaincu. Vos acclamations honorent dans sa vie la volonté, dans son génie la puissance, dans son art la conscience, dans son théâtre l'humanité.

Vous avez raison, et c'est juste. La civilisation bat des mains autour de cette noble fête.

Vous êtes les poëtes glorifiant la poésie, vous êtes les penseurs glorifiant la philosophie, vous êtes les artistes glorifiant l'art; vous êtes autre chose encore, vous êtes la France saluant l'Angleterre. C'est la magnanime accolade de la sœur à la sœur, de la nation qui a eu Vincent de Paul à la nation qui a eu Wilberforce, et de Paris où est l'égalité à Londres où est la liberté. De cet embrassement jaillira l'échange. L'une donnera à l'autre ce qu'elle a.

Saluer l'Angleterre dans son grand homme au nom de la France, c'est beau; vous faites plus encore. Vous dépassez les limites géographiques; plus de français, plus d'anglais; vous êtes les frères d'un génie, et vous le fêtez; vous fêtez ce globe lui-même, vous félicitez la terre qui, à pareil jour, il y a trois cents ans, a vu naître Shakespeare. Vous consacrez ce principe sublime de l'ubiquité des esprits, d'où sort l'unité de civilisation; vous ôtez l'égoïsme du cœur des nationalités, Corneille n'est pas à nous, Milton n'est pas à eux, tous sont à tous; toute la terre est patrie à l'intelligence; vous prenez tous les génies pour les donner à tous les peuples; en ôtant la barrière entre les poëtes vous l'ôtez entre les hommes, et par l'amalgame des gloires vous commencez l'effacement des frontières. Sainte promiscuité! Ceci est un grand jour.

Homère, Dante, Shakespeare, Molière, Voltaire, indivis; la prise de possession des grands hommes par le genre humain tout entier; la mise en commun des chefs-d'œuvre; tel est le premier pas. Le reste suivra.

C'est là l'œuvre que vous inaugurez; œuvre cosmopolite, humaine, solidaire, fraternelle, désintéressée de toute nationalité, supérieure aux démarcations locales; magnifique adoption de l'Europe par la France, et du monde entier par l'Europe. D'une fête comme celle-ci, il découle de la civilisation.

Pour présider cette réunion mémorable, vous aviez le choix des plus hautes renommées; les noms illustres et populaires abondent parmi vous; votre liste en rayonne; les éclatantes incarnations de l'art, du drame, du roman, de l'histoire, de la poésie, de la philosophie, de l'éloquence, sont groupées presque toutes dans cette solennité autour du piédestal de Sha-

kespeare; mais vous avez eu sans doute cette pensée qu'afin de donner à la célébration de cet anniversaire son caractère particulièrement externe, afin que cette manifestation fût en dehors et au delà de toute frontière, il vous fallait pour président un homme placé lui-même dans cette exception, un français hors de France, à la fois absent et présent, ayant le pied en Angleterre et le cœur à Paris, espèce de trait d'union possible, situé à la distance voulue, et à portée en quelque sorte de mettre l'une dans l'autre les deux mains augustes des deux nations. Il s'est trouvé, par un arrangement de la destinée, que cette position était la mienne, et le choix glorieux que vous avez fait de moi, je le dois à ce hasard, heureux aujourd'hui.

Je vous rends grâce, et je vous propose ce toast : — «À Shakespeare et à l'Angleterre. À la réussite définitive des grands hommes de l'intelligence, et à la communion des peuples dans le progrès et dans l'idéal!»

VICTOR HUGO.

Le gouvernement de Bonaparte s'inquiéta de la fête de Shakespeare, et crut devoir l'interdire.

II

LES RUES ET MAISONS DU VIEUX BLOIS.

À M. A. QUEYROY.

Hauteville-House, 17 avril 1864.

Monsieur, je vous remercie. Vous venez de me faire revivre dans le passé. Le 17 avril 1825, il y a trente-neuf ans aujourd'hui même (laissez-moi noter cette petite coïncidence, intéressante pour moi), j'arrivais à Blois. C'était le matin. Je venais de Paris. J'avais passé la nuit en malle-poste, et que faire en malle-poste? J'avais fait la ballade des *Deux Archers;* puis, les derniers vers achevés, comme le jour ne paraissait pas encore, tout en regardant à la lueur de la lanterne passer à chaque instant des deux côtés de la voiture des troupes de bœufs de l'Orléanais descendant vers Paris, je m'étais endormi. La voix du conducteur me réveilla. — Voilà Blois! me cria-t-il. J'ouvris les yeux, et je vis mille fenêtres à la fois, un entassement irrégulier et confus de maisons, des clochers, un château, et sur la colline un couronnement de grands arbres, et une rangée de façades aiguës à pignons de pierre au bord de l'eau, toute une belle vieille ville en amphithéâtre, capricieusement répandue sur les saillies d'un plan incliné, et, à cela près que l'Océan est plus large que la Loire et n'a pas de pont qui mène à l'autre rive, presque pareille à cette ville de Guernesey que j'habite aujourd'hui. Le soleil se levait sur Blois.

Un quart d'heure après, j'étais rue du Foix, n° 73. Je frappais à une porte donnant sur un jardin; un homme qui travaillait au jardin venait m'ouvrir. C'était mon père.

Le soir, mon père me mena sur le monticule qui dominait sa maison et où est l'arbre de Gaston; je revis d'en haut la ville que le matin j'avais vue d'en bas; l'aspect, autre, était, quoique sévère, plus charmant encore. La ville, le matin, m'avait semblé avoir le gracieux désordre et presque la surprise du réveil; le soir avait calmé les lignes; bien qu'il fît encore jour, le soleil venant à peine de se coucher, il y avait un commencement de mélancolie; l'estompe du crépuscule émoussait les pointes des toits; de

rares scintillements de chandelles remplaçaient l'éblouissante diffusion de l'aurore sur les vitres; les profils des choses subissaient la transformation mystérieuse du soir; les roideurs perdaient, les courbes gagnaient, il y avait plus de coudes et moins d'angles. Je regardais avec émotion, presque attendri par cette nature. Le ciel avait un vague souffle d'été. La ville m'apparaissait, non plus comme le matin, gaie et ravissante pêle-mêle, mais harmonieuse; elle était coupée en compartiments d'une belle masse, se faisant équilibre; les plans reculaient, les étages d'édifices se superposaient avec à-propos et tranquillité. La cathédrale, l'évêché, l'église noire de Saint-Nicolas, le château, autant citadelle que palais, les ravins mêlés à la ville, les montées et les descentes où les maisons tantôt grimpent, tantôt dégringolent, le pont avec son obélisque, la belle Loire serpentante, les bandes rectilignes de peupliers, à l'extrême horizon Chambord indistinct avec sa futaie de tourelles, les forêts où s'enfonce l'antique voie dite « ponts romains » marquant l'ancien lit de la Loire, tout cet ensemble était grand et doux. Et puis mon père aimait cette ville.

Vous me la rendez aujourd'hui.

Grâce à vous, je suis à Blois. Vos vingt eaux-fortes montrent la ville intime, non la ville des palais et des églises, mais la ville des maisons[1]. Avec vous on est dans la rue; avec vous on entre dans la masure; et telle de ces bâtisses décrépites, comme les logis en bois sculpté de la rue Saint-Lubin, comme l'hôtel Denys-Dupont avec sa lanterne d'escalier à baies obliques suivant le mouvement de la vis de Saint Gilles, comme la maison de la rue Haute, comme l'arcade surbaissée de la rue Pierre-de-Blois, étale toute la fantaisie gothique ou toutes les grâces de la renaissance, augmentées de la poésie du délabrement. Être une masure, cela n'empêche pas d'être un bijou. Une vieille femme qui a du cœur et de l'esprit, rien n'est plus charmant. Beaucoup des exquises maisons dessinées par vous sont cette vieille femme-là. On fait avec bonheur leur connaissance. On les revoit avec joie, quand on est, comme moi, leur vieil ami. Que de choses elles ont à vous dire, et quel délicieux rabâchage du passé! Par exemple, regarder cette fine et délicate maison de la rue des Orfèvres, il semble que ce soit un tête-à-tête. On est en bonne fortune avec toute cette élégance. Vous nous faites tout reconnaître, tant vos eaux-fortes sont des portraits. C'est la fidélité photographique, avec la liberté du grand art. Votre rue Chementon est un chef-d'œuvre. J'ai monté, en même temps que ces bons paysans de Sologne peints par vous, les Grands Degrés du château. La maison à statuettes de la rue Pierre-de-Blois est comparable à la précieuse

[1] *Les Rues et Maisons du vieux Blois,* eaux-fortes par A. Queyroy.

maison des Musiciens de Weymouth. Je retrouve tout. Voici la Tour d'Argent, voici le haut pignon sombre, coin de rue des Violettes et de Saint-Lubin, voici l'hôtel de Guise, voici l'hôtel de Cheverny, voici l'hôtel Sardini avec ses voûtes en anse de panier, voici l'hôtel d'Alluye avec ses galantes arcades du temps de Charles VIII, voici les degrés de Saint-Louis qui mènent à la cathédrale, voici la rue du Sermon, et au fond la silhouette presque romane de Saint-Nicolas; voici la jolie tourelle à pans coupés dite Oratoire de la reine Anne. C'est derrière cette tourelle qu'était le jardin où Louis XII, goutteux, se promenait sur son petit mulet.

Ce Louis XII a, comme Henri IV, des côtés aimables. Il fit beaucoup de sottises, mais c'était un roi bonhomme. Il jetait au Rhône les procédures commencées contre les vaudois. Il était digne d'avoir pour fille cette vaillante huguenote astrologue Renée de Bretagne, si intrépide devant la Saint-Barthélemy et si fière à Montargis. Jeune, il avait passé trois ans à la tour de Bourges, et il avait tâté de la cage de fer. Cela, qui eût rendu un autre méchant, le fit débonnaire. Il entra à Gênes, vainqueur, avec une ruche d'abeilles dorée sur sa cotte d'armes et cette devise : *Non utitur aculeo.* Et étant bon, il était brave. À Agnadel, à un courtisan qui disait : *Vous vous exposez, sire,* il répondait : *Mettez-vous derrière moi.* C'est lui aussi qui disait : *Bon roi, roi avare. J'aime mieux être ridicule aux courtisans que lourd au peuple.* Il disait : *La plus laide bête à voir passer, c'est un procureur portant ses sacs.* Il haïssait les juges désireux de condamner et faisant effort pour agrandir la faute et en envelopper l'accusé. *Ils sont,* disait-il, *comme ces savetiers qui allongent le cuir en tirant dessus avec leurs dents.* Il mourut de trop aimer sa jeune femme, comme plus tard François II, doucement tués l'un et l'autre par une Marie. Cette noce fut courte. Le 1er janvier 1515, après quatrevingt-trois jours ou plutôt quatrevingt-trois nuits de mariage, Louis XII expira, et comme c'était le jour de l'an, il dit à sa femme : *Mignonne, je vous donne ma mort pour vos étrennes.* Elle accepta, de moitié avec le duc de Brandon.

L'autre fantôme qui domine Blois est aussi haïssable que Louis XII est sympathique. C'est ce Gaston, Bourbon coupé de Médicis, florentin du seizième siècle, lâche, perfide, spirituel, disant de l'arrestation de Longueville, de Conti et de Condé : *Beau coup de filet! prendre à la fois un renard, un singe et un lion!* Curieux, artiste, collectionneur, épris de médailles, de filigranes et de bonbonnières, passant sa matinée à admirer le couvercle d'une boîte en ivoire pendant qu'on coupait la tête à quelqu'un de ses amis, trahi par lui.

Toutes ces figures, et Henri III, et le duc de Guise, et d'autres, y compris ce Pierre de Blois qui a pour gloire d'avoir prononcé le premier le mot *transsubstantiation,* je les ai revues, monsieur, dans la confuse évo-

cation de l'histoire, en feuilletant votre précieux recueil. Votre fontaine de Louis XII m'a arrêté longtemps. Vous l'avez reproduite comme je l'ai vue, toute vieille, toute jeune, toute charmante. C'est une de vos meilleures planches. Je crois bien que la *Rouennerie en gros,* constatée par vous vis-à-vis l'hôtel d'Amboise, était déjà là de mon temps. Vous avez un talent vrai et fin, le coup d'œil qui saisit le style, la touche ferme, agile et forte, beaucoup d'esprit dans le burin et beaucoup de naïveté, et ce don rare de la lumière dans l'ombre. Ce qui me frappe et me charme dans vos eaux-fortes, c'est le grand jour, la gaîté, l'aspect souriant, cette joie du commencement qui est toute la grâce du matin. Vos planches semblent baignées d'aurore. C'est bien là Blois, mon Blois à moi, ma ville lumineuse. Car la première impression de l'arrivée m'est restée. Blois est pour moi radieux. Je ne vois Blois que dans le soleil levant. Ce sont là des effets de jeunesse et de patrie.

Je me suis laissé aller à causer longuement avec vous, monsieur, parce que vous m'avez fait plaisir. Vous m'avez pris par mon faible, vous avez touché le coin sacré du souvenir. J'ai quelquefois de la tristesse amère, vous m'avez donné de la tristesse douce. Être doucement triste, c'est là le plaisir. Je vous en suis reconnaissant. Je suis heureux qu'elle soit si bien conservée, si peu défaite, et si pareille encore à ce que je l'ai vue il y a quarante ans, cette ville à laquelle m'attache cet invisible écheveau des fils de l'âme, impossibles à rompre, ce Blois où les rues me connaissent, où une maison m'a connu, et où je viens de me promener en votre compagnie, cherchant les cheveux blancs de mon père et trouvant les miens.

Je vous serre la main, monsieur.

VICTOR HUGO.

IMPRIMERIE NATIONALE.

1865.

CE QUE C'EST QUE LA MORT.
L'ENTERREMENT D'UNE JEUNE FILLE. — LA STATUE DE BECCARIA.
LE CENTENAIRE DE DANTE. — FRATERNITÉ DES PEUPLES.

EMILY DE PUTRON.

CIMETIÈRE DES INDÉPENDANTS DE GUERNESEY.

19 janvier 1865.

En quelques semaines, nous nous sommes occupés des deux sœurs; nous avons marié l'une, et voici que nous ensevelissons l'autre. C'est là le perpétuel tremblement de la vie. Inclinons-nous, mes frères, devant la sévère destinée.

Inclinons-nous avec espérance. Nos yeux sont faits pour pleurer, mais pour voir; notre cœur est fait pour souffrir, mais pour croire. La foi en une autre existence sort de la faculté d'aimer. Ne l'oublions pas, dans cette vie inquiète et rassurée par l'amour, c'est le cœur qui croit. Le fils compte retrouver son père; la mère ne consent pas à perdre à jamais son enfant. Ce refus du néant est la grandeur de l'homme.

Le cœur ne peut errer. La chair est un songe, elle se dissipe; cet évanouissement, s'il était la fin de l'homme, ôterait à notre existence toute sanction. Nous ne nous contentons pas de cette fumée qui est la matière; il nous faut une certitude. Quiconque aime sait et sent qu'aucun des points d'appui de l'homme n'est sur la terre; aimer, c'est vivre au delà de la vie; sans cette foi, aucun don profond du cœur ne serait possible. Aimer, qui est le but de l'homme, serait son supplice; ce paradis serait l'enfer. Non! disons-le bien haut, la créature aimante exige la créature immortelle; le cœur a besoin de l'âme.

Il y a un cœur dans ce cercueil, et ce cœur est vivant. En ce moment, il écoute mes paroles.

Émily de Putron était le doux orgueil d'une respectable et patriarchale famille. Ses amis et ses proches avaient pour enchantement sa grâce, et pour fête son sourire. Elle était comme une fleur de joie épanouie dans la maison. Depuis le berceau, toutes les tendresses l'environnaient; elle avait grandi heureuse, et, recevant du bonheur, elle en donnait; aimée, elle aimait. Elle vient de s'en aller!

Où s'en est-elle allée? Dans l'ombre? Non.

C'est nous qui sommes dans l'ombre. Elle, elle est dans l'aurore.

Elle est dans le rayonnement, dans la vérité, dans la réalité, dans la récompense. Ces jeunes mortes qui n'ont fait aucun mal dans la vie sont les bienvenues du tombeau, et leur tête monte doucement hors de la fosse vers une mystérieuse couronne. Émily de Putron est allée chercher là-haut la sérénité suprême, complément des existences innocentes. Elle s'en est allée, jeunesse, vers l'éternité; beauté, vers l'idéal; espérance, vers la certitude; amour, vers l'infini; perle, vers l'océan; esprit, vers Dieu.

Va, âme!

Le prodige de ce grand départ céleste qu'on appelle la mort, c'est que ceux qui partent ne s'éloignent point. Ils sont dans un monde de clarté, mais ils assistent, témoins attendris, à notre monde de ténèbres. Ils sont haut, et tout près. Oh! qui que vous soyez, qui avez vu s'évanouir dans la tombe un être cher, ne vous croyez pas quittés par lui. Il est toujours là. Il est à côté de vous plus que jamais. La beauté de la mort, c'est la présence. Présence inexprimable des âmes aimées, souriant à nos yeux en larmes. L'être pleuré est disparu, non parti. Nous n'apercevons plus son doux visage; nous nous sentons sous ses ailes. Les morts sont les invisibles, mais ils ne sont pas les absents.

Rendons justice à la mort. Ne soyons point ingrats envers elle. Elle n'est pas, comme on le dit, un écroulement et une embûche. C'est une erreur de croire qu'ici, dans cette obscurité de la fosse ouverte, tout se perd. Ici, tout se retrouve. La tombe est un lieu de restitution. Ici l'âme ressaisit l'infini; ici elle recouvre sa plénitude; ici elle rentre en possession de toute sa mystérieuse nature; elle est déliée du corps, déliée du besoin, déliée du fardeau, déliée de la fatalité. La mort est la plus grande des libertés. Elle est aussi le plus grand des progrès. La mort, c'est la montée de tout ce qui a vécu au degré supérieur. Ascension éblouissante et sacrée. Chacun reçoit son augmentation. Tout se transfigure dans la lumière et par la lumière. Celui qui n'a été qu'honnête sur la terre devient beau, celui qui n'a été que beau devient sublime, celui qui n'a été que sublime devient bon.

Et maintenant, moi qui parle, pourquoi suis-je ici? Qu'est-ce que j'apporte à cette fosse? De quel droit viens-je adresser la parole à la mort? Qui suis-je? Rien. Je me trompe, je suis quelque chose. Je suis un proscrit. Exilé de force hier, exilé volontaire aujourd'hui. Un proscrit est un vaincu, un calomnié, un persécuté, un blessé de la destinée, un déshérité de la patrie; un proscrit est un innocent sous le poids d'une malédiction. Sa bénédiction doit être bonne. Je bénis ce tombeau.

Je bénis l'être noble et gracieux qui est dans cette fosse. Dans le désert on

rencontre des oasis, dans l'exil on rencontre des âmes. Emily de Putron a été une des charmantes âmes rencontrées. Je viens lui payer la dette de l'exil consolé. Je la bénis dans la profondeur sombre. Au nom des afflictions sur lesquelles elle a doucement rayonné, au nom des épreuves de la destinée, finies pour elle, continuées pour nous, au nom de tout ce qu'elle a espéré autrefois et de tout ce qu'elle obtient aujourd'hui, au nom de tout ce qu'elle a aimé, je bénis cette morte; je la bénis dans sa beauté, dans sa jeunesse, dans sa douceur, dans sa vie et dans sa mort; je te bénis, jeune fille, dans ta blanche robe du sépulcre, dans ta maison que tu laisses désolée, dans ton cercueil que ta mère a rempli de fleurs et que Dieu va remplir d'étoiles!

II

LA STATUE DE BECCARIA.

Une commission est nommée en Italie pour élever un monument à Beccaria. Victor Hugo est invité à faire partie de cette commission.

Hauteville-House, 4 mars 1865.

J'accepte et je remercie.

Je serai fier de voir mon nom parmi les noms éminents des membres de la commission du monument à Beccaria.

Le pays où se dressera un tel monument est heureux et béni, car, en présence de la statue de Beccaria, la peine de mort n'est plus possible.

Je félicite l'Italie.

Élever la statue de Beccaria, c'est abolir l'échafaud.

Si, une fois qu'elle sera là, l'échafaud sortait de terre, la statue y rentrerait.

VICTOR HUGO.

III

LE CENTENAIRE DE DANTE.

Hauteville-House, 1er mai 1865.

Monsieur le Gonfalonier de Florence,

Votre honorable lettre me touche vivement. Vous me conviez à une noble fête. Votre comité national veut bien désirer que ma voix se fasse entendre dans cette solennité; solennité auguste entre toutes. Aujourd'hui l'Italie, à la face du monde, s'affirme deux fois, en constatant son unité et en glorifiant son poëte. L'unité, c'est la vie d'un peuple; l'Italie une, c'est l'Italie. S'unifier c'est naître. En choisissant cet anniversaire pour solenniser son unité, il semble que l'Italie veuille naître le même jour que Dante. Cette nation veut avoir la même date que cet homme. Rien n'est plus beau.

L'Italie en effet s'incarne en Dante Alighieri. Comme lui, elle est vaillante, pensive, altière, magnanime, propre au combat, propre à l'idée. Comme lui, elle amalgame, dans une synthèse profonde, la poésie et la philosophie. Comme lui, elle veut la liberté. Il a, comme elle, la grandeur, qu'il met dans sa vie, et la beauté, qu'il met dans son œuvre. L'Italie et Dante se confondent dans une sorte de pénétration réciproque qui les identifie; ils rayonnent l'un dans l'autre. Elle est auguste comme il est illustre. Ils ont le même cœur, la même volonté, le même destin. Elle lui ressemble par cette redoutable puissance latente que Dante et l'Italie ont eue dans le malheur. Elle est reine, il est génie. Comme lui, elle a été proscrite; comme elle, il est couronné.

Comme lui, elle sort de l'enfer.

Gloire à cette sortie radieuse!

Hélas! elle a connu les sept cercles; elle a subi et traversé le morcellement funeste, elle a été une ombre, elle a été un terme de géographie! Aujourd'hui elle est l'Italie. Elle est l'Italie, comme la France est la France, comme l'Angleterre est l'Angleterre; elle est ressuscitée, éblouissante et armée; elle est hors du passé obscur et tragique, elle commence son ascension vers l'avenir; et il est beau, et il est bon qu'à cette heure éclatante, en plein triomphe, en plein progrès, en plein soleil de civilisation et de gloire, elle se souvienne de cette nuit sombre où Dante a été son flambeau.

La reconnaissance des grands peuples envers les grands hommes est de bon exemple. Non, ne laissons pas dire que les peuples sont ingrats. À un moment donné, un homme a été la conscience d'une nation. En glorifiant cet homme, la nation atteste sa conscience. Elle prend, pour ainsi dire, à témoin son propre esprit. Italiens, aimez, conservez et respectez vos illustres et magnifiques cités, et vénérez Dante. Vos cités ont été la patrie, Dante a été l'âme.

Six siècles sont déjà le piédestal de Dante. Les siècles sont les avatars de la civilisation. À chaque siècle surgit en quelque sorte un autre genre humain, et l'on peut dire que l'immortalité d'Alighieri a été déjà six fois affirmée par six humanités nouvelles. Les humanités futures continueront cette gloire.

L'Italie a vécu en Alighieri, homme lumière.

Une longue éclipse a pesé sur l'Italie, éclipse pendant laquelle le monde a eu froid; mais l'Italie vivait. Je dis plus, même dans cette ombre, l'Italie brillait. L'Italie a été dans le cercueil, mais n'a pas été morte. Elle avait comme signes de vie, les lettres, la poésie, la science, les monuments, les découvertes, les chefs-d'œuvre. Quel rayonnement sur l'art, de Dante à Michel-Ange! Quelle immense et double ouverture de la terre et du ciel, faite en bas par Christophe Colomb et en haut par Galilée! C'est l'Italie, cette morte, qui accomplissait ces prodiges. Ah! certes, elle vivait! Du fond de son sépulcre, elle protestait par sa clarté. L'Italie est une tombe d'où est sortie l'aurore.

L'Italie, accablée, enchaînée, sanglante, ensevelie, a fait l'éducation du monde. Un bâillon dans la bouche, elle a trouvé moyen de faire parler son âme. Elle dérangeait les plis de son linceul pour rendre des services à la civilisation. Qui que nous soyons qui savons lire et écrire, nous te vénérons, mère! nous sommes romains avec Juvénal et florentins avec Dante.

L'Italie a cela d'admirable qu'elle est la terre des précurseurs. On voit partout chez elle, à toutes les époques de son histoire, de grands commencements. Elle entreprend sans cesse la sublime ébauche du progrès. Qu'elle soit bénie pour cette initiative sainte! Elle est apôtre et artiste. La barbarie lui répugne. C'est elle qui la première a fait le jour sur les excès de pénalité, hors de la vie comme sur la terre. C'est elle qui, à deux reprises, a jeté le cri d'alarme contre les supplices, d'abord contre Satan, puis contre Farinace. Il y a un lien profond entre la *Divine Comédie* dénonçant le dogme, et le *Traité des Délits et des Peines* dénonçant la loi. L'Italie hait le mal. Elle ne damne ni ne condamne. Elle a combattu le monstre sous ses deux formes, sous la forme enfer et sous la forme échafaud. Dante a fait le premier combat, Beccaria le second.

A d'autres points de vue encore, Dante est un précurseur.

Dante couvait au treizième siècle l'idée éclose au dix-neuvième. Il savait qu'aucune réalisation ne doit manquer au droit et à la justice, il savait que la loi de croissance est divine, et il voulait l'unité de l'Italie. Son utopie est aujourd'hui un fait. Les rêves des grands hommes sont les gestations de l'avenir. Les penseurs songent conformément à ce qui doit être.

L'unité, que Gérard Groot et Reuchlin réclamaient pour l'Allemagne et que Dante voulait pour l'Italie, n'est pas seulement la vie des nations, elle est le but de l'humanité. Là où les divisions s'effacent, le mal s'évanouit. L'esclavage va disparaître en Amérique, pourquoi? parce que l'unité va renaître. La guerre tend à s'éteindre en Europe, pourquoi? parce que l'unité tend à se former. Parallélisme saisissant entre la déchéance des fléaux et l'avènement de l'humanité une.

Une solennité comme celle-ci est un magnifique symptôme. C'est la fête de tous les hommes célébrée par une nation à l'occasion d'un génie. Cette fête, l'Allemagne la célèbre pour Schiller, puis l'Angleterre pour Shakespeare, puis l'Italie pour Dante. Et l'Europe est de la fête. Ceci est la communion sublime. Chaque nation donne aux autres une part de son grand homme. L'union des peuples s'ébauche par la fraternité des génies.

Le progrès marchera de plus en plus dans cette voie qui est la voie de lumière. Et c'est ainsi que nous arriverons, pas à pas, et sans secousse, à la grande réalisation; c'est ainsi que, fils de la dispersion, nous entrerons dans la concorde; c'est ainsi que tous, par la seule force des choses, par la seule puissance des idées, nous aboutirons à la cordialité, à la paix, à l'harmonie. Il n'y aura plus d'étrangers. Toute la terre sera compatriote. Telle est la vérité suprême; tel est l'achèvement nécessaire. L'unité de l'homme correspond à l'unité de Dieu.

Je m'associe filialement à la fête de l'Italie.

Victor Hugo.

IV

CONGRES DES ÉTUDIANTS.

Un congrès des étudiants se fait en Belgique. Victor Hugo est prié d'y assister.

Bruxelles, 23 octobre 1865.

Votre honorable invitation me parvient au moment de mon départ pour Guernesey. C'est un regret pour moi de ne pouvoir assister à votre noble et touchante réunion.

Votre congrès d'étudiants prend une généreuse initiative. Vous êtes dans le sens du siècle et vous marchez. Vous prouvez le mouvement. C'est bien.

Par la fraternité des écoles, vous faites l'annonce de la fraternité des peuples, vous réalisez aujourd'hui ce que nous rêvons pour demain. Qui serait l'avant-garde si ce n'est vous, jeunes gens? L'union des nations, ce grand but, lointain encore, des penseurs et des philosophes, est, dès à présent, visible en vous. J'applaudis à votre œuvre de concorde et à cette paix des hommes déjà signée entre nos enfants. J'aime dans la jeunesse sa ressemblance avec l'avenir.

Une porte est ouverte devant nous. Sur cette porte on lit : *Paix, lumière et liberté!* Passez-y les premiers; vous en êtes dignes, c'est l'arc de triomphe du progrès.

Je suis avec vous du fond du cœur.

Victor Hugo.

1866

LE DROIT À LA LIBERTÉ. — LE DROIT À LA VIE.
LE DROIT À LA PATRIE.

I

LA LIBERTÉ.

Hauteville-House, 19 mars 1866.

A M. CLEMENT DUVERNOIS.

Monsieur,

Vous souhaitez, en termes magnifiques et avec l'accent d'une sympathie fière, la bienvenue à mon livre, *les Travailleurs de la mer*. Je vous remercie.

Vous, intelligence éminente et conscience ferme, vous faites partie d'un vaillant groupe puissamment commandé. Vous arborez l'éternel drapeau, vous jetez l'éternel cri, vous revendiquez l'éternel droit : liberté!

La liberté, c'est là aujourd'hui l'immense soif des consciences. La liberté est de tous les partis, étant le mode vital de la pensée. Toute âme veut la liberté comme toute prunelle veut la lumière. Aussi, dès le premier jour, la foule s'est tournée vers vous.

Je veux, comme vous, la liberté; je partage à cette heure son exil.

J'ai écrit : *Le jour où la liberte rentrera, je rentrerai.* J'attends la liberté avec une grande patience personnelle et une grande impatience nationale.

La France sans la liberté, c'est encore la déesse, ce n'est plus l'âme.

En quoi je diffère de vous, le voici : je suis un révolutionnaire. Pour moi la révolution continue.

Tous les deux ou trois mille ans, le progrès a besoin d'une secousse; l'alanguissement humain le gagne, et un *quid divinum* est nécessaire. Il lui faut une nouvelle impulsion presque initiale. Dans l'histoire, telle que la courte mémoire des peuples nous la donne, la réaction, chantée par Homère, de l'Europe sur l'Asie, a été la première secousse, le christianisme a été la seconde, la révolution française est la troisième.

Toute révolution a un caractère double, et c'est à cela qu'on la reconnaît; c'est une formation sous une élimination.

On ne peut vouloir l'une sans vouloir l'autre, cette double acceptation caractérise le révolutionnaire.

Les révolutions ne créent point, elles sont des explosions de calorique

latent, pas autre chose. Elles mettent hors de l'homme le fait éternel et intérieur dont la sortie est devenue nécessaire. C'est pour l'humanité une question d'âge. Ce fait, elles le dégagent; on le croit nouveau parce qu'on le voit; auparavant on le sentait. S'il était nouveau, il serait injuste; il ne peut y avoir rien de nouveau dans le droit. L'élément qui apparaît et se révèle principe, telle est l'éclosion magnifique des révolutions; le droit occulte devient droit public; il passe de l'état confus à l'état précis; il couvait, il éclate; il était sentiment, il devient évidence. Cette simplicité sublime est propre aux actes de souveraineté du progrès.

Les deux dernières grandes secousses du progrès ont mis en lumière et dressé à jamais au-dessus des sociétés modifiables les deux grands faits de l'homme : le christianisme a dégagé l'égalité; la révolution française a dégagé la liberté.

Là où ces deux faits manquent, la vie n'est pas.

Être tous frères, être tous libres, c'est vivre; ce sont les deux mouvements de poumons de la civilisation.

Égalité, liberté, aspiration et respiration du genre humain.

Cela posé, il est étrange d'entendre raisonner sur les *libertés accessoires* et sur les *libertés nécessaires.*

L'un dit : Vous respirerez quand on pourra.

L'autre dit : Vous respirerez comme on voudra.

Les libertés, cette énonciation est un non-sens. La liberté est. Elle a cela de commun avec Dieu, qu'elle exclut le pluriel.

Elle aussi, elle dit : *sum qui sum.*

Tenez donc haut votre drapeau. Votre cri *liberté,* c'est le verbe même de la civilisation. C'est le sublime *fiat lux* de l'homme, c'est le profond et mystérieux appel qui fera lever l'astre. L'astre est derrière l'horizon, et il vous entend. Courage!

Pardonnez au solitaire si, provoqué par vos éloquentes et graves paroles et par votre puissant mot de ralliement, il est sorti un moment de son silence. Je me hâte d'y rentrer, mais auparavant, monsieur, laissez-moi vous serrer la main.

VICTOR HUGO.

II

LE CONDAMNÉ À MORT DE JERSEY

BRADLEY.

LETTRE À UN AMI.

Bruxelles, 27 juillet 1866.

Je suis en voyage, et vous aussi. Je ne sais où vous adresser ma lettre. Vous arrivera-t-elle? La vôtre pourtant m'est parvenue, mais pas un des journaux dont vous me parlez. Vous me demandez d'intervenir; mais je ne sais pas le premier mot de cette lugubre affaire Bradley. Et puis, hélas! que dire? Bradley n'est qu'un détail; son supplice se perd dans le grand supplice universel. La civilisation, en ce moment, est sur le chevalet. En Angleterre, on rétablit la fusillade; en Russie, la torture; en Allemagne, le banditisme. À Paris, abaissement de la conscience politique, de la conscience littéraire, de la conscience philosophique. La guillotine française travaille de façon à piquer d'honneur le gibet anglais.

Partout le progrès est remis en question. Partout la liberté est reniée. Partout l'idéal est insulté. Partout la réaction prospère sous ses divers pseudonymes, bon ordre, bon goût, bon sens, bonnes lois, etc.; mots qui sont des mensonges.

Jersey, la petite île, était en avant des grands peuples. Elle était libre, honnête, intelligente, humaine. Il paraît que Jersey, voyant que le monde recule, tient à reculer, elle aussi. Paris a décapité Philippe, Jersey va pendre Bradley. Émulation en sens inverse du progrès.

Jersey affirmait le progrès, Jersey va affirmer la réaction.

Le 11 août, fête dans l'île. On étranglera un homme.

Jersey tient à avoir, comme un roi de Prusse ou un empereur de Russie, son accès de férocité. Ô pauvre petit coin de terre!

Quel démenti à Dieu, qui a tant fait pour ce charmant pays! Quelle ingratitude envers cette douce, sereine et bienfaisante nature! Un gibet à Jersey! Qui est heureux devrait être clément.

IMPRIMERIE NATIONALE

J'aime Jersey, je suis navré.

Publiez ma lettre si vous voulez. Tout aujourd'hui s'efforce d'étouffer la lumière. Ne nous lassons pas cependant; et, si le présent est sourd, jetons dans l'avenir, qui nous entendra, les protestations de la vérité et de l'humanité contre l'horrible nuit.

V. H.

III

LA CRÈTE.

Un cri m'arrive d'Athènes.

Dans la ville de Phidias et d'Eschyle un appel m'est fait, des voix prononcent mon nom.

Qui suis-je pour mériter un tel honneur? Rien. Un vaincu.

Et qui est-ce qui s'adresse à moi? Des vainqueurs.

Oui, candiotes héroïques, opprimés d'aujourd'hui, vous êtes les vainqueurs de l'avenir. Persévérez. Même étouffés, vous triompherez. La protestation de l'agonie est une force. C'est l'appel devant Dieu, qui casse... quoi? les rois.

Ces toutes-puissances que vous avez contre vous, ces coalitions de forces aveugles et de préjugés tenaces, ces antiques tyrannies armées, ont pour principal attribut une remarquable facilité de naufrage. La tiare en poupe, le turban en proue, le vieux navire monarchique fait eau. Il sombre à cette heure au Mexique, en Autriche, en Espagne, en Hanovre, en Saxe, à Rome, et ailleurs. Persévérez.

Vaincus, vous ne pouvez l'être.

Une insurrection étouffée n'est point un principe supprimé.

Il n'y a pas de faits accomplis. Il n'y a que le droit.

Les faits ne s'accomplissent jamais. Leur inachèvement perpétuel est l'en-cas laissé au droit. Le droit est insubmersible. Des vagues d'évènements passent dessus; il reparaît. La Pologne noyée surnage. Voilà quatrevingt-quatorze ans que la politique européenne charrie ce cadavre, et que les peuples regardent flotter, au-dessus des faits accomplis, cette âme.

Peuple de Crète, vous aussi vous êtes une âme.

Grecs de Candie, vous avez pour vous le droit, et vous avez pour vous le bon sens. Le *pourquoi* d'un pacha en Crète échappe à la raison. Ce qui est vrai de l'Italie est vrai de la Grèce. Venise ne peut être rendue à l'une sans que la Crète soit rendue à l'autre. Le même principe ne peut affirmer d'un côté, et mentir de l'autre. Ce qui est là l'aurore ne peut être ici le sépulcre.

En attendant, le sang coule, et l'Europe laisse faire. Elle en prend l'habitude. C'est aujourd'hui le tour du sultan. Il extermine une nationalité.

Existe-t-il un droit divin turc, vénérable au droit divin chrétien? Le meurtre, le vol, le viol, s'abattent à cette heure sur Candie comme ils se ruaient, il y a six mois, sur l'Allemagne. Ce qui ne serait pas permis à Schinderhannes est permis à la politique. Avoir l'épée au côté et assister tranquillement à des massacres, cela s'appelle être homme d'état. Il paraît que la religion est intéressée à ce que les turcs fassent paisiblement l'égorgement de Candie, et que la société serait ébranlée si, entre Scarpento et Cythère, on ne passait point les petits enfants au fil de l'épée. Saccager les moissons et brûler les villages est utile. Le motif qui explique ces exterminations et les fait tolérer est au-dessus de notre pénétration. Ce qui s'est fait en Allemagne cet été nous étonne également. Une des humiliations des hommes qu'un long exil a rendus stupides — j'en suis un — c'est de ne point comprendre les grandes raisons des assassins actuels.

N'importe. La question crétoise est désormais posée.

Elle sera résolue, et résolue, comme toutes les questions de ce siècle, dans le sens de la délivrance.

La Grèce complète, l'Italie complète, Athènes au sommet de l'une, Rome au sommet de l'autre; voilà ce que nous, France, nous devons à nos deux mères.

C'est une dette, la France l'acquittera. C'est un devoir, la France le remplira.

Quand?

Persévérez.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 2 décembre 1866.

1867.

LA TURQUIE SUR LA CRÈTE. — L'ANGLETERRE SUR L'IRLANDE.
LE MEXIQUE RECULE. LE PORTUGAL AVANCE.
MAXIMILIEN. — JOHN BROWN. — HERNANI. — GARIBALDI. — MENTANA.
LOUIS BONAPARTE.
LES PETITS ENFANTS PAUVRES.

I

LA CRÈTE.

LE PEUPLE CRÉTOIS À VICTOR HUGO.

Omalos (Éparchie de Cydonie), Crète, 16 janvier 1867.

Un souffle de ton âme puissante est venu vers nous et a séché nos pleurs.

Nous avions dit à nos enfants : Par delà les mers il est des peuples généreux et forts, qui veulent la justice et briseront nos fers.

Si nous périssons dans la lutte, si nous vous laissons orphelins, errant dans la montagne avec vos mères affamées, ces peuples vous adopteront et vous n'aurez plus à souffrir.

Cependant, nous regardions en vain vers l'occident. De l'occident, aucun secours ne nous venait. Nos enfants disaient : Vous nous avez trompés. Ta lettre est venue, plus précieuse pour nous que la meilleure armée.

Car elle affirme notre droit.

C'est parce que nous savions notre droit que nous nous sommes soulevés.

Pauvres montagnards, à peine armés, nous n'avions pas la prétention de vaincre à nous seuls ces deux grands empires alliés contre nous, l'Égypte et la Turquie.

Mais nous voulions faire appel à l'opinion publique, seule maîtresse, nous a-t-on dit, du monde actuel, faire appel aux grandes âmes qui, comme toi, dirigent cette opinion.

Grâce aux découvertes de la science, la force matérielle appartient aujourd'hui à la civilisation.

Il y a quatre siècles l'Europe était impuissante contre les barbares. Aujourd'hui, elle leur fait la loi.

Aussi n'y aura-t-il plus d'oppression dans l'humanité quand l'Europe le voudra.

Pourquoi donc, en vue des côtes italiennes, au centre de la Méditerranée, à trente heures de la France, laisse-t-elle subsister un pacha? comme au temps où les Turcs assiégeaient Otrante en Italie, Vienne en Allemagne!

L'esclavage de la race noire vient d'être aboli en Amérique. Mais le nôtre est bien plus odieux, bien plus insupportable que ne l'était celui des nègres. Malgré toutes les chartes, un turc est toujours un maître plus dur qu'un citoyen des États-Unis.

Si tu pouvais connaître l'histoire de chacune de nos familles, comme tu connais celle de notre malheureux pays, tu y verrais partout l'exil, la persécution, la mort, le père égorgé par le sabre de nos tyrans, la mère enlevée à ses petits enfants pour le plus avilissant des esclavages, les sœurs souillées, les frères blessés ou tués.

A ceux qui nous laissent tant souffrir et qui pourraient nous sauver, nous ne dirons que ceci : Vous ne savez donc pas la vérité?

Quand deux vaisseaux, l'un anglais, l'autre russe, ont débarqué au Pirée quelques-unes de nos familles, il y avait là des étrangers. Ces étrangers ont vu que nous n'avions pas exagéré nos souffrances.

Poëte, tu es lumière. Nous t'en conjurons, éclaire ceux qui nous ignorent, ceux que des imposteurs ont prévenus contre notre sainte cause.

Poëte, notre belle langue le dit, tu es créateur, créateur des peuples, comme les chantres antiques.

Par tes chants splendides des *Orientales*, tu as déjà grandement travaillé à créer le peuple hellène moderne.

Achève ton œuvre.

Tu nous appelles vainqueurs. C'est par toi que nous vaincrons.

Au nom du peuple crétois, et par délégation des capitaines du pays,
Le commandant des quatre départements de la Canée,

J. ZIMBRAKAKIS.

Hauteville-House, 17 février 1867.

En écrivant ces lignes, j'obéis à un ordre venu de haut; à un ordre venu de l'agonie.

Il m'est fait de Grèce un deuxième appel.

Une lettre, sortie du camp des insurgés, datée d'Omalos, éparchie de Cydonie, teinte du sang des martyrs, écrite au milieu des ruines, au milieu des morts, au milieu de l'honneur et de la liberté, m'arrive. Elle a quelque chose d'héroïquement impératif. Elle porte cette suscription : *Le peuple crétois à Victor Hugo.* Cette lettre me dit : *Continue ce que tu as commencé.*

Je continue, et, puisque Candie expirante le veut, je reprends la parole.

Cette lettre est signée : *Zimbrakakis.*

Zimbrakakis est le héros de cette insurrection candiote dont Zirisdani est le traître.

A de certaines heures vaillantes, les peuples s'incarnent dans des soldats, qui sont en même temps des esprits; tel fut Washington, tel fut Botzaris, tel est Garibaldi.

Comme John Brown s'est levé pour les noirs, comme Garibaldi s'est levé pour l'Italie, Zimbrakakis se lève pour la Crète.

S'il va jusqu'au bout, et il ira, soit qu'il succombe comme John Brown, soit qu'il triomphe comme Garibaldi, Zimbrakakis sera grand.

Veut-on savoir où en est la Crète? Voici des faits.

L'insurrection n'est pas morte. On lui a repris la plaine, mais elle a gardé la montagne.

Elle vit, elle appelle, elle crie au secours.

Pourquoi la Crète s'est-elle révoltée? Parce que Dieu l'avait faite le plus beau pays du monde, et les turcs le plus misérable; parce qu'elle a des produits et pas de commerce, des villes et pas de chemins, des villages et pas de sentiers, des ports et pas de cales, des rivières et pas de ponts, des enfants et pas d'écoles, des droits et pas de lois, le soleil et pas de lumière. Les turcs y font la nuit.

Elle s'est révoltée parce que la Crète est Grèce et non Turquie, parce que l'étranger est insupportable, parce que l'oppresseur, s'il est de la race de l'opprimé, est odieux, et, s'il n'en est pas, horrible; parce qu'un maître baragouinant la barbarie dans le pays d'Étéarque et de Minos est impossible; parce que tu te révolterais, France!

La Crète s'est révoltée et elle a bien fait.

Qu'a produit cette révolte? je vais le dire. Jusqu'au 3 janvier, quatre batailles, dont trois victoires, Apocorona, Vaffé, Castel Selino, et un désastre illustre, Arcadion! l'île coupée en deux par l'insurrection, moitié aux turcs, moitié aux grecs, une ligne d'opérations allant par Sciffo et Rocoli, de Kissamos à Lassiti et même à Girapetra. Il y a six semaines, les turcs refoulés n'avaient plus que quelques points du littoral, et le versant occidental des monts Psiloriti où est Ambelirsa. En cette minute, le doigt levé de l'Europe eût sauvé Candie. Mais l'Europe n'avait pas le temps. Il y avait une noce en cet instant-là, et l'Europe regardait le bal.

On connaît ce mot, Arcadion, on connaît peu le fait. En voici les détails précis et presque ignorés. Dans Arcadion, monastère du mont Ida, fondé par Héraclius, seize mille turcs attaquent cent quatrevingt-dix-sept hommes, et trois cent quarante-trois femmes, plus les enfants. Les turcs ont vingt-six canons et deux obusiers, les grecs ont deux cent quarante fusils. La bataille dure deux jours et deux nuits; le couvent est troué de douze cents boulets; un mur s'écroule, les turcs entrent, les grecs continuent le combat, cent cinquante fusils sont hors de service, on lutte encore six heures dans les cellules et dans les escaliers, et il y a deux mille cadavres dans la cour. Enfin la dernière résistance est forcée; le fourmillement des turcs vainqueurs emplit le couvent. Il ne reste plus qu'une salle barricadée où est la soute aux poudres, et dans cette salle, près d'un autel, au centre d'un groupe d'enfants et de mères, un homme de quatrevingts ans, un prêtre, l'igoumène Gabriel, en prière. Dehors on tue les pères et les maris; mais ne pas être tués, ce sera la misère de ces femmes et de ces enfants, promis à deux harems. La porte, battue de coups de hache, va céder et tomber. Le vieillard prend sur l'autel un cierge, regarde ces enfants et ces femmes, penche le cierge sur la poudre et les sauve. Une intervention ter-

rible, l'explosion, secourt les vaincus, l'agonie se fait triomphe, et ce couvent héroïque, qui a combattu comme une forteresse, meurt comme un volcan.

Psara n'est pas plus épique, Missolonghi n'est pas plus sublime.

Tels sont les faits. Qu'est-ce que font les gouvernements dits civilisés? Qu'est-ce qu'ils attendent? Ils chuchotent : Patience, nous négocions.

Vous négociez! Pendant ce temps-là on arrache les oliviers et les châtaigniers, on démolit les moulins à huile, on incendie les villages, on brûle les récoltes, on envoie des populations entières mourir de faim et de froid dans la montagne, on décapite les maris, on pend les vieillards, et un soldat turc, qui voit un petit enfant gisant à terre, lui enfonce dans les narines une chandelle allumée pour s'assurer s'il est mort. C'est ainsi que cinq blessés ont été, à Arcadion, réveillés pour être égorgés.

Patience! dites-vous. Pendant ce temps-là les turcs entrent au village Mourniès, où il ne reste que des femmes et des enfants, et, quand ils en sortent, on ne voit plus qu'un monceau de ruines croulant sur un monceau de cadavres, grands et petits.

Et l'opinion publique? que fait-elle? que dit-elle? Rien. Elle est tournée d'un autre côté. Que voulez-vous? Ces catastrophes ont un malheur; elles ne sont pas à la mode.

Hélas!

La politique patiente des gouvernements se résume en deux résultats : déni de justice à la Grèce, déni de pitié à l'humanité.

Rois, un mot sauverait ce peuple. Un mot de l'Europe est vite dit. Dites-le. À quoi êtes-vous bons, si ce n'est à cela?

Non. On se tait, et l'on veut que tout se taise. Défense de parler de la Crète. Tel est l'expédient. Six ou sept grandes puissances conspirent contre un petit peuple. Quelle est cette conspiration? La plus lâche de toutes. La conspiration du silence.

Mais le tonnerre n'en est pas.

Le tonnerre vient de là-haut, et, en langue politique, le tonnerre s'appelle Révolution.

VICTOR HUGO.

II

LES FENIANS.

Après la Crète, l'Irlande se tourne vers l'habitant de Guernesey. Les femmes des Fenians condamnés lui écrivent. De là une lettre de Victor Hugo à l'Angleterre.

À L'ANGLETERRE.

L'angoisse est à Dublin. Les condamnations à mort se succèdent, les grâces annoncées ne viennent pas. Une lettre que nous avons sous les yeux dit : — «... La potence va se dresser; le général Burke d'abord; viendront ensuite le capitaine Mac Afferty, le capitaine Mac Clure, puis trois autres, Kelly, Joice et Cullinane... Il n'y a pas une minute à perdre... Des femmes, des jeunes filles vous supplient... Notre lettre vous arrivera-t-elle à temps?...» Nous lisons cela, et nous n'y croyons pas. On nous dit : L'échafaud est prêt. Nous répondons : Cela n'est pas possible. Calcraft n'a rien à voir à la politique. C'est déjà trop qu'il existe à côté. Non, l'échafaud politique n'est pas possible en Angleterre. Ce n'est pas pour imiter les gibets de la Hongrie que l'Angleterre a acclamé Kossuth; ce n'est pas pour recommencer les potences de la Sicile que l'Angleterre a glorifié Garibaldi. Que signifieraient les hourras de Londres et de Southampton? Supprimez alors tous vos comités polonais, grecs, italiens. Soyez l'Espagne.

Non, l'Angleterre, en 1867, n'exécutera pas l'Irlande. Cette Élisabeth ne décapitera point cette Marie Stuart.

Le dix-neuvième siècle existe.

Pendre Burke! Impossible. Allez-vous copier Tallaferro tuant John Brown, Chacon tuant Lopez, Geffrard tuant le jeune Delorme, Ferdinand tuant Pisacane!

Quoi! après la révolution anglaise! quoi! après la révolution française! quoi! dans la grande et lumineuse époque où nous sommes! il n'a donc été rien dit, rien écrit, rien pensé, rien proclamé, rien fait, depuis quarante ans!

Quoi! nous présents, qui sommes plus que des spectateurs, qui sommes

des témoins, il se passerait de telles choses! Quoi! les vieilles pénalités sauvages sont encore là! Quoi! à cette heure, il se prononce de ces sentences : «Un tel, tel jour, vous serez traîné sur la claie au lieu de votre supplice, puis votre corps sera coupé en quatre quartiers, lesquels seront laissés à la disposition de sa majesté qui en ordonnera selon son bon plaisir!» Quoi! un matin de mai ou de juin, aujourd'hui, demain, un homme, parce qu'il a une foi politique ou nationale, parce qu'il a lutté pour cette foi, parce qu'il a été vaincu, sera lié de cordes, masqué du bonnet noir, et pendu et étranglé jusqu'à ce que mort s'ensuive! Non! vous n'êtes pas l'Angleterre pour cela.

Vous avez actuellement sur la France cet avantage d'être une nation libre. La France, aussi grande que l'Angleterre, n'est pas maîtresse d'elle-même, et c'est là un sombre amoindrissement. Vous en tirez vanité. Soit. Mais prenez garde. On peut en un jour reculer d'un siècle. Rétrograder jusqu'au gibet politique! vous, l'Angleterre! Alors, élevez une statue à Jeffryes.

Pendant ce temps-là, nous élèverons une statue à Voltaire.

Y pensez-vous? Quoi! vous avez Sheridan et Fox qui ont fondé l'éloquence parlementaire, vous avez Howard qui a aéré la prison et attendri la pénalité, vous avez Wilberforce qui a aboli l'esclavage, vous avez Rowland Hill qui a vivifié la circulation postale, vous avez Cobden qui a créé le libre échange, vous avez donné au monde l'impulsion colonisatrice, vous avez fait le premier câble transatlantique, vous êtes en pleine possession de la virilité politique, vous pratiquez magnifiquement sous toutes ses formes le grand droit civique, vous avez la liberté de la presse, la liberté de la tribune, la liberté de la conscience, la liberté de l'association, la liberté individuelle, vous allez par la réforme arriver au suffrage universel, vous êtes le pays du vote, du poll, du meeting, vous êtes le puissant peuple de l'*habeas corpus*. Eh bien! à toute cette splendeur ajoutez ceci, Burke pendu, et, précisément parce que vous êtes le plus grand des peuples libres, vous devenez le plus petit!

On ne sait point le ravage que fait une goutte de honte dans la gloire. De premier, vous tomberiez dernier! Quelle est cette ambition en sens inverse? Quelle est cette soif de déchoir? Devant ces gibets dignes de la démence de George III, le continent ne reconnaîtrait plus l'auguste Grande-Bretagne du progrès. Les nations détourneraient leur face. Un affreux contresens de civilisation aurait été commis, et par qui? par l'Angleterre! Surprise lugubre. Stupeur indignée. Quoi de plus hideux qu'un soleil d'où, tout à coup, il sortirait de la nuit!

Non, non, non! je le répète, vous n'êtes pas l'Angleterre pour cela.

Vous êtes l'Angleterre pour montrer aux nations le progrès, le travail,

l'initiative, la vérité, le droit, la raison, la justice, la majesté de la liberté! Vous êtes l'Angleterre pour donner le spectacle de la vie et non l'exemple de la mort.

L'Europe vous rappelle au devoir.

Prendre à cette heure la parole pour ces condamnés, c'est venir au secours de l'Irlande; c'est aussi venir au secours de l'Angleterre.

L'une est en danger du côté de son droit, l'autre du côté de sa gloire.

Les gibets ne seront point dressés.

Burke, M'Clure, M'Afferty, Kelly, Joice, Cullinane, ne mourront point. Épouses et filles qui avez écrit à un proscrit, il est inutile de vous couper des robes noires. Regardez avec confiance vos enfants dormir dans leurs berceaux. C'est une femme en deuil qui gouverne l'Angleterre. Une mère ne fera pas des orphelins, une veuve ne fera pas des veuves.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 28 mai 1867.

Cette parole fut entendue. Les Fenians ne furent pas exécutés.

III

L'EMPEREUR MAXIMILIEN

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE MEXICAINE.

Juarez, vous avez égalé John Brown.

L'Amérique actuelle a deux héros, John Brown et vous. John Brown, par qui est mort l'esclavage; vous, par qui a vécu la liberté.

Le Mexique s'est sauvé par un principe et par un homme. Le principe, c'est la république; l'homme, c'est vous.

C'est, du reste, le sort de tous les attentats monarchiques d'aboutir à l'avortement. Toute usurpation commence par Puebla et finit par Queretaro.

L'Europe, en 1863, s'est ruée sur l'Amérique. Deux monarchies ont attaqué votre démocratie; l'une avec un prince, l'autre avec une armée; l'armée apportant le prince. Alors le monde a vu ce spectacle : d'un côté, une armée, la plus aguerrie des armées de l'Europe, ayant pour point d'appui une flotte aussi puissante sur mer qu'elle sur terre, ayant pour ravitaillement toutes les finances de la France, recrutée sans cesse, bien commandée, victorieuse en Afrique, en Crimée, en Italie, en Chine, vaillamment fanatique de son drapeau, possédant à profusion chevaux, artillerie, provisions, munitions formidables. De l'autre côté, Juarez.

D'un côté, deux empires; de l'autre, un homme. Un homme avec une poignée d'autres. Un homme chassé de ville en ville, de bourgade en bourgade, de forêt en forêt, visé par l'infâme fusillade des conseils de guerre, traqué, errant, refoulé aux cavernes comme une bête fauve, acculé au désert, mis à prix. Pour généraux quelques désespérés, pour soldats quelques déguenillés. Pas d'argent, pas de pain, pas de poudre, pas de canons. Les

buissons pour citadelles. Ici l'usurpation appelée légitimité, là le droit appelé bandit. L'usurpation, casque en tête et le glaive impérial à la main, saluée des évêques, poussant devant elle et traînant derrière elle toutes les légions de la force. Le droit, seul et nu. Vous, le droit, vous avez accepté le combat.

La bataille d'Un contre Tous a duré cinq ans. Manquant d'hommes, vous avez pris pour projectiles les choses. Le climat, terrible, vous a secouru; vous avez eu pour auxiliaire votre soleil. Vous avez eu pour défenseurs les lacs infranchissables, les torrents pleins de caïmans, les marais pleins de fièvres, les végétations morbides, le vomito prieto des terres chaudes, les solitudes de sel, les vastes sables sans eau et sans herbe où les chevaux meurent de soif et de faim, le grand plateau sévère d'Anahuac qui se garde par sa nudité comme la Castille, les plaines à gouffres, toujours émues du tremblement des volcans, depuis le Colima jusqu'au Nevado de Toluca; vous avez appelé à votre aide vos barrières naturelles, l'âpreté des Cordillères, les hautes digues basaltiques, les colossales roches de porphyre. Vous avez fait la guerre des géants en combattant à coups de montagnes.

Et un jour, après ces cinq années de fumée, de poussière et d'aveuglement, la nuée s'est dissipée, et l'on a vu les deux empires à terre, plus de monarchie, plus d'armée, rien que l'énormité de l'usurpation en ruine, et sur cet écroulement un homme debout, Juarez, et, à côté de cet homme, la liberté.

Vous avez fait cela, Juarez, et c'est grand. Ce qui vous reste à faire est plus grand encore.

Écoutez, citoyen président de la république mexicaine :

Vous venez de terrasser les monarchies sous la démocratie. Vous leur en avez montré la puissance; maintenant montrez-leur-en la beauté. Après le coup de foudre, montrez l'aurore. Au césarisme qui massacre, montrez la république qui laisse vivre. Aux monarchies qui usurpent et exterminent, montrez le peuple qui règne et se modère. Aux barbares montrez la civilisation. Aux despotes montrez les principes.

Donnez aux rois, devant le peuple, l'humiliation de l'éblouissement.

Achevez-les par pitié.

C'est surtout par la protection de notre ennemi que les principes s'affirment. La grandeur des principes, c'est d'ignorer. Les hommes n'ont pas de noms devant les principes; les hommes sont l'Homme. Les principes ne connaissent qu'eux-mêmes. Dans leur stupidité auguste, ils ne savent que ceci : *la vie humaine est inviolable.*

Ô vénérable impartialité de la vérité! le droit sans discernement, occupé seulement d'être le droit, que c'est beau!

C'est devant ceux qui auraient légalement mérité la mort qu'il importe d'abjurer cette voie de fait. Le plus beau renversement de l'échafaud se fait devant le coupable.

Que le violateur des principes soit sauvegardé par un principe. Qu'il ait ce bonheur, et cette honte ! Que le persécuteur du droit soit abrité par le droit. En le dépouillant de sa fausse inviolabilité, l'inviolabilité royale, vous mettez à nu la vraie, l'inviolabilité humaine. Qu'il soit stupéfait de voir que le côté par lequel il est sacré, c'est le côté par lequel il n'est pas empereur. Que ce prince, qui ne se savait pas homme, apprenne qu'il y a en lui une misère, le prince, et une majesté, l'homme.

Jamais plus magnifique occasion ne s'est offerte. Osera-t-on frapper Berezowski en présence de Maximilien sain et sauf ? L'un a voulu tuer un roi, l'autre a voulu tuer une nation.

Juarez, faites faire à la civilisation ce pas immense. Juarez, abolissez sur toute la terre la peine de mort.

Que le monde voie cette chose prodigieuse : la république tient en son pouvoir son assassin, un empereur ; au moment de l'écraser, elle s'aperçoit que c'est un homme, elle le lâche et lui dit : Tu es du peuple comme les autres. Va !

Ce sera là, Juarez, votre deuxième victoire. La première, vaincre l'usurpation, est superbe ; la seconde, épargner l'usurpateur, sera sublime.

Oui, à ces rois dont les prisons regorgent, dont les échafauds sont rouillés de meurtres, à ces rois des gibets, des exils, des présides et des Sibéries, à ceux-ci qui ont la Pologne, à ceux-ci qui ont l'Irlande, à ceux-ci qui ont la Havane, à ceux-ci qui ont la Crète, à ces princes obéis par les juges, à ces juges obéis par les bourreaux, à ces bourreaux obéis par la mort, à ces empereurs qui font si aisément couper une tête d'homme, montrez comment on épargne une tête d'empereur !

Au-dessus de tous les codes monarchiques d'où tombent des gouttes de sang, ouvrez la loi de lumière, et, au milieu de la plus sainte page du livre suprême, qu'on voie le doigt de la République posé sur cet ordre de Dieu : *Tu ne tueras point.*

Ces quatre mots contiennent le devoir.

Le devoir, vous le ferez.

L'usurpateur sera sauvé, et le libérateur n'a pas pu l'être, hélas ! Il y a huit ans, le 2 décembre 1859, j'ai pris la parole au nom de la démocratie, et j'ai demandé aux États-Unis la vie de John Brown. Je ne l'ai pas obtenue. Aujourd'hui je demande au Mexique la vie de Maximilien. L'obtiendrai-je ?

Oui. Et peut-être à cette heure est-ce déjà fait.

Maximilien devra la vie à Juarez.
Et le châtiment? dira-t-on.
Le châtiment, le voilà.
Maximilien vivra «par la grâce de la République».

Victor Hugo.

Hauteville-House, 20 juin 1867.

Cette lettre fut écrite et envoyée le 20 juin 1867. En ce moment-là même, et pour ainsi dire à l'heure où Victor Hugo écrivait, avait lieu à Paris la première représentation de la reprise d'*Hernani*. La lettre à Juarez fut publiée le 21 par les journaux anglais et les journaux belges. En même temps une dépêche télégraphique expédiée de Londres par l'ambassade d'Autriche et par ordre spécial du vieil empereur Ferdinand II annonçait à Juarez que Victor Hugo demandait la grâce de Maximilien. Cette dépêche arriva trop tard. Maximilien venait d'être exécuté. La république mexicaine perdit là une grande occasion de gloire.

IMPRIMERIE NATIONALE.

IV

VOLTAIRE.

En 1867[1], le *Siècle* ouvrit une souscription populaire pour élever une statue à Voltaire. Victor Hugo envoya la liste de souscription du groupe des proscrits de Guernesey. Il écrivit au rédacteur du *Siècle :*

Souscrire pour la statue de Voltaire est un devoir public.

Voltaire est précurseur.

Porte-flambeau du dix-huitième siècle, il précède et annonce la révolution française. Il est l'étoile de ce grand matin.

Les prêtres ont raison de l'appeler Lucifer.

VICTOR HUGO.

(1) 12 mars 1867. (*Note de l'Éditeur.*)

V

JOHN BROWN.

«Les gérants d'un journal de Paris, *la Coopération,* organisèrent, il y a quelques mois, une souscription limitée à un penny, afin de présenter une médaille à la veuve d'Abraham Lincoln. Ayant accompli cet objet, ils ont ouvert une souscription semblable afin de présenter un testimonial pareil à la veuve de John Brown; ils viennent d'adresser la lettre suivante à M. Victor Hugo :

(*Courrier de l'Europe.*)

Paris, le 30 juin 1867.

«Monsieur,

«Nous ouvrons une souscription à dix centimes pour offrir une médaille à la veuve de John Brown.

«Votre nom doit figurer en tête de nos listes.

«Nous vous inscrivons d'*office* le premier.

«Salutations fraternelles et respectueuses,

«Paul Blanc,
«L'un des gérants de la *Coopération.*»

M. Victor Hugo a envoyé la réponse suivante :

Monsieur,

Je vous remercie.

Mon nom appartient à quiconque veut s'en servir pour le progrès et pour la vérité.

Une médaille à Lincoln appelle une médaille à John Brown. Acquittons cette dette, en attendant que l'Amérique acquitte la sienne. L'Amérique doit à John Brown une statue aussi haute que la statue de Washington. Washington a fondé la république, John Brown a promulgué la liberté.

Je vous serre la main.

Victor Hugo.

Hauteville-House, 3 juillet 1867.

VI

LA PEINE DE MORT

ABOLIE EN PORTUGAL.

«On sait que le jeune roi dom Luiz de Portugal, avant de quitter son pays pour aller visiter l'Exposition universelle, a eu l'honneur de signer une loi votée par les deux chambres du parlement, qui abolit la peine de mort.

«Cet évènement considérable dans l'histoire de la civilisation a donné lieu, entre un noble portugais et Victor Hugo, à la correspondance qu'on va lire.»

(*Courrier de l'Europe*, 10 août 1867.)

À M. VICTOR HUGO.

Lisbonne, le 27 juin 1867.

On vient de remporter un grand triomphe! Encore mieux : la civilisation a fait un pas de géant, le progrès s'est acquis un solide fondement de plus! La lumière a rayonné plus vive. Et les ténèbres ont reculé.

L'humanité compte une victoire immense. Les nations rendront successivement hommage à la vérité; et les peuples apprendront à bien connaître leurs vrais amis, les vrais amis de l'humanité.

Maître! votre voix qui se fait toujours entendre lorsqu'il faut défendre un grand principe, mettre en lumière une grande idée, exalter les plus nobles actions; votre voix qui ne se fatigue jamais de plaider la cause de l'opprimé contre l'oppresseur, du faible contre le fort; votre voix, qu'on écoute avec respect de l'orient à l'occident, et dont l'écho parvient jusqu'aux endroits les plus reculés de l'univers; votre voix qui, tant de fois, se détacha forte, vigoureuse, terrible, comme celle d'un prophète géant de l'humanité, est arrivée jusqu'ici, a été comprise ici, a parlé aux cœurs, a été traduite en un grand fait ici... dans ce recoin, quoique béni, presque invisible dans l'Europe, microscopique dans le monde; dans cette terre de l'extrême occident, si célèbre jadis, qui sut inscrire des pages brillantes et ineffaçables dans l'histoire des nations, qui a ouvert les ports de l'Inde au commerce du monde, qui a dévoilé des contrées inconnues, dont les hauts faits sont aujourd'hui presque oubliés et comme effacés par les modernes conquêtes de la civilisation, dans cette petite contrée enfin qu'on appelle le Portugal!

Pourquoi les petits et les humbles ne se lèveraient-ils pas, quand le dix-neuvième siècle est déjà si près de son terme, pour crier aux grands et aux puissants : L'humanité est gémissante, régénérons-la, l'humanité se remue, calmons-la; l'humanité va tomber dans l'abîme, sauvons-la?

Pourquoi les petits ne pourraient-ils pas montrer aux grands le chemin de la perfection? Pourquoi ne pourraient-ils, seulement parce qu'ils sont petits, apprendre aux puissants le chemin du devoir?

Le Portugal est une contrée petite, sans doute; mais l'arbre de la liberté s'y est déjà vigoureusement épanoui; le Portugal est une contrée petite, sans doute, mais on n'y rencontre plus un seul esclave; le Portugal est une contrée petite, c'est vrai; mais, c'est vous qui l'avez dit, c'est une grande nation.

Maître! on vient de remporter un grand triomphe, je vous l'annonce. Les deux chambres du parlement ont voté dernièrement l'abolition de la peine de mort.

Cette abolition, qui depuis plusieurs années existait de fait, est aujourd'hui de droit. C'est déjà une loi. Et c'est une grande loi dans une nation petite. Noble exemple! Sainte leçon!

Recevez l'embrassement respectueux de votre dévoué ami et très humble disciple,

PEDRO DE BRITO ARANHA.

À M. PEDRO DE BRITO ARANHA.

Hauteville-House, 15 juillet.

Votre noble lettre me fait battre le cœur.

Je savais la grande nouvelle; il m'est doux d'en recevoir par vous l'écho sympathique.

Non, il n'y a pas de petits peuples.

Il y a de petits hommes, hélas!

Et quelquefois ce sont ceux qui mènent les grands peuples.

Les peuples qui ont des despotes ressemblent à des lions qui auraient des muselières.

J'aime et je glorifie votre beau et cher Portugal. Il est libre, donc il est grand.

Le Portugal vient d'abolir la peine de mort.

Accomplir ce progrès, c'est faire le grand pas de la civilisation.

Dès aujourd'hui le Portugal est à la tête de l'Europe.

Vous n'avez pas cessé d'être, vous portugais, des navigateurs intrépides. Vous allez en avant, autrefois dans l'océan, aujourd'hui dans la vérité. Proclamer des principes, c'est plus beau encore que de découvrir des mondes.

Je crie : Gloire au Portugal, et à vous : Bonheur!

Je presse votre cordiale main.

V. H.

VII

HERNANI.

Les exils se composent de détails de tous genres qu'il faut noter, quelle que soit la petitesse du proscripteur. L'histoire se complète par ces curiosités-là. Ainsi M. Louis Bonaparte ne proscrivit pas seulement Victor Hugo, il proscrivit encore *Hernani;* il proscrivit tous les drames de l'écrivain banni. Exiler un homme ne suffit pas, il faut exiler sa pensée. On voudrait exiler jusqu'à son souvenir. En 1853, le portrait de Victor Hugo fut une chose séditieuse; il fut interdit à MM. Pelvey et Marescq de le publier en tête d'une édition nouvelle qu'ils mettaient en vente.

Les puérilités finissent par s'user; l'opinion s'impatiente et réclame. En 1867, à l'occasion de l'Exposition universelle, M. Bonaparte permit *Hernani.*

On verra un peu plus loin que ce ne fut pas pour longtemps.

Depuis la deuxième interdiction, *Hernani* n'a pas reparu au Théâtre-Français.

Du reste, disons-le en passant, aujourd'hui encore, en 1875, beaucoup de choses faites par l'empire semblent avoir force de loi sous la République. La République que nous avons vit de l'état de siège et s'accommode de la censure, et un peu d'empire mêlé à la liberté ne lui déplaît pas. Les drames de Victor Hugo continuent d'être à peu près interdits; nous disons à peu près, car ce qui était patent sous l'empire est latent sous la République. C'est la franchise de moins, voilà tout. Les théâtres officiels semblent avoir, à l'égard de Victor Hugo, une consigne qu'ils exécutent silencieusement. Quelquefois cependant le naturel militaire éclate, et la censure a la bonhomie soldatesque de s'avouer. Le censeur sabreur renonce aux petites décences bêtes du sbire civil, et se montre. Ainsi M. le général Ladmirault ne s'est pas caché pour interdire, au nom de l'état de siège, *le Roi s'amuse.* Il ne s'est même pas donné la peine d'expliquer en quoi Triboulet mettait Marie Alacoque en danger. Cela lui a paru évident, et cela lui a suffi; cela doit nous suffire aussi.

On se souvient qu'il y a deux ans un autre fonctionnaire, sous-préfet celui-là, a fait effacer *le Revenant* de l'affiche d'un théâtre de province, en déclarant que, pour dire sur un théâtre quoi que ce soit qui fût de Victor Hugo, il fallait une permission spéciale du ministre de l'intérieur, *renouvelable tous les soirs.*

Revenons à 1867.

La reprise de *Hernani,* faite en 1867, eut lieu le 20 juin, au moment même où Victor Hugo intercédait pour Maximilien.

Les jeunes poëtes contemporains dont on va lire les noms adressèrent à Victor Hugo la lettre que voici :

Cher et illustre maître,

Nous venons de saluer des applaudissements les plus enthousiastes la réapparition au théâtre de votre *Hernani.*

Le nouveau triomphe du plus grand poëte français a été une joie immense pour toute la jeune poésie; la soirée du Vingt Juin fera époque dans notre existence.

Il y avait cependant une tristesse dans cette fête. Votre absence était pénible à vos compagnons de gloire de 1830, qui ne pouvaient presser la main du maître et de l'ami; mais elle était plus douloureuse encore pour les jeunes, à qui il n'a jamais été donné de toucher cette main qui a écrit la *Légende des siècles*.

Ils tiennent du moins, cher et illustre maître, à vous envoyer l'hommage de leur respectueux attachement et de leur admiration sans bornes.

Sully Prudhomme, Armand Silvestre, François Coppée, Georges Lafenestre, Léon Valade, Léon Dierx, Jean Aicard, Paul Verlaine, Albert Mérat, André Theuriet, Armand Renaud, Louis-Xavier de Ricard, H. Cazalis, Ernest d'Hervilly.

Victor Hugo répondit :

Bruxelles, 22 juillet 1867.

Chers poëtes,

La révolution littéraire de 1830, corollaire et conséquence de la révolution politique de 1789, est un fait propre à notre siècle. Je suis l'humble soldat de ce progrès. Je combats pour la révolution sous toutes ses formes, sous la forme littéraire comme sous la forme sociale. J'ai la liberté pour principe, le progrès pour loi, l'idéal pour type.

Je ne suis rien, mais la révolution est tout. La poésie du dix-neuvième siècle est fondée. 1830 avait raison, et 1867 le démontre. Vos jeunes renommées sont des preuves à l'appui.

Notre époque a une logique profonde, inaperçue des esprits superficiels, et contre laquelle nulle réaction n'est possible. Le grand art fait partie de ce grand siècle. Il en est l'âme.

Grâce à vous, jeunes et beaux talents, nobles esprits, la lumière se fera de plus en plus. Nous, les vieux, nous avons eu le combat; vous, les jeunes, vous aurez le triomphe.

L'esprit du dix-neuvième siècle combine la recherche démocratique du Vrai avec la loi éternelle du Beau. L'irrésistible courant de notre époque dirige tout vers ce but souverain : la Liberté dans les intelligences, l'Idéal dans l'art. En laissant de côté tout ce qui m'est personnel, dès aujourd'hui, on peut l'affirmer et on vient de le voir, l'alliance est faite entre tous les écrivains, entre tous les talents, entre toutes les consciences, pour réaliser ce résultat magnifique. La généreuse jeunesse, dont vous êtes, veut, avec un imposant enthousiasme, la révolution tout entière, dans la poésie comme dans l'état. La littérature doit être à la fois démocratique et idéale; démocratique pour la civilisation, idéale pour l'âme.

Le Drame, c'est le Peuple. La Poésie, c'est l'Homme. Là est la tendance

de 1830, continuée par vous, comprise par toute la grande critique de nos jours. Aucun effort réactionnaire, j'y insiste, ne saurait prévaloir contre ces évidences. La haute critique est d'accord avec la haute poésie.

Dans la mesure du peu que je suis, je remercie et je félicite cette critique supérieure qui parle avec tant d'autorité dans la presse politique et dans la presse littéraire, qui a un sens si profond de la philosophie de l'art, et qui acclame unanimement 1830 comme 1789.

Recevez aussi, vous, mes jeunes confrères, mon remercîment.

À ce point de la vie où je suis arrivé, on voit de près la fin, c'est-à-dire l'infini. Quand elle est si proche, la sortie de la terre ne laisse guère place dans notre esprit qu'aux préoccupations sévères. Pourtant, avant ce mélancolique départ dont je fais les préparatifs dans ma solitude, il m'est précieux de recevoir votre lettre éloquente, qui me fait rêver une rentrée parmi vous et m'en donne l'illusion, douce ressemblance du couchant avec l'aurore. Vous me souhaitez la bienvenue, à moi qui m'apprêtais au grand adieu.

Merci. Je suis l'absent du devoir, et ma résolution est inébranlable, mais mon cœur est avec vous.

Je suis fier de voir mon nom entouré des vôtres. Vos noms sont une couronne d'étoiles.

Victor Hugo.

VIII

MENTANA.

À GARIBALDI.

I

Ces jeunes gens, ces fils de Brutus, de Camille,
De Thraséas, combien étaient-ils? quatre mille.
Combien sont morts? six cents. Six cents! comptez, voyez.
Une dispersion de membres foudroyés,
Des bras rompus, des yeux troués et noirs, des ventres
Où fouillent en hurlant les loups sortis des antres,
De la chair mitraillée au milieu des buissons,
C'est là tout ce qui reste, après les trahisons,
Après le piège, après les guets-apens infâmes,
Hélas, de ces grands cœurs et de ces grandes âmes!
Voyez. On les a tous fauchés d'un coup de faulx.
Leur crime? ils voulaient Rome et ses arcs triomphaux;
Ils défendaient l'honneur et le droit, ces chimères.
Venez, reconnaissez vos enfants, venez, mères!
Car pour qui l'allaita, l'homme est toujours l'enfant.
Tenez, ce front hagard, qu'une balle ouvre et fend,
C'est l'humble tête blonde où jadis, pauvre femme,
Tu voyais rayonner l'aurore et poindre l'âme;
Ces lèvres, dont l'écume a souillé le gazon,
Ô nourrice, après toi bégayaient ta chanson;
Cette main froide, auprès de ces paupières closes,
A fait jaillir ton lait sous ses petits doigts roses;
Voici le premier-né; voici le dernier-né.
Ô d'espérance éteinte amas infortuné!

Pleurs profonds! ils vivaient; ils réclamaient leur Tibre;
Être jeune n'est pas complet sans être libre;
Ils voulaient voir leur aigle immense s'envoler;
Ils voulaient affranchir, réparer, consoler;
Chacun portait en soi, pieuse idolâtrie,
Le total des affronts soufferts par la patrie;
Ils savaient tout compter, tout, hors les ennemis.
Hélas! vous voilà donc pour jamais endormis!
Les heures de lumière et d'amour sont passées,
Vous n'effeuillerez plus avec vos fiancées
L'humble étoile des prés qui rayonne et fleurit...
Que de sang sur ce prêtre, ô pâle Jésus-Christ!

Pontife élu que l'ange a touché de sa palme,
À qui Dieu commanda de tenir, doux et calme,
Son évangile ouvert sur le monde orphelin,
Ô frère universel à la robe de lin,
À demi dans la chaire, à demi dans la tombe,
Serviteur de l'Agneau, gardien de la Colombe,
Qui des cieux dans ta main portes le lys tremblant,
Homme près de ta fin, car ton front est tout blanc
Et le vent du sépulcre en tes cheveux se joue,
Vicaire de celui qui tendait l'autre joue,
À cette heure, ô semeur des pardons infinis,
Ce qui plaît à ton cœur et ce que tu bénis
Sur notre sombre terre où l'âme humaine lutte,
C'est un fusil tuant douze hommes par minute!

Jules deux reparaît sous sa mitre de fer.
La papauté féroce avoue enfin l'enfer.

Certes, l'outil du meurtre a bien rempli sa tâche.
Ces rois! leur foudre est traître et leur tonnerre est lâche.
Avoir été trop grands, français, c'est importun.
Jadis, un contre dix, aujourd'hui dix contre un.
France, on te déshonore, on te traîne, on te lie,
Et l'on te force à mettre au bagne l'Italie.
Voilà ce qu'on te fait, colosse en proie aux nains!
Un ruisseau fumant coule au flanc des Apennins.

II

Ô sinistre vieillard, te voilà responsable
Du vautour déterrant un crâne dans le sable,
Et du croassement lugubre des corbeaux !
Emplissez désormais ses visions, tombeaux,
Paysages hideux où rôdent les belettes,
Silhouettes d'oiseaux perchés sur des squelettes !
S'il dort, apparais-lui, champ de bataille noir !

Les canons sont tout chauds ; ils ont fait leur devoir ;
La mitraille invoquée a tenu sa promesse ;
C'est fait. Les morts sont morts. Maintenant dis ta messe.
Prends dans tes doigts l'hostie en t'essuyant un peu,
Car il ne faudrait pas mettre du sang à Dieu !

Du reste tout est bien. La France n'est pas fière ;
Le roi de Prusse a ri ; le denier de Saint-Pierre
Prospère, et l'irlandais donne son dernier sou ;
Le peuple cède et met en terre le genou ;
De peur qu'on ne le fauche, il plie, étant de l'herbe ;
On reprend Frosinone et l'on rentre à Viterbe ;
Le czar a commandé son service divin ;
Partout où quelque mort blêmit dans un ravin,
Le rat joyeux le ronge en tremblant qu'il ne bouge ;
Ici la terre est noire ; ici la plaine est rouge ;
Garibaldi n'est plus qu'un vain nom immortel,
Comme Léonidas, comme Guillaume Tell ;
Le pape, à la Sixtine, au Gésu, chez les Carmes,
Met tous ses diamants ; tendre, il répand des larmes
De joie ; il est très doux ; il parle du succès
De ses armes, du sang versé, des bons français,
Des quantités de plomb que la bombarde jette,
Modestement, les yeux baissés, comme un poëte
Se fait un peu prier pour réciter ses vers.
De convois de blessés les chemins sont couverts.
Partout rit la victoire.

Utilité des traîtres.

Dans les perles, la soie et l'or, parmi tes reîtres
Qu'hier, du doigt, aux champs de meurtre tu guidais,
Pape, assis sur ton trône et siégeant sous ton dais,
Coiffé de ta tiare aux trois couronnes, prêtre,
Tu verras quelque jour au Vatican peut-être
Entrer un homme triste et de haillons vêtu,
Un pauvre, un inconnu. Tu lui diras : — Qu'es-tu,
Passant? que me veux-tu? sors-tu de quelque geôle?
Pourquoi voit-on ces brins de laine à ton épaule?
— Une brebis était tout à l'heure dessus,
Répondra-t-il. Je viens de loin. Je suis Jésus.

III

Une chaîne au héros! une corde à l'apôtre!
John Brown, Garibaldi, passez l'un après l'autre.
Quel est ce prisonnier? c'est le libérateur.
Sur la terre, en tous lieux, du pôle à l'équateur,
L'iniquité prévaut, règne, triomphe, et mène
De force aux lâchetés la conscience humaine.
O prodiges de honte! étranges impudeurs!
On accepte un soufflet par des ambassadeurs.
On jette aux fers celui qui nous a fait l'aumône.
— Tu sais, je t'ai blâmé de lui donner ce trône! —
On était gentilhomme, on devient alguazil.
Débiteur d'un royaume, on paye avec l'exil.

Pourquoi pas? on est vil. C'est qu'on en reçoit l'ordre.
Rampons. Lécher le maître est plus sûr que le mordre.
D'ailleurs tout est logique. Où sont les contresens?
La gloire a le cachot, mais le crime a l'encens;
De quoi vous plaignez-vous? L'infâme étant l'auguste,
Le vrai doit être faux, et la balance est juste.

On dit au soldat : frappe ! il doit frapper. La mort
Est la servante sombre aux ordres du plus fort.
Et puis, l'aigle peut bien venir en aide au cygne !
Mitrailler est le dogme et croire est la consigne.
Qu'est pour nous le soldat ? du fer sur un valet.
Le pape veut avoir son Sadowa ; qu'il l'ait.
Quoi donc ! en viendra-t-on dans le siècle où nous sommes
À mettre en question le vieux droit qu'ont les hommes
D'obéir à leur prince et de s'entre-tuer ?
Au prétendu progrès pourquoi s'évertuer
Quand l'humble populace est surtout coutumière ?
La masse a plus de calme ayant moins de lumière.
Tous les grands intérêts des peuples, l'échafaud,
La guerre, le budget, l'ignorance qu'il faut,
Courent moins de dangers et sont en équilibre
Sur l'homme garrotté mieux que sur l'homme libre.
L'homme libre se meut et cause un tremblement.
Un Garibaldi peut tout rompre à tout moment ;
Il entraîne après lui la foule, qui déserte
Et passe à l'idéal. C'est grave. On comprend, certe,
Que la société, sur qui veillent les cours,
Doit trembler et frémir et crier au secours,
Tant qu'un héros n'est pas mis hors d'état de nuire.

Le phare aux yeux de l'ombre est coupable de luire.

IV

Votre Garibaldi n'a pas trouvé le joint.
Çà, le but de tout homme ici-bas n'est-il point
De tâcher d'être dupe aussi peu que possible ?
Jouir est bon. La vie est un tir à la cible.
Le scrupule en haillons grelotte ; je le plains.
Rien n'a plus de vertu que les coffres-forts pleins.
Il est de l'intérêt de tous qu'on ait des princes
Qui fassent refluer leur or dans les provinces ;

C'est pour cela qu'un roi doit être riche; avoir
Une liste civile énorme est son devoir;
Le pape, qu'on voudrait confiner dans les astres,
Est un roi comme un autre. Il a besoin de piastres,
Que diable! L'opulence est le droit du saint lieu;
Il faut dorer le pape afin de prouver Dieu;
N'avoir pas une pierre où reposer sa tête
Est bon pour Jésus-Christ. La loque est déshonnête.
Voyons la question par le côté moral :
Le but du colonel est d'être général,
Le but du maréchal est d'être connétable!
Avant tout, mon paiement. Mettons cartes sur table.
Un renégat a tort tant qu'il n'est pas muchir;
Alors il a raison. S'arrondir, s'enrichir,
Tout est là. Regardez, nous prenons les Hanovres.
Et quant à ces bandits qui veulent rester pauvres,
Ils sont les ennemis publics. Sus! hors la loi!
Ils donnent le mauvais exemple. Coffrez-moi
Ce gueux, qui, dictateur, n'a rien mis dans sa poche.

On se heurte au battant lorsqu'on touche à la cloche,
Et lorsqu'on touche au prêtre on se heurte au soudard.
Morbleu, la papauté n'est pas un objet d'art!
Par le sabre en Espagne, en Prusse par la schlague,
Par la censure en France, on modère, on élague
L'excès de rêverie et la tendance au droit.
Le peuple est pour le prince un soulier fort étroit;
L'élargir en l'usant aux marches militaires
Est utile. Un pontife, en ses sermons austères,
Sait rattacher au ciel nos lois, qu'on nomme abus,
Et le knout en latin s'appelle Syllabus.
L'ordre est tout. Le fusil Chassepot est suave.
Le progrès est béni; dans quoi? dans le zouave;
Les boulets sont bénis dans leurs coups; le chacal
Est béni dans sa faim, s'il est pontifical.
Nous trouvons excellent, quant à nous, que le pape
Rie au nez de ce siècle inepte, écrase, frappe,
Et, du moment qu'on veut lui prendre son argent,
Se fasse carrément recruteur et sergent,

Pousse à la guerre, et crie : à mort quiconque est libre !
Qu'il recommande au prône un obus de calibre,
Qu'il dise en achevant sa prière : égorgez !
Envoie aux combattants force fourgons chargés,
De la poudre, du fer, du plomb, et ravitaille
L'extermination sur les champs de bataille !

V

Qu'il aille donc ! qu'il aille, emportant son mandat,
Ce chevalier errant des peuples, ce soldat,
Ce paladin, ce preux de l'idéal ! qu'il parte.
Nous, les proscrits d'Athène, à ce proscrit de Sparte,
Ouvrons nos seuils ; qu'il soit notre hôte maintenant ;
Qu'en notre maison sombre il entre rayonnant.
Oui, viens, chacun de nous, frère à l'âme meurtrie,
Veut avec son exil te faire une patrie !
Viens, assieds-toi chez ceux qui n'ont plus de foyer.
Viens, toi qu'on a pu vaincre et qu'on n'a pu ployer !
Nous chercherons quel est le nom de l'espérance ;
Nous dirons : Italie ! et tu répondras : France !
Et nous regarderons, car le soir fait rêver,
En attendant les droits, les astres se lever.
L'amour du genre humain se double d'une haine
Egale au poids du joug, au froid noir de la chaîne,
Aux mensonges du prêtre, aux cruautés du roi.
Nous sommes rugissants et terribles. Pourquoi ?
Parce que nous aimons. Toutes ces humbles têtes,
Nous voulons les voir croître, et nous sommes des bêtes
Dans l'antre, et nous avons les peuples pour petits.
Jetés au même écueil, mais non pas engloutis,
Frère, nous nous dirons tous les deux notre histoire ;
Tu me raconteras Palerme et ta victoire,
Je te dirai Paris, sa chute et nos sanglots,
Et nous lirons ensemble Homère au bord des flots.
Puis tu continueras ta marche âpre et hardie.

Et, là-bas, la lueur deviendra l'incendie.

VI

Ah! race italienne, il était ton appui!
Ah! vous auriez eu Rome, ô peuples, grâce à lui,
Grâce au bras du guerrier, grâce au cœur du prophète.
D'abord il l'eût donnée, ensuite il l'eût refaite.

Oui, calme, ayant en lui de la grandeur assez
Pour s'ajouter sans trouble aux héros trépassés,
Il eût reforgé Rome; il eût mêlé l'exemple
Du vieux sépulcre avec l'exemple du vieux temple;
Il eût mêlé Turin, Pise, Albe, Velletri,
Le Capitole avec le Vésuve, et pétri
L'âme de Juvénal avec l'âme de Dante;
Il eût trempé d'airain la fibre indépendante;
Il vous eût des titans montré les fiers chemins.
Pleurez, italiens! il vous eût faits romains.

VII

Le crime est consommé. Qui l'a commis? Ce pape?
Non. Ce roi? non. Le glaive à leur bras faible échappe.
Qui donc est le coupable alors? Lui. L'homme obscur.
Celui qui s'embusqua derrière notre mur;
Le fils du Sinon grec et du Judas biblique;
Celui qui, souriant, guetta la République,
Son serment sur le front, son poignard à la main.
Il est parmi vous, rois, ô groupe à peine humain,
Un homme que l'éclair de temps en temps regarde.
Ce condamné, qui triple autour de lui sa garde,
Perd sa peine. Son tour approche. Quand? Bientôt.
C'est pourquoi l'on entend un grondement là-haut.
L'ombre est sur vos palais, ô rois. La nuit l'apporte.
Tel que l'exécuteur frappant à votre porte,

Le tonnerre demande à parler à quelqu'un.

Et cependant l'odeur des morts, affreux parfum
Qui se mêle à l'encens des Te Deum superbes,
Monte du fond des bois, du fond des prés pleins d'herbes,
Des steppes, des marais, des vallons, en tous lieux!
Au fatal boulevard de Paris oublieux,
Au Mexique, en Pologne, en Crète où la nuit tombe,
En Italie, on sent un miasme de tombe,
Comme si, sur ce globe et sous le firmament,
Étant dans sa saison d'épanouissement,
Vaste mancenillier de la terre en démence,
Le carnage vermeil ouvrait sa fleur immense.
Partout des égorgés! des massacrés partout!
Le cadavre est à terre et l'idée est debout.
Ils gisent étendus dans les plaines farouches.
L'appel aux armes flotte au-dessus de leurs bouches.
On les dirait semés. Ils le sont. Le sillon
Se nomme Liberté. La mort est l'aquilon,
Et les morts glorieux sont la graine sublime
Qu'elle disperse au loin sur l'avenir, abîme.
Germez, héros! et vous, cadavres, pourrissez.
Fais ton œuvre, ô mystère! épars, nus, hérissés,
Béants, montrant au ciel leurs bras coupés qui pendent,
Tous ces exterminés immobiles attendent.

Et tandis que les rois, joyeux et désastreux,
Font une fête auguste et triomphale entre eux,
Tandis que leur olympe abonde, au fond des nues,
En fanfare, en festins, en joie, en gorges nues,
Rit, chante, et, sur nos fronts, montre aux hommes contents
Une fraternité de czars et de sultans,
De son côté, là-bas, au désert, sous la bise,
Dans l'ombre, avec la mort le vautour fraternise;
Les bêtes du sépulcre ont leur vil rendez-vous;
Le freux, la louche orfraie, et le pygargue roux,
L'âpre autour, les milans, féroces hirondelles,
Volent droit aux charniers, et tous à tire d'ailes,

IMPRIMERIE NATIONALE.

Se hâtent vers les morts, et ces rauques oiseaux
S'abattent, l'un mordant la chair, l'autre les os,
Et, criant, s'appelant, le feu sous les paupières,
Viennent boire le sang qui coule entre les pierres.

VIII

Ô peuple, noir dormeur, quand t'éveilleras-tu?
Rester couché sied mal à qui fut abattu.
Tu dors, avec ton sang sur les mains, et, stigmate
Que t'a laissé l'abjecte et dure casemate,
La marque d'une corde autour de tes poignets.
Qu'as-tu fait de ton âme, ô toi qui t'indignais?
L'empire est une cave, et toutes les espèces
De nuit te tiennent pris sous leurs brumes épaisses.
Tu dors, oubliant tout, ta grandeur, son complot,
La liberté, le droit, ces lumières d'en haut;
Tu fermes les yeux, lourd, gisant sous d'affreux voiles,
Sans souci de l'affront que tu fais aux étoiles!
Allons, remue. Allons, mets-toi sur ton séant.
Qu'on voie enfin bouger le torse du géant.
La longueur du sommeil devient ignominie.
Es-tu las? es-tu sourd? es-tu mort? Je le nie.
N'as-tu pas conscience en ton accablement
Que l'opprobre s'accroît de moment en moment?
N'entends-tu pas qu'on marche au-dessus de ta tête?
Ce sont les rois. Ils font le mal. Ils sont en fête.
Tu dors sur ce fumier, toi qui fus citoyen!
Te voilà devenu bête de somme. Eh bien,
L'âne se lève, et brait; le bœuf se dresse, et beugle.
Cherche donc dans ta nuit puisqu'on t'a fait aveugle!
Ô toi qui fus si grand, debout! car il est tard.
Dans cette obscurité l'on peut mettre au hasard
La main sur de la honte ou bien sur de la gloire;
Étends le bras le long de la muraille noire;

L'inattendu dans l'ombre ici peut se cacher;
Tu parviendras peut-être à trouver, à toucher,
À saisir une épée entre tes poings funèbres,
Dans le tâtonnement farouche des ténèbres!

Hauteville-House, 19 novembre 1867.

Un mois ne s'était pas écoulé depuis la publication de ce poëme, que dix-sept traductions en avaient déjà paru, dont quelques-unes en vers. Le déchaînement de la presse cléricale augmenta le retentissement.

Garibaldi répondit à Victor Hugo par un poëme en vers français, noble remerciement d'une grande âme.

La publication du poëme de Victor Hugo donna lieu à un incident. En ce moment-là (novembre 1867), on jouait *Hernani* au Théâtre-Français, et l'on allait jouer *Ruy Blas* à l'Odéon. Les représentations d'*Hernani* furent arrêtées, et Victor Hugo reçut à Guernesey la lettre suivante :

« Le directeur du Théâtre impérial de l'Odéon a l'honneur d'informer M. Victor Hugo que la reprise de *Ruy Blas* est interdite.

« Chilly. »

Victor Hugo répondit :

« *À M. Louis Bonaparte, aux Tuileries.*

« Monsieur, je vous accuse réception de la lettre signée Chilly.

« Victor Hugo. »

IX

LES ENFANTS PAUVRES

Noël, Décembre 1867.

J'éprouve toujours un certain embarras à voir tant de personnes réunies autour d'une chose si simple et si petite. Moi, solitaire, une fois par an, j'ouvre ma maison. Pourquoi? Pour montrer à qui veut la voir une humble fête, une heure de joie donnée, non par moi, mais par Dieu, à quarante enfants pauvres. Toute l'année la misère, un jour la joie. Est-ce trop?

Mesdames, c'est à vous que je m'adresse, car à qui offrir la joie des enfants, si ce n'est au cœur des femmes? — Pensez toutes à vos enfants en voyant ceux-ci, et, dans la mesure de vos forces, et pour commencer dès l'enfance la fraternité des hommes, faites, vous qui êtes des mères heureuses et favorisées, faites que les petits riches ne soient pas enviés par les petits pauvres! Semons l'amour. C'est ainsi que nous apaiserons l'avenir.

Comme je le disais l'an dernier, à pareille occasion, faire du bien à quarante enfants est un fait insignifiant; mais si ce nombre de quarante enfants pouvait, par le concours de tous les bons cœurs, s'accroître indéfiniment, alors il y aurait un exemple utile. Et c'est dans ce but de propagande que j'ai consenti à laisser se répandre un peu de publicité sur le Dîner des enfants pauvres institué à Hauteville-House.

Cette petite fondation a donc deux buts principaux, un but d'hygiène et un but de propagande.

Au point de vue de l'hygiène, réussit-elle? Oui. La preuve la voici : depuis six ans que ce Dîner des enfants pauvres est fondé à Hauteville-House, sur quarante enfants qui y prennent part, deux seulement sont morts. Deux en six ans! Je livre ce fait aux réflexions des hygiénistes et des médecins.

Au point de vue de la propagande, réussit-elle? Oui. Des Dîners hebdomadaires pour l'enfance pauvre, fondés sur le modèle de celui-ci, commencent à s'établir un peu partout; en Suisse, en Angleterre, surtout en Amérique. J'ai reçu hier un journal anglais, le *Leith Pilot,* qui en recommande vivement l'établissement.

L'an dernier je vous lisais une lettre, insérée dans le *Times,* annonçant à Londres la fondation d'un dîner de 320 enfants. Aujourd'hui voici une lettre que m'écrit lady Thompson, trésorière d'un Dîner d'enfants pauvres dans la paroisse de Marylebone, où sont admis 6.000 enfants. De 300 à 6.000, c'est là une progression magnifique, d'une année à l'autre. Je félicite et je remercie ma noble correspondante, lady Thompson. Grâce à elle et à ses honorables amis, l'idée du solitaire a fructifié. Le petit ruisseau de Guernesey est devenu à Londres un grand fleuve.

Un dernier mot.

Tous, tant que nous sommes, nous avons ici-bas des devoirs de diverses sortes. Dieu nous impose d'abord les devoirs sévères. Nous devons, dans l'intérêt de tous les hommes, lutter; nous devons combattre les forts et les puissants, les forts quand ils abusent de la force, les puissants quand ils emploient au mal la puissance; nous devons prendre au collet le despote, quel qu'il soit, depuis le charretier qui maltraite un cheval jusqu'au roi qui opprime un peuple. Résister et lutter, ce sont de rudes nécessités. La vi serait dure si elle ne se composait que de cela.

Quelquefois, à bout de forces, on demande, en quelque sorte, grâce au devoir. On se tourne vers la conscience : Que veux-tu que j'y fasse? répond la conscience; le devoir est de continuer. Pourtant on interrompt un moment la lutte, on se met à contempler les enfants, les pauvres petits, les frais visages que fait lumineux et roses l'aube auguste de la vie, on se sent ému, on passe de l'indignation à l'attendrissement, et alors on comprend la vie entière, et l'on remercie Dieu, qui, s'il nous donne les puissants et les méchants à combattre, nous donne aussi les innocents et les faibles à soulager, et qui, à côté des devoirs sévères, a placé les devoirs charmants. Les derniers consolent des premiers.

1868.

MANIN AU TOMBEAU. — FLOURENS EN PRISON.
LA LIBERTÉ, COMPRIMÉE EN CRÈTE, REPARAIT EN ESPAGNE.
APRÈS LE DEVOIR ENVERS LES HOMMES, LE DEVOIR ENVERS LES ENFANTS.

I

MANIN.

Victor Hugo, invité par les patriotes vénitiens à venir assister à la cérémonie de la translation des cendres de Manin à Venise, répondit par la lettre suivante :

Hauteville-House, 16 mars 1868.

On m'écrit de Venise, et l'on me demande si j'ai une parole à dire dans cette illustre journée du 22 mars.

Oui. Et cette parole, la voici :

Venise a été arrachée à Manin comme Rome à Garibaldi.

Manin mort reprend possession de Venise. Garibaldi vivant rentrera à Rome.

La France n'a pas plus le droit de peser sur Rome que l'Autriche n'a eu le droit de peser sur Venise.

Même usurpation, qui aura le même dénoûment.

Ce dénoûment, qui accroîtra l'Italie, grandira la France.

Car toutes les choses justes que fait un peuple sont des choses grandes.

La France libre tendra la main à l'Italie complète.

Et les deux nations s'aimeront. Je dis ceci avec une joie profonde, moi qui suis fils de la France et petit-fils de l'Italie.

Le triomphe de Manin aujourd'hui prédit le triomphe de Garibaldi demain.

Ce jour du 22 mars est un jour précurseur.

De tels sépulcres sont pleins de promesses. Manin fut un combattant et un proscrit du droit; il a lutté pour les principes; il a tenu haut l'épée de lumière. Il a eu, comme Garibaldi, la douceur héroïque. La liberté de l'Italie, visible, quoique voilée, est debout derrière son cercueil. Elle ôtera son voile.

Et alors elle deviendra la Paix tout en restant la Liberté.

Voilà ce qu'annonce Manin rentrant à Venise.

Dans un mort comme Manin il y a de l'espérance.

VICTOR HUGO.

II

GUSTAVE FLOURENS.

En présence de certains faits, un cri d'indignation échappe.

M. Gustave Flourens est un jeune écrivain de talent. Fils d'un père dévoué à la science, il est dévoué au progrès. Quand l'insurrection de Crète a éclaté, il est allé en Crète. La nature l'avait fait penseur, la liberté l'a fait soldat. Il a épousé la cause crétoise, il a lutté pour la réunion de la Crète à la Grèce; il a filialement adopté cette Candie héroïque, il a saigné et souffert sur cette terre infortunée; il y a eu chaud et froid, faim et soif; il a guerroyé, ce parisien, dans les monts Blancs de Sphakia, il a subi les durs étés et les rudes hivers, il a connu les sombres champs de bataille, et plus d'une fois, après le combat, il a dormi dans la neige à côté de ceux qui dormaient dans la mort. Il a donné son sang. Il a donné son argent. Détail touchant, il lui est arrivé de prêter trois cents francs à ce gouvernement de Crète, dédaigné, on le comprend, des gouvernements qui s'endettent de quatre milliards[1]. Après des années d'un opiniâtre dévouement, ce français a été fait crétois. L'assemblée nationale candiote s'est adjoint M. Gustave Flourens; elle l'a envoyé en Grèce faire acte de fraternité, et l'a chargé d'introduire les députés crétois au parlement hellénique. À Athènes, M. Gustave Flourens a voulu voir Georges de Danemark, qui est roi de Grèce, à ce qu'il paraît. M. Gustave Flourens a été arrêté.

Français, il avait un droit; crétois, il avait un devoir. Devoir et droit ont été méconnus. Le gouvernement grec et le gouvernement français, deux complices, l'ont embarqué sur un paquebot de passage, et il a été apporté de force à Marseille. Là, il était difficile de ne pas le laisser libre; on a dû le lâcher. Mis en liberté, M. Gustave Flourens est immédiatement reparti pour la Grèce. Moins de huit jours après avoir été expulsé d'Athènes, il y rentrait. C'était son devoir. M. Gustave Flourens a accepté une mission

[1] C'était à cette époque la dette de la France sous l'empire. Depuis, Sedan et ses suites ont accru cette dette de dix milliards. Grâce à l'aventure finale de l'empire, la France doit dix milliards de plus; il est vrai qu'elle a deux provinces de moins. (Note de l'édition de 1875.)

sacrée, il est le député d'un peuple qui expire, il est porteur d'un cri d'agonie, il est dépositaire du plus auguste des fidéicommis, du droit d'une nation; ce fidéicommis, il veut y faire honneur; cette mission, il veut la remplir. De là, son obstination intrépide. Or, sous de certains règnes, qui fait son devoir fait un crime. À cette heure, M. Gustave Flourens est hors la loi. Le gouvernement grec le traque, le gouvernement français le livre, et voici ce que ce lutteur stoïque m'écrit d'Athènes, où il est caché : *Si je suis pris, je m'attends au poison dans quelque cachot.*

Dans une autre lettre, qu'on nous écrit de Grèce, nous lisons : *Gustave Flourens est abandonné.*

Non. Il n'est pas abandonné. Que les gouvernements le sachent, ceux qui se croient forts comme la Russie, et ceux qui se sentent faibles comme la Grèce, ceux qui torturent la Pologne comme ceux qui trahissent la Crète, qu'ils le sachent, et qu'ils y songent, la France est une immense force inconnue. La France n'est pas un empire, la France n'est pas une armée, la France n'est pas une circonscription géographique, la France n'est pas même une masse de trente-huit millions d'hommes plus ou moins distraits du droit par la fatigue; la France est une âme. Où est-elle? Partout. Peut-être même en ce moment est-elle plutôt ailleurs qu'en France. Il arrive quelquefois à une patrie d'être exilée. Une nation comme la France est un principe, et son vrai territoire, c'est le droit. C'est là qu'elle se réfugie, laissant la terre, devenue glèbe, au joug, et le domaine matériel à l'oppression matérielle. Non, la Crète, qu'on met hors les nations, n'est pas abandonnée. Non, son député et son soldat, Gustave Flourens, qu'on met hors la loi, n'est pas abandonné. La vérité, cette grande menace, est là, et veille. Les gouvernements dorment ou font semblant, mais il y a quelque part des yeux ouverts. Ces yeux voient et jugent. Ces yeux fixes sont redoutables. Une prunelle où est la lumière est une attaque continue à tout ce qui est faux, inique et nocturne. Sait-on pourquoi les césars, les sultans, les vieux rois, les vieux codes et les vieux dogmes se sont écroulés? C'est parce qu'ils avaient sur eux cette lumière. Sait-on pourquoi Napoléon est tombé? C'est parce que la justice, debout dans l'ombre, le regardait.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 9 juillet 1868.

Trois semaines après la publication de cette lettre, Victor Hugo reçut le billet que voici :

Naples, 25 juillet 1868.

«Maître,

«Grâce à vous, je suis hors de prison et de danger. Les gouvernements ont été forcés, par la conscience publique, de lâcher l'homme réclamé par Victor Hugo. Barbès vous a dû la vie; je vous dois la liberté.

«Gustave Flourens.»

III

L'ESPAGNE.

En 1868, l'homme exilé fut frappé deux fois; il perdit coup sur coup sa femme et son petit-fils, le premier-né de son fils Charles. L'enfant mourut en mars et Mme Victor Hugo en août. Victor Hugo put garder l'enfant près de lui; on l'enterra dans la terre d'exil; mais Mme Victor Hugo rentra en France. La mère avait exprimé le vœu de dormir près de sa fille; on l'enterra au cimetière de Villequier. Le proscrit ne put suivre la morte. De loin, et debout sur la frontière, il vit le cercueil disparaître à l'horizon. L'adieu suprême fut dit en son nom sur la tombe de Villequier par une noble voix. Voici les hautes et grandes paroles que prononça Paul Meurice :

«Je voudrais seulement lui dire adieu pour nous tous.

«Vous savez bien, vous qui l'entourez, — pour la dernière fois! — ce qu'était, ce qu'est cette âme si belle et si douce, cet adorable esprit, ce grand cœur.

«Ah! ce grand cœur surtout! Comme elle aimait aimer! comme elle aimait à être aimée! comme elle savait souffrir avec ceux qu'elle aimait!

«Elle était la femme de l'homme le plus grand qui soit, et, par le cœur, elle se haussait à ce génie. Elle l'égalait presque à force de le comprendre.

«Et il faut qu'elle nous quitte! il faut que nous la quittions!

«Elle a déjà, elle, retrouvé à aimer. Elle a retrouvé ses deux enfants, ici (*montrant la fosse*) — et là (*montrant le ciel*).

«Victor Hugo m'a dit à la frontière, hier soir : «Dites à ma fille qu'en attendant «je lui envoie sa mère.» C'est dit, et je crois que c'est entendu.

«Et maintenant, adieu donc! adieu pour les présents! adieu pour les absents! adieu, notre amie; adieu, notre sœur!

«Adieu, mais au revoir!»

Mais le devoir ne lâche pas prise. Il a d'impérieuses urgences. Mme Victor Hugo, on vient de le voir, était morte en août. En octobre, l'écroulement de la royauté en Espagne redonnait la parole à Victor Hugo. Mis en demeure par de si décisifs évènements, il dut, quel que fût son deuil, rompre le silence.

À L'ESPAGNE.

Un peuple a été pendant mille ans, du sixième au seizième siècle, le premier peuple de l'Europe, égal à la Grèce par l'épopée, à l'Italie par

l'art, à la France par la philosophie; ce peuple a eu Léonidas sous le nom de Pélage, et Achille sous le nom de Cid; ce peuple a commencé par Viriate et a fini par Riego; il a eu Lépante, comme les grecs ont eu Salamine; sans lui Corneille n'aurait pas créé la tragédie et Christophe Colomb n'aurait pas découvert l'Amérique; ce peuple est le peuple indomptable du Fuero-Juzgo; presque aussi défendu que la Suisse par son relief géologique, car le Mulhacen est au mont Blanc comme 18 est à 24, il a eu son assemblée de la forêt, contemporaine du forum de Rome, meeting des bois où le peuple régnait deux fois par mois, à la nouvelle lune et à la pleine lune; il a eu les cortès à Léon soixante-dix-sept ans avant que les anglais eussent le parlement à Londres; il a eu son serment du Jeu de Paume à Medina del Campo, sous Don Sanche; dès 1133, aux cortès de Borja, il a eu le tiers état prépondérant, et l'on a vu dans l'assemblée de cette nation une seule ville, comme Saragosse, envoyer quinze députés; dès 1307, sous Alphonse III, il a proclamé le droit et le devoir d'insurrection; en Aragon il a institué l'homme appelé Justice, supérieur à l'homme appelé Roi; il a dressé en face du trône le redoutable *sino no;* il a refusé l'impôt à Charles-Quint. Naissant, ce peuple a tenu en échec Charlemagne, et, mourant, Napoléon. Ce peuple a eu des maladies et subi des vermines, mais, en somme, n'a pas été plus déshonoré par les moines que les lions par les poux. Il n'a manqué à ce peuple que deux choses, savoir se passer du pape, et savoir se passer du roi. Par la navigation, par l'aventure, par l'industrie, par le commerce, par l'invention appliquée au globe, par la création des itinéraires inconnus, par l'initiative, par la colonisation universelle, il a été une Angleterre, avec l'isolement de moins et le soleil de plus. Il a eu des capitaines, des docteurs, des poëtes, des prophètes, des héros, des sages. Ce peuple a l'Alhambra, comme Athènes a le Parthénon, et a Cervantes, comme nous avons Voltaire. L'âme immense de ce peuple a jeté sur la terre tant de lumière que pour l'étouffer il a fallu Torquemada; sur ce flambeau, les papes ont posé la tiare, éteignoir énorme. Le papisme et l'absolutisme se sont ligués pour venir à bout de cette nation. Puis toute sa lumière, ils la lui ont rendue en flamme, et l'on a vu l'Espagne liée au bûcher. Ce *quemadero* démesuré a couvert le monde, sa fumée a été pendant trois siècles le nuage hideux de la civilisation, et, le supplice fini, le brûlement achevé, on a pu dire : Cette cendre, c'est ce peuple.

Aujourd'hui, de cette cendre cette nation renaît. Ce qui est faux du phénix est vrai du peuple.

Ce peuple renaît. Renaîtra-t-il petit? Renaîtra-t-il grand? Telle est la question.

Reprendre son rang, l'Espagne le peut. Redevenir l'égale de la France et de l'Angleterre. Offre immense de la providence. L'occasion est unique. L'Espagne la laissera-t-elle échapper?

Une monarchie de plus sur le continent, à quoi bon? L'Espagne sujette d'un roi sujet des puissances, quel amoindrissement! D'ailleurs établir à cette heure une monarchie, c'est prendre de la peine pour peu de temps. Le décor va changer.

Une république en Espagne, ce serait le holà en Europe; et ce holà dit aux rois, c'est la paix; ce serait la France et la Prusse neutralisées, la guerre entre les monarchies militaires impossible par le seul fait de la révolution présente, la muselière mise à Sadowa comme à Austerlitz, la perspective des tueries remplacée par la perspective du travail et de la fécondité, Chassepot destitué au profit de Jacquart; ce serait l'équilibre du continent brusquement fait aux dépens des fictions par ce poids dans la balance, la vérité; ce serait cette vieille puissance, l'Espagne, régénérée par cette jeune force, le peuple; ce serait, au point de vue de la marine et du commerce, la vie rendue à ce double littoral qui a régné sur la Méditerranée avant Venise et sur l'Océan avant l'Angleterre; ce serait l'industrie fourmillant là où croupit la misère; ce serait Cadix égale à Southampton, Barcelone égale à Liverpool, Madrid égale à Paris. Ce serait le Portugal, à un moment donné, faisant retour à l'Espagne, par la seule attraction de la lumière et de la prospérité; la liberté est l'aimant des annexions. Une république en Espagne, ce serait la constatation pure et simple de la souveraineté de l'homme sur lui-même, souveraineté indiscutable, souveraineté qui ne se met pas aux voix; ce serait la production sans tarif, la consommation sans douane, la circulation sans ligature, l'atelier sans prolétariat, la richesse sans parasitisme, la conscience sans préjugés, la parole sans bâillon, la loi sans mensonge, la force sans armée, la fraternité sans Caïn; ce serait le travail pour tous, l'instruction pour tous, la justice pour tous, l'échafaud pour personne; ce serait l'idéal devenu palpable, et, de même qu'il y a l'hirondelle-guide, il y aurait la nation-exemple. De péril point. L'Espagne citoyenne, c'est l'Espagne forte; l'Espagne démocratie, c'est l'Espagne citadelle. La république en Espagne, ce serait la probité administrant, la vérité gouvernant, la liberté régnant; ce serait la souveraine réalité inexpugnable; la liberté est tranquille parce qu'elle est invincible, et invincible parce qu'elle est contagieuse. Qui l'attaque la gagne. L'armée envoyée contre elle ricoche sur le despote. C'est pourquoi on la laisse en paix. La république en Espagne, ce serait, à l'horizon, l'irradiation du vrai, promesse pour tous, menace pour le mal seulement; ce serait, au-dessus des montagnes, le flamboiement de l'épée de l'archange, flamboiement qui ne

demande qu'à rester céleste; ce serait ce géant, le droit, debout en Europe, derrière cette barricade, les Pyrénées.

Si l'Espagne renaît monarchie, elle est petite.

Si elle renaît république, elle est grande.

Qu'elle choisisse.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 22 octobre 1868.

IV

SECONDE LETTRE A L'ESPAGNE.

De plusieurs points de l'Espagne, de la Corogne, par l'organe du comité démocratique, d'Oviedo, de Séville, de Barcelone, de Saragosse, la ville patriote, de Cadix, la ville révolutionnaire, de Madrid, par la généreuse voix d'Emilio Castelar, un deuxième appel m'est fait. On m'interroge. Je réponds.

De quoi s'agit-il? De l'esclavage.

L'Espagne, qui d'une seule secousse vient de rejeter tous les vieux opprobres, fanatisme, absolutisme, échafaud, droit divin, gardera-t-elle de tout ce passé ce qu'il a de plus odieux, l'esclavage? Je dis : Non!

Abolition, et abolition immédiate. Tel est le devoir.

Est-ce qu'il y a lieu d'hésiter? Est-ce que c'est possible? Quoi! ce que l'Angleterre a fait en 1838, ce que la France a fait en 1848, en 1868 l'Espagne ne le ferait pas! Quoi! être une nation affranchie, et avoir sous ses pieds une race asservie et garrottée! Quoi! ce contresens? être chez soi la lumière, et hors de chez soi la nuit! être chez soi la justice, et hors de chez soi l'iniquité! citoyen ici, négrier là! faire une révolution qui aurait un côté de gloire et un côté d'ignominie! Quoi! après la royauté chassée, l'esclavage resterait! il y aurait près de vous un homme qui serait à vous, un homme qui serait votre chose! vous auriez sur la tête un bonnet de liberté pour vous et à la main une chaîne pour lui! Qu'est-ce que le fouet du planteur? c'est le sceptre du roi, naïf et dédoré. L'un brisé, l'autre tombe.

Une monarchie à esclaves est logique. Une république à esclaves est cynique. Ce qui rehausse la monarchie déshonore la république. La république est une virginité.

Or, dès à présent, et sans attendre aucun vote, vous êtes République. Pourquoi? parce que vous êtes la grande Espagne. Vous êtes République; l'Europe démocratique en a pris acte. O espagnols! vous ne pouvez rester fiers qu'à la condition de rester libres. Déchoir vous est impossible. Croître est dans la nature; se rapetisser, non.

IMPRIMERIE NATIONALE.

Vous resterez libres. Or la liberté est entière. Elle a la sombre jalousie de sa grandeur et de sa pureté. Aucun compromis. Aucune concession. Aucune diminution. Elle exclut en haut la royauté et en bas l'esclavage.

Avoir des esclaves, c'est mériter d'être esclave. L'esclave au-dessous de vous justifie le tyran au-dessus de vous.

Il y a dans l'histoire de la traite une année hideuse, 1768. Cette année-là le maximum du crime fut atteint; l'Europe vola à l'Afrique cent quatre mille noirs, qu'elle vendit à l'Amérique. Cent quatre mille! jamais si effroyable chiffre de vente de chair humaine ne s'était vu. Il y a de cela juste cent ans. Eh bien! célébrez ce centenaire par l'abolition de l'esclavage; qu'à une année infâme une année auguste réponde; et montrez qu'entre l'Espagne de 1768 et l'Espagne de 1868 il y a plus qu'un siècle, il y a un abîme, il y a l'infranchissable profondeur qui sépare le faux du vrai, le mal du bien, l'injuste du juste, l'abjection de la gloire, la monarchie de la république, la servitude de la liberté. Précipice toujours ouvert derrière le progrès; qui recule y tombe.

Un peuple s'augmente de tous les hommes qu'il affranchit. Soyez la grande Espagne complète. Ce qu'il vous faut, c'est Gibraltar de plus et Cuba de moins.

Un dernier mot. Dans la profondeur du mal, despotisme et esclavage se rencontrent et produisent le même effet. Pas d'identité plus saisissante. Le joug de l'esclavage est plus encore peut-être sur le maître que sur l'esclave. Lequel des deux possède l'autre? question. C'est une erreur de croire qu'on est le propriétaire de l'homme qu'on achète ou qu'on vend; on est son prisonnier. Il vous tient. Sa rudesse, sa grossièreté, son ignorance, sa sauvagerie, vous devez les partager; sinon, vous vous feriez horreur à vous-même. Ce noir, vous le croyez à vous; c'est vous qui êtes à lui. Vous lui avez pris son corps, il vous prend votre intelligence et votre honneur. Il s'établit entre vous et lui un mystérieux niveau. L'esclave vous châtie d'être son maître. Tristes et justes représailles, d'autant plus terribles que l'esclave, votre sombre dominateur, n'en a pas conscience. Ses vices sont vos crimes; ses malheurs deviendront vos catastrophes. Un esclave dans une maison, c'est une âme farouche qui est chez vous, et qui est en vous. Elle vous pénètre et vous obscurcit, lugubre empoisonnement. Ah! l'on ne commet pas impunément ce grand crime, l'esclavage! La fraternité méconnue devient fatalité. Si vous êtes un peuple éclatant et illustre, l'esclavage, accepté comme institution, vous fait abominable. La couronne au front du despote, le carcan au cou de l'esclave, c'est le même cercle, et votre âme de peuple y est enfermée. Toutes vos splendeurs ont cette tache, le nègre. L'esclave vous impose ses ténèbres. Vous ne lui communiquez pas la civili-

sation, et il vous communique la barbarie. Par l'esclave, l'Europe s'inocule l'Afrique.

Ô noble peuple espagnol! c'est là, pour vous, la deuxième libération. Vous vous êtes délivré du despote; maintenant délivrez-vous de l'esclave.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 22 novembre 1868.

V

LES ENFANTS PAUVRES.

Noël 1868.

Les deuils qui nous éprouvent n'empêchent pas qu'il y ait des pauvres. Si nous pouvions oublier ce que souffrent les autres, ce que nous souffrons nous-mêmes nous en ferait souvenir; le deuil est un appel au devoir.

La petite institution d'assistance pour l'enfance, que j'ai fondée il y a sept ans, à Guernesey, dans ma maison, fructifie, et vous, mesdames, qui m'écoutez avec tant de grâce, vous serez sensibles à cette bonne nouvelle.

Ce n'est pas de ce que je fais ici qu'il est question, mais de ce qui se fait au dehors. Ce que je fais n'est rien, et ne vaut pas la peine d'en parler.

Cette fondation du Dîner des Enfants pauvres n'a qu'une chose pour elle, c'est d'être une idée simple. Aussi a-t-elle été tout de suite comprise, surtout dans les pays de liberté, en Angleterre, en Suisse et en Amérique; là elle est appliquée sur une grande échelle. — Je note le fait sans y insister, mais je crois qu'il y a une certaine affinité entre les idées simples et les pays libres.

Pour que vous jugiez du progrès que fait l'idée du Dîner des Enfants pauvres, je vous citerai seulement deux ou trois chiffres. Ces chiffres, je les prends en Angleterre, je les prends à Londres, c'est-à-dire chez vous.

Vous avez pu lire dans les journaux la lettre que m'a adressée l'honorable lady Thompson. Dans la seule paroisse de Marylebone, en l'année 1868, le nombre des enfants assistés s'est élevé de 5.000 à 7.850. Une société d'assistance, intitulée *Childrens' Provident Society,* vient de se fonder, Maddox street, Regent's street, au capital de vingt mille livres sterling. Enfin, troisième fait, vous vous rappelez que l'an dernier, à pareil jour, je me félicitais de lire dans les journaux anglais que l'idée de Hauteville-House avait fructifié à Londres, au point qu'on y secourait trente mille enfants. Eh bien, lisez aujourd'hui l'excellent journal l'*Express* du 17 décembre, vous y constaterez une progression magnifique. En 1866, il y avait à Londres six mille enfants secourus de la façon que j'ai indiquée; en 1867, trente mille; en 1868, il y en a cent quinze mille.

À ces 115.000 ajoutez les 7.850 de Marylebone, société distincte, et vous aurez un total de 122.850 enfants secourus.

Ce que c'est qu'un grain mis dans le sillon, quand Dieu consent à le féconder! Combien voyez-vous ici d'enfants? Quarante. C'est bien peu. Ce n'est rien. Eh bien, chacun de ces quarante enfants en produit au dehors trois mille, et les quarante enfants de Hauteville-House deviennent à Londres cent vingt mille.

Je pourrais citer d'autres faits encore, je m'arrête. Je parle de moi, mais c'est malgré moi. Dans tout ceci aucun honneur ne me revient, et mon mérite est nul. Toutes les actions de grâces doivent être adressées à mes admirables coopérateurs d'Angleterre et d'Amérique.

Un mot pour terminer.

Je trouve l'exil bon. D'abord, il m'a fait connaître cette île hospitalière; ensuite, il m'a donné le loisir de réaliser cette idée que j'avais depuis longtemps, un essai pratique d'amélioration immédiate du sort des enfants — des pauvres enfants — au point de vue de la double hygiène, c'est-à-dire de la santé physique et de la santé intellectuelle. L'idée a réussi. C'est pourquoi je remercie l'exil.

Ah! je ne me lasserai jamais de le dire : — Songeons aux enfants!

La société des hommes est toujours, plus ou moins, une société coupable. Dans cette faute collective que nous commettons tous, et qui s'appelle tantôt la loi, tantôt les mœurs, nous ne sommes sûrs que d'une innocence, l'innocence des enfants.

Eh bien, aimons-la, nourrissons-la, vêtons-la, donnons-lui du pain et des souliers, guérissons-la, éclairons-la, vénérons-la.

Quant à moi, — êtes-vous curieux de savoir mon opinion politique? — je vais vous la dire. Je suis du parti de l'innocence. Surtout du parti de l'innocence punie — pourquoi, mon Dieu? — par la misère.

Quelles que soient les douleurs de cette vie, je ne m'en plaindrai pas, s'il m'est donné de réaliser les deux plus hautes ambitions qu'un homme puisse avoir sur la terre. Ces deux ambitions, les voici : être esclave, et être serviteur. Esclave de la conscience, et serviteur des pauvres.

1869.

LA GRÈCE SE TOURNE VERS L'AMÉRIQUE.
DÉCLARATION DE GUERRE PROCHAINE ET DE PAIX FUTURE.
LE RAPPEL. — *LE CONGRÈS DE LAUSANNE.* — *PEABODY MORT.*
CHARLES HUGO CONDAMNÉ. — *LE 29 OCTOBRE À PARIS.*
SYMPTÔMES DE L'ÉCROULEMENT DE L'EMPIRE.
LES ENFANTS PAUVRES.

I

LA CRÈTE.

À M. VOLOUDAKI,

PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA CRÈTE.

Monsieur,

Votre lettre éloquente m'a vivement touché. Oui, vous avez raison de compter sur moi. Le peu que je suis et le peu que je puis appartient à votre noble cause. La cause de la Crète est celle de la Grèce, et la cause de la Grèce est celle de l'Europe. Ces enchaînements-là échappent aux rois et sont pourtant la grande logique. La diplomatie n'est autre chose que la ruse des princes contre la logique de Dieu. Mais, dans un temps donné, Dieu a raison.

Dieu et droit sont synonymes. Je ne suis qu'une voix, opiniâtre, mais perdue dans le tumulte triomphal des iniquités régnantes. Qu'importe? écouté ou non, je ne me lasserai pas. Vous me dites que la Crète me demande ce que l'Espagne m'a demandé. Hélas! je ne puis que pousser un cri. Pour la Crète, je l'ai fait déjà, je le ferai encore.

Puisque vous le croyez utile, l'Europe étant sourde, je me tournerai vers l'Amérique. Espérons de ce côté-là.

Je vous serre la main.

VICTOR HUGO.

APPEL À L'AMÉRIQUE.

Le sombre abandon d'un peuple au viol et à l'égorgement en pleine civilisation est une ignominie qui étonnera l'histoire. Ceux qui font de telles taches à ce grand dix-neuvième siècle sont responsables devant la

conscience universelle. Les présents gouvernements mettent la rougeur au front de l'Europe.

À l'heure où nous sommes, d'un côté il y a des massacres, de l'autre une conversation de diplomates; d'un côté on tue, on décapite, on mutile, on éventre des femmes, des vieillards et des enfants, qu'on laisse pourrir dans la neige ou au soleil, de l'autre on rédige des protocoles; les dépêches de chancellerie, envolées de tous les points de l'horizon, s'abattent sur la table verte de la conférence, et les vautours sur Arcadion. Tel est le spectacle.

Trahir et livrer la Crète, c'est une mauvaise action, et c'est une mauvaise politique.

De deux choses l'une : ou l'insurrection candiote persistera, ou elle expirera; ou la Crète attisera et continuera son flamboiement superbe, ou elle s'éteindra. Dans le premier cas, ce pays sera un héros; dans le second cas, il sera un martyr. Redoutable complication future. Il faut, tôt ou tard, compter avec les héros, et plus encore avec les martyrs. Les héros triomphent par la vie, les martyrs par la mort. Voyez Baudin. Craignez les spectres. La Crète morte aura l'importunité terrible du sépulcre. Ce sera un miasme de plus dans votre politique. L'Europe aura désormais deux Polognes, l'une au nord, l'autre au midi. L'ordre régnera dans les monts Sphakia comme il règne à Varsovie, et, rois de l'Europe, vous aurez une prospérité entre deux cadavres.

Le continent en ce moment n'appartient pas aux nations, mais aux rois. Disons-le nettement, pour l'instant, la Grèce et la Crète n'ont plus rien à attendre de l'Europe.

Tout espoir est-il donc perdu pour elles?

Non.

Ici la question change d'aspect. Ici se déclare, incident admirable, une phase nouvelle.

L'Europe recule, l'Amérique avance.

L'Europe refuse son rôle, l'Amérique le prend.

Abdication compensée par un avènement.

Une grande chose va se faire.

Cette république d'autrefois, la Grèce, sera soutenue et protégée par la république d'aujourd'hui, les États-Unis. Thrasybule appelle à son secours Washington. Rien de plus grand.

Washington entendra et viendra. Avant peu le libre pavillon américain, n'en doutons pas, flottera entre Gibraltar et les Dardanelles.

C'est le point du jour. L'avenir blanchit l'horizon. La fraternité des peuples s'ébauche. Solidarité sublime.

Ceci est l'arrivée du nouveau monde dans le vieux monde. Nous saluons cet avènement. Ce n'est pas seulement au secours de la Grèce que viendra l'Amérique, c'est au secours de l'Europe. L'Amérique sauvera la Grèce du démembrement, et l'Europe de la honte.

Pour l'Amérique, c'est la sortie de la politique locale. C'est l'entrée dans la gloire.

Au dix-huitième siècle, la France a délivré l'Amérique; au dix-neuvième siècle, l'Amérique va délivrer la Grèce. Remboursement magnifique.

Américains, vous étiez endettés envers nous de cette grande dette, la liberté! Délivrez la Grèce, et nous vous donnons quittance. Payer à la Grèce, c'est payer à la France.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 6 février 1869.

II

AUX CINQ RÉDACTEURS-FONDATEURS

DU *RAPPEL*[1].

Chers amis,

Ayant été investi d'un mandat, qui est suspendu, mais non terminé, je ne pourrais reparaître, soit à la tribune, soit dans la presse politique, que pour y reprendre ce mandat au point où il a été interrompu, et pour exercer un devoir sévère, et il me faudrait pour cela la liberté comme en Amérique. Vous connaissez ma déclaration à ce sujet, et vous savez que, jusqu'à ce que l'heure soit venue, je ne puis coopérer à aucun journal, de même que je ne puis accepter aucune candidature. Je dois donc demeurer étranger au *Rappel*.

Du reste, pour d'autres raisons, résultant des complications de la double vie politique et littéraire qui m'est imposée, je n'ai jamais écrit dans l'*Évènement*. L'*Évènement*, en 1851, tirait à soixante-quatre mille exemplaires.

Ce vivant journal, vous allez le refaire sous ce titre : le *Rappel*.

Le *Rappel*. J'aime tous les sens de ce mot : Rappel des principes, par la conscience; rappel des vérités, par la philosophie; rappel du devoir, par le droit; rappel des morts, par le respect; rappel du châtiment, par la justice; rappel du passé, par l'histoire; rappel de l'avenir, par la logique; rappel des faits, par le courage; rappel de l'idéal dans l'art, par la pensée; rappel du progrès dans la science, par l'expérience et le calcul; rappel de Dieu dans les religions, par l'élimination des idolâtries; rappel de la loi à l'ordre, par l'abolition de la peine de mort; rappel du peuple à la souveraineté, par le suffrage universel renseigné; rappel de l'égalité, par l'enseignement gratuit et obligatoire; rappel de la liberté, par le réveil de la France; rappel de la lumière, par le cri : *Fiat jus!*

Vous dites : Voilà notre tâche; moi je dis : Voilà votre œuvre.

[1] Paul Meurice, Auguste Vacquerie, Henri Rochefort, Charles Hugo, François-Victor Hugo.

Cette œuvre, vous l'avez déjà faite, soit comme journalistes, soit comme poëtes, dans le pamphlet, admirable mode de combat, dans le livre, au théâtre, partout, toujours; vous l'avez faite, d'accord et de front avec tous les grands esprits de ce grand siècle. Aujourd'hui, vous la reprenez, ce journal au poing, le *Rappel*. Ce sera un journal lumineux et acéré; tantôt épée, tantôt rayon. Vous allez combattre en riant. Moi, vieux et triste, j'applaudis.

Courage donc, et en avant! Le rire, quelle puissance! Vous allez prendre place, comme auxiliaires de toutes les bonnes volontés, dans l'étincelante légion parisienne des journaux du rire.

Je connais vos droitures comme je connais la mienne, et j'en ai en moi le miroir; c'est pourquoi je sais d'avance votre itinéraire. Je ne le trace pas, je le constate. Être un guide n'est pas ma prétention, je me contente d'être un témoin. D'ailleurs, je n'en sais pas bien long, et une fois que j'ai prononcé ce mot : Devoir, j'ai à peu près dit tout ce que j'avais à dire.

Avant tout, vous serez fraternels. Vous donnerez l'exemple de la concorde. Aucune division dans nos rangs ne se fera par votre faute. Vous attendrez toujours le premier coup. Quand on m'interroge sur ce que j'ai dans l'âme, je réponds par ces deux mots : *conciliation* et *réconciliation*. Le premier de ces mots est pour les idées, le second est pour les hommes.

Le combat pour le progrès veut la concentration des forces. Bien viser et frapper juste. Aucun projectile ne doit s'égarer. Pas de balle perdue dans la bataille des principes. L'ennemi a droit à tous nos coups; lui faire tort d'un seul, c'est être injuste envers lui. Il mérite qu'on le mitraille sans cesse, et qu'on ne mitraille que lui. Pour nous, qui n'avons qu'une soif, la justice, la raison, la vérité, l'ennemi s'appelle Ténèbres.

La légion démocratique a deux aspects : elle est politique et littéraire. En politique, elle arbore 89 et 92; en littérature, elle arbore 1830. Ces dates à rayonnement double, illuminant d'un côté le droit, de l'autre la pensée, se résument en un mot : révolution.

Nous, issus des nouveautés révolutionnaires, fils de ces catastrophes qui sont des triomphes, nous préférons au cérémonial de la tragédie le pêle-mêle du drame, au dialogue alterné des majestés le cri profond du peuple, et à Versailles Paris. L'art, en même temps que la société, est arrivé au but que voici : *omnia et omnes*. Les autres siècles ont été des porte-couronnes; chacun d'eux s'incarne pour l'histoire dans un personnage où se condense l'exception. Le quinzième siècle, c'est le Pape; le seizième, c'est l'Empereur; le dix-septième, c'est le Roi; le dix-neuvième, c'est l'Homme.

L'homme, sorti, debout et libre, de ce gouffre sublime, le dix-huitième siècle.

Vénérons-le, ce dix-huitième siècle, ce siècle concluant qui commence par la mort de Louis XIV et qui finit par la mort de la monarchie.

Vous accepterez son héritage. Ce fut un siècle gai et redoutable.

Être souriants et désagréables, telle est votre intention. Je l'approuve. Sourire, c'est combattre. Un sourire regardant la toute-puissance a une étrange force de paralysie. Lucien déconcertait Jupiter. Jupiter pourtant, dieu d'esprit, n'aurait pas eu recours, quoique fâché, à M............. (J'ouvre une parenthèse. Ne vous gênez pas pour remplacer ma prose par des lignes de points partout où bon vous semblera. Je ferme la parenthèse.) La raillerie des encyclopédistes a eu raison du molinisme et du papisme. Grands et charmants exemples. Ces vaillants philosophes ont révélé la force du rire. Tourner une hydre en ridicule, cela semble étrange. Eh bien, c'est excellent. D'abord beaucoup d'hydres sont en baudruche. Sur celles-là, l'épingle est plus efficace que la massue. Quant aux hydres pour de bon, le césarisme en est une, l'ironie les consterne. Surtout quand l'ironie est un appel à la lumière. Souvenez-vous du coq chantant sur le dos du tigre. Le coq, c'est l'ironie. C'est aussi la France.

Le dix-huitième siècle a mis en évidence la souveraineté de l'ironie. Confrontez la vigueur matérielle avec la vigueur spirituelle; comptez les fléaux vaincus, les monstres terrassés et les victimes protégées; mettez d'un côté Lerne, Némée, Érymanthe, le taureau de Crète, le dragon des Hespérides, Antée étouffé, Cerbère enchaîné, Augias nettoyé, Atlas soulagé, Hésione sauvée, Alceste délivrée, Prométhée secouru; et, de l'autre, la superstition dénoncée, l'hypocrisie démasquée, l'inquisition tuée, la magistrature muselée, la torture déshonorée, Calas réhabilité, La Barre vengé, Sirven défendu, les mœurs adoucies, les lois assainies, la raison mise en liberté, la conscience humaine délivrée, elle aussi, du vautour, qui est le fanatisme; faites cette évocation sacrée des grandes victoires humaines, et comparez aux douze travaux d'Hercule les douze travaux de Voltaire. Ici le géant de force, là le géant d'esprit. Qui l'emporte? Les serpents du berceau, ce sont les préjugés. Arouet a aussi bien étouffé ceux-ci qu'Alcide ceux-là.

Vous aurez de vives polémiques. Il y a un droit qui est tranquille avec vous, et qui est sûr d'être respecté : c'est le droit de réplique. Moi qui parle, j'en ai usé, à mes risques et périls, et même abusé. Jugez-en. Un jour, — vous devez d'ailleurs vous en souvenir, — en 1851, du temps de la République, j'étais à la tribune de l'Assemblée, je parlais, je venais de dire : *Le président Louis Bonaparte conspire.* Un honorable républicain d'autrefois, mort sénateur, M. Vieillard, me cria, justement indigné : *Vous êtes un infâme calomniateur.* A quoi je répondis par ces paroles insensées : *Je dénonce un*

complot qui a pour but le rétablissement de l'empire. Sur ce, M. Dupin me menaça d'un rappel à l'ordre, peine terrible et méritée. Je tremblais. J'ai, heureusement pour moi, la réputation d'être bête. Ceci me sauva. *M. Victor Hugo ne sait ce qu'il dit!* cria un membre compatissant de la majorité. Cette parole indulgente jeta un charme, tout s'apaisa, M. Dupin garda sa foudre dans sa poche. (C'est là que volontiers il mettait son drapeau. Vaste poche. Dans l'occasion, il se fût caché dedans s'il avait pu.) Mais convenez que j'avais abusé du droit de réplique. Donc, respectons-le.

C'était du reste un temps singulier. On était en République, et *vive la République* était un cri séditieux. Vous, vous étiez en prison, tous, excepté Rochefort, qui était alors au collège, mais qui aujourd'hui est en Belgique.

Vous encouragerez le jeune et rayonnant groupe de poëtes qui se lève aujourd'hui avec tant d'éclat, et qui appuie de ses travaux et de ses succès toutes les grandes affirmations du siècle. Aucune générosité ne manquera à votre œuvre. Vous donnerez le mot d'ordre de l'espérance à cette admirable jeunesse d'aujourd'hui qui a sur le front la candeur loyale de l'avenir. Vous rallierez dans l'incorruptible foi commune cette studieuse et fière multitude d'intelligences toutes frémissantes de la joie d'éclore, qui le matin peuple les écoles, et le soir les théâtres, ces autres écoles; le matin, cherchant le vrai dans la science; le soir, applaudissant ou réclamant le grand dans la poésie et le beau dans l'art. Ces nobles jeunes hommes d'à présent, je les connais, et je les aime. Je suis dans leur secret, et je les remercie de ce doux murmure que, si souvent, comme une lointaine troupe d'abeilles, ils viennent faire à mon oreille. Ils ont une volonté mystérieuse et ferme, et ils feront le bien, j'en réponds. Cette jeunesse, c'est la France en fleur, c'est la Révolution redevenue aurore. Vous communierez avec cette jeunesse. Vous éveillerez avec tous les mots magiques, devoir, honneur, raison, progrès, patrie, humanité, liberté, cette forêt d'échos qui est en elle. Répercussion profonde, prête à toutes les grandes réponses.

Mes amis, et vous, mes fils, allez! Combattez votre vaillant combat. Combattez-le sans moi, et avec moi. Sans moi, car ma vieille plume guerroyante ne sera pas parmi les vôtres; avec moi, car mon âme y sera. Allez, faites, vivez, luttez! Naviguez intrépidement vers votre pôle imperturbable, la Liberté; mais tournez les écueils. Il y en a. Désormais, j'aurai dans ma solitude, pour mettre de la lumière dans mes vieux songes, cette perspective, le Rappel triomphant. Le rappel battu, cela peut se rêver aussi.

Je ne reprendrai plus la parole dans ce journal que j'aime, et, à partir de demain, je ne suis plus que votre lecteur. Lecteur mélancolique et atten-

dri. Vous serez sur votre brèche, et moi sur la mienne. Du reste, je ne suis plus guère bon qu'à vivre tête à tête avec l'océan, vieux homme tranquille et inquiet, tranquille parce que je suis au fond du précipice, inquiet parce que mon pays peut y tomber. J'ai pour spectacle ce drame, l'écume insultant le rocher. Je me laisse distraire des grandeurs impériales et royales par la grandeur de la nature. Qu'importe un solitaire de plus ou de moins! les peuples vont à leurs destinées. Pas de dénoûment qui ne soit précédé d'une gestation. Les années font leur lent travail de maturation, et tout est prêt. Quant à moi, pendant qu'à l'occasion de sa noce d'or l'église couronne le pape, j'émiette sur mon toit du pain aux petits oiseaux, ne me souciant d'aucun couronnement, pas même d'un couronnement d'édifice.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 25 avril 1869.

III

CONGRÈS DE LA PAIX

À LAUSANNE.

Bruxelles, 4 septembre 1869.

Concitoyens des États-Unis d'Europe,

Permettez-moi de vous donner ce nom, car la république européenne fédérale est fondée en droit, en attendant qu'elle soit fondée en fait. Vous existez, donc elle existe. Vous la constatez par votre union qui ébauche l'unité. Vons êtes le commencement du grand avenir.

Vous me conférez la présidence honoraire de votre congrès. J'en suis profondément touché.

Votre congrès est plus qu'une assemblée d'intelligences; c'est une sorte de comité de rédaction des futures tables de la loi. Une élite n'existe qu'à la condition de représenter la foule; vous êtes cette élite-là. Dès à présent, vous signifiez à qui de droit que la guerre est mauvaise, que le meurtre, même glorieux, fanfaron et royal, est infâme, que le sang humain est précieux, que la vie est sacrée. Solennelle mise en demeure.

Qu'une dernière guerre soit nécessaire, hélas! je ne suis, certes, pas de ceux qui le nient. Que sera cette guerre? Une guerre de conquête. Quelle est la conquête à faire? La liberté.

Le premier besoin de l'homme, son premier droit, son premier devoir, c'est la liberté.

La civilisation tend invinciblement à l'unité d'idiome, à l'unité de mètre, à l'unité de monnaie, et à la fusion des nations dans l'humanité, qui est l'unité suprême. La concorde a un synonyme, simplification; de même que la richesse et la vie ont un synonyme, circulation. La première des servitudes, c'est la frontière.

Qui dit frontière, dit ligature. Coupez la ligature, effacez la frontière, ôtez le douanier, ôtez le soldat, en d'autres termes, soyez libres; la paix suit.

IMPRIMERIE NATIONALE.

Paix désormais profonde. Paix faite une fois pour toutes. Paix inviolable. État normal du travail, de l'échange, de l'offre et de la demande, de la production et de la consommation, du vaste effort en commun, de l'attraction des industries, du va-et-vient des idées, du flux et reflux humain.

Qui a intérêt aux frontières? Les rois. Diviser pour régner. Une frontière implique une guérite, une guérite implique un soldat. *On ne passe pas,* mot de tous les privilèges, de toutes les prohibitions, de toutes les censures, de toutes les tyrannies. De cette frontière, de cette guérite, de ce soldat, sort toute la calamité humaine.

Le roi, étant l'exception, a besoin, pour se défendre, du soldat, qui à son tour a besoin du meurtre pour vivre. Il faut aux rois des armées, il faut aux armées la guerre. Autrement, leur raison d'être s'évanouit. Chose étrange, l'homme consent à tuer l'homme, sans savoir pourquoi. L'art des despotes, c'est de dédoubler le peuple en armée. Une moitié opprime l'autre.

Les guerres ont toutes sortes de prétextes, mais n'ont jamais qu'une cause, l'armée. Ôtez l'armée, vous ôtez la guerre. Mais comment supprimer l'armée? Par la suppression des despotismes.

Comme tout se tient! abolissez les parasitismes sous toutes leurs formes, listes civiles, fainéantises payées, clergés salariés, magistratures entretenues, sinécures aristocratiques, concessions gratuites des édifices publics, armées permanentes; faites cette rature, et vous dotez l'Europe de dix milliards par an. Voilà d'un trait de plume le problème de la misère simplifié.

Cette simplification, les trônes n'en veulent pas. De là les forêts de bayonnettes.

Les rois s'entendent sur un seul point, éterniser la guerre. On croit qu'ils se querellent; pas du tout, ils s'entr'aident. Il faut, je le répète, que le soldat ait sa raison d'être. Éterniser la guerre, c'est éterniser l'armée; éterniser l'armée, c'est éterniser le despotisme; logique excellente, soit, et féroce. Les rois épuisent leur malade, le peuple, par le sang versé. Il y a une farouche fraternité des glaives d'où résulte l'asservissement des hommes.

Donc, allons au but, que j'ai appelé quelque part *la résorption du soldat dans le citoyen.* Le jour où cette reprise de possession aura eu lieu, le jour où le peuple n'aura plus hors de lui l'homme de guerre, ce frère ennemi, le peuple se retrouvera un, entier, aimant, doublé en force et en âme, et la civilisation se nommera Harmonie, et aura en elle, pour créer, d'un côté la richesse et de l'autre la lumière, cette force, le Travail, et cette âme, la Paix.

VICTOR HUGO.

Des affaires de famille retenaient Victor Hugo à Bruxelles. Cependant, sur la vive insistance du Congrès, il se décida à aller à Lausanne.

Le 14 septembre, il ouvrit le Congrès. Voici ses paroles :

Les mots me manquent pour dire à quel point je suis touché de l'accueil qui m'est fait. J'offre au congrès, j'offre à ce généreux et sympathique auditoire, mon émotion profonde. Citoyens, vous avez eu raison de choisir pour lieu de réunion de vos délibérations ce noble pays des Alpes. D'abord, il est libre; ensuite, il est sublime. Oui, c'est ici, oui, c'est en présence de cette nature magique qu'il sied de faire les grandes déclarations d'humanité, entre autres celle-ci : Plus de guerre!

Une question domine ce congrès.

Permettez-moi, puisque vous m'avez fait l'honneur insigne de me choisir pour président, permettez-moi de la signaler. Je le ferai en peu de mots. Nous tous qui sommes ici, qu'est-ce que nous voulons? La paix. Nous voulons la paix, nous la voulons ardemment. Nous la voulons absolument. Nous la voulons entre l'homme et l'homme, entre le peuple et le peuple, entre la race et la race, entre le frère et le frère, entre Abel et Caïn. Nous voulons l'immense apaisement des haines.

Mais cette paix, comment la voulons-nous? La voulons-nous à tout prix? La voulons-nous sans conditions? Non! nous ne voulons pas de la paix le dos courbé et le front baissé; nous ne voulons pas de la paix sous le despotisme; nous ne voulons pas de la paix sous le bâton; nous ne voulons pas de la paix sous le sceptre!

La première condition de la paix, c'est la délivrance. Pour cette délivrance, il faudra, à coup sûr, une révolution, qui sera la suprême, et peut-être, hélas! une guerre, qui sera la dernière. Alors tout sera accompli. La paix, étant inviolable, sera éternelle. Alors, plus d'armées, plus de rois. Évanouissement du passé. Voilà ce que nous voulons.

Nous voulons que le peuple vive, achète, vende, travaille, parle, aime et pense librement, et qu'il y ait des écoles faisant des citoyens, et qu'il n'y ait plus de princes faisant des mitrailleuses. Nous voulons la grande république continentale, nous voulons les États-Unis d'Europe, et je termine par ce mot : La liberté, c'est le but; la paix, c'est le résultat.

Les délibérations des Amis de la paix durèrent quatre jours. Victor Hugo fit en ces termes la clôture du Congrès :

Citoyens,

Mon devoir est de clore ce congrès par une parole finale. Je tâcherai qu'elle soit cordiale. Aidez-moi.

Vous êtes le congrès de la paix, c'est-à-dire de la conciliation. A ce sujet, permettez-moi un souvenir.

Il y a vingt ans, en 1849, il y avait à Paris ce qu'il y a aujourd'hui à Lausanne, un congrès de la paix. C'était le 24 août, date sanglante, anniversaire de la Saint-Barthélemy. Deux prêtres, représentant les deux formes du christianisme, étaient là; le pasteur Coquerel et l'abbé Deguerry. Le président du congrès, celui qui a l'honneur de vous parler en ce moment, évoqua le souvenir néfaste de 1572, et, s'adressant aux deux prêtres, leur dit : «Embrassez-vous!»

En présence de cette date sinistre, aux acclamations de l'assemblée, le catholicisme et le protestantisme s'embrassèrent. (*Applaudissements.*)

Aujourd'hui quelques jours à peine nous séparent d'une autre date, aussi illustre que la première est infâme, nous touchons au 21 septembre. Ce jour-là, la République française a été fondée, et, de même que le 24 août 1572 le despotisme et le fanatisme avaient dit leur dernier mot : *Extermination,* — le 21 septembre 1792 la démocratie a jeté son premier cri : *Liberté, égalité, fraternité!* (*Bravo! bravo!*)

Eh bien! en présence de cette date sublime, je me rappelle ces deux religions, représentées par deux prêtres, qui se sont embrassées, et je demande un autre embrassement. Celui-là est facile et n'a rien à faire oublier. Je demande l'embrassement de la République et du socialisme. (*Longs applaudissements.*)

Nos ennemis disent : le socialisme, au besoin, accepterait l'empire. Cela n'est pas. Nos ennemis disent : la République ignore le socialisme. Cela n'est pas.

La haute formule définitive que je rappelais tout à l'heure, en même temps qu'elle exprime toute la République, exprime aussi tout le socialisme.

A côté de la liberté, qui implique la propriété, il y a l'égalité, qui implique le droit au travail, formule superbe de 1848! (*applaudissements*) et il y a la fraternité, qui implique la solidarité.

Donc, République et socialisme, c'est un. (*Bravos répétés.*)

Moi qui vous parle, citoyens, je ne suis pas ce qu'on appelait autrefois un républicain de la veille, mais je suis un socialiste de l'avant-veille. Mon socialisme date de 1828. J'ai donc le droit d'en parler.

Le socialisme est vaste et non étroit. Il s'adresse à tout le problème humain. Il embrasse la conception sociale tout entière. En même temps qu'il pose l'importante question du travail et du salaire, il proclame l'inviolabilité de la vie humaine, l'abolition du meurtre sous toutes ses formes, la résorption de la pénalité par l'éducation, merveilleux problème résolu. (*Très bien!*) Il proclame l'enseignement gratuit et obligatoire. Il proclame le droit de la femme, cette égale de l'homme. (*Bravos!*) Il proclame le droit de l'enfant, cette responsabilité de l'homme. (*Très bien! — Applaudissements.*) Il proclame enfin la souveraineté de l'individu, qui est identique à la liberté.

Qu'est-ce que tout cela? C'est le socialisme. Oui. C'est aussi la République! (*Longs applaudissements.*)

Citoyens, le socialisme affirme la vie, la République affirme le droit. L'un élève l'individu à la dignité de l'homme, l'autre élève l'homme à la dignité de citoyen. Est-il un plus profond accord?

Oui, nous sommes tous d'accord, nous ne voulons pas de césar, et je défends le socialisme calomnié!

Le jour où la question se poserait entre l'esclavage avec le bien-être, *panem et circenses,* d'un côté, et, de l'autre, la liberté avec la pauvreté, — pas un, ni dans les rangs républicains, ni dans les rangs socialistes, pas un n'hésiterait! et tous, je le déclare, je l'affirme, j'en réponds, tous préféreraient au pain blanc de la servitude le pain noir de la liberté. (*Bravos prolongés.*)

Donc, ne laissons pas poindre et germer l'antagonisme. Serrons-nous donc, mes frères socialistes, mes frères républicains, serrons-nous donc étroitement autour de la justice et de la vérité, et faisons front à l'ennemi. (*Oui, oui! bravo!*)

Qu'est l'ennemi?

L'ennemi, c'est plus et moins qu'un homme. (*Mouvement.*) C'est un ensemble de faits hideux qui pèse sur le monde et qui le dévore. C'est un monstre aux mille griffes, quoique cela n'ait qu'une tête. L'ennemi, c'est cette incarnation sinistre du vieux crime militaire et monarchique, qui nous bâillonne et nous spolie, qui met la main sur nos bouches et dans nos poches, qui a les millions, qui a les budgets, les juges, les prêtres, les valets, les palais, les listes civiles, toutes les armées, — et pas un seul peuple. L'ennemi, c'est ce qui règne, gouverne, et agonise en ce moment. (*Sensation profonde.*)

Citoyens, soyons les ennemis de l'ennemi, et soyons nos amis! Soyons

une seule âme pour le combattre et un seul cœur pour nous aimer. Ah! citoyens : fraternité! (*Acclamation.*)

Encore un mot et j'ai fini.

Tournons-nous vers l'avenir. Songeons au jour certain, au jour inévitable, au jour prochain peut-être, où toute l'Europe sera constituée comme ce noble peuple suisse qui nous accueille à cette heure. Il a ses grandeurs, ce petit peuple; il a une patrie qui s'appelle la République, et il a une montagne qui s'appelle la Vierge.

Ayons comme lui la République pour citadelle, et que notre liberté, immaculée et inviolée, soit, comme la Jungfrau, une cime vierge en pleine lumière. (*Acclamation prolongée.*)

Je salue la révolution future.

IV

RÉPONSE À FÉLIX PYAT[1].

Bruxelles, 12 septembre 1869.

Mon cher Félix Pyat,

J'ai lu votre magnifique et cordiale lettre.

Je n'ai pas le droit, vous le comprenez, de parler au nom de nos compagnons d'exil. Je borne ma réponse à ce qui me concerne.

Avant peu, je pense, tombera la barrière d'honneur que je me suis imposée à moi-même par ce vers :

> Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là.

Alors je rentrerai.

Et, après avoir fait le devoir de l'exil, je ferai l'autre devoir.

J'appartiens à ma conscience et au peuple.

VICTOR HUGO.

[1] Voir aux Notes.

V

LA CRISE D'OCTOBRE 1869.

L'empire déclinait. On distinguait clairement dans tous ses actes les symptômes qui annoncent les choses finissantes. En octobre 1869, Louis Bonaparte viola sa propre constitution. Il devait convoquer le 26 ce qu'il appelait ses chambres. Il ne le fit pas. Le peuple eut la bonté de s'irriter pour si peu. Il y eut menace d'émeute. On supposa que Victor Hugo était pour quelque chose dans cette colère, et l'on parut croire un moment que la situation dépendait de deux hommes, l'un, empereur, qui violait la constitution, l'autre, proscrit, qui excitait le peuple.

M. Louis Jourdan publia, le 12 octobre, dans le *Siècle,* un article dont le retentissement fut considérable et qui commençait par ces lignes :

> En ce moment, deux hommes placés aux pôles extrêmes du monde politique encourent la plus lourde responsabilité que puisse porter une conscience humaine. L'un d'eux est assis sur le trône, c'est Napoléon III; l'autre, c'est Victor Hugo.

Victor Hugo, mis de la sorte en demeure, écrivit à M. Louis Jourdan.

Bruxelles, 12 octobre 1869.

Mon cher et ancien ami,

On m'apporte le *Siècle.* Je lis votre article qui me touche, m'honore et m'étonne.

Puisque vous me donnez la parole, je la prends.

Je vous remercie de me fournir le moyen de faire cesser une équivoque.

Premièrement, je suis un simple lecteur du *Rappel.* Je croyais l'avoir assez nettement dit pour n'être pas contraint de le redire.

Deuxièmement, je n'ai conseillé et je ne conseille aucune manifestation populaire le 26 octobre.

J'ai pleinement approuvé le *Rappel* demandant aux représentants de la gauche un acte, auquel Paris eût pu s'associer. Une démonstration expressément *pacifique et sans armes,* comme les démonstrations du peuple de Londres en pareil cas, comme la démonstration des cent vingt mille fenians à Dublin il y a trois jours, c'est là ce que demandait le *Rappel.*

Mais, la gauche s'abstenant, le peuple doit s'abstenir.

Le point d'appui manque au peuple.

Donc pas de manifestation.

Le droit est du côté du peuple, la violence est du côté du pouvoir. Ne donnons au pouvoir aucun prétexte d'employer la violence contre le droit.

Personne, le 26 octobre, ne doit descendre dans la rue.

Ce qui sort virtuellement de la situation, c'est l'abolition du serment.

Une déclaration solennelle des représentants de la gauche se déliant du serment en face de la nation, voilà la vraie issue de la crise. Issue morale et révolutionnaire. J'associe à dessein ces deux mots.

Que le peuple s'abstienne, et le chassepot est paralysé; que les représentants parlent, et le serment est aboli.

Tels sont mes deux conseils, et, puisque vous voulez bien me demander ma pensée, la voilà tout entière.

Un dernier mot. Le jour où je conseillerai une insurrection, j'y serai.

Mais cette fois, je ne la conseille pas.

Je vous remercie de votre éloquent appel. J'y réponds en hâte, et je vous serre la main.

VICTOR HUGO.

VI

GEORGE PEABODY.

AU PRÉSIDENT DU COMITÉ AMÉRICAIN DE LONDRES.

Hauteville-House, 2 décembre 1869.

Monsieur,

Votre lettre me parvient aujourd'hui, 2 Décembre. Je vous remercie. Elle m'arrache à ce souvenir. J'oublie l'empire et je songe à l'Amérique. J'étais tourné vers la nuit, je me tourne vers le jour.

Vous me demandez une parole pour George Peabody. Dans votre sympathique illusion, vous me croyez ce que je ne suis pas, la voix de la France. Je ne suis, je l'ai dit déjà, que la voix de l'exil. N'importe, monsieur, un noble appel comme le vôtre veut être entendu; si peu que je sois, j'y dois répondre et je réponds.

Oui, l'Amérique a raison d'être fière de ce grand citoyen du monde, de ce grand frère des hommes, George Peabody. Peabody a été un homme heureux qui souffrait de toutes les souffrances, un riche qui sentait le froid, la faim et la soif des pauvres. Ayant sa place près de Rothschild, il a trouvé moyen de la changer en une place près de Vincent de Paul. Comme Jésus-Christ il avait une plaie au flanc; cette plaie était la misère des autres; ce n'était pas du sang qui coulait de cette plaie, c'était de l'or; or qui sortait d'un cœur.

Sur cette terre il y a les hommes de la haine et il y a les hommes de l'amour, Peabody fut un de ceux-ci. C'est sur le visage de ces hommes que nous voyons le sourire de Dieu. Quelle loi pratiquent-ils? Une seule, la loi de fraternité — loi divine, loi humaine, qui varie les secours selon les détresses, qui ici donne des préceptes, et qui là donne des millions, qui trace à travers les siècles dans nos ténèbres une traînée de lumière, et qui va de Jésus pauvre à Peabody riche.

Que Peabody s'en retourne chez vous, béni par nous! Notre monde l'envie au vôtre. La patrie gardera sa cendre et nos cœurs sa mémoire. Que

l'immensité émue des mers vous le rapporte ! Le libre pavillon américain ne déploiera jamais assez d'étoiles au-dessus de ce cercueil.

Rapprochement que je ne puis m'empêcher de faire, il y a aujourd'hui juste dix ans, le 2 décembre 1859, j'adressais, suppliant, isolé, une prière pour le condamné d'Harper's Ferry à l'illustre nation américaine; aujourd'hui, c'est une glorification que je lui adresse. Depuis 1859, de grands évènements se sont accomplis, la servitude a été abolie en Amérique; espérons que la misère, cette autre servitude, sera aussi abolie un jour et dans le monde entier; et, en attendant que le second progrès vienne compléter le premier, vénérons-en les deux apôtres, en accouplant dans une même pensée de reconnaissance et de respect John Brown, l'ami des esclaves, à George Peabody, l'ami des pauvres.

Je vous serre la main, monsieur.

VICTOR HUGO.

À M. le colonel Berton,
président du comité américain de Londres.

VII

À CHARLES HUGO.

Hauteville-House, 18 décembre 1869.

Mon fils, te voilà frappé pour la seconde fois. La première fois, il y a dix-neuf ans, tu combattais l'échafaud; on t'a condamné. La deuxième fois, aujourd'hui, en rappelant le soldat à la fraternité, tu combattais la guerre; on t'a condamné. Je t'envie ces deux gloires.

En 1851, tu étais défendu par Crémieux, ce grand cœur éloquent, et par moi. En 1869, tu as été défendu par Gambetta, le puissant évocateur du spectre de Baudin, et par Jules Favre, le maître superbe de la parole, que j'ai vu si intrépide au 2 décembre.

Tout est bien. Sois content.

Tu commets ce crime de préférer comme moi à la société qui tue la société qui éclaire et qui enseigne, et aux peuples s'entr'égorgeant les peuples s'entr'aidant; tu combats ces sombres obéissances passives, le bourreau et le soldat; tu ne veux pas pour l'ordre social de ces deux cariatides : à une extrémité l'homme-guillotine, à l'autre extrémité l'homme-chassepot. Tu aimes mieux Guillaume Penn que Joseph de Maistre, et Jésus que César. Tu ne veux de hache qu'aux mains du pionnier dans la forêt et de glaive qu'aux mains du citoyen devant la tyrannie. Au législateur tu montres comme idéal Beccaria, et au soldat Garibaldi. Tout cela vaut bien quatre mois de prison et mille francs d'amende.

Ajoutons que tu es suspect de ne point approuver le viol des lois à main armée, et que peut-être tu es capable d'exciter à la haine des arrestations nocturnes et au mépris du faux serment.

Tout est bien, je le répète.

J'ai été enfant de troupe. À ma naissance j'ai été inscrit par mon père sur les contrôles du Royal-Corse (oui, Corse. Ce n'est pas ma faute). C'est pourquoi, puisque j'entre dans la voie des aveux, je dois convenir que j'ai une vieille sympathie pour l'armée. J'ai écrit quelque part :

> J'aime les gens d'épée en étant moi-même un.

À une condition pourtant. C'est que l'épée sera sans tache.

L'épée que j'aime, c'est l'épée de Washington, l'épée de John Brown, l'épée de Barbès.

Il faut bien dire une chose à l'armée d'aujourd'hui, c'est qu'elle se tromperait de croire qu'elle ressemble à l'armée d'autrefois. Je parle de cette grande armée d'il y a soixante ans, qui s'est d'abord appelée armée de la république, puis, armée de l'empire, et qui était à proprement parler, à travers l'Europe, l'armée de la révolution. Je sais tout ce qu'on peut dire contre cette armée-là, mais elle avait son grand côté. Cette armée-là démolissait partout les préjugés et les bastilles. Elle avait dans son havresac l'Encyclopédie. Elle semait la philosophie avec le sans-gêne du corps de garde. Elle appelait le bourgeois pékin, mais elle appelait le prêtre calotin. Elle brutalisait volontiers les superstitions, et Championnet donnait une chiquenaude à saint-Janvier.

Quand l'empire voulut s'établir, qui vota surtout contre lui? l'armée. Cette armée avait eu dans ses rangs Oudet et les Philadelphes. Elle avait eu Mallet, et Guidal, et mon parrain Victor de Lahorie, tous trois fusillés en plaine de Grenelle. Paul-Louis Courier était de cette armée. C'étaient les anciens compagnons de Hoche, de Marceau, de Kléber et de Desaix.

Cette armée-là, dans sa course à travers les capitales, vidait sur son passage toutes les geôles, encore pleines de victimes, en Allemagne les chambres de torture des landgraves, à Rome les cachots du château Saint-Ange, en Espagne les caves de l'Inquisition. De 1792 à 1800, elle avait éventré à coups de sabre la vieille carcasse du despotisme européen.

Plus tard, hélas! elle fit des rois, ou en laissa faire, mais elle en destituait. Elle arrêtait le pape. On était loin de Mentana. En Espagne et en Italie, qui est-ce qui la combattait? des prêtres. *El pastor, el frayle, el cura,* tels étaient les noms des chefs de bande. Qu'on ôte Napoléon, comme cette armée reste grande! Au fond, elle était philosophe et citoyenne. Elle avait la vieille flamme de la République. Elle était l'esprit de la France, armé.

Je n'étais qu'un enfant alors, mais j'ai des souvenirs. En voici un.

J'étais à Madrid du temps de Joseph. C'était l'époque où les prêtres montraient aux paysans espagnols, qui voyaient la chose distinctement, la sainte vierge tenant Ferdinand VII par la main dans la comète de 1811. Nous étions, mes deux frères et moi, au séminaire des Nobles, collège San Isidro. Nous avions pour maîtres deux jésuites, un doux et un dur, don Manuel et don Basilio. Un jour, nos jésuites, par ordre sans doute, nous menèrent sur un balcon pour voir arriver quatre régiments français qui faisaient leur entrée dans Madrid. Ces régiments avaient fait les guerres

d'Italie et d'Allemagne, et revenaient de Portugal. La foule, bordant les rues sur le passage des soldats, regardait avec anxiété ces hommes qui apportaient dans la nuit catholique l'esprit français, qui avaient fait subir à l'église la voie de fait révolutionnaire, qui avaient ouvert les couvents, défoncé les grilles, arraché les voiles, aéré les sacristies, et tué le saint-office. Pendant qu'ils défilaient sous notre balcon, don Manuel se pencha à l'oreille de don Basilio et lui dit : *Voilà Voltaire qui passe.*

Que l'armée actuelle y songe, ces hommes-là eussent désobéi si on leur eût dit de tirer sur des femmes et enfants. On n'arrive pas d'Arcole et de Friedland pour aller à Ricamarie.

J'y insiste, je n'ignore pas tout ce qu'on peut dire de cette grande armée morte, mais je lui sais gré de la trouée révolutionnaire qu'elle a faite dans la vieille Europe théocratique. La fumée dissipée, cette armée a laissé une traînée de lumière.

Son malheur, qui se confond avec sa gloire, c'est d'avoir été proportionnée au premier empire. Que l'armée actuelle craigne d'être proportionnée au second.

Le dix-neuvième siècle prend son bien partout où il le trouve, et son bien, c'est le progrès. Il constate la quantité de recul, comme la quantité de progrès, faite par une armée. Il n'accepte le soldat qu'à la condition d'y retrouver le citoyen. Le soldat est destiné à s'évanouir, et le citoyen à survivre.

C'est parce que tu as cru cela vrai que tu as été condamné. Tu as été condamné par cette magistrature française qui, soit dit en passant, a du malheur quelquefois, et à qui il arrive de ne pouvoir plus retrouver ses prévenus de haute trahison. Il paraît que le trône cache bien.

Persistons. Soyons de plus en plus fidèles à l'esprit de ce grand siècle. Ayons l'impartialité d'aimer toute la lumière. Ne la chicanons pas sur le point de l'horizon où elle se lève. Moi qui parle ici, à la fois solitaire et isolé, comme je l'ai dit déjà, solitaire par le lieu que j'habite, isolé par les escarpements qui se sont faits autour de ma conscience, je suis profondément étranger à des polémiques qui ne m'arrivent souvent que longtemps après leur date; je n'écris et je n'inspire rien de ce qui agite Paris, mais j'aime cette agitation. J'y mêle de loin mon âme. Je suis de ceux qui saluent l'esprit de la révolution partout où ils le rencontrent, j'applaudis quiconque l'a en lui, qu'il se nomme Jules Favre ou Louis Blanc, Gambetta ou Barbès, Bancel ou Félix Pyat, et je sens ce souffle puissant dans la robuste éloquence de Pelletan comme dans l'éclatant sarcasme de Rochefort.

Voilà ce que j'avais à te dire, mon fils.

Mon dix-neuvième hiver d'exil commence. Je ne m'en plains pas. A Guernesey, l'hiver n'est qu'une longue tourmente. Pour une âme indignée et calme, c'est un bon voisinage que cet océan en plein équilibre quoique en pleine tempête, et rien n'est fortifiant comme ce spectacle de la colère majestueuse.

Victor Hugo.

VIII

LES ENFANTS PAUVRES.

Victor Hugo, selon son habitude, ferma cette année 1869 par la fête des enfants pauvres. Cette année 1869 était l'avant-dernière année de l'exil. Les journaux anglais publièrent les paroles de Victor Hugo à ce Christmas de Hauteville-House. Nous les reproduisons.

Mesdames,

Je ne veux pas faire languir ces enfants qui attendent des jouets, et je tâcherai de dire peu de paroles. Je l'ai déjà dit, et je dois le répéter, cette petite œuvre de fraternité pratique, limitée ici à quarante enfants seulement, est bien peu de chose par elle-même, et ne vaudrait pas la peine d'en parler, si elle n'avait pris au dehors, comme la presse anglaise et américaine le constate d'année en année, une extension magnifique, et si le Dîner des enfants pauvres, fondé il y a huit ans par moi dans ma maison, mais sur une très petite échelle, n'était devenu, grâce à de bons et grands cœurs qui s'y sont dévoués, une véritable institution, considérable par le chiffre énorme des enfants secourus. En Angleterre et en Amérique, ce chiffre s'accroît sans cesse. C'est par centaines de mille qu'il faut compter les dîners de viande et de vin donnés aux enfants pauvres. Vous connaissez les admirables résultats obtenus par l'honorable lady Kate Thompson et par le révérend Wood. L'*Illustrated London News* a publié des estampes représentant les vastes et belles salles où se fait à Londres le Dîner des enfants pauvres. Dans tout cela, Hauteville-House n'est rien, que le point de départ. Il ne lui revient que l'humble honneur d'avoir commencé.

Grâce à la presse, la propagande se fait en tout pays ; partout se multiplient d'autres efforts, meilleurs que les miens ; partout l'institution d'Assistance aux enfants se greffe avec succès. J'ai à remercier de leur chaude adhésion plusieurs loges de la franc-maçonnerie, et cette utile société des instituteurs de la Suisse romande qui a pour devise : *Dieu, Humanité, Patrie.* De toutes parts, je reçois des lettres qui m'annoncent les essais tentés. Deux de ces lettres m'ont particulièrement ému ; l'une vient d'Haïti, l'autre de Cuba.

Permettez-moi, puisque l'occasion s'en présente, d'envoyer une parole

de sympathie à ces nobles terres qui, toutes deux, ont poussé un cri de liberté. Cuba se délivrera de l'Espagne comme Haïti s'est délivré de la France. Haïti, dès 1792, en affranchissant les noirs, a fait triompher ce principe qu'un homme n'a pas le droit de posséder un autre homme. Cuba fera triompher cet autre principe, non moins grand, qu'un peuple n'a pas le droit de posséder un autre peuple.

Je reviens à nos enfants. C'est faire aussi un acte de délivrance que d'assister l'enfance. Dans l'assainissement et dans l'éducation, il y a de la libération. Fortifions ce pauvre petit corps souffrant; développons cette douce intelligence naissante; que faisons-nous? Nous affranchissons de la maladie le corps et de l'ignorance l'esprit. L'idée du Dîner des enfants pauvres a été partout bien accueillie. L'accord s'est fait tout de suite sur cette institution de fraternité. Pourquoi? c'est qu'elle est conforme, pour les chrétiens, à l'esprit de l'évangile, et, pour les démocrates, à l'esprit de la révolution.

En attendant mieux. Car secourir les pauvres par l'assistance, ce n'est qu'un palliatif. Le vrai secours aux misérables, c'est l'abolition de la misère.

Nous y arriverons.

Aidons le progrès par l'assistance à l'enfance. Assistons l'enfant par tous les moyens, par la bonne nourriture et par le bon enseignement. L'assistance à l'enfance doit être, dans nos temps troublés, une de nos principales préoccupations. L'enfant doit être notre souci. Et savez-vous pourquoi? Savez-vous son vrai nom? L'enfant s'appelle l'avenir.

Exerçons la sainte paternité du présent sur l'avenir. Ce que nous aurons fait pour l'enfance, l'avenir le rendra au centuple. Ce jeune esprit, l'enfant, est le champ de la moisson future. Il contient la société nouvelle. Ensemençons cet esprit, mettons-y la justice; mettons-y la joie.

En élevant l'enfant, nous élevons l'avenir. Élever, mot profond! En améliorant cette petite âme, nous faisons l'éducation de l'inconnu. Si l'enfant a la santé, l'avenir se portera bien; si l'enfant est honnête, l'avenir sera bon. Eclairons et enseignons cette enfance qui est là sous nos yeux, le vingtième siècle rayonnera. Le flambeau dans l'enfant, c'est le soleil dans l'avenir.

IMPRIMERIE NATIONALE.

1870.

ÉVÈNEMENTS D'AMÉRIQUE. — AUX FEMMES DE CUBA.
LA RÉVOLUTION LITTÉRAIRE MÊLÉE AUX RÉVOLUTIONS POLITIQUES.
GEORGE SAND ET VICTOR HUGO. — MORT D'UN PROSCRIT.
LES SAUVETEURS ET LES TRAVAILLEURS. — LE PLÉBISCITE.
AUX FEMMES DE GUERNESEY. — ÉVÈNEMENTS D'EUROPE.

I

CUBA.

L'Europe, où couvaient de redoutables évènements, commençait à perdre de vue les choses lointaines. À peine savait-on, de ce côté de l'Atlantique, que Cuba était en pleine insurrection. Les gouverneurs espagnols réprimaient cette révolte avec une brutalité sauvage. Des districts entiers furent exécutés militairement. Les femmes s'enfuyaient. Beaucoup se réfugièrent à New-York. Au commencement de 1870, une adresse des femmes de Cuba, couverte de plus de trois cents signatures, fut envoyée de New-York à Victor Hugo pour le prier d'intervenir dans cette lutte. Il répondit :

AUX FEMMES DE CUBA.

Femmes de Cuba, j'entends votre plainte. Ô désespérées, vous vous adressez à moi. Fugitives, martyres, veuves, orphelines, vous demandez secours à un vaincu. Proscrites, vous vous tournez vers un proscrit; celles qui n'ont plus de foyer appellent à leur aide celui qui n'a plus de patrie. Certes, nous sommes bien accablés; vous n'avez plus que votre voix, et je n'ai plus que la mienne; votre voix gémit, la mienne avertit. Ces deux souffles, chez vous le sanglot, chez moi le conseil, voilà tout ce qui nous reste. Qui sommes nous? La faiblesse. Non, nous sommes la force. Car vous êtes le droit, et je suis la conscience.

La conscience est la colonne vertébrale de l'âme; tant que la conscience est droite, l'âme se tient debout; je n'ai en moi que cette force-là, mais elle suffit. Et vous faites bien de vous adresser à moi.

Je parlerai pour Cuba comme j'ai parlé pour la Crète.

Aucune nation n'a le droit de poser son ongle sur l'autre, pas plus l'Espagne sur Cuba que l'Angleterre sur Gibraltar. Un peuple ne possède pas plus un autre peuple qu'un homme ne possède un autre homme. Le crime est plus odieux encore sur une nation que sur un individu; voilà tout. Agrandir le format de l'esclavage, c'est en accroître l'indignité. Un peuple tyran d'un autre peuple, une race soutirant la vie à une autre race, c'est la succion monstrueuse de la pieuvre, et cette superposition épouvantable est un des faits terribles du dix-neuvième siècle. On voit à cette heure la Russie

sur la Pologne, l'Angleterre sur l'Irlande, l'Autriche sur la Hongrie, la Turquie sur l'Herzégovine et sur la Crète, l'Espagne sur Cuba. Partout des veines ouvertes, et des vampires sur des cadavres.

Cadavres, non. J'efface le mot. Je l'ai dit déjà, les nations saignent, mais ne meurent pas. Cuba a toute sa vie et la Pologne a toute son âme.

L'Espagne est une noble et admirable nation, et je l'aime; mais je ne puis l'aimer plus que la France. Eh bien, si la France avait encore Haïti, de même que je dis à l'Espagne : Rendez Cuba! je dirais à la France : Rends Haïti!

Et en lui parlant ainsi, je prouverais à ma patrie ma vénération. Le respect se compose de conseils justes. Dire la vérité, c'est aimer.

Femmes de Cuba, qui me dites si éloquemment tant d'angoisses et tant de souffrances, je me mets à genoux devant vous, et je baise vos pieds douloureux. N'en doutez pas, votre persévérante patrie sera payée de sa peine, tant de sang n'aura pas coulé en vain, et la magnifique Cuba se dressera un jour libre et souveraine parmi ses sœurs augustes, les républiques d'Amérique. Quant à moi, puisque vous me demandez ma pensée, je vous envoie ma conviction. À cette heure où l'Europe est couverte de crimes, dans cette obscurité où l'on entrevoit sur des sommets on ne sait quels fantômes qui sont des forfaits portant des couronnes, sous l'amas horrible des évènements décourageants, je dresse la tête et j'attends. J'ai toujours eu pour religion la contemplation de l'espérance. Posséder par intuition l'avenir, cela suffit au vaincu. Regarder aujourd'hui ce que le monde verra demain, c'est une joie. À un instant marqué, quelle que soit la noirceur du moment présent, la justice, la vérité et la liberté surgiront, et feront leur entrée splendide sur l'horizon. Je remercie Dieu de m'en accorder dès à présent la certitude; le bonheur qui reste au proscrit dans les ténèbres, c'est de voir un lever d'aurore au fond de son âme.

Victor Hugo.

Hauteville-House, 15 janvier 1870.

II

POUR CUBA.

En même temps, les chefs de l'île belligérante demandaient à Victor Hugo de proclamer leur droit. Il le fit.

Ceux qu'on appelle les insurgés de Cuba me demandent une déclaration, la voici :

Dans ce conflit entre l'Espagne et Cuba, l'insurgée, c'est l'Espagne.

De même que dans la lutte de décembre 1851, l'insurgé, c'était Bonaparte.

Je ne regarde pas où est la force, je regarde où est la justice.

Mais, dit-on, la mère patrie ! est-ce que la mère patrie n'a pas un droit ?

Entendons-nous.

Elle a le droit d'être mère, elle n'a pas le droit d'être bourreau.

Mais, en civilisation, est-ce qu'il n'y a pas les peuples aînés et les peuples puînés ? Est-ce que les majeurs n'ont pas la tutelle des mineurs ?

Entendons-nous encore.

En civilisation, l'aînesse n'est pas un droit, c'est un devoir.

Ce devoir, à la vérité, donne des droits; entre autres le droit à la colonisation. Les nations sauvages ont droit à la civilisation, comme les enfants ont droit à l'éducation, et les nations civilisées la leur doivent. Payer sa dette est un devoir; c'est aussi un droit. De là, dans les temps antiques, le droit de l'Inde sur l'Égypte, de l'Égypte sur la Grèce, de la Grèce sur l'Italie, de l'Italie sur la Gaule. De là, à l'époque actuelle, le droit de l'Angleterre sur l'Asie, et de la France sur l'Afrique; à la condition pourtant de ne pas faire civiliser les loups par les tigres; à la condition que l'Angleterre n'ait pas Clyde et que la France n'ait pas Pélissier.

Découvrir une île ne donne pas le droit de la martyriser; c'est l'histoire de Cuba; il ne faut pas partir de Christophe Colomb pour aboutir à Chacon.

Que la civilisation implique la colonisation, que la colonisation implique la tutelle, soit; mais la colonisation n'est pas l'exploitation; mais la tutelle n'est pas l'esclavage.

La tutelle cesse de plein droit à la majorité du mineur, que le mineur soit un enfant ou qu'il soit un peuple. Toute tutelle prolongée au delà de la minorité est une usurpation; l'usurpation qui se fait accepter par habitude ou tolérance est un abus; l'usurpation qui s'impose par la force est un crime.

Ce crime, partout où je le vois, je le dénonce.

Cuba est majeure.

Cuba n'appartient qu'à Cuba.

Cuba, à cette heure, subit un affreux et inexprimable supplice. Elle est traquée et battue dans ses forêts, dans ses vallées, dans ses montagnes. Elle a toutes les angoisses de l'esclave évadé.

Cuba lutte, effarée, superbe et sanglante, contre toutes les férocités de l'oppression. Vaincra-t-elle? oui. En attendant, elle saigne et souffre. Et, comme si l'ironie devait toujours être mêlée aux tortures, il semble qu'on entrevoie on ne sait quelle raillerie dans ce sort féroce qui, dans la série de ses gouverneurs différents, lui donne toujours le même bourreau, sans presque prendre la peine de changer le nom, et qui, après Chacon, lui envoie Concha, comme un saltimbanque qui retourne son habit.

Le sang coule de Porto-Principe à Santiago; le sang coule aux montagnes de Cuivre, aux monts Carcacunas, aux monts Guajavos; le sang rougit tous les fleuves, el Canto, el Ay la Chica; Cuba appelle au secours.

Ce supplice de Cuba, c'est à l'Espagne que je le dénonce, car l'Espagne est généreuse. Ce n'est pas le peuple espagnol qui est coupable, c'est le gouvernement. Le peuple d'Espagne est magnanime et bon. Ôtez de son histoire le prêtre et le roi, le peuple d'Espagne n'a fait que du bien. Il a colonisé; mais comme le Nil déborde; en fécondant.

Le jour où il sera maître, il reprendra Gibraltar et rendra Cuba.

Quand il s'agit d'esclaves, on s'augmente de ce qu'on perd. Cuba affranchie accroît l'Espagne, car croître en gloire, c'est croître. Le peuple espagnol aura cette ambition d'être libre chez lui et grand hors de chez lui.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House.

III

LUCRÈCE BORGIA.

GEORGE SAND À VICTOR HUGO.

Mon grand ami, je sors de la représentation de *Lucrèce Borgia,* le cœur tout rempli d'émotion et de joie. J'ai encore dans la pensée toutes ces scènes poignantes, tous ces mots charmants ou terribles, le sourire amer d'Alfonse d'Este, l'arrêt effrayant de Gennaro, le cri maternel de Lucrèce; j'ai dans les oreilles les acclamations de cette foule qui criait : «Vive Victor Hugo!» et qui vous appelait, hélas! comme si vous alliez venir, comme si vous pouviez l'entendre.

On ne peut pas dire, quand on parle d'une œuvre consacrée telle que *Lucrèce Borgia :* le drame a eu un immense succès; mais je dirai : vous avez eu un magnifique triomphe. Vos amis du *Rappel,* qui sont mes amis, me demandent si je veux être la première à vous donner la nouvelle de ce triomphe. Je le crois bien que je le veux! Que cette lettre vous porte donc, cher absent, l'écho de cette belle soirée.

Cette soirée m'en a rappelé une autre, non moins belle. Vous ne savez pas que j'assistais à la première représentation de *Lucrèce Borgia,* — il y a aujourd'hui, me dit-on, trente-sept ans, jour pour jour.

Je me souviens que j'étais au balcon, et le hasard m'avait placée à côté de Bocage que je voyais ce jour-là pour la première fois. Nous étions, lui et moi, des étrangers l'un pour l'autre; l'enthousiasme commun nous fit amis. Nous applaudissions ensemble; nous disions ensemble : Est-ce beau! Dans les entr'actes, nous ne pouvions nous empêcher de nous parler, de nous extasier, de nous rappeler réciproquement tel passage ou telle scène.

Il y avait alors dans les esprits une conviction et une passion littéraires qui tout de suite vous donnaient la même âme et créaient comme une fraternité de l'art. À la fin du drame, quand le rideau se baissa sur le cri tragique : «Je suis ta mère!» nos mains furent vite l'une dans l'autre. Elles y sont restées jusqu'à la mort de ce grand artiste, de ce cher ami.

J'ai revu aujourd'hui *Lucrèce Borgia* telle que je l'ai vue alors. Le drame n'a pas vieilli d'un jour; il n'a pas un pli, pas une ride. Cette belle forme, aussi nette et aussi ferme que du marbre de Paros, est restée absolument intacte et pure.

Et puis, vous avez touché là, vous avez exprimé là avec votre incomparable magie le sentiment qui nous prend le plus aux entrailles; vous avez incarné et réalisé « la mère ». C'est éternel comme le cœur.

Lucrèce Borgia est peut-être, dans tout votre théâtre, l'œuvre la plus puissante et la plus haute. Si *Ruy Blas* est par excellence le drame heureux et brillant, l'idée de *Lucrèce Borgia* est plus pathétique, plus saisissante et plus profondément humaine.

Ce que j'admire surtout, c'est la simplicité hardie qui sur les robustes assises de trois situations capitales a bâti ce grand drame. Le théâtre antique procédait avec cette largeur calme et forte.

Trois actes, trois scènes, suffisent à poser, à nouer et à dénouer cette étonnante action :

La mère insultée en présence du fils;

Le fils empoisonné par la mère;

La mère punie et tuée par le fils.

La superbe trilogie a dû être coulée d'un seul jet, comme un groupe de bronze. Elle l'a été, n'est-ce pas? Je crois même me rappeler comment elle l'a été.

Je me rappelle dans quelles conditions et dans quelles circonstances *Lucrèce Borgia* fut en quelque sorte improvisée, au commencement de 1833.

Le Théâtre-Français avait donné, à la fin de 1832, la première et unique représentation du *Roi s'amuse.* Cette représentation avait été une rude bataille et s'était continuée et achevée entre une tempête de sifflets et une tempête de bravos. Aux représentations suivantes, qu'est-ce qui allait l'emporter, des bravos ou des sifflets? Grande question, importante épreuve pour l'auteur...

Il n'y eut pas de représentations suivantes.

Le lendemain de la première représentation, le *Roi s'amuse* était interdit « par ordre », et attend encore, je crois, sa seconde représentation. Il est vrai qu'on joue tous les jours *Rigoletto.*

Cette confiscation brutale portait au poëte un préjudice immense. Il dut y avoir là pour vous, mon ami, un cruel moment de douleur et de colère.

Mais, dans ce même temps, Harel, le directeur de la Porte-Saint-Martin, vient vous demander un drame pour son théâtre et pour Mlle George. Seulement, ce drame, il le lui faut tout de suite, et *Lucrèce Borgia* n'est

construite que dans votre cerveau, l'exécution n'en est pas même commencée.

N'importe! vous aussi, vous voulez tout de suite votre revanche. Vous vous dites à vous-même ce que vous avez dit depuis au public dans la préface même de *Lucrèce Borgia* :

«Mettre au jour un nouveau drame, six semaines après le drame proscrit, ce sera encore une manière de dire son fait au gouvernement. Ce sera lui montrer qu'il perd sa peine. Ce sera lui prouver que l'art et la liberté peuvent repousser en une nuit sous le pied maladroit qui les écrase.»

Vous vous mettez aussitôt à l'œuvre. En six semaines, votre nouveau drame est écrit, appris, répété, joué. Et le 2 février 1833, deux mois après la bataille du *Roi s'amuse,* la première représentation de *Lucrèce Borgia* est la plus éclatante victoire de votre carrière dramatique.

Il est tout simple que cette œuvre d'une seule venue soit solide, indestructible et à jamais durable, et qu'on l'ait applaudie hier comme on l'a applaudie il y a quarante ans, comme on l'applaudira dans quarante ans encore, comme on l'applaudira toujours.

L'effet, très grand dès le premier acte, a grandi de scène en scène, et a eu au dernier acte toute son explosion.

Chose étrange! ce dernier acte, on le connaît, on le sait par cœur, on attend l'entrée des moines, on attend l'apparition de Lucrèce Borgia, on attend le coup de couteau de Gennaro.

Eh bien! on est pourtant saisi, terrifié, haletant, comme si on ignorait tout ce qui va se passer; la première note du *De profundis* coupant la chanson à boire vous fait passer un frisson dans les veines, on espère que Lucrèce Borgia sera reconnue et pardonnée par son fils, on espère que Gennaro ne tuera pas sa mère. Mais non, vous ne le voudrez pas, maître inflexible; il faut que le crime soit expié, il faut que le parricide aveugle châtie et venge tous ces forfaits, aveugles aussi peut-être.

Le drame a été admirablement monté et joué sur ce théâtre où il se retrouvait chez lui.

Mme Laurent a été vraiment superbe dans *Lucrèce.* Je ne méconnais pas les grandes qualités de beauté, de force et de race que possédait Mlle George; mais j'avouerai que son talent ne m'émouvait que quand j'étais émue par la situation même. Il me semble que Marie Laurent me ferait pleurer à elle seule. Elle a eu comme Mlle George, au premier acte, son cri terrible de lionne blessée : «Assez! assez!» Mais au dernier acte, quand elle se traîne aux pieds de Gennaro, elle est si humble, si tendre, si suppliante, elle a si peur non d'être tuée, mais d'être tuée par son fils, que tous les cœurs se fondent comme le sien et avec le sien. On n'osait pas applaudir, on n'osait

pas bouger, on retenait son souffle. Et puis toute la salle s'est levée pour la rappeler et pour l'acclamer en même temps que vous.

Vous n'avez eu jamais un Alfonse d'Este aussi vrai et aussi beau que Mélingue. C'est un Bonington, ou, mieux, c'est un Titien vivant. On n'est pas plus prince, et prince italien, prince du seizième siècle. Il est féroce et il est raffiné. Il prépare, il compose et il savoure sa vengeance en artiste, avec autant d'élégance que de cruauté. On l'admire avec épouvante faisant griffe de velours comme un beau tigre royal.

Taillade a bien la figure tragique et fatale de Gennaro. Il a trouvé de beaux accents d'âpreté hautaine et farouche, dans la scène où Gennaro est exécuteur et juge.

Brésil, admirablement costumé en faux hidalgo, a une grande allure dans le personnage méphistophélique de Gubetta.

Les cinq jeunes seigneurs, — que des artistes de réelle valeur, Charles Lemaître en tête, ont tenu à honneur de jouer, — avaient l'air d'être descendus de quelque toile de Giorgione ou de Bonifazio.

La mise en scène est d'une exactitude, c'est-à-dire d'une richesse qui fait revivre à souhait pour le plaisir des yeux toute cette splendide Italie de la Renaissance. M. Raphaël Félix vous a traité — bien plus que royalement — artistement.

Mais — il ne m'en voudra pas de vous le dire — il y a quelqu'un qui vous a fêté encore mieux que lui, c'est le public, ou plutôt le peuple.

Quelle ovation à votre nom et à votre œuvre!

J'étais tout heureuse et fière pour vous de cette juste et légitime ovation. Vous la méritez cent fois, cher grand ami. Je n'entends pas louer ici votre puissance et votre génie, mais on peut vous remercier d'être le bon ouvrier et l'infatigable travailleur que vous êtes.

Quand on pense à ce que vous aviez fait déjà en 1833! Vous aviez renouvelé l'ode; vous aviez, dans la préface de *Cromwell,* donné le mot d'ordre à la révolution dramatique; vous aviez le premier révélé l'Orient dans les *Orientales,* le moyen-âge dans *Notre-Dame de Paris.*

Et, depuis, que d'œuvres et que de chefs-d'œuvre! que d'idées remuées, que de formes inventées! que de tentatives, d'audaces et de découvertes!

Et vous ne vous reposez pas! Vous saviez hier là-bas à Guernesey qu'on reprenait *Lucrèce Borgia* à Paris, vous avez causé doucement et paisiblement des chances de cette représentation, puis à dix heures, au moment où toute la salle rappelait Mélingue et Mme Laurent après le troisième acte, vous vous endormiez afin de pouvoir vous lever selon votre habitude à la première heure, et on me dit que dans le même instant où j'achève cette

lettre, vous allumez votre lampe, et vous vous remettez tranquille à votre œuvre commencée.

George Sand.

VICTOR HUGO À GEORGE SAND.

Hauteville-House, 6 février 1870.

Grâce à vous, j'ai assisté à cette représentation. A travers votre admirable style, j'ai tout vu : ce théâtre, ce drame, l'éblouissement du spectacle, cette salle éclatante, ces puissants et pathétiques acteurs soulevant les frémissements de la foule, toutes ces têtes attentives, ce peuple ému, et vous, la gloire, applaudissant.

Depuis vingt ans je suis en quarantaine. Les sauveurs de la propriété ont confisqué ma propriété. Le coup d'état a séquestré mon répertoire. Mes drames pestiférés sont au lazaret; le drapeau noir est sur moi. Il y a trois ans, on a laissé sortir du bagne *Hernani;* mais on l'y a fait rentrer le plus vite qu'on a pu, le public n'ayant pas montré assez de haine pour ce brigand. Aujourd'hui c'est le tour de *Lucrèce Borgia.* La voilà libérée. Mais elle est bien dénoncée; elle est bien suspecte de contagion. La laissera-t-on longtemps dehors?

Vous venez de lui donner, vous, un *laissez-passer* inviolable. Vous êtes la grande femme de ce siècle, une âme noble entre toutes, une sorte de postérité vivante, et vous avez le droit de parler haut. Je vous remercie.

Votre lettre magnifique a été la bienvenue. Ma solitude est souvent fort insultée; on dit de moi tout ce qu'on veut; je suis un homme qui garde le silence. Se laisser calomnier est une force. J'ai cette force. D'ailleurs il est tout simple que l'empire se défende par tous les moyens. Il est ma cible, et je suis la sienne. De là, beaucoup de projectiles contre moi, qui, vu la mer à traverser, ont, il est vrai, la chance de tomber dans l'eau. Quels qu'ils soient, ils ne servent qu'à constater mon insensibilité; l'outrage m'endurcit dans ma certitude et dans ma volonté; je souris à l'injure, mais, devant la sympathie, devant l'adhésion, devant l'amitié, devant la cordialité mâle et tendre du peuple, devant l'applaudissement d'une ville comme Paris, devant l'applaudissement d'une femme comme George Sand, moi vieux bonhomme pensif, je sens mon cœur se fondre. C'est donc vrai que je suis un peu aimé!

En même temps que *Lucrèce Borgia* sort de prison, mon fils Charles va y rentrer. Telle est la vie. Acceptons-la.

Vous, de votre vie, éprouvée aussi par bien des douleurs, vous aurez fait une lumière. Vous aurez dans l'avenir l'auréole auguste de la femme qui a protégé la Femme. Votre admirable œuvre tout entière est un combat; et ce qui est combat dans le présent est victoire dans l'avenir. Qui est avec le progrès est avec la certitude. Ce qui attendrit lorsqu'on vous lit, c'est la sublimité de votre cœur. Vous le dépensez tout entier en pensée, en philosophie, en sagesse, en raison, en enthousiasme. Aussi quel puissant écrivain vous êtes! Je vais bientôt avoir une joie, car vous allez avoir un succès. Je sais qu'on répète une pièce de vous.

Je suis heureux toutes les fois que j'échange une parole avec vous; ma rêverie a besoin de ces éclats de lumière que vous m'envoyez, et je vous rends grâce de vous tourner de temps en temps vers moi du haut de cette cime où vous êtes, grand esprit.

Mon illustre amie, je suis à vos pieds.

Victor Hugo.

IV

WASHINGTON.

On lit dans le *Courrier de l'Europe* du 12 mars 1870 :

«Des citoyens des États-Unis se sont réunis au Langham Hotel pour la commémoration du jour de naissance de Washington. Parmi les toasts nombreux qui ont été portés, se trouvait le suivant :

«À Victor Hugo, l'ami de l'Amérique et le régénérateur prédestiné du vieux «monde!»

«Les citoyens chargèrent le colonel Berton, président du banquet, de transmettre à l'exilé de Guernesey le toast des citoyens d'Amérique. Victor Hugo s'est empressé de répondre :

Hauteville-House, 27 février 1870.

Monsieur,

Je suis profondément touché du noble toast que vous m'avez transmis. Je vous remercie, vous et vos honorables amis. Oui! à côté des États-Unis d'Amérique, nous devons avoir les États-Unis d'Europe; les deux mondes devraient faire une seule République. Ce jour viendra, et alors la paix des peuples sera fondée sur cette base, la seule fondation solide, la liberté des hommes.

Je suis un homme qui veut le droit. Rien de plus. Votre confiance m'honore et me touche; je serre vos mains cordiales.

VICTOR HUGO.

V

HENNETT DE KESLER.

L'année 1870 s'ouvrit pour Victor Hugo par la mort d'un ami. Il avait recueilli chez lui, depuis plusieurs années, un vaillant vaincu de décembre, Hennett de Kesler. Kesler et Victor Hugo avaient échangé leur premier serrement de main le 3 décembre au matin, rue Sainte-Marguerite, à quelques pas de la barricade Baudin, qui venait d'être enlevée au moment même où Victor Hugo y arrivait. Cette fraternité commencée dans les barricades s'était continuée dans l'exil.

Kesler, dévoré par la nostalgie, mais inébranlable, mourut le 6 avril 1870. Sa tombe est au cimetière du Foulon, près de la ville de Saint-Pierre. C'est une pierre avec cette inscription

À KESLER.

et au bas on peut lire :

Son compagnon d'exil,

Victor Hugo.

Le 7 avril, Victor Hugo prononça sur la fosse de Kesler les paroles que voici :

Le lendemain du guet-apens de 1851, le 3 décembre, au point du jour, une barricade se dressa dans le faubourg Saint-Antoine, barricade mémorable où tomba un représentant du peuple. Cette barricade, les soldats crurent la renverser, le coup d'état crut la détruire; le coup d'état et ses soldats se trompaient. Démolie à Paris, elle fut refaite par l'exil. La barricade Baudin reparut immédiatement, non plus en France, mais hors de France; elle reparut, bâtie, non plus avec des pavés, mais avec des principes; de matérielle qu'elle était, elle devint idéale, c'est-à-dire terrible; les proscrits la construisirent, cette barricade altière, avec les débris de la justice et de la liberté. Toute la ruine du droit y fut employée, ce qui la fit superbe et auguste. Depuis, elle est là, en face de l'empire; elle lui barre l'avenir, elle lui supprime l'horizon. Elle est haute comme la vérité, solide comme l'honneur, mitraillée comme la raison; et l'on continue d'y mourir. Après Baudin, — car, oui, c'est la même barricade! — Pauline Roland y est morte, Ribeyrolles y est mort, Charras y est mort, Xavier Durieu y est mort, Kesler vient d'y mourir.

Si l'on veut distinguer entre les deux barricades, celle du faubourg Saint-Antoine et celle de l'exil, Kesler en était le trait d'union, car, ainsi que plusieurs autres proscrits, il était des deux.

Laissez-moi glorifier cet écrivain de talent et ce vaillant homme. Il avait toutes les formes du courage, depuis le vif courage du combat jusqu'au lent courage de l'épreuve, depuis la bravoure qui affronte la mitraille jusqu'à l'héroïsme qui accepte la nostalgie. C'était un combattant et un patient.

Comme beaucoup d'hommes de ce siècle, comme moi qui parle en ce moment, il avait été royaliste et catholique. Nul n'est responsable de son commencement. L'erreur du commencement rend plus méritoire la vérité de la fin.

Kesler avait été victime, lui aussi, de cet abominable enseignement qui est une sorte de piège tendu à l'enfance, qui cache l'histoire aux jeunes intelligences, qui falsifie les faits et fausse les esprits. Résultat : les générations aveuglées. Vienne un despote, il pourra tout escamoter aux nations ignorantes, tout jusqu'à leur consentement; il pourra leur frelater même le suffrage universel. Et alors on voit ce phénomène, un peuple gouverné par extorsion de signature. Cela s'appelle un plébiscite.

Kesler avait, comme plusieurs de nous, refait son éducation; il avait rejeté les préjugés sucés avec le lait; il avait dépouillé, non le vieil homme, mais le vieil enfant; pas à pas, il était sorti des idées fausses et entré dans les idées vraies; et, mûri, grandi, averti par la réalité, rectifié par la logique, de royaliste il était devenu républicain. Une fois qu'il eut vu la vérité, il s'y dévoua. Pas de dévouement plus profond et plus tenace que le sien. Quoique atteint du mal du pays, il a refusé l'amnistie. Il a affirmé sa foi par sa mort.

Il a voulu protester jusqu'au bout. Il est resté exilé par adoration pour la patrie. L'amoindrissement de la France lui serrait le cœur. Il avait l'œil fixé sur ce mensonge qui est l'empire; il s'indignait, il frémissait de honte, il souffrait. Son exil et sa colère ont duré dix-neuf ans. Le voilà enfin endormi.

Endormi. Non. Je retire ce mot. La mort ne dort pas. La mort vit. La mort est une réalisation splendide. La mort touche à l'homme de deux façons. Elle le glace, puis elle le ressuscite. Son souffle éteint, oui, mais il rallume. Nous voyons les yeux qu'elle ferme, nous ne voyons pas ceux qu'elle ouvre.

Adieu, mon vieux compagnon. — Tu vas donc vivre de la vraie vie! Tu vas aller trouver la justice, la vérité, la fraternité, l'harmonie et l'amour dans la sérénité immense. Te voilà envolé dans la clarté. Tu vas connaître

IMPRIMERIE NATIONALE.

le mystère profond de ces fleurs, de ces herbes que le vent courbe, de ces vagues qu'on entend là-bas, de cette grande nature qui accepte la tombe dans sa nuit et l'âme dans sa lumière. Tu vas vivre de la vie sacrée et inextinguible des étoiles. Tu vas aller où sont les esprits lumineux qui ont éclairé et qui ont vécu, où sont les penseurs, les martyrs, les apôtres, les prophètes, les précurseurs, les libérateurs. Tu vas voir tous ces grands cœurs flamboyants dans la forme radieuse que leur a donnée la mort. Ecoute, tu diras à Jean-Jacques que la raison humaine est battue de verges; tu diras à Beccaria que la loi en est venue à ce degré de honte qu'elle se cache pour tuer; tu diras à Mirabeau que Quatrevingt-neuf est lié au pilori; tu diras à Danton que le territoire est envahi par une horde pire que l'étranger; tu diras à Saint-Just que le peuple n'a pas le droit de parler; tu diras à Marceau que l'armée n'a pas le droit de penser; tu diras à Robespierre que la République est poignardée; tu diras à Camille Desmoulins que la justice est morte; et tu leur diras à tous que tout est bien, et qu'en France une intrépide légion combat plus ardemment que jamais, et que, hors de France, nous, les sacrifiés volontaires, nous, la poignée des proscrits survivants, nous tenons toujours, et que nous sommes là, résolus à ne jamais nous rendre, debout sur cette grande brèche qu'on appelle l'exil, avec nos convictions et avec leurs fantômes!

VI

AUX MARINS DE LA MANCHE.

J'ai reçu, des mains de l'honorable capitaine Harvey, la lettre collective que vous m'adressez; vous me remerciez d'avoir dédié, d'avoir donné à cette mer de la Manche, un livre[1]. Ô vaillants hommes, vous faites plus que de lui donner un livre, vous lui donnez votre vie.

Vous lui donnez vos jours, vos nuits, vos fatigues, vos insomnies, vos courages; vous lui donnez vos bras, vos cœurs, les pleurs de vos femmes qui tremblent pendant que vous luttez, l'adieu des enfants, des fiancées, des vieux parents, les fumées de vos hameaux envolées dans le vent; la mer, c'est le grand danger, c'est le grand labeur, c'est la grande urgence; vous lui donnez tout; vous acceptez d'elle cette poignante angoisse, l'effacement des côtes; chaque fois qu'on part, question lugubre, reverra-t-on ceux qu'on aime? La rive s'en va comme un décor de théâtre qu'une main emporte. Perdre terre, quel mot saisissant! on est comme hors des vivants. Et vous vous dévouez, hommes intrépides. Je vois parmi vos signatures les noms de ceux qui, dernièrement, à Dungeness, ont été de si héroïques sauveteurs[2]. Rien ne vous lasse. Vous rentrez au port et vous repartez.

Votre existence est un continuel défi à l'écueil, au hasard, à la saison, aux précipices de l'eau, aux pièges du vent. Vous vous en allez tranquilles dans la formidable vision de la mer; vous vous laissez écheveler par la tempête; vous êtes les grands opiniâtres du recommencement perpétuel; vous êtes les rudes laboureurs du sillon bouleversé; là, nulle part la limite et partout l'aventure; vous allez dans cet infini braver cet inconnu; ce désert de tumulte et de bruit ne vous fait pas peur; vous avez la vertu superbe de vivre seuls avec l'océan dans la rondeur sinistre de l'horizon; l'océan est inépuisable et vous êtes mortels, mais vous ne le redoutez pas; vous n'aurez pas son dernier ouragan et il aura votre dernier souffle. De là votre fierté; je la comprends. Vos habitudes de témérité ont commencé dès l'enfance, quand vous couriez tout nus sur les grèves; mêlés aux vastes plis des marées montantes et brunis par le hâle, grandis dans la rafale, vieillis

[1] *Les Travailleurs de la mer.* — [2] Aldridge et Windham.

dans les orages, vous ne craignez pas l'océan, et vous avez droit à sa familiarité farouche, ayant joué tout petits avec son énormité.

Vous me connaissez peu. Je suis pour vous une silhouette de l'abîme debout au loin sur un rocher. Vous apercevez par instants dans la brume cette ombre, et vous passez. Pourtant, à travers vos fracas de houles et de bourrasques, l'espèce de vague rumeur que peut faire un livre est venue jusqu'à vous. Vous vous tournez vers moi entre deux tempêtes, et vous me remerciez.

Je vous salue.

Je vais vous dire ce que je suis. Je suis un de vous, je suis un matelot; je suis un combattant du gouffre. J'ai sur moi un déchaînement d'aquilons. Je ruisselle et je grelotte, mais je souris, et quelquefois comme vous je chante. Un chant amer. Je suis un guide échoué, qui ne s'est pas trompé, mais qui a sombré, à qui la boussole donne raison et à qui l'ouragan donne tort, qui a en lui la quantité de certitude que produit la catastrophe traversée, et qui a droit de parler aux pilotes avec l'autorité du naufragé. Je suis dans la nuit, et j'attends avec calme l'espèce de jour qui viendra, sans trop y compter pourtant, car si Après-demain est sûr, Demain ne l'est pas; les réalisations immédiates sont rares, et, comme vous, j'ai plus d'une fois, sans confiance, vu poindre la sinistre aurore. En attendant, je suis comme vous dans la tourmente, dans la nuée, dans le tonnerre; j'ai autour de moi un perpétuel tremblement d'horizon, j'assiste au va-et-vient de ce flot qu'on appelle le fait; en proie aux évènements comme vous aux vents, je constate leur démence apparente et leur logique profonde; je sens que la tempête est une volonté, et que ma conscience en est une autre, et qu'au fond elles sont d'accord; et je persiste, et je résiste, et je tiens tête aux despotes comme vous aux cyclones, et je laisse hurler autour de moi toutes les meutes du cloaque et tous les chiens de l'ombre, et je fais mon devoir, pas plus ému de la haine que vous de l'écume.

Je ne vois pas l'étoile, mais je sais qu'elle me regarde, et cela me suffit.

Voilà ce que je suis. Aimez-moi.

Continuons. Faisons notre tâche; vous de votre côté, moi du mien; vous parmi les flots, moi parmi les hommes. Travaillons aux sauvetages. Oui, accomplissons notre fonction qui est une tutelle; veillons et surveillons, ne laissons se perdre aucun signal de détresse, tendons la main à tous ceux qui s'enfoncent, soyons les vigies du sombre espace, ne permettons pas que ce qui doit disparaître revienne, regardons fuir dans les ténèbres, vous le vaisseau-fantôme, moi le passé. Prouvons que le chaos est navigable. Les surfaces sont diverses, et les agitations sont innombrables; mais il n'y a qu'un fond, qui est Dieu. Ce fond, je le touche, moi qui vous parle. Il

s'appelle la vérité et la justice. Qui tombe pour le droit tombe dans le vrai. Ayons cette sécurité. Vous suivez la boussole, je suis la conscience. Ô intrépides lutteurs, mes frères, ayons foi, vous dans l'onde, moi dans la destinée. Où sera la certitude si ce n'est dans cette mobilité soumise au niveau? Votre devoir est identique au mien. Combattons, recommençons, persévérons, avec cette pensée que la haute mer se prolonge au delà de la vue humaine, que, même hors de la vie, l'immense navigation continue, et qu'un jour nous constaterons la ressemblance de l'océan où sont les vagues avec la tombe où sont les âmes. Une vague qui pense, c'est l'âme humaine.

VICTOR HUGO.

VII

LES SAUVETEURS.

Hauteville-House, 14 avril 1870.

Messieurs les connétables de Saint-Pierre-Port,

En ce moment de naufrages et de sinistres, il faut encourager les sauveteurs. Chacun, dans la mesure de ce qu'il peut, doit les honorer et les remercier. Dans les ports de mer, le sauvetage est toujours à l'ordre du jour.

J'ai en ma possession une bouée et une ceinture de sauvetage modèles, exécutées spécialement pour moi par l'excellent fabricant Dixon, de Sunderland. M'en servir pour moi-même, cela peut se faire attendre; il me semble meilleur d'en user dès aujourd'hui, en offrant, comme publique marque d'estime, ces engins de conservation de la vie humaine à l'homme de cette île auquel on doit le plus grand nombre de sauvetages.

Vous êtes nécessairement mieux renseignés que moi. Veuillez me le désigner. J'aurai l'honneur de vous remettre immédiatement la ceinture et la bouée pour lui être transmises.

Recevez l'assurance de ma cordialité.

Victor Hugo.

À la suite de cette lettre, le capitaine Abraham Martin, maître du port, a été désigné comme ayant opéré dans sa vie environ quarante-cinq sauvetages. C'est à lui qu'ont été remis les engins de sauvetage, sur lesquels M. Victor Hugo a écrit de sa main :

Donné comme publique marque d'estime au capitaine Abraham Martin.

VIII

LE TRAVAIL EN AMÉRIQUE.[1]

Hauteville-House, 22 avril 1870.

Vous m'annoncez, général, une bonne nouvelle, la coalition des Travailleurs en Amérique; cela fera pendant à la coalition des rois en Europe.

Les travailleurs sont une armée; à une armée il faut des chefs; vous êtes un des hommes désignés comme guides par votre double instinct de révolution et de civilisation.

Vous êtes de ceux qui savent conseiller au peuple tout le possible, sans sortir du juste et du vrai.

La liberté est un moyen en même temps qu'un but, vous le comprenez. Aussi les travailleurs vous ont-ils élu pour leur représentant en Amérique. Je vous félicite et les félicite.

Le travail est aujourd'hui le grand droit comme il est le grand devoir.

L'avenir appartient désormais à deux hommes, l'homme qui pense et l'homme qui travaille.

À vrai dire, ces deux hommes n'en font qu'un, car penser c'est travailler.

Je suis de ceux qui ont fait des classes souffrantes la préoccupation de leur vie. Le sort de l'ouvrier, partout, en Amérique comme en Europe, fixe ma plus profonde attention et m'émeut jusqu'à l'attendrissement. Il faut que les classes souffrantes deviennent les classes heureuses, et que l'homme qui jusqu'à ce jour a travaillé dans les ténèbres travaille désormais dans la lumière.

J'aime l'Amérique comme une patrie. La grande république de Washington et de John Brown est une gloire de la civilisation. Qu'elle n'hésite pas à prendre souverainement sa part du gouvernement du monde. Au point de vue social, qu'elle émancipe les travailleurs; au point de vue politique, qu'elle délivre Cuba.

L'Europe a les yeux fixés sur l'Amérique. Ce que l'Amérique fera sera bien fait. L'Amérique a ce double bonheur d'être libre comme l'Angleterre et logique comme la France.

[1] Cette lettre était adressée au général Cluseret. (*Note de l'Éditeur*).

Nous l'applaudirons patriotiquement dans tous ses progrès. Nous sommes les concitoyens de toute nation qui est grande.

Général, aidez les travailleurs dans leur coalition puissante et sainte.

Je vous serre la main.

VICTOR HUGO.

IX

LE PLEBISCITE.

Au printemps de 1870, Louis Bonaparte, sentant peut-être on ne sait quel ébranlement mystérieux, éprouva le besoin de se faire étayer par le peuple. Il demanda à la nation de confirmer l'empire par un vote. On consulta de France Victor Hugo, on lui demanda de dire quel devait être ce vote. Il répondit :

Non.

En trois lettres ce mot dit tout.

Ce qu'il contient remplirait un volume.

Depuis dix-neuf ans bientôt, cette réponse se dresse devant l'empire.

Ce sphinx obscur sent que c'est là le mot de son énigme.

À tout ce que l'empire est, veut, rêve, croit, peut et fait, Non suffit.

Que pensez-vous de l'empire? Je le nie.

Non est un verdict.

Un des proscrits de décembre, dans un livre publié hors de France en 1853, s'est qualifié «la bouche qui dit Non».

Non a été la réplique à ce qu'on a appelé l'amnistie.

Non sera la réplique à ce qu'on appelle le plébiscite.

Le plébiscite essaye d'opérer un miracle : faire accepter l'empire à la conscience humaine.

Rendre l'arsenic mangeable. Telle est la question.

L'empire a commencé par ce mot : Proscription. Il voudrait bien finir par celui-ci : Prescription. Ce n'est qu'une toute petite lettre à changer. Rien de plus difficile.

S'improviser César, transformer le serment en Rubicon et l'enjamber, faire tomber au piège en une nuit tout le progrès humain, empoigner brusquement le peuple sous sa grande forme République et le mettre à Mazas, prendre un lion dans une souricière, casser par guet-apens le mandat des représentants et l'épée des généraux, exiler la vérité, expulser l'honneur, écrouer la loi, décréter d'arrestation la révolution, bannir 89 et 92, chasser la France de France, sacrifier sept cent mille hommes pour démolir

la bicoque de Sébastopol, s'associer à l'Angleterre pour donner à la Chine le spectacle de l'Europe vandale, stupéfier de notre barbarie les barbares, détruire le Palais d'Été de compte à demi avec le fils de ce lord Elgin qui a mutilé le Parthénon, grandir l'Allemagne et diminuer la France par Sadowa, prendre et lâcher le Luxembourg, promettre Mexico à un archiduc et lui donner Queretaro, apporter à l'Italie une délivrance qui aboutit au concile, faire fusiller Garibaldi par des fusils italiens à Aspromonte et par des fusils français à Mentana, endetter le budget de huit milliards, tenir en échec l'Espagne républicaine, avoir une haute cour sourde aux coups de pistolet, tuer le respect des juges par le respect des princes, faire aller et venir les armées, écraser les démocraties, creuser des abîmes, remuer des montagnes, cela est aisé. Mais mettre un *e* à la place d'un *o*, c'est impossible.

Le droit peut-il être proscrit? Oui. Il l'est. Prescrit? Non.

Un succès comme le Deux-Décembre ressemble à un mort en ceci qu'il tombe tout de suite en pourriture et en diffère en cela qu'il ne tombe jamais en oubli. La revendication contre de tels actes est de droit éternel.

Ni limite légale, ni limite morale. Aucune déchéance ne peut être opposée à l'honneur, à la justice et à la vérité, le temps ne peut rien sur ces choses. Un malfaiteur qui dure ne fait qu'ajouter au crime de son origine le crime de sa durée.

Pour l'histoire, pas plus que pour la conscience humaine, Tibère ne passe jamais à l'état de «fait accompli».

Newton a calculé qu'une comète met cent mille ans à se refroidir; de certains crimes énormes mettent plus de temps encore.

La voie de fait aujourd'hui régnante perd sa peine. Les plébiscites n'y peuvent rien. Elle croit avoir le droit de régner; elle n'a pas le droit d'être.

C'est étrange, un plébiscite. C'est le coup d'état qui se fait morceau de papier. Après la mitraille le scrutin. Au canon rayé succède l'urne fêlée. Peuple, vote que tu n'existes pas. Et le peuple vote. Et le maître compte les voix. Il en a tout ce qu'il a voulu avoir; et il met le peuple dans sa poche. Seulement il ne s'est pas aperçu que ce qu'il croit avoir saisi est insaisissable. Une nation, cela n'abdique pas. Pourquoi? parce que cela se renouvelle. Le vote est toujours à recommencer. Lui faire faire une aliénation quelconque de souveraineté, extraire de la minute l'hérédité, donner au suffrage universel, borné à exprimer le présent, l'ordre d'exprimer l'avenir, est-ce que ce n'est pas nul de soi? C'est comme si l'on commandait à Demain de s'appeler Aujourd'hui.

N'importe. On a voté. Et le maître prend cela pour un consentement. Il n'y a plus de peuple. Ces pratiques font rire les anglais. Subir le coup

d'état! subir le plébiscite! comment une nation peut-elle accepter de telles humiliations? L'Angleterre a en ce moment-ci le bonheur de mépriser un peu la France. Alors méprisez l'océan. Xercès lui a donné le fouet.

On nous invite à voter sur ceci : le perfectionnement d'un crime.

L'empire, après dix-neuf ans d'exercice, se croit tentant. Il nous offre ses progrès. Il nous offre le coup d'état accommodé au point de vue démocratique, la nuit de Décembre ajustée à l'inviolabilité parlementaire, la tribune libre emboîtée dans Cayenne, Mazas modifié dans le sens de l'affranchissement, la violation de tous les droits arrangée en gouvernement libéral.

Eh bien non.

Nous sommes ingrats.

Nous, les citoyens de la République assassinée, nous, les justiciers pensifs, nous regardons, avec l'intention d'en user, l'affaiblissement d'autorité propre à la vieillesse d'une trahison. Nous attendons.

Et en attendant, devant le mécanisme dit plébiscite, nous haussons les épaules.

À l'Europe sans désarmement, à la France sans influence, à la Prusse sans contre-poids, à la Russie sans frein, à l'Espagne sans point d'appui, à la Grèce sans la Crète, à l'Italie sans Rome, à Rome sans les Romains, à la démocratie sans le peuple, nous disons Non.

À la liberté poinçonnée par le despotisme, à la prospérité dérivant d'une catastrophe, à la justice rendue au nom d'un accusé, à la magistrature marquée des lettres L. N. B., à 89 visé par l'empire, au 14 Juillet complété par le 2 Décembre, à la loyauté jurée par le faux serment, au progrès décrété par la rétrogradation, à la solidité promise par la ruine, à la lumière octroyée par les ténèbres, à l'escopette qui est derrière le mendiant, au visage qui est derrière le masque, au spectre qui est derrière le sourire, nous disons Non.

Du reste, si l'auteur du coup d'état tient absolument à nous adresser une question à nous peuple, nous ne lui reconnaissons que le droit de nous faire celle-ci :

«Dois-je quitter les Tuileries pour la Conciergerie, et me mettre à la disposition de la justice?

«Napoléon.»

Oui.

Victor Hugo.

Hauteville-House, 27 avril 1870.

X

LA GUERRE EN EUROPE.

En juillet 1870, la guerre éclate. Le piège Hohenzollern est tendu par la Prusse à la France, et la France y tombe. Victor Hugo croyait la France armée, et, par conséquent, d'avance il la croyait victorieuse. Il déplorait pourtant cette guerre, et il songeait au sang qu'elle allait répandre.

Il écrivit aux femmes de Guernesey la lettre qu'on va lire et qui fut reproduite par les journaux anglais comme adressée à toutes les femmes d'Angleterre.

Pendant le siège de Paris, des ballots de charpie, expédiés d'Angleterre à Victor Hugo, furent partagés par lui, comme il s'y était engagé dans sa lettre, en deux parts égales, l'une pour les blessés français, l'autre pour les blessés allemands. M. de Flavigny, président de la commission internationale, se chargea de transmettre au quartier général de Versailles les ballots de charpie destinés par Victor Hugo aux ambulances allemandes.

AUX FEMMES DE GUERNESEY.

Hauteville-House, 22 juillet 1870.

Mesdames,

Il a plu à quelques hommes de condamner à mort une partie du genre humain, et une guerre à outrance se prépare. Cette guerre n'est ni une guerre de liberté, ni une guerre de devoir, c'est une guerre de caprice. Deux peuples vont s'entre-tuer pour le plaisir de deux princes. Pendant que les penseurs perfectionnent la civilisation, les rois perfectionnent la guerre. Celle-ci sera affreuse.

On annonce des chefs-d'œuvre. Un fusil tuera douze hommes, un canon en tuera mille. Ce qui va couler à flots dans le Rhin, ce n'est plus l'eau pure et libre des grandes Alpes, c'est le sang des hommes.

Des mères, des sœurs, des filles, des femmes vont pleurer. Vous allez toutes être en deuil, celles-ci à cause de leur malheur, celles-là à cause du malheur des autres.

Mesdames, quel carnage! quel choc de tous ces infortunés combattants! Permettez-moi de vous adresser une prière. Puisque ces aveugles oublient qu'ils sont frères, soyez leurs sœurs, venez-leur en aide, faites de la charpie.

Tout le vieux linge de nos maisons, qui ici ne sert à rien, peut là-bas sauver la vie à des blessés. Toutes les femmes de ce pays s'employant à cette œuvre fraternelle, ce sera beau; ce sera un grand exemple et un grand bienfait. Les hommes font le mal, vous femmes, faites le remède; et puisque sur cette terre il y a de mauvais anges, soyez les bons.

Si vous le voulez, et vous le voudrez, en peu de temps on peut avoir une quantité considérable de charpie. Nous en ferons deux parts égales, et nous enverrons l'une à la France et l'autre à la Prusse.

Je mets à vos pieds mon respect.

Victor Hugo.

NOTES DES ÉDITIONS ORIGINALES

DE CHAQUE DISCOURS PUBLIÉ SÉPARÉMENT À JERSEY, PUIS À GUERNESEY.

NOTES DES *DISCOURS DE L'EXIL*.

AVIS DES ÉDITEURS publié en tête de la plaquette : *Discours de l'exil* [1].

Ces discours, complément naturel du recueil intitulé *Œuvres oratoires de Victor Hugo,* ont été publiés par tous les journaux libres, aux diverses époques où ils ont été prononcés, et répandus isolément à des milliers d'exemplaires. Nous en faisons un faisceau. Les amis de la Liberté et de la Démocratie nous sauront gré, nous n'en doutons pas, de leur donner, réunis sous ce format utile, les discours de Victor Hugo dans l'exil.

Personne ne s'étonnera que nous ayons fait entrer dans ce recueil, comme étant des discours véritables, la *Lettre aux habitants de Guernesey* et la *Lettre à Lord Palmerston.*

AU CIMETIÈRE SAINT-JEAN.

20 avril 1853, à Jersey [2].

C'est à l'occasion de ce discours que tant de calomnies bonapartistes ont été propagées. Ces calomnies ont provoqué la lettre suivante que tous les journaux dévoués à la liberté ont publiée.

« Jersey, 2 juin 1853.

« Monsieur le rédacteur,

« Le journal la *Patrie* a publié l'article suivant, reproduit par les journaux officiels des départements et que je lis dans l'*Union de la Sarthe,* du 11 mai.

« Il vient de se passer à Jersey un fait qui mérite d'être rapporté à titre d'enseignement. Un « français, interné dans l'île, étant mort, M. Victor Hugo a prononcé sur sa tombe un discours

[1] Cette plaquette contient dix discours; le dernier : *Banquet anniversaire du 24 février 1848,* est du 24 février 1854. (*Note de l'Éditeur.*)

[2] Cette note a été publiée pour la première fois dans les *Discours de l'exil;* en 1875, le titre été modifié ainsi : CALOMNIES IMPÉRIALES. Lettre de Charles Hugo. (*Note de l'Éditeur.*)

« qui a été imprimé dans le journal du pays, et dans lequel il a représenté la France comme « étant en ce moment couverte d'échafauds politiques. On nous écrit que ce mensonge grossier, « d'après lequel il n'y a plus à réclamer pour son auteur que le séjour d'une maison d'aliénés, « a produit une si grande indignation parmi les habitants de Jersey, toujours si calmes, qu'une « pétition a été rédigée et couverte de signatures pour demander qu'on interdise les manifestations « de ce genre que font sans cesse les réfugiés français, et qui inspirent à la population entière le « plus profond dégoût.

« Ch. Schiller. »

« Cet article contient deux allégations, l'une concernant le discours de M. Victor Hugo, l'autre concernant l'effet qu'il aurait produit à Jersey.

« Pour ce qui est du discours, la réponse est simple. Puisque ce discours, — dans lequel M. Victor Hugo, au nom des proscrits de Jersey, qui lui en avaient donné la mission, et avec l'adhésion de la proscription républicaine tout entière, a déclaré que les proscrits républicains, fidèles au grand précédent de Février, abjuraient à jamais, quel que fût l'avenir, toute idée d'échafauds politiques et de représailles sanglantes, — puisque ce discours a causé, au dire de la *Patrie,* une si *grande indignation* à Jersey, il n'excitera certainement pas moins d'indignation en France, et la *Patrie* ne saurait mieux faire que de le reproduire. Nous l'en défions.

« Je mets à la poste aujourd'hui même, à l'adresse du rédacteur de la *Patrie,* un exemplaire du discours.

« Quant à l'effet produit à Jersey, pour toute réponse, je me borne aux faits. Il y a quatre journaux à Jersey écrits en français. Ces journaux sont : la *Chronique de Jersey,* l'*Impartial de Jersey,* le *Constitutionnel* (de Jersey), la *Patrie* (de Jersey). Ces quatre journaux ont tous publié textuellement le discours de mon père et ont constaté le jour même l'effet produit par ce discours. Je les cite :

« La *Chronique* dit :

« Un puissant intérêt s'attachait à la cérémonie. On savait que M. Vitcor Hugo devait « prendre la parole en cette occasion, et chacun voulait entendre cette grande et puissante voix. « Aussi, longtemps avant l'arrivée du convoi funèbre, un grand concours de personnes, venues « de la ville à pied et en voiture, se pressait déjà autour de la tombe. La procession, en entrant « dans le cimetière, a fait le tour de la fosse creusée pour recevoir la dépouille du défunt, et le « corps ayant été déposé dans sa dernière demeure, tout le monde s'est découvert, et c'est au « milieu du silence le plus solennel que M. Hugo a prononcé, d'une voix fortement accentuée, « l'admirable discours que nous reproduisons ici :

(Suit le discours.)

« Tous les proscrits ont répété ce cri ; puis chacun d'eux est venu, morne et silencieux, déposer « une poignée de terre sur la bière de leur défunt frère. Le discours prononcé dans cette occasion « fera époque dans les annales du petit cimetière des Indépendants de la paroisse de Saint-Jean. « Le jour viendra où l'on montrera aux étrangers l'endroit où Victor Hugo, le grand orateur, « le grand poëte, adressa à ses frères exilés les nobles et touchantes paroles qui vont avoir un « retentissement universel et seront soigneusement recueillies par l'histoire. »

« Le *Constitutionnel* (de Jersey), après avoir reproduit le discours, dit :

« Un grand nombre de jersiais, venus au cimetière de Saint-Jean, ont été heureux d'entendre « un pareil langage dans la bouche de notre hôte illustre. »

« La *Patrie* (de Jersey) fait précéder le discours des lignes que voici :

« Le convoi s'est acheminé vers Saint-Jean, dans le plus grand ordre et dans un silence « religieux.

« Là, en présence d'une foule nombreuse venue pour entendre sa parole, M. Victor Hugo a « prononcé le beau discours que nous reproduisons. »

« Enfin l'*Impartial* :

« Le cadavre, retiré du corbillard, fut porté à bras sur le bord de la fosse, et quand il y eut « été descendu et avant qu'on le couvrît de terre, Victor Hugo, que chacun était si impatient

« d'entendre, prononça, au milieu du plus religieux silence et de plus de quatre cents auditeurs, « de cette voix mâle avec laquelle il défendait la république, avec cet accent irrésistible qui est « le résultat de la conviction, de la foi dans ses opinions, Victor Hugo, disons-nous, prononça « le discours suivant, dont la gravité s'augmentait encore du lieu où il était prononcé et des « circonstances. Aussi fut-il écouté avec une avidité que nous ne saurions dépeindre et qui ne « peut être comparée qu'à la vive impression qu'il produisit. »

« Ce dernier journal, l'*Impartial de Jersey*, se faisait du reste une idée assez juste de la bonne foi d'une certaine espèce de journaux en France; seulement, dans cette occasion, il attribuait à tort au *Constitutionnel* une idée qui ne devait venir qu'à la *Patrie*. Voici ce que disait, en publiant le discours de mon père et en rendant compte de l'effet produit, l'*Impartial*:

« Le véridique *Constitutionnel* de Paris nous dira sans doute, dans quelques jours, combien il « aura fallu employer de sergents de ville et de gendarmes pour maintenir le bon ordre, durant « les funérailles de Jean Bousquet, le second proscrit du 2 décembre qui meurt depuis dix « jours; il nous racontera, bien certainement, avec sa franchise et sa loyauté habituelles, « combien les autorités auront été obligées d'appeler de bataillons pour réprimer l'émeute « excitée par les chaleureuses paroles du grand orateur, par cette voix si puissante et si émou- « vante. »

« Je pourrais, monsieur le rédacteur, borner là cette réponse; permettez-moi pourtant d'ajouter encore, non une réflexion, mais un fait. Le journal la *Patrie*, qui insulte aujourd'hui mon père proscrit, publia, il y a deux ans, au mois de juillet 1851, un article injurieux contre l'*Événement*. Nous fîmes demander à la *Patrie* ou une rétractation ou une réparation par les armes; la *Patrie* préféra une rétractation. Elle s'exécuta en ces termes:

« En présence des explications échangées entre les témoins de M. Charles Hugo et ceux de « M. Mayer, M. Mayer déclare retirer purement et simplement son article. »

« On remarquera que le rédacteur de la *Patrie*, auteur de l'offense et endosseur de la rétractation, se nomme M. Mayer; il a fait plus tard un acte de courage; il a publié, à Paris, en décembre 1851, l'ouvrage intitulé: HISTOIRE DU 2 DÉCEMBRE.

« En 1851, la *Patrie* insultait, puis se rétractait; nous étions présents. Aujourd'hui, la *Patrie* recommence ses insultes; nous sommes absents.

« Vous voudrez sans doute, monsieur le rédacteur, aider la proscripiton à repousser la calomnie et prêter votre publicité à cette lettre.

« Recevez, je vous prie, avec tous mes remerciements, l'assurance de ma vive et fraternelle cordialité.

« CHARLES HUGO. »

A LORD PALMERSTON.

1854.

Nous extrayons de la *Nation* du 8 février ce qui suit:

« Nous revenons une dernière fois, pour le mouvement mémorable qui l'a précédée, sur « l'exécution de Tapner.

« Le 10 janvier, Victor Hugo adresse à la population de Guernesey l'appel de la démocratie. « La parole chrétienne du proscrit républicain est entendue; elle retentit dans toutes les âmes. « Sept cents citoyens anglais adressent à la reine une demande en grâce en faveur du condamné.

« Le 21, la *Chronique de Jersey* annonce que le jeudi, 19, la pétition, prise en considération « par la cour, a été renvoyée au secrétaire d'état. Lord Palmerston avait accordé un sursis de « huit jours. Commencement de triomphe pour la démocratie et espérance d'un triomphe « complet sur le bourreau, dans cette circonstance solennelle.

« Dans leur demande en grâce, en réponse à l'appel de Victor Hugo, les sept cents citoyens anglais proclamaient le principe de l'*inviolabilité de la vie humaine. La peine de mort,* disaient-ils, « *doit être abolie.*

« Le 28, le *Star* de Guernesey nous apportait la sentence de Tapner, disant que l'exécution « aurait lieu le 3 février. Et le 3 février Tapner était pendu (*le 10 février, après nouveau sursis*).

« La démocratie avait compté sans l'ambassadeur de M. Bonaparte à Londres.

« Cette lutte autour d'un gibet ne saurait être oubliée dans les annales du temps.

. . . .

« Avec Tapner à Guernesey, c'est le monde païen qui nous semble monter au gibet. La « révolution prochaine a, par l'organe de Victor Hugo, fait entendre à la société nouvelle la « voix de l'avenir et porté la sentence de l'humanité contre les lois de sang de la société « monarchique.

« Le bourreau anglais a eu une nouvelle tête d'homme, mais la démocratie a, du haut des « rochers de l'exil, flétri le bourreau et remporté sur lui une de ces victoires morales que ne « balance pas la tête d'un assassin.

« L'ambassadeur de l'empire a gagné la cause du gibet auprès de lord Palmerston; mais le « représentant de la République a gagné devant l'Europe la cause de l'avenir.

« À qui l'honneur de la journée?

« À qui la responsabilité d'une nouvelle strangulation d'homme?

« Et qui des deux, devant le cadavre de Tapner, aura eu droit de regarder l'autre en face, « de Victor Hugo ou de M. Walewski, de la démocratie proscrite ou de l'empire debout, et assez « puissant pour attacher un cadavre humain en trophée au gibet de Guernesey? »

On lit dans l'*Homme*, du 15 février:

« C'est assez l'habitude des gouvernements et des puissances de la terre de repousser la prière « des idées, ces grandes suppliantes. Tout ce qui est autorité, pouvoir, état, est en général « fort avare soit de libertés à fonder, soit de grâces à répandre: la force est jalouse; et quand « elle n'égorge pas comme à Paris, de haute lutte, ou par guet-apens, elle a, comme à « Londres, ses petites fins de non-recevoir, ses nécessités politiques, ses justices légales.

« Il arrive parfois, pourtant, que cela coûte cher, et que l'autorité qui ne sait pas le pardon « est cruellement châtiée, c'est lorsqu'un grand esprit profondément humain veille derrière les « échafauds, derrière les gouvernements.

« Ainsi, l'homme qu'on vient de pendre à Guernesey, Victor Hugo l'avait défendu vivant; « il l'avait abrité, quand il était déjà dans le froid de la mort, sous la pitié sainte; il avait « jeté, sur cette misère souillée de crimes, la riche hermine de l'espérance et la grande charte « de l'inviolabilité qui permet l'expiation et le repentir. Mais à Londres la puissance est restée « sourde à cette voix, comme aux sept cents échos qu'elle avait éveillés dans la petite île émue, « et l'on a pendu Tapner, après trois sursis qui, pour cet homme de la mort, avaient été trois « renaissances, trois aurores! Eh bien, voilà maintenant qu'aussi tenace que la loi, l'esprit « vengeur de la philosophie revient, se penche sur le cadavre encore tout chaud, sonde les « plaies, raconte les luttes terribles de cette agonie désespérée, ses bonds, ses gestes, ses convul- « sions suprêmes, ses regards presque éteints à travers le sang, et les pitiés indignées de la foule « et ses anathèmes!

« Qu'aura gagné la loi, qu'aura gagné le gouvernement, dites-le nous, qu'aura gagné « *l'exemple* à cette exécution qui n'a pas osé affronter la grande place, publique et libre, qui « par ses détails hideux rappelle à tous les tragédies de l'abattoir, et qu'un formidable réquisi- « toire vient de dénoncer au monde?

« Ces pages éloquentes, nous le savons, n'emporteront point la peine de mort et ne rendront « pas la vie au condamné que la justice vient d'abattre; mais le gibet de Guernesey sera vu de « tous les points de la terre; mais la conscience humaine, qu'avaient peut-être endormie les « succès du crime, sera de nouveau remuée dans toutes ses profondeurs, et tôt ou tard, la « corde de Tapner cassera, comme au siècle dernier se brisa la roue, sous Calas.

IMPRIMERIE NATIONALE.

« Quant à nous, gens de la religion nouvelle, quels que puissent être l'avenir et les destinées, « nous sommes heureux et fiers que de tels actes et de si grandes paroles sortent de nos rangs ; « c'est une espérance, c'est une joie, c'est pour nous une consolation suprême, puisque la patrie « nous est fermée, de voir l'idée française rayonner ainsi sur nos routes de l'exil ; l'idée de « France, n'est-ce pas encore le soleil de France ?

« Et voyez, pour que l'enseignement, sans doute, soit entier et décisif, comme les rôles « s'éclairent ! Liée par les textes, il faut le reconnaître, la justice condamne ; souveraine et libre, « la politique maintient, elle assure son cours à la loi de sang ; apôtres de charité, missionnaires « de miséricorde, les prêtres de toutes les religions se dérobent, ils n'arrivent que pour l'agonie ; « — et qui vient à la grâce ? L'opinion publique ; — et qui la demande ? Un proscrit. « Honneur à lui. !

« Ainsi, d'une part, les religions et les gouvernements ; de l'autre, les peuples et les idées ; « avec nous la vie, avec eux la mort... Les destins s'accompliront !

« Ch. Ribeyrolles. »

On lit dans la *Nation* du 12 avril 1854 :

« L'affaire Tapner, dont le retentissement a été si grand, vient d'avoir en Amérique une conséquence des plus frappantes et des plus inattendues. Nous livrons le fait à la méditation des esprits sérieux.

« Dans les premiers jours de février dernier, un nommé Julien fut condamné à mort à Québec (Canada), pour assassinat sur la personne d'un nommé Pierre Dion, son beau-père. C'est en ce moment-là précisément que les journaux d'Europe apportèrent au Canada la lettre adressée au peuple de Guernesey, par Victor Hugo, pour demander la grâce de Tapner.

« Le *Moniteur canadien* du 16 février, que nous avons sous les yeux, publia l'adresse de Victor Hugo aux Guernesiais, et la fit suivre de la réflexion qu'on va lire. Nous citons :

« Cette sublime réfutation de la peine de mort ne vient-elle pas à propos pour enseigner la « conduite qu'on devrait tenir envers le malheureux assassin de Pierre Dion ? »

« Voici maintenant ce que, à quelques jours de distance, nous lisons dans le *Pays* de Montréal :

« La sentence de mort prononcée contre Julien, pour le meurtre de son beau-père, à « Québec, a été commuée en une détention perpétuelle dans le pénitenciaire provincial. »

« Et le journal canadien ajoute :

« Victor Hugo avait élevé sa voix éloquente, juste au moment où la vie et la mort de « Julien étaient dans la balance.

« Tous ceux qui aiment et respectent l'humanité ; tous ceux qui voient l'expiation du « crime, non dans un meurtre de sang-froid, mais dans de longues heures de repentir accordées « au coupable, ont appris avec bonheur la nouvelle d'un événement qui règle implicitement « une haute question de philosophie sociale.

« On peut dire qu'au Canada la peine de mort est, de fait, abolie. »

« Sainte puissance de la pensée ! elle va s'élargissant comme les fleuves ; filet d'eau à sa source, océan à son embouchure ; souffle à deux pas, ouragan à deux mille lieues. La même parole qui, partie de Jersey, semble n'avoir pu ébranler le gibet de Guernesey, passe l'Atlantique et déracine la peine de mort au Canada. Victor Hugo ne peut rien en Europe pour Tapner qui agonise sous ses yeux, et il sauve en Amérique Julien qu'il ne connaît pas. La lettre écrite pour Guernesey arrive à son adresse à Québec.

« Disons à l'honneur des magistrats du Canada que le procureur général, qui avait condamné mort Julien, s'est chaudement entremis pour que la condamnation ne fût pas exécutée ; et glorifions le digne gouverneur du bas Canada, le général Rowan, qui a compris et consacré le progrès. Avec quel sentiment de devoir accompli et de responsabilité évitée il doit lire en ce moment même la lettre à lord Palmerston par laquelle Victor Hugo a clos sa lutte au pied du gibet de Guernesey.

« Une chose plus grande encore que le fait lui-même résulte pour nous de ce que nous venons de raconter. À l'heure qu'il est, ce que l'autorité et le despotisme étouffent sur un

continent renaît à l'instant même sur l'autre; et cette même pulsation du grand cœur de l'humanité qu'on comprimait à Guernesey, a son contre-coup au Canada. Grâce à la démocratie, grâce à la pensée, grâce à la presse, le moment approche où le genre humain n'aura plus qu'une âme. »

SUR LA TOMBE DE FÉLIX BONY.

27 septembre 1854.

Note en tête de l'édition originale :

Nous avons à Jersey, dans la campagne, un coin de terre isolé pour enterrer nos morts : quelques fosses au cimetière des *Indépendants*, voilà notre Westminster, notre Saint-Denis. Nous y avons porté, mercredi dernier, notre ami Bony, sans autre faste, sans autre guipure que notre cher drapeau d'exil. Mais si nos tombes sont modestes et bien pauvres nos funérailles, nous avons pour honorer nos morts des paroles d'adieu, comme il n'en tombera jamais sur le cercueil des rois !

Cette note, imprimée en tête du Supplément au n° 45 du journal : *l'Homme*, est répétée dans la petite brochure in-32.

ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION POLONAISE [1].

29 novembre 1854.

Extrait d'une lettre du 16 septembre 1854 :

« Un événement très extraordinaire qui mérite une sévère censure a eu lieu vendredi. Signal fut fait du vaisseau *l'Empereur* à tous les navires d'envoyer leurs malades à bord du *Kanguroo*. Dans le cours de la journée, ce dernier fut entouré par des centaines de bateaux chargés d'hommes malades et promptement rempli jusqu'à suffocation (*speedily crowded to suffocation*). Avant la soirée il contenait environ quinze cents invalides de tout rang souffrant à bord. Le spectacle qui s'offrait était épouvantable (*appalling*) et les détails en sont trop effrayants pour que j'y insiste. Quand l'heure d'appareiller fut venue, le *Kanguroo*, en réplique à l'ordre de partir, hissa le signal : « C'est une tentative dangereuse. » (*It is a dangerous experiment.*) *L'Empereur* répondit par signal : « Que voulez-vous dire ? » *Le Kanguroo* riposta : « Le navire ne peut pas manœuvrer. » (*The ship is unmanageable.*) Toute la journée, *le Kanguroo* resta à l'ancre avec ce signal : « Envoyez des bateaux au secours. » À la fin, des ordres furent donnés pour transporter une partie de ce triste chargement sur d'autres navires partant aussi pour Constantinople.

« Beaucoup de morts ont eu lieu à bord ; il y a eu bien des scènes déchirantes, mais, hélas! il ne sert à rien de les décrire. Il est évident, toutefois, que ni à bord ni à terre le service médical n'est suffisant. J'ai vu, *de mes yeux*, des hommes mourir sur le rivage, sur la ligne de marche et au bivouac, sans aucun secours médical ; et cela à la portée d'une flotte de cinq cents voiles, en vue des quartiers généraux ! Nous avons besoin d'un plus grand nombre de chirurgiens, et sur la flotte et dans l'armée ; souvent, trop souvent, le secours médical fait entièrement défaut, et il arrive fréquemment trop tard. »

(*Times* du samedi 30 septembre 1854.)

[1] C'est dans la plaquette portant ce titre qu'ont été publiées, en 1854, ces notes sur la guerre de Crimée. (*Note de l'Éditeur.*)

Extrait d'une lettre de Constantinople, du 28 septembre 1854 :

« Il est impossible pour personne d'assister aux tristes scènes de ces derniers jours, sans être surpris et indigné de l'insuffisance de notre service médical. La manière dont nos blessés et nos malades sont traités n'est digne que des sauvages de Dahomey. Les souffrances à bord du *Vulcain* ont été cruelles. Il y avait là trois cents blessés et cent soixante-dix cholériques, et tout ce monde était assisté par quatre chirurgiens ! C'était un spectacle effrayant. Les blessés prenaient les chirurgiens par le pan de leur habit quand ceux-ci se frayaient leur chemin à travers des monceaux de blessés et de mourants ; mais les chirurgiens leur faisaient lâcher prise ! On devait s'attendre, avec raison peut-être, à ce que les officiers recevraient les premiers soins et absorberaient sans doute à eux seuls l'assistance des quatre hommes de l'art ; c'était donc nécessairement se mettre en défaut que d'embarquer des masses de blessés sans avoir personne pour leur donner les secours de la chirurgie et pour suffire même à leurs besoins les plus pressants. Un grand nombre sont arrivés à Scutari sans avoir été touchés par le chirurgien, depuis qu'ils étaient tombés, frappés des balles russes, sur les hauteurs de l'Alma. Leurs blessures étaient tendues (*stiff*) et leurs forces épuisées quand on les a hissés des bateaux pour les transporter à l'hôpital, où heureusement ils ont pu obtenir les secours de l'art.

« Mais toutes ces horreurs s'effacent, comparées à l'état des malheureux passagers du *Colombo.* Ce navire partit de la Crimée le 24 septembre. Les blessés avaient été embarqués deux jours avant de mettre à la voile ; et, quand on leva l'ancre, le bateau emportait vingt-sept officiers blessés, quatre cent vingt-deux soldats blessés et cent quatre prisonniers russes : en tout, cinq cent cinquante-trois personnes. La moitié environ des blessés avaient été pansés avant d'être mis à bord. Pour subvenir aux besoins de cette masse de douleurs, il y avait *quatre* médecins dont le chirurgien du bâtiment, déjà suffisamment occupé à veiller sur un équipage qui donne toujours des malades dans cette saison et dans ces parages. Le navire était littéralement couvert de *formes* couchées à terre. Il était impossible de manœuvrer. Les officiers ne pouvaient se baisser pour trouver leurs sextants et le navire marchait à l'aventure. On est resté douze heures de plus en mer à cause de cet empêchement. Les plus malades étaient mis sur la dunette et, au bout d'un jour ou de deux, ils n'étaient plus qu'un tas de pourritures ! Les coups de feu négligés rendaient des vers qui couraient dans toutes les directions et empoisonnaient la nourriture des malheureux passagers. La matière animale pourrie exhalait une odeur si nauséabonde que les officiers et l'équipage manquaient de se trouver mal, et que le capitaine est aujourd'hui malade de ces cinq jours de misères. Tous les draps de lit, au nombre de quinze cents, avaient été jetés à la mer. Trente hommes sont morts pendant la traversée. Les chirurgiens travaillaient aussi fort que possible, mais ils pouvaient bien peu parmi tant de malades ; aussi beaucoup de ces malheureux ont passé pour la première fois entre les mains du médecin à Scutari, six jours après la bataille !

« C'est une pénible tâche que de signaler les fautes et de parler de l'insuffisance d'hommes qui font de leur mieux, mais une déplorable négligence a eu lieu depuis l'arrivée du steamer. Quarante-six hommes ont été laissés à bord deux jours de plus, quand, avec quelque surcroît d'efforts, on aurait pu les mettre en lieu sûr à l'hôpital. Le navire est tout à fait infecté ; un grand nombre d'hommes vont être immédiatement employés à le nettoyer et à le fumiger, pour éviter le danger du typhus qui se déclare généralement dans de pareilles conditions. Deux transports étaient remorqués par *le Colombo,* et leur état était presque aussi désastreux. »

(*Times,* n° du vendredi 13 octobre 1854. »

« ... Les Turcs ont rendu de bons services dans les retranchements. Les pauvres diables souffrent de la dysenterie, des fièvres, du typhus. Leur service médical est nul, et nos chirurgiens n'ont pas le loisir de s'occuper d'eux. »

(*Times,* correspondance datée du 29 octobre 1854.)

Ce qui suit est extrait d'une correspondance adressée au *Morning Herald* et datée de Balaklava, 8 novembre 1854 :

. . . .

« Mais il est inutile d'insister sur ces détails déchirants; qu'il suffise de dire que parmi les carcasses d'environ deux cents chevaux tués ou blessés, sont couchés les cadavres de nos braves artilleurs anglais et français, tous plus ou moins horriblement mutilés. Quelques-uns ont la tête détachée du cou, comme par une hache; d'autres ont la jambe séparée de la hanche, d'autres les bras emportés; d'autres encore, frappés à la poitrine ou dans l'estomac, ont été littéralement broyés comme s'ils avaient été écrasés par une machine. Mais ce ne sont pas les alliés seulement qui sont étendus là; au contraire, il y a dix cadavres russes pour un des nôtres, avec cette différence que les russes ont tous été tués par la mousqueterie avant que l'artillerie ait donné. Sur cette place l'ennemi a maintenu constamment une pluie de bombes pendant toute la nuit, mais les bombes n'éclataient que sur des morts.

« En traversant la route qui mène à Sébastopol, entre des monceaux de morts russes, on arrive à la place où les gardes ont été obligés d'abandonner la défense du retranchement qui domine la vallée d'Inkermann. Là, nos morts sont aussi nombreux que ceux de l'ennemi. En travers du sentier, côte à côte, sont étendus cinq gardes qui ont été tués par le même boulet en chargeant l'ennemi. Ils sont couchés dans la même attitude, serrant leur mousquet de leurs mains crispées, ayant tous sur le visage le même froncement douloureux et terrible. Au delà de ce groupe, les fantassins de la ligne et de la garde russe sont couchés épais comme des feuilles au milieu des cadavres.

« Sur la droite du retranchement est la route qui mène à la batterie des Deux-Canons. Le sentier passe à travers un fourré épais, mais le sentier est glissant de sang, et le fourré est couché contre terre et encombré de morts. La scène vue de la batterie est terrible, terrible au delà de toute description. Je me suis tenu sur le parapet vers neuf heures du soir, et j'ai senti mon cœur s'enfoncer comme si j'assistais à la scène même du carnage. La lune était à son plein et éclairait toute chose presque comme de jour. En face de moi était la vallée d'Inkermann avec la Tchernaya serpentant gracieusement, entre les hauteurs, comme une bande d'argent. C'était une vue splendide qui, pour la variété et le pittoresque pouvait lutter avec les plus belles du monde. Pourtant je ne me rappellerai jamais la vallée d'Inkermann qu'avec un sentiment de répulsion et d'horreur; car autour de la place où je regardais étaient couchés plus de cinq mille cadavres. Beaucoup de blessés aussi étaient là ; et les lents et pénibles gémissements de leur agonie frappaient mon oreille avec une précision sinistre, et, ce qui est plus douloureux encore, j'entendais les cris enroués et le râle désespéré de ceux qui se débattaient avant d'expirer.

« Les ambulances, aussi vite qu'elles pouvaient venir, recevaient leur charge de souffrants, et on employait jusqu'à des couvertures pour transporter les blessés.

« En dehors de la batterie, les russes sont couchés par deux ou trois les uns sur les autres. En dedans, la place est littéralement encombrée des gardes russes, du 55e et du 20e régiment. Les belles et hautes formes de nos pauvres compatriotes pouvaient être distinguées d'un coup d'œil, quoique les grands habits gris tachés de leur sang fussent devenus semblables à l'extérieur. Les hommes sont couchés comme ils sont tombés, en tas ; ici un des nôtres sur trois ou quatre russes, là un russe sur trois ou quatre des nôtres. Quelques-uns s'en sont allés avec le sourire aux lèvres et semblent comme endormis; d'autres sont horriblement contractés; leurs yeux hors de tête et leurs traits enflés annoncent qu'ils sont morts agonisants, mais menaçants jusqu'au bout. Quelques-uns reposent comme s'ils étaient préparés pour l'ensevelissement et comme si la main d'un parent avait arrangé leurs membres mutilés, tandis que d'autres sont encore dans des positions de combat, à moitié debout ou à demi agenouillés, serrant leur arme ou déchirant une cartouche. Beaucoup sont étendus, les mains levées vers le ciel, comme pour détourner un coup ou pour proférer une prière, tandis que d'autres ont le froncement hostile de la crainte ou de la haine, comme si vraiment ils étaient morts désespérés. La clarté de la lune répandait sur ces formes une pâleur surnaturelle, et le vent froid et humide qui balayait les collines agitait les branches d'arbres au-dessus de ces faces retournées, si bien que

l'ombre leur donnait une apparence horrible de vitalité ; et il semblait que les morts riaient et allaient parler. Ce n'était pas seulement une place qui semblait ainsi animée, c'était tout le champ de bataille.

« Le long de la colline, de petits groupes avec des brancards cherchaient ceux qui vivaient encore ; d'autres avec des lanternes retournaient les morts pour découvrir les officiers qu'on savait tués, mais qu'on n'avait pas retrouvés. Là aussi il y avait des femmes anglaises dont les maris ou les parents n'étaient pas revenus ; elles couraient partout avec des cris lamentables, tournant avidement le visage de nos morts vers la clarté de la lune, désespérées, et bien plus à plaindre que ceux qui étaient gisants. »

(*Morning Herald* du vendredi 24 novembre 1854.)

« ... On entendait le choc des verres et le bruit des bouteilles brisées. Çà et là, dans l'ombre, une bougie de cire jaune ou une lanterne à la main, des femmes rôdaient parmi les cadavres, regardant l'une après l'autre ces faces pâles et cherchant celle-ci son fils, celle-là son mari. »

(*Napoléon-le-Petit*, p. 196.)

ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION DE 1848.

24 février 1855.

Les détails lugubres abondent. En voici quelques-uns pris au hasard :

Correspondance particulière :

Balaklava, 30 janvier. — Un petit cours d'eau vient des montagnes à Balaklava et se rend à la mer. C'est à peu près la seule eau potable ; c'est précisément cette eau qui a été la cause de maladies atroces, d'espèces d'empoisonnements inexplicables. En tout son cours, ce filet d'eau a reçu des détritus sans nombre et sans nom : carcasses de chevaux, entrailles de bestiaux, cadavres même, parfois, etc. Vous devinez le résultat de cette imprévoyance.

....[1]

Le bois manque ; c'est une rude privation. On a distribué du charbon ; il en est résulté de fâcheux accidents. Deux officiers d'artillerie, entre autres, ont été asphyxiés sous leur tente.

Constantinople, 5 février. — Les maladies dominantes et les plus graves dans les hôpitaux sont les dysenteries et les congélations. Les dysenteries ont une intensité incroyable ; j'ai vu un malheureux officier changer huit fois de draps en quelques heures.

Devant Sébastopol, 8 janvier. — Les pleurésies, les fluxions de poitrine, les rhumatismes et les pulmonies ont paru parmi nous, et quoique la diarrhée et la dysenterie soient moins intenses, les cas de scorbut augmentent considérablement. Hier, 7 janvier, le 63e régiment d'infanterie n'avait que sept hommes sous les armes. Le 46e n'en avait que trente. Une forte compagnie du 90e a été réduite à quatorze hommes par les épreuves de la semaine dernière, et le régiment auquel elle appartient, quoique cité pour sa bonne santé, a eu 50 morts en une quinzaine. Les gardes écossais qui comptaient 1562 hommes au commencement ne comptent plus que 210 hommes à la parade, y compris les domestiques et caporaux. Tous les régiments ont subi des pertes analogues.

(*Times*, 29 janvier 1855.)

[1] Cette ligne de points est dans l'exemplaire imprimé. (*Note l'Éditeur.*)

L'armée anglaise a cessé d'être une armée. Elle n'en porte que le nom. Des 56.000 hommes que le gouvernement anglais avait en Orient, il ne reste plus, en ce moment, que 10.000 ou 11.000 hommes, et encore ne sont-ils pas tous capables de porter les armes. Je dois ajouter, de plus, qu'il y a 10.000 malades dans les hôpitaux de Constantinople, et 1.000 dans les ambulances de Balaklava ; les autres ne sont plus...

....

Le 63e régiment est parti le 21 janvier pour Balaklava, d'où il s'est embarqué pour Scutari. Il était fort de 30 hommes, officiers, état-major et soldats compris, escorte à peine suffisante pour accompagner le drapeau. Lors du débarquement en Crimée, ce régiment comptait 970 hommes : il avait reçu depuis un renfort de 30 hommes. Il n'y avait qu'UN sergent pour représenter une compagnie entière de grenadiers, qui était forte de 120 hommes !

(*Times*, 17 février 1855.)

NOTES DE L'EDITION DE 1875.

1860.

ADRESSE DE L'ÎLE DE JERSEY À VICTOR HUGO.

Monsieur,

Le comité des amis de la Sicile, devant convoquer une réunion publique des habitants de Jersey le 13 juin 1860, à l'effet d'exprimer leur sympathie pour le peuple sicilien, luttant les armes à la main pour la liberté contre un despotisme exécrable et exécré, les soussignés sollicitent respectueusement la faveur de votre présence et de votre précieuse assistance à la manifestation projetée.

La cause de la Sicile se recommande à tous ceux qui méritent véritablement le nom d'hommes, à tout homme estimant les institutions libres, à tout ami de la liberté et du genre humain, et nous sommes persuadés qu'une cause si sainte a votre plus ardente sympathie. Vous avez consacré votre génie à la liberté, à la justice, à l'humanité; votre éloquente voix élevée à Jersey en faveur des siciliens honorera notre petite île et contribuera à exciter encore les sympathies de l'Angleterre, de la France et de l'Europe entière en faveur de ce vaillant peuple luttant contre des forces grandement supérieures pour le bien le plus précieux de cette vie. Ce n'est pas aller trop loin que d'affirmer que votre éloquence infusera une nouvelle force dans le cœur des combattants de la liberté, victorieux mais fatigués, et portera la terreur dans l'âme de leurs ennemis.

Oui, monsieur, vos fervents plaidoyers en faveur de la liberté et de l'humanité, vos protestations contre la tyrannie et les cruautés, feront écho dans le camp de Garibaldi et sonneront le glas du désespoir aux oreilles de l'infâme roi de Naples.

Nous sollicitons de nouveau votre coopération, et, en vous exprimant notre sincère respect et admiration, nous avons l'honneur d'être, etc.

(*Suivent les signatures.*)

1862

LE BANQUET DE BRUXELLES.

Un des plus excellents écrivains de la presse belge et française, M. Gustave Frédérix, a publié, en 1862, sur le banquet de Bruxelles, de remarquables pages qui eurent alors un grand retentissement et qui seront consultées un jour, car elles font partie à la fois de l'histoire politique et de l'histoire littéraire de notre temps[1]. Le banquet de Bruxelles fut une mémorable rencontre d'intelligences et de renommées venues de tous les points du monde civilisé pour protester autour d'un proscrit contre l'empire. On trouve dans l'éloquent écrit de M. Gustave Frédérix tous les détails de cette manifestation éclatante. M. Victor Hugo présidait le banquet, ayant à sa droite le bourgmestre de Bruxelles et à sa gauche le président de la chambre des représentants. De grandes voix parlèrent, Louis Blanc, Eugène Pelletan; puis, au nom de la presse de tous les pays, d'éminents journalistes, M. Bérardi pour la Belgique, M. Nefftzer pour la France, M. Cuesta pour l'Espagne, M. Ferrari pour l'Italie, M. Low pour l'Angleterre. Les honorables éditeurs des *Misérables,* MM. Lacroix et Verboëckhoven remercièrent l'auteur du livre au nom de la Librairie internationale. Champfleury salua Victor Hugo au nom des prosateurs, et Théodore de Banville le salua au nom des poëtes. Jamais de plus nobles paroles ne furent entendues. Cette fête fut grave et solennelle.

Dans ce temps-là, le bourgmestre de Bruxelles était un honnête homme; il s'appelait Fontainas. Ce fut lui qui porta le toast à Victor Hugo; il le fit en ces termes :

« Il m'est agréable de vous souhaiter la bienvenue, à vous, messieurs, qui visitez la Belgique, si énergiquement dévouée à sa nationalité, si profondément heureuse des libérales institutions qui la gouvernent; à vous, messieurs, dont le talent charme, console ou élève nos esprits. Mais, parmi tant de noms illustres, il en est un plus illustre encore; j'ai nommé Victor Hugo, dont la gloire peut se passer de mes éloges.

« Je porte un toast au grand écrivain, au grand poëte, à Victor Hugo! »

Victor Hugo, se leva, et répondit :

« Messieurs,

« Je porte la santé du bourgmestre de Bruxelles.

« Je n'avais jamais rencontré M. Fontainas; je le connais depuis vingt-quatre heures, et je l'aime. Pourquoi? regardez-le, et vous comprendrez. Jamais plus franche nature ne s'est peinte sur un visage plus cordial; son serrement de main dit toute son âme, sa parole est de la sympathie. J'honore et je salue dans cet homme excellent et charmant la noble ville qu'il représente.

« J'ai du bonheur, en vérité, avec les bourgmestres de Bruxelles; il semble que je sois destiné à toujours les aimer. Il y a onze ans, quand j'arrivai à Bruxelles, le 12 décembre 1851, la première visite que je reçus, fut celle du bourgmestre, M. Charles de Brouckère. Celui-là aussi était une haute et pénétrante intelligence, un esprit ferme et bon, un cœur généreux.

« J'habitais la Grand'Place de Bruxelles, qui, soit dit en passant, avec son magnifique hôtel de ville encadré de maisons magnifiques, est tout entière un monument. Presque tous les jours,

[1] *Souvenir du banquet donné à Victor Hugo.* Bruxelles.

M. Charles de Brouckère, en allant à l'hôtel de ville, poussait ma porte et entrait. Tout ce que je lui demandais pour mes vaillants compagnons d'exil était immédiatement accordé. Il était lui-même un vaillant; il avait combattu dans les barricades de Bruxelles. Il m'apportait de la cordialité, de la fraternité, de la gaîté, et, en présence des maux de ma patrie, de la consolation. L'amertume de Dante était de monter l'escalier de l'étranger; la joie de Charles de Brouckère était de monter l'escalier du proscrit. C'était là un homme brave, noble et bon. Eh bien, le chaud et vif accueil de M. de Brouckère, je l'ai retrouvé dans M. Fontainas; même grâce, même esprit, même bienvenue charmante, même ouverture d'âme et de visage; les deux hommes sont différents, les deux cœurs sont pareils. Tenez, je viens de faire une promenade en Belgique; j'ai été un peu partout, depuis les dunes jusqu'aux Ardennes. Eh bien, partout, j'ai entendu parler de M. Fontainas; j'ai rencontré partout son nom et son éloge; il est aimé dans le moindre village, comme dans la capitale; ce n'est pas là une popularité de clocher, c'est une popularité de nation. Il semble que ce bourgmestre de Bruxelles soit le bourgmestre de la Belgique. Honneur à de tels magistrats! ils consolent des autres.

« Je bois à l'honorable M. Fontainas, bourgmestre de Bruxelles; et je félicite cette illustre ville d'avoir à sa tête un de ces hommes en qui se personnifient l'hospitalité et la liberté, l'hospitalité, qui était la vertu des peuples antiques, et la liberté, qui est la force des peuples nouveaux. »

1863

AUX MEMBRES DU MEETING DE JERSEY POUR LA POLOGNE.

Hauteville-House, 27 mars 1863.

Messieurs, — je suis atteint en ce moment d'un accès d'une angine chronique qui m'empêche de me rendre à votre invitation, dont je ressens tout l'honneur. Croyez à mon regret profond.

La sympathie est une présence; je serai donc en esprit au milieu de vous. Je m'associe du fond de l'âme à toutes vos généreuses pensées.

L'assassinat d'une nation est impossible. Le droit, c'est l'astre; il s'éclipse, mais il reparaît. La Hongrie le prouve, Venise le prouve, la Pologne le prouve.

La Pologne, à l'heure où nous sommes, est éclatante; elle n'est pas en pleine vie, mais elle est en pleine gloire; toute sa lumière lui est revenue, la Pologne, accablée, sanglante et debout, éblouit le monde.

Les peuples vivent et les despotes meurent; c'est la loi d'en haut. Ne nous lassons pas de la rappeler à ce coupable empereur qui pèse en cet instant sur deux nations, pour le malheur de l'une et pour la honte de l'autre. La plus à plaindre des deux, ce n'est pas la Pologne qu'il égorge, c'est la Russie qu'il déshonore. C'est dégrader un peuple que d'en faire le massacreur d'un autre peuple. Je souhaite à la Pologne la résurrection à la liberté, et à la Russie la résurrection à l'honneur.

Ces deux résurrections, je fais plus que les souhaiter, je les attends.

Oui, le doute serait impie et presque complice, oui, la Pologne triomphera. Sa mort définitive serait un peu notre mort à tous. La Pologne fait partie du cœur de l'Europe. Le jour où le dernier battement de vie s'éteindrait en Pologne, la civilisation tout entière sentirait le froid du sépulcre.

Laissez-moi vous jeter de loin ce cri qui aura de l'écho dans vos âmes! — Vive la Pologne! Vive le droit! Vivent la liberté des hommes et l'indépendance des peuples!

Permettez qu'à cette occasion, j'envoie tous mes vœux de bonheur à l'île de Jersey qui m'est bien chère et à votre excellente population, et recevez, mes amis, mon salut cordial.

VICTOR HUGO.

1864

LE CENTENAIRE DE SHAKESPEARE.

Louis Blanc avait fait part à Victor Hugo du désir qu'avait le Comité du centenaire de Shakespeare de le compter parmi ses membres ainsi que son fils François-Victor Hugo, le traducteur de Shakespeare.

Victor Hugo écrivit à M. N.-Hepworth Dixon, secrétaire du Comité de Shakespeare à Londres :

« Hauteville-House, 20 janvier 1864.

« Monsieur,

« La lettre que vous a communiquée mon noble et cher ami M. Louis Blanc est, je pense, la réponse que voici à une lettre de lui :

« Hauteville-House, 11 octobre 1863.

« Cher Louis Blanc,

« Pendant les mois de juin, de juillet et d'août, les journaux ont publié un « certain nombre d'acceptations de personnes distinguées, invitées à faire partie du « Comité de Shakespeare. Mon fils, le traducteur de Shakespeare, n'a pas été « invité. Il l'est aujourd'hui. Je trouve que c'est trop tard.

« Dans cet espace de trois mois, je n'ai pas été invité non plus, mais peu im- « porte. Il s'agit de mon fils, et c'est dans mon fils que je me sens atteint. Quant « à moi, je ne suis pas offensé, ni offensable.

« Je ne serai point du Comité de Shakespeare, mais puisque dans le Comité il « y aura Louis Blanc, la France sera admirablement représentée.

« Victor Hugo. »

« La courtoise lettre que vous m'écrivez, monsieur, en date du 19 janvier 1864, au nom du Comité de Shakespeare, vient modifier ma situation vis-à-vis du Comité, en me laissant pourtant un regret, — regret, à la vérité, qui n'est sensible que pour moi.

« Ce regret, permettez-moi de vous l'indiquer.

« Si le cordial appel que vous me faites l'honneur de m'adresser aujourd'hui m'avait été fait il y a six mois, comme aux diverses personnes honorables dont vous citez les noms, j'aurais pu, à ce moment-là, prévenu d'avance, disposer mes occupations de façon à pouvoir prendre part aux séances du Comité; c'eût été pour moi un devoir et un bonheur; mais n'étant point convié à en faire partie, je n'ai vu

nulle difficulté à accepter, depuis cette époque, des propositions et des engagements qui maintenant absorbent tout mon temps et me créent des obligations de travail impérieux. Ces engagements, pris par suite du malentendu que vous voulez bien m'expliquer, ne me laissent plus la liberté de siéger parmi vous, et, par l'urgence des travaux qu'ils m'imposent, me priveront, selon toute apparence, de l'honneur d'assister à Londres à votre grandiose solennité du 23 avril.

« C'est un inconvénient, fâcheux pour moi, mais pour moi seulement, je le répète, et très léger à tous les points de vue. Ma présence, comme mon absence, est un fait indifférent.

« À cet inconvénient près, qui est peu de chose, le malentendu, si courtoisement expliqué dans votre lettre, est tout à fait réparable. Le Comité de Shakespeare, dont vous êtes l'organe, veut bien désirer que mon nom soit inscrit sur son honorable liste, je m'empresse d'y consentir, en regrettant de ne pouvoir compléter cette coopération nominale par une coopération effective. Quant à la fête illustre que vous préparez à votre grand homme, je n'y pourrai assister que de cœur, mais j'y serai présent pourtant dans la personne de mon fils François-Victor, heureux de prendre parmi vous, après votre explication excellente, la place glorieuse que vous lui offrez.

« Le jubilé du 23 avril sera la vraie fête de l'Angleterre. Cette noble Angleterre, représentée par sa fière et éloquente tribune et par son admirable presse libre et souveraine, a toutes les gloires qui font les grands peuples dignes des grands poëtes. L'Angleterre mérite Shakespeare.

« Veuillez, monsieur, communiquer cette lettre au Comité, et recevoir l'assurance de mes sentiments très distingués.

« Victor Hugo. »

1865

LA PEINE DE MORT.

Ce qui suit est extrait du *Courrier de l'Europe :*

« Les symptômes précurseurs de l'abolition de la peine de mort se prononcent de plus en plus, et de tous les côtés à la fois. Les exécutions elles-mêmes, en se multipliant, hâtent la suppression de l'échafaud par le soulèvement de la conscience publique. Tout récemment, M. Victor Hugo a reçu, dans la même semaine, à quelques jours d'intervalle, deux lettres relatives à la peine de mort, venant l'une d'Italie, l'autre d'Angleterre. La première, écrite à Victor Hugo par le Comité central italien, était signée « comte *Ferdinand Trivulzio,* docteur *Georges de Giulini,* avocat *Jean Capretti,* docteur *Albert Sarola,* docteur *Joseph Mussi,* conseiller provincial, docteur *Frédéric Bonola.* » Cette lettre, datée de Milan, 1er février, annonçait à Victor Hugo la convocation d'un grand meeting populaire à Milan, pour l'abrogation de la peine capitale, et priait l'exilé de Guernesey d'envoyer, par télégramme, immédiatement, au peuple de Milan assemblé, quelques paroles « destinées, nous citons la lettre, à produire une commotion électrique dans toute l'Italie ». Le comité ignorait qu'il n'y a malheureusement point de fil télégraphique à Guernesey. La deuxième lettre, envoyée de Londres, émanée d'un philanthrope anglais distingué, M. Lilly, contenait le détail du procès d'un italien nommé Polioni, condamné au gibet pour un coup de couteau donné dans une rixe de cabaret, et priait Victor Hugo d'intervenir pour empêcher l'exécution de cet homme.

M. Victor Hugo a répondu au message venu d'Italie la lettre qu'on va lire :

À MM. LES MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL ITALIEN POUR L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT.

Hauteville-House, samedi 4 février 1865.

Messieurs, — Il n'y a point de télégraphe électrique à Guernesey. Votre lettre m'arrive aujourd'hui 4, et la poste ne repart que lundi 6. Mon regret est profond de ne pouvoir répondre en temps utile à votre noble et touchant appel. J'eusse été heureux que mon applaudissement arrivât au peuple de Milan faisant un grand acte.

L'inviolabilité de la vie humaine est le droit des droits. Tous les principes découlent de celui-là. Il est la racine, ils sont les rameaux. L'échafaud est un crime permanent. C'est le plus insolent des outrages à la dignité humaine, à la civilisation, au progrès. Toutes les fois que l'échafaud est dressé, nous recevons un soufflet. Ce crime est commis en notre nom.

L'Italie a été la mère des grands hommes, et elle est la mère des grands exemples. Elle va, je n'en doute pas, abroger la peine de mort. Votre commission, composée de tant d'hommes distingués et généreux, réussira. Avant peu, nous verrons cet

admirable spectacle : l'Italie, avec l'échafaud de moins et Rome et Venise de plus.

Je serre vos mains dans les miennes, et je suis votre ami.

VICTOR HUGO.

A la lettre venue d'Angleterre, Victor Hugo a répondu :

À M. LILLY, 9, SAINT-PETER'S TERRACE, NOTTING-HILL, LONDRES.

Hauteville-House, 12 février 1865.

Monsieur, — Vous me faites l'honneur de vous tourner vers moi, je vous en remercie.

Un échafaud va se dresser; vous m'en avertissez. Vous me croyez la puissance de renverser cet échafaud. Hélas, je ne l'ai pas. Je n'ai pu sauver Tapner, je ne pourrais sauver Polioni. À qui m'adresser? Au gouvernement? au peuple? Pour le peuple anglais je suis un étranger, et pour le gouvernement anglais un proscrit. Moins que rien, vous le voyez. Je suis pour l'Angleterre une voix quelconque, importune peut-être, impuissante à coup sûr. Je ne puis rien, monsieur; plaignez Polioni et plaignez-moi.

En France, Polioni eût été condamné, pour meurtre sans préméditation, à une peine temporaire. La pénalité anglaise manque de ce grand correctif, *les circonstances atténuantes.*

Que l'Angleterre, dans sa fierté, y songe; à l'heure qu'il est, sa législation criminelle ne vaut pas la législation criminelle française, si imparfaite pourtant. De ce côté, l'Angleterre est en retard sur la France. L'Angleterre veut-elle regagner en un instant tout le terrain perdu, et laisser la France derrière elle? Elle le peut. Elle n'a qu'à faire ce pas : *Abolir la peine de mort.*

Cette grande chose est digne de ce grand peuple. Je l'y convie.

La peine de mort vient d'être abolie dans plusieurs républiques de l'Amérique du Sud. Elle va l'être, si elle ne l'est déjà, en Italie, en Portugal, en Suisse, en Roumanie, en Grèce. La Belgique ne tardera point à suivre ces beaux exemples. Il serait admirable que l'Angleterre prît la même initiative, et prouvât, par la suppression de l'échafaud, que la nation de la liberté est aussi la nation de l'humanité.

Il va sans dire, monsieur, que je vous laisse maître de faire de cette lettre l'usage que vous voudrez.

Recevez l'assurance de mes sentiments très distingués.

VICTOR HUGO.

Après avoir cité ces deux lettres, le *Courrier de l'Europe* ajoute :

Il y a vraiment quelque chose de touchant à voir les adversaires du bourreau se tourner tous vers le rocher de Guernesey, pour demander aide et assistance à celui dont la main puissante a déjà ébranlé l'échafaud et finira par le renverser. «Le beau, serviteur du vrai» est le plus grand des spectacles. Victor Hugo se faisant l'avocat de Dieu pour revendiquer ses droits immuables — usurpés par la justice humaine — sur la vie de l'homme, c'est naturel. Qui parlera au nom de la divinité, si ce n'est le génie!»

1866

LES INSURRECTIONS ÉTOUFFÉES.

Hauteville-House, 18 novembre 1866.

J'ai été bien sensible au généreux appel de l'honorable et éloquent rédacteur en chef du journal *l'Orient.* Malheureusement il est trop tard. De toutes parts on annonce l'insurrection comme étouffée. Encore un cercueil de peuple qui s'ouvre, hélas! et qui se ferme.

Quant à moi, c'est la quatrième fois qu'un appel de ce genre m'arrive trop tard depuis deux ans. Les insurgés de Haïti, de Roumanie et de Sicile se sont adressés à moi, et toujours trop tard. Dieu sait si je les eusse servis avec zèle! Mais ne pourrait-on mieux s'entendre? Pourquoi les hommes de mouvement ne préviennent-ils pas les hommes de progrès? Pourquoi les combattants de l'épée ne se concertent-ils pas avec les combattants de l'idée? C'est avant et non après qu'il faudrait réclamer notre concours. Averti à temps, j'écrirais à propos, et tous s'entr'aideraient pour le succès général de la révolution et pour la délivrance universelle. Communiquez ceci à notre honorable ami, et recevez mon hâtif et cordial serrement de main.

VICTOR HUGO.

LE DÎNER DES ENFANTS PAUVRES.

Pour faire tout à fait comprendre ce qu'on a pu lire dons ce livre sur la petite institution du Dîner des Enfants pauvres, il n'est pas inutile de reproduire un des comptes rendus de la presse anglaise.

Voici la lettre de lady Thompson et l'article de l'*Express* dont il est question dans le discours de Victor Hugo :

«À VICTOR HUGO

«85, Wimpole Street, London, 30 novembre 1866.

«Cher Monsieur, — Après l'intérêt que vous avez pris au succès de nos dîners aux pauvres enfants, j'ai beaucoup de plaisir à vous envoyer le compte rendu de l'année passée. Notre plan marche toujours bien, et je viens de recommencer pour l'année qui vient. J'aime à croire que vous vous portez bien, et que vous trouvez votre généreuse idée de plus en plus répandue.

«Croyez à mon profond respect,

KATE THOMPSON.»

«Cette fondation des dîners pour les enfants pauvres a ce rare mérite parmi les institutions d'assistance d'être simple, directe, pratique, aisément imitable, sans aucune prétention de secte ni de système. Il ne faut pas oublier l'homme qui le premier a eu l'idée de ces dîners d'enfants indigents. L'Angleterre a dû beaucoup dans les temps passés aux exilés politiques français. Cette «société des dîners d'enfants pauvres» doit sa création au cœur généreux du plus grand poëte de notre temps, à Victor Hugo, qui, depuis des années, donne toutes les semaines, dans sa maison de Guernesey, à ses propres frais, des dîners pour quarante pauvres enfants, dont il ne considère ni la nationalité, ni la religion, mais seulement la misère. À Noël, Victor Hugo augmente le nombre de ses petits convives et les pourvoit, non seulement de quoi manger et boire, mais d'un choix de jolies étrennes pour égayer et consoler leurs jeunes cœurs et leurs imaginations enfantines, sans oublier de nourrir leurs bouches affamées et de couvrir leurs membres grelottants. Une société qui a été formée à Londres d'après l'exemple de Victor Hugo, s'adresse à tous «ceux qui ont de la sympathie pour les misères des enfants en haillons et demi-«morts de faim dans cette vaste métropole».

«Le nombre des dîners donnés en 1867, dans trente-sept salles à manger spéciales, a été à peu près de 85.000. Depuis ce temps, des dons nouveaux ont été faits représentant 30.000 dîners. La somme entière dépensée alors a été 1.146 livres, et le nombre entier des dîners 115.000.»

(*Express* du 17 décembre 1866.)

LA NOËL À HAUTEVILLE-HOUSE.

La page qui suit est extraite de la *Gazette de Guernesey*, en date du 29 décembre 1866 :

«Jeudi dernier, une foule élégante et distinguée se pressait chez M. Victor Hugo pour être témoin de la distribution annuelle de vêtements et de jouets que M. Victor Hugo fait aux petits enfants pauvres qu'il a pris sous ses soins. La fête se composait comme d'usage : 1° d'un goûter de *sandwiches*, de gâteaux, de fruits et de vin ; 2° d'une distribution de vêtements ; 3° d'un arbre de Noël sur lequel étaient arrangées des masses de jouets. Avant la distribution de vêtements, M. Victor Hugo a adressé un speech aux personnes présentes. Voici le résumé de ce que nous avons pu recueillir :

«Mesdames,

«Vous connaissez le but de cette petite réunion. C'est ce que j'appelle, à défaut d'un mot «plus simple, la fête des petits enfants pauvres. Je voudrais en parler dans les termes les plus «humbles, je voudrais pouvoir emprunter pour cela la simplicité d'un des petits enfants qui «m'écoutent.

«Faire du bien aux enfants pauvres, dans la mesure que je puis, voilà mon but. Il n'y a «aucun mérite, croyez-le bien, et ce que je dis là je le pense profondément, il n'y a aucun mé-«rite à faire pour les pauvres ce que l'on peut ; car ce que l'on peut, c'est ce que l'on doit. «Connaissez-vous quelque chose de plus triste que la souffrance des enfants ? Quand nous souf-«frons, nous hommes, c'est justement, nous avons ce que nous méritons, mais les enfants sont «innocents, et l'innocence qui souffre, n'est-ce pas ce qu'il y a de plus triste au monde ? Ici, la «providence nous confie une partie de sa propre fonction. Dieu dit à l'homme : je te confie l'en-«fant. Il ne nous confie pas seulement nos propres enfants ; car il est trop simple d'en prendre «soin, et les animaux s'acquittent de ce devoir de la nature mieux parfois que les hommes eux-«mêmes ; il nous confie tous les enfants qui souffrent. Être le père, la mère des enfants pauvres, «voilà notre plus haute mission. Avoir pour eux un sentiment maternel, c'est avoir un sentiment «fraternel pour l'humanité.»

«M. Victor Hugo rappelle ensuite les conclusions d'un travail fait par l'Académie de médecine de Paris, il y a dix-huit ans, sur l'hygiène des enfants. L'enquête faite à ce sujet constate que la

IMPRIMERIE NATIONALE.

plupart des maladies qui emportent tant d'enfants pauvres tiennent uniquement à leur mauvaise nourriture, et que s'ils pouvaient manger de la viande et boire du vin seulement une fois par mois, cela suffirait pour les préserver de tous les maux qui tiennent à l'appauvrissement du sang, c'est-à-dire non seulement des maladies scrofuleuses, mais aussi des affections du cœur, des poumons et du cerveau. L'*anémie* ou appauvrissement du sang rend en outre les enfants sujets à une foule de maladies contagieuses, telles que le croup et l'angine couenneuse, dont une bonne nourriture prise une fois par mois suffirait pour les exempter.

«Les conclusions de ce travail fait par l'Académie ont frappé profondément M. Victor Hugo. Distrait à Paris par les occupations de la vie publique, il n'a pas eu le temps d'organiser dans sa patrie des dîners d'enfants pauvres. Mais il a, dit-il, profité du loisir que l'empereur des Français lui a fait à Guernesey pour mettre son idée à exécution.

«Pensant que si un bon dîner par mois peut faire tant de bien, un bon dîner tous les quinze jours doit en faire encore plus, il nourrit quarante-deux enfants pauvres, dont la moitié, vingt et un, viennent chez lui chaque semaine. — Puis, quand arrive la fin de l'année, il veut leur donner la petite joie que tous les enfants riches ont dans leurs familles; il veut qu'ils aient leur *Christmas.* Cette petite fête annuelle se compose de trois parties : d'un luncheon, d'une distribution de vêtements, et d'une distribution de jouets. «Car la joie, dit M. Victor Hugo, fait «partie de la santé de l'enfance. C'est pourquoi je leur dédie tous les ans un petit arbre de Noël. «C'est aujourd'hui la cinquième célébration de cette fête.

«Maintenant, continue M. Victor Hugo, pourquoi dis-je tout cela? Le seul mérite d'une «bonne action (si bonne action il y a) c'est de la taire. Je devrais me taire en effet si je ne pen-«sais qu'à moi. Mais mon but n'est pas seulement de faire du bien à quarante pauvres petits «enfants. Mon but est surtout de donner un exemple utile. Voilà mon excuse.»

«L'exemple que donne M. Victor Hugo est si bien suivi, que les résultats obtenus sont vraiment admirables. Il pourrait citer l'Amérique, la Suède, la Suisse, où un nombre considérable d'enfants pauvres sont régulièrement nourris, l'Italie, et même l'Espagne, où cette bonne œuvre commence; il ne parlera que de l'Angleterre, que de Londres, avec les preuves en main.

«Ici M. Victor Hugo lit des extraits d'une lettre écrite par un *gentleman* anglais au *Petit Journal.*

«Donc, frappés du spectacle navrant qu'offrent les écoles des quartiers pauvres de Londres, «profondément émus à la vue des enfants blêmes et chétifs qui les fréquentent, alarmés des «rapides progrès que fait la débilité parmi les générations des villes, débilité qui tend à rem-«placer notre vigoureuse race anglo-saxonne par une race énervée et fébrile, des hommes chari-«tables, à la tête desquels se trouve le comte de Shaftesbury, ont fondé la société du dîner des «enfants pauvres.

«La charité est si douce chose; donner un peu de son superflu est un acte qui rapporte de si «douces jouissances, que, croyant être utile, nous ne résistons pas au désir de faire connaître à «la France cette invention de la charité, le nouvel essai que vient d'inaugurer notre vieille «Angleterre.»

M. Victor Hugo a ajouté : — «Dans cette école seule, il y a trois cent vingt enfants. Vous «figurez-vous ce nombre multiplié; quel immense bien cela doit faire à l'enfance!»

«Puis M. Victor Hugo a lu une autre lettre écrite au *Times* par M. Fuller, secrétaire de l'institution établie à Londres, à l'instar de celle de *Hauteville-House,* par le Rév. Woods :

«À L'ÉDITEUR DU *TIMES*.

«Monsieur,

«Vous avez été assez bon l'année dernière pour insérer dans le *Times* une lettre dans laquelle «je démontrais la très remarquable amélioration de la santé des enfants pauvres de l'*école des* «*déguenillés de Westminster,* amélioration résultant du système régulier du dîner par quinzaine à «chaque enfant, et où je provoquais les autres personnes qui en ont l'occasion à faire la même «chose, si possible, dans leurs écoles.

«Une année de plus d'expérience a confirmé plus fortement encore tout ce que je disais sur «le bon résultat de ces dîners, qui a été aussi grand que les années précédentes, *la santé de l'école «ayant été généralement bonne, et le choléra n'ayant frappé aucun de ces enfants.*

«Je regrette cependant d'avoir à dire que les fonds souscrits pour ce dîner, qui n'ont jamais «manqué depuis trois ans, seront prochainement épuisés, et j'espère que vous voudrez bien dans «votre journal faire un appel à l'assistance, afin que je puisse continuer pendant cet hiver qui «approche le même nombre de dîners.

«William Fuller.»

(Suit le compte de revient de chaque dîner et de celui de Noël.) — *Times,* 27 décembre 1866.

«M. Victor Hugo a exprimé l'espoir que le mot déplorable *ragged* disparaîtrait bientôt de la belle et noble langue anglaise et aussi que la classe elle-même ne tarderait pas également à disparaître.

«M. Victor Hugo a fait vivement ressortir ce fait que le choléra n'a frappé aucun des enfants ainsi nourris au milieu des terribles ravages que cette épidémie a faits à Londres l'été dernier. Il ne croit pas que l'on puisse rien dire de plus fort en faveur de l'institution et il livre ce résultat aux réflexions des personnes présentes.

«Voilà, mesdames, dit M. Victor Hugo en terminant, voilà ce qui m'autorise à raconter ce «qui se passe ici. Voilà ce qui justifie la publicité donnée à ce dîner de quarante enfants. C'est «que de cette humble origine sort une amélioration considérable pour l'innocence souffrante. «Soulager les enfants, faire des hommes, voilà notre devoir. Je n'ajouterai plus qu'un seul mot. «Il y a deux manières de construire des églises; on peut les bâtir en pierre, et on peut les bâtir «en chair et en os. Un pauvre que vous avez soulagé, c'est une église que vous avez bâtie et «d'où la prière et la reconnaissance montent vers Dieu.» (*Applaudissements prolongés.*)

1867

LE DINER DES ENFANTS PAUVRES.

Ce qui suit est extrait des joürnaux anglais :

«L'idée de M. Victor Hugo, — le dîner hebdomadaire des enfants, — a été adoptée à Londres sur une très grande échelle et donne d'admirables résultats. Six mille petits enfants sont secourus à Londres seulement. Nous publions la lettre écrite à M. Victor Hugo par lady Thompson, trésorière du *Children's Dinner Table.*

«Londres, 22 octobre 1867, Wimpole Street.

«Cher monsieur, — Je prends la liberté de vous adresser le prospectus qui annonce la seconde «saison du dîner des enfants (*Children's Dinner Table*) de la paroisse de Marylebone, à Londres.

«La dernière saison a eu le plus grand succès, et si vous avez la bonté de lire le compte rendu «ci-joint, vous y trouverez que près de six mille enfants ont dîné pendant le peu de mois qui «ont suivi l'organisation de cette œuvre (l'exécution du plan).

«C'est parce que la création de ce dîner dans cette paroisse est due entièrement à vos idées, «à votre initiative, aux paroles que vous avez prononcées sur ce sujet, et pour rendre témoi«gnage à la valeur et à la popularité de ces dîners auprès de toutes les personnes qui en ont pris «connaissance, que je prends la liberté de vous entretenir de ces détails.

«Permettez-moi de vous exprimer le profond respect et la reconnaissance que m'inspire votre «généreuse sympathie pour les pauvres,

«Et croyez, etc.

«Kate Thompson.»

«Suit le compte rendu duquel il résulte qu'en soixante-dix-sept jours, pendant neuf mois, on a fourni un, plusieurs fois deux, et quelquefois trois dîners à cause du grand nombre de demandes.

«Le total des dîners fournis est de 5.442, dont 4.820 ont été mangés dans la salle et dont 722 ont été envoyés à domicile à des enfants malades. L'avantage de la bonne nourriture s'est clairement manifesté dans l'une et l'autre condition, et on a remarqué que l'habitude de s'asseoir à une table proprement servie a produit un excellent effet sur les enfants, car ces dîners sont aussi pour eux une source de bonheur et de joie, outre la bonne chère qu'ils font, ce qui leur arrive rarement. La joie que cela leur cause vaut à elle seule la peine et le prix que cela coûte.»

(*Courrier de l'Europe*, 22 novembre 1867.)

1869

On lit dans le *Courrier de l'Europe :*

Une lettre *authentique* [1] de Victor Hugo nous tombe sous les yeux; elle est adressée à l'auteur du livre *Marie Dorval,* [2] qui avait envoyé son volume à Victor Hugo :

Entre votre lettre et ma réponse, monsieur, il y a le deuil, et vous avez compris mon silence. Je sors aujourd'hui de cette nuit profonde des premières angoisses, et je commence à revivre.

J'ai lu votre livre excellent. Mme Dorval a été la plus grande actrice de ce temps; Mlle Rachel seule l'a égalée, et l'eût dépassée peut-être, si, au lieu de la tragédie morte, elle eût interprété l'art vivant, le drame, qui est l'homme; le drame, qui est la femme; le drame, qui est le cœur. Vous avez dignement parlé de Mme Dorval, et c'est avec émotion que je vous en remercie. Mme Dorval fait partie de notre aurore. Elle y a rayonné comme une étoile de première grandeur.

Vous étiez enfant quand j'étais jeune. Vous êtes homme aujourd'hui et je suis vieillard, mais nous avons des souvenirs communs. Votre jeunesse commençante confine à ma jeunesse finissante; de là, pour moi, un charme profond dans votre bon et noble livre. L'esprit, le cœur, le style, tout y est, et ce grand et saint enthousiasme qui est la vertu du cerveau.

Le *romantisme* (mot vide de sens imposé par nos ennemis et dédaigneusement accepté par nous) c'est la révolution française faite littérature. Vous le comprenez, je vous en félicite.

Recevez mon cordial serrement de main.

Victor Hugo.

Hauteville-House, 15 janvier 1869.

À M. GASTON TISSANDIER.

« Je crois, monsieur, à tous les progrès. La navigation aérienne est consécutive à la navigation océanique, de l'eau l'homme doit passer à l'air. Partout où la création lui sera respirable, l'homme pénétrera dans la création. Notre seule limite est la vie. Là où cesse la colonne d'air, dont la pression empêche notre machine d'éclater, l'homme doit s'arrêter. Mais il peut, doit et veut aller jusque-là, il ira. Vous le prouvez.

[1] Ce mot est souligné dans le journal, à cause de la quantité de fausses lettres de Victor Hugo, mises en circulation par une certaine presse calomniatrice. (*Note de l'édition de 1875.*)

[2] E. Coupy. (*Note de l'Éditeur.*)

Je prends le plus grand intérêt à vos utiles et vaillants voyages. Votre ingénieux et hardi compagnon, M. de Fonvielle, a l'instinct supérieur de la science vraie. Moi aussi, j'aurais le goût superbe de l'aventure scientifique. L'aventure dans le fait, l'hypothèse dans l'idée, voilà les deux grands procédés de découvertes. Certes l'avenir est à la navigation aérienne et le devoir du présent est de travailler à l'avenir. Ce devoir, vous l'accomplissez. Moi, solitaire mais attentif, je vous suis des yeux et je vous crie courage. »

Avril 1869.

On lit dans la *Chronique de Jersey :*

VICTOR HUGO SUR LA PEINE DU FOUET.

« Nous recevons d'un correspondant la lettre suivante, réponse par le grand poëte à la prière de notre correspondant d'user de son influence et de son crédit pour faire interdire dans tous les tribunaux des possessions anglaises les condamnations à la peine du fouet. Nous remercions Victor Hugo de son empressement. »

Hauteville-House, 19 avril 1869.

J'ai reçu, monsieur, votre excellente lettre. J'ai déjà réclamé énergiquement et publiquement (dans ma lettre au pasteur Bost) contre cette ignominie, la peine du fouet, qui déshonore le juge plus encore que le condamné. Certes, je réclamerai encore. Le moyen-âge doit disparaître ; 89 a sonné son hallali.

Vous pouvez, si vous le jugez à propos, publier ma lettre.

Recevez, je vous prie, l'assurance de mes sentiments distingués.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 30 mai 1869.

Mon cher Alphonse Karr,

Cette lettre n'aura que la publicité que vous voudrez. Quant à moi, je n'en demande pas. Je ne me justifie jamais. C'est un renseignement de mon amitié à la vôtre. Rien de plus.

On me communique une page de vous, charmante du reste, où vous me montrez comme *très assidu à l'Élysée* jadis. Laissez-moi vous dire, en toute cordialité, que c'est une erreur. Je suis allé à l'Élysée en tout *quatre fois.* Je pourrais citer les dates. À partir du désaveu de la *lettre à Edgar Ney,* je n'y ai plus mis les pieds.

En 1848, je n'étais que libéral ; c'est en 1849 que je suis devenu républicain. La vérité m'est apparue, vaincue. Après le 13 juin, quand j'ai vu la République à terre, son droit m'a frappé et touché d'autant plus qu'elle était agonisante. C'est alors que je suis allé à elle ; je me suis rangé du côté du plus faible.

Je raconterai peut-être un jour cela. Ceux qui me reprochent de n'être pas républicain de la veille ont raison; je suis arrivé dans le parti républicain assez tard, juste à temps pour avoir ma part d'exil. Je l'ai. C'est bien.

Votre vieil ami,

VICTOR HUGO.

«Hugo n'a pas douté un moment de la publicité que je donnerais à sa réponse.

«Il y a bien de la bonne grâce et presque de la coquetterie à un homme d'une si haute intelligence d'avouer qu'il s'est trompé; c'est presque comme une femme d'une beauté incontestable qui vous dit: je suis à faire peur aujourd'hui.

«ALPHONSE KARR.»

Voici des extraits de la très belle lettre de Félix Pyat. Malgré les éloquentes incitations de Félix Pyat, Victor Hugo, on le sait, maintint sa résolution.

DEHORS OU DEDANS.

«Mon cher Victor Hugo,

«Les tyrans qui savent leur métier font de leurs sujets comme l'enfant fait de ses cerises, ils commencent par les plus rouges. Ils suivent la bonne vieille leçon de leur maître Tarquin, ils abattent les plus hauts épis du champ. Ils s'installent et se maintiennent ainsi en excluant de leur mieux l'élite de leurs ennemis. Ils tuent les uns, chassent les autres et gardent le reste. Ayant banni l'âme, ils tiennent le corps. Les voilà sûrs pour vingt ans. L'histoire prouve que tout parvenu monte par l'élimination des hommes libres et ne tombe que par leur réintégration.

«Si c'est vrai, je me demande donc quel est le devoir des proscrits. Le devoir? non, le mot n'est pas juste ici, car il s'agit moins de principe, Dieu merci! que de moyen. La conduite? pas même; il y a encore là une nuance morale qui est de trop. Je dis donc la tactique des proscrits. Eh bien, leur tactique me semble toute tracée par celle du proscripteur. Ils n'ont qu'à prendre le contre-pied de ses actes. La dictature les chasse quand elle les croit forts? qu'ils rentrent quand elle les croit faibles. En réalité, la tyrannie n'a à craindre que les revenants... les présents plus que les absents. Les libérateurs viennent toujours du dehors, mais ils ne réussissent qu'au dedans. C'est du moins l'histoire du passé. Et le passé dit l'avenir.

«...Sans doute, l'exil du dehors a bien mérité de la patrie. Il a ses services et ses dangers. Votre fils Charles les a montrés avec une poésie toute naturelle, héréditaire, et qui me ferait recroire au droit de noblesse, si j'étais moins vilain.

«Mais, soyons justes envers les mérites du dedans. Ceux du dehors n'ont pas besoin d'être surfaits pour être reconnus. Qui nie les vôtres nie le soleil! Pour moi, caillou erratique, ballotté de prison en prison, en Suisse, en Savoie, en France, en Hollande, en Belgique, j'ai connu toute la gendarmerie européenne et je ne m'en vante ni ne m'en plains, il n'y a pas de quoi. Mes amis et moi, dénoncés en Angleterre comme des Marat par un sénateur délateur et comme des Peltier par un délateur ambassadeur, travestis en Guy-Fawkes et pendus en effigie pour les *Lettres à la reine,* un peu cause de vos troubles à Jersey, saisis, jugés et menacés de l'*alien bill* pour l'affaire Orsini et trois fois d'extradition pour la *Commune révolutionnaire,* nous avons eu aussi notre part d'épreuves; et, comme vous à Jersey, nous avons eu la *sécurité* de l'exil à Londres.

«...Le devoir, j'ai dit, est hors de cause comme le péril. Il s'accomplit bravement en Angleterre comme en France, dehors comme dedans, mais moins utilement, j'ose le croire; avec plus d'éclat, mais avec moins d'effet; avec plus de liberté et de gloire privée, mais avec moins de

salut public. Si le procès Baudin, le procès d'un revenant mort, a réveillé Paris, que ne ferait pas le procès de la «grande ombre», comme vous nomme le *Constitutionnel,* le procès d'un revenant vivant, le procès de Victor Hugo! Tyrtée a soulevé Sparte. Puis le procès Ledru, Louis Blanc, Quinet, Barbès... le Palais de Justice sauterait! Sophocle a eu son procès, qu'il a gagné. Il avait vos cheveux blancs et vous avez ses lauriers!

«Le frère de Charles et son égal en talent, votre fils François, a reconnu lui-même, avec le coup d'œil paternel, le mal que nous a fait l'amnistie. L'armée de l'exil, a-t-il dit justement, avait son ordre, ses guides et guidons. L'amnistie l'a licenciée, débandée, dispersée au dedans, avec ses guides au dehors. L'armée est battue. Rentrée d'Achille, chute d'Hector. Achille meurt, c'est vrai, mais Troie tombe. Si le plus fort attend la victoire du plus faible, c'est le monde renversé. Adieu Patrocle et ses myrmidons!

«Loin de moi l'idée que vous vous reposez sous votre tente! Vos armes, comme la foudre, brillent dans l'immensité. Mais elles s'y perdent aussi. Elles gagneraient à se concentrer du dehors au dedans. Excusez-moi! franchise est républicaine. Et la mienne n'est pas bouche d'or comme la vôtre. Elle est de fer. Quel choc dans Paris, si vous rentriez tous le 22 septembre!

«Vous avez fait l'*Homme qui Rit,* un événement. Vous feriez l'*Homme qui Pleure,* un tremblement!

....

«Toutefois, ce n'est là qu'une opinion. L'histoire même n'a point d'ordre à donner. À peine un conseil. Et ce conseil ne gagne pas en autorité, venant de moi. Je vous propose, ou plutôt je vous soumets mon avis aussi humblement que témérairement. Prenez-le pour ce qu'il vaut. J'ajouterai même qu'il n'y a rien d'absolu de ce qui est humain; que les faits du passé peuvent avoir tort pour l'avenir.

«Ainsi donc, en définitive, à chacun l'appréciation de sa propre utilité. Respect à toute conviction! liberté à toute conscience! À la vôtre surtout. Vous avez prérogative d'astre, plus splendide encore à votre couchant qu'à votre lever! Peut-être vaut-il mieux que vous restiez dans votre ciel de feu, comme le dieu d'Homère, pour éclairer le combat. Chacun sa tâche; le phare porte la flamme et le flot la nef; soit! Mais, quelle que soit la décision prise, qu'on agisse en détail ou en bloc, sur un même point ou à différents postes, épars ou massés, de loin ou de près, dedans ou dehors, en France ou en Chine, peu importe! le devoir sera rempli, l'honneur sauf partout — sinon la victoire!

«Ce qui importe surtout et avant tout, c'est que nous soyons unis. Sinon, nous sommes morts.

«Pour l'amour du droit, dehors ou dedans, soyons unis! J'ai admiré et béni votre recommandation magistrale au début du *Rappel.* C'est le salut.

«En avant donc tous ensemble! absents ou présents, tout ce qui vibre, tout ce qui vit, tout ce qui hait; tout ce qui a vécu au nom du droit, de l'ordre, de la paix, de la vie de la France; tout ce qui préfère le droit aux hommes, le principe à tout; tout ce qui est prêt à leur sacrifier corps, biens et âme, art, gloire et nom, colonies et mémoire, tout, hors la conscience; tout ce qui se donnerait au diable même pour allié, s'il pouvait s'attaquer dans sa pire forme; tout ce qui n'a qu'une colère et qui l'épargne, l'amasse, l'accumule et la capitalise en avare, sans en rien distraire, sans en rien prêter même à la plus mortelle injure; tout ce qui ne se sent pas trop de tout son être contre l'ennemi commun! En avant tous contre lui seul, avec un seul cœur, un seul bras, un seul cri, un seul but, le but des pères comme des fils, le but d'aujourd'hui comme d'hier, le but idéal et éternel de la France et du monde, le but à jamais glorieux, à jamais sacré du 22 de ce grand mois de septembre: Liberté, Égalité, Fraternité.

Félix Pyat.

Londres, 9 septembre 1869.

1870

LUCRÈCE BORGIA.

À M. RAPHAËL FÉLIX.

Hauteville-House, 9 février 1870.

Monsieur,

Je suis heureux d'être rentré à mon grand et beau théâtre, et d'y être rentré avec vous, digne membre de cette belle famille d'artistes qu'illumine la gloire de Rachel.

Remerciez, je vous prie, et félicitez en mon nom Mme Laurent qui, dans cette création, a égalé, dépassé peut-être, le grand souvenir de Mlle George. L'écho de son triomphe est venu jusqu'à moi.

Dites à M. Mélingue, dont le puissant talent m'est connu, que je le remercie d'avoir été charmant, superbe et terrible.

Dites à M. Taillade que j'applaudis à son légitime succès.

Dites à tous que je leur renvoie et que je leur restitue l'acclamation du public.

Vous êtes, monsieur, une rare et belle intelligence. À un grand peuple, il faut le grand art; vous saurez faire réaliser à votre théâtre cet idéal.

VICTOR HUGO.

LE NAUFRAGE DU NORMANDY

Nous extrayons d'une lettre de Victor Hugo cet épisode poignant et touchant du naufrage du *Normandy*.

(*Le Rappel*, 27 mars 1870.)

Hauteville-House, 22 mars 1860.

...On m'écrit pour me demander quelle impression a produite sur moi la mort de Montalembert. Je réponds: Aucune; indifférence absolue. — Mais voici qui m'a navré.

Dans le steamer *Normandy*, sombré en pleine mer il y a quatre jours, il y avait un pauvre charpentier avec sa femme; des gens d'ici, de la paroisse Saint-Sauveur. Ils revenaient de Londres, où le mari était allé pour une tumeur qu'il avait au bras. Tout à coup dans la nuit noire, le bateau, coupé en deux, s'enfonce.

Il ne restait plus qu'un canot déjà plein de gens qui allaient casser l'amarre et se sauver. Le mari crie : « Attendez-nous, nous allons descendre. » On lui répond du canot : « Il n'y a plus de place que pour une femme. Que votre femme descende. »

« Va, ma femme », dit le mari.

Et la femme répond : *Nenni. Je n'irai pas. Il n'y a pas de place pour toi. Je mourrons ensemble.* Ce *nenni* est adorable. Cet héroïsme qui parle patois serre le cœur. *Un doux nenni avec un doux sourire* devant le tombeau.

Et la pauvre femme a jeté ses bras autour du col de son mari, et tous deux sont morts.

Et je pleure en vous écrivant cela, et je songe à mon admirable gendre Charles Vacquerie...

VICTOR HUGO.

Les journaux anglais publient la note suivante au sujet de la catastrophe du *Normandy.*

(*Courrier de l'Europe.*)

AU RÉDACTEUR DU *STAR*.

Hauteville-House, 5 avril 1870.

Monsieur,

Veuillez, je vous prie, m'inscrire dans la souscription pour les familles des marins morts dans le naufrage du *Normandy,* mémorable par l'héroïque conduite du capitaine Harvey.

Et à ce propos, en présence de ces catastrophes navrantes, il importe de rappeler aux riches compagnies, telles que celles du *South Western,* que la vie humaine est précieuse, que les hommes de mer méritent une sollicitude spéciale, et que, si le *Normandy* avait été pourvu, premièrement, de cloisons étanches, qui eussent localisé la voie d'eau ; deuxièmement, de ceintures de sauvetage à la disposition des naufragés ; troisièmement, d'appareils Silas, qui illuminent la mer, quelles que soient la nuit et la tempête, et qui permettent de voir clair dans le sinistre ; si ces trois conditions de solidité pour le navire, de sécurité pour les hommes, et d'éclairage de la mer, avaient été remplies, personne probablement n'aurait péri dans le naufrage du *Normandy.*

Recevez, monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

VICTOR HUGO.

NOTE PRÉLIMINAIRE DE L'ÉDITION DE 1875 [1].

En tête de la première édition de PENDANT L'EXIL (1875), se trouvait la note qui suit :

Dans ce livre, comme dans l'*Année terrible,* on pourra remarquer (en trois endroits) des lignes de points. Ces lignes de points constatent le genre de liberté que nous avons. Des choses publiées pendant l'empire ne peuvent être réimprimées après l'empire. Ces lignes de points sont la marque de l'état de siège. Cette marque s'effacera des livres, et non de l'histoire. Ceux qui doivent garder cette marque la garderont.

En ce qui touche ce livre, le détail est de peu d'importance : mais les petitesses du moment présent veulent être signalées, par respect pour la liberté qu'il ne faut pas laisser prescrire.

V. H.

Paris, octobre 1875.

Les lignes supprimées en 1875 ont été rétablies dans les éditions ultérieures.

[1] Sur les premières épreuves, cette note se terminait ainsi :
Quant à l'avenir, ayons confiance et soyons calmes, il réparera tout. Il refera la nation grande, et il refera le peuple libre. Toute la lumière de la France reviendra.

NOTES

DE CETTE ÉDITION

RELIQUAT
DE *PENDANT L'EXIL.*

Si l'on met à part deux manuscrits importants sur *la Peine de mort* et la *Lettre à Nadar,* le Reliquat de *Pendant l'Exil* ne contient que des copies ou des brouillons de lettres non recueillis dans l'édition de 1875-1876; mais comme les journaux français, surtout pendant les premières années de l'empire, observaient un silence prudent en ce qui concernait Victor Hugo, grâce à ces copies et brouillons nous avons pu reconstituer les *Actes et Paroles* de toute cette période.

Notre tâche a été simplifiée par l'adjonction au manuscrit et au volume de Reliquat d'un certain nombre de journaux en tête desquels Victor Hugo avait écrit : *À garder* ou : *Une lettre de moi,* ou bien encore le sujet de l'événement qui avait motivé son intervention. En outre, comme pour *Avant l'exil,* les deux volumes de journaux reliés et annotés nous ont fourni une respectable moisson de documents.

Beaucoup de lettres qui eussent trouvé naturellement place dans ce Reliquat ont été publiées par les exécuteurs testamentaires dans la Correspondance; cette édition, dont le plan n'a été élaboré qu'en 1902, n'était pas prévue. Nous nous contenterons de les mentionner à leur date dans *l'Historique.*

CE QUE C'EST QUE L'EXIL.

[VARIANTES ET NOTES.]

Distinguons entre un banni et un proscrit. La justice humaine, bonne ou mauvaise, peut faire et fait des bannis; elle ne fait pas de proscrits. Proscription implique injustice. Un proscrit est un innocent. La grandeur du proscrit, c'est d'être désintéressé dans la souffrance qu'il subit et qu'il accepte; l'oubli de soi fait la beauté de son supplice. Quiconque a un autre but que la patrie est hors de ce grand respect qu'éveille le mot exil. Un roi banni n'est pas un proscrit; c'est un joueur qui a perdu; ajoutons qu'il trichait. On peut le plaindre, non l'honorer. Du moment où votre patrie est votre royaume, elle n'est plus votre patrie; un citoyen est banni de la cité, un roi n'est banni que d'un trône. Vous êtes un découronné, soit; vous n'êtes pas un expatrié. Je vous plains comme je plains toutes les infortunes, même méritées; je vous accorde la quantité de sympathie due à tous les souffrants; rien de plus. Ces graves réserves sont nécessaires à l'heure où nous sommes, et devant des malheurs impériaux ou royaux, mêlés d'intrigues, il im-

porte de se tenir en garde contre l'abus des apitoyements. Il ne faut pas laisser confondre ce qui est discutable avec ce qui est vénérable; celui qui écrit ces lignes a lui-même, dans un entraînement de compassion, fait cette confusion plus d'une fois, il en reconnaît aujourd'hui le danger; il n'y a de proscription que pour la vérité. Tant vaut le droit, tant vaut l'exil.

En février dernier, un soir, quelques hommes étaient assis autour d'une table; d'autres se tenaient debout; ils écoutaient les paroles d'un de ceux qui étaient assis, le seul qui eût des cheveux blancs. Le vieillard disait : Vous êtes jeunes, vous êtes les hommes choisis, les poëtes, les artistes, les écrivains de la génération nouvelle; vous avez en vous la sainte confiance du vrai; nous nous en allons, vous arrivez; à votre tour, vous allez être la France. Après nous vous allez avoir cette fonction, la liberté, et cette mission, la délivrance; nous vous remettons le grand flambeau; ce que nous avons commencé, vous le continuerez; il y a encore beaucoup à faire; vous ferez comme nous avons fait, et après vous d'autres achèveront, et les enfants qui jouent à cette heure recevront de vous la tâche que vous recevez de nous, et ce sera le tour des petits d'être grands. Allez! allez! allez! mon âge me donne le droit de vous conseiller et de vous encourager. Oh! que c'est beau d'être jeunes et d'avoir devant soi l'avenir! Travaillez à cet avenir. Faites-le à l'image de la vérité. L'homme est le collaborateur de Dieu; l'homme peut beaucoup sur l'avenir; les évènements dépendent de l'homme plus qu'on ne croit. Soyez doux et vaillants. Ajoutez à la force des choses la force des volontés. Je sens que vous ferez une grande œuvre, et je vous en remercie d'avance. Allez, travaillez, labourez, semez, moissonnez. Que votre récolte soit bonne. Soyez les ouvriers du progrès, soyez les combattants de la justice. Et puissiez-vous avoir un sort moins sombre que nous! puisse votre destinée être moins sévère que la nôtre! puissiez-vous, quand vous aurez des cheveux blancs, ne pas chercher autour de vous de chers êtres évanouis!...

La voix lui manqua, il s'accouda sur la table et cacha son visage de ses deux mains; le lutteur qui exhortait venait de disparaître, il n'y avait plus là que le père qui pleurait.

Tels sont les accablements.

Tous se retirèrent en silence.

LES GRANDS ET LES PETITS CÔTÉS DE L'EXIL.

Les Proscrits.

Nous en connaissons un... (sous cette forme dire ce qui m'arrive).

La calomnie sur une grande échelle.

(Coups de poignard. Coups d'épingle.)

Suppositions basses. Explications ignobles et haineuses de sa conduite, toute de sacrifice et de confiance (About. Duché-pairie. Ministre, etc.).

On lui intercepte ses journaux et ses lettres. Il faut qu'au lieu d'un trajet de mer de 3 h. il en fasse deux de 24 ou 36 heures, mer violente, etc. — Finir par un hosannah à l'exil.

On l'interpelle sur des faits de vie privée qui intéressent des tiers et dont par conséquent il n'a pas droit de parler.

Je finis par ce dernier *mot :* je suis une honnête créature.

L'exil est terrible.

Les grands côtés. — L'Océan.

Et puis il est hideux : les petits côtés.

Il se glisse chez lui des parasites. Le parasite est payé par Maupas.

Des philosophes dont la philosophie est de la police.

Des amis dont l'amitié émarge chez Piétri.

(Les calomnies.)

Le proscrit est hors la loi. Hors toute loi.

Lui courir sus est le droit de la calomnie et de l'ignorance.

Ma parole dans l'exil n'est pas ma parole; ce n'est autre chose que l'éternelle vibration sonore de la vérité et de la justice dans l'infini. Quand la conscience parle, c'est Dieu qui sort de l'homme. Il est la lumière, je ne suis que la lanterne.

Il faut que les proscrits en prennent leur parti. Leur destin est l'insomnie. La proscription est un lit où il y a des punaises. Ils se sentent piqués. Ils n'y peuvent rien. Les courtisans ont de l'encens dans une main et de la boue dans l'autre.

Ils ont pour ennemis tous les amis du succès. Qui flatte le vainqueur calomnie le vaincu. On fait circuler sur le proscrit toutes sortes de petites inventions gaies et laides. On lui prête des lettres qu'il n'a pas écrites, des mots qu'il n'a pas dits, des actions qu'il n'a pas faites. Il a droit à tous les ridicules. On les lui adjuge généreusement. Sa conduite est inexplicable à ceux dont l'âme est sourde et la conscience aveugle. Des gens d'esprit lui supposent les motifs bas qu'ils auraient, ambition déçue, etc. — Il faut que le proscrit se résigne. Réclamer! Le plus simple est de sourire. C'est ce que je fais.

Et pour vous consoler de l'œil fixe des mouchards, vous avez le regard des astres.

IMPRIMERIE NATIONALE.

Qu'est-ce qu'un proscrit? C'est un frère du dehors. À mesure qu'il vieillit, le proscrit se sent plus citoyen que jamais. C'est à l'étranger qu'on [1] de la fierté nationale. Cette fierté est le bouclier et l'épée. C'est le manteau de voyage du proscrit. Il en a besoin contre cette bise éternelle qui souffle sur sa tête et qui lui crie : tu es étranger.

Comme on sait gré à son pays d'être illustre! Comme on aime ceux qu'on ne voit plus! Comme on est compatriote de ses concitoyens! Comme on sait gré à celui-ci d'être éloquent, à celui-ci d'être ingénieux, à cet autre d'être inspiré, à cet autre d'être savant, à tous d'être vaillants. Le proscrit s'appuie sur la patrie, et de son côté il veut avec un orgueil reconnaissant que la patrie s'appuie peut-être un peu sur lui. Ne pas être inutile, c'est sa consolation. Être aimé, c'est sa force. Rien n'est triste et doux comme ces lointains bras ouverts de la France qu'on a quittée. Plus les années s'écoulent, plus l'exilé se sent fils de sa mère. L'exil n'est autre chose qu'une mystérieuse croissance de la patrie dans le cœur du proscrit.

J'ai été un proscrit, je ne suis plus qu'un absent. Il y a dans mon absence une apparence de volonté et une réalité de devoir. Où le devoir règne, la volonté abdique. Cela dit, ne parlons plus de moi. Ce que je puis vous affirmer, c'est qu'il est bon d'être proscrit, ne fût-ce que pour sentir à quel point on est le frère de ses compatriotes [2].

Dix-huit ans d'exil ont un inconvénient, c'est de flatter l'exilé, c'est de le transfigurer « en beau », cette auréole dore le proscrit, pour ainsi parler, et l'opinion publique peut en venir à lui vouloir trop de bien, à exagérer la sympathie pour l'absent, et à s'égarer en sa faveur. Il importe de rétablir la réalité, de raviver les griefs, s'il y en a; d'ôter au proscrit l'excès de popularité, de refaire le jour sur tout, de tout tirer de l'oubli, et de remettre à point la figure sévère et triste du banni. Ce retour à la précision absolue, dégagée de toute sentimentalité, est plus qu'utile; il est nécessaire. L'histoire le réclame; la politique aussi. Or, ce rappel du passé politique d'un homme quel qu'il soit, qui peut le faire mieux que cet homme lui-même, s'il le veut? Cette vérité sur le proscrit, qui peut mieux la dire que le proscrit, s'il est honnête et fier? Cette vérification de moi-même par moi, je l'entreprends, purement et simplement.

Tel est le but de cet écrit, je dirai rapidement ma vie publique. Je rappellerai ce qui me semblera pouvoir être contre moi, j'omettrai ce qui me semblera être pour moi, sûr du reste que le peuple s'en souviendra, si cela en vaut la peine. De cette façon, si je donne moi-même des armes contre moi, je me fermerai l'avenir politique, soit; mais je recueillerai peut-être un peu d'estime. Je ne désire que cela. L'homme sincère est à la fois découvert et couvert par sa sincérité, et le *contra domum suam* peut finir par être *pro domo sua.* Ne voulant que l'honneur, je suis sûr de l'avoir.

(1) Mot illisible. — (2) Écriture de 1866-1868. (*Notes de l'Éditeur.*)

Quelques feuillets plus loin, une remarque sur le même sujet :

La proscription « flatte » le proscrit. Il finit par n'être plus ressemblant. On le voit en beau.

L. B. — MOI.

Selon les faits ou d'après l'écriture, nous avons groupé, par ordre chronologique, sous ce titre, tout un dossier de fragments sur Louis Bonaparte.

On murmure : S'il se fait empereur, gare aux ides de Mars.

Nous savons qu'en cherchant bien on retrouverait peut-être une statue de Pompée dans le Luxembourg, mais est-ce qu'il est digne de tomber aux pieds de cette statue-là? Allons donc! Allez-vous le traiter en César! Brutus pour cet homme! Il ne mérite même pas Louvel!

Avril 1852. Bruxelles.

Le professeur d'histoire Altmeyer qui a dans le cœur la vieille haine belge des hollandais, me disait hier : Louis Bonaparte est composé de Hollandais et de boue.

Bixio vint à Bruxelles le mois passé [1]; il me dit : — C'est solide. — Solide! lui dis-je. Cela résisterait-il huit jours à un journal libre? — Oh non! — En ce cas ce n'est qu'un coup de pied à donner du dehors dans la cloche pneumatique. Il se trouvera quelqu'un pour le donner.

Le 6 février 1851, l'Assemblée discutait dans ses bureaux la demande de dotation faite par M. Bonaparte. M. Quentin-Bauchart dit dans le 11e bureau : le président de la République me demande de l'argent, je le lui accorde; mais il ferait un coup d'état, je prendrais un fusil. (Voir les journaux.)

M. Quentin-Bauchart a pris une place de conseiller d'état [2].

NÉRON AU CARCAN.

La définition absolue de la liberté, la voici : équilibre.

---

[1] Une lettre du 30 avril 1852 adressée par Victor Hugo à sa femme date ce fragment *mai 1852*. — [2] En 1852. (*Notes de l'Éditeur.*)

Après tout, il y a peut-être à Biarritz d'autres idées que celles que nous supposons.

J'approuve.

Après tout, Biarritz est un beau poste de contemplation où, dès à présent, un homme prudent et à tête froide, sagement prévoyant, habile aux fausses clefs et aux escalades, pourrait étudier sur la fuite de la royauté voleuse, l'évasion de l'empire assassin.

Oh! que vous êtes petit! vous faites quêter misérablement des voix et des signatures de porte en porte par les maires, par les curés, par les gardes-champêtres, par les gendarmes!

L'Empereur aussi à un jour donné a demandé des voix au peuple français, mais il avait des racoleurs qui s'appelaient Arcole, Lodi, Rivoli, Aboukir, Marengo!

Liberté. Pour champ l'infini.
Pour limite la liberté d'autrui.

L'absolutisme, le catholicisme et la réaction bourgeoise ont trouvé cet homme bon pour en faire un empereur, l'ayant pris dans la famille de Napoléon, le cordon rouge sur la poitrine, une couronne d'altesse sur la tête, une épée de prince au côté, et la main dans le sac.

---

19 avril 1853.

Louis Bonaparte vient d'avoir un clou dont l'a opéré Jobert de Lamballe.

Sa maladie est un furoncle.
Vraiment, en êtes-vous bien sûr?
Je ne puis comprendre que l'oncle
Ait daigné compléter le fur.

Où nous voyons le bien, il voit le mal, où nous voyons le mal, il voit le bien.

Ce n'est pas sa faute, c'est sa nature comme cela! Sa morale a un vice de conformation. En fait de conscience, Louis Bonaparte est gaucher.

Quant à l'être, voulez-vous son portrait : pas de menton, pas de front, du nez, et de la moustache.

Louis Bonaparte! pousser des racines! Où les prendrait-il? Il pèse sur la France, il l'écrase, soit; mais il ne la féconde pas et il n'en est pas fécondé.

Soulevez un pavé, vous ne trouverez dessous que des cloportes. — Ou des Baroches.

De tout cela, honneur, probité, confiance, gloire impériale, nom de Napoléon, calme, nuits de sommeil...

Drapez-en, monsieur Bonaparte.

Il y aura dans l'histoire deux Napoléon : le Napoléon à la colonne et le Napoléon au poteau.

L'Angleterre aura eu cette fortune d'être le bourreau du premier et l'amie intime du dernier [1].

L. B. 1854.

Exposer l'état de l'Europe et finir ainsi :

Ô Vienne, Berlin, Munich, Dresde, Pétersbourg, nids de trahisons ! Diplomates, Aberdeen, Buol, Manteuffel, coqs déplumés de toutes les basses-cours ! Vieille politique d'embûches, de pièges et de lacs!

Et de ces nids, de ces coqs, de ces lacs,
La ruse a formé Nicolas.

L. B. Neveu à la mode de Hollande.

---

[1] *Collection de M. Louis Barthou.* — Exemplaire de *Victor Hugo à Louis Bonaparte.*

Crime.

Cohabitation avec M. Bonaparte. Nous avons prédit à l'Angleterre les inconvénients de cette liaison.

Les mêmes procédés sont communs aux grands hommes. Pierre-le-Grand voulant avoir une flotte se fait charpentier à Saardam. Louis Bonaparte, voulant avoir
policeman
une police, se fait argousin à Londres.

Louis Bonaparte est un presse-papier sur la France, sur la pensée, sur la liberté de la presse, sur la révolution, sur le progrès, sur la vie. Ôtez-le, vous allez voir s'envoler l'esprit humain.

Sa Majesté Napoléon III est sévère pour les crimes. Il a fait bellement guillotiner en France plusieurs brigands, meurtriers et parricides; et on chuchote que c'est lui qui a fait pendre à Guernesey Tapner. C'est dans l'ordre. Il se comporte avec eux comme il sent qu'ils se comporteraient avec lui. Ces êtres-là, princes, font grimace de justiciers. Il est évident que Lacenaire, empereur, serait impitoyable pour Louis Bonaparte, simple drôle.

Ce n'est même pas un vrai empereur, un monstre né. Cet homme ne réussit tout au plus qu'à être un pseudo-Néron.

Oui, adorât-on cet empereur, je continuerai de souffleter ce drôle, fût-il, comme marbre, aussi dur que Nicolas, et, comme ébène, aussi bon teint que Soulouque; eût-il devant la Bourse, comme Sésostris-le-Grand devant le Rhamséion, quatre statues hautes de soixante-et-un pieds!

Alexandre passe le Granique, César passe le Rubicon; Louis Bonaparte enjambe l'égout Montmartre.

Avril 1854.

En ce moment, dans la Baltique et dans la mer Noire, l'Anglo-France jette un triste fulmi-coton.

Fais donc vite quelque infamie nouvelle, coquin. Dépêche-toi. J'attends après.

Maintenant je vais vous parler de l'empereur Napoléon III. Soyez tranquilles, je gazerai.

Présidence, dictature, empire, c'est toujours Louis Bonaparte. Pas de confiance réelle, pas de stabilité, pas de durée, pas de lendemain possible. Cela n'a pas la figure de ces établissements qui, même mauvais pour les idées, rassurent les intérêts. Tout le monde sent que c'est une aventure.

Il a frappé de son stylet la République, mais la République est comme les déesses d'Homère, elle saigne et ne meurt pas.

Je sais bien que telle industrie, telle banque et tel commerce ont voté pour Louis Bonaparte ; le faux poids a acclamé le faux serment.

Nomination de conseillers d'État.
Sur la liste je vois ce mot : *Persil.*
Il devrait pourtant savoir que cela lui est mauvais.

Napoléon-le-Grand qui était plus Bonaparte et moins Beauharnais.

Danton, dont la tête coupée valait la peine d'être montrée au peuple et dont l'âme purifiée valait la peine d'être offerte à Dieu.

Louis Bonaparte a eu beau devenir tragique, il n'est pas devenu sérieux.

Monsieur Louis Bonaparte, Napoléon-le-Petit vous fâche, aimez-vous mieux Cartouche-le-Grand ?

L. B. se vante, s'étale — son succès — la prospérité publique, l'escompte abaissé, le pape le bénissant, Victoria donnant le bras à son ambassadeur, les cerises à une guinée la livre, Walewski, Odessa, les alliances, ses flottes de la Baltique et de la mer Noire, ses ...[1] aux quatre vents, son empire, son triomphe, sa grandeur, etc., etc. (Énumérer et finir ainsi :)

— Silence, néant! ta queue de paon traîne sur de la boue.

Un à peu près d'empereur.

Pas de parlement, pas de journaux, pas de bavardage. Des complices, mais pas de témoins. Nuit sur sa vie, nuit sur son palais, nuit sur son alcôve, nuit sur son budget. Là surtout, obscurité profonde ; les chiffres ténébreux s'alignent dans l'ombre à la voix de César. Comme homme d'action, il surprend, comme homme de gouvernement, il prend. Toute son histoire tiendra dans ces deux mots. Le silence sur tout et le jour sur rien. Cet aigle aime le crépuscule. Cet empereur de grand chemin hait les indiscrétions. Ses combinaisons financières sont tellement délicates qu'il leur faut la chambre noire. Mais aussi comme il travaille ! Il excelle à troubler l'eau où il pêche, et quelle pêche miraculeuse ! Il lance un décret comme on jette un filet. Quant à ses serviteurs, tout leur est permis. Il est bon prince ; prenez, mes amis ! — Mais il leur recommande le secret. Que ta main droite ne sache pas ce que ta main gauche a volé.

Et, nous l'avouons, si les peuples n'étaient pas sous l'écroulement, nous regarderions avec un certain calme se crevasser et tomber cette vieille forteresse monarchie qui, en ce moment, se canonne elle-même.

Amérique.

... Et de là je continuerai de jeter l'horreur de son nom et les foudres de son propre crime sur Napoléon-le-Petit, empereur des français et des anglais.

L'erreur du malheureux qui a aujourd'hui le succès et qui gouverne ce qu'il nomme l'empire, c'est de croire qu'il a proscrit des hommes ; il a proscrit le droit. Il n'a pas expulsé tel ou tel représentant du peuple, il a expulsé la justice ; il n'a pas banni tel ou tel citoyen, il a banni la liberté. Il a frappé d'ostracisme les idées,

[1] Mot illisible.

la raison, le progrès, la lumière ; et l'on pourrait dire que ce qu'il a exilé de France, c'est la France même.

Le jour où tout cela rentrera, nous rentrerons. Quant à la chose appelée amnistie par ces hommes, qu'il nous soit permis de passer sous silence cette effronterie [1].

Déguisement, travestissement, masque, telle est toute cette politique. On ne gouverne pas à visage découvert. On prépare d'avance les costumes qu'on tâchera de faire endosser plus tard aux évènements. La diplomatie est un vestiaire, l'empire est un truc. On confectionne la convention du 15 septembre 1864 dans la coulisse, et l'Italie en sort avec ce faux-nez, Florence.

Monsieur, votre erreur est de croire que la France existe quand vous y êtes.

1867.

Paris démoli, l'empereur ramolli.

Les 7.500.000 voix.

Les commotions violentes faussent le suffrage universel. Le suffrage universel est une boussole, le suffrage universel est un chronomètre.

Secouez un instrument de précision et vous verrez le résultat qu'il vous donnera.

Plébiscite.

La guerre a coûté sept milliards cinq cents millions. L'empire a été voté le 8 mai par sept millions cinq cent mille *oui*.

Chacun de ces *oui* coûte à la France mille francs.

---

[1] Au verso d'un programme daté Juillet 1859.

1852.

Nous avons trouvé au Reliquat les brouillons de deux lettres adressées par Victor Hugo, avant de quitter Bruxelles, l'une à ses co-proscrits, l'autre à M. de Brouckère, bourgmestre.

31 juillet 1852.

Mes chers amis,

«Je pars, c'est pour moi un profond regret de vous quitter. Nous avons été compagnons de combat du 2 décembre. Nous sommes aujourd'hui compagnons de proscription ; il est dur de se séparer. Pour moi, c'est l'exil dans l'exil. Il m'est douloureux de renoncer à cette vie en commun entre amis, entre proscrits, entre frères, dont vous donnez le touchant spectacle et où l'on arrive presque au bonheur, à force de cordialité.

J'eusse désiré ne jamais m'éloigner de vous, mais on m'a fait entendre qu'au moment où je vais publier mon ouvrage intitulé « Napoléon-le-Petit » ma présence serait pour la Belgique un embarras, un péril même, m'a-t-on dit ; cela m'a suffi pour que j'aie dû prendre immédiatement la résolution de quitter Bruxelles. Je vous ai fait part de ma résolution et vous l'avez approuvée. En pareil cas, aucun de vous n'hésitera jamais, et plutôt que de compromettre, ne fût-ce qu'en apparence et aux yeux des esprits timides, la tranquillité et la liberté d'un peuple, nous acceptons toutes les aggravations de la proscription.

Je vais à Jersey, dans cette Angleterre qui a cette grandeur de pouvoir donner impunément asile à tous les proscrits. S'il arrivait que M. Bonaparte crût devoir porter une plainte contre moi en Belgique, au sujet du livre que je publie, je m'empresserais de revenir, je comparaîtrais avec une confiance profonde devant le loyal jury belge, et je remercierais la Providence de me donner cette occasion de plaider contre cet homme, devant la conscience de tous les peuples, la grande cause du droit, de la République et de la liberté.

Chers amis, recevez l'expression de mes sentiments fraternels.

VICTOR HUGO». [1]

Bruxelles, 31 juillet 1852.

«Monsieur le bourgmestre,

Je quitte Bruxelles et la Belgique ; je pars spontanément. Je dois m'éloigner puisque, dans les circonstances actuelles, ma présence semble créer au gouverne-

[1] Un extrait de cette lettre figure au catalogue Charavay, n° 88. Elle a été publiée intégralement dans la *Revue Hebdomadaire* de mars 1902. (*Note de l'Éditeur.*)

ment belge un embarras. Je tiens d'ailleurs l'engagement que j'avais pris avec moi-même, et dont je vous avais fait part, de m'éloigner le jour où paraîtrait l'ouvrage que j'écrivais sur M. Bonaparte.

Je ne veux pas partir, monsieur le bourgmestre, sans vous remercier de votre honorable accueil. Vous avez été, vous, M. le bourgmestre, et vous êtes pour tous les proscrits français une sorte de personnification vivante de ce bon et loyal peuple belge, si digne de la liberté, et qui saura la conserver comme il a su la conquérir. Grâce à la cordialité de la nation belge, nous avons retrouvé ici, nous bannis, quelque chose de la patrie, et la Belgique a été pour nous presque une France.

C'est avec un sentiment profond que je vous adresse mon remerciement personnel. Recevez l'assurance de ma vive cordialité et de ma considération».

Juillet 1852.

Ce qui vient d'avoir lieu à Bruxelles rend nécessaire un mot d'explication.

La question qui se débat entre la République française et le guet-apens de décembre est au-dessus des tribunaux humains. Nous, proscrits, nous défendons la vérité et la liberté, et, dans la guerre que nous soutenons, ces tribunaux, nous ne les connaissons pas. Ils ne peuvent nous donner raison, attendu qu'ils ne peuvent nous donner tort. Ce qui se passe en ce moment entre la liberté et le despotisme, entre le juste et l'injuste, entre le bien et le mal, entre le vrai et le faux, entre les peuples et les tyrans, est pour les hommes un combat et n'est un procès que pour Dieu. Le juge de ceci, il est là-haut.

Faites donc, juges d'en bas, ce qu'il vous plaira. Jugez-nous, si vos appointements l'exigent, acquittez-nous, si cela vous plaît, condamnez-nous, si vous voulez, prenez-nous, si vous pouvez. Et alors, quand vous nous tiendrez, enfermez-nous, enchaînez-nous, tuez-nous. C'est bien. Usez de la force, ne pouvant agir du droit. Faites.

Quant à nous, dans cette lutte sainte et qui passe au-dessus de vos têtes, nous ne savons même pas que vous existez. Même pris, même garrottés, même sous les verrous, même sur l'échafaud, nous ne saurons pas qui vous êtes.

Nous, venir à vos barres! y venir volontairement! traîner avec nous, asseoir près de nous de nos propres mains sur vos sellettes ces divines martyres compagnes de notre exil, la vérité, la patrie, la liberté, la raison publique, la conscience humaine, — non! Soumettre la justice éternelle qui est avec nous à la justice humaine qui est avec vous! — jamais.

V. H.

MÉDITATIONS DE JERSEY.

(Politique.)

LA FRANCE VUE DE JERSEY.

(Semences jetées de l'exil.)

Que M. Bonaparte se le dise bien, il n'aura pas raison de nous. Qu'il multiplie les obstacles, qu'il entoure son empire de lois Faider, qu'il nous fasse traquer en Belgique, en Suisse, en Espagne, en Piémont, nous renaîtrons sous la persécution et nous nous multiplierons comme l'obstacle. À quiconque voudrait nous imposer ou nous demander trêve pour cet homme, nous répondrons : *non poſſumus*. Nous républicains, nous proscrits, nous sommes le devoir vivant. Que M. Bonaparte en prenne son parti, nous lui avons fait la guerre à la tribune, nous lui avons fait la guerre dans la rue, nous lui ferons la guerre dans les catacombes. Tant que nous avons pu être au grand jour, nous l'avons combattu au grand jour ; maintenant nous sommes dans la nuit, nous le combattrons dans la nuit.

LES JUGES APRÈS LE 2 DÉCEMBRE.

9 septembre [1852].

Constitution ouverte à l'art. 36 sur ma table de nuit.

Je me disais : au moment de commettre l'attentat devant le représentant inviolable qu'il faudra arrêter, devant la constitution ouverte qu'il faudra déchirer, devant leur crime debout et visible leur barrant le passage, ils reculeront. — Telles étaient alors nos illusions. Nous nous figurions qu'il pouvait y avoir encore
fonctionnaires.
une étincelle d'honneur dans le cœur des magistrats.

Jersey, 28 octobre.

Triste chose ! M. XXX, à Paris, dit qu'il n'a fait les vers qu'on sait en l'honneur de Louis Bonaparte qu'afin d'avoir le droit de demander et le pouvoir d'obtenir *ma grâce* le jour où il me plairait de rentrer en France. — C'est-à-dire qu'ayant la bonté de prévoir mon déshonneur, il le fait précéder du sien, sonnant de la trompette.

Citoyens,

Avec le papier des bulletins *Oui* qu'on vous distribue pour voter l'empire, on ferait de très bonnes bourres de fusil.

VICTOR HUGO.

Jersey, octobre 1852.

Tout t'est possible, ô France, l'énormité dans l'abaissement comme l'immensité dans la grandeur. Hélas ! tu n'as pas plus de limites en bas qu'en haut. Ne voilà-t-il pas qu'en pleine lumière, en pleine gloire, en plein dix-neuvième siècle, en plein midi de la civilisation, tu te laisses prendre par l'univers en flagrant délit de bas-empire !

À la fin de 1852, les journaux annoncèrent, en même temps que l'avènement de l'empire, le mariage prochain de l'empereur. De ce moment, date cette note :

Ceux qui attaquent M[lle] de Montijo oublient qu'il y a de la perdrix dans la femme et du miroir dans l'empire. Moi, j'amnistie Eugénie.

Ô droit ! droit sacré, d'où émane toute équité, toute loi, toute société, toute justice, toi par qui nos fils vivront, toi pour qui nos pères sont morts, j'ai vu ta robe foulée aux pieds dans les ruisseaux, je t'ai vu traîner sur la claie, gisant, défiguré, expirant, souillé de boue, saignant par cent coups de poignard, d'immondes crachats sur ta face auguste, et le peuple, dont tu es l'unique trésor, te regardait passer stupidement !

1853.

Le 24 février 1853, Victor Hugo reçut une longue lettre d'un allemand, Gloss, lui demandant une préface pour une brochure républicaine et révolutionnaire qu'il comptait publier en Allemagne ; il se recommandait de Kossuth.

Après cette lettre, le Reliquat donne le brouillon de la réponse de Victor Hugo :

Marine-Terrace, 2 avril 1853.

« Je le pense comme vous, Monsieur, l'inévitable avenir de l'homme, c'est la liberté ; l'inévitable avenir des peuples, c'est la République ; l'inévitable avenir de l'Europe, c'est la fédération. Suffrage universel, république universelle, voilà ce que fondera le dix-neuvième siècle, voilà ce que recueillera le vingtième.

Avant peu la royauté sera abolie en Europe, l'esclavage sera aboli en Amérique, le dernier possesseur de peuples disparaîtra de l'ancien monde, le dernier possesseur d'hommes disparaîtra du nouveau, à la voix de l'Amérique qui dira Liberté, l'écho de l'Europe répondra Égalité, et l'Océan ne sera plus entre les deux continents que le trait d'union de la fraternité humaine.

L'Amérique à cette heure est plus avancée que nous dans sa tâche, mais nous la rejoindrons, Dieu le veut.

En attendant, comme tous les hommes sérieux et convaincus, vous méditez sur la révolution future. Dans des écrits et dans des discours antérieurs à décembre 1851, j'avais comme vous indiqué aux penseurs les deux premières phases nécessaires de cette révolution : premièrement, affranchissement de l'Europe, libération des nationalités, République continentale, unité ; deuxièmement, organisation de chaque état démocratique européen confédéré, selon son progrès relatif et selon le droit de sa souveraineté locale, souveraineté subordonnée à l'unité continentale pour toutes les questions de civilisation générale. Voilà l'avenir, entrevu par vous comme par moi. Ceci du reste n'est que la formule politique ; ensuite viendra la grande et épineuse élaboration de la formule sociale.

Vous connaissez naturellement mieux que moi, monsieur, l'état actuel de la question intérieure allemande ; je ne puis donc qu'approuver de confiance la formation du comité allemand tel que vous l'entendez.

Ce qui est certain, c'est que le jour venu, l'heure venue, l'Allemagne et tous les peuples pourront compter sur la France. Cette fois aucune hésitation, aucun doute, aucune demi-mesure, aucune déception. Le moment est arrivé où la révolution française doit perdre son nom et s'appeler la révolution européenne. Il y aura une Allemagne, il y aura une Hongrie, il y aura une Pologne, il y aura une Italie, il y aura une république d'Europe, ou il n'y aura plus de France. Le despotisme lui-même a posé le dilemme, la France n'en peut sortir que morte avec tous les peuples ou victorieuse avec toutes les nationalités. Courage donc, et bon espoir à tous !

Voilà soixante-quatre ans que la lutte suprême est engagée ; elle touche au dénouement. Que tous les peuples comptent sur la France ! La pensée de la France a commencé l'œuvre d'affranchissement, l'épée de la France l'achèvera.

Croyez, Monsieur, à tous mes sentiments de cordialité [1] ».

A la fin de l'année, Victor Hugo compare 1852 à 1853 :

1853. Décembre.

Ne nous décourageons pas. Au contraire ! Et pourtant il semble qu'on pourrait en douter. Que de lâchetés ! que de défections ! que de génuflexions au succès ! que d'indignations changées en adulations ! que d'alliés perdus pour nous depuis un an et gagnés à M. Bonaparte ! L'an passé, tolle universel ; le roi de Piémont rougissant du voisinage de l'empereur Bonaparte, l'Espagne accueillant les proscrits, la Belgique outrée, Léopold ulcéré du vol fait à ses enfants, l'Angleterre exaspérée contre l'homme de guet-apens, et lui jetant la boue et le menaçant de la mer ; chœur de mépris ; le *Morning Chronicle* disant : *ruffian !* le *Morning Post* disant : *rascat !* le *Times* disant : *Pick-pocket* ! — Aujourd'hui l'Espagne fête la fortune des Montijo incluse dans la fortune des Bonaparte, le Piémont congratule, Gênes envoie son duc à Napoléon III comme autrefois son doge à Louis XIV, toutes les Autriches de l'Allemagne saluent l'homme punique jusqu'à terre, Léopold contresigne la loi Faider, et la presse anglaise cire la botte de l'empire.

L'héritier de Léopold embrasse sur les deux joues l'héritier de M. Louis Bonaparte.

---

[1] Copie de Mme Drouet.

1854.

Tapner. 10 février 1854.

Potence timbrée à l'aigle.

J'entendais l'an passé de pauvres paysans proscrits dire en présence du succès de M. B. : est-ce qu'il aurait de la corde de pendu ? — Maintenant il en a.

L'Angleterre lui en a donné.

---

11 février 1854.

Ô peuples, faites finir ceux qui tuent ! Abdique, bourreau ! Misérables et augustes populaces où l'on entend vagir l'âme encore obscure de la grande humanité future, multitudes, dressez-vous ! Accourez ! Faites des barricades contre la guillotine, fusillez le supplice, écartelez le gibet, tuez la peine de mort ! Ô peuples, détrônez l'échafaud !

Prends des pavés, prends des fourches, prends des pioches, retrousse ta manche, arrache de partout le poteau patibulaire ! lève-toi, sainte émeute de la vie contre la mort !

---

14 mars 1854.

Je n'irai pas à Londres.

J'apprends qu'il y a là des êtres profonds qui appellent l'abolition de la peine de mort *bleuisme.*

Le moment n'est pas encore venu de casser le parti républicain en deux; pas d'éclat public; et puis j'ai encore plus de pitié que de colère à l'endroit de ces pauvres bonshommes qui rêvassent terrorisme dans leur néant. — Peaux de Danton, de Robespierre et de Marat pleines de foin.

Ils me font l'effet d'académiciens braulant le chef autour de leur antiquaille guillotine. 93 a ses voltigeurs; l'Hébertisme a ses classiques. Le couperet est tombé du Père Duchêne en Viennet.

Du reste, qu'ils y prennent garde, ils croient le progrès désarmé. Ils se trompent. S'ils lui offrent le champ de bataille, il sera bien forcé de l'accepter. Plus de terreur, la fermeté. Ils nous trouveront parole contre parole, poitrine contre poitrine, et au besoin, fusil contre fusil.

Avril 1854.

On m'écrit depuis deux ans toutes sortes de lettres. — Prenez garde. Où allez-vous? Vous suivez la route de votre propre précipice. Quelle récompense attendez-

vous de ce que vous faites? Vous ne recueillerez que haine, envie, ingratitude, néant. Nous vos amis, nous vous avertissons. Vous avez déjà perdu la fortune et la patrie, vous risquez maintenant votre tête. Etc. — Au point de vue purement humain, ils ont peut-être raison. Quant à moi, ayant un peu sondé, je ne regarde la vie que comme bonne à être sacrifiée. Or comment mieux placer son sacrifice? Quelle cause plus grande et plus sainte que celle des souffrants? D'un côté le peuple, de l'autre Dieu.

Avril 1854.

Montalembert en prison, lui qui a fait le coup d'état et bâti l'empire. — C'est la première fois qu'une souris fait une souricière.

L'Anglo-France.

(*Expédition de Rome à l'intérieur.*)

Je veux une république ouverte, énorme, bonne, rayonnant toute l'expansion du ciel et tout l'amour de l'âme humaine, à grandes ailes, à vaste souffle, tellement immense que tous les progrès s'y meuvent, que tous les diamètres y prennent le travers qui leur convient, que toutes les libertés s'y développent et s'y ramifient, que le point y devienne cercle, que le cercle y devienne sphère, que la sphère y devienne monde. Vous, votre république est étroite comme le tranchant de la guillotine.

Brutes! Il ne s'agit pas de couper des têtes, il s'agit d'ouvrir des âmes.

Jersey. — 17 avril 1854.

Juillet 1854.

.... Et voici que la révolution, faisant pénétrer la lumière par d'immenses crevasses dans tous les trous de chouettes, saborde à grands coups de sabre le vieux couvent qu'on appelle l'Espagne [1].

L'Espagne, pendant l'insurrection de 1854, offrit asile à tous les proscrits, et la Junte de salut demanda au gouvernement une mesure immédiate et spéciale pour Victor Hugo qui remercia en ces termes :

« Citoyens de la Junte de salut,

Je ne veux pas tarder un instant à vous exprimer ma reconnaissance.

Les journaux de Madrid du 8 et du 9 m'annoncent la demande que la Junte de

[1] Après une période de compression politique, un mouvement d'émancipation eut lieu en Espagne. (*Note de l'Éditeur.*)

IMPRIMERIE NATIONALE.

salut a bien voulu faire pour moi au gouvernement, sur la noble initiative spontanément prise par deux honorables citoyens espagnols, MM. Fernandez de los Rios et Coello.

J'apprends que le gouvernement a adhéré au désir exprimé par la Junte.

Je vous remercie, citoyens, de m'ouvrir les portes de l'Espagne et de me les ouvrir le lendemain d'une révolution. L'air du midi est nécessaire à ma santé, et l'air de la liberté est nécessaire à ma vie. J'ajoute que l'Espagne est pour moi comme une patrie. J'ai passé à Madrid une partie de mon enfance; la langue, le passé et l'histoire de l'Espagne sont mêlés à ma pensée depuis mon plus jeune âge, et par moments je crois avoir deux mères : la France et l'Espagne.

Je serais parti sur-le-champ et je serais arrivé à Madrid en même temps que cette lettre, si je n'étais en ce moment retenu à Jersey par les soins d'une publication littéraire commencée. Sitôt que je serai dégagé de cette publication, dans fort peu de temps, j'espère, je m'empresserai de profiter de votre invitation gracieuse que je regarde comme un glorieux appel.

Ce qui ajoute à mes yeux un prix inestimable à cette hospitalité, si noblement offerte, c'est qu'elle ne m'est pas exclusivement personnelle, c'est que l'Espagne a déclaré, par votre organe, par la voix de la presse et par la bouche de son gouvernement, qu'elle l'étendait à tous les autres proscrits. Quel pays plus digne que l'Espagne d'être la grande terre d'asile? L'Espagne a compris, et c'est ainsi que nous nous traduisons les paroles de son gouvernement, que, loin d'être un obstacle aux bonnes relations internationales, l'asile accordé par un peuple aux proscrits du droit et de la liberté lui créait un titre à la reconnaissance de toutes les nations. Dès aujourd'hui, on peut le dire, — et ici nous proscrits, nous disparaissons, car il s'agit de l'humanité entière, — dès aujourd'hui, en présence des grandes choses que l'Espagne a faites et des grandes choses qu'elle prépare, le peuple français remercie le peuple espagnol.

Courage, citoyens. Achevez ce que vous avez si admirablement commencé [1]. Le monde civilisé a les yeux sur vous. Dans la situation où est aujourd'hui le continent, on peut dire que la révolution espagnole a charge de peuples. Espagnols, vous replacez votre illustre pays dans la lumière; l'aube se lève chez vous. Soyez glorifiés! Vous prouvez que la terre qui a produit les grands poëtes et les grands capitaines, sait aussi produire les grands citoyens. Et, à nous proscrits, qui vivons dans l'espérance inébranlable, permettez-nous d'applaudir du fond de l'âme votre belle révolution, commencement, glorieux prélude de la révolution suprême que les penseurs entrevoient, que l'avenir attend, qui sera la fin des despotismes et des guerres, et qui cimentera dans la démocratie pure la grande et fraternelle fédération des Peuples-Unis d'Europe.

J'offre à la Junte de salut mes sentiments de vive reconnaissance et de profonde fraternité.

V. H. »

Marine Terrace. — 17 août 1854.

---

[1] Mot illisible en surcharge. (*Note de l'Éditeur.*)

23 août.

Citoyens,

Dans mon empressement à remercier la Junte, j'avais devancé sa lettre. Au moment où je reçois votre lettre du 12 août (aujourd'hui 23) il y a plusieurs jours déjà que mon remerciement à la Junte est parti pour Madrid. Je l'ai adressé, le 17, aux auteurs de la proposition qui me concerne, MM. Los Rios et Coello, avec prière de le transmettre à la Junte en mon nom.

Citoyens, les barricades de Madrid sont sœurs des prochaines barricades de Paris. À l'heure qu'il est, toute barricade qui s'élève en Europe se fait contre Bonaparte. En aidant à l'affranchissement du peuple d'Espagne, vous avez protesté à coups de fusil contre le brigand de la France. Pour les français, cette protestation est le grand devoir. Vous avez raison de penser que je m'y associerai toujours.

Vive la République universelle [1].

V. H.

Septembre 1854.

Siège de Sébastopol. Un grêlon assiégeant une braise.

Je veux que la République ait deux noms : qu'elle s'appelle Liberté, et qu'elle s'appelle chose publique [2].

---

14 nov. Tempête. Désastre de la flotte. La campagne de Crimée est un 1812 à l'eau.

Ne faisons pas prévaloir la matière sur l'idée.

Matière, que me veux-tu? Tu t'appelles Baroche, Sibour, Magnan, Veuillot, Fortoul, Troplong, Bonaparte. Sous la République tu t'appelais Hébert et tu mordais Robespierre. Sous l'empire tu t'appelles Trimalcion et tu lèches César. Ah! peuple! Songeons à l'humanité, au progrès, à l'avenir, à la révolution. Songeons à l'âme! Peuple, sous nos pieds l'égoïsme, le bourgeoisisme, le calcul, l'intérêt sordide. Allons au droit, mourons pour la Liberté, la vérité et la justice! Donnez-moi du pain sec, du pain bis, du pain noir. Peuple! aux idées! aux idées! aux idées! Quant à moi, ancien socialiste que je suis, je ne me lasserai pas; si l'on met dans un plateau de la balance la bedaine de Falstaff, je mettrai dans l'autre les ailes de l'ange.

[1] Le brouillon de ces deux lettres est au verso de quatre exemplaires imprimés de l'*Appel aux concitoyens* (voir page 85.) publié en 1854 sous le titre : *Aux républicains.*

[2] Au verso d'une invitation datée 9 mars 1852. (*Notes de l'Éditeur.*)

Ce que je ne veux pas, ce que vous ne voulez pas, ce qui vous révolte, généreux proscrits, jusqu'au fond des entrailles, vous les martyrs de l'idée, vous, vos propres sacrificateurs, c'est ce que nous voyons en ce moment, c'est l'abrutissement d'une partie du peuple par un prétendu bien-être qui est au vrai bien-être ce que le césarisme est à la République, ce qu'une distribution de cervelas est à une fête olympique. Oh! le jour où l'on me présente ce prétendu bien-être entre deux caporaux ou deux prêtres comme l'idéal social, le jour où l'on veut lui sacrifier le droit et l'idée, je m'indigne et vous vous indignez avec moi.

Pour ne parler que de l'échafaud social, qui, à mes yeux, vous le savez, n'est pas moins monstrueux que l'échafaud politique, les spectacles abominables sont partout. Je ne cite que quelques faits. À Londres, on ne compte plus les pendaisons; mais si l'horreur est grande, l'intimidation est nulle. Barthélemy qui a tué quatre hommes dit froidement : Si je priais Dieu, ce ne serait pas pour que ma corde cassât [1]. À Bruxelles, ... [2] condamné à la prison, poignarde sa sœur pour obtenir la guillotine qu'on lui accorde. À Paris, les misérables résistent. Lescure lutte comme Montcharmont, se débat sur la bascule et mord le poing du bourreau sous le couperet. En Espagne, le meurtrier de M. de Villa Huesna (?) [3] subit le garrot avec complication de moines et d'alcades et le supplice dure une demi-heure. Ici même, dans ces solitudes de la mer où il n'y a que le ciel et où il ne devrait y avoir que Dieu, nous assistons aux agonies épouvantables du gibet; ces îles charmantes en prennent je ne sais quoi de sauvage, et Guernesey ne peut pas plus effacer de son sol l'ombre de la potence de Tapner que lady Macbeth ne pouvait effacer de sa main blanche la tache de sang.

1855 février.

L'Autriche et la Prusse montrent leur visage à Nicolas et à Bonaparte et à Palmerston leur cul, mais elles ont mis dessus un masque souriant que Bonaparte et Palmerston ont la bonté d'appeler l'alliance.

Empêcher la guerre de nationalités, épuiser la France et l'Angleterre dans les langueurs diplomatiques et les catastrophes de guerre, gagner du temps, voilà toute la politique actuelle de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. On fait des congrès et des conférences, les quatre articles, [4] la convention du 10 avril, [5] l'Autriche adhère le 2 décembre, la Prusse adhère le 10 février, on commence et on recommence et on ne finit pas; pendant ce temps là, Balaklava va son train, pendant ce temps-là, la France et l'Angleterre ont les veines ouvertes, et leur sang coule.

---

[1] Ce Barthélemy fut condamné à mort en janvier 1855. — [2] Nom illisible. — [3] Le point d'interrogation est sur le manuscrit. — [4] L'Angleterre, la France et l'Autriche voulaient imposer à la Russie quatre articles : libre navigation du Danube; abolition de ses droits sur les principautés danubiennes; renonciation à la protection sur les communautés grecques; limitation de la puissance russe dans la mer Noire. C'était ce dernier point que la Russie déclarait toujours ne pouvoir accepter. (Jaurès. *Histoire socialiste.*) — [5] 1854. Traité d'alliance offensive et défensive entre l'Angleterre et la France. (*Notes de l'Éditeur.*)

Palmerston et même Bonaparte préparent l'entrée en jeu des nationalités. On monarchisera au préalable toutes ces révolutions-là, la Pologne, avec Czartoryski, la Hongrie, avec Jérôme Napoléon, la Lombardie avec Victor-Emmanuel, le reste de l'Italie avec Murat. Ils joueront le jeu le plus tard possible, mais ils songent à le jouer. C'est le petit jeu, soit. Le grand jeu se lèvera derrière.

---

14 février 1855.

AU COMITÉ CHARTISTE [1].

« Chers concitoyens de la République Universelle, je suis vivement touché de votre cordial appel. Ma santé, assez éprouvée par ce rude hiver, ne me permettra pas de faire la traversée en ce moment, le plus orageux de la saison. Mais je n'en serai pas moins présent parmi vous. Les distances matérielles ne sont rien là où il y a accord profond de la pensée. Je m'unis par l'âme et du fond du cœur à votre solennelle démonstration qui flétrit tous les despotismes dans un même anathème et rallie tous les peuples dans une commune espérance. La véritable alliance anglo-française, je dis plus, la véritable alliance anglo-européenne, c'est celle que vous inaugurez en ce moment, alliance des peuples d'où sortira l'unité du continent et la liberté du genre humain.

Je vous envoie à tous, frères, mon plus cordial serrement de main.

Vive le peuple d'Angleterre! Vive la République Universelle!

Tout s'éclaircit. Progrès. La question maintenant est entre la liberté pure et le despotisme cru.

Jersey.

Le despotisme est maître : l'avenir est prisonnier dans la citadelle. L'attaque de front par la liberté semble à peu près impossible. Tout est donc désespéré? Non. Ce qui doit être, sera; le progrès s'accomplira, la délivrance aura lieu. Le fait, lent, irrésistible, tranquille, s'appelant calcul, simplification, invention, découverte, viendra au secours de l'idée. La science tournera la position.

Deux nations entre toutes rayonnaient sur l'Europe. Ces deux flambeaux sont éteints. La France est sous les pieds de B., l'Angleterre est dans sa main. L'une a le bâillon sur la bouche, l'autre a la lesse au cou.

---

[1] Le Comité Chartiste reprenait, en 1855, les revendications formulées en 1838, puis en 1848 par la *Charte du peuple* et tendant à instituer en Angleterre le suffrage universel et tout un programme de réformes en faveur des ouvriers. (*Note de l'Éditeur.*)

Jersey 1855.

L'idée, partie de 89, a ses étapes à fournir; elle crie en avant! en avant! Mais à tout moment les intérêts veulent dételer.

Stabilité! et l'on acclame Louis XVIII.

Ordre! et l'on couronne Louis-Philippe.

Sécurité! et l'on accepte Louis Bonaparte.

Comme cette France, qui est un cheval de révolution, désire l'écurie!

Il y a l'idée France et la bête France.

Je suis quelquefois stupéfait des calembours du bon Dieu. L'an dernier, la France et l'Angleterre canonnaient la Russie. M. Bonaparte alla voir Madame Victoria à Londres, et l'alliance se traduisit par des arcs de triomphe anglais où l'on juxtaposa les chiffres des deux couples régnants, du royal et de l'impérial; d'un côté Victoria et Albert, de l'autre Napoléon et Eugénie; or ces quatre initiales, groupées sur les frontons triomphaux, donnaient ce mot qui était toute la signification de la guerre avec son obstacle : NEVA. Aujourd'hui, la guerre est finie; on illumine, et au milieu des feux d'artifice et des lampions resplendissent de nouveau les deux monogrammes qui, cette fois, par je ne sais quelle fantaisie du hasard, se sont retournés et forment le mot qui exprime toute la valeur de la paix : VANE.

La reine d'Angleterre va lui donner la Jarretière [1]. C'est en soie et en velours. Ça sera usé par la manille, ça.

Expulsion.

Coquins, ruffians, misérables, telles sont les fleurs de rhétorique de ce bon M. Lequesne. Il nous en couronne, comme Platon, en nous bannissant.

Voulez-vous un détail? On me communique une lettre de Pétersbourg dans laquelle quelqu'un de très grave écrit : « Il y a le tracé d'un démembrement sur la carte de France qui est dans le cabinet du czar. »

---

[1] Le 18 avril 1855, la reine Victoria conféra à Napoléon III l'ordre de la Jarretière. (*Note de l'Éditeur.*)

1856.

[Juin 1856.]

[SOUSCRIPTION POUR LES INONDÉS DE FRANCE].

La guerre folle de Crimée, caprice de M. Bonaparte, a coûté deux millions à la France. Avec deux millions on eût, la science sociale le démontre, endigué les fleuves, commencé le reboisement, restauré le régime des eaux, rendu les inondations impossibles. Nous nous bornons à cette réflexion. Du reste nos frères souffrent, les misères sont là, l'exil offre son denier.

Les soussignés, proscrits, résidant à Guernesey :

Victor Hugo	100 francs.
Kesler	5
Charles Hugo	5
François-Victor Hugo	5
Théophile Guérin	5
A. Vacquerie	5

Dans *le Siècle* du 29 juin figure la *Souscription des exilés de Guernesey* [1], accompagnée de cette lettre :

Hauteville-House, lundi 23 juin 1856.

« Monsieur le directeur du *Siècle,*

J'ai l'honneur de vous envoyer sous ce pli cette première liste de souscription pour les inondés, tant en mon nom personnel qu'au nom de plusieurs de mes compagnons d'exil.

Croyez à mes sentiments bien fraternels.

VICTOR HUGO ».

[1856-1857.]

O faubourien, le salaire a doublé. Les journées sont bonnes; terrassements au chemin de ceinture, déblais et remblais, lac au bois de Boulogne, percées de rues rayonnant dans tous les sens, rue de Rivoli, rue de Strasbourg, Louvre; trouées de démolitions dans Paris, échafaudages, truelles, échelles, grues; quatre francs par jour; et le dimanche, veau froid, salade, vin à discrétion aux barrières. Sans

[1] Aux chiffres ci-dessus la liste du *Siècle* ajoute : 10 francs, souscription d'un *proscrit hongrois.* Ce proscrit hongrois devait être Téléki, qui venait souvent à Hauteville. (*Note de l'Éditeur.*)

compter les traînées d'argent que laissent partout tous ces carrosses armoriés, courant au Sénat, au Conseil d'état, aux Tuileries, au bal; les costumes, les toilettes, les dentelles, les broderies d'or; l'aiguille occupée comme la pioche; on t'a alloué une grasse liste civile de travaux; Paris s'est endetté, l'empire s'est endetté; on t'a donné à manger sur le pain du deux décembre un cervelas de deux cent cinquante millions; et avec le pain, le cirque, les fêtes, les hippodromes, les feux d'artifice, les illuminations, les Te Deum, les parades, le grand spectacle gratis du tréteau impérial. Te voilà florissant, repu, dodu, brossé, lustré, peigné, te voilà gros et gras, faubourien; qu'importe la petite place pelée autour du cou? tu manges tous les jours, et pour deux; la pitance est dans l'écuelle et déborde; tu as du ventre, tes yeux s'éteignent dans le gras fondu, tes joues pendent, tu es tout rond. Vive l'empereur, tout est bien. La carrosserie va, le bâtiment marche. Le peuple est content. J'aimais mieux le loup maigre.

1857.

Janvier 1857.

Victor Hugo perd son procès [1]. Motif de l'arrêt : il y a *prescription.* (Note. Une *coquille* ici serait très dangereuse, Monsieur le correcteur, veillez à ce qu'on n'imprime pas : il y a *proscription.*)

Dès le début de janvier 1857, on s'occupa des élections générales; le moment venu, en juin, quatorze candidats de l'opposition se présentèrent dans le département de la Seine. Fallait-il voter pour ces candidats? Fallait-il s'abstenir? Victor Hugo, lui, était pour l'abstention :

MON CONSEIL SUR LES ÉLECTIONS.

Guernesey. Hauteville-House, 29 janvier 1857.

Quelques hommes, des plus vaillants et des plus éprouvés parmi les démocrates, me demandent mon avis sur la question pendante du vote ou du non vote. Ma réponse est aujourd'hui ce qu'elle était il y a cinq ans lors du vote de l'empire.

Abstenez-vous.

Au point de vue des principes, voter, c'est reconnaître M. Bonaparte. C'est consentir à sa constitution, à son scrutin, à ses préfets, à son suffrage universel, à sa police. C'est entrer comme rouage dans son gouvernement. C'est, dans une mesure quelconque, accepter le bandit. M. Louis Bonaparte, bandit en 1851, est bandit en 1857. Le temps prescrit le crime légalement, non moralement.

Au point de vue de la conduite politique, voter, c'est compromettre le parti républicain et l'avenir de la révolution dans une manifestation insuffisante. Ici l'évidence dispense du développement.

Donc, ne votez pas.

Devant M. Bonaparte il n'y a que deux attitudes possibles : l'abstention, ou l'insurrection.

On ne peut quitter l'une que pour prendre l'autre.

VICTOR HUGO.

---

[1] Procès intenté par Victor Hugo au théâtre des Italiens qui avait joué *Rigoletto* en niant que ce fût une contrefaçon du *Roi s'amuse* et qui refusait de payer des droits d'auteur. (*Note de l'Éditeur.*)

L'Angleterre s'allie à l'immondice sous le nom de Louis Bonaparte et se réjouit de l'alliance. Le contre-coup inattendu de ce succès en Europe est une émeute formidable dans l'Inde contre l'Angleterre, à propos de graisse de porc. Il semble que la providence ait dit à l'Angleterre alliée de Louis Bonaparte : — Ah! tu veux vivre du pourceau? eh bien! tu en mourras.

Juillet 1857.

1859.

LA GUERRE.

Juillet 1859.

Il y a une guerre en ce moment. Deux grosses armées sont en présence[1]. À l'heure qu'il est, la dépense totale s'élève à cinquante mille hommes tués et à douze cents millions dévorés. Chaque homme mort a donc coûté à tuer deux cent quarante mille francs. Cela n'est pas très bon marché.

Avant l'invention des canons rayés, on dépensait en moyenne cent coups de canon ou cinq cents coups de fusil pour tuer un homme.

Les canons rayés diminuent la dépense des boulets et augmentent la dépense des hommes.

---

19 août 1859[2].

Le coupable pardonne aux innocents, le bandit réhabilite les justes, le violateur des lois fait grâce aux défenseurs des lois; c'est bien.

Je laisse l'Europe applaudir l'amnistie sur la joue de la justice et de la vérité.

À une certaine profondeur de dédain il semble qu'il n'y ait plus de possible que le silence.

Le proscrit de Décembre doit à l'empire l'implacable guerre de la justice. Quand cette guerre finira-t-elle? à la fin de l'empire ou à la mort du proscrit.

J'entends rester libre.

Et je veux rester combattant.

[VARIANTE DE LA *DÉCLARATION* À PROPOS DE L'AMNISTIE :]

Depuis le 16 août 1859, il y a quelque chose de changé dans la situation des proscrits républicains français.

Désormais, pour les hommes qui ont fait de l'affranchissement des peuples et du

(1) Les armées autrichienne et française. La bataille de Solférino termina cette guerre. — (2) Napoléon III venait d'accorder l'amnistie. (*Notes de l'Éditeur.*)

progrès de l'humanité le but de leur vie, il y a deux sortes de devoir : le devoir en France, le devoir hors de France. Tenir levé hors de France le drapeau de la démocratie, cela implique le bannissement volontaire, indéfini, peut-être éternel.

C'est cette forme de devoir que je choisis, c'est à cette forme de devoir que je me dévoue.

Ce qu'elle signifiera dans l'histoire, le voici :

Protestation inflexible et absolue, flétrissure permanente au succès du crime.

Fidèle à l'engagement que j'ai pris vis-à-vis de ma conscience, je partagerai jusqu'au bout l'exil de la liberté. Quand la liberté rentrera, je rentrerai [1].

Du reste, que le coupable pardonne aux innocents, que le violateur des lois fasse grâce aux défenseurs des lois, puisque l'Europe le trouve tout simple, je ne puis que m'enfermer dans un inexprimable dédain. Mais j'avais ce mot à dire, étant un des « individus » désignés dans la chose sur laquelle M. L. B. a déposé le mot : amnistie.

V. H.

H.-H. 18 août 1859.

Octobre 1859.

Georges Brown [2]. — Affaire de Harper's Ferry.

Un despote tue ce qu'il nomme un rebelle, il se défend ; un peuple libre tue un libérateur ; il se suicide.

John Brown exécuté à Charlestown le 2 décembre 1859.

Désormais le nouveau monde sera taché d'un deux décembre comme l'ancien.

---

[1] Ces deux lignes ont été maintenues. (Voir page 141.)

[2] Dans le manuscrit : *John Brown*, Victor Hugo avait d'abord écrit : *Georges*. (*Notes de l'Éditeur.*)

1860.

Ceci se passe en France, à Paris, en 1860 :

Vous êtes sur le boulevard devant une boutique. Vous regardez un objet quelconque mis en vente.

Tout à coup vous recevez un coup de poing dans le côté.

Vous vous retournez. Vous voyez devant vous la face d'un sergent de ville. Et le sergent de ville, complétant le coup de poing, vous dit : Circulez.

Vous hasardez un mot, celui-ci par exemple : Ne pourrait-on dire cela aux gens sans les frapper ?

Le sergent de ville vous regarde fixement et dit : Ah ! tu raisonnes ! au poste ! et il vous arrête.

(Raconté par M. Busquet.)

Assurances de paix données par N. III.

... Ce qui n'empêche pas qu'on ne vienne de fondre en ce moment même à Woolwich, en y dépensant onze tonnes de métal, un canon de bronze de vingt pieds de long qui se charge par la gueule et qui est le plus grand qu'on ait encore fait en Angleterre.

Juillet 1860.

Qu'est-ce que la constitution de l'empire n° 2 ? C'est 89. Mais c'est 89 composé du mutisme de la tribune, de la servitude de la presse, de la liberté individuelle supprimée, de la conscience muselée, de l'omnipotence du goupillon et de la toute-puissance du sabre ; plus la police.

Cela fait songer à cette poule qui avait la tête d'un loup, le corps d'un tigre, les pattes d'une oie, la queue d'un singe, les yeux d'un crocodile et les oreilles d'un lièvre.

Glorifier l'Italie, son passé, son avenir, le génie italien, la nation italienne. Tout louer, tout acclamer, et finir ainsi (brusquement) :

Quant à vous, roi Victor-Emmanuel, vous avez été mal conseillé de vous attaquer à nous. C'est une imprudence. Ne la faites plus.

(V. Emmanuel a attaqué la République dans son manifeste d'octobre 1860.)

1861.

Hauteville-House, 22 février 1861.

« Mon cher colonel Pianciani,[1]

Je n'ai jamais plus qu'aujourd'hui regretté de ne pas savoir votre belle langue italienne. Je ne la déchiffre qu'à travers le latin et l'espagnol, et déchiffrer ce n'est pas lire. Votre livre italien sur l'Italie est donc à peu près lettre close pour moi; il en est de même du recueil *Il Piovanno Arlotto.*

J'ai épelé assez de pages du *Piovanno Arlotto* pour pouvoir me rendre compte de tout ce qu'il y a été dépensé de courage, de talent et d'esprit. C'est une de ces rares publications dirigées vers l'idéal, qui tendent à élever l'horizon des peuples. Je m'empresse de répondre à votre appel, en vous envoyant mon applaudissement pour les généreux et vaillants écrivains du *Piovanno Arlotto.* Et sans même faire allusion à l'excellent article sur la traduction de Shakespeare par mon fils, j'ajoute à mon applaudissement mon remerciement personnel; oui, mon remerciement personnel pour les services rendus à tous par cette éloquente et spirituelle revue. *Homo sum,* et quiconque rend service au genre humain me rend service. Combattre pour les idées pures, proclamer les principes, invoquer le droit, replacer sans cesse l'absolu au-dessus de l'expédient, défendre la vérité et la justice, réclamer la pleine lumière et la pleine liberté, c'est servir plus qu'une nation, c'est servir l'humanité; voilà ce qu'a fait la remarquable revue florentine *Il Piovanno Arlotto.*

Plusieurs de nos amis, qui savent l'italien, l'ont lue, et j'exprime ici leur opinion qui est le point d'appui de la mienne.

Vous n'avez pas été élu, mon cher colonel, et c'est tout simple. Songez à Pisacane oublié et à Mazzini renié. Les peuples ont toujours, après leur délivrance, une phase d'ingratitude à traverser. Cela est presque normal. Plus tard, ils reviennent, ils reviennent à jamais, et ils effacent leur froideur d'un moment par un enthousiasme qui dure. D'ailleurs, c'est au bien en lui-même, c'est au vrai, c'est au juste, c'est à l'absolu qu'il faut se dévouer. La récompense du dévouement est dans le dévouement même. Voyez le grand Christ. Quel diadème que la couronne d'épines!

Quelles que soient les défaillances momentanées des peuples, aimons-les et servons-les. C'est toujours la grande France et la grande Italie. C'est toujours de la civilisation qui marche. Ce sont toujours les lumières du genre humain.

Je n'ai reçu qu'un volume de votre intéressant, utile et excellent livre *la Rome des Papes.* C'est vous dire combien je souhaite lire les deux derniers.

Au revoir, mon cher et vaillant colonel Pianciani. Je vous serre cordialement la main.

VICTOR HUGO. »

[1] Rappelons que le colonel Pianciani, proscrit comme représentant du peuple romain, fut l'un des trois premiers expulsés de Jersey, ayant signé la lettre ouverte à la reine Victoria en 1855. (*Note de l'Éditeur.*)

Le Congrès que le Cercle artistique, littéraire et scientifique allait ouvrir à Anvers en 1861 priait Victor Hugo de prendre la parole. Victor Hugo répondit :

Bruxelles, le 17 juin 1861.

« Messieurs les Vice-Présidents et Secrétaires de la Commission du Congrès d'Anvers,

Je reçois aujourd'hui seulement, à mon retour d'un petit voyage, la lettre que vous avez bien voulu m'écrire le 4 juin. L'invitation que m'adresse la commission organisatrice du Congrès d'Anvers me touche profondément, et vous me la faites en des termes qui en doublent le prix.

Avec des hommes tels que vous à sa tête, il me semble impossible, messieurs, que le Congrès d'Anvers ne donne pas d'excellents résultats. Le programme contient l'indication large et sincère des questions réelles. Jusqu'à ce jour, par une sorte de fatalité singulière, elles ont plutôt été écartées qu'admises dans les diverses conférences littéraires ou législatives, congrès ou comités qui les ont eues pour objet. La propriété des œuvres littéraires et des œuvres d'art est la propriété sacrée entre toutes ; c'est plus qu'une propriété, c'est une création. Tant que cette vérité fondamentale sera méconnue par la législation, la loi sera, vis-à vis des auteurs écrivains et des auteurs artistes, en flagrant délit public et permanent de spoliation. Précédent grave, dont les conséquences vaudraient la peine d'être calculées. Logiquement, la dépossession des auteurs dépossède, *a fortiori,* tous les propriétaires, quels qu'ils soient.

Voilà le bandeau que la législation a sur les yeux.

Les évidences que je viens d'indiquer seront, je n'en doute pas, hautement proclamées dans le congrès d'artistes, d'écrivains et de philosophes qui va se réunir à Anvers.

Je vous remercie d'avoir bien voulu m'y convier.

Vous avez raison d'ailleurs, messieurs, de me ranger parmi les hommes qui affirment et qui croient. Incroyance, c'est impuissance. Ce siècle est assez grand parce qu'il croit. Croire à la vérité, croire à la justice, croire au progrès, c'est là aujourd'hui la force suprême, je dis plus, la force unique. Rien n'est impossible à la foi. Jadis elle soulevait les montagnes, aujourd'hui elle soulève les nations. C'est elle qui emporte les peuples vers l'idéal.

Le Congrès d'Anvers marquera, je l'espère, une date pour les écrivains et pour les artistes. Votre vieille et noble ville s'honore en leur donnant un solennel rendez-vous. L'éloquent appel que vous m'adressez personnellement me ferait presque un devoir de n'y pas manquer, et j'eusse tenu à grand honneur d'y prendre la parole. Malheureusement, messieurs, le voyage de santé que je fais en ce moment sur le continent a précisément pour cause une altération chronique des organes de la voix, contractée il y a dix ans dans les débats parlementaires auxquels j'ai pris part. Cette affection, un peu aggravée l'hiver dernier par certaines influences atmosphériques, m'interdit en ce moment tout effort de la voix.

Si d'ici au 19 août, j'étais assez rétabli pour pouvoir prononcer quelques paroles en public, je m'empresserais de me rendre au Congrès d'Anvers. Dans le cas contraire, je

vous prie de vouloir bien expliquer au Congrès mon absence en lui donnant lecture de la présente lettre. Veuillez lui témoigner mon regret et lui dire mes profondes sympathies.

Croyez, messieurs, que je suis bien sensible à ce qu'il y a de personnel dans votre honorable lettre, et recevez l'assurance de ma considération la plus distinguée.

VICTOR HUGO.»

IMPRIMERIE NATIONALE.

1862.

En septembre 1862, il se tint à Bruxelles un congrès international pour l'avancement des sciences sociales; on pria Victor Hugo d'en faire partie; il écrivit aux membres du congrès cette lettre que *le Temps* du 26 septembre 1862 reproduisit et dont le brouillon est relié au Reliquat :

Aux Membres du Congrès pour l'avancement des Sciences sociales.

20 septembre 1862.

Messieurs,

Vous voulez bien, et cet honneur me touche vivement, désirer ma présence au congrès qui se réunit le 22 septembre à Bruxelles. Je regrette que des affaires urgentes me rappellent à Guernesey, et me privent d'assister à l'important débat qui va s'ouvrir.

Trouvez bon que du moins je vous envoie ma complète adhésion. Une grande impulsion peut naître et naîtra, je n'en doute pas, du congrès si utilement convoqué par vous.

Entre toutes les questions posées par votre excellent programme, une, la plus féconde de toutes, me semble mûre pour la solution, en Belgique, particulièrement. C'est ce qu'on pourrait appeler la question mère : l'instruction gratuite et obligatoire. Un tel sujet se recommande de lui-même à l'attention du congrès. Cette question résolue, une bonne loi faite sur votre initiative, l'exemple donné aux autres peuples, ce serait là un résultat admirable.

Pas de plus pressante urgence que celle de l'enseignement gratuit et obligatoire. Le présent pèse, mais passe. Tournons nos yeux vers ce grand lendemain qui attend la civilisation; préparons-le. L'enfant, voilà la question suprême. L'enfant a dans son berceau la paix ou la guerre de l'avenir. C'est de ce berceau qu'il faut chasser les ténèbres. Faisons lever l'aurore dans l'âme de l'enfance. Vingt-cinq années d'enseignement gratuit et obligatoire changeraient la face du monde.

L'enfant, je le répète, c'est l'avenir. Ce sillon-là est généreux; il donne plus que l'épi pour le grain de blé. Déposez-y une étincelle, il vous rendra une gerbe de lumière.

Pour faire un citoyen, commençons par faire un homme. Ouvrons des écoles partout. Quand on n'a pas en soi la lumière intérieure que donne l'instruction, on n'est pas un homme; on n'est qu'une tête du troupeau multitude, qui se laisse faire, et que le maître mène tantôt à la pâture, tantôt à l'abattoir. Dans la créature humaine, ce qui résiste à la servitude, ce n'est pas la matière, c'est l'intelligence. La liberté commence où l'ignorance finit.

Ces choses, j'eusse voulu vous les dire, et d'autres encore. Je n'y renonce que bien à regret; mais vous ne manquez pas de voix éloquentes et de généreux esprits. J'adhère du fond du cœur aux nobles travaux du congrès. Ces conciles d'intelligences, convoqués de temps en temps, sont efficaces. Les problèmes du siècle nous pressent; ils arrivent; ils sont là. Le moment est venu de nous préparer à les recevoir, et de pousser le vieux cri d'alerte des romains: *ad portas!*

Veuillez, je vous prie, messieurs, être auprès du congrès mes interprètes et recevoir l'assurance de ma vive cordialité.

On a lu, pages 177 à 187, les deux lettres adressées au pasteur Bost pour l'aider dans sa lutte contre la peine de mort. Commentant une phrase de la lettre du pasteur, Victor Hugo prépara un troisième réquisitoire demeuré inédit; le voici:

Novembre 1862.

M. Bost, pasteur à Genève, ville dans laquelle deux exécutions ont eu lieu en dix-huit mois (Vary et Eloy), vient de m'écrire au sujet de la peine de mort. Dans sa lettre il y a ceci:

«... Nos magistrats considèrent en général cette question comme *ennuyeuse:* ils connaissent, disent-ils, toutes les objections, et il n'y a rien de neuf à dire.»

C'est le cri des vieux parlementaires: *à mort! et allons dîner!*

À la bonne heure! Voilà qui est bien. Avant de savoir si une réforme est nécessaire, il faut s'enquérir si elle est amusante. Le progrès, l'adoucissement des mœurs, la philosophie, la religion, rien de neuf. Dieu, c'est usé.

Vous n'avez que Dieu dans votre escarcelle, vous êtes pauvres; passons. Notre patience est à bout. Il y a des gens qui souffrent, c'est assommant. Cette famille du patient, ces héritiers du damné, ces êtres que le mort faisait vivre, ces veuves, ces enfants, ce galetas désespéré, ces petits qui sortent pour vagabonder, ces petites qui grandissent pour être filles publiques, ces proies futures de la chiourme et du dispensaire, ces ensemencements pour la cour d'assises et le bureau des mœurs, et, en attendant l'avenir horrible, le présent lamentable, ce groupe sans tête et sans père, cette détresse, cette famine, cette misère, ce deuil, ces larmes, cela vous ennuie. Le couperet se relève avec une plaque rouge au centre; nous bâillons. La peine de mort, quoi de plus endormant! on s'assoupit rien que d'y songer. La face du pendu est tellement horrible qu'on la cache en Angleterre avec un bonnet blanc et en Amérique avec un voile noir; le nœud coulant laisse sous l'oreille du supplicié une empreinte hideuse, si profonde qu'on l'a retrouvée parfaitement distincte sur des pendus exhumés après dix-huit mois; voilà qui nous berce d'un doux sommeil. La foule a éclaté de rire au moment où Mamning et sa femme, debout sur la plateforme du gibet de Horse-Monger-Lane, et prêts à mourir, les yeux bandés, les bras liés, ont fait effort à tâtons pour se donner la main une dernière fois; ceci manque d'intérêt, parlons d'autre chose, hein? Est-il vrai que la tête coupée vive quelque temps, est-il vrai que telle tête prise aux cheveux ait grincé des dents, que telle autre souffletée par le

bourreau, ait rougi, que telle autre, appelée à haute voix, ait ouvert les yeux, y a-t-il agonie et torture après le coup de guillotine? Dupuytren dit non, Julia Fontanelle dit oui,... — Ah mais! c'est fastidieux. La Grève, la barrière Saint-Jacques, la Roquette, le couteau, l'échafaud, c'est à se décrocher la mâchoire! Vous voilà querellant sur les cous coupés. Allez-vous nous poursuivre avec ça? Nos arrêts de mort ne nous regardent pas. Les bagnes, les galères, la camisole de force, le cabanon des condamnés, la toilette, le bourreau, cela nous sort par les yeux. Messieurs les philosophes, c'est long. Grâce! on n'est pas magistrat pour s'ennuyer, que diable! Vive la joie! N'avez-vous rien de plus gai à nous dire? bon, bon, la paille humide des cachots, c'est vieux. Votre question de la peine de mort est râpée; votre guillotine rabâche, votre gibet montre la corde. Vous êtes plaisants, vous autres, avec votre éternelle obsession de civilisation, de droit naturel, de raison, d'humanité, d'idéal! D'abord ce sont des mots, et puis nous avons bien le temps de penser à tout cela. Allons, allons, qu'on nous laisse en paix. Greffier, où en étions-nous? l'audience est reprise, continuons, et sans être plus troublés qu'un enfant qui crache dans la citerne pour y faire des ronds, jetons des têtes humaines dans le puits de l'abîme!

Otons la vie à l'homme et le temps au repentir.

Par-dessus le marché, c'est vrai, la justice humaine se trompe, la peine de mort n'y voit pas toujours clair, et il y a eu, et il y a probablement encore « des erreurs judiciaires ». On a roué Calas qui était innocent, on a brûlé La Barre qui était innocent, on a guillotiné Lesurques qui était innocent, on a guillotiné Goethals et Coecke, qui étaient « peut-être » innocents, et cœtera, et cœtera. On n'est point parfait, parbleu! c'est vrai, la peine de mort est discutée, c'est vrai, Pascal s'inquiète, Voltaire se plaint, Beccaria s'indigne; c'est vrai, il y a contre la peine de mort Marc-Aurèle, il y a Socrate, il y a Jésus-Christ. Nous connaissons tout ça. Mettez du son dans le panier.

1862.

Dernièrement, on a vu une chose terrible.

Le bourreau s'est mis à songer, il s'est souvenu, il a remué toute l'ombre derrière lui, et il a publié ce livre effrayant: *Les mémoires de l'échafaud*[1]. Puis, se dressant, il a dit : Je ne veux plus.

Il a protesté contre la loi de mort. Qui? le bourreau? oui, le bourreau, c'est-à-dire la victime.

Car cette pénalité excessive a cela de hideux que celui qui tue n'est pas moins victime que celui qui est tué.

Le bourreau subit à jamais ce supplice monstrueux de tuer toujours; il tuait hier, il tuera demain; son aïeul tuait, son père tuait, son fils tuera, ses petits-fils, ces enfants blonds et roses que voilà jouant au soleil, tueront. Le passé et l'avenir tuent derrière lui et devant lui. Il est le maître et l'esclave de la hache. Il la tient et elle le tient. Une fois qu'on a été bourreau, on ne peut plus être que bourreau. Jadis la loi

[1] SANSON. *Sept générations d'exécuteurs. Mémoires.* 3 volumes. 1862. (*Note de l'Éditeur.*)

l'y obligeait, aujourd'hui le préjugé l'y cloue. À une foule de points de vue la société est exorbitante. Les basses et hautes œuvres, avoir dressé l'échafaud, avoir égorgé en place publique, quand on a cela sur sa race et sur son nom, que faire autre chose? Hélas, il faut qu'il recommence. Il recommence sans cesse. Sous le supplice le supplicié expire, le bourreau renaît; le supplicié meurt, le bourreau est immortel. Il guérit de la mort qu'il donne. Il est le patient survivant.

Il a sur lui la cicatrice monstrueuse de toutes les têtes qu'il a coupées.

Il est le grand souffre-supplices. Il verse à flots la vie d'autrui et son honneur. Il est effrayant. Il est marqué du signe. Il a dans l'œil la réverbération des agonies; une formidable suite de souffles suprêmes passe à jamais sur sa face. Sa propre horreur le hérisse. Il cherche les lieux solitaires et s'en va au désert, chargé de toutes les cruautés, de toutes les barbaries et de toutes les responsabilités, portant pour tous sous le ciel et dans la nuit l'immense malédiction. Le peuple voit en lui on ne sait quel tigre émissaire. Il s'éloigne, mais il ne peut fuir. Comment fuir ses mains teintes de sang?

Il n'existe pas sous le soleil un plus agonisant et plus désespéré. Le philosophe est profondément ému devant ce tueur. Le bourreau, c'esr le damné. La foule voit en lui un fratricide et le penseur un frère. Certes, c'est là une infortune fatale, et cet homme est entre tous lamentable.

La société le rejette et le garde. Par une contradiction qui fait sentir dans quelle situation fausse est la loi, « la Justice » déshonore son instrument. Elle se déclare auguste et le déclare immonde. Il est abject pour faire ce qu'elle est grande d'ordonner. Respect à qui rend la sentence, honte à qui l'exécute. Est-ce qu'il peut y avoir obéissance abominable à commandement vénérable? le serviteur flétri pour le service par le maître! Où y a-t-il plus rare iniquité?

Oui, l'éternel condamné, c'est le bourreau; l'éternel patient, c'est le bourreau. L'abomination publique l'a pris; c'est fini. Elle fait plus que l'environner, elle l'enveloppe. Il ne sortira pas de là. Il est enfermé dans ce qu'il est. Il semble qu'il soit fait de substance isolante. Même au milieu des villes, même dans la foule, il est seul. Sa maison est seule. Elle ne paraît pas bâtie des mêmes pierres que les maisons voisines. Les autres fenêtres la regardent mal. Le bourreau est au centre d'on ne sait quel rayonnement ténébreux qui tient le peuple à distance; entre lui et les hommes s'élève un mur d'ombre; les suppliciés le montrent du doigt; il a un cercle de spectres autour de lui.

Il a beau être citoyen comme un autre, bourgeois comme un autre, honnête comme un autre, probe de la probité générale, vertueux de la vertu suffisante, immaculé et sans faute, bon fils, bon père, bon mari, bon parent, qu'importe, il fait ce que la loi commande, donc il est infâme.

Attendu qu'il est notre sauvegarde, il est notre épouvante. Attendu que la peine de mort est bonne, il en est responsable. Horreur sur lui! quelle est la première qualité d'un arrêt? c'est d'être juste. Cet homme porte cette tache: exécution des arrêts justes. Il a sur lui cette lèpre, la loi.

Arrivé là, on médite.

Le bourreau est réprouvé.

Ceci est une sentence, la plus terrifiante des sentences, une sentence rendue par l'instinct public.

Est-il donc aveugle, cet instinct de tous?

Oui et non.

Est-il donc injuste?

Oui et non.

Après une exécution capitale, cet instinct de tous sent qu'il y a du mal de fait. Dans les choses de droit absolu, le point obscur, mal vu des praticiens, se révèle à la naïveté des masses. C'est là une sorte d'énorme innocence qui, si on l'étonne, s'inquiète. Quand il s'agit du bien et du mal, l'instinct du peuple voit plus clair que l'argutie des criminalistes. Dans une exécution donc, cet instinct reconnaît confusément qu'on fait quelque chose qui est le mal. Seulement par qui ce mal est-il fait? l'instinct public cherche; le bourreau est visible; il s'en prend au bourreau.

Sombre erreur pleine de vérité. Illusion d'optique de la conscience. Il est impossible, foule d'âmes que nous sommes, que celui qui est couvert de meurtres ne nous semble pas couvert de crimes. Méprise, mais justice. De là l'anathème sur le bourreau. La guillotine fait coup double; elle exécute deux hommes, celui qu'elle supprime et celui qu'elle nourrit; en même temps qu'un cadavre elle fait un paria.

Tout à coup, enfin, ce paria s'est redressé, cette victime s'est révoltée, l'assassin légal vient de crier: Grâce! grâce pour qui? grâce pour lui. L'exécuteur ne veut plus monter l'échelle de l'échafaud, échelle courte pour les suppliciés, sans fin pour lui. Surprenant accord de Sanson avec Beccaria! Le coupe-tête prend fait et cause pour la tête coupée. Le suprême reproche vient d'être fait, nous l'avons tous entendu, et ce grave avertissement a été donné à la société humaine que le plus misérable des misérables, le tueur accablé du glaive, le réprouvé des multitudes, l'élu de Joseph de Maistre, le grand infâme public, le bourreau, chargé d'homicides, noir de sang, couvert d'on ne sait quelle ombre tragique par la pâle nuée de linceuls frissonnant au-dessus de sa tête, est brusquement sorti de ses ténèbres, a regardé la loi en face et lui a dit: tu es coupable et je suis innocent!

1863.

Le jeune barreau de Liége organisa un meeting de protestation contre la peine de mort et pria Victor Hugo d'y venir prendre la parole. Nous trouvons dans le Reliquat une copie de la réponse et aux Documents sa publication dans le *Journal de la Meuse* du 2 mars 1863 et dans *la Presse* du 6 mars :

Au Président du Meeting de Liége.

Hauteville-House, 26 février 1863.

« Monsieur,

Votre lettre du 20 février, par suite d'un retard de mer, m'arrive seulement aujourd'hui. Je n'aurais plus matériellement le temps de me rendre à votre meeting du 1er mars. Veuillez donc transmettre à vos amis l'expression de mes regrets et leur dire à quel point je suis touché de leur honorable invitation.

L'abolition de la peine de mort est désormais certaine dans les pays civilisés ; l'inviolabilité humaine est le point de départ de tous les principes, ce sera l'honneur du dix-neuvième siècle d'avoir fait de cette vérité philosophique une réalité sociale, et d'avoir effacé du front auguste de la civilisation la tache de sang.

Courage à vos nobles efforts, belges, je suis du fond du cœur avec vous.

Veuillez, monsieur, être mon interprète auprès des membres du meeting de Liége, auxquels j'offre, ainsi qu'à vous, ma profonde cordialité. »

Comme le barreau de Liége, le barreau de Mons eut, le 14 mars, un meeting contre la peine de mort et sollicita de Victor Hugo quelques paroles que le poëte envoya de Guernesey :

À M. Van Lhoest, rédacteur en chef de *La Gazette de Mons*[1].

Hauteville-House, 10 mars 1863.

« Monsieur,

Votre lettre, qui m'apporte un si éloquent appel et les charmants vers de votre poëte populaire M. Clesse, est la bien venue.

Votre bienveillance s'exagère la part qui me revient, s'il me revient une part, dans ce magnifique mouvement des esprits pour l'abolition de la peine de mort.

[1] On trouve dans le Reliquat la copie de cette lettre, et aux Documents un numéro de *La Gazette de Mons* qui la publie. Nous en avons déchiffré un brouillon dans la collection de M. Hanoteau. (*Note de l'Éditeur.*)

Quand, humble serviteur du progrès, j'ai poussé le cri : *Mort à la mort!* j'espérais un peu d'écho, j'en ai trouvé beaucoup, surtout en Belgique, grâce à la générosité des âmes; mais c'est la presse, dont vous êtes un des porte-voix, mais ce sont les assemblées de peuple comme celle que vous convoquez, qui assurent le succès, et c'est à elles qu'on le doit.

Après le meeting de Liége, le meeting de Mons, c'est beau; l'agitation pour le renversement de l'échafaud va grandissant en Belgique, et, à coup sûr, gagnera votre parlement. Ce serait un suprême honneur pour le parlement belge de donner le signal aux autres législateurs, et de poser, en présence du monde civilisé applaudissant, la première pierre de l'édifice des principes : l'inviolabilité de la vie humaine.

Vous avez raison, monsieur, je ne dois point me lasser, et, puisque vous le jugez utile, j'unis avec empressement, quoique de loin et à travers l'espace, ma voix à vos voix. À côté des cris de la Pologne, proclamons les vérités qui sauvent le monde, les inviolabilités sont solidaires et doivent être promulguées ensemble; la vie individuelle est sacrée, la vie collective est sacrée; et il n'est permis par la loi divine ni à un juge de tuer un homme, ni à un roi de tuer un peuple.

Offrez au meeting, monsieur, et recevez personnellement, toutes mes effusions cordiales.

VICTOR HUGO.»

Au Directeur du journal *La Nation.*

Hauteville-House, 20 juin 1863.

« Monsieur,

Je reçois votre honorable et excellente lettre. La guerre à l'échafaud est désormais le cri de ralliement de tous les penseurs et de tous les philosophes. Je vous félicite d'être un des combattants de cette noble guerre et je vous en remercie. J'ignore jusqu'où va mon droit pour la réimpression que vous me faites l'honneur de me demander [1]. Mon excellent et cher éditeur, M. Hetzel, connaît mieux mes affaires que moi; je le prie de vous voir de ma part, et de me remplacer près de vous.

Recevez l'assurance de toute ma cordialité.

Après une suspension de deux mois, *Le Phare de la Loire,* en reparaissant, publia dans son premier numéro [2] cette lettre de Victor Hugo :

Hauteville-House, 4 août 1863.

« Mon honorable et cher concitoyen,

Le Phare de la Loire va reparaître. À vrai dire, il n'avait point disparu. Sa trace restait dans tous les cœurs convaincus et dans tous les nobles esprits. La liberté,

[1] *Le dernier jour d'un condamné.* — [2] Le 9 août 1863. (*Notes de l'Éditeur.*)

momentanément éclipsée, laisse toujours derrière elle de ces traînées lumineuses. On n'a qu'à regarder au-dessus de sa tête, on voit où la liberté a passé et l'on devine où elle reviendra. Sa rentrée est infaillible. L'occultation n'est pas la mort. Votre courageux journal le démontre. Il est plus que jamais vivant.

J'affirme même que son silence n'était qu'apparent. Nous l'entendions dans cette ombre. La forte pensée démocratique qui inspire *Le Phare de la Loire,* si éloquemment exprimée par toutes les généreuses voix de ses rédacteurs, n'a pas été un seul instant absente du milieu de nous. Depuis deux mois, ce muet nous a souvent parlé.

Continuez, reprenez fièrement votre tâche de tous les jours, plaidez toutes les causes justes, faites le procès au préjugé, à la superstition, au mensonge, à l'ignorance; soyez la voix incorruptible et sincère, dites leur fait aux monarchies en Europe et aux républiques en Amérique, combattez la guerre, tuez la peine de mort, mandez à la barre de l'humanité l'échafaud, ce vieux coupable; il fait nuit dans notre civilisation, demandez qu'on apporte de la lumière; réclamez, avec la monotonie tenace de la conviction, l'enseignement gratuit et obligatoire; criez aux esclaves : Délivrance ! et aux peuples : Instruction ! Science est identique à liberté. S'instruire, c'est se libérer.

Et puisqu'en ces temps de défaillance nous avons ce bonheur que, dans la minute où nous sommes, la lutte sainte soit flagrante quelque part, puisque la Pologne est là, attestant la vie du droit par cette longue agonie qui ne peut mourir, montrez à tous les peuples ce peuple héros, montrez-le à la Grèce, à la Roumanie, à l'illustre Hongrie qui n'est pas difficile à réveiller, montrez-le à l'Italie qui, sans Rome, la ville couronnée, et sans Venise, la ville lumineuse, ressemble à un être qui voudrait essayer de vivre et qui n'aurait ni sa tête ni son âme; montrez-le à d'autres encore. La Pologne, je l'ai dit déjà, et je le répète, c'est l'exemple.

La Pologne prouve, par toutes les preuves de l'héroïsme, que la vérité ne se prescrit pas, que les violences et les voies de fait la servent, que l'épreuve la fortifie, qu'intercepter la lumière ce n'est pas supprimer la liberté, qu'interrompre par la force la manifestation vitale des hommes, c'est accroître leur énergie intérieure, que l'oppression est, sans le savoir, une bonne nourrice pour la haine sacrée des peuples, patients, mais sévères, et que la mystérieuse vie latente des nations se retrempe silencieusement dans ce que le droit a d'absolu, dans ce que la justice a de divin, et dans ce que l'indignation a d'inexprimable.

Je presse dans mes mains toutes vos mains vaillantes.

Victor Hugo.»

1864.

L'aéronaute Nadar, blessé et ruiné après la catastrophe du *Géant* survenue le 18 octobre 1863, demanda à Victor Hugo de lui adresser une lettre ouverte afin d'intéresser le public à la construction d'un appareil destiné à remplacer le ballon. Par suite de circonstances que nous énumérons à l'Historique[1] cette lettre ne parut pas au moment où elle fut écrite. Jules Claretie en publia des fragments dans *le Temps* du 25 octobre 1907, *la Revue de Paris* la donna le 15 avril 1910 ; il nous a semblé que cette étude, complétant la prédiction de l'aviation annoncée dans *Plein ciel*[2] et dans la *Préface philosophique* des *Misérables*[3], devait être réunie à l'œuvre et avait sa place tout indiquée ici.

Hauteville-House. — [*Janvier 1864.*]

« Je reçois votre lettre, j'interromps tout, et je vous écris.

Vous avez raison, vaillant homme que vous êtes, de vous tourner avec confiance de mon côté. Certes, ce n'est pas de ce rocher de Guernesey que l'adhésion et l'acclamation vous feront défaut. Si ce pauvre vieux caillou caché sous l'écume et le brouillard était gouvernement, seulement pour dix minutes, vous auriez immédiatement l'aide, toute l'aide qu'il vous faut, et que la collectivité servie doit à l'individu serviteur. Mais une telle part dans les affaires humaines n'est point donnée aux rochers perdus dans la mer et aux hommes fossiles immobilisés dans le droit et dans l'honneur. Ces écueils sont bons tout au plus à briser les vagues et les tyrannies. Résister et persister, voilà tout ce qu'ils peuvent. Ils ont pour force unique leur engloutissement dans une chose profonde. En dehors de cela, ils ne sont rien. Contentez-vous donc de mon humble applaudissement.

Je vous applaudis, d'abord pour l'idée, ensuite pour l'acte.

Vous êtes l'homme qui, dans un but de science, il y a deux mois à peine, avec quelques compagnons courageux et une intrépide compagne, tentait, la saison étant donnée, une des plus audacieuses expériences qu'on ait jamais faites[4]. Le risque était superbe, et le risque, c'est l'exemple. Cette acceptation des gouffres, pour le bien de tous et pour le salut commun, n'est pas un fait vulgaire. Aller chercher le progrès dans l'abîme même, et jeter dans l'inconnu sa vie comme engin de pêche, ceci dépasse la limite des bonnes volontés ordinaires et des dévouements candidats au prix Montyon.

L'œuvre était d'autant plus méritoire que vous aventuriez votre vie sur la machine même rejetée par vous. Vous faisiez travailler le ballon au profit de l'hélice. Le

[1] Voir pages 535-539. — [2] *La Légende des Siècles.* — [3] *Les Misérables,* tome I. Édition de l'Imprimerie Nationale. — [4] L'ascension du *Géant,* aérostat cubant 6.000 mètres, qui, parti de Paris, alla tomber en Hanovre, le 18 octobre 1863. (*Notes de l'Éditeur.*)

ballon est le spécimen complet de l'obéissance passive, à qui ? à l'homme ? non, au vent ; à l'idée ? non, au hasard. Eh bien, le ballon, dans toute son enfance difforme, avec ses inconvénients et ses périls, avec son infirmité, avec son impuissance, avec sa servitude croissante en raison de son volume et de son gonflement, comme celle de certains hommes, avec son enveloppe fragile, avec son gaz dilatable et épuisable, avec la difficulté de mesurer la résistance des ancres à la traction de l'appareil, le vieux ballon redouté par vous pour les autres, vous le preniez pour vous. Vous vous embarquiez avec ce chiffon enflé pour support, afin d'appeler la foule à ce spectacle, afin d'emplir le Champ-de-Mars de contribuables, afin d'obtenir d'eux l'argent nécessaire à la réalisation de votre pensée et à la construction de votre hélicoptère, afin de stimuler cette bonne curiosité publique qui, n'ayant plus la joie de voir l'homme combattre les lions dans les cirques, n'est pas fâchée de le voir se colleter un peu avec l'ouragan.

Vous avez donc fait cela. On vous a accusé de chercher le bruit. J'ai dans l'idée que vous cherchez la gloire. Vous pourriez bien la trouver. Chercher le bruit, c'est la vieille accusation du silence contre la parole, de la surdité contre le verbe, de la castration contre la fécondité, de la nullité contre la création, de la fausse route contre la vraie, de l'erreur contre la solution, de la censure contre la liberté, de l'envie contre le chef-d'œuvre, de l'égoïsme contre la bonne action, du mirliton contre le clairon, de l'avortement contre le résultat. Voltaire a défendu Calas pour faire du bruit ; Beccaria a dénoncé la torture pour faire du bruit ; Christophe Colomb a découvert l'Amérique pour faire du bruit. Jean Huss à Constance, Luther à Worms, Las Casas à Chiapa, Aristide dans l'exil, Belzunce dans la peste, fracas que tout cela. Étalage, charlatanisme, grosse caisse. On veut forcer le monde à parler de soi. Ah ! tu fais du bien aux hommes. Tapageur !

Soit. Votre bruit a été bon. Grâce au « vacarme » qu'a fait *le Géant,* le problème est à cette heure admirablement posé. La solution approche évidemment. La navigation aérienne est mise par vous en demeure de se décider entre deux procédés : l'ancien navire, le ballon ; le nouveau navire, l'hélicoptère.

Le ballon est plus léger que l'air ; l'hélicoptère est plus lourd.

De quoi s'agit-il ?

De s'élever dans l'air, de s'y maintenir, de redescendre n'importe où ni comment ?

Le ballon suffit.

D'aller et venir dans l'air, de s'y diriger, d'avancer et de reculer, de descendre ici ou là, d'y voyager, d'y être le maître ?

Le ballon ne suffit plus.

L'hélicoptère s'offre.

Comment choisir ? comment se déterminer entre les deux appareils ?

On n'a qu'à lever les yeux.

Qui que vous soyez qui lisez ceci, levez la tête, qu'est-ce que vous voyez ? Des nuages et des oiseaux. Eh bien, ce sont les deux systèmes en pleine fonction. Ils sont en présence. Ils sont là qui travaillent au-dessus de vous. Comparez-les. Le nuage, c'est le ballon. L'oiseau, c'est l'hélicoptère.

Le nuage dans le vent est chez lui. De là sa faiblesse. Le charbonnier est maître chez lui, le nuage y est esclave.

Le vent fait bloc. Qui suit le vent ne sent pas le vent. Le vent, cette colonne d'air en translation, se meut presque tout d'une pièce; dans le ballon qui, si j'ai bonne mémoire, partit de l'Arc de l'Étoile le 25 septembre 1851, et alla, en moins de deux heures, s'abattre en Belgique près de Furnes, on remarqua que la flamme d'une chandelle allumée se courbait à peine, bien que la brise eût une rapidité d'ouragan. Qu'on fasse attention à ces mots *presque* et *à peine.* L'atmosphère fait opposition à la marche du vent. Le vent est dans une certaine mesure pénétrable à cette opposition; les mots *presque* et *à peine* expriment la quantité de résistance qui entre dans le vent même. Résistance du tout stagnant à la partie errante. La résistance de l'atmosphère est telle qu'elle se fait sentir même dans ce qu'on pourrait appeler l'intérieur du vent. La proue du nuage se déforme plus vite que sa poupe.

Le vent se dirige dans l'air; le nuage, non. Pourquoi? C'est que le vent est plus lourd que l'air, ou plus léger; le vent supérieur est plus léger, le vent inférieur est plus lourd. Le nuage, lui, est en équilibre. Il est passif. Le nuage voudrait qu'il ne pourrait. Or, j'y insiste, le ballon est identique au nuage.

On comprend l'enthousiasme de 1783 quand la montgolfière apparut. L'outillage du progrès s'augmentait brusquement d'une machine inattendue. Cette machine promettait, et tenait tout de suite. En un clin d'œil elle résolvait la partie en apparence la plus difficile du problème aérien, l'ascension. Et quel spectacle! d'un côté, le globe; de l'autre, cette bulle. Ici, le colosse sphère; là, l'atome sphère: la lutte engagée. Duel superbe.

L'homme n'accepta point cet outil dans le sens où la providence le lui donnait. La première idée qu'eut l'homme, ce fut d'employer l'aérostat à la guerre. La machine de paix refusa.

Il est curieux de voir, aux sièges de Maubeuge, de Charleroi et de Mayence, sa résistance opiniâtre. Deux cordes, tenues chacune par un groupe de trente-deux soldats, faisaient effort pour assujettir l'aérostat. L'aérostat, cabré, entraînait les soixante-quatre hommes. Au siège de Mayence, il brisa contre terre les planches de la nacelle. Guyton-Morveau disait: « Fixons-le avec des câbles. » Monge répondait: « Il les rompra. » Cela n'empêcha point le capitaine Coutelle, un vaillant, — comme vous, — de rester un jour neuf heures en observation dans un aérostat canonné.

Force dégâts, grand embarras, nul service; tel était l'aérostat militaire. On voyait encore, il y a peu d'années, à Maubeuge, des pignons qu'il avait à demi démolis en s'y heurtant pour sortir de la place. On ne savait qu'en faire. Fourcroy et Berthollet restaient court. Le ballon, indomptable, déconcertait l'Institut.

Enfin un homme, qui était le génie même de la guerre, survint. Bonaparte comprit que l'aérostat ne voulait pas de lui. Il emporta en Égypte le ballon de Sambre-et-Meuse, mais ne s'en servit point. Consul, il supprima les aérostiers.

À l'apparition du ballon, on comprend l'enthousiasme, je viens de le dire, on

comprend moins l'illusion. Gouverner le ballon, discipliner le ballon, assimiler le ballon au navire, que ce songe ait duré si longtemps, voilà ce qui étonne. Assimiler le navire au ballon, conclure de l'un à l'autre! D'abord, différence radicale à noter, et dont l'oubli a égaré bien des chercheurs : la navigation aquatique est une navigation dessus, la navigation aérienne est une navigation dedans. Sur l'eau ; dans l'air. Certes, la distinction importe.

Le navire ne connaît que le dessus de l'eau ; il est dehors le plus qu'il peut ; il est et doit être plus léger qu'elle. Le navire est à la fois dans deux milieux différents, et il emploie l'un contre l'autre ; il s'appuie sur l'eau contre l'air et sur l'air contre l'eau. Il a deux densités à son service, rebelles toutes deux isolément, et qui, combinées, se soumettent. Aussi le navire est-il un appareil double ; il fait front à la fois à l'air et à l'eau. C'est un mécanisme à double expédient. Par le gouvernail il vire, par la voile il marche. Ajoutons que son voyage est toujours horizontal. Ainsi, voyage simple et milieu double ; tels sont les avantages du navire. Et, pour ce milieu double, double appareil, véritable lame à deux tranchants, destinée à fendre tantôt l'air, tantôt la vague. Une des pièces de la voilure se nomme Taillevent. Une des pièces de la quille, la partie inférieure de l'éperon, se nomme Taillemer. La machine à vapeur, avec son fourneau et ses roues, fait ce chef-d'œuvre d'amalgamer les deux appareils : elle tire de l'air par la combustion une force qu'elle appuie sur l'eau par le mouvement et pour le mouvement.

L'aéroscaphe, lui, n'a affaire qu'à un milieu, l'atmosphère. Il ne peut opposer une densité à l'autre ; il n'a pas, pour se diriger dans tous les sens, ce double jeu de deux points d'appui qui sont forcés de se faire des concessions et dont la résultante est ceci : obéissance à l'homme. De plus son voyage est, pour me servir d'un terme géométrique, rayonnant ; c'est un voyage vertical, horizontal, oblique, selon tous les angles. Ainsi, voyage compliqué, milieu unique. On le voit, le problème est renversé. La navigation aérienne est presque l'inverse de la navigation marine. L'assimilation du navire de l'air au navire de l'eau est donc absurde. Si l'aéroscaphe persiste dans cette absurdité, s'il veut rester ballon et se diriger, s'il s'obstine à imiter le vaisseau et à être plus léger que l'air, de même que le vaisseau est plus léger que l'eau, en ce cas qu'il fasse comme le vaisseau, qu'il aille flotter dessus, qu'il prenne le parti de voguer, non dans l'air, mais sur l'air, qu'il monte jusqu'à la surface de l'atmosphère, si l'atmosphère, ce qui est peu probable, a une surface ; là, il trouvera deux milieux et deux densités, l'atmosphère, et ce que nous nommons l'éther ; et alors, voici ce qui arrivera : l'aéroscaphe, au contraire du vaisseau, ayant au-dessus de lui le milieu irrespirable et au-dessous de lui le milieu respirable, les hommes devront être la tête en bas et les pieds en l'air.

J'ajoute qu'avant d'arriver là on aura eu de la besogne, et que cette petite difficulté aura été précédée d'une foule d'autres. On le voit, au point de vue de la direction nautique dans l'espace, discuter le ballon, c'est discuter le rêve.

On s'y est acharné pourtant. On a dépensé dans cet acharnement beaucoup de volonté, de calculs, d'idées, d'esprit, et même de science. Nous assistons depuis quatrevingts ans à un travail curieux, le perfectionnement de l'impossible. Élisa Garnerin a imaginé le parachute. D'autres choses excellentes ont été trouvées,

chemin faisant, comme dans la recherche de la pierre philosophale. C'est une loi. Toutes les alchimies découvrent leur chimie.

Ceux qui lisent cette lettre ont pu s'apercevoir depuis quelque temps déjà que c'est à eux qu'elle est adressée. Ce n'est plus à l'aéronaute Nadar que je parle. Je n'ai rien à lui dire qu'il ne sache. Je jette cette lettre aux quatre vents avec cette suscription : *À tout le monde.*

Le ballon aujourd'hui est jugé, et condamné. Faisons une réserve toutefois, et qui importe. Là où la direction préexiste, le ballon peut être utile. Si le vent se charge de l'itinéraire, si le souffle est le pilote, le ballon, avec sa légèreté spécifique, est le navire qui convient. Il y a des vents fixes. Deux anneaux de vent, l'anneau polaire et l'anneau équatorial, tournent imperturbablement autour du globe. Ces deux anneaux se rencontrent à la Ligne, et se coupent à angle droit. De là, vers les tropiques, ces brusques déchirures d'atmosphère, ces fissures qui se font tout à coup dans la région des calmes et par où se précipitent les cyclones et les tornades. Ceci est l'accident, mais ces vents sont réguliers. Ils sont plus que réguliers, ils sont éternels. Les continents sont la grande route des vents polaires, les océans sont la grande route des vents équatoriaux. Ces deux cercles de vents attendent le voyageur aérien, et sont pour lui de la besogne toute faite. C'est l'alizé inférieur qui mena Christophe Colomb en Amérique, à la grande terreur de ses compagnons se demandant si ce vent permanent qui les faisait arriver ne les empêcherait pas de revenir ; mais, à l'heure où nous sommes, l'existence de l'alizé supérieur faisant retour est prouvée par les cendres du Saint-Vincent tombant sur la Barbade et par les cendres du Cosiguina tombant sur Kingston à la Jamaïque. Il y a donc sur l'Atlantique un immense va-et-vient d'Europe en Amérique ; le vent d'en bas apporte, le vent d'en haut remporte. Donnez au ballon le va-et-vient de l'Atlantique, donnez-lui les moussons semestrielles d'Asie, donnez-lui ce grand alizé Nord-Est qui a mené mathématiquement pendant deux siècles les galions espagnols d'Acapulco à Manille et qui a fait faire à Magellan le premier tour du monde, vent si immuable que l'Océan où il travaille s'appelle le Pacifique ; donnez-lui, en un mot, tout l'orbe des vents équatoriaux, et le ballon n'a pas dit son dernier mot.

Il y a là pour le chercheur une profonde trouvaille possible. Il y a là un problème spécial, et les flottilles de ballons, et les trappes et plans inclinés du système Petin, sont, pour la solution de ce problème, de bonnes données. Il n'est pas impossible qu'on voie, un jour, pour les grands voyages océaniques, se réaliser à peu près la machine, ou, si l'on veut, la vision, que les lecteurs ont peut-être rencontrée quelque part, dans des vers intitulés : *Vingtième Siècle*[1]. Dans l'hypothèse fort probable de l'emploi futur des vents alizés, de belles chances sont assurées à l'aéronef Transon, deux ballons conjugués, celui d'en haut captif de celui d'en bas, et le traînant, ingénieuse invention qui tire parti de la raréfaction des couches supérieures de l'atmosphère, et qui réussit presque à trouver dans l'air deux milieux.

(1) *La Légende des Siècles.* (*Note de l'Éditeur.*)

Mais qu'est-ce même, dans ce cas particulier, que cette solution ? est-ce la direction des ballons ? non, c'est toujours leur passivité. Le propulseur est extérieur au ballon, et le propulseur, c'est le vent. En un mot, même dans le voyage réussi dont je viens de parler, l'aérostat ne navigue pas, il flotte.

Qui n'a pas avec soi et en soi son moteur est mû, mais ne se meut pas.

Se mouvoir ; là est la difficulté. S'appartenir dans l'air.

Hors des vents équatoriaux dont nous venons de parler, l'aérostat demeure impossible.

Être arraché du sol comme une feuille morte, être emporté dans un tourbillon, ce n'est pas s'envoler.

Il s'agit de s'envoler.

Comment ?

Avec des ailes ? Degen l'a essayé. Il a échoué. D'après des calculs acquis à la science, l'homme, s'il s'adapte des ailes, dispose d'une force musculaire quatre-vingt-douze fois moindre que celle de l'oiseau. L'oiseau-mouche est plus fort qu'Hercule.

Renoncez aux ailes.

Comment s'envoler donc ?

Un boulet de canon n'a pas d'ailes, et il vole.

Toute la question est là : devenir projectile.

Cette monstrueuse attraction du globe, la gravitation, peut être combattue et annulée de deux façons, par la légèreté spécifique, c'est le cas du ballon ; par la vitesse, c'est le cas du projectile.

Projectile, ce mot semble inquiétant, il ne l'est pas. Tout homme a été et sera projectile. On est tous les jours projectile sans le savoir. Galoper ventre à terre, c'est être projectile. Etre en wagon, et faire dix lieues à l'heure, c'est être projectile. Supposez un temps d'arrêt brusque, et le cavalier et le voyageur seront violemment lancés contre l'obstacle, en vertu d'une vitesse acquise qu'ils ont en eux et dont ils ne se défient point. Il y a mieux. On peut être projectile immobile. Deux hommes tiennent les deux bouts d'une corde tendue ; la corde casse, ils tombent rudement à terre. Ils étaient projectiles à l'état latent.

Je reprends.

On peut être plus lourd que l'air et devenir plus léger par la vitesse, preuve : le plomb. Le plomb vole mieux que le duvet. J'ajoute : et il obéit mieux. On dirige une balle, on ne dirige pas une plume.

Le ballon n'est point dirigeable ; le projectile l'est. Ceci est un premier pas de fait. Reste un deuxième pas à faire.

On dirige une balle, mais elle ne se dirige point. *On ?* qui, on ? vous, moi, une volonté extérieure. Cette volonté communique par la propulsion à la balle une force qui, de même que la volonté dirigeante, abandonne la balle et la laisse tomber sitôt le but atteint, et se dépense en une fois. Le projectile est l'esclave de la ligne droite, et une minute le ruine.

Peu à peu le problème s'éclaircit. Être un projectile qui a en soi sa volonté et qui emporte avec soi sa force ; pouvant par conséquent varier sa ligne, changer son

but, accroître ou diminuer sa vitesse ; être à la fois la flèche volante et l'arc bandé. C'est ainsi que la question finit par se poser.

Cette question, dont les données semblent contradictoires, est résolue.

Par quoi ? par l'hélicoptère.

Rien n'est tel que les ignorants pour avoir des instincts. Il y a douze ans, dans un livre publié en 1852, j'écrivais, à propos de la direction des aérostats, ces lignes (page 446) [1] : « L'homme n'a plus qu'à trouver la force impulsive, qu'à *faire le vide* devant l'aérostat, par exemple. » Le 9 août 1863, M. Babinet a annoncé l'avènement de l'hélicoptère dans de spirituelles et savantes observations auxquelles s'est alliée une autre autorité de la science, M. Barral, et dans l'exposé de M. Babinet je lis : « Vous voyez qu'en effet l'air de dessous est aspiré et *fait le vide* en passant sous les électres, tandis que l'air de dessus les remplit et fait le plein, et par ce double moyen l'appareil monte. »

Effectivement, pour dompter l'air dans l'air, il fallait chercher une force nouvelle. Or, contre l'air et toutes ses densités possibles exprimées par la variabilité des vents, il n'y a qu'une force, le vide. Zéro est une base d'attaque à tous les nombres. C'est dans le vide employé comme propulseur qu'était la solution. De là, aujourd'hui, l'hélicoptère.

Le boulet est une pompe aspirante et foulante et fait le vide derrière lui. Le vide le pousse. La palette de l'hélice par la brusquerie de sa percussion fait également le vide. Admirables contre-coups des grandes découvertes ! la vis sans fin d'Archimède s'envole, troue l'espace, et emporte l'homme derrière elle.

Mais le danger ?

Établissons ceci :

Le voyageur dans l'hélicoptère lancé à toute vitesse court moins de risques que le voyageur dans un convoi de wagons lancé à toute vapeur. Nulle rencontre possible. Nul choc. Nul déraillement. Nul piège. Nul tunnel.

Seulement il faut parer à l'accident connu en physique sous le nom d'*explosion de la meule du rémouleur.* La vitesse de l'hélicoptère doit être réglée de telle sorte que, suffisante pour faire le vide, elle soit insuffisante à créer une force centrifuge directrice des molécules. Cette modération est facile, et l'arrachement des ailes par le vol même du navire sera ainsi évité.

Quant à la chute, du moment où la vitesse est indéfiniment renouvelable au moyen du ressort toujours bandé, la chute est impossible. Être projectile, cela porte. Un écuyer dans un cirque sur un cheval au galop fait impunément un angle de quarante-cinq degrés avec la terre. Se figure-t-on une balle ou un biscayen tombant à terre au milieu du trajet ? Le projectile ne s'interrompt pas. L'épuisement de la force est sa seule raison de descendre. La vitesse acquise soutient. Du moment où elle peut se continuer, l'éventualité d'une chute n'existe pas.

Pourtant le naufrage dans l'air est-il impossible ? non. Non, pas plus que dans l'eau. Un accident peut arriver à la machine motrice dans l'air comme sur mer. En

[1] *Napoléon-le-Petit,* édition originale. (*Note de l'Éditeur.*)

ce cas, l'hélicoptère a le parachute. Le parachute est la chaloupe de sauvetage du navire aérien.

Résumé : s'agit-il de flotter? prenez le ballon. S'agit-il de naviguer? il faut l'hélicoptère.

Les vents fixes étant réservés au ballon, toute la région mêlée et confuse des vents tempérés, toute l'atmosphère des continents ne peut être utilisée au voyage humain que par l'hélicoptère. Or, c'est dans cette région surtout que travaille dans tous les sens l'activité humaine.

Le navire aérien est trouvé. Il n'y a plus qu'à réaliser la navigation aérienne.

Pour que la navigation aérienne, qui est un songe, devienne un fait, nous n'avons qu'à accomplir une opération bien simple et bien petite : construire le premier navire.

Que serait-ce donc que cette chose, la navigation aérienne?

Je vais le dire d'un mot.

Ce serait le dénouement.

Depuis six mille ans, en effet, l'homme est noué. La vieille coupure violente du nœud gordien, c'est-à-dire la civilisation par la guerre, a été jusqu'ici l'expédient. Expédient bête et misérable. Mettez l'homme en possession de l'atmosphère, le lien des ténèbres se défera de lui-même.

De nos jours, le progrès marche. Il boite souvent. Tout lui est empêchement. Il rencontre un gouvernement, on lui demande ses papiers ; il rencontre un despotisme, on le flaire libéral ; il rencontre un clergé, on le traite d'athée ; il rencontre une armée, on lui crie : halte ! il rencontre un climat, il tombe malade ; il rencontre une ornière, il s'embourbe ; il rencontre une ligne de douanes, il s'arrête ; il rencontre une académie, il recule. Ainsi va le progrès, ne faisant rencontre que d'ennemis. A tout prendre, il gagne du terrain, mais bien lentement, en se traînant presque. Les ronces et les pierres compliquent le chemin, la production de la misère complique la production de la richesse, la guerre complique les monarchies, l'esclavage complique les démocraties. La simplification semble impossible. De toutes parts se dressent des choses immobiles, barrant la route. La société est borne, le progrès est cul-de-jatte ; voilà à peu près toute la différence. Il est d'une santé délicate. Il est d'origine suspecte, venant de Dieu. Avancez donc avec cela. On lui fait faire partout quarantaine. Quelquefois on lui fait prêter serment. Il est mal vêtu, peu vêtu, point vêtu, parfois nu-pieds, comme Homère. Jadis, dans de certains pays, en Espagne, par exemple, on avait la bonté de lui donner une chemise, soufrée. Il faut qu'il tienne compte de tout, de la mosquée, de la synagogue, de la pagode, de la bête sacrée là où il y en a, d'une religion à ne pas heurter, d'un éléphant blanc à adorer, d'une barbarie à apprivoiser, d'un crime local à caresser, de la température, de la Sibérie où il a trop froid, de l'Afrique où il a trop chaud, d'une caravane à traîner après soi, du factionnaire, du gendarme, du chaouch, de la fièvre jaune, de la peste, de la dysenterie, de la diplomatie, des décrets de proscription, des traités de 1815. Il est hélé par une routine, il capitule. Tout en clopinant, il améliore

IMPRIMERIE NATIONALE.

les hommes. Après chaque bienfait, il demande grâce. On ne la lui accorde pas toujours. Ses ouvriers sont mal vus. Il y a des ciguës pour celui-ci, des mises en croix pour celui-là, des chevalets pour cet autre, des bastilles pour quelques-uns, des Cayennes pour plusieurs, le dédain et l'amnistie pour le reste. Du temps de François I[er], père des lettres, le progrès s'appelait imprimerie, on prenait un fer rouge et on lui arrachait la langue.

En somme, à chaque pas, arrestation, vérification, visa, concessions, perte de temps et de substance, inspection de la haine, examen à passer devant l'ignorance, achoppement à toutes les pierres, nécessité de tourner les gros préjugés faisant bloc. Voilà ce que c'est que le progrès en route, voilà à quelles conditions il fournit ses étapes; force lui est de s'appuyer d'un côté sur la science officielle, de l'autre sur la philosophie conseillère d'état, et, avec ces deux béquilles, cahin-caha, il marche. Il envie le passereau. Parlez-moi du moineau franc pour ne pas s'écorcher les pieds aux cailloux.

Mais attendez un peu, qu'est ceci? une machine. Ah! la machine est libératrice, laissez-la faire. Elle s'envole, cette machine. Elle emporte l'homme. Elle abaisse les inégalités de surface qui faisaient obstacle, elle réduit les superstitions et les préjugés à des hérissements inutiles, et voici qu'il n'y a plus de frontières, plus de fondrières, plus de pierres d'achoppement, plus de montagnes, plus de tyrannies; toutes les Pyrénées sont abolies d'un coup à la fois; et l'éblouissement du monde assiste à cette vision, le progrès planant.

Vous me demandez ce que c'est que l'hélicoptère; c'est cela. En voulez-vous?

Arminius a délivré la Germanie, Pélage l'Espagne, Wasa la Suède, Washington l'Amérique du Nord, Bolivar l'Amérique du Sud, Botzaris la Grèce, Garibaldi l'Italie. La Pologne en ce moment délivre la Pologne. Cela est grand et beau. Faisons plus. Délivrons l'homme.

De qui?

De son tyran.

Quel tyran?

La Pesanteur.

Rendons-nous maîtres des causes, les effets nous obéiront.

Les causes sont les choses. Elles s'appellent toutes Séparation. Les abstractions tyrans font la Division, dont les tyrans de chair et d'os profitent pour régner. Or supprimez l'une de ces choses tyrans, vous les supprimez toutes. Supprimez la frontière, la division s'évanouit, plus de règne possible de l'homme sur l'homme. Ce qui maintenant va sortir du fait, c'est le droit. À l'instant même s'efface sur la carte le bariolage des peuples dépecés héréditairement et déchiquetés par le droit divin en haillons qu'on nomme royaumes. La mappemonde devient bleue comme le ciel. Vous avez l'unité. Unité, c'est harmonie; unité, c'est liberté.

Qu'est-ce que l'aéroscaphe dirigé? C'est la suppression immédiate, absolue, instantanée, universelle, partout à la fois, à jamais, de la frontière. Le douanier d'Erquelines crie: « Arrêtez, c'est la douane! » le ballon est déjà à une lieue plus loin. C'est toute la borne abolie. C'est toute la séparation détruite. C'est le vieux

nœud gordien lâchant prise. C'est toute la tyrannie sans raison d'être. C'est l'évanouissement des armées, des chocs, des guerres, des exploitations, des asservissements, des haines. C'est la colossale révolution pacifique. C'est brusquement, soudain, et comme par un coup d'aurore, l'ouverture de la vieille cage des siècles. C'est l'immense mise en liberté du genre humain.

Un soir de je ne sais plus quelle fête, je me promenais dans l'allée de l'Observatoire avec Arago, ce grand et illustre savant libre. C'était l'été ; un ballon qui venait de s'enlever au Champ-de-Mars passa tout à coup dans la nuée au-dessus de nos têtes. Sa rondeur, dorée par le soleil couchant, était majestueuse. Je dis à Arago : *Voici l'œuf qui plane, en attendant l'oiseau ; mais l'oiseau est dedans, et il en sortira.* » Arago me prit les deux mains, me regarda fixement avec ses prunelles lumineuses, et s'écria : « *Et ce jour-là, Geo s'appellera Demos.* »

Mot profond, Geo s'appellera Demos. Toute la terre s'appellera démocratie.

Le tyran, c'est l'obstacle. L'homme a un obstacle, la pesanteur. Et l'on pourrait presque dire : il n'en a qu'un. La pesanteur, en effet, résume toutes les résistances qui font muraille autour de l'homme dans l'ordre moral et dans l'ordre intellectuel aussi bien que dans l'ordre physique. L'homme est en prison dans les résistances : toutes s'appuient sur la pesanteur. C'est la pesanteur qui rend le progrès tardigrade. Sondez ce mot, la pesanteur, et vous y trouvez la cause des préjugés aussi bien que la cause des ornières. Ce qui fait la beauté de l'art, de la religion, de la poésie et de la philosophie, c'est que, divers dans le procédé, mais uns dans le but, la philosophie, la poésie, la religion et l'art tendent à diminuer la matière dans l'homme. Pour la première fois depuis que la science existe, elle va accomplir un progrès de même nature. Tous les admirables prodiges de la science, jusqu'à ce jour, ont été, qu'on me passe le mot, intérieurs à la matière ; celui-ci, la direction des aéroscaphes, lui est, en quelque sorte, extérieur. C'est l'abolition de la plus fatale des lois physiques sortant subitement de toutes ces lois physiques elles-mêmes, magistralement combinées. C'est le miracle extrait de l'ordre. C'est l'idéal, réel. La philosophie en était arrivée à une telle réduction de la matière qu'elle disait par la bouche de Zénon : « Douleur, tu n'es pas. » Voici la science qui va dire : « Pesanteur, tu n'es pas. » Rien de plus grand.

L'esprit de l'avenir va à la découverte ; l'homme perfectible entre dans l'inconnu. Oh ! tous les battements de notre cœur sont avec lui ! L'air aurait son Vasco de Gama. Un autre Cap des Tempêtes serait doublé. Dans l'ordre des faits terrestres, matériels et scientifiques, la réalisation suprême serait accomplie. Dans l'ordre des faits sociaux, l'indomptable auxiliaire libre de l'intelligence libre serait trouvé. L'imprimerie aurait son distributeur. L'ubiquité que la presse réalise pour le livre, l'aéroscaphe la réaliserait pour l'homme. Partout, sur tous les points de la terre, il pleuvrait de la civilisation. Toutes les oppressions seraient à claire-voie. L'échappatoire universelle existerait. Ensemencement de fraternité sous toutes les latitudes, ébauche immédiate d'amélioration dans toutes les zones, imposition à tous les bégaiements et à tous les patois de l'idiome le plus voisin du verbe. Le fil électrique portant la pensée, le navire de l'air portant le maître. Libre échange, libre travail,

libre conscience, libre science, libre vie, libre égalité. Plus d'isthme à couper; plus de résistance égyptienne, turque, chinoise ou anglaise. Toutes les questions bien mieux que résolues : dissoutes. Petit détail : plus de proscription possible. Le proscrit va en France, descend dans son jardin, entre dans sa maison, embrasse sa mère, serre quelques mains d'amis, et remonte. Exilez donc l'alouette.

Mélange des nations et des races, pénétration des continents, anéantissement des fétichismes et des idolâtries, l'étonnement de l'artillerie renouvelé par un autre prodige chez les peuples enfants, mais au profit de la concorde et de la paix, la civilisation arrivant d'en haut là où elle manque et s'imposant d'abord par la stupeur, puis par la lumière; les sauvagismes et les barbaries, là où il y en a encore, convertis brusquement à l'humanité par une venue du ciel; le progrès, archange, effarant l'ombre.

La terre, qui a été la glèbe, est désormais la joie. Le serf languit, l'homme vendu et acheté est à la chaîne, le fellah se courbe sous le bâton, le nègre, marqué des initiales de son propriétaire, pleure, l'ilote se lamente; un frère leur tombe des nues. Plus d'esclavage. L'hydre hurle et rampe, voilà Michel, le grand fantôme ailé et armé, fait d'aurore. Ce fantôme est vivant. C'est l'Europe délivrant les autres continents. La fable n'avait que l'hécatonchire, la réalité a l'hécatonptère. L'Océan, comme je l'ai dit quelque part, est destitué par un autre infini, plus grand que lui; l'eau, comme intermédiaire humain, est remplacée par l'air. La locomotion jette ses vieilles roues et ses vieilles nageoires; elle a mieux. L'homme devient oiseau. Et quel oiseau! L'oiseau qui pense. L'aigle, plus l'âme.

Transfiguration magnifique! l'atmosphère annexée à l'homme. Prise de possession par l'homme de sa maison. Entrée en jouissance du globe. C'est fini, ce globe, donné par Dieu au genre humain à la condition du travail, nous le tenons. Les quatre vieux éléments des anciens nous appartiennent désormais. L'homme a eu d'abord la terre, puis il a pris l'eau, enfin il saisit l'air. Quant au feu, il est en nous, c'est la pensée.

L'homme avait une ironie au-dessus de sa tête. Ce vaste ciel ouvert était une porte fermée. L'azur béant lui disait : « On n'entre pas. » La tradition humaine, depuis Icare jusqu'à Pilâtre de Rozier, racontait avec épouvante la chute de ceux qui étaient allés se heurter le front à cette défense. Astronome, oui; aéronaute, non. Le télescope avait beau triompher, l'itinéraire restait misérable. Quelque chose de l'homme allait jusqu'aux astres, et rien jusqu'aux nuées. Le moindre hoche-queue raillait Newton pensif. Or, c'en est fait de la résistance d'en haut. Le verrou de l'abîme est tiré. Partout où l'homme pourra respirer, il ira. Toute la quantité de ciel possible à la vie terrestre est ajoutée à la terre, et la ligne verticale est praticable.

Les contes d'Orient disent qu'il y a dans le ciel une perle. Cette perle inaccessible et cachée, c'est sans doute l'Atlantide retrouvée, la paix, la fraternité, l'amour, la divine joie de l'homme heureux dans la justice. Eh bien, si cette perle ne veut pas qu'on la saisisse, qu'elle prenne garde à elle, voici le plongeur. »

Au dernier feuillet de ce manuscrit, deux lignes pour amorcer la souscription :

[NOTES RELIÉES APRÈS LA LETTRE À NADAR.]

Hélicoptère.

Navigation aérienne.

Aulu Gelle (*noctes atticæ*. Lib. X, cap. 21) raconte, d'après Favorinus, qu'un grec, Architas, avait fait un pigeon de bois qui se soutenait en l'air tout seul, et volait, mais ne pouvait se relever de terre quand il tombait. Aulu Gelle dit que ce pigeon contrebalançait la force centripète. Il suppose qu'une puissance occulte y était enfermée.

Des témoignages scientifiques sérieux, le P. Kircher, Lana, Wilkins, Porta, Gassendi, affirment que Regiomontan (Jean Muller, dit *Regiomontanus*) avait fait un aigle volant et une mouche creuse en fer; il la lâchait, elle s'envolait, puis revenait se poser sur sa main [1].

Un nuage est un convoi de ballons. Il ne se dirige pas.

Supposons un vent très fréquent dans les hautes régions, vent bon-frais, de neuf mètres par seconde, le ballon devra avoir une vitesse de neuf mètres, rien que pour se maintenir en place. Vitesse de résistance impossible au ballon à grande surface et plus léger que l'air.

Faire levier, tout est là. Quelque part, dans un livre publié en 1852, j'avais [2], je parlais de brûler l'air devant l'aéroscaphe.

Ainsi fait la pensée. Je parlais en ignorant, mais j'avais une lueur vague.

L'hélicoptère fait le vide par la rapidité de son mouvement.

Quand c'est le progrès qui marche, le plus grand cri qui soit donné à l'homme de pousser, c'est : *Bon voyage!* [3]

---

[1] Au verso d'une adresse timbrée par la poste : 1865. Dans un coin, un passage rayé des *Travailleurs de la mer*. — [2] Mot illisible. — [3] Ces trois derniers paragraphes sont sur la couverture d'une brochure publiée en 1857. (*Notes de l'Éditeur*.)

A Ostende, une catastrophe eut lieu qui fit un grand nombre de victimes et qui laissa dans la misère les veuves et les enfants des marins morts; une souscription fut ouverte par Victor Joly, directeur du *Sancho;* Victor Hugo répondit à son appel :

Hauteville-House, 13 janvier 1864.

« Je lis votre page éloquente; je vous remercie, mon généreux et vaillant confrère, de penser à moi en faisant une bonne action. J'applaudis à votre souscription pour ces infortunés êtres que vous nommez si bien : *les Martyrs de l'Océan.* Hélas! nous aussi nous avons les nôtres à Guernesey. Je vous envoie pour les vôtres 50 francs. Inscrivez-moi sur votre liste. Les misères nous entourent, le secours est dû à tous. À cette heure, il y a sur mer des pêcheurs qui vont chercher le pain de leurs enfants dans la tempête; il y a sur terre des pauvres qui sont pieds nus. Qui que vous soyez, regardez la neige, et ayez pitié! écoutez l'ouragan et ayez pitié! Devant Dieu, personne n'a droit au superflu, tant que quelqu'un manque du nécessaire. Je tends la main pour les veuves et les orphelins d'Ostende.

VICTOR HUGO. » (1)

À Messieurs les rédacteurs du journal *Le Victor Huguenot.*

Hauteville-House, 24 janvier 1864.

« Je viens d'avoir, par la poste d'hier, la gracieuse surprise du journal *le Victor Huguenot.* J'en suis confus et troublé. Je ne mérite pas l'honneur de donner mon nom à toute une légion jeune, inspirée et vaillante. Un seul numéro (sur trois qui ont dû paraître, je crois) m'est arrivé. J'envoie à mes loyaux et généreux amis un remerciement, et j'y ajoute une prière : aimer et défendre la poésie dans tous les noms qui la représentent et l'honorent. Je ne suis qu'un soldat de la conscience et de la liberté, frère des jeunes, non par l'âge, mais par le cœur.

VICTOR HUGO. » (2)

MM. Charles Detaille et Louis Labbé adressèrent au Sénat une pétition pour l'abolition de la peine de mort; de nombreuses signatures remplirent aussitôt les registres que le journal *La Discussion* mettait dans ses bureaux à la disposition du public.

Les auteurs de la pétition écrivirent à Victor Hugo pour lui demander son adhé-

(1) *Journal de Bruges et de la province,* 19 janvier 1864. *Journaux annotés.* — (2) *Le Victtor Huguenot,* janvier 1864. (*Journaux annotés.*) [*Notes de l'Éditeur.*]

sion. *La Presse* reproduisit sa réponse[1]. Au-dessus du titre du journal conservé par lui, nous lisons cette annotation :

Peine de mort.

Ma lettre à propos de la pétition à ce qu'on appelle le Sénat :

À MM. Charles Detaille et Louis Labbé.

Hauteville-House, 12 mars 1864.

« Messieurs,

Votre lettre éloquente et cordiale m'émeut. Je suis attendri de cette récompense. Le peu que j'ai fait n'est rien, c'est vous qui ferez tout. Élever la voix pour le progrès, c'est le devoir; j'ai accompli ce devoir; vous ferez plus, vous accomplirez le progrès même. Si ce n'est aujourd'hui, ce sera demain.

Ce grand dix-neuvième siècle, qui a 89 pour précurseur, a déjà fait bien des choses sublimes; mais il n'a pas fini. Il renversera l'échafaud, et avec l'échafaud toute la charpente décrépite du vieux monde. Courage, jeunes esprits! les hommes comme vous sont des porte-drapeau. Votre initiative actuelle n'est qu'un commencement. Elle vous engage.

Un jour viendra où vous ne vous bornerez pas à demander; vous réaliserez vous-mêmes. Quoi de plus simple, étant le souverain!

Continuez de marcher vers la lumière qui est à l'horizon.

La jeunesse de France a de tout temps été l'avant-garde de l'avenir.

Je la salue en vous.

VICTOR HUGO ».

La guerre de sécession fut déterminée aux Etats-Unis en 1861 par l'élection, à la présidence, de Lincoln, partisan de l'abolition de l'esclavage. Cette guerre ne prit fin qu'en avril 1865.

En 1864, Victor Hugo inscrit sur son Carnet :

« *15 mars.* — J'envoie à la *Sanitary Commission* pour les blessés des États-Unis (du Nord) mon dessin de la maison de Franklin à Passy.

17 mars. — Aide à la Sanitary Commission d'Amérique....... 500 frs. »

Nous trouvons, en feuilletant le Reliquat, un brouillon de lettre qui nous apprend quand et dans quelles circonstances Victor Hugo dessina la maison de Franklin :

En 1836, j'étais à Passy, chez M. Raynouard, auteur de la tragédie des *Templiers.* Il avait ses cheveux blancs flottant sur ses épaules. Je lui dis : vous portez les cheveux comme Franklin, et vous lui ressemblez. Il me répondit en riant : cela tient peut-être au voisinage. Et il me montra une maison qu'on apercevait de son jardin. C'est là, me dit-il, que Franklin a demeuré en 1778.

[1] 27 mars 1864. (*Note de l'Éditeur.*)

J'ai dessiné cette maison, démolie aujourd'hui. Voici le dessin. Je crois que cette image de la maison de Franklin à Passy est la seule qui existe. Je l'offre à l'*United States sanitary Commission.*

Je suis heureux que la *Sanitary Commission,* en me faisant l'honneur de s'adresser à moi, me donne l'occasion de renouveler l'expression de ma sympathie profonde aux vaillants hommes qui luttent si glorieusement pour délivrer la grande république américaine de cette honte, l'esclavage.

H. H. 15 mars 1864.

Sur la même page et de la même écriture, ce fragment :

Ô peuple, je t'aime d'un profond amour. Tu as bien souffert, tu souffres encore, et tu es bon. Tu as toutes les rapides colères et aussi toutes les saintes innocences de l'enfant, que tu es encore. Hélas, tu resteras enfant jusqu'au jour où l'enseignement gratuit et obligatoire t'aura donné ta légitime part de lumière.

1865.

Rogeard, ancien combattant du coup d'état, venait de fonder un journal, *La Rive Gauche*, dans lequel il avait publié *Les propos de Labiénus*, critique très violente du régime impérial, ce qui lui valut une condamnation à cinq ans de prison. En voyage, Victor Hugo lui écrivit une lettre dont nous trouvons la copie dans le Carnet de 1865 :

Bruxelles, 1er octobre 1865.

« Cher citoyen Rogeard,

Je vous félicite.

La persécution des hommes tels que vous est de bon exemple et porte ses fruits. Vous voici arrivé au deuxième degré de la proscription, la proscription à l'étranger et par l'étranger. Nous sommes plusieurs, parmi les anciens du 2 décembre, qui avons subi le troisième degré, et qui, d'expulsion en expulsion, après avoir été atteints par la peur belge, avons fini par être frappés par la peur anglaise. Il n'y a rien à reprocher aux peuples. Ils sont passifs. Jersey a dû, comme Bruxelles, se résigner à ces ricochets du coup d'état. Au reste, qu'importe l'expulsion à un, deux ou trois degrés! Ce sont là les étapes de l'exil. Elles font sourire le proscrit. Ce n'est pas sur lui qu'il s'attriste, c'est sur les peuples, presque partout et presque toujours condamnés, par leur inertie et leur ignorance, tantôt aux gouvernements traîtres, tantôt aux gouvernements poltrons, oppression dans le premier cas, humiliation dans le second. La main de M. Louis Bonaparte traversant, avec effraction, les lois d'un peuple libre pour atteindre un proscrit, quoi de plus navrant!

Pourtant persévérons dans l'espérance. Tous les instincts profonds et nobles sont dans les nations, aucune faillite de l'avenir n'est possible, et le progrès, dans ses réalisations inévitables, réserve à tous les hommes cette immense délivrance, la révolution, et cette immense pacification, la République.

Pour arriver à ce résultat magnifique, pas une goutte de sang n'est nécessaire. La lumière se suffit à elle-même. La vérité se lève, tout simplement, et il fait jour. Les oiseaux de nuit s'en vont.

Cher citoyen, cher poëte, cher proscrit, je m'associe du fond de l'âme à tout ce qu'il y a de généreux, d'élevé et d'éloquent dans votre vaillante protestation contre le despotisme et contre le fanatisme. Recevez, ainsi que votre jeune et digne compagnon d'épreuve, M. Longuet, mon plus cordial serrement de main.

Victor Hugo. »

J'arrive de voyage, je traverse Bruxelles, où mon fils Charles se marie [1], puis je retourne à Guernesey. Si jamais le cœur vous en dit, vous y serez le bienvenu. J'habite là une maison libre [2].

Les peuples ne doivent jamais désespérer. Aucune société n'est irrémédiable; aucun moyen-âge n'est définitif. Si épaisse que soit la nuit, on aperçoit toujours une lumière. Homo est faible, mais Vir est puissant; et ce Vir est toujours là. Même où il n'y a plus de peuple, il y a encore un homme. Cet homme, en qui la vérité s'incarne, fait le jour autour de lui. Il représente le droit immuable. Il personnifie l'avenir incorruptible. Il éclaire. Si noir que soit un siècle, ce sommet lumineux suffit pour l'illuminer. À travers ses ténèbres, Rome voit Tacite; Florence voit Dante. Et au-dessus du grand homme, et pour compléter sa lumière, resplendit, à des hauteurs inaccessibles, l'imperturbable évidence, la toute-puissance du juste, l'éternité du vrai. Ce double rayonnement, l'un qui vient de l'homme, l'autre qui vient de plus haut, guide la civilisation en détresse, et jette une lueur sur ces bouleversements sombres qu'on appelle Bas-Empire, Féodalité, Barbarie. Le génie est le phare, Dieu est l'étoile.

---

[1] Le mariage eut lieu le 17 octobre. — [2] Carnet 1864-1865. *Bibliothèque nationale.*

(*Notes de l'Éditeur.*)

1866.

Le *Journal de Bruges* du 16 mai 1866 [1] reproduisit la lettre que Victor Hugo adressa au rédacteur en chef de *la Liberté* à propos de la campagne que menait ce journal pour l'abolition de la contrainte par corps : [2]

Hauteville-House, 26 avril 1866.

« Monsieur,

Votre lettre n'a été, par un fâcheux hasard, mise sous mes yeux que bien tardivement. Votre journal ne m'est point parvenu.

Vous avez raison de compter que ma voix s'élèvera pour la sainte cause des prisonniers civils; je saisirai la première occasion de répéter ce que j'ai dit déjà : l'incarcération pour dettes est un des crimes de la civilisation : il fait partie de l'esclavage. Il serait inouï que l'esclavage, tué en Amérique, s'obstinât à vivre en Europe. La guerre, l'échafaud, la case du nègre, la prison pour dettes, tous ces hideux mots-là représentent le passé.

Croyez, Monsieur, à ma vive sympathie.

VICTOR HUGO. »

Une commission s'était formée à Zurich afin de recueillir des fonds pour que les jeunes polonais puissent terminer leurs études à l'université de cette ville. Le vice-président de cette commission demanda à Victor Hugo son adhésion qui lui fut envoyée :

À M. le Comte Plater, vice-président du Comité Central pour la Cause polonaise.

21 décembre 1866.

« Monsieur,

Vous aurez excusé le retard de ma réponse si quelque journal vous a apporté quelques lignes récemment publiées par moi en faveur de Candie et où ma chère et douloureuse Pologne n'était pas oubliée.

J'accepte avec empressement le titre de membre honoraire de votre Comité.

Jamais votre grande cause ne me trouvera insensible. Pas de plus héroïque martyre que la Pologne!

Votre noble nom éveille en moi, Monsieur, le plus cordial souvenir, et je vous prie d'agréer l'assurance de mes sentiments les plus distingués [3].

VICTOR HUGO. »

---

[1] *Journaux annotés.* — [2] Cette loi ne parut au *Moniteur* que le 24 juillet 1867. — [3] *Le Siècle*, 10 février 1867. (*Notes de l'Éditeur.*)

DÎNER DES ENFANTS PAUVRES [1].

Tous sur cette terre, qui que nous soyons, nous avons les devoirs sévères et les devoirs doux. Les devoirs sévères sont contre les forts et les puissants qui abusent de la puissance et de la force. Les devoirs doux sont de diverses sortes. Un des plus doux, c'est notre devoir envers les pauvres, et le plus impérieux en même temps que le plus tendre de tous, c'est notre devoir envers les enfants. Rien de plus touchant que l'enfant, c'est l'innocent. Le christianisme croit à l'incarnation de Dieu, sous la figure humaine; cette figure humaine nous apparaît sous deux aspects, un humble nouveau-né dans la crèche, un mourant sublime sur la croix. Ce sont là les deux formes visibles de ce que le christianisme appelle la divinité. Toutes deux ont droit au respect du philosophe aussi bien que du chrétien; mais si quelque chose parle à notre cœur plus profondément encore que l'Homme-Christ, c'est l'enfant-Jésus.

---

[1] Au verso de ce fragment de discours, un passage de *l'Homme qui Rit* et un brouillon sur la Peine de mort. *L'Homme qui Rit* ayant été commencé en 1866 et terminé en 1868, cet inédit ne peut se placer qu'en décembre 1866 ou décembre 1867. (*Note de l'Éditeur.*)

1867.

A M. Jules Lermina, rédacteur en chef du *Corsaire.*

Hauteville-House, mardi 12 novembre 1867.

« Mon vaillant confrère,

Vous voilà dehors, car, libre, vous l'avez toujours été. Plus on est à Mazas, plus on est dans la République. L'esprit s'affranchit d'autant plus qu'il a plus de verrous à sa porte. J'ignore si ma lettre vous parviendra, mais je tiens à vous envoyer, à vous et à vos généreux et éloquents compagnons de plume et de guerre, mon cordial serrement de main.

Applaudissement et bravo au jeune et brillant *Corsaire.*

VICTOR HUGO.[1] »

---

(1) *Le Siècle,* 21 novembre 1867.

1868.

A côté du manuscrit de la lettre sur Manin[1] est un brouillon du premier projet, complètement différent :

M. Il y a 3 ans, lors du jubilé de Dante, à la demande du Gonfalonier de Florence, je fis entendre à l'Italie non la voix de la France, mais la voix de l'exil. Aujourd'hui Venise glorifie Manin. Et je dois me taire. Après Mentana, que pourrais-je dire en effet? Ma parole troublerait la fête nationale, certes, mais officielle aussi. Comment féliciter Venise sans plaindre Rome, et comment honorer Manin sans attester[2] Garibaldi? J'ai connu et aimé Manin. Manin est une des hautes et belles figures de notre siècle. Il eut, dans le combat comme dans l'exil, la douceur héroïque. Il fut grand et bon. L'heure des justices complètes, des justices faites et des justices rendues, n'est pas venue encore. Elle viendra.

Alors, moi qui suis fils de la France, mais petit-fils de l'Italie, je glorifierai sans réserve mon illustre et cher Manin, sans blesser aucun regard, sans éveiller aucune susceptibilité, j'aurai la liberté de dire les grands enseignements républicains qu'il a laissés à sa patrie et au monde, et je pourrai faire sortir de cette tombe toute la lumière qu'elle contient.

Je vous remercie d'avoir pensé à moi, vous comprendrez ma réponse comme j'ai compris votre demande, et je vous envoie toute ma cordialité.

V. H.

Une phrase biffée a été employée dans la lettre envoyée.

Un nouveau journal, *la Démocratie*, avait demandé à Victor Hugo sa collaboration; il publia la réponse obtenue :

À M. Chassin,
Rédacteur en chef de *la Démocratie.*

Hauteville-House [mars 1868].

«Mon éloquent et cher confrère,

J'ai, vous le savez, déclaré publiquement que je ne coopérerais à aucun journal politique en France, tant que la liberté de la presse n'y serait pas aussi complète qu'en Amérique ou en Angleterre.

[1] Voir page 265. — [2] Mot douteux.

Cette heure est loin d'être venue. Je suis donc forcé de m'abstenir.

L'exil, surtout lorsqu'il est volontaire, doit se rester fidèle à lui-même, et vous m'approuvez certainement.

Mais s'abstenir, ce n'est point abdiquer. Je vous envoie ma vive et cordiale adhésion. J'applaudis en vous l'homme de foi et l'homme de talent.

Un grand succès attend votre journal. Vous êtes de ceux qui veulent le progrès tout entier, et qui ont pour point de départ deux grandes dates :

1789, c'est-à-dire la révolution dans les principes;

1830, c'est-à-dire la révolution dans les idées.

Je vous crie : courage! et je vous serre la main.

VICTOR HUGO,
Ancien représentant du peuple (Seine)»[1].

La Paix, Journal international, quotidien, politique, commercial et littéraire, qui devait paraître en même temps à New-York, Londres et Paris, se fondait en Angleterre; son directeur, Amédée de Rolland, sollicita l'adhésion de Victor Hugo : «Un mot de Guernesey renverse tant d'obstacles!» écrivait-il. Au verso du prospectus, daté 1er avril 1868, se trouve le brouillon de la réponse de Victor Hugo :

«Mon éloquent et cher confrère,

Je souhaite la bienvenue, sur notre terre d'exil, à votre énergique talent, et aux vaillants écrivains, vos auxiliaires.

La république de France transfigurée en république d'Europe, tel est l'avenir. Travaillons-y tous, chacun sur notre brèche et dans le champ de combat qui nous est donné; et recevez mon cordial serrement de main.

V. H.»

Peine de mort. — 1868.

Février. — États-Unis. Kentucky. Exécution d'une petite fille de 13 ans par la potence.

Le canton de Fribourg (catholique) rétablit la peine de mort.

En Suède, une commission législative ad hoc, a voté de proposer l'abolition de l'échafaud.

Républiques.

Au Mexique, mort abolie mai 1868.

En Saxe, en voie d'abolition.

---

[1] Numéro-programme de *la Démocratie* [mars 1868]. *Journaux annotés.*

À M. Léonard Chodzko [2].

Bruxelles, 12 août 1868.

«Monsieur,

Le désir que vous m'exprimez, au nom de la Pologne proscrite, me touche et m'honore. C'est de Belgique que je vous réponds. Un devoir de famille, qui m'a appelé à Bruxelles, m'y retient, et me privera, à mon grand regret, de l'honneur d'assister à la solennité que vous présidez.

Je serai avec vous, quoique absent. La vraie présence, c'est la solidarité.

Où palpite l'âme de la Pologne, le cœur de la France bat.

La proscription grandit ce qu'elle croit abattre. La Pologne a gagné ceci à son martyre, qu'elle est restée une nation et qu'elle est devenue un symbole. La Pologne aujourd'hui représente les nations. Pas un peuple, à cette heure, qui, ainsi que la Pologne, ne soit supplicié. La Grèce est mutilée dans sa nationalité, l'Italie dans sa grandeur, l'Irlande dans sa conscience, la Hongrie dans son indépendance, la France dans sa liberté. Mais l'avenir, c'est la restitution. Aucun peuple n'est dans le sépulcre. La Pologne, demain, sera debout. Nous sommes saignants comme elle, elle est vivante comme nous.

Je m'associe du fond du cœur à votre communion auguste.

VICTOR HUGO.»

Mouche du coche.

On m'a quelquefois demandé de quoi je me mêlais.

Voici ma réponse :

Je me mêle de mes affaires.

Maximilien, Burke, John Brown, etc... la liberté des peuples, ce sont là mes affaires.

A la fin de l'année 1868, Victor Hugo eut une heureuse surprise que nous révèle un petit dossier de deux lettres, lettre de Villemain et brouillon de la réponse. Sur la chemise de ce dossier, le poète avait écrit :

ACADÉMIE.

Supplément de 1.000 frs. [3]

Villemain et moi.

Lettres.

---

[1] Cette lettre a été reproduite, un peu modifiée, dans *le Bulletin polonais* du 15 juin 1907. — [2] De ce supplément inattendu, les quarante enfants pauvres de Guernesey devaient profiter. (*Notes de l'Éditeur.*)

INSTITUT IMPÉRIAL DE FRANCE.

Paris le 19 décembre 1868.

« Cher et illustre confrère,

Je dois vous prévenir d'un fait nouveau qui se rapporte à vous. Depuis plus d'un demi-siècle, à l'indemnité d'académicien est ajoutée, pour quelques noms seulement et dans l'ordre de l'âge, une annuité de mille francs. D'après les dates, une de ces pensions vous serait aujourd'hui dévolue, si vous ne la déclinez pas. Le droit serait réglé dans l'Académie, selon l'intention que vous auriez fait connaître.

Agréez, cher et illustre confrère, mes sentiments de haute considération.

VILLEMAIN. »

Hauteville-House, décembre 1868.

« Mon illustre et cher confrère,

J'apprends avec plaisir que je suis un des huit plus vieux de l'Académie. Tout en souhaitant et en espérant la longévité d'autrui, j'ai le droit de tenir peu à la mienne. Ma sortie me semble désormais prochaine et j'en félicite les talents et les renommées qui attendent. Si l'exil m'empêche de donner ma voix, il ne m'empêche pas de donner ma place.

Du reste, dans cet exil, maintenant volontaire, la communication que vous voulez bien me faire vient très à propos. J'ai entrepris, à mes frais, dans mon île, l'amélioration hygiénique et intellectuelle de quarante enfants pauvres, et je saisis avec empressement le moyen de grossir un peu leur petite liste civile. Soyez assez bon pour annoncer à l'Académie que j'accepte, et recevez l'assurance de ma haute considération.

V. H.

Cher Villemain, laissez-moi, en dehors de la lettre officielle, vous serrer la main et vous dire que mon vieux cœur est toujours tout à vous. »

[DÎNER DES ENFANTS PAUVRES.]

Je n'ai guère à dire aujourd'hui que ce que je dis à pareille époque tous les ans. Cette petite institution pour l'enfance que j'ai fondée, il y a sept ans, dans des proportions si modestes, contenait, je le crois, un germe utile, car elle n'a cessé d'année en année de s'accroître. Ici, elle n'est rien, hors d'ici, elle est considérable. Partout des amis de l'enfance et de l'avenir ont établi, sur le modèle de ce qui se fait à Hauteville-House, un dîner hebdomadaire des enfants pauvres.

Voici, depuis l'an passé, les progrès de cette petite institution d'assistance.

(Ici les chiffres.)

IMPRIMERIE NATIONALE.

1869.

[VARIANTE DE LA FIN DE LA LETTRE AUX CINQ RÉDACTEURS-FONDATEURS DU *RAPPEL*.]

Au point de la vie et de l'expérience où je suis arrivé, je suis de ceux qui, en dehors du droit, ne voient rien et ne veulent rien.

Les principes travaillent dans l'absolu. Je suis de ceux qui n'admettent pas d'autre travail que celui-là.

Il y a deux sortes de transaction, l'une, naïve, qui est duperie, l'autre, habile, qui est trahison. Je ne veux ni de l'une ni de l'autre.

J'attends tout du tranquille et profond labeur de l'éternelle justice. Je me défie des collaborateurs porte-sceptre. Je ne suis pas enivré du czar délivrant « à peu près » les serfs.

Je n'accepterai pas un paradis terrestre « octroyé ». *Malo periculo jam libertatem.* Les mirages me laissent indifférent. Je reste sévère devant les promesses. Qui donc a droit de promettre? l'être nu, grelottant dans son puits, qui s'appelle Vérité. Personne autre. Je suis difficile en fait d'éblouissement. Je ne réclame aucun couronnement, pas même celui des édifices.

Il me semble toujours que ce qu'on a la bonté de me concéder, je l'avais. Plutôt rien qu'un morceau de mon droit.

Au début de 1869, un décret supprima l'avertissement et la suspension des journaux et les remplaça par l'amende et la prison sans avertissement préalable. Les condamnations tombèrent dru comme grêle au premier prétexte; ces trois lettres en témoignent.

La première était adressée à Pierre Lefranc, rédacteur en chef de *l'Indépendant des Pyrénées Orientales,* qui avait à payer une forte amende et demandait à Victor Hugo de lui envoyer une ou deux pages pour un numéro d'exception destiné à couvrir les frais de la condamnation :

À Pierre Lefranc.

Hauteville-House, 1er août 1869.

«Mon cher ancien collègue,

Nous nous connaissons pour nous être vus dans l'épreuve. Il y a de cela dix-huit ans bientôt, nous avons combattu ensemble le combat désespéré. Le 8 décembre, la bataille était perdue, nous tenions encore : je présidais la dernière réunion de la gauche, et vous en étiez le secrétaire. Ensuite il y a eu l'exil.

Vous êtes rentré en France, mais pour continuer la lutte. Il y a une brèche au dedans, où est le drapeau de la Liberté, et une brèche au dehors, où est le drapeau de la Délivrance. Vous êtes dans l'une, je suis dans l'autre. Là nous combattons, chacun de notre côté, toujours d'accord. Aujourd'hui, frappé, vous me faites appel.

Votre lettre du 26 juillet ne m'arrive que le 1er août. J'y réponds immédiatement.

Voici, pour votre numéro d'exception, quelques pages inédites en France [1]. Elles vous intéresseront peut-être, et je crois qu'avec force points et beaucoup de suppressions vous pourrez en citer quelque chose. Le droit de la femme, et le droit de l'enfant, ont toujours été mes deux premières préoccupations. La femme et l'enfant sont les faibles. Quant à l'homme, il est fort, il n'a qu'à faire son devoir.

Nous sommes dans le mois du *10 août.*

Quoi qu'il en soit, nous étions proscrits, une femme mourut parmi nous. On me demanda de parler sur sa tombe, et voilà ce que j'ai dit.

Mon cher ancien collègue, j'aime votre jeune talent et votre intrépide cœur. Je vous serre la main.

Victor Hugo [2].»

À *l'Éclaireur de Saint-Étienne.*

Bruxelles, 12 août 1869.

« Mon vaillant confrère et concitoyen, j'arrive d'une courte absence et je trouve votre lettre du 9 août. J'ai à peine le temps d'y répondre d'ici au 14 août, la limite extrême que vous m'indiquez. Je vous écris ces quelques lignes à la hâte, j'espère qu'elles vous parviendront à temps.

Je suis mal à l'aise pour écrire des choses proportionnées aux lois. Accoutumé à me servir de la liberté en grand, je ne sais pas m'en servir en petit.

À l'oppression de la presse qui était le régime de l'avertissement a succédé la persécution de la presse qui est le régime actuel. L'amende, plus la prison, telle est la liberté octroyée. Cette liberté vient de vous frapper; vous en étiez digne; vous partagez cet honneur avec presque tous les généreux écrivains du temps. Depuis le 2 décembre, qui défend le droit inquiète la justice.

Vous êtes condamné. De telles condamnations couronnent. — La peine qu'elles infligent a des contre-coups dans l'inconnu. Après de certaines sentences personnelles, le juge reste rêveur.

Subissez l'épreuve. C'est notre sort à tous. La démocratie vous en tiendra compte. Votre excellent journal croîtra en autorité et en sympathie parmi cette admirable et touchante population ouvrière de Saint-Étienne, si rudement éprouvée, elle aussi.

Hélas! le fusil-merveille des prussiens a plus de bonheur que le nôtre; on ne peut lui reprocher que Sadowa. Le nôtre n'a eu encore que deux victoires,

[1] *Discours sur la tombe de Louise Julien.* — [2] *L'Indépendant des Pyrénées Orientales,* 11 août 1869. *Journaux annotés.* (*Notes de l'Éditeur.*)

Mentana et la Ricamarie. Du premier coup, il a frappé au cœur l'Italie et du second coup, la France.

Recevez mon cordial serrement de main. »

L'Émancipation de Toulouse en était à sa seizième condamnation pour délit de presse; la dernière ajouta la prison à l'amende. Le rédacteur en chef condamné, Armand Duportal, publia un numéro exceptionnel composé de lettres émanant des plus hautes personnalités de la démocratie : Louis Blanc, Edgar Quinet, Félix Pyat, etc. Victor Hugo ne pouvait manquer à l'appel :

À Armand Duportal,

Rédacteur en chef de *l'Émancipation.*

Hauteville-House, 27 décembre 1869.

Certes, mon vaillant confrère, je m'associe à vos nobles luttes. Le *Rappel* à Paris, l'*Émancipation* en province ont eu l'honneur du premier coup.

Un beau jour, la tolérance s'est fâchée et c'est par vous que sa colère a commencé. L'empire de décembre se tenait embusqué, ne soufflant mot, cachant derrière son dos le gourdin de la loi. Il est brusquement sorti de son bois, et il a saisi au collet cette passante, la liberté. Mon fils a été frappé; vous avez été frappé. Je l'ai félicité et je vous félicite. Vous étiez, mon cher confrère, au premier rang par le talent et le courage; vous voilà désormais au premier rang par la persécution.

Je vous serre la main [1].

VARIANTE DU DISCOURS DE CLÔTURE
AU CONGRÈS DE LA PAIX, À LAUSANNE.

Citoyens de cette noble confédération suisse :

Vous m'avez dit : Soyez le bien venu. Recevez aujourd'hui mon remerciement et mon adieu.

J'aime votre robuste et vaillant pays. Vous êtes les fils des vieux confédérés. Vous mêlez les grandeurs de l'histoire aux grandeurs de la nature. Vos pâtres sont grands, depuis Guillaume Tell qui donne l'exemple à Garibaldi jusqu'à Balma qui fraie la route à Saussure. On sent parmi vous quelque chose de chaste, de puissant et d'inviolable.

Un banquet d'adieu réunit les membres du Congrès de la Paix; Victor Hugo y prononça ces quelques paroles que *le Rappel* du 21 septembre reproduisit :

Je porte un toast aux État-Unis d'Europe.

Ma voix fatiguée ne me permettra que peu de paroles; je vous en félicite.

[1] Cette lettre fut publiée le 1er janvier 1870 dans *l'Émancipation* de Toulouse et à Paris dans *le Rappel* du 6 janvier 1870. (*Note de Éditeur.*)

Mesdames et Messieurs, nous sommes ici en famille, nous ne sommes plus en Congrès. Il est permis peut-être de détendre un peu la solennité. (Oui! Oui! très bien!) Permettez-moi d'user de quelque familiarité. Et, si j'en abusais, je prierais M. Eytel, notre cher et excellent président du Congrès, de me rappeler à l'ordre. (On rit.)

Mon Dieu! je vais peut-être lui en donner l'occasion tout de suite.

Je vous l'avoue, citoyens, quand je pense à tout ce que cette Europe infortunée a subi depuis tant de siècles, à tous ces carnages, à toutes ces dévastations, à tous ces crimes des rois sur les peuples, moi, membre du Congrès de la paix, je me sens plein de pensées de guerre. (Vifs applaudissements.)

Que dire? que faire? se modérer? attendre?

L'avenir est inévitable, et, en buvant aux États-Unis d'Europe, je bois à ce magnifique avenir.

Quand j'y pense, la nécessité m'en apparaît écrite en traits éblouissants. Les rois eux-mêmes en ont un vague instinct. L'arbitrage des rois — ce fantôme des États-Unis, cette ébauche confuse, cette larve informe, — Henri IV l'a rêvé, Bonaparte l'a essayé. Tous deux ont échoué. Il y a eu la Sainte Alliance, autre ébauche, qui prouve que nous avions raison et que les rois avaient tort. (Très bien!)

Ce que les rois ont manqué, la Révolution est en train de le réussir. (Applaudissements.)

Citoyens, la Révolution fera l'Europe républicaine et la Révolution fera l'Europe fédérale, et en même temps — je répète le grand mot de notre République — elle fera l'Europe UNE ET INDIVISIBLE. (Bravo!)

Citoyens, comptons sur cette grande espérance! Et, quant à moi, tout en félicitant l'Europe d'appartenir dans l'avenir à l'union des peuples, je la félicite au moins autant d'avoir échappé dans le passé à l'union des rois. (Longs applaudissements.)

Je bois aux États-Unis d'Europe!

Au toast que lui porta M. Longuet, Victor Hugo répondit :

Citoyen, je vous remercie. Non, il n'y a entre la jeunesse de France et moi aucune dissidence, aucune différence, aucune nuance même d'opinion et de conviction.

La conscience humaine est une. Vous venez de le prouver par les paroles que vous avez prononcées.

Si nous différons sur les moyens les meilleurs pour arriver au bonheur de ce peuple que nous plaignons et que nous aimons, et auquel j'ai consacré dix volumes de mon œuvre que vous voulez bien citer[1], — si nous différons sur les moyens, nous sommes d'accord sur le but.

Vous pouvez vous tromper, je puis me tromper; en quoi? Dans le système, jamais dans l'intention.

[1] L'édition originale des *Misérables* était en dix volumes.

Je vous rends justice. Rendez-moi justice. Et que dix-huit ans d'exil soient mon garant auprès de vous, jeunes gens de France!

Le jour où il le faudra, vous me trouverez avec vous, aussi jeune que vous! Et si vous sacrifiez une longue vie, moi je sacrifierai avec joie quelques années.

Vive la République! [1]

A Albert Baume, directeur du journal
Le Rappel de la Provence.

Bruxelles, le 6 septembre 1869.

Mon jeune et vaillant concitoyen,

Vous donnez un nouveau journal à la liberté; c'est bien.

Il ne suffit pas d'avoir la vérité, il faut aussi avoir l'évidence. Donc parlons, écrivons, enseignons.

Il pousse au *Rappel* des branches, signe de vie profonde et preuve que la racine du *Rappel* est dans le peuple. Votre journal ne sera pas la moins vigoureuse de ces branches. *Le Rappel de la Provence* naît avec le baptême du succès.

J'adhère à votre programme excellent. Tout jeune vous avez de beaux états de service; vous avez le talent, vous avez la logique, vous avez le courage. Vous ne savez pas plus reculer comme homme que rétrograder comme esprit. La solidité, ce don, vous l'avez. L'immense bataille du dix-neuvième siècle contre le passé veut des combattants comme vous.

J'ai connu votre père, j'ai siégé près de lui; mes fils aujourd'hui combattent près de vous.

Moi, quoique absent, je suis là.

Votre père aussi est présent. Son âme vous regarde du fond du tombeau comme la mienne du fond de l'exil.

VICTOR HUGO.
Représentant du peuple [2]. »

1869.

(Extrait découpé d'un journal relié au Reliquat):

En même temps que le concile œcuménique se réunira à Rome [3], une sorte de concile de la libre pensée se réunira à Naples; l'initiateur de ce concile, M. Ric-

(1) *Journaux annotés.* — (2) *Le Rappel de la Provence,* samedi 9 octobre 1869. *Journaux annotés.* Le brouillon de cette lettre faisait partie de la collection de M. Louis Barthou. — (3) Inauguré le 8 décembre 1869, au Vatican. (*Notes de l'Éditeur.*)

ciardi, avait adressé à Victor Hugo l'invitation de se rendre à cette réunion; Victor Hugo répondit :

«À l'encontre du concile des dogmes, réunir le concile des idées, c'est là, Monsieur, une pensée pratique et élevée, et j'y souscris. D'un côté l'opiniâtreté théocratique, de l'autre l'esprit humain. L'esprit humain est l'esprit divin; le rayon est sur la terre, l'astre est plus haut.

Opposer aux faux principes des religions les principes vrais de la civilisation, confronter le mensonge avec la vérité; combattre l'idolâtrie et toutes ses variantes avec l'immense unité de la conscience, ce sera beau et grand; j'applaudis d'avance.

Je ne peux pas aller à Naples, mais néanmoins j'y serai. Mon cœur y viendra.

Je vous crie: courage! et je vous serre la main.

VICTOR HUGO.»

DÎNER DES ENFANTS PAUVRES [1].

Ce que j'essaie et ce que je voudrais voir se réaliser, c'est une espèce d'adoption des pauvres par les riches, adoption des enfants, ébauchant la fraternité des pères.

Messieurs,

À propos de la publicité faite au dîner hebdomadaire des enfants pauvres fondé il y a huit ans dans cette maison et si utilement imité en Angleterre et en Amérique, un journal catholique de France a bien voulu me reprocher de ne pas (je cite ses expressions) *savoir faire une bonne action sans tapage.* Je réponds ceci au journal catholique: d'abord ce n'est pas une bonne action; l'assistance aux faibles et aux pauvres n'est que le devoir strictement accompli. Ensuite, ce n'est pas du tapage. Le tapage est un bruit stérile, la propagande est une publicité utile. Les admirables résultats obtenus en Angleterre et en Amérique ne se seraient pas réalisés sans cette publicité. Cette année pourtant, je voulais cesser, en ce qui me concerne, cette publicité et faire cette petite fête à huis-clos; mes amis d'Angleterre et d'Amérique m'ont instamment prié de n'en rien faire et ont protesté que la propagande était pour moi un devoir. Je leur obéis. Si pourtant il m'arrivait un jour, pour des raisons diverses, de cesser la publicité de l'œuvre, qu'on le sache bien, l'œuvre ne cessera pas. Pourquoi? parce que c'est une œuvre de fraternité, parce que c'est une œuvre d'égalité, parce que c'est une œuvre de socialisme pratique; et à moins d'évènements supérieurs je la continuerai, cette œuvre, tant que je pourrai rompre en deux un morceau de pain et en donner la moitié.

---

[1] Ce brouillon n'a pas été utilisé dans le speech prononcé à la Christmas de 1869.
(*Note de l'Éditeur.*)

1870.

Les républicains de Londres, convoqués par la loge maçonnique des Philadelphes, offrirent, le 27 avril, un banquet à Flourens et Tibaldi[1]. On y lut cette lettre de Victor Hugo :

Hauteville-House, 24 avril 1870.

«Citoyens,

Je m'empresse de répondre à votre honorable appel. Vous avez raison de le dire, je suis des vôtres.

Flourens, champion de la Grèce, Tibaldi, soldat de l'Italie, ont bien mérité de la France; car Grèce, Italie et France, c'est la patrie commune. Grèce, Italie et France, c'est la lumière.

Tous deux ont combattu pour la lumière contre les ténèbres.

Je les félicite et je les remercie.

Le dernier acte de Flourens à Paris a été l'ébauche d'une barricade. Lui, l'homme de l'idée, il est aussi l'homme de l'épée. Pourquoi ? c'est que le combat aujourd'hui, c'est la paix demain. La liberté commence nécessairement par la délivrance. La Révolution, c'est la vérité. Derrière la barricade du droit, l'aurore se lève.

Je porte un toast à la Révolution.

VICTOR HUGO.[2]»

---

[1] En 1857, l'italien Tibaldi, Ledru-Rollin et Mazzini furent accusés d'avoir comploté contre la vie de l'empereur. Ledru-Rollin et Mazzini furent condamnés par contumace; Tibaldi fut déporté à Cayenne; à sa libération, il se fixa à Londres où il continua la propagande révolutionnaire. — Le 28 avril 1870, Flourens remercia Victor Hugo : «Je vous envoie mon filial salut et celui qu'à notre banquet d'hier soir, cordial, fraternel entre tous, nos amis de Londres, parmi lesquels notre cher Louis Blanc, notre magnanime et héroïque Tibaldi, vous ont jeté par delà les mers vers le rocher où vous personnifiez le génie français exilé de la France. Vos généreuses paroles nous ont été au cœur.» (*Collection de M. Louis Barthou.*) — [2] *Le Rappel.* 1er mai 1870. (*Notes de l'Éditeur.*)

[FRAGMENTS SANS DATE][1].

Mes amis, je me résume.

Marchons des deux pieds à la fois. Oui, les deux révolutions ensemble, la démocratique et la sociale! la révolution de la démocratie en Europe, la révolution du socialisme en France, la révolution de la liberté partout.

À bas les sceptres lois! à bas les codes tyrans! à bas César! à bas Dracon! Oui! oui! oui! les deux révolutions ensemble. Voilà ce qu'il nous faut! La propriété, cette garantie de la liberté, démocratisée, c'est-à-dire agrandie, élargie et consolidée, gagnant en hauteur et en base, maintenue à ceux qui l'ont, donnée (trouver un meilleur mot) à ceux qui ne l'ont pas; le travail devenu élément, le salariat et le prolétariat s'évanouissant dans l'association; la liberté d'aimer aussi inviolable que la liberté de penser; la famille dégagée de tous ses isolements actuels, guérie de toutes ses mutilations anciennes et sanctifiée par un rapprochement plus intime avec la nature; la justice délivrée du juge, la vérité délivrée du prêtre; la religion laissée à l'âme et à Dieu.

assurée

Vive la république démocratique, sociale et libre! Vive la république universelle!

Assemblée des Hommes du Peuple Par abréviation Assemblée-Peuple.	Nom de la Convention future.

Mais vous mourrez en exil. — J'y mourrai. — Mais le peuple ne vous en saura pas même gré. — Eh bien! est-ce qu'il n'y a pas Dieu là-haut?

L'avenir aura des nécessités suprêmes.

La proscription nous trempe : nous étions des hommes de fer, nous deviendrons des hommes d'acier.

---

[1] Nous avons groupé ici quelques fragments dont le contenu ne nous a pas permis de fixer une date précise. (*Note de l'Éditeur.*)

On fait des procès aux journaux en l'honneur et gloire de la peine de mort. Ces magistrats que l'on appelait jadis les gens du roi sont devenus les chevaliers de la guillotine.

La presse est libre... pourvu qu'elle ait des égards pour le knout, notre allié, et qu'elle ne manque pas de respect à la guillotine.

Le régime a des écrivains à sa dévotion ; ces écrivains se nomment Caro, Barbet[1], Vapereau (compléter) ...Cela vous bâcle des journaux, des revues, des biographies, des choses quelconques bien vues de M. Boitelle[2]. Ce ne sont pas des bonapartistes, fi donc, ce sont des catholiques, des légitimistes, volontiers des quarts de républicains ; ceux-là sont les plus utiles, bien placés qu'ils sont pour calomnier la République, désavouer la révolution et insulter les proscrits.

Certes, l'idée a besoin du bien-être. Le progrès idéal implique et exige le progrès matériel. L'homme qui a faim ne pense pas. L'homme qui a froid ne pense pas. Cet être qui grelotte, sans lit, sans vêtements, sans pain, dans un grenier mal clos, pense-t-il ? non, il souffre. S'il y a des crevasses à mon toit pour les rafales de vent et les bouffées de pluie, il n'y aura pas d'ouverture à mon crâne pour les rayons de l'idée. L'estomac a mangé ; bien ; le cerveau pensera mieux. Toute la machine humaine doit faire toute la fonction humaine, et c'est sur la bête assouvie, saine et forte, que l'âme splendide ouvre ses ailes. Donc socialisme, circulation, libre échange, libre frontière, révolution monétaire, chemins de fer, fil électrique, drainage, irrigation tubulaire, reboisement des collines, ensemencement des fleuves, le saumon à un sou la livre, le pain à deux liards, domestication des animaux, pioche à vapeur, simplification et multiplication des moteurs, terre fouillée pour ses minerais, terre cultivée pour ses végétaux, horizons agrandis, famine impossible, richesse décuplée ! Pourquoi ? pour que l'homme mange, c'est-à-dire pour que l'homme pense. Diminuez de plus en plus le travail des bras, augmentez de plus en plus le travail du cerveau. Le moment est venu où l'esprit va atteler la matière, et lui dire : traîne-moi. Le moment est venu où la matière va s'accoupler à l'esprit, et lui dire : emporte-moi ! Oui, la matière est la servante naturelle de l'homme. Cheval de fer, esclave à vapeur, ici, travaillez. Économisons le bras humain, le front de l'homme a assez sué, il est temps qu'il pense. Les yeux de l'homme ont assez pleuré, il est temps qu'ils rayonnent. Ce qui doit geindre maintenant, ce sont les naseaux de feu de la chaudière. L'avenir s'appelle Locomotive. Ce qui n'empêche pas qu'il ne se nomme Pensée. Au contraire. La bête d'airain va et vient. Homme, repose-toi. C'est-à-dire médite, contemple, invente. Le grand ouvrier universel fait la besogne dure, toi, sois le savant, sois l'artiste, sois le poëte, sois le penseur. Savez-vous ce qu'il y a dans la locomotive ? les plus grandes ailes de l'homme. Vous le voyez, l'idée

(1) Victor Hugo orthographiait ainsi, par dérision, le nom de Barbey d'Aurevilly. — (2) Préfet de police. (*Notes de l'Éditeur.*)

sort du bien-être, le progrès moral jaillit du progrès matériel, le progrès matériel donne à l'homme la faculté de penser, c'est-à-dire de croître et de monter. À l'heure qu'il est, chose étrange et triste, si l'on demande à l'homme accablé sous la misère matérielle, traînant des fardeaux, remuant des blocs, curant des égouts, s'abrutissant aux tâches affreuses qui remplissent ses heures, si on lui demande : pourquoi ne grandis-tu pas ? il répondra : je n'ai pas le temps. La matière domptée lui en donnera le loisir. Amis, le demain lumineux du lugubre aujourd'hui que nous avons, le voici : la force inerte changée en force obéissante, et presque intelligente ; l'âme émancipée ; toute la nature devenue machine et mise au service de la civilisation ; en un mot, la matière servant l'homme, l'homme servant l'humanité.

L'avenir couve l'ascension de l'homme.

Vous comprendrez que sous la surveillance d'une loi d'exception, la parole d'un étranger ne saurait se faire entendre en Belgique.

Où l'on ne parle pas librement, on ne parle pas dignement.

La révolution, immense astre des peuples, est en train de faire ce qu'on pourrait appeler son tour de civilisation. De la politique elle a passé dans la littérature ; de la littérature elle passera dans l'enseignement. L'enseignement est à la littérature ce que la saveur du fruit est à la sève de l'arbre. La littérature étant selon le progrès, l'enseignement ne peut, sans contresens, être selon la routine. Le pédantisme est une des formes du despotisme. Dans un temps donné, et d'excellents symptômes l'annoncent déjà, l'enseignement public, sans ôter au passé aucun de ses droits, se pénétrera de plus en plus de ses devoirs envers l'avenir. C'est à vous, jeunes gens, qui êtes l'avenir même, l'avenir vivant, d'ouvrir largement votre voie de lumière et au besoin d'y précéder ceux de vous-mêmes qui ont le malheur d'être en retard. Allez donc en avant, c'est la loi même de votre croissance. Des congrès tels que celui-ci sont excellents, et c'est du fond du cœur que j'y applaudis.

Les temps sont accomplis, ce qui a été n'est plus, les choses qui ont fait autorité jadis ne pourraient s'appuyer aujourd'hui sur aucun dogme valide, l'antique doctrine est paralytique et incapable de mouvement ; le pauvre vieux passé n'a pas un seul principe qui ne soit ankylosé.

La révolution ne doit pas à cette heure faire la grosse voix. La France a peur d'être punie. Il faut la rassurer. Dans sa tolérance du coup d'état, dans l'acceptation des jouets de l'empire, elle a été enfant, cette grande France ; il faut lui sourire.

Tribunaux. À l'heure où nous sommes, la chose jugée, qui veut être respectée, est faite de trois ténèbres ; la justice est aveugle, la loi est myope, la magistrature est louche.

Quoi, parce qu'il y a de nos jours un homme auquel est échue cette fonction austère d'attacher publiquement et de leur vivant les grandes masses de honte aux puissants et suprêmes coupables du siècle, rois, papes, empereurs, vous, vendeurs de prose misérable, écrivains anonymes, écrivains pseudonymes, infiniment petits, écumeurs, insulteurs, néants, vous vous jetez en travers, vous voulez être vus, vous voulez qu'on dise vos noms, vous voulez, vous aussi, de l'opprobre. Passez votre chemin. On ne fait pas le détail.

.....

Vous vous plaignez de la couleur de notre drapeau. Cette couleur, c'est la splendeur et l'unité; c'est la pourpre que vous aimez sur les rois, c'est la flamme que nous aimons dans les cœurs. D'ailleurs, est-ce notre faute à nous si, le jour où nous défendions notre drapeau et où nous nous en étions enveloppés debout sur la barricade de la loi, est-ce notre faute si ce jour-là, à travers ces plis sacrés qui nous couvraient, on nous a percés de coups de bayonnette et de coups d'épée, criblés de balles et de mitraille, si bien que, quand nous nous sommes relevés, nous étions tout en sang et notre drapeau était rouge !

PEINE DE MORT.

La peine de mort avec toutes ses variétés de bourreaux, depuis celui qui fait agenouiller l'homme sur le billot jusqu'à celui qui se suspend au pendu, depuis le coupe-tête jusqu'au tire-pied.

(le bourreau espagnol)

Le bourreau.

Hommes, de quel droit l'accablez-vous? ce qu'il fait, c'est vous qui le faites.

En Angleterre il y avait onze cent trente-deux crimes punis de mort; il n'y en a plus que deux.

Peine de mort, vindicte publique.

Nous sommes des vengés malgré nous.

La question d'ensemble commence à se poser, et elle se pose admirablement; on sent que le rédacteur de la formule est Dieu lui-même. L'Europe se dégage et voici dans quel ordre apparaissent les éléments de sa formation définitive : d'abord les

nationalités ; puis la fédération dans la démocratie ; puis l'unité dans la liberté ; chaque progrès résumant et conservant les progrès antérieurs.

Cela fait, le continent civilisateur sera constitué ; la grande initiative humaine aura un levier ; l'œuvre européenne s'achèvera, et l'œuvre universelle commencera.

Le deuil personnel a ses devoirs, mais le deuil public a aussi les siens. Je fais donc taire ma douleur privée et je viens me joindre à vous dans cette commémoration religieuse de la République au tombeau, anniversaire du grand souvenir et de la grande persévérance.

Je n'ai du reste à dire que quelques mots.

Mon intention n'était pas d'élever la voix, mais puisque quelques-uns d'entre vous semblent le désirer, je dirai quelques mots.

Autre début :

Puisque quelques-uns d'entre vous semblent croire que ma parole, qui n'a d'autre force que l'honnêteté et la droiture, peut ne pas être inutile dans la gravité des circonstances actuelles, je sens que ce qu'il y a de personnel dans le deuil privé doit s'effacer devant le devoir, et je réponds à l'appel qui m'est fait.

Je me bornerai du reste à quelques mots qui, à l'heure où nous sommes, me paraissent le corollaire naturel du grand anniversaire que nous célébrons [1].

Il faut à la prochaine révolution des hommes absolument dégagés de tout antédent [2] aristocratique ou réactionnaire ; ceux-là seuls pouvant inspirer toute confiance et être, pour les éventualités imminentes, les hommes du peuple. Et, pour préciser, pour dire toute ma pensée, j'affirme que, quelle que soit la situation actuelle, quoi qu'on puisse dire d'autre part, et à mon propre point de vue, un homme qui a été royaliste dans sa jeunesse, qui est aristocrate d'éducation et de tradition, qui a porté un titre de noblesse et qui a été pair de France, ne saurait prendre utilement, et avec la large confiance du peuple qui est nécessaire, une part à la direction ou à la consolidation de la révolution prochaine, soit dans le gouvernement, soit dans les assemblées ; et si le lecteur veut savoir quel est le premier nom que moi électeur je rayerais de mon bulletin, il le trouvera sans chercher bien loin.

VICTOR HUGO.

---

[1] Ce brouillon, relatif à la commémoration d'un 24 février, fait allusion à un deuil subi pendant l'exil ; Mme Victor Hugo est morte en 1868, nous placerons donc cet inédit en février 1869. — [2] Mot douteux. (*Notes de l'Éditeur.*)

[QUELQUES DOCUMENTS.]

Sans donner ici une description détaillée du Reliquat, quelques détails nous ont pourtant paru intéressants à signaler.

Les dix-huit premiers feuillets du volume de Reliquat sont d'anciennes chemises portant des variantes de titres, des notes :

Pour le *Victor Hugo de l'exil.*

Actes et discours de l'exil.

À joindre aux *Œuvres oratoires* [1].

Un sommaire pour l'année 1852 est précédé de cette remarque pour l'imprimeur :

Séparer la matière de chaque année par des pages blanches avec faux-titre.

C'est sur le septième feuillet seulement que le titre définitif : *Actes et Paroles* figure, en 1875, pour la première fois.

En haut de page, cette note :

Page 226. Remplacer le vers :

Qui, sous la croix où pend le dieu de Bethléem,

Par :

Qui, pendant que César se vautre en son harem,

Au lieu de *Œuvres Oratoires,* le titre :

VICTOR HUGO.

ACTES ET PAROLES.

Tome premier : *Avant l'Exil.*

(Les Assemblées. — Institut. Chambre des Pairs. Assemblée Constituante. Assemblée Législative. Associations. Réunions.)

---

[1] Les *Œuvres oratoires,* publiées en 1854 et qui ne contenaient que des discours d'*Avant l'exil,* devaient, sous le même titre, avoir une suite et donner les discours prononcés *Pendant l'exil.* Ce projet n'a pas été réalisé. (*Note de l'Éditeur.*)

Puis :

Tome deuxième. — Pendant l'exil.
Tome troisième. — Depuis l'exil.

ACTES ET FAITS DE L'EXIL.

Discours.

Ce dossier est à compléter.

PENDANT L'EXIL.

Choses réservées. — À examiner de nouveau.

EXIL, etc.

Choses à relire.

Réservé pour la correction des épreuves de *Pendant l'exil.*

Politique. — Faits. — Documents. — Utile pour les choses contemporaines.

Choses pouvant servir aux disc. de l'exil.

Mentionnons, par ordre chronologique, quelques-uns des documents reliés à la suite du Reliquat; ils portent tous, de la main de Victor Hugo, la note : *à conserver :*

Un numéro du *Mousquetaire,* 30 janvier 1855, contenant un article et des vers sur la mort de Gérard de Nerval.

Le numéro du journal l'*Homme,* 10 octobre 1855, reproduisant la lettre de Félix Pyat à la reine d'Angleterre, lettre qui causa l'expulsion de Jersey.

La Nation du 27 juin 1856; Victor Hugo y a souligné le récit de l'évasion du prisonnier condamné à mort Orsini, qui devait, deux ans plus tard, tenter d'assassiner Napoléon III.

Quelques lignes de testament copiées sur le carnet de 1861 :

Je crois en Dieu. Je crois à l'âme. Je crois à la responsabilité des actions. Je me recommande au Père universel.

Comme les religions en ce moment sont au-dessous de leur devoir envers l'Humanité et envers Dieu, aucun prêtre n'assistera à mon enterrement.

Je laisse mon cœur aux doux êtres que j'aime.

V. H.
26 juillet 1861.

Extrait d'un journal relatant l'étrange façon dont le scrutin était dépouillé pour les élections de 1861 :

À Douazac, le maire se tenait dans une pièce voisine de celle où était l'urne et mettait les bulletins dans sa poche.

Plusieurs notables de Milan demandent à Victor Hugo de leur envoyer, par télégramme, quelques paroles destinées à être lues dans un meeting de protestation contre la peine de mort :

La réponse est publiée aux Notes, page 350.

Milan, ce 1er février 1865.

Monsieur,

Chaque fois qu'on parle de l'abolition de la peine de mort, la mémoire rappelle les touchantes paroles que le génie du cœur a su vous inspirer. Une des feuilles les plus précieuses de la couronne de gloire qui entoure votre front est sans faute la page sublime que votre main frémissante écrivit contre l'assassinat, qu'on s'obstine encore d'appeler légal. L'Humanité entière prononcera votre nom avec reconnaissance; elle verra toujours en vous un des apôtres de la vraie religion, un des plus puissants adversaires des préjugés barbares, des institutions injustes.

Voilà les pensées qui nous ont décidés à vous adresser la prière qui suit.

Vous ne pouvez pas ignorer que la proposition du député Mancini de rayer de notre code pénal la peine de mort, a causé dans toute l'Italie une sensation immense. Aussi notre ville en est profondément émue; nous ne faisons que suivre l'impulsion donnée par le peuple, en l'invitant à un meeting qui doit avoir lieu ce dimanche 5 février et sous la présidence du même Mancini.

Vous comprenez toute la solennité de ce moment où les notabilités de la ville et beaucoup d'hommes éminents de l'Italie seront réunis. Vous comprenez aussi la sensation électrique que produiraient sans doute les quelques paroles que le télégraphe transporterait au Président de la part de l'homme supérieur dont le peuple admire le talent extraordinaire, dont il aime le cœur sublime. Pensez que vos paroles auront un écho dans toute l'Italie, que dis-je? dans tout le monde, qu'elles réson-

neront dans l'enceinte de notre Parlement et qu'elles contribueront puissamment à renverser pour toujours l'échafaud.

Agréez, Monsieur, l'expression de la plus parfaite admiration des composant la Commission :

Comte Ferdinand Trivulzio, Docteur George de Giulini, avocat Jean Capretti, Docteur Nolajo Alberto Sarola, Docteur Joseph Mussi, conseiller Provincial.

Le Secrétaire, Docteur Bonola.

Répondu le 4 février. Pas de télégraphe.

Quatre vers en italien ; en marge de ces quatre vers, cette note de Victor Hugo : Écrit de la main de Manin chez moi.

Puis, sous les vers italiens, la traduction par Victor Hugo :

Petits officiers, ne battez pas de l'épée.
Ce n'est pas déjà vous qui avez pris Venise.
Petits officiers, faites votre paquet,
Car après demain Manin sera ici.

Copies des lettres échangées par Victor Hugo et Garibaldi.

Original de la lettre envoyée par le gonfalonier de Florence, en 1865.

Au verso du brouillon de la lettre envoyée au Comité du monument de Mięckiewicz, lettre publiée dans la *Correspondance*, on lit cette note :

Publier un volume (mes discours et actes) intitulé :

Les occupations de l'exil
ou
À quoi est bon l'exil.

Lettre envoyée par un jeune américain le 14 août 1867 ; il demande à Victor Hugo l'autorisation de venir le voir et, pour caution, lui envoie un autographe d'Andrew Jackson, le successeur de Lincoln à la présidence des États-Unis.

Le Corsaire du lundi 23 décembre 1867 dit :

MM. Veuillot frères avouent dans *l'Univers* avoir été pensionnaires du gouvernement de Louis-Philippe. (Chapitre xiii. *Fonds secrets.*)

IMPRIMERIE NATIONALE.

Puis cette lettre touchante, écrite en anglais :

119. East gate, Rochester.
30 avril 1868.

Deux ou trois années se sont écoulées depuis que M. V. H. daigna adresser quelques paroles d'encouragement et de consolation à une femme chez qui la lecture de *Les Misérables* avait excité une profonde et sincère sympathie pour l'humanité souffrante. J'ai suivi, monsieur, avec humilité, le sentier que vous m'avez indiqué; mes aspirations vers le bien et le bon se sont constamment maintenues. De plus, j'ai trouvé de l'encouragement, du soutien et de l'assistance de la part d'un excellent homme qui, marchant sur vos traces et excité par votre exemple, a trouvé la somme nécessaire pour donner à dîner à Noël à 2.000 enfants mourant de faim, et avec la balance qui lui restait, a empêché deux malheureux orphelins de tomber dans le gouffre du crime et de la misère. Cet homme est le rédacteur du *Morning-Star,* M. James Nain Friswell, dont les bons offices ne m'ont jamais fait faute.

J'ai appris la grande perte que vous venez de faire [1] et j'en gémis avec vous. Je ne vous insulterai pas par des lieux communs de condoléance. Moi aussi j'ai perdu un enfant et je sais ce que c'est. Mais, monsieur, je crois devoir vous remercier de ce que vous m'avez fait naître à une vie nouvelle et véritable et vous dire les résultats de vos purs et sains enseignements. Je sais bien que vous, — l'apôtre de l'amour et de la liberté, — vous n'avez pas besoin d'entendre ce que je vous dis; pourtant je suis certaine que vous ne le mépriserez pas et que M. V. H. voudra bien accepter mes hommages et me croire

Sa fidèle servante,

Émily N. Backer.

Dans un coin de cette lettre, Victor Hugo a écrit : *À conserver.*

Après la signature ce mot de l'écriture de François-Victor : *Traduit à la hâte.*

Une lettre anonyme, datée du 18 janvier 1868 et venue du camp Philippe (Province d'Oran) prévient Victor Hugo que le détenu politique Guibert, qui doit être gracié fin février et rentrer en France, a été dénoncé comme républicain ayant des relations avec les ennemis de l'empereur, parce que sa femme était en service chez Victor Hugo. Il serait donc souhaitable pour le mari que la femme quittât sa place.

Extrait copié d'un journal *l'Express,* 17 décembre 1868, contenant un appel à la charité par la *Société du dîner des enfants pauvres* fondé à l'imitation des dîners institués par Victor Hugo.

Enfin, encerclés d'un trait à l'encre, plusieurs extraits de journaux sur les exécutions en Hongrie, en Pologne, en Italie.

---

[1] Le premier petit-fils de Victor Hugo venait de mourir.

LE MANUSCRIT DE *PENDANT L'EXIL.*

Les manuscrits de *Pendant l'exil* forment deux volumes ; le premier contient le texte, les notes, puis des brouillons et quelques chapitres copiés portant de nombreuses corrections de la main de Victor Hugo ; quelques journaux annotés complètent ce premier volume.

Le second comprend le Reliquat classé par ordre chronologique et de nombreux documents dont nous avons utilisé la plus grande partie dans l'historique.

En tête du manuscrit, le titre primitif de cette partie d'*Actes et Paroles :* ACTES ET DISCOURS DE L'EXIL ; puis le titre définitif : ACTES ET PAROLES. — PENDANT L'EXIL ; au feuillet suivant le titre de l'introduction écrite en 1875 :

CE QUE C'EST QUE L'EXIL.

Feuillet 11. — En face de l'énumération des divers espionnages auxquels le proscrit est en butte, ce passage supprimé :

Tel est un poëte, il fait des vers à côté de vous, où il demande qu'on empoisonne les bonbons, attendu qu'il n'y a que les petits enfants riches qui en mangent.

Nous retrouvons, parmi les brouillons de l'*Art d'être Grand'-Père,* ces lignes écrites à la même époque :

Parfois, c'est un faux proscrit qui arrive en odeur de philosophie, fait parmi les
dislocation
exilés un étrange travail de haine et de division, et s'en va en odeur de police [1].

Feuillet 13. — Grand ajouté tenant toute la moitié de la page et commençant à : Voyons, réfléchissez... jusqu'à : nous écrivons sur vous des choses quelconques.

Feuillet 14. — Débute par trois lignes rayées, recopiées à peu près textuellement au bas de la page.

Feuillet 16. — Dénombrant les infiniment petits que chaque grand homme « a sur lui », Victor Hugo avait écrit : *Milton a Davenant;* il a rayé ces deux noms.

Feuillet 24. — Quatre lignes rayées, puis reprises dans un grand ajouté en marge, depuis : La bassesse des doctrines... jusqu'à : c'était magnifique.

Feuillets 31, 32, 33. — En tête de ces trois pages ajoutées en cours d'impression, et qui comprennent tout le paragraphe X, une note :

Intercalation. — Je recommande ce manuscrit.

[1] Feuillet 293 du manuscrit de l'*Art d'être Grand-Père.*

Feuillets 44-45. — Ces deux dernières pages appartenaient au manuscrit de l'*Introduction au livre : Paris-Guide,* publié à l'occasion de l'Exposition de 1867 ; enlevées à leur première destination, elles ont formé le xve et dernier paragraphe de : *Ce que c'est que l'exil,* que Victor Hugo a signé et daté de sa grosse écriture : V. H., octobre 1875.

Le paragraphe XIV tient dans la marge du feuillet 44.

Feuillet 46. — Page de titre :

PENDANT L'EXIL. Manuscrit.

(Pas tout, presque tout étant imprimé.)

Il manque en effet les manuscrits des années 1852 et 1853.

Le manuscrit de la *Déclaration à propos de l'empire* était, en 1899, en la possession de MM. Paul et Victor Glachant qui en ont donné un fac-simile dans leur livre : *Papiers d'autrefois.*

1854.

Feuillets 47-60. — AUX HABITANTS DE GUERNESEY. — Treize pages de papier-pelure. Les feuillets 58 et 59 sont remplis par une copie de Mme Drouet.

Feuillet 51. — L'alinéa qui suit : Vous l'obtiendrez... est ajouté au verso du feuillet 60.

La note extraite de la *Chronique de Jersey* qu'on lit page 66, n'est pas au manuscrit. Victor Hugo a sans doute lu ces détails sur le sort de Fouquet après avoir écrit sa lettre *Aux Habitants de Guernesey.* Il les a alors ajoutés sur les épreuves de la plaquette spéciale imprimée en 1854.

Feuillet 56 *bis.* — En marge cette note rayée :

Ici : levez-vous. N'ayez qu'un seul cœur. Guernesey, sœur de Jersey, sauvez cet homme.

Feuillet 61, recto et verso. — Un brouillon donnant une autre version de la lettre aux habitants de Guernesey :

Quand elle s'est implantée dans un sol, comme il est difficile d'arracher la potence !

(Rejoindre :)

Oh ! cet arbre hideux ! est-ce que par hasard il aurait des racines ?

Oui, il en a ! et de bien profondes ! Les uns disent en effet : la peine de mort tient à la loi ; les autres : elle tient à la justice ; les autres : elle tient à l'histoire ; les autres : elle tient à la religion ; les autres : elle tient au droit. Et l'un cite la Genèse, l'autre Lycurgue, l'autre Solon, l'autre les Douze Tables, l'autre Justinien, et l'on dit : Voilà les origines. La peine de mort prend naissance dans tous les textes. Elle en est le fruit. Non ! méprise !

Non, méprise ! erreur ! cherchez ailleurs ! Fouillez plus bas ! Les racines du gibet, c'est la barbarie, c'est l'égoïsme, c'est le *jus divinum* qui est la justice aveugle, c'est le talion qui est la justice féroce ; prenez tout ce qui est ténèbres, c'est de là que sort cet arbre de nuit[(1)].

Oui, tout meurtre, légal ou non, tout attentat de l'homme sur l'homme, sort de la source mauvaise, et puisque les hommes ont voulu donner un visage au mal et
lui donner un nom
l'appeler Satan, je vous dirai : la racine de la mort, c'est Satan, de même que la racine de la vie, c'est Dieu.

Il y a un homme qui... (dire ses crimes et tout le mal qu'il nous fait à nous français).

Eh bien ! si jamais cet homme, ce criminel de tous les crimes, ce meurtrier, cet incendiaire, ce voleur, ce faussaire, ce parjure, ce [(2)], ce traître de haute trahison, qui eût mérité la roue au moyen-âge, et qui mériterait aujourd'hui la guillotine en France et la corde en Angleterre, si jamais nous le saisissons, nous proscrits par lui qui vous parlons en ce moment, savez-vous ce que nous ferons ? pas un cheveu ne tombera de sa tête, nous le vêtirons du vêtement qui veut dire honte, nous le lierons du lien qui signifie infamie, nous l'emprisonnerons dans le [(3)] qui s'appelle expiation, et nous le laisserons face à face avec son crime pendant sa vie ; après quoi Dieu continuera pendant l'éternité.

J'ajoute que nous prierions Dieu pendant sa vie pour qu'il soit repentant, après sa mort pour qu'il soit pardonné.

Feuillet 60, verso. — Contient l'alinéa publié page 110 : Levez-vous, hâtez-vous, etc...

Feuillets 64-72. — À LORD PALMERSTON. — Au-dessus du titre, entre parenthèses, cette note :

Vendu au profit de la caisse de secours des proscrits.

Dès le début de la lettre, modification et suppression dans les premières lignes :

une vingtaine d'années.
Je mets sous vos yeux des faits qui se sont passés à Jersey depuis dix-huit ans.
Il y a dix-huit ans, Marin, empoisonneur, fut condamné à mort et gracié.

Ce fait, reconnu peut-être inexact après vérification, n'a pas été maintenu et le laps de temps écoulé a été diminué. (Voir page 72.)

Feuillet 65. — Quatre lignes rayées et recopiées au feuillet suivant.

Feuillet 66. — Ne contient pas le texte, ajouté sur les épreuves, depuis :
C'est un aigle à gibets, jusqu'à : Un jardin était attenant à la prison.

(1) Cet alinéa et le suivant se trouvent au verso du feuillet. — (2) Un mot illisible. — (3) Un mot illisible. (*Notes de l'Éditeur.*)

Feuillet 68. — Au bas de la page est collé un extrait de journal donnant sur Fouquet les détails qu'on a lus en note dans la lettre *Aux habitants de Guernesey.* (Voir page 66.)

Plus de deux pages de texte ont été ajoutées sur les épreuves depuis :

Dernier détail, jusqu'à : La théorie de l'exemple...

Feuillet 73, recto et verso. — Brouillon et plan du discours pour le BANQUET ANNIVERSAIRE DU 24 FÉVRIER 1848. Voici un début différent du texte publié :

La Révolution française, destinée à devenir révolution universelle, a trois phases successives qui s'engendrent l'une de l'autre. Les voici : délivrer le citoyen, émanciper le travailleur, constituer l'homme.

Les deux premières phases sont parcourues, les deux premières étapes sont faites.

Citoyens, tous les évènements de l'histoire sont une date et une idée ; ils portent un chiffre et ils ont un nom.

La première phase de la Révolution porte cette date : 22 novembre 1792 et a ce nom : République démocratique ; la seconde phase porte cette date : 24 février 1848 et a ce nom : République sociale ; la troisième phase, la troisième date, la date future, |le doigt de Dieu ne l'a encore écrite que sur le livre mystérieux de l'avenir|[1] ; je ne sais pas le chiffre, mais le nom je le sais et je vais vous le dire : République humaine.

Vive la Révolution !

Feuillet 73 *bis.* — Autre début pour le même discours :

Les dates illustres s'engendrent l'une de l'autre ; le 22 septembre 1792 a enfanté le 24 février 1848 ; le 24 février enfantera à son tour une autre date sur laquelle la justice de Dieu a les yeux fixés dès à présent.

Cette date, cette date inévitable et qui vient vers nous dans l'ombre, tient le monde dans l'attente.

Feuillets 74, 75. — APPEL AUX CONCITOYENS. Titre primitif : AUX RÉPUBLICAINS. Brouillon au verso d'un imprimé : *Au peuple* (Voir page 39). Nous avons vu l'original de *l'appel aux concitoyens* dans la collection de M. Louis Barthou. Au bas de la page était cette note écrite par Victor Hugo : Recommandé au cordial concours de notre honorable et cher concitoyen Bacot. Jersey, 1er juillet 1854.

Les manuscrits de trois discours : *Sur la tombe de Félix Bony, La Guerre d'Orient, Avertissement,* manquent.

Nous n'avons que le titre, écrit sur du papier d'emballage, de *La Guerre d'Orient.*

---

[1] Rappelons que deux barres encadrant une phrase témoignent d'une hésitation chez Victor Hugo. (*Note de l'Éditeur.*)

1855.

Feuillets 76-96. — ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION DE 1848. Ce titre n'est pas au manuscrit qui porte seulement : DISCOURS DE VICTOR HUGO.

Ces vingt-et-un feuillets doubles sont paginés par Victor Hugo de A à K. C'est évidemment une mise au net.

Feuillet 84 *bis*. — Texte rayé et repris, légèrement modifié, en marge.

Feuillet 85. — À cette phrase :

Oui, pour creuser la fosse des deux armées d'Angleterre et de France... nous voyons un appel de note qui nous renvoie en marge à cette indication : *Ici la note ;* sans doute Victor Hugo voulait-il donner le détail des sommes englouties dans cette guerre. Il y a renoncé et n'a inscrit que le total : trois milliards.

Feuillet 86. — Les deux dernières lignes, rayées, s'enchaînent au feuillet 89 dont les huit premières lignes sont également rayées ; le texte qu'on lit sous les ratures a été repris dans deux feuillets intercalés, 87 et 88, contenant le rapprochement entre le départ supposé de l'empereur pour la Crimée et sa sortie, le 2 décembre, terminée rue de l'Échelle[1].

Presque tous les discours finissent, dans le manuscrit comme dans les éditions originales, par ces mots : *Vive la République universelle !* Ils ont été supprimés dans les éditions ultérieures.

Un deuxième manuscrit, incomplet, de ce discours suit la mise au net, il est numéroté de 97 à 107, et s'arrête à ces mots : ... et que l'Angleterre va sombrer.

Feuillets 108 *bis*-113. — LETTRE À LOUIS BONAPARTE. — Dix feuillets doubles, paginés par Victor Hugo de A à J.

Feuillet 109 *ter*. — En marge de ces mots : Le jour où vous apparaîtrez au peuple anglais... se trouvent deux lignes barrées :

lequel se souvient de vous avoir déjà vu autrement éclairé.

Un peu plus bas trois lignes rayées :

tragiques
terribles
redoutables
sinistres
| *Ah ! je suis forcé de vous dire des choses lugubres. Pourquoi êtes-vous ici ?* |

Feuillet 110. — Cinq lignes rayées s'enchaînent à ces mots : égorgeât les hommes, les femmes, les vieillards et les enfants.

Sur leur porte, dans leur chambre, sous leur lit, rayât les troncs d'arbre de Hyde Park de la balle des arquebusades nocturnes...

Le texte définitif est en marge.

[1] Voir pages 111, 112.

Feuillet 111. — Trois lignes rayées et développées en marge par un long ajouté allant de ces mots : Mais vos polices vous rassurent. à : Qu'importe tout cela ?

Feuillet 113. — Au verso, une dédicace : Donné à Mme J. J.

V. H.

Sur les épreuves, en 1875, cette variante de titre était proposée :

L'EMPEREUR VA À LONDRES.

Feuillet 113 *bis.* — EXPULSION DE JERSEY. — Nous n'avons que la note, écrite en 1875, qui précède la *Déclaration ;* le manuscrit de cette *Déclaration* manque ; nous en trouvons deux fragments à l'état de projet au feuillet 113 *ter* :

On ne qualifie pas cela, on le cite. Si ces choses qui échappent à toute épithète l'excentricité du parlement |humaine| sont la fantaisie isolée d'un membre obscur des Communes, d'autant plus obscur qu'il porte un nom célèbre [1], je vais à mes affaires et je ne sais même pas que quelqu'un a fait quelque part ce bourdonnement inutile ; mais s'il en est autrement, si c'est le cabinet, ou un membre quelconque du cabinet qui, venant de prendre le mot d'ordre aux Tuileries ou ailleurs, a employé ce vieux moyen des manœuvres parlementaires anglaises qui consiste à se faire forcer la main par un compère, grondant tout haut le ministère, lequel le souffle de la coulisse, et si c'est notre expulsion qu'on veut, voici ce que j'ai à dire aux hommes composant actuellement le gouvernement de l'Angleterre : — Qu'ils m'expulsent. Je les en défie.

Quelques mots de ce premier projet sont répétés au verso.

Sous ce fragment, autre variante du projet :

Si ces choses sont le bégaiement quelconque d'un membre obscur des Communes, d'autant plus obscur qu'il serait éclairé tristement par un nom célèbre, si c'est l'excentricité isolée et sans écho de quelqu'un que je me garderais bien d'appeler « un individu », je passe outre, je vais à mes affaires, et je ne sais même pas si j'ai entendu ce bourdonnement inutile, mais si... etc.

Au verso :

Note. — Un petit détail du journalisme bonapartiste. M. Peel applique à Kossuth et à V. H. la même qualification *this individuel. L'Indépendance belge* en reproduisant ce speech a traduit le *this individuel* de Kossuth par « ce personnage » et le *this individuel* de Victor Hugo par « cet homme ».

N° du 13 décembre 1854.

Vérifier le numéro. Demander à Le Flô.

---

[1] Il s'agit de sir Robert Peel, fils du célèbre homme d'état mort en 1850. Treize ans plus tard, Victor Hugo note sur son carnet :

3 juin 1868. — Visite de sir Robert Peel et de lady Emily Peel qu'il m'a été impossible de recevoir.

1856.

Feuillets 113 *quater*-114 *ter.* — À L'ITALIE. Titre du manuscrit : *Aux Italiens.* — Sous les quelques lignes de notes précédant le texte : *À l'Italie,* une note : Cette adresse *aux Italiens* fut publiée partout, excepté en France. Ici c'est bien le manuscrit de premier jet, aux lettres à peine formées, aux ajoutés nombreux, indiqués par des signes, et moins lisibles encore en marge. Dès le début, le premier alinéa est encerclé, puis modifié en regard. Les dernières lignes du début primitif n'ont pas été reprises, les voici :

L'Italie s'agite, elle paraît se réveiller ; il faut la rendormir. Et l'on vous tend cette coupe d'assoupissement. De là cet opium qu'on vous offre.

Plus bas, nouvelles lignes rayées très difficiles à déchiffrer :

La République ne peut plus se dresser sur nous [1] *sans qu'il en jaillisse quatre rayons aux quatre coins du ciel, et cette clarté n'oubliera ni le levant, ni le couchant, ni le nord, ni le midi. La Fédération d'Europe, voilà l'avenir.*

Le dernier feuillet est une page de vers imprimés en travers desquels Victor Hugo a écrit un ajouté précédé de ce signe : $\frac{A \mid B}{C \mid D}$

Le manuscrit du chapitre : LA GRÈCE manque.

1859.

L'AMNISTIE. — Le manuscrit de la *Déclaration* manque ; l'original a été donné par Victor Hugo au directeur de la *Gazette de Guernesey.*

Feuillet 115-115 *bis*-115 *ter*-115 *quater.* — JOHN BROWN. Autre titre, rayé : APPEL À LA CONSCIENCE HUMAINE. À la première page, en marge, cette dédidace :

Donné à toi, mon pauvre ange.

V.

6 décembre 1859.

Le manuscrit porte partout *Georges* Brown.

Au feuillet 116, l'inscription en gros caractères, et tracée sans doute avec la barbe d'une plume d'oie :

CRUX NOVA.

JOHN BROWN.
CHRIST DES NOIRS.
PRO CHRISTO, SICUT CHRISTUS.

---

[1] Ces trois mots sont douteux.

1860.

Feuillet 116. — Rentrée à Jersey. Garibaldi. — La note, écrite en 1875, qui précède le discours, est seule au manuscrit. Dans cette note quelques lignes rayées : *Un libérateur venait d'échouer en Amérique, maintenant un libérateur triomphait en Europe.*

Le discours même manque ; il n'y en a qu'une copie (feuillets 117 à 125).

Le manuscrit original reprend au feuillet 125 *ter*, par le discours prononcé au banquet offert à Victor Hugo après le meeting. Avant la première page de ce discours, cette note (feuillet 125 *bis*) :

Hetzel et Deschanel m'ayant beaucoup pressé de faire effort pour retrouver les quelques paroles que j'ai dites hier lundi 19 juin [1] au banquet de la *Pomme d'Or*, je les ai écrites de souvenir aujourd'hui 20, et les voici :

Suit le discours jusqu'au feuillet 127 *quater*.

Manque le manuscrit de la lettre à M. Heurtelou (Deuxième chapitre de l'année 1860).

1861.

Feuillets 128 *ter* et 129. — L'Expédition de Chine. Le manuscrit de cette lettre envoyée au capitaine Butler en 1861 est pourtant de l'écriture de 1875 ; sans doute, au moment de l'impression de *Pendant l'exil*, Victor Hugo aura recopié la lettre sur un journal de 1861. Ce chapitre a été, contre toute habitude, envoyé à l'imprimerie ; il porte le cachet : Reçu le 16 septembre 1875, et au coin, de l'écriture de Victor Hugo : *A intercaler*.

Une note du Reliquat fait allusion à l'expédition de Chine :

1860. Chine.

Actes de la civilisation chez les barbares. Les français pillent le palais impérial,
Parthénon
les anglais le brûlent. Guen-min-Guen (nom du palais d'été de l'empereur de la Chine brûlé par lord Elgin).

1862.

Feuillets 130-131. — Deux pages, écrites en 1875, donnant les titres des chapitres qui composeront l'année 1862.

[1] Il y a erreur, le 18 était un lundi. (*Note de l'Éditeur.*)

Feuillets 132-135. — Les condamnés de Charleroi. — Quatre pages de brouillon où, malgré quelques hésitations et interversions, on retrouve le texte publié. Le manuscrit définitif manque. Le catalogue Charavay l'indiquait sous le n° 1241; envoyé à *l'Indépendance belge*, il était coupé en morceaux pour être distribué aux compositeurs. Il faisait partie de la collection B. Fillon.

Feuillets 136-138. — Armand Barbès. — La note qui précède ce chapitre est, dans le manuscrit, différente du texte publié page 168 :

Quand Barbès, le chevaleresque défenseur de la démocratie, fut condamné à mort par la cour des pairs, Victor Hugo intervint près du roi et Louis-Philippe accorda la grâce de Barbès que Victor Hugo demandait. Ce fait, connu de tous, est rappelé dans *les Misérables* (tome VII, livre Ier) en des termes qui ont ému Barbès. Il n'avait pas encore remercié Victor Hugo; il vient de le faire et voici sa lettre :

La lettre de Barbès manque au manuscrit, mais nous y trouvons le brouillon de la réponse de Victor Hugo. Quelques mots rayés entre les lignes.

Feuillet 139. — Les Misérables. Il n'y a au manuscrit que l'en-tête de ce chapitre.

Le chapitre IV : À l'éditeur Castel, manque au manuscrit.

Feuillets 140-149. — Genève et la peine de mort. — Après l'en-tête publié page 177, le manuscrit donne la lettre du pasteur Bost, elle est datée 27 octobre 1862 et, en regard, Victor Hugo a inscrit la lettre R, ce qu'il n'omettait jamais en répondant, puis la date : *16 novembre.* Après la lettre du pasteur (nous en donnons à l'Historique le début supprimé dans l'édition), un nouvel en-tête différant très peu du premier; enfin la réponse de Victor Hugo avec des ajoutés sur chacun des feuillets remplis d'une écriture fine et serrée. Rétablissons deux passages omis dans le texte publié; le premier après ces mots : un homme tué par un homme la consterne.

Où est donc votre conscience, et quelle est donc votre notion du bien et du mal? C'est un criminel, dites-vous. Et vous?

Plus loin, dans son parallèle entre la justice divine et la justice humaine, Victor Hugo nomme un magistrat de l'empire : Après M. Troplong, Dieu? — Ce rapprochement n'a pas été maintenu.

Au bas de la dernière page est la petite note qui précède la seconde lettre de Victor Hugo, 29 novembre. Cette lettre manque ainsi que la réponse [1].

Après le manuscrit de *Genève et la peine de mort,* ce petit fragment relatif à l'exécution de Sarah Thomas :

Bristol Mercury, avril 1849, exécution de Sarah Thomas.

...Nous pouvons également ajouter, pour prouver combien l'habitude de la violence endurcit le cœur de l'homme, que le bourreau Calcraft porte toujours avec lui dans son sac de nuit, parmi son linge de corps, la corde avec laquelle il étrangle

[1] Voir pages 186 et 187.

les condamnés. La corde qui a servi à pendre Sarah Thomas aujourd'hui entourera demain le cou de Rush, et elle a déjà servi à étrangler plusieurs vingtaines de victimes humaines.

Nous ajouterons à l'honneur des Dames de Bristol qu'une supplique en grâce portant 3.500 signatures de femmes fut envoyée à la reine pour Sarah Thomas; leur demande fut rejetée.

La peine de mort sera tenace en Angleterre. Il se passera du temps avant que le vieux système social anglais soit usé jusqu'à la corde.

Feuillets 150-157. — Affaire Doise. — Deux exemplaires de la lettre au Rédacteur du Temps; cette lettre était d'abord adressée à M. Lecanu, on lit son nom sous les ratures, ainsi que ce début :

Merci de votre lettre excellente. Faites-moi, je vous prie, inscrire pour cent francs...

Puis, en bas de page :

Pour ce qui est de la publication intégrale de cette lettre, je la crois nécessaire, mais elle ne me paraît possible que dans les journaux étrangers qui sont libres. Communiquez-la à *l'Indépendance belge.*

Le deuxième exemplaire de la lettre répète à peu près le post-scriptum, mais avec le mot : *confidentiel,* et cette fin, rayée :

Vous pourriez faire paraître la lettre tout entière dans l'Indépendance belge *en la remettant de ma part à M. Louis Ulbach qui est du* Temps, *et mon ami. Je recommande cette publication en Belgique à votre excellente sollicitude.*

La note qui suit cette lettre est écrite par Victor Hugo, en 1875, jusqu'à l'interrogatoire; ensuite vient une copie complète de la note et de l'arrêt de la cour de cassation. Au bas de la dernière page de ce chapitre, trois lignes de la main de Victor Hugo, où il annonce la publication d'un ouvrage intitulé : Dossier de *la peine de mort.* Ce *Dossier* fait partie du dernier volume de cette édition : Océan.

1863.

Feuillets 159-160 *ter.* — A l'armée russe. — Sous l'en-tête écrit par Victor Hugo se trouve la copie envoyée à l'impression; vient ensuite le manuscrit; le titre et les onze premières lignes sont répétés au verso du feuillet 160 *ter.*

Le deuxième chapitre : Garibaldi, manque; nous donnons à l'Historique[1] la réponse de Garibaldi à Victor Hugo.

Feuillet 161. — La Guerre du Mexique. — Une seule grande page, repliée pour ne pas dépasser le format du volume.

[1] Page 534-535.

1864.

Feuillets 162-166. — Le centenaire de Shakespeare. — En tête, la lettre des délégués du Comité[1]; puis le brouillon et la mise au net de la réponse de Victor Hugo; dans le brouillon, nous relevons quelques variantes lisibles sous les ratures et non publiées :

Vos acclamations honorent... *dans son drame la liberté...* Un peu plus bas :

Si j'avais qualité pour parler en son nom, je vous remercierais; comme président, j'applaudis.
Camille Desmoulins *Hampden.*

De la nation qui a eu Vincent de Paul à la nation qui a eu Wilberforce...

Première version du toast proposé :

À l'union des peuples et à la communauté des grands hommes!

Feuillets 167-171 *bis*. — Les rues et maisons du vieux Blois. — Pas de nom de destinataire sur cette mise au net qui ne contient que quelques interversions.

1865.

Feuillets 172-175. — Pages de titres.

Feuillets 176-186. — Emily de Putron. — Deux exemplaires de ce discours; sur le premier, une note et une dédicace :

Manuscrit sur lequel j'ai lu. — 19 janvier 1865. — Pour toi, mon Victor bien-aimé. V. H.

Miss Emily de Putron était fiancée à François-Victor.

Le second exemplaire, relié après celui qui porte la dédicace, présente des ratures et quelques ajoutés; la seconde page est coupée au milieu, mais rien ne manque au texte.

Deux exemplaires imprimés sont reliés à la suite des manuscrits; au-dessus du premier, on lit : copie revue pour réimprimer dans les *Discours de l'Exil;* au-dessus du second, cette dédicace : Hommage à Madame Harney. H. H. février 1865.

Feuillets 187-189. — La statue de Beccaria. — Sous l'en-tête qui est de l'écriture de Paul Meurice, un extrait de journal donnant la lettre de Victor Hugo. Au feuillet suivant, le brouillon de cette lettre est écrit sur la page restée libre de l'invitation faite par les membres de la Commission[2].

(1) Voir page 203. — (2) Voir page 543 la lettre adressée à Victor Hugo.

Les deux derniers chapitres de l'année 1865, *le Centenaire de Dante* et le *Congrès des étudiants*, manquent au manuscrit.

1866.

Feuillets 190-191. — LA LIBERTÉ. — Nous n'avons qu'une copie de cette lettre; au verso du second feuillet, un billet de Victor Hugo à l'adresse de M. Émile Allix, 3, rue des Saints-Pères, Paris, à qui il envoyait cette copie :

H. H. Dim. 25 mars.

Vous savez peut-être par Vacquerie que *La Liberté* désirait une lettre de moi.
Je l'ai écrite. La voici.
Par ce temps de lettres interceptées, je ne sais si elle est arrivée.
J'en ai envoyé une copie à Vacquerie.
Je vous en envoie une.
Dites-le lui, et au besoin, communiquez.
Je vous écris ce mot *in haste.*
Je suis avec vous en permanence à l'état de remerciement.
À vous, bien à vous, mon jeune et vaillant auxiliaire.

V. H.

Cette lettre, il est possible que *La Liberté* n'ait pas osé l'insérer [1].

Feuillets 192-195. — BRADLEY. — Copie corrigée par Victor Hugo pour donner une forme impersonnelle à cette lettre adressée à Alfred Asseline. Nous publions à l'Historique, page 548, les raisons de ces corrections. Au feuillet suivant, texte intégralement rétabli, sur deux pages de l'édition Hugues, de la lettre à Asseline. Au-dessous, une note :

Lettre adressée à Alfred Asseline. Voir l'exemplaire Hugues, corrigé sur l'original prêté par Mme Lockroy à M. Gustave Simon.

L'original a été rendu à Mme Lockroy, mais à sa mort, il n'a pas été retrouvé dans ses papiers. Août 1930.

Le troisième chapitre de l'année 1866, LA CRÈTE, manque au manuscrit.

1867.

Feuillet 196. — Table des chapitres de l'année 1867. Le premier chapitre, LA CRÈTE, n'est pas indiqué. Il manque d'ailleurs au manuscrit.

(1) *La Liberté* l'a publiée dans son numéro du 25 mars 1866. (*Note de l'Éditeur.*)

Feuillets 197-200. — LES FENIANS. — Au feuillet 197, un titre : SIX TÊTES HUMAINES; au feuillet suivant, cette note :

28 mai. J'ai écrit, sur la lettre désespérée reçue hier de Dublin, la déclaration pour l'Irlande.

Sous cette note, deux pensées et un vers :

L'homme est une âme à pied.

L'histoire, ce grand égout collecteur...

Le corps est le zéro, le visage est le chiffre.

Feuillets 201-205. — L'EMPEREUR MAXIMILIEN. — Deux pages de titre, puis le brouillon de la lettre à Juarez, l'original manque, mais le brouillon n'offre que quelques mots changés, il est venu d'un seul jet, à peine lisible, mais définitif.

Nous n'avons pas les originaux des chapitres IV, V et VI. Pour ce dernier, *La peine de mort abolie au Portugal, L'Étoile Belge* du 1[er] août 1867, reliée aux Documents, reproduit lettre et réponse publiées pages 244-245.

Nous n'avons qu'une épreuve en placard du chapitre VII (lettre des jeunes poètes et réponse de Victor Hugo au sujet de la reprise d'*Hernani*).

Feuillets 207-227. — *MENTANA*. — Trois pages de titres portant tous : LA VOIX DE GUERNESEY. Le manuscrit, abondant en ratures, en ajoutés, commence, au feuillet 211, par une épigraphe supprimée dans l'édition de 1875, mais publiée en 1867 :

Un français c'est la France, un romain contient Rome;
Et ce qui brise un peuple avorte aux pieds d'un homme.

Les Châtiments. P. 106 [1].

Dès la première page, après le quinzième vers, un passage a été refait deux fois; au feuillet suivant seize vers rayés, puis remis au net à la page suivante. Dans la première version, la troisième division s'enchaînait directement à la cinquième, ainsi :

Le phare aux yeux de l'ombre est coupable de luire.
Qu'il aille donc! qu'il aille, emportant son mandat...

Après avoir rayé les huit premiers vers de cette division, Victor Hugo a intercalé la quatrième division, commençant par :

Votre Garibaldi n'a pas trouvé le joint...

Il a recopié ensuite les vers rayés.

[1] Il s'agit ici de l'édition originale, 1853, mais il y a erreur, c'est à la page 108 que se trouvent ces vers. (Ainsi les plus abjects, les plus vils, les plus minces...) (*Note de l'Éditeur.*)

Feuillet 221. — Développement de vingt vers en marge; le texte primitif fondait ainsi les cinquième et sixième divisions :

Et nous regarderons, car le soir fait rêver,
En attendant les droits, les astres se lever.
Puis tu continueras ta marche âpre et hardie.
Italie! ô lueur, tu seras incendie.
Il sera ton sauveur, comme il est ton appui.
Ah! vous auriez eu Rome, ô peuples, grâce à lui,
Grâce au bras du héros, grâce au cœur du prophète.
D'abord il l'eût donnée, ensuite il l'eût refaite.
Il eût mêlé Turin, Pise, Albe, Velletri...

Donnons maintenant les variantes de ce poème :

I

Tenez, ce front brisé qui s'entr'ouvre et se fend,
Tiens, femme, vois ce front
Page 249. Tenez, ce front hagard qu'une balle ouvre et fend,
enivrée,
C'est l'humble tête blonde où jadis, pauvre femme,
Tu vis l'âme blanchir et poindre, aube sacrée,
se lever
Tu voyais rayonner l'aurore et poindre l'âme...

noirci
rougi
brûlé
Ces lèvres, dont l'écume a souillé le gazon...

blême, informe, arrachée et détruite,
sombre
Cette main froide, auprès de ces paupières closes,
Mère, a pressé ton sein quand elle était petite;
A fait jaillir ton lait sous ses petits doigts roses...

Apôtre
Vicaire
Page 250. Pontife élu que l'ange a touché de sa palme,
Ayant pour fonction humble
À qui l'on commanda de tenir, doux et calme,
Son évangile ouvert sur le monde orphelin,
Chef des prières, père
Ô frère universel à la robe de lin...

Remplaçant
Vicaire de celui qui tendait l'autre joue,
Docteur
Pasteur qui des pardons as le divin dépôt,
À cette heure, ô semeur des pardons infinis,

Saint
Doux pasteur,
Apôtre, que dis-tu du fusil Chassepot?
te fait sourire
Ce qui plaît à ton cœur et ce que tu bénis...
rouge
Un ruisseau fumant coule au flanc des Apennins.

II

Ton royaume est sauvé.
Page 251. C'est fait. Les morts sont morts. Maintenant dis ta messe.

saigne
pourrit
Partout où quelque mort blêmit dans un ravin...

III

, couronne au front,
, le sceptre en main,
Page 252. L'iniquité prévaut, règne, triomphe...
L'outrage arrive en pompe et par
On accepte un soufflet par des ambassadeurs.

est excusable,
L'horreur seule est coupable,
Le vrai doit être faux et la balance est juste.
Obéir
Page 253. Mitrailler est le dogme, et croire est la consigne.
Le soldat n'est pas plus debout que le valet.
Qu'est pour nous le soldat? du fer sur un valet.
Rêveurs,
En somme, aux vains
Au prétendu progrès pourquoi s'évertuer
la foule est surtout inerte et
Quand l'humble populace est surtout coutumière?
moins de trouble avec
La masse a plus de calme ayant moins de lumière.

IV

Un homme pèse autant que ses coffres sont
Rien n'a plus de vertu que les coffres-forts pleins.

Page 254. L'élargir en l'usant aux marches militaires
Est bon. La fonction des pontifes
Est utile. Un pontife, en ses sermons austères,
Est d'extraire du ciel ce qu'on appelle
Sait rattacher au ciel nos lois qu'on nomme abus...

IMPRIMERIE NATIONALE.

V

On ne t'a pas vaincu, n'ayant pu te ployer.
Page 255. Viens, toi qu'on a pu vaincre et qu'on n'a pu ployer!

VII

Page 257. Et le [1] sonore et hideux, les hiboux,
Le freux, la louche orfraie, et le pygargue roux,
Les gerfauts,
L'âpre autour, les milans, féroces hirondelles,
Les chouettes, les freux, en foule,
Volent droit aux charniers, et tous à tire d'ailes,
fauves
sombres
Se hâtent vers les morts, et ces rauques oiseaux...

VIII

te garde
Le silence est ta geôle,
Page 258. L'empire est une cave...
tes devoirs,
Tu dors, oubliant tout, ta grandeur, son complot,
Et le droit et l'honneur,
La liberté, le droit, ces lumières d'en haut...

Marche sans bruit
Étends le bras le long de la muraille noire;
Va, cherche, étends le bras vers ce qu'on veut cacher
Page 259. L'inattendu dans l'ombre ici peut se cacher...

Une note, sur l'interdiction de *Ruy Blas*, suit, dans le manuscrit comme dans l'édition de 1875, le poème *Mentana*. Une autre rédaction, antérieure et sans doute destinée aux journaux, est collée sous la note publiée; l'écriture semble être celle de François-Victor :

Ruy Blas.

L'empire vient de prendre son parti sur *Ruy Blas*. *Ruy Blas* est interdit. Proscription de l'œuvre s'ajoutant à la proscription de l'auteur. Il paraît que la décision qui frappe *Ruy Blas* a été prise le 2 décembre. Ce jour-là commençait la dix-septième année d'exil de Victor Hugo.

Nous publions les deux lettres écrites à cette occasion [2].

[1] Mot illisible. — [2] Elles diffèrent un peu du texte publié page 259. (*Notes de l'Éditeur.*)

Victor Hugo a reçu le 8 décembre ce message :

À M. Victor Hugo, à Guernesey.

Théâtre impérial
de l'Odéon.

Paris, 5 décembre 1867.

Monsieur,

Je viens d'être officiellement averti que la représentation de *Ruy Blas* est interdite.

En présence du cas de force majeure résultant de cette interdiction, notre traité devient nul et non avenu, et j'ai le regret de vous en informer.

Veuillez agréer l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur du théâtre de l'Odéon,

DE CHILLY.

Voici la réponse de Victor Hugo :

À M. Louis Bonaparte, aux Tuileries.

Monsieur,

Je vous accuse réception de la lettre que m'a écrite le directeur du « théâtre impérial de l'Odéon ».

Victor Hugo.

Hauteville-House, 8 décembre 1867.

1868.

Feuillets 231-232. — MANIN. — À côté du texte définitif, sur la même page, est collé le brouillon de projet que nous avons donné au Reliquat, page 430.

Feuillets 234-235. — GUSTAVE FLOURENS. — Sur la page de titre, le nom du correspondant à qui cette lettre était sans doute adressée :

M. Canellopoulo, rédacteur de *l'Indépendance hellénique.*

(En face de l'Hôtel de la Banque nationale.)

Athènes.

Feuillets 237-241. — L'ESPAGNE. Variante de titre : *Conseils à l'Espagne.* Sous le titre, cette note, variante de la conclusion :

Ce serait le monde départagé : D'un côté le despotisme, de l'autre l'affranchissement ; optez.

Feuillets 242-243. — SECONDE LETTRE À L'ESPAGNE. Titre du manuscrit : *À l'Espagne.* Le manuscrit de ces deux lettres à l'Espagne semble une mise au net.

Feuillet 244. — LES ENFANTS PAUVRES. — Cette page contient, non le speech prononcé par Victor Hugo, il n'y a eu qu'un passage rayé, mais cette note inédite :

À citer Christmas. — Pour le dîner des enfants pauvres.

J'ai tâché de donner le signal de ce que j'appellerais volontiers *l'agitation pour les enfants.* Il y a vingt ans, à l'Assemblée Constituante, en demandant pour eux l'instruction gratuite et obligatoire, j'ai prononcé le premier ce mot, qui alors fit rire : *Droit de l'enfant.*

Aujourd'hui, et voilà six ans que je m'en occupe, je demande pour eux la santé. L'instruction pour l'esprit et l'hygiène pour le corps.

Le feuillet suivant est un compte rendu imprimé en anglais de la *Children's provident society*, organisation du Dîner des Enfants pauvres, à Londres.

1869.

Feuillet 249. — LA CRÈTE. La lettre *à M. Voloudaki* n'est pas au manuscrit qui commence ainsi :

Réponse de Victor Hugo.

J'interromps tout, et je vous réponds. Je suis aux ordres du devoir.

Le sombre abandon d'un peuple.....

Les derniers alinéas sont en marge ainsi que la date et la signature. Au feuillet suivant, un passage recopié.

Nous trouvons au Reliquat un numéro de *l'Indépendance hellénique* du 31 décembre 1868, donnant, adressée à M. Canellopoulo, la lettre publiée page 281, au nom de M. Voloudaki ; cette lettre est, dans le journal, datée du 19 décembre 1868 ; une intervention du président du gouvernement de la Crète, M. Voloudaki, a décidé l'envoi du manifeste promis par Victor Hugo à M. Canellopoulo.

À la fin de la lettre publiée par *l'Indépendance hellénique,* ce post-scriptum :

Félicitez de ma part l'excellent traducteur d'*Hernani.*

Je suis fier de me voir dans la langue d'Homère.

On venait en effet de traduire *Hernani* en grec.

Feuillets 252-256. — AUX CINQ RÉDACTEURS – FONDATEURS DU *RAPPEL*. Mise au net comprenant très peu de ratures.

Le manuscrit donne deux passages supprimés dans *le Rappel* et dans les éditions ultérieures. Le premier vient au feuillet 253, après ces mots :

Vous allez prendre place... dans l'étincelante légion parisienne des journaux du rire[1].

À tous ces succès éclatants de la jeune presse inépuisable en talents et constellée de renommées, votre succès s'ajoutera comme une confirmation et non comme une concurrence.

Le second passage se lit après cette phrase :

Ces dates à rayonnement double... se résument en un mot : Révolution[2].

Quel est l'adversaire ? la Réaction. Vous combattez la Réaction sous toutes ses formes, sous la forme *goût classique,* faux goût, comme sous la forme *droit divin,* faux droit. Nous ramener à l'ordre selon Lamoignon-Bâville et à l'art selon Boileau, c'est la même tentative. Effort en arrière. Effort perdu. Ceux qui font cet effort ne sont pas de leur siècle. Nous ne voulons de Louis XIV, ni sa monarchie, ni sa tragédie. Sœurs siamoises. L'une se décalque dans l'autre. En art, ce qu'il faut, ce n'est pas le cordeau, c'est la logique ; ce n'est pas la symétrie, c'est l'harmonie.

Au feuillet suivant le manuscrit donne le nom que l'édition de 1875 remplace par des points : *M. Delesvaux*[3].

Feuillet 255. — Le texte rappelant la séance du 17 juillet 1851, jugé dangereux, a été modifié dans *le Rappel* et non rétabli dans les éditions successives ; le voici tel qu'il est dans le manuscrit :

... j'étais à la tribune, je parlais[4], je venais de dire un mot dont j'ai fait depuis le titre d'un livre. Un honorable républicain d'autrefois, mort sénateur, me cria, justement indigné : *Le Président de la République est un honnête homme et tiendra son serment !*

Feuillets 257-259. — Congrès de la paix. Au deuxième alinéa, deux lignes supprimées dans l'édition ; quand il les écrivait, Victor Hugo croyait ne pas pouvoir assister au congrès.

Je ne puis aller à Lausanne. C'est pour moi un vif regret. J'eusse été heureux de prendre la parole devant tant d'hommes généreux.

Modification des dernières lignes de la lettre :

Et la civilisation se nommera Harmonie et Travail, et la paix se fera, comme la lumière se fait, par la simple ascension de l'astre.
L'astre, c'est la liberté.

[1] Voir page 285. — [2] *Idem.* — [3] M. Delesvaux était, en 1869, vice-président au tribunal de première instance. — [4] Voir page 286. (*Notes de l'Éditeur.*)

Poussons donc ce cri : Délivrance ! qui contient toutes les solutions.

Citoyens et frères, je vous envoie mon remerciement ému et ma cordiale adhésion.

V. H.

Les discours d'ouverture et de clôture du Congrès manquent au manuscrit.

Les manuscrits des chapitres V et VI (lettre à Louis Jourdan et sur George Peabody) manquent.

Feuillets 261-269 bis. — À CHARLES HUGO. — Devant le manuscrit de cette lettre qui semble un brouillon, une page de titre :

Décembre 1869

Ma lettre à Charles
Pour le n° d'exception du *Rappel.*

Tronquée dans *le Rappel.* Complète ici.

Le Rappel, en effet, supprime cette phrase :

Tu combats ces sombres obéissances passives, le bourreau et le soldat.

Puis cette modification ; au lieu de : Il faut bien dire une chose à l'armée d'aujourd'hui, c'est qu'elle se tromperait de croire qu'elle ressemble à l'armée d'autrefois ; *Le Rappel* publie : L'armée d'aujourd'hui sait-elle bien ce que c'était que l'armée d'autrefois ?

Suppression de l'alinéa commençant par : Que l'armée actuelle y songe...[1]

Voici le passage omis par *Le Rappel* du 2 janvier 1870 et par toutes les éditions :

Deux hommes de l'armée, le tambour Carrette[2] et le fusilier Dufour, ont osé faire un essai sur l'empire. Ils ont voulu voir quelle quantité de citoyen restait dans le soldat. Ils ont eu la hardiesse de rentrer dans la nation, ne fût-ce qu'une minute, de regarder de près les foules vivantes du meeting électoral, et de mettre la consigne aux écoutes dans ce grand tumulte où éclatent tous les mots d'ordre de la Liberté. Ils ont coudoyé l'ouvrier, rencontré la blouse, accosté le prolétaire, et s'il restait quelques grains de poudre à canon dans les plis de leur uniforme, ils y ont mêlé la sainte poussière du travail. Après avoir vécu un moment de la vie du forum, ils sont retournés à la citadelle de l'obéissance passive. Après avoir entendu la vaste et multiple parole démocratique, ils ont dû rentrer dans la surdité militaire. En sortant de la nation, ils sont revenus à la caserne. En quel état ? Évidemment changés. Évidem-

[1] Voir page 302. — [2] Le nom exact, d'après la signature même du soldat, est : Collette. (*Notes de l'Éditeur*).

ment bouleversés, et, ce qui est terrible, grandis. Le soldat est d'un régiment, le citoyen est d'une légion. Ils se sont sentis de la légion. Carrette a regardé son tambour et a songé à Barra; Dufour a regardé son fusil et a songé à Bories. Aujourd'hui la caserne est ce qu'elle n'était pas autrefois, proche parente du séminaire. L'uniforme est aussi étroitement boutonné que la soutane. La poitrine humaine n'est pas moins gênée dans une de ces gaines que dans l'autre. L'obéissance passive, la même chez l'homme d'église et chez l'homme de guerre, semble avoir pour but de faire des nains. Le casque, aussi bien que la calotte, amoindrit le cerveau. Toutes les prescriptions de l'obéissance passive sont autant de bandelettes qui compriment l'homme, le déforment et le diminuent. Carrette et Dufour, en sortant du meeting électoral, ont nécessairement senti la déchirure de ces rapetissements; il n'est pas possible qu'ils ne se soient point redressés; ils ont dû se trouver capables, qui sait? d'un 14 juillet ou d'un 24 février; car le soldat ne peut pas plus impunément toucher le peuple qu'Antée la terre. Tant pis, il redevient géant.

Or, que restera-t-il au coup d'état, si le soldat lui échappe? De là d'étranges colères; de là toutes les sévérités, l'Afrique, les compagnies disciplinaires. Mais la nation s'est émue, la vaste souscription du *Rappel* a eu cent mille échos, l'obole du peuple est accourue au secours de ceux que tu as nommés *les deux Parias,* ils vont être rachetés; et aujourd'hui je constate le résultat, et je te félicite: pour ces deux braves soldats, la liberté et la patrie; pour toi la prison, ou l'exil.

Voilà ce que j'avais à te dire, mon fils.

La fin de la lettre telle qu'elle est publiée page 303.

Aux deux feuillets suivants, copie du passage supprimé.

Feuillets 270-271. — Les Enfants pauvres. Le titre, puis la note écrite en 1875. L'allocution manque. Sous le titre, une remarque qui ne devait pas être observée puisque Victor Hugo était à Paris en 1870:

L'année prochaine, 1870, me borner à donner dans mon speech les indications à quiconque voudra nourrir chez lui une fois par semaine, un ou deux, ou trois enfants pauvres.

1870.

Feuillets 272-277. — Cuba. Pour Cuba. Ces deux lettres sont de l'écriture de 1875, elles ont dû être recopiées par Victor Hugo d'après les journaux de janvier 1870.

Le chapitre IV, réponse de Victor Hugo au toast que lui avaient porté les américains, manque au manuscrit.

Feuillets 279-s84. — Hennett de Kesler. Ce manuscrit est d'une très grosse écriture, sans doute pour être plus facile à lire au cimetière. Si l'on ne savait que

Victor Hugo n'employait que des plumes d'oie, on croirait qu'il s'est servi d'une plume de ronde.

Après le manuscrit, une page déchirée, de l'écriture ordinaire, et portant en marge cette remarque :

Conserver cette fin pour l'impression dans mes œuvres.

Voici les quelques modifications subsistant dans ce qui reste de cette page :

Tu diras à Saint-Just que le peuple abdique; tu diras à Marceau que l'armée a trahi... et tu leur diras à tous... que nous, les sacrifiés, nous les proscrits, nous la poignée des inflexibles et des indomptables, nous sommes là, résolus à ne jamais nous rendre, debout sur cette grande barricade qu'on appelle l'exil, avec nos convictions et avec leurs fantômes!

Feuillets 286-289. — AUX MARINS DE LA MANCHE. — Important ajouté en marge de la première page, depuis : chaque fois qu'on part... jusqu'à : vous êtes les grands opiniâtres.

Feuillets 290-291. — LES SAUVETEURS. — Brouillon de cette lettre différant très peu de l'extrait de journal collé dessous.

Le manuscrit du chapitre suivant : LE TRAVAIL EN AMÉRIQUE, manque.

Feuillets 292-296. — LE PLÉBISCITE. Sous le titre, des noms de journalistes amis avec les adresses de leurs journaux : Peyrat, Louis Ulbach, H. Rochefort, L. Jourdan, P. Véron, etc. — Peu de ratures. En marge de la dernière page ceci :

L. N. B.
Laquais. Niais. Bandits.

Ce pluriel désigne les familiers de l'empire.

Au feuillet suivant, titre :

Guerre de 1870
MA LETTRE AUX FEMMES DE GUERNESEY.

La lettre manque.

Après le texte sont reliés quelques-unes des notes de l'édition de 1875 et les documents se rapportant aux lettres et aux discours publiés. On trouve en tête cette indication pour l'imprimeur :

NOTES. — Ne pas mettre de pages blanches pour séparer les années. Un simple intervalle de quelques lignes.
Ranger les pièces par ordre de date.

Voici l'énumération des notes et principaux documents qui occupent les feuillets 301 à 335.

1860. — Lettre de Philippe Asplet, 29 mai 1860 où il émet l'idée d'un discours fait à Jersey par Victor Hugo sur Garibaldi.

Adresse des Jersiais à moi remise le 12 juin 1860 par MM. Asplet et Picot, députés des signataires.

Cette adresse publiée aux Notes page 344, est ici rédigée en anglais. Suivent quinze pages remplies de signatures.

1862. — Note du *Banquet de Bruxelles*[1], de la main de Victor Hugo.

1864. — *Le Centenaire de Shakespeare.* Lettre de M. Hepworth Dixon (Publiée dans l'Historique de *William Shakespeare,* édition de l'Imprimerie nationale).

Brouillon, par Victor Hugo, de la lettre publiée pages 203-205; copie et extrait d'un journal reproduisant cette lettre.

1865. — *La peine de mort.* Épreuve, en anglais et en français, de la lettre de Victor Hugo *aux membres du comité central italien.* Dédicace écrite sur l'épreuve :

Serrement de main à l'éloquent et courageux républicain d'Angleterre Julian Harney. — Victor Hugo.

H. H. février 1865.

Épreuve de la lettre de Victor Hugo *à M. Lilly,* sur la condamnation à mort de Polioni. Des copies suivent. Dans la copie relative à Polioni, un passage non publié et un autre modifié.

Après : Plaignez Polioni et plaignez-moi :

L'excellent journal que vous m'envoyez a raison. L'exécution de Polioni, ce sera la mise à mort d'un homme irrité, d'un homme momentanément en démence, d'un malade.

Voici la modification au dernier paragraphe :

Cette lettre, monsieur, heurtera dans votre pays bien des préjugés. Je doute que vous en obteniez aisément la publication. Il va sans dire, monsieur...

Cette dernière phrase, maintenue, a été écrite au crayon par Victor Hugo en marge de la copie.

Au feuillet suivant deux notes :

Peine de mort. — 12 avril 1868.
La Chambre des députés de Saxe a voté l'abolition de la peine de mort.

Folie des lois. Une femme en Espagne (Aliala. Banqueroute frauduleuse) vient d'être condamnée à cent soixante-seize ans de prison.

[1] Voir page 345.

1866. — Le Dîner des enfants pauvres. — Lettre de lady Thompson publiée page 352.

1870. — Lucrèce Borgia. — Lettre à Raphaël Félix. Note préliminaire.

Du feuillet 337 au feuillet 384, ce sont des brouillons rayés. — Le brouillon sur Gustave Flourens (1868) donne cette fin différente du texte publié :

Ces yeux, qui regardent fixement le mal, le font crouler. Ils font crouler l'échafaud, ils font crouler la guerre, ils font crouler César, ils font crouler Pierre, ils font crouler l'esclavage, et cet écroulement fournit des blocs utiles à la construction de l'avenir. Car la demeure du bien ne peut être construite qu'avec la ruine du mal.

Après les brouillons (feuillets 385 à 401), une copie de l'Introduction, des lettres aux *Habitants de Guernesey* et aux *Marins des îles de la Manche.* Toutes ces copies portent des corrections de Victor Hugo.

A la fin du manuscrit (feuillets 422 à 599), des notes et des documents; nous publions les principaux à l'Historique, mais il nous semble intéressant d'en mentionner ici quelques-uns :

Lettre de l'avocat de Tapner (15 février 1854).

Lettre, en anglais, du Révérend Pearce, converti par Victor Hugo à l'abolition de la peine de mort (1854).

Lettre de G. Payne, secrétaire de lord Palmerston (1854).

Lettre d'un ouvrier demandant à Victor Hugo de prendre la parole, le 24 février 1855, au meeting de Londres.

Lettre et brochure adressées à Victor Hugo par trois Haïtiens à propos de l'exécution de John Brown (1860).

Affiche du «Théâtre Royal de Jersey» annonçant que John Coleman réciterait, le 7 septembre 1860, le discours de Victor Hugo sur Garibaldi.

Lettres et copies d'audiences relatives à l'affaire Doise (1862).

Lettres et documents sur le centenaire de Shakespeare (1864).

Brochures sur l'exécution de Bradley (1866).

Lettre datée de Vera Cruz, annonçant à Victor Hugo que le Mexique vient d'être «rédimé de l'esclavage» (22 février 1867).

Lettre hyperbolique d'un jeune mexicain de dix-sept ans, véritable profession de foi républicaine.

Lettre et article d'un journaliste portugais annonçant l'abolition de la peine de mort en Portugal et en attribuant le mérite à Victor Hugo (1867).

Lettre enthousiaste d'une dame portugaise sur le même sujet (1867).

Lettre d'un déporté du coup d'état. Échappé de Cayenne et réfugié à Mexico, il prie Victor Hugo de dire son sentiment sur le Mexique pacifié depuis la mort de Maximilien (29 juillet 1867).

Deux lignes, au-dessus desquelles Victor Hugo a écrit : *À garder :*

Monsieur le Comte,

Vous êtes notre Providence; vous avez parlé — et on ne fouette plus !

John Sullivan.

Jersey, 27 mai 1869 [1].

Lettre du colonel Berton remerciant Victor Hugo de ses paroles sur George Peabody (décembre 1869).

Lettre de Villemessant à Charles Hugo sur sa condamnation (9 janvier 1870). Nous publierons cette lettre dans l'Historique de *Mes Fils*.

Le feuillet 422 porte cette remarque :

À la veille du départ, 11 août 1870.

(Ce qui était dans les tiroirs du look out. À trier. Important.)

JOURNAUX ANNOTES.

Dans les *journaux annotés,* signalons plusieurs particularités. La première est au bas d'un manifeste, daté : Londres, décembre 1851, intitulé :

Les Étudiants proscrits, aux Écoles,

et signé : *Ernest Cœurderoy, Bonnet-Duverdier, Pardigon,* proscrits condamnés à la déportation par la Haute Cour de Versailles. — *Lhomme,* élève de l'école vétérinaire, condamné par les conseils de guerre de Lyon.

Au bas de ce manifeste violent contre le coup d'état, Victor Hugo a inscrit cette note :

Imprimé à Jersey Saint-Hélier, chez G. Romeril, 9, Broad street. S'imprimait au moment même du coup d'état. N'a pas servi.

Peu d'exemplaires.

1851. — Sous le titre : *Papiers. Documents. Choses réservées. À consulter pour le 2 décembre,* les journaux, entiers ou découpés, se suivent. C'est *l'Indépendance belge* du 7 décembre 1851 : *à garder à part.* Des accolades marquent certains noms soulignés à l'encre dans «la liste des principaux personnages qui étaient allés, le jeudi 4 décembre 1851, présenter leurs hommages au prince Louis Bonaparte».

Ce sont les noms de *Partarrieu-Lafosse, Michel Chevalier, Berryer fils.*

---

[1] Voir aux *notes* page 358, *La peine du fouet.*

1852. — Listes de déportés, d'internés, d'expulsés, données par les journaux de 1852.

Le rapport de la commission des grâces, présenté par Quentin-Bauchart, au prince président, est zébré de traits soulignés à chaque phrase du rapporteur-courtisan.

Un écho de *l'Impartial de Jersey* du 9 octobre 1852 relatant la suspension du cours d'un professeur de Gand qui avait fait à ses élèves une lecture de *Napoléon-le-Petit.* Le journal déplorait que la suspension n'eût pas été maintenue.

Un des alinéas du *Bien-être universel,* fondé en 1852 par Émile de Girardin, donne ce texte :

Les frais de culte s'élèvent à 41 millions; pourquoi les mettre à la charge de l'État, au lieu de laisser chaque troupeau payer son pasteur? Ce serait infiniment plus religieux, car le catholique qui contribue à l'entretien du culte protestant et du culte israélite manque à sa foi.

En marge, Victor Hugo écrit :

Parler des associations ouvrières. Utiliser et développer ce principe plein d'avenir.

À la dotation du clergé, ajouter les *cinquante millions* d'impôt volontaire que prélèvent les fabriques des églises.

En Belgique, au milieu des plus admirables conditions de prospérité, villes industrieuses, chemins de fer, populations ardentes au travail, le paupérisme se développe d'une manière effrayante. Cause : *l'accaparement religieux.* Le clergé envahit peu à peu la fortune publique et crée la misère. La Belgique devient une Espagne.

1853. — Extrait d'un journal de l'empire relatant l'arrestation du représentant Boichot, délégué du comité révolutionnaire de Jersey, et commençant ainsi :

«Les proscrits sont pourvus d'argent, mais le dépensent bien maladroitement. Ils ont des faux-frères parmi eux qui tiennent le gouvernement au courant de tous leurs projets. On était exactement informé du départ de Boichot...

... On raconte que Boichot a stoïquement avoué tous ses projets et a dit qu'il savait bien que sa destination était Cayenne [1]. »

1853. — *La Nation,* 14 janvier 1853, *à garder et à relire en entier.* Article encerclé d'un trait à l'encre sur les brutalités exercées à Montpellier envers onze militaires. Quatre tués à coups de bayonnette.

[1] Le sergent Boichot avait été élu, en 1849, représentant du peuple, contre le maréchal Bugeaud. Invité à se désister, il avait maintenu sa candidature et avait été, pour ce fait, emprisonné. (*Note de l'Éditeur.*)

La Presse du 20 février 1853 est zébrée de marques : sur le livre de Barthélemy : *Les Cités de l'avenir;* sur les députés *admis à prêter serment;* sur des vers ridicules présentés à l'empereur par le conseil municipal de la Somme.

Extrait de la police secrète de M. le préfet Carlier, en date du 15 octobre 1848, sur «le sieur Louis Bonaparte» :

«C'est un mélange de vanité personnelle, d'esprit faux, d'instincts pervers, de peurs populaires, de velléités impériales, de forfanterie républicaine, qui en fait essentiellement un homme à fautes, selon les séductions du moment, et qui le livre à l'exploitation des premiers venus, surtout des intrigants qui savent caresser sa personnalité.»

Articles sur des convois de transportés, sur des exécutions en Hongrie, sur le budget de Louis Bonaparte (*La Nation,* des 21, 22, 26 mars 1853).

La Nation, 20 juin 1853 : citations des discours de Louis Bonaparte depuis son retour en France jusqu'au 1er janvier 1852.

Sur les arrestations partielles au moindre prétexte.

L'Homme du 14 décembre 1853 reproduit le discours de Ledru-Rollin à l'anniversaire de la révolution polonaise le 29 novembre. En marge de ce discours, Victor Hugo écrit :

Le même que le mien prononcé à la même minute.

1854. — Plusieurs numéros de *l'Homme,* de mars et avril 1854, sur les bagnes de Cayenne.

Extrait d'une lettre de Barbès, prison de Belle-Isle, 18 septembre 1854.

Le 3 septembre, Napoléon III avait donné l'ordre, d'après cette lettre communiquée, de mettre Barbès en liberté sans condition.

1855. — *La Presse,* 28 février 1855.

Mémoires d'un bourgeois de Paris, L. Véron, télégrammes de Morny à Maupas, coup d'état.

La Presse, du 20 mars 1855, publie une lettre de Morny à L. Véron :

«Les faits rapportés par vous dans *les Mémoires d'un bourgeois de Paris* sont de la plus scrupuleuse exactitude [1].»

---

[1] Nous reproduisons dans l'Historique, page 482, les télégrammes concernant Victor Hugo. (*Note de l'Éditeur*).

1860. — *La Presse,* 4 janvier.

«Infamie à Naples. Infamie en Amérique.»

Le National, 5 janvier.

Exécution des compagnons de J. Brown.

Gazette de Guernesey, 4 février.

J. Brown. — Attaque d'un flibustier contre moi.

Le National, 6 novembre.

Choses sur Mayence. Départ de Garibaldi.

La Gazette de Guernesey, 1er décembre.

À conserver. — Chine. Esclavage. — Négresse esclave de son fils. — Serk , La Coupée. — *Ruy Blas* anglais. Protestation contre la traduction de *Ruy Blas,* jouée en anglais à Londres et trahi.

1861. — *La Presse,* 15 novembre. — Fould. Les finances de l'empire.

1863. — *La Presse,* 25 février. — Crimes de la Russie. En Pologne.

Le Phare de la Loire, 23 avril. — Le pape et la Pologne. La reine d'Espagne et la Bible.

Le Progrès par la science, 23 décembre. — La guerre. Chiffres. Hommes et argent.

1864. — *Le Sancho,* 3 janvier. — Ce que coûte la paix armée. En marge de cet article donnant les chiffres et évaluant ce que le désarmement proportionnel permettrait de faire, Victor Hugo a écrit :

J'ai dit cela au congrès de la paix, en 1849.

Le Phare de la Loire, 24 janvier. — Lettre de Louis Blanc (Jubilé Shakespeare).

Le Phare de la Loire, 1er mai. — Un banquet eut lieu à Londres pour fêter l'anniversaire de Shakespeare; la santé de Victor Hugo y fut portée et le président de l'Assemblée en rappelant les succès du poète et le livre : *William Shakespeare,* fit allusion à l'interdiction du banquet en France :

«Grâce au ciel, on n'a pas ici de fauteuil vide à dénoncer et notre gouvernement ne saurait suivre l'exemple récemment donné par un gouvernement étranger, en nous empêchant d'honorer un homme dont la vie entière est : poésie!

Courrier de l'Europe, 4 juin.

A conserver pour ma lettre sur Blois qui est ici sans fautes.

1865. — *La Presse*, 28 février. — Lettre de Proudhon. Curieuse. À garder.

1867. — *Le Courrier français*, 23 novembre. — Trahisons prouvées dans l'affaire du pape contre Garibaldi.

NOTES DE L'ÉDITEUR.

PENDANT L'EXIL. — HISTORIQUE.

L'œuvre de Victor Hugo doit beaucoup à l'exil; lui-même le constate :

> Quel dommage que je n'aie pas été exilé plus tôt! j'aurais fait bien des choses pour lesquelles je sens que le temps va me manquer [1].

C'était aussi l'avis de l'éditeur Hetzel qui, en lisant le manuscrit des *Contemplations,* s'interrompt pour commencer ainsi une lettre à Victor Hugo :

> « Je bénis Badinguet !
>
> Il est clair, il est certain que, sans les tristesses et les repos forcés de l'exil, vous n'auriez pas fait ce livre étourdissant et éblouissant. »

« Repos forcés » semble paradoxal quand on songe à la quantité de pages écrites en moins de dix-neuf ans. Pour donner une idée à peu près exacte du travail de Victor Hugo pendant l'exil, nous avons tracé pour chaque année un petit tableau des œuvres commencées ou achevées, vers et prose, au milieu du tourbillon toujours croissant des lettres venues de tous les points de la terre sur les sujets les plus divers. Indépendamment des manifestes importants, mille détails venaient interrompre le travail personnel. Un congrès s'organisait-il ? on lui en offrait la présidence. Un progrès, un désastre se réalisaient-ils ? on lui demandait dans le premier cas son adhésion, dans le second son appui. Un journal se créait-il ? on l'en avertissait dans l'espérance que quelques lignes de lui viendraient lui donner le baptême. Quelquefois, rarement, les journaux français reproduisaient la lettre, sans commentaires. Seules, les critiques étaient autorisées.

Les premières années d'exil furent les plus dures à tous points de vue; pourtant, jamais Victor Hugo ne se sentit abandonné; de Paris, les marques d'amitié affluaient; c'est Béranger, dont la sollicitude s'exerçait plus spécialement vis-à-vis de Mme et Mlle Hugo, sollicitude qui ne se démentira pas un moment et durera jusqu'à sa mort; c'est Théophile Gautier, qui ne manquera pas une occasion d'affirmer publiquement son admiration pour « son Maître »; c'est Villemain, qui, crânement, répond à l'empereur se plaignant de la bouderie de l'Académie française à l'encontre de l'Académie des sciences qui lui avait donné trois sénateurs : « l'Académie française est plus heureuse, elle vous a donné trois exilés. » [1] Villemain, en outre, dès qu'il avait appris la proscription du poète, avait offert à Mme Victor Hugo, avec une mesure et une simplicité fraternelles, de lui prêter 2.500 francs si elle se trouvait embarrassée par suite du départ précipité de son mari [2]. Jules Janin, lui, saisit tous les prétextes pour glisser dans

[1] Écriture de 1855 ou 1856. *Tas de Pierres.* — Moi. *Inédit.*

[1] *Correspondance.* — Ces exilés étaient Victor Hugo, Thiers et Charles de Rémusat; ces deux derniers figuraient seulement sur une liste d'*éloignés.* — [2] Gustave Simon, *La Vie d'une femme.*

son feuilleton du *Journal des Débats* une allusion au théâtre ou aux vers de Victor Hugo; dès le 23 février 1852, il signale des analogies entre la *Diane* d'Émile Augier et *Marion de Lorme*, il va sans dire que le parallèle est tout à la louange de son poète; une pièce de George Sand l'amène à parler d'*Hernani;* puis c'est la *Dame aux Camélias* qu'il compare à Marion (*les courtisanes chez A. Dumas, fils de son père*), et chez Hugo (La Tisbe et Marion)[1]; et cela dura pendant tout l'exil.

Puis les amis tenaient Victor Hugo au courant des incidents journaliers de Paris, surtout quand ces incidents faisaient espérer la fin de l'empire. Mme de Girardin envoie des lettres de huit, dix pages, où elle répand son esprit, sa malice enjouée, sa psychologie fine et subtile; c'est un véritable *Courrier de Paris* que le Vicomte de Launay[2] envoie à l'exilé; Girardin écrit bien moins souvent, mais il dit pourtant sa révolte — pas très tenace — en entendant les cris de : Vive l'empereur! poussés à la fois par des légitimistes, des orléanistes et des socialistes. Louise Colet conte au proscrit les petits potins de l'Académie. Toutes ces lettres lui portaient un peu de France.

De leur côté, les exilés réfugiés en Belgique ou à Londres faisaient part à Victor Hugo de leurs projets, de leurs espérances, évaluant, selon les événements dont ils se faisaient les échos, le temps qui leur restait à passer hors de France. À l'étranger, Mazzini, Garibaldi, Kossuth, Herzen, entretenaient avec Victor Hugo une correspondance bien intéressante. En sorte que le poète des *Châtiments* qui, au début de l'exil, n'avait pour but que de combattre l'empire, devint le champion de toutes les nations opprimées.

[1] *Le journal des Débats*, 2 mai 1852. — [2] Pseudonyme de Mme de Girardin.

Dans une lettre inédite à Auguste Vacquerie, nous lisons :

5 mars 1865.

... En dehors des grandes questions et des grands devoirs, je désire me mettre en scène le moins possible. Cette publication continuelle de mes lettres est, vous le savez, une chose que j'empêcherais si je pouvais. J'excepte, bien entendu, les lettres relatives à des intérêts généraux.

Nous avons pensé néanmoins devoir, pour cette édition documentaire, recueillir, dans les journaux du temps et dans les collections particulières, les lettres de Victor Hugo ou à lui adressées pouvant éclairer l'histoire de cette époque. De même, nous avons cité, d'après la correspondance familiale, quelques faits de la vie intime, montrant le poète sous tous ses aspects.

A BRUXELLES.

Victor Hugo a lui-même, dans *l'Histoire d'un Crime*, conté les détails des premières journées de décembre 1851, journées d'angoisse où les représentants du peuple, traqués, poursuivis par la police, organisaient une résistance acharnée au coup d'état. Dans le chapitre : *On vient pour m'arrêter*, on trouve le récit de la visite que fit chez le poète, rue de la Tour d'Auvergne, le commissaire de police, porteur d'un mandat d'arrêt.

Les adversaires politiques de Victor Hugo ont nié et nient encore le fait. — L'*Histoire d'un Crime?* Pure imagination! On dédaignait trop celui qui avait baptisé le futur empereur : *Napoléon-le-Petit* pour lui faire l'honneur de le poursuivre! — Voici pourtant qui semble leur donner tort :

Dans la nuit du 3 au 4 décembre le commissaire de police, n'ayant pas trouvé Victor Hugo chez lui, fit son

IMPRIMERIE NATIONALE.

rapport au préfet de police Maupas qui en référa au ministre de l'Intérieur, M. de Morny. Louis Véron, un familier de l'Elysée, a publié dans *la Presse* du 28 février 1855 plusieurs dépêches échangées, pendant le coup d'état, entre Maupas et Morny. En voici deux intéressant Victor Hugo :

Le préfet de police au ministre de l'Intérieur.

Jeudi 4 décembre
6 heures 20 minutes du matin.

« Je désirerais beaucoup avoir votre avis au sujet d'une perquisition à faire chez M. Foucher, conseiller à la cour de cassation, où paraît être caché M. Victor Hugo ».

Réponse de M. de Morny « N'en faites rien ! » [1]

En effet, Victor Foucher, beau-frère de Victor Hugo, était d'opinions diamétralement opposées ; il se rallia à l'empire qu'il servit jusqu'à sa mort, il eût été maladroit de l'inquiéter.

Le préfet de police insista pour l'arrestation et reçut cette réponse :

Le ministre de l'Intérieur au préfet de police :

... Pour M. Hugo, je le laisse à votre appréciation.

De l'appréciation résulta un mandat d'arrêt.

Mais voici qui confirme mieux encore le récit de *l'Histoire d'un Crime :* Victor Hugo s'était réfugié depuis le 11 décembre à Bruxelles, sa femme vint, le 19, l'y rejoindre pour quelques jours et lui porta les lettres des chers absents qu'il avait laissés à Paris, ses deux fils Charles et François-Victor, Paul Meurice et Vacquerie, encore prisonniers à la Conciergerie, et sa fille Adèle encore tout émue par les événements dont elle ressentait le contre-coup ; voici la lettre d'Adèle :

« Mon cher père,

Je suis bien heureuse maintenant de te savoir en sûreté, aussi heureuse que j'ai été malheureuse de te savoir en danger. J'ai beaucoup prié pour toi et je ne cesse à présent de remercier le bon Dieu.

Tu as été bien grand et bien héroïque aussi, et tu es admiré et estimé du monde entier. — Et je suis bien fière d'être ta fille.

La police, les espions, cette affreuse nuit où l'on est venu pour te prendre, tout ce long passé de 15 jours me fait l'effet d'un cauchemar, d'un mauvais rêve dont je suis ravie d'être réveillée.

La maison n'a pas désempli, je ne te dirai pas tout ce que nous avons reçu de marques de sympathie et de dévouement, même de personnes à peu près inconnues, offrant leur maison et leurs services pour toi.

Maman va te voir, nous l'envions bien, moi je t'envoie une petite violette d'un bouquet qu'on m'a donné à ma fête.

Je t'embrasse et je t'aime

Ta fille [1] ».

Le 3 mars 1852, Adèle commencera par ces mots une lettre à son père :

Il y a aujourd'hui trois mois juste que je ne t'ai vu, c'était le mercredi 3 décembre, lendemain du coup d'état, à six heures du soir ; alors, craignant pour toi, je t'avais renvoyé, me doutant peu que ce petit quart d'heure passé l'un près de l'autre nous ouvrait neuf mois de séparation.

Les anxiétés des quatre prisonniers sont résumées dans cette lettre de Charles Hugo :

[16 décembre 1851].

« ... Si tu savais quelles journées nous avons passées ici, pendant une semaine. Nous ne voyions personne. De temps en temps un gardien nous annonçait qu'un représentant avait été tué et un autre blessé. Il disait cela en écorchant le nom. Nous te savions derrière les barricades et tu juges de notre

[1] L. Véron, *Mémoires d'un bourgeois de Paris. La Presse,* 28 février 1855. (*Journaux annotés.*)

[1] Inédite. On trouvera la réponse de Victor Hugo dans l'Historique de *Napoléon-le-Petit,* édition de l'Imprimerie Nationale, page 233. — Rappelons que nous n'indiquons pas de références pour les lettres et documents provenant, soit de la famille de Victor Hugo, soit de copies faites autrefois chez Paul Meurice.

anxiété. Il a fallu, crois-le bien, du courage et beaucoup pour vivre dans cette situation. Le mercredi nous avons eu un véritable espoir. La fusillade a retenti tout autour de la Conciergerie. Meurice dans un moment d'illusion a même quitté ses pantoufles pour mettre ses bottes. C'était un fol espoir. Au bout d'une demi-heure le bruit a cessé, et nous avons vu entrer à l'infirmerie d'où nous écoutions le bruit deux hommes portant sur le dos deux ouvriers blessés, l'un d'un coup de baïonnette, l'autre d'une balle. C'étaient là les prisonniers de cette bataille. Nous leur avons porté du pain et du lait. Il est venu aussi à la même infirmerie un avocat de Versailles qui m'a dit : Ah ! vous êtes le fils de Victor Hugo ! vous êtes un brave garçon, vous ! votre père nous a fait une bien belle proclamation ! Et puis il s'est retourné vers son camarade de lit, l'ouvrier blessé d'une balle et lui a dit : Soyez tranquille, citoyen, nous sommes dans le droit. J'ai ajouté, moi : Oui, vous êtes dans le droit car les insurgés, ce n'est pas vous, ce sont les soldats. L'ouvrier blessé avait la fièvre et il m'a regardé avec un œil plein de sympathie et en même temps d'anxiété et de terreur. Il craignait d'être fusillé. Pendant dix jours, la Conciergerie a été encombrée des prisonniers faits dans les rassemblements. Je sais qu'ils parlaient beaucoup de toi. On les couchait sur de la paille dans la rue de Paris, tu sais, cette longue salle à ogives qui mène du parloir à notre prison. On les entassait là par centaines. Une nuit, ils étaient si pressés qu'ils étaient obligés de se relayer pour dormir. Tu vois que nous avons eu tous les côtés lugubres de la bataille. Et puis, je n'avais qu'une pensée, c'était toi. Vivais-tu, où étais-tu, que faisais-tu ? ces questions manquaient de charme pour moi-même et j'étais pourtant obligé de me les adresser toujours. Enfin, nous avons appris que tu étais sauvé. Tu juges de notre joie. Je dors maintenant. [1] »

Paul Meurice, lui, faisait des projets :

Conciergerie, 16 décembre 1851.

« ... Il est probable, — et c'est presque souhaitable, hélas ! — que notre pauvre *Évènement* ne doit pas se relever [1]. Que je serais content si je pouvais me retrouver ailleurs sous votre drapeau ! nous avons pensé, par exemple, qu'il y aurait peut-être à créer, ici, ou à Londres, ou à Bruxelles, une grande revue de littérature, de philosophie et d'histoire d'art qui, avec vous, ferait mille fois plus de bruit et jetterait mille fois plus d'éclat que la *Revue des Deux Mondes* ou l'*Edimburgh Review*. [2] »

Tout de suite, dès le 14 décembre, Victor Hugo s'était mis à écrire l'*Histoire du 2 décembre*, compulsant les notes prises à Paris, rassemblant et rédigeant ses propres souvenirs, recueillant les dépositions verbales ou écrites des autres proscrits ; sa vie est contée tout entière dans les lettres à sa femme [3], vie de privations et de labeur, acceptée sans défaillance et sans amertume. Près de lui, ses compatriotes venaient puiser du courage. À Bruxelles il avait conquis l'estime universelle ; un député de l'opposition catholique lui disait : « bien des gens vous haïssent, mais tout le monde vous honore » [4]. Les milieux ouvriers l'acclamaient :

Je suis plus populaire ici que je ne croyais. Hier, dans un banquet de typographes, on a porté un toast aux trois hommes qui personnifient la résistance au despotisme, à Mazzini, à Kossuth, à Victor Hugo. [5]

Si on l'acclamait à Bruxelles, on le regrettait à Paris. Citons, entre autres, cette lettre de Crémieux, l'avocat et l'ami de Victor Hugo :

Paris, 27 [décembre 1851].

« Ami,

Que l'exil vous soit léger ! les lettres et l'histoire gagneront ce que la tribune perd.

[1] Inédite.

[1] *L'Évènement*, devenu *L'Avènement du peuple*, avait été supprimé par le coup d'état en même temps que beaucoup d'autres journaux de l'opposition. — [2] *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice.* — [3] *Correspondance.* — [4] *Idem*, 30 décembre 1851. — [5] *Idem.*

Heureux, dans ce grand désastre, les hommes qui peuvent donner à la patrie absente leur dévouement et leur génie ! Adieu nos chères libertés pour lesquelles nos pères et nous avons livré tant de combats pendant soixante ans ! Le dépôt est dans nos cœurs, l'expression de notre douleur et de nos espérances est l'œuvre qui vous appartient.

Nous végétons ici, grandissez encore dans l'exil : le jour qui vous rendra libre à la France libre sera pour la France un jour de gloire autant qu'un jour de bonheur.

Je vous aime,

Ad. Crémieux. [1] »

Victor Hugo devait, à cinquante ans, refaire sa vie et assurer celle de sa famille ; tout lui manquait à la fois : son mandat de représentant brisé, plus de traitement ; pendant un temps indéterminé plus de possibilités de traités avec les éditeurs français ; les théâtres fermés à son répertoire, plus de droits d'auteur. Il fallait se créer des ressources à l'étranger. Il ne se dissimulait pas que la publication de son *Histoire du Deux décembre* soulèverait de grosses difficultés ; sa conversation avec le ministre belge, Charles Rogier, l'avait éclairé à ce sujet[2] et, à peine installé, il entrevoyait la nécessité de quitter la Belgique dès l'apparition de son livre.

De Londres lui vint une proposition qui pouvait être fructueuse : Louis Blanc, poursuivi après les événements du 15 mai 1848, s'était réfugié à Londres ; il y resta jusqu'à la fin de l'empire ; le 28 décembre 1851 il écrivit à Victor Hugo, tant en son nom qu'au nom de Pierre Leroux :

« Mon cher Hugo,

Voulez-vous vous unir à nous dans la seule œuvre qui soit aujourd'hui à faire ? La liberté est morte en France, elle est menacée dans toute l'Europe : il n'y a plus que l'Angleterre où il soit encore possible de tenter un puissant effort pour la défendre.

Nous avons résolu de fonder ici un journal, qui ne serait celui ni d'un homme, ni d'un système, ni d'un peuple, mais qui, destiné à tenir lieu de tous les journaux supprimés, fournirait un appui à chaque opprimé, donnerait un écho à chaque plainte et serait une tribune où pourrait monter tout homme à qui la *liberté* est chère, apôtre ou soldat.

Ce journal sera hebdomadaire.

Il se publiera à la fois en français, en anglais et en allemand.

Trois français, trois anglais, trois allemands formeront le comité sous la direction duquel il sera placé. Il aura un rédacteur en chef, mais qui ne sera là que pour imprimer au journal une action plus vive et plus sûre ; car son nom ne sera point livré au public et il pourra être changé s'il ne représente pas convenablement les tendances collectives du comité.

Nous avons déjà rassemblé des fonds ; nous espérons compléter bien vite la somme qui nous est nécessaire pour lancer l'entreprise.

Jamais les circonstances ne furent, pour la création d'un journal tel que le nôtre, — c'est-à-dire qui n'aurait rien d'*exclusif,* rien de *systématique,* — ni plus favorables ni plus pressantes.

Les adhésions sont nombreuses, elles sont passionnées.

Déjà les noms des allemands et des anglais qui doivent entrer dans la composition du comité sont convenus, tous noms honorables et influents. Si vous y consentez, vous et nous deux nous serions la partie française de ce comité.

Inutile de vous en dire davantage.

La grandeur de l'œuvre, l'intérêt immense qui s'y attache, le succès que les circonstances lui promettent, le devoir sacré qui la commande, tout cela, votre haute intelligence le comprend de reste et votre cœur le pressent. Voulez-vous, encore une fois, vous unir à nous ?

Nous avons la conviction profonde que nous faisons une noble, puissante et sainte chose. *N'en parlez pas* et répondez-nous le plus tôt possible.

Salut cordial.

Louis Blanc, Pierre Leroux. [1] »

[1] Inédite. — [2] Lettre à Mme Victor Hugo, 14 décembre. *Correspondance.*

[1] Inédite.

En envoyant cette lettre à sa femme, Victor Hugo demande conseils à ses fils et à ses deux amis Paul Meurice et Auguste Vacquerie ; il serait tenté par ce débouché qui s'offre, mais il ajoute :

« N'y aurait-il pas inconvénient à me confondre, ne fût-ce qu'en apparence, avec Louis Blanc et Pierre Leroux ? Cela me ferait perdre l'isolement de ma situation actuelle, cela me rattacherait au passé d'autrui et par par conséquent combinerait mon avenir avec des complications qui me seraient étrangères, cela m'ôterait quelque chose de la pureté que j'ai aujourd'hui, n'ayant trempé dans rien, n'ayant pas tenu le pouvoir, n'ayant pas hasardé de théories, n'ayant pas fait de fautes, et ayant simplement tenu le drapeau levé et risqué ma tête le jour du combat[1]. »

La réponse abonda dans ce sens et le projet fut abandonné.

*
* *

À la Conciergerie, on apprit par les journaux un incident survenu à Bruxelles. Voilà nos prisonniers de nouveau en émoi ; cette lettre de François-Victor dit leurs inquiétudes et trace un tableau de Paris dans les jours qui suivirent le plébiscite :

29 décembre [1851].

« Mon cher petit père, nous apprenons par *le Constitutionnel* une chose étrange. Tu aurais été arrêté à Bruxelles sous prévention de faux passeport. Explique-nous au plus vite cette chose inexplicable. Comme s'il était possible de t'échapper de France sous ton vrai nom ! Comment ne tombe-t-il pas sous le sens que, si tu t'étais nommé, tu n'aurais jamais pu passer la frontière ! Tu peux même ajouter, comme explication, que ç'a été ta constante habitude de voyager sous un nom supposé ; tu le dis même dans la préface du *Rhin* ; et ce que tu faisais sous Louis-Philippe par pure fantaisie et impunément, tu ne pourrais pas le faire lorsqu'il s'agissait de sauver ta tête ! C'est évidemment une tracasserie de la police française qui aura imposé cette ineptie au gouvernement belge. — Tout cela prouve maintenant l'impérieuse nécessité pour toi d'aller en Angleterre, qui est le seul pays capable de te défendre. Le gouvernement français est capable de tout. Tu n'es en sûreté qu'à Londres.

Évidemment le cabinet belge a pris au sérieux le scrutin du 20 décembre. Le vote l'aura effrayé. Et, après t'avoir très bien reçu, il aura reculé et il aura craint de s'être mis la France sur les bras. J'espère, au reste, que toi-même tu n'auras pas été ému par cette immense majorité qu'a obtenue le coup d'état. Paris, qui seul a connu les faits, a voté, pour la moitié, contre lui. On dit même que l'Élysée a été et est assez inquiet de ce vote. Car, en politique, Paris est tout et la province n'existe pas. Il y a, par toute la France, une véritable terreur ; à Paris, on n'ose plus parler. Les dénonciations et les arrestations continuent. En attendant le *Te Deum,* la Conciergerie ne désemplit pas de prisonniers que la police fait tous les jours. Le commerce ne va pas non plus, malgré la hausse de la Bourse. Le jour de l'an fait faire encore quelques recettes nécessaires, mais, une fois qu'il sera passé, on verra la chute. Le mécontentement universel, même chez ceux qui ont voté pour lui, n'est pas la plus grosse des difficultés qu'il rencontrera. Tous les partis sont très montés. Un homme de génie ne se tirerait pas de là. Tu vois qu'il ne faut pas perdre courage, au contraire. La Providence sait ce qu'elle fait et je ne crois pas qu'elle donne à son œuvre séculaire un pareil couronnement. Le dix-huitième siècle et le dix-neuvième siècle ne s'escamotent pas comme cela, en une nuit. Je ne te parle pas de la pression énorme exercée sur les électeurs ; à Paris, où elle a été la moindre, elle était pourtant criarde. Michelet, qui est venu nous voir, nous disait que dans la banlieue où il a voté, quand il a porté son *non,* il a été couvert de huées. Dans une ville du Nord qu'il nous a citée, il paraît que les officiers ont été arrêtés pour avoir voté négativement. Tout cela, ce sont des détails pris au hasard. Malheureusement, il n'y a pas de journaux pour dire la vérité ; mais du jour où on pourra, non pas discuter, mais seulement parler, cela tombera comme un château de cartes.

Ce qu'il faut aussi remarquer, c'est que le vote a eu lieu à la commune, chose qui

[1] *Correspondance.*

n'a pas lieu habituellement et qui livre les paysans au curé et au maire.

Nous sommes ici fort espionnés et surveillés. Pendant les journées et depuis, nous n'avons pas caché notre indignation. Et tout cela a été rapporté. Que m'importe? Que peuvent-ils faire de plus contre nous? Nous sommes en prison, et je m'y suis fait complètement. Je ne travaille pas de tête, parce que je suis encore trop ému; mais du moins je lis. Je suis justement en train de relire *Notre-Dame,* que j'avais lue il y a huit ou dix ans; c'est une chose éblouissante.

Va donc en Angleterre. Tu y seras admirablement reçu. Lord Palmerston est tombé, mais il n'y a à cela aucun mal. Car il était favorable au coup d'état. Le ministère tel qu'il est, wigh pur, est hostile. Mais tout ministère anglais, tory ou wigh, sera nécessairement hostile. Car ce coup d'état, c'est l'alliance russe. Tous les partis là-bas sont unanimes. En outre, tu connais Cobden et les anglais du congrès de la Paix qui pourront te servir de pilotes au besoin. Mon petit père bien-aimé, je te sais fort et grand. C'est ce qui fait ma force à moi aussi; c'est ce qui fait mon courage. Pourvu que tu ne te décourages pas, qu'importe le reste! Ton existence aura été une existence de luttes et de combats. Ç'a été la vie de tous les génies. Console-toi donc en pensant que tous les obstacles que Dieu met sur ta route, sont là pour te faire produire et créer. Nous sommes bien dispersés matériellement, mais jamais pourtant nous n'avons été plus unis. Il me semble que je ne t'ai jamais plus aimé et admiré que maintenant. Et l'amour, n'est-ce pas le vrai fil et le vrai lien, celui qui perce les murs de prison et les continents? Ayons donc bon courage. Tu sais que j'ai un peu de ton caractère. Je ne m'abats pas. Il me semble que je fais une année de rhétorique et que le gouvernement est mon pion. J'attends les vacances, et j'espère qu'elles seront bonnes. Écris-nous bien vite. Tu sais notre impatience.

Ton fils.[1] »

Dans une lettre qui se croisait avec celle qu'on vient de lire, Victor Hugo racontait l'incident du faux passeport et concluait :

«Le tout s'est terminé par des quasi excuses de leur part, par un éclat de rire de mon côté, et bonsoir».

L'année 1851 finit sur un regret bien naturel. Le poète avait beau continuer à lutter par la plume après avoir lutté par la parole, il avait beau être entouré, il n'en était pas moins, le 31 décembre, séparé des siens :

«Demain, jour de l'an, écrit-il avec mélancolie, je ne serai pas là pour vous embrasser tous, mes chers bien-aimés. Mais je penserai à vous. Tout ce que j'ai dans le cœur s'en ira vers vous. Je serai à Paris, je serai à la Conciergerie. Parlez de moi à ce dîner de famille et de prison que je regrette tant; il me semble que j'entendrai[1].»

Le 10 janvier 1852, Victor Hugo apprenait qu'il était sur la liste des soixante-six représentants expulsés; il l'écrivit à Paris et cita un mot du bourgmestre de Bruxelles, M. de Brouckère :

«Le bourgmestre de Bruxelles est venu me voir. Je lui ai dit : Savez-vous qu'on dit à Paris que le Bonaparte me fera saisir ici et enlever chez moi la nuit par des agents de police? — M. de Brouckère a haussé les épaules et m'a dit : vous n'aurez qu'à casser un carreau et qu'à pousser un cri. L'Hôtel de Ville est sous vos fenêtres. Il y a trois postes. Vous serez bien défendu, allez![2] ».



En lisant le décret de proscription, Brofferio écrivit aussitôt à Victor Hugo, le pressant de venir à Turin, lui offrant sa propre maison, s'il voulait fuir «l'agitation de la ville et travailler dans le recueillement et la solitude» :

«La France que vous avez honorée vous

[1] Inédite.

[1] *Correspondance.* — [2] *Idem.*

proscrit. L'Italie qui vous aime et vous admire vous offre une autre patrie».

Ignorant l'adresse du poète, Brofferio envoya sa lettre le 15 janvier 1852 avec cette suscription : *M. Victor Hugo, à Bruxelles.*

La réponse de Victor Hugo a été publiée dans la Correspondance, à la date du 2 février 1852.

*
* *

«Les propositions viennent en foule» écrivait Victor Hugo à sa femme le 17 janvier, mais rien n'était encore conclu. «Une librairie politique à Londres, une librairie littéraire à Bruxelles, voilà mon plan»; plus tard le plan comprit une librairie à New-York. «Mais, ajoutait-il, pour mener la chose à bonne fin, il faut vivre ici stoïque et pauvre... Je travaille toute la journée et je vis avec 1200 francs par an».

Quant à son état d'âme, à ses espérances, ils sont exprimés de point en point dans deux lettres, l'une à Victor Pavie, l'autre à Auguste Vacquerie :

25 janvier 1852.

«Cher ami, cher poëte, merci. Votre lettre m'arrive et me touche au cœur. Je suis banni, proscrit, exilé, expulsé, chassé, que sais-je? Tout cela est bon, pour moi d'abord, qui sens mieux en moi la grande joie de la conscience contente, pour mon pays ensuite, qui regarde et qui juge. Les choses vont comme il faut qu'elles aillent; j'ai une foi profonde, vous savez. Je souffre d'être loin de ma femme si noble et si bonne, loin de ma fille, loin de mon fils Victor (Charles m'est revenu), loin de ma maison, loin de ma ville, loin de ma patrie; mais je me sens près du juste et du vrai. Je bénis le ciel; tout ce que Dieu fait est bien fait.

Je vous serre la main, cher vieil ami.

VICTOR H. [1]»

[1] *Victor Pavie, sa jeunesse, ses relations littéraires.*

Bruxelles, mercredi 28 janvier.

«Il y a bien longtemps, cher Auguste, que je veux causer avec vous et vous remercier de vos lettres si nobles et si cordiales. Encore quelques mois, je l'espère, et nous serons tous réunis, soit à Paris, soit dans l'exil où nous saurons bien nous refaire une France. Dans tous les cas, nous aurons la famille en attendant la patrie.

Je ne crois pas que nous puissions rester ici, et je le regrette, car à tous les points de vue pour nous Bruxelles vaut mieux que Londres. Mais probablement au printemps il y aura sur la Belgique une *fonte* de ces russes qui composent maintenant, hélas! l'armée française. Et d'ici là, le gouvernement belge aura peur et nous mettra dehors. Je dois dire pourtant que ces jours passés il s'est bravement conduit à mon occasion. Le gouvernement français a fait savoir au gouvernement belge qu'il avait la certitude que j'allais publier à Bruxelles un *manifeste* et qu'il demandait formellement mon *expulsion* de la Belgique. — Le roi Léopold, de son chef et sans même que je fusse consulté ou averti, a répondu *non* tout net. C'est la première fois que la Belgique répond *non* au Bonaparte depuis le 2 décembre. — Le lendemain le bourgmestre est venu me voir de la part du ministre de l'intérieur et m'a conté le fait *confidentiellement.* Je lui ai gardé le secret, mais la chose a transpiré d'ailleurs, elle a été dite dans la *Gazette de Cologne,* et les journaux d'ici la répètent en ce moment. — Cela va peut-être regâter la situation, car le Bonaparte ne se fâche des soufflets qu'on lui donne que si les soufflets font du bruit.

À propos de bruit, ces jours passés on a voulu me donner une sérénade sur ma grande place. Un musicien belge, M. Lefèvre, m'a écrit à ce sujet. J'ai refusé en priant qu'on changeât les applaudissements pour moi en huées pour le Bonaparte. *Offrez-lui ma sérénade en charivari.*

Ici, en attendant qu'on me chasse on me caresse. À de certains jours mon immense galetas ne désemplit pas. Hier un prêtre est venu, l'abbé Louis, chef d'une institution probablement un peu jésuite, autrefois rédacteur d'un journal clérical. Il s'est confondu en admirations, puis m'a dit : Monsieur Victor Hugo, j'ai un pardon à vous demander. — Lequel? — Je vous ai attaqué autrefois dans

mon journal *d'une manière horrible.* — Eh bien? — Oubliez-le. — Je lui ai dit : cela me sera d'autant plus facile à oublier que je ne l'ai jamais su. — Et tout le groupe qui était là s'est mis à rire. Du reste ce prêtre est bon homme Il hait le Bonaparte. Il m'a dit : — Le clergé de France en ce moment perd l'église de Rome. — Oui, lui ai-je dit, mais l'église de Rome avait déjà perdu le clergé de France.

Je voyais l'autre jour de ma fenêtre sur la place un charlatan qui avait appuyé son tréteau à deux tas d'ordures, n'ayant pu trouver mieux. Hier en lisant la liste du sénat et la liste du conseil d'état, j'ai pensé à ce charlatan. L'un appuie sa dictature comme l'autre appuyait son tréteau.

Nous, qu'allons-nous faire? Que publierons-nous? et comment publierons-nous? je ne vois pas encore distinctement de quel côté ni de quelle façon, mais j'ai la certitude absolue que le débouché se fera. Nous emportons avec nous la pensée française, et la pensée française est nécessaire au monde politique, au monde littéraire et au *monde commercial.* Déjà quelques linéaments se forment, mais rien ne se dessine encore bien nettement. J'envoie à ma femme un journal belge qui parle de la contrefaçon à un bon point de vue. Vous verrez cela. C'est une idée qui gagne ici du terrain. Les chambres vont s'en occuper. Hier soir Méline (le grand éditeur contrefacteur) m'a envoyé Van Hasselt, me dire qu'aussitôt la question législative vidée, il me ferait des offres *sérieuses,* qu'il me priait de ne rien précipiter et de ne point conclure avec d'autres d'ici là. — En attendant, j'avance mon *2 décembre.* Ce sera, par les faits curieux et innombrables, un livre inouï d'intérêt. Dinocourt [1] l'écrirait qu'il s'en vendrait cent mille.

Quant à l'*Avènement* ou l'*Événement,* est-ce que vous croyez à une loi de presse praticable en France? je n'y crois pas. Je dis plus, j'affirme que la négation de toute presse continuera indéfiniment. Le lendemain du premier journal libre, Bonaparte tomberait. Quel est votre sentiment à ce sujet? — On peut attendre encore. — Après quoi il sera utile et prudent de retirer le cautionnement...' Je vous envoie tout ce que j'ai de meilleur dans le cœur» [1].

[1] Dinocourt était un romancier fécond; il venait de fonder en 1852 la revue : *La Tribune hebdomadaire.*

Charles Hugo sortit de prison le 28 janvier; le 3 février il rejoignit son père à Bruxelles et envoya à sa mère des détails sur leur vie :

Bruxelles, mercredi 4 février 1852,
5 h. du soir.

«Ma chère petite mère, je suis arrivé hier soir à cinq heures un quart. J'ai trouvé papa au débarcadère. Nous nous sommes embrassés. Papa est engraissé, la bière lui a donné de grosses joues. Nous avons été à la *Nation* dont le rédacteur en chef m'a félicité. Puis nous avons dîné dans un restaurant à 25 sous. Le dîner était copieux et bon; seulement cette diable de bière ne me va pas et j'ai bu de l'eau. Dans la soirée, nous avons passé chez Versigny, Dumas, Girardin, Quinet, qui n'y étaient pas.

Nous avons trois pièces. Deux chambres à coucher l'une au-dessus de l'autre qui, bien que sans cheminées, sont chaudes; puis un salon qui donne sur l'admirable place de l'hôtel de ville et qui est fort gai. Papa l'a déjà orné d'un grand plat flamand de cuivre repoussé, d'une vieille horloge Louis XIV, et de deux fauteuils de cuir anciens. Il y a aussi un excellent poële de fonte. J'ai dormi douze heures, j'étais très fatigué; ce matin nous avons déjeûné d'une tasse de chocolat au café des Mille Colonnes, rendez-vous habituel des réfugiés. Nous y avons vu Michel de Bourges, Labrousse, Lagrange, Pascal Duprat, Baune et Cholat. Ils ont tous l'air d'assez bonne humeur. Je leur ai dit nos impressions de Paris. On croit beaucoup à la guerre ici. On s'attend à voir la Belgique envahie d'ici à six semaines.

...Schœlcher part pour Londres vendredi. Il croit que nous ne pourrons pas rester en Belgique. Papa s'attend aussi à partir d'ici peu pour Londres. La Belgique ne paraît sûre à personne.

...Papa travaille beaucoup à son histoire du 2 x[bre]. Elle est déjà très avancée. Il écrit en ce moment sur la même table que moi» [2].

[1] Inédite. *Bibliothèque nationale.* — [2] Inédite.

Des bruits alarmants circulaient à Paris, Mme Victor Hugo les transmet à son mari : Mme Coppens, femme d'un proscrit réfugié à Bruxelles, avertit Mme Victor Hugo que le gouvernement français avait l'intention de déporter les français qui ne se tiendraient pas tranquilles. Puis Henri de Lacretelle lui dit que le duc de Morny racontait à qui voulait l'entendre qu'il avait tenu entre ses mains un décret du président, lequel décret, lui Morny, avait brûlé. Ce décret disait :

La Belgique est incorporée à la France. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Mme Victor Hugo est peu rassurée ; elle poursuit :

« Morny assure que Napoléon reviendra sur ce décret. Il ajoute que deux ministres belges sont de connivence avec le gouvernement français. Une partie de la population belge approuverait cette incorporation. L'armée belge la désire.

Ce serait un second coup d'état, une révolution pacifique en Belgique, puisqu'il n'y aurait pas de résistance. La surprise serait la même qu'au 2 décembre. Tu vois dans quel piège tomberaient les proscrits. Ils seraient pris ainsi que les représentants l'ont été au 2 décembre, au saut du lit. Réfléchis, juge, et avise au besoin [1]. »

*
* *

Dans la correspondance et l'œuvre de Victor Hugo on trouve assez souvent des appréciations sévères sur Proudhon ; cette note et sa conclusion affirment encore son éloignement :

Bruxelles. — 14 mars [1852].

« J'ai lu hier une lettre de Proudhon adressée ici à un représentant (Marc Dufraisse, je crois). Proudhon dit que Louis Bonaparte sera renversé par *l'insurrection des choses*, et termine ainsi (sinon tous les mots, du moins le sens *textuel*) :

....

— Maintenant, ma conclusion, n'est-ce pas? la voici. — Bonaparte tombé, notre devoir sera de tout faire pour empêcher qu'à l'avenir rien de pareil ne se puisse et ne se fasse. Il faudra extirper et raser tout le passé; il faudra brûler sur la place de grève le cadavre de l'empereur, jeter bas la colonne, démolir Notre-Dame et Saint-Sulpice, déporter à Noukahiva tous les évêques, tous les prêtres, tous les moines, tous les théologiens, faire un feu de joie du grand livre de la dette publique, supprimer sous toutes les formes tout ce qui est rente, arrérage, fermage, loyer du capital. En un mot, faire la guerre, non la guerre comme Alexandre et Napoléon, mais la guerre comme Saint-Just et Torquemada.

Ainsi après Louis Bonaparte, Proudhon. À terroriste, terroriste et demi.

Nous aurons donc affaire à la fois à ceux qui veulent le passé comme Montalembert et Veuillot et à ceux qui veulent l'avenir comme Proudhon et Blanqui.

Qu'importe, marchons. Le doigt de Dieu est posé sur le but.

Ceci n'empêche pas Proudhon d'écrire au préfet de police, *recevez l'assurance de mon profond respect*, de faire volontiers le soir la partie d'échecs de Carlier, d'aller chez Morny, et de soumettre à Louis Bonaparte *des plans socialistes.*

Qui n'aura pas eu de dignité dans l'adversité n'aura pas de modération dans le triomphe [1]. »

*
* *

Jules Janin, l'un des amis les plus fidèles et les plus enthousiastes, se fait l'écho de la sympathie qui acclamait à chaque occasion le nom de Victor Hugo à Paris; il écrit le 15 mars :

« On nous a dit que vous alliez raconter ce crime énorme, et vous jugez si j'attends impatiemment le récit de ces attentats qui n'ont d'exemple qu'à la fin des nations et de leur histoire, en pleine anarchie, en plein désor-

[1] *Collection de M. Louis Barthou.*

[1] *Reliquat.*

dre, en plein écroulement de tout ce qui fait l'honneur et le respect des nations.

Ne pensez pas que la France vous oublie et que Paris, votre domaine, soit resté indifférent à votre fortune. Il n'y a pas plus de trois jours que Saint-Marc Girardin, dans sa chaire, à la Sorbonne, a prononcé votre nom d'une façon très simple, et dans un exemple de rhétorique; aussitôt l'applaudissement unanime a salué ce grand nom tout rempli de gloire; lui même, Saint-Marc Girardin, est resté étonné de l'effet qu'il venait de produire tant l'ardeur est grande de saluer les maîtres absents! [1] »

Il y eut mieux en 1860. Bancel, dans une conférence à Bruxelles, passait en revue les œuvres de protestation des grands écrivains de toutes les nations; quand il en vint aux français, il cita Rabelais qui fit *Gargantua;* Pascal, *les Provinciales;* Molière, Alceste; Beaumarchais, Figaro; Paul-Louis, ses pamphlets; Victor Hugo, les *Châtiments!*

« Là-dessus, écrit Bancel, a éclaté un tonnerre d'applaudissements. Votre nom a été l'éclair de cet orage d'acclamations. »

*
* *

D'après la lettre que Victor Hugo écrivit à sa femme, le 26 mars, il semble que le prince-président ait eu un moment quelque regret d'avoir expulsé le poète :

« Ces jours passés, j'ai eu la visite d'un élyséen, ancien ami à moi, ami actuel de Louis Bonaparte. Il m'a dit: Louis Bonaparte est désolé de la *fatalité* qui est entre vous... Il sait toute la reconnaissance que sa famille vous doit. Il a hésité cinq jours avant de vous mettre sur la liste de proscription [2]. »

D'autre part, les journaux du gouvernement, entre autres *l'Éclair,* avaient publié au début d'avril des notes affirmant que *M. Victor Hugo était autorisé à rentrer en France.* Il va sans dire que ces notes, reproduites par les journaux belges, provoquèrent une réponse; nous en avons trouvé deux brouillons reliés au Reliquat :

8 avril 1852. Jeudi.

La note suivante a été adressée à *l'Observateur :*

« M. Victor Hugo ne croit pas qu'il puisse venir à l'idée de personne de faire des démarches quelconques pour amener sa rentrée en France. Dans le cas où, par impossible, de telles démarches seraient faites, M. Victor Hugo les désavoue d'avance. S'il arrivait que *l'autorisation* dont a parlé le correspondant de *l'Observateur* fût spontanément signée, elle serait accueillie par le dédain. M. Victor Hugo n'a rien à demander à M. Louis Bonaparte, ni rien à recevoir de lui.

L'Éclair annonce que M. Victor Hugo a été *autorisé* à rentrer en France. On ne s'explique pas l'origine d'un pareil bruit. — M. Victor Hugo a fait obtenir autrefois à M. Bonaparte l'autorisation de rentrer en France, il n'a pas à la lui demander aujourd'hui.

M. Victor Hugo n'a rien à demander à M. Bonaparte.

Ces notes avaient provoqué l'enthousiasme de Vacquerie :

12 avril [1852].

« ... Les notes par lesquelles vous avez répondu aux insinuations clémentes des honorables journaux du pouvoir sont dignes de vous, c'est tout dire. Cela donne envie d'être un peu proscrit. Quant à moi, je vous demanderai la permission de m'associer à votre exil tant qu'il durera et d'aller me décosaquiner près de vous. Il n'y a plus d'autre France que votre conversation [1]. »

Quelques jours après parut dans *le Siècle* du 16 avril cette étrange nouvelle :

M. F. V. Hugo, le plus jeune des fils de l'illustre poète, qui avait été condamné peu

[1] Gustave SIMON, Lettres de Jules Janin à Victor Hugo. *Revue Mondiale,* 15 janvier 1922. — [2] *Correspondance.*

[1] Inédite.

de temps avant le 2 décembre, pour délit de presse, à neuf mois de prison, vient, à ce que rapporte *l'Indépendance belge,* d'être mis en liberté par ordre de M. le Président de la République. Sa peine ne devait expirer qu'au mois d'août prochain.

Le soir même, *Le Siècle* recevait la lettre suivante :

« Mon cher confrère,

J'apprends à l'instant, par la lecture de *l'Indépendance belge,* que le gouvernement m'aurait fait remise des quatre mois de prison qui me restent encore à subir.

La situation faite à mon père, faite à mon ami Paul Meurice, qui expie encore sous les verrous la responsabilité d'un article signé de moi seul, m'empêche d'accepter une grâce que je n'ai provoquée en aucune façon.

Mes compliments fraternels.

VICTOR HUGO fils[1]. »

Victor Hugo écrivit aussitôt à son fils :

17 avril. Bruxelles.

« Mon Victor, ta lettre au *Siècle* est aujourd'hui dans les journaux de Bruxelles. Nos amis me l'apportent avec enthousiasme.

Tu as bien fait. Je te félicite, et je te remercie, mon enfant. Tu portes bien mon nom. Aie toujours cette dignité et ce courage.

J'aurais été bien heureux de te revoir et de te ravoir. C'est encore quatre mois de souffrance et de privation, exil pour toi comme pour moi. Offrons cette douleur à l'idée sainte que nous servons.

Cher enfant, Charles et moi, nous t'embrassons bien tendrement.

V. [2] »

Mais la clémence ne se laissa pas désarmer et le grâcié malgré lui en informa son père :

« Mon cher petit père,

Tu as vu ma lettre au *Siècle* pour refuser ma grâce. Nonobstant cette lettre qui a paru

[1] L'original de cette lettre figure au catalogue Charavay sous le n° 96. — [2] Inédite.

ce matin, le directeur de la Conciergerie m'a déclaré qu'il avait ordre de me faire sortir au besoin par la force; il m'a montré l'ordre écrit du procureur général de me mettre en liberté, en ajoutant qu'il serait coupable de forfaiture s'il me gardait. Je l'ai prié de prendre acte de sa déclaration, et de bien constater que je ne sortais de sa prison que contraint et forcé; que du reste, une fois sorti, je me tenais à la disposition de la police, dans le cas où un nouvel ordre de réintégration serait provoqué par ma lettre au *Siècle.*

Ton fils respectueux.

V. [1] »

Une lettre de Mme Victor Hugo nous révèle à qui François-Victor devait cet élargissement si peu désiré. Napoléon Bonaparte, fils de Jérôme et cousin du Président, était tout dévoué à Victor Hugo et à sa famille. Pendant les journées du coup d'état, il avait même offert chez lui asile au poète qui avait d'ailleurs refusé. Napoléon Bonaparte allait souvent à la Conciergerie voir les fils de Victor Hugo et rendait visite à leur mère. Comme il sortait de chez elle avec un professeur qu'il y avait rencontré, ce professeur lui dit : Vous devriez bien tirer le jeune Hugo de prison. Le lendemain même, Napoléon pria son père de demander à Louis Bonaparte la remise des quatre mois de prison que Francois-Victor avait encore à faire.

Vacquerie conta la chose à Mme Victor Hugo, telle que Napoléon Bonaparte venait de la lui dire :

« Mon père alla voir le président. À sa demande, le président parut surpris et dit : Est-ce que Victor Hugo a encore un fils en prison? je l'ignorais. Je vais donner l'ordre qu'on le remette immédiatement en liberté.

Ah ça, Victor doit être content? — Fort à moitié, répliquai-je à Napoléon, il n'est pas dans ses idées d'accepter rien du gouvernement, et puis il laisse Meurice en prison. — Mais au moins Mme Hugo doit être bien

[1] Inédite.

contente? — C'est peut-être la moins satisfaite. — S'il en est ainsi, Vacquerie, ne lui dites pas que c'est moi qui ai fait cela [1]. »

*
* *

Nous avons entre les mains une partie du Journal d'Adèle Hugo; en voici quelques extraits qui nous ont paru avoir leur place ici :

Avril 1852.

19 — Béranger vient nous voir souvent [2], nous l'avons vu aujourd'hui, il nous a peint la Belgique sous de tristes couleurs; en revanche il prétend que le livre de mon père ne serait pas d'un très bon effet maintenant. Le pays est amorti, rien ni personne ne suivrait votre mari, a-t-il dit, ce serait un coup d'épée dans l'eau, et vous seriez pour longtemps proscrits de France.

M. Louis Desnoyers, que nous avons vu deux heures après, dit au contraire que le livre de mon père sera d'un très bon effet, en dehors de la France bien entendu, a-t-il dit; ce serait pour l'Europe un bon coup de fouet.

M. de Lacretelle, l'intime de Lamartine, nous a dit savoir de bonne source que le président serait empereur le 10 mai ou le 15 août.

26 avril 1852.

Le soir, M. et Mme Cornu ainsi que M. Billecoq sont arrivés. M. Billecoq s'est cru obligé de ménager le président dans la personne de sa sœur de lait, Mme Cornu, laquelle nous a raconté sa rupture avec Bonaparte.

Lors du coup d'état, disait-elle, Louis Bonaparte me croyant fâchée, m'a envoyé la marquise Douglas, sa cousine, laquelle a été reçue comme elle le méritait. Celle-ci, pour se venger, a dit au président que je voulais l'assassiner. Le président l'a cru et c'est parce qu'il a douté de mon amitié que je me suis éloignée de lui. Lors de sa prison de Ham, je n'ai pas été un seul jour sans m'occuper de lui, j'ai plus de cent lettres écrites de sa main, je lui ai fait passer des livres, entre autres les œuvres de M. Victor Hugo, *Hernani*, et, chose étrange, c'est le rôle de Charles Quint qui lui a inspiré ses idées d'ambition. Il récitait le fameux monologue au tombeau, se prenant pour Charles Quint et prenant Charlemagne pour Napoléon [1].

*
* *

Le séjour à Jersey semblait décidé; le 19 avril, Victor Hugo avait écrit son intention de quitter la Belgique « dans quinze jours ou trois semaines ». Charles trouve Jersey bien sévère et écrit à sa mère le 30 avril pour qu'elle tâche de combattre cette résolution :

«... J'attends avec une grande impatience le moment où nous nous reverrons pour ne plus nous séparer; tâche, ma bonne mère, que ce soit bientôt. Jusqu'à nouvel ordre, nous songeons à Jersey comme lieu d'installation. Papa prétend que c'est un charmant séjour et je dois dire que plusieurs personnes en sont tombées d'accord devant moi, mais je crains que la vie de Jersey ne soit un peu trop contemplative et un peu trop isolée pour Adèle et pour Victor; je le crains bien un peu aussi pour moi. Il y a dans le spectacle de la mer quelque chose de sublime, sans doute, mais, dans ce spectacle continuel, il finirait par y avoir quelque chose de triste. Il ne faut pas nous faire d'illusion, nous en avons pour plusieurs années; tâchons donc que le coin du monde où nous ferons notre nid soit le plus gai possible. La grande raison, c'est qu'à part l'Angleterre, il n'y a pas, dans toute l'Europe, place pour les deux pieds d'un homme libre; le Piémont, quoique indépendant, est engagé entre trois ou quatre puissances absolutistes et est par conséquent peu sûr. Resterait encore le Portugal. Une lettre que mon père vient de recevoir de Lisbonne nous a tentés un moment. Peut-être bien songerions-nous à aller au Portugal, si ce n'était pas si loin de la France [2] ».

*
* *

Auguste Vacquerie achevait le 8 mai les six mois de prison auxquels il avait

[1] Gustave SIMON, *La Vie d'une femme.* — [2] Béranger, à partir de l'exil de Victor Hugo, entretint jusqu'à sa mort une correspondance suivie avec Mme Victor Hugo. Toute son âme dévouée s'y révèle.

[1] Inédit. — [2] *Idem.*

été condamné pour la lettre ouverte que lui avait adressée Victor Hugo[1]. Pour célébrer sa libération, le poète lui écrit :

Bruxelles, 8 mai 1852.

« Cher Auguste, c'est aujourd'hui le grand jour. Vous sortez. Louis Bonaparte devrait sortir en même temps que vous, mais pour l'instant la providence en a décidé autrement. *Que la fange soit bénie!*

Je veux que cette lettre vous trouve demain matin chez vous et vous souhaite le bonjour à votre réveil. Nous sommes heureux, Charles et moi, de vous voir hors de prison, pour vous d'abord, qui pouvez respirer à pleins poumons ce qui reste d'air en France; pour nous, ensuite, qui allons, j'espère, vous revoir bientôt.

Nous sommes ici le pied sur la branche. Il y a une sorte de persécution contre les proscrits français, persécution à laquelle j'échappe, je ne sais trop pourquoi ni comment.

Cependant je m'attends d'un moment à l'autre à recevoir quelque invitation polie à la suite de laquelle je m'en irai. Les journaux ont annoncé que j'étais à Jersey. Pas encore, mais bientôt.

Dites à Victor et à sa mère et à sa sœur que je compte leur écrire par la première occasion. Ceci n'est qu'une poignée de main que je vous envoie par la poste.

Vous serez libre pour la grande mascarade du 10 mai.[2] On en parle beaucoup ici. Force belges font à cette occasion le voyage de Paris pour aller contempler de près l'éclat des lampions et des sénateurs.

À propos, est-ce que c'est vrai? On dit que Cousin manque aux saintes lois de la platitude et refuse de prêter serment! j'admire!

J'ai reçu une nouvelle lettre de Londres qui m'annonce que mon idée de librairie universelle va bien. J'attends un anglais nommé M. Piddington, pour jeter les bases. Mon livre sera le premier publié. Cette librairie serait l'usine intellectuelle du monde entier, la France soufflant la forge.

Vous avez dû, cher ami, faire de belles choses dans votre prison. Vous aurez un de ces jours, comme Paul Meurice, une grande acclamation autour de votre nom et un grand succès. Faites vite afin de nous venir rejoindre bientôt.

Chose étrange qu'il y ait à cette heure en France un homme auquel on puisse dire : Vous êtes libre! Je me dépêche de vous le dire, pour la curiosité du fait, ce matin 8 mai. Vous, de votre côté, dépêchez-vous de mettre votre liberté en sûreté dans l'exil.

Je vous serre les deux mains. »

V.[1]

* * *

Mme Victor Hugo était venue fin mai à Bruxelles traiter avec son mari différentes questions relatives à la vente de leur mobilier; en retournant à Paris elle portait à François-Victor cette lettre :

26 mai [1852].

« Mon Victor chéri, ta mère te portera toutes mes tendresses. Elle te dira aussi les obstacles que je rencontre; il faut encore ajourner ce que tu me demandes et ce que je serais heureux de te donner. Travaille, enfant. Car la vie devient sévère pour tous. Ce n'est pas un mal, mais il faut savoir tirer parti de ces sévérités momentanées du sort.

Nous avons conduit ta bonne mère à Malines en vous regrettant bien, ta sœur et toi. Elle te dira quel beau pays. On dit Jersey plus beau encore. Nous serons là tous unis, travaillant, serrés les uns contre les autres, faisant face à l'adversité. Il y a dans tout cela encore du bonheur possible.

Mon Victor, aie courage. Les côtés sombres de la vie sont comme les côtés sombres de la terre, le jour finit toujours par s'y faire.

Il faut espérer et se confier en Dieu.

Cher enfant, je t'embrasse tendrement[2]. »

* * *

Trouvé-Chauvel, ancien ministre en 1848, et proscrit en 1852, s'était chargé de la double négociation avec Londres : impression et publication de l'*Histoire*

[1] Voir *Actes et Paroles*, tome 1, *Avant l'exil*, page 286. — [2] Le 10 mai il y eut au Champ de mars une fête militaire; remise à l'armée des aigles bénies par le clergé, distribution des drapeaux, célébration d'une messe, procession.

[1] Inédite. *Bibliothèque Nationale.* — [2] Inédite.

du Deux décembre, fondation d'une association littéraire française dont le siège serait à Londres et les filiales à Bruxelles et New-York; les lettres de Trouvé-Chauvel donnant les détails de cette affaire sont reliées au Reliquat; de la première lettre, 29 avril 1852, à la cinquième, 30 mai, la confiance ne se démentira pas; pourtant les pourparlers n'aboutissaient pas; avant d'établir le traité, on demandait communication du manuscrit de l'*Histoire du Deux décembre;* c'était possible, puisque le 5 mai elle était terminée; c'était dangereux, les éditeurs auraient probablement reculé devant les risques d'une telle publication. Puis, Victor Hugo recevait journellement de nouveaux témoignages, de nouveaux détails qui le forçaient à des remaniements et il se rendait compte qu'il lui fallait plus de temps, plus de recul, pour établir un travail définitif. Pourtant il ne voulait pas « que Bonaparte profitât de l'ajournement »[1]. C'est alors qu'en moins d'un mois, du 14 juin au 13 juillet, en utilisant une partie des notes accumulées, il écrivit *Napoléon-le-Petit* et le fit imprimer secrètement à Bruxelles. *Personne n'avait osé acheter le manuscrit*[2].

Charles Hugo écrit à sa mère les conséquences probables de cette publication :

Vendredi 9 juillet 1852.

« ... Mon père n'est pas absolument *certain* qu'il ne pourra pas rester en Belgique, après la publication de son livre, mais il a reçu des avis qui équivalent à une presque certitude.

D'abord, dernièrement, Roselli-Mollet, un ancien représentant du peuple, lui a dit tenir de M. Ortez, député d'ici et ami du ministère, qu'aussitôt son livre paru, il devrait quitter Bruxelles *de gré ou de force.* En second lieu, M. de Brouckère, le bourgmestre d'ici, est venu lui faire une visite et lui a dit que son livre créerait au gouvernement belge de tels embarras qu'il ne croyait pas qu'il fût possible que, malgré toute sa sympathie pour lui personnellement, le gouvernement ne vît pas son départ avec plaisir. En cas de non-départ, le bourgmestre a laissé entrevoir l'éventualité de l'expulsion[1]. »

(1) *Correspondance,* 1er juillet 1852. — (2) *Idem.*

Cette éventualité forçait Victor Hugo à se montrer sévère.

À son fils François-Victor qui lui demandait quelque argent, Victor Hugo répondait :

Fin juillet [1852].

« Je ne voudrais jamais rien vous refuser, mes pauvres enfants; mais n'oubliez pas les étroites limites où je suis. Rien n'est plus difficile que de fonder une librairie française, *payant les auteurs,* à l'étranger. Depuis huit mois, j'y perds ma peine. *Nap. le P.* ne me rapportera rien, au plus 1500 ou 1800 francs en en vendant des masses et là-dessus je donnerai 500 francs à la caisse des proscrits. Tant qu'il n'y aura pas à Londres ou à Bruxelles un libraire acheteur de manuscrits, nous serons réduits à notre revenu actuel qui est de 7500 francs plus les 1000 francs de l'Institut. Base-toi là-dessus et comprends.[2] »

Enfin le départ de Bruxelles est décidé malgré les co-proscrits de Victor Hugo qui le suppliaient de rester jusqu'à ce qu'on l'expulse. Il part le 31 juillet après avoir adressé au bourgmestre et aux proscrits les lettres qu'on a lues pages 378-379. Au milieu de ses préparatifs, il écrit à Auguste Vacquerie:

Bruxelles, 25 juillet.

« Je dis adieu à Bruxelles et je vous dis bonjour. Cher Auguste, d'ici à quelques jours je vous embrasserai, j'espère, dans cette belle et heureuse île, au bord de la mer, avec le ciel bleu sur nos têtes.

Je suis accablé d'affaires, de diversions, d'embarras, de travaux mêlés à cela; je fais mes malles et je corrige des épreuves. Je mets mes chaussettes sous cadenas et je donne la volée à mes idées; je suis ahuri,

(1) Inédite. — (2) *Revue Hebdomadaire.* Juin 1935.

bourré, pressé, poussé par le gouvernement belge qui veut que je m'en aille, tiraillé par les proscrits qui veulent que je reste, mais au milieu de ce tohu-bohu je sens une chose distinctement, c'est que je vous aime, cher grand poëte, et que je serai heureux de vous serrer la main. Bien heureux [1].»

V.

D'Anvers où il prononça le discours qu'on a lu page 31, Victor Hugo alla à Londres où il vit Mazzini et Louis Blanc. Est-ce à ce moment que fut agitée la question de fonder *le Moniteur universel des peuples,* qui eût été rédigé par Kossuth, Mazzini et Victor Hugo ?

Le poète débarqua à Jersey le 5 août, le jour même de la publication de *Napoléon-le-Petit.*

JERSEY.

Détachons encore du Journal d'Adèle ces pages copiées par elle dans *l'Impartial de Jersey* du 3 août 1852, pages bien curieuses si l'on songe que l'expulsion de Jersey démentit par la suite toutes ces protestations d'hospitalité :

Le *Jersey Times* d'hier annonce l'arrivée à Jersey de Mme et Mlle Hugo, femme et fille de l'illustre poëte de ce nom, qui lui-même est attendu journellement. Il paraît que le Prince-président, qui a trouvé le moyen de faire quitter la France à tous ceux qui l'illustraient par leurs talents, leurs écrits et leurs connaissances, ne peut pas même les souffrir dans des pays trop voisins de celui qui gémit sous son gouvernement, car nous lisons dans *l'Émancipation de Bruxelles :*

« Nous apprenons que le bourgmestre signifia mardi 27 juillet à M. Victor Hugo d'avoir à quitter le territoire belge. Le motif de cette expulsion est, dit-on, la publication d'un pamphlet annoncé depuis quelque temps déjà. »

[1] Inédite. *Bibliothèque nationale.*

L'œuvre du grand écrivain dont la plume a fait trembler le redoutable cimeterre de Strasbourg et de Boulogne est sans doute celle qui vient d'être publiée sous le titre de *Napoléon-le-Petit.*

Que le père de *Notre-Dame de Paris,* que le chantre des *Feuilles d'Automne* vienne se fixer au milieu de notre population hospitalière, qu'il vienne respirer l'air embaumé de notre île libre et qui fut dans tous les temps un refuge assuré contre toutes les persécutions, quels qu'en fussent les instruments et les victimes. À Jersey, où la brise lui apportera à chaque instant quelques émanations de cette France qu'il a couverte de tant de gloire, il n'aura point à craindre qu'on vienne lui dire : votre séjour déplaît ici au tyran qui règne à Paris, cherchez ailleurs un refuge contre ses persécutions, mais chacun lui criera de toutes les forces de ses poumons : vous êtes persécuté, venez sous mon toit; vous êtes malheureux, chauffez-vous à mon foyer. Maintenant vous êtes mon hôte, l'hôte de tout le pays, et la rue de Jérusalem envoyât-elle dans le pays, qui en est pourtant déjà bien assez infecté, le double d'agents qu'elle a fait s'y abattre, écrivez, parlez, vous êtes l'hôte de Jersey, la libre, la franche; l'asile que vous y avez choisi est sacré pour tous, et vous n'y serez tourmenté que par l'admiration, le dévouement et l'amitié.

Avant de quitter Bruxelles, Victor Hugo avait traité avec un éditeur pour la publication, en deux volumes, de ses discours. Ils parurent pour la première fois en librairie sous le titre : *Œuvres oratoires* [1].

Jersey, 29 août 1852.

«Voici, mon cher Monsieur Tarride, les *notes* des *Œuvres oratoires.* Il y a, sur l'enveloppe du dossier, une *note pour l'imprimeur* que je vous recommande. Ce paquet vous sera remis par l'entremise de M. Jeffs. Je le confie à Jersey aux soins du frère de M. Jeffs qui est venu nous voir dans l'île. Dans le cas où M. Cappellemans serait d'avis d'ajouter aux notes mon discours au comité des travailleurs

[1] Annoncées le 5 août, au dos de la couverture de *Napoléon-le-Petit.*

sur Petit-Bourg[1], il faudrait placer ce discours à sa date dans la division *Assemblée Constituante*. Il est important de maintenir les notes des discours. Faites-les rétablir, je vous prie, pour les deux discours (académie) à MM. Saint-Marc Girardin et Sainte-Beuve pour lesquels, je ne sais pourquoi, on a supprimé la mention de la date. — Pressez le plus possible la publication. Il serait urgent de paraître afin de profiter du mouvement de *Napoléon-le-Petit*. M. Hetzel est-il de retour ?

VICTOR HUGO»[2].

*
* *

Dès les premiers mois de son séjour à Jersey, les proscrits de toutes nations firent appel à Victor Hugo; il ne s'épargna pas, protestant contre l'empire qui montrait déjà le bout de l'oreille, glorifiant la révolution au banquet polonais, disant l'adieu suprême sur la tombe d'un proscrit; il se donnait sans compter, mais il devait avoir des moments de découragement; l'amnistie avait entrebâillé une porte de rentrée à ceux des bannis qui feraient leur soumission et tel qui s'était montré intrépide pendant la lutte était sans courage devant l'exil prolongé. On sent un peu de tristesse dans ces lignes que Victor Hugo écrit à Louise Colet le 12 décembre 1852 :

«... Je voudrais vous envoyer des nouvelles passables, je n'en ai pas. L'exil se démembre un peu. Quelques-uns faiblissent et acceptent cette rentrée infâme que le criminel appelle *l'amnistie*[3]. Plusieurs mouraient de faim. Nous les soutenions à grand'peine. Ils partent après avoir signé qu'ils ont été *égarés par des conseils perfides*. Je leur pardonne et je les plains.»

Les préoccupations politiques, les notes rédigées en vue de l'*Histoire du Deux Décembre* et l'improvisation de *Napoléon-le-Petit* n'empêchèrent pas Victor Hugo d'écrire en 1852 plus de soixante poésies; les *Châtiments* en eurent une grande part.

En arrivant à Jersey, Victor Hugo avait mené de front deux tâches : les *Châtiments*, dont trente-deux pièces étaient prêtes à la fin de 1852, et le ravitaillement d'une caisse des proscrits de Jersey; les détresses étaient affreuses et les cotisations ne suffisaient pas à les soulager. Victor Hugo intéressa les Jersiais à leur sort en organisant un bazar, dont les objets furent vendus au profit des proscrits. Cela réussit assez bien s'il faut en croire cette lettre ouverte publiée par les journaux de l'île :

La commission administrative de la Société fraternelle des proscrits républicains français aurait voulu pouvoir remercier individuellement chacune des dignes et honorables personnes qui, dans l'île et hors de l'île, ont bien voulu concourir si gracieusement à l'œuvre du bazar pour les proscrits nécessiteux. La caisse d'assistance, fondée par les membres de la Société fraternelle pour venir en aide à leurs frères dans le besoin, a reçu du bazar une somme, la plus considérable peut-être qu'aucun bazar eût encore produite dans cette île, somme qui, réunie aux autres dons et cotisations, garantit désormais pour un certain temps contre les nécessités extrêmes tous ceux des proscrits sur lesquels pèsent le plus durement les détresses de l'exil. Le bazar des proscrits a été pour la population de Jersey tout entière l'objet du plus admirable et du plus touchant empressement. Dans l'impossibilité de remercier chacun séparément, la commission administrative croit devoir recourir à la publicité pour exprimer, au nom de la Société fraternelle, toute sa reconnaissance à la noble et cordiale population de Jersey. Tous ont

[1] Rappelons que nous avons donné au tome I, *Avant l'exil*, des lettres et des documents relatifs à Petit-Bourg. — [2] *Communiquée par M. Victor Degrange*. — [3] Note insérée au *Moniteur Universel* du 2 décembre 1852 :

«Les condamnés et exilés politiques seront rendus à la liberté, à leur famille, à leur patrie, sans autre condition que de prendre l'engagement de ne rien faire désormais contre le gouvernement de l'élu du pays.»

rivalisé de zèle et de bonne volonté; les femmes, comme toujours, ont prouvé que, là où il faut du cœur, elles sont les premières; la plupart des envois et des dons étaient accompagnés de lettres ou d'inscriptions attestant les profondes sympathies des libres anglais et des libres jersiais pour les hommes qui luttent contre le crime et la tyrannie. Les proscrits républicains en ont été vivement émus. De tels témoignages de la part d'une telle population consolent de bien des injustices et de bien des douleurs.

Nous remercions Jersey.

L'hospitalité de l'Angleterre, si fière et si grande, donne au proscrit la sécurité; l'hospitalité de Jersey, plus précieuse encore, ajoute à la sécurité la fraternité.

Jersey, 4 mars 1853.

(Signatures [1]).

Il y avait à Jersey deux sociétés de proscrits : *la Fraternité* et *la Fraternelle* qui, déclarait Victor Hugo, *ne vivaient pas fraternellement* [2]. Devant la mésintelligence persistante, Victor Hugo donna sa démission :

«Citoyens,

«Dans la situation actuelle de la société fraternelle, l'incompatibilité étant devenue complète entre les fractions qui la divisent et la conciliation impossible, je ne saurais continuer à faire partie de la société.

«Je me retire.

«Je prie la société de me donner acte de ma démission.

«Recevez, citoyens, l'assurance de mes sentiments fraternels.

5 mars 1853. Jersey.»

Cette démission ne l'empêcha pas, on le verra, de secourir personnellement ses co-proscrits; dans le manuscrit, on trouve un petit dossier *Landolphe;* le représentant Landolphe, momentanément gêné, avait demandé à Victor Hugo le service d'endosser un billet à ordre, de 650 francs; l'exil était venu et la traite avait été retournée, impayée, à Victor Hugo. «J'ai payé, écrit-il à ce Landolphe alors à Guernesey, et j'ai cru devoir à notre proscription commune de dire que c'était avec votre argent que je payais.»

En 1857, c'est le proscrit Cahaigne, emprisonné pour dettes et que Victor Hugo fait mettre en liberté en se portant caution pour lui; le Carnet note les divers acomptes payés à l'hôtesse de Cahaigne et donne cette conclusion :

15 janvier 1858. — J'ai terminé aujourd'hui l'affaire Cahaigne. J'ai achevé d'éteindre sa dette en payant à Allez pour Mme Reynier 204 francs.

La somme due était de 480 francs.

Puis c'étaient des sommes avancées; sur une lettre datée de 1867 et signée Benjamin Colin, promettant de rembourser un prêt de 100 francs, on lit cette annotation :

Je ne veux pas de remboursement.

Bornons-nous ici à ces quelques exemples.

D'autre part, on sait par le récit publié dans *Choses vues,* qu'il avait conservé assez d'ascendant sur les exilés pour sauver, dans la réunion d'octobre 1853, la tête de l'espion Hubert [1].

*
* *

Voici un exemple de la surveillance exercée alors par la police de l'empire :

1853. Mars.

Voyage de mon fils Charles à Caen. On vient par deux fois pour l'arrêter comme «faisant partie d'une société secrète».

Il échappe par merveille. À ce sujet on m'écrit : «Prenez garde. Plus de ces voyages.

[1] Brouillon au verso de la proclamation *Au Peuple.* — *Maison de Victor Hugo.* — [2] *Choses vues,* tome 2, Edition de l'Imprimerie Nationale.

[1] *Choses vues,* tome 2, Édition de l'Imprimerie Nationale.

IMPRIMERIE NATIONALE.

La déportation est au bout. Tant vont les honnêtes gens en France que Cayenne s'emplit.»

Une lettre de Charles Hugo au *Siècle* du 9 avril 1853 donne l'explication de cette note.

Charles Hugo était allé avec un ami, M. Edmond Bacot, à Caen, pour s'y livrer à des études photographiques [1]. Il y reçut la visite d'un commissaire de police assisté d'un commissaire central qui perquisitionnèrent dans sa chambre d'hôtel « fouillant partout, jusque dans le lit». S'emparant du carnet de voyage de Charles Hugo, ces messieurs passèrent près de trois quarts d'heure à le compulser.

«Ce carnet contenait le détail du secret dont M. Bacot se sert pour produire ses belles épreuves photographiques et que son inventeur a refusé jusqu'ici de livrer à aucun prix. Aujourd'hui ce secret se trouve au pouvoir de M. Girard, commissaire de police à Caen.»

*
* *

Les journaux ne donnaient de nouvelles que celles dont le pouvoir permettait la publication; heureusement des amis tenaient les exilés au courant de mille détails; en voici quelques-uns extraits d'une lettre de Mme de Girardin :

6 avril 1853.

... Eh bien! vous devez être content, tout va bien!.. Chaque classe commence à avoir reçu sa petite blessure. Ah! si on leur promettait autre chose que des coups de fusil, on serait bien fort. — Vous vous rappelez cette belle Eugénie que vous avez vue chez moi et avec laquelle vous parliez espagnol si facilement, la voilà l'épouse de Boustrapa. Un moment j'ai eu peur, la sachant noble et courageuse, je me suis écriée : elle le sauvera!.. mais maintenant je suis rassurée, on l'enferme de manière à ce que la vérité ne puisse jamais lui parvenir, elle ne comprendra pas même le danger quand il viendra, ses regards, déshabitués du jour, seront aveuglés aux premiers rayons de la lumière terrible, elle tombera comme les autres, c'est dommage car c'est une femme charmante et qui mérite mieux. Une chose m'étonne, c'est que quand elle a dit oui, elle avait lu votre livre [1], en cachette, avec mille précautions, mais enfin elle l'avait lu; moi, cette lecture m'aurait un peu refroidie.

On parle de grossesse et l'on raconte que Mme Ducos, la femme du ministre, est allée demander la faveur de nourrir le marmot impérial, sa grossesse, par un bonheur providentiel, coïncidant avec celle de l'Imp. En voilà une platitude! Qu'une pauvre femme se prive de nourrir son enfant de son lait pour le nourrir de viande plus tard, cela se comprend, mais qu'on soit mauvaise mère pour être bonne *courtisane*, cela est étrange. La femme d'un ministre!.. Ô crime de lèse-maternité, de lèse-dignité!

Dans les réponses qu'il écrit à ses amis, Victor Hugo laisse quelquefois percer une certaine tristesse, témoin cette lettre à Nefftzer; nous en devons la communication à sa fille.

Marine Terrace, 26 avril.

«Vous avez bien fait de m'écrire; vous êtes un de ceux que j'aime. Vous rappelez-vous, cher prisonnier d'autrefois, le bien que vous me fîtes le soir que Charles entra dans la Conciergerie. Je vous vis sous ces grandes grilles noires où mon fils allait disparaître; vous étiez sur le seuil, calme, doux, rayonnant, et vous dîtes bonjour au nouveau venu avec un sourire. Vous représentiez ce qui doit accueillir l'honnête homme dans la prison quand il y entre, la joie.

«Je vous le dis alors, et depuis ce jour-là, moi qui vous estimais, je vous ai aimé.

«Aujourd'hui votre lettre me fait le même effet dans l'exil que votre sourire dans la prison.

[1] Parmi les nombreuses photographies de Victor Hugo et de sa famille que possède la Maison de Victor Hugo, les premières en date sont de 1853 et ont été faites par Charles Hugo et son frère qui se passionnaient alors pour la daguerréotypie.

[1] *Napoléon-le-Petit.*

«Merci, merci, bon et noble esprit.

«Ce gouvernement d'à présent finit par me faire pitié. Il devient vraiment trop misérable. Il n'avait encore été qu'immonde au dedans, le voilà qui devient petit au dehors. Le nain traînant le grand sabre, s'y emberlificotant les jambes, et saignant du nez sur Austerlitz, ce n'est plus drôle. C'est lugubre.

«Hélas! c'est que voilà le drapeau de France hors de France, et qu'on s'en moque, et que ce n'est plus seulement nous proscrits qui haussons les épaules, c'est le monde battu par Bonaparte l'ancien qui se met à rire de Bonaparte le neuf; et voyez-vous, cher prisonnier, je suis toujours un bêta de français, et mon vieux chauvinisme me démange sous ma septième peau comme une gale rentrée. Donc, au lieu de rire comme les autres de la belle figure que fait l'Anglo-France dans la Méditerranée, dans la Baltique et en chemin pour le Danube qui est passé, au lieu de rire, je pleure.»

*
* *

Emmanuel Arago ignorait l'ajournement de l'*Histoire du Deux-Décembre,* et voulait y voir son nom :

«Mon cher Hugo, je ne vous ai pas vu depuis le 8 décembre, mais nous sommes encore, vous et moi, ce que nous étions ce jour-là, ce que nous étions, côte à côte, sur nos sièges de l'Assemblée. De Bruxelles à Paris, où nos ennemis m'ont retenu de force jusqu'à présent, j'ai souvent, presque tous les jours, reçu de vos nouvelles, soit de vive voix, soit par lettres, et j'espère que mon oncle Étienne Arago n'aura pas manqué de vous porter quelquefois mes poignées de main fraternelles. — Aujourd'hui je vous écris directement; voici pourquoi : On m'assure que, pour ne pas *compromettre* ceux d'entre nous qui sont encore en France, vous rayez leurs noms de votre compte rendu des sinistres évènements de Décembre. — Je viens vous prier, vous demander avec instance, de ne pas le faire en ce qui me concerne. — Je dis, je répète, je proclame que, du deux décembre au matin jusqu'au huit, dans les faubourgs, partout, je me suis efforcé d'organiser la résistance, que j'ai signé la déchéance et la mise hors la loi; et je serais au désespoir si mon nom ne figurait pas parmi les noms de ceux qui ont fait leur devoir aussi complètement, aussi énergiquement que possible. — J'attends donc de vous comme un service, mon cher Hugo, que si mon nom, ce que j'espère, s'est rencontré sous votre plume, vous le laissiez auprès du vôtre. Un oubli, même volontaire, me causerait un vrai chagrin.

À vous de tout mon cœur.

EMMANUEL ARAGO» [1].

29 avril.

*
* *

Noël Parfait, en lisant le discours prononcé par Victor Hugo sur la tombe du proscrit Jean Bousquet, écrit tout de suite de Bruxelles, le 1er mai 1853 :

«Cher et illustre maître,

Je ne veux pas tarder plus longtemps à vous exprimer la joie que j'ai ressentie à la lecture de l'excellent, de l'admirable discours que vous avez prononcé dernièrement sur la tombe d'un de nos frères de Jersey. Si peu que vaille mon suffrage, laissez-moi vous dire qu'à mes yeux, rien n'aura plus de portée, comme aussi rien ne pouvait être plus opportun que ces nobles, que ces généreuses paroles, qui sont tout un programme d'avenir. Nulle part les idées ne germent mieux que sur la tombe des martyrs. Nous sommes tous pénétrés de cette vérité, puisque, en même temps que vous la proclamiez au nom des proscrits de Jersey, Bancel, de son côté, l'exprimait au nom des proscrits de Bruxelles; et, comme elle ne saurait être trop propagée, comme il est bon surtout qu'on sache quelle communauté de sentiments règne entre les exilés, nous avons résolu ici de faire réimprimer votre discours et celui de Bancel, de manière à ce qu'ils puissent être répandus en France. — Raspail est arrivé à Bruxelles, sortant de Doullens; les journaux vous auront appris cela; mais voici ce qu'ils ne vous ont pas dit. Le gouvernement belge, fidèle à ses coutumes hospitalières, aussitôt Raspail débarqué ici, lui a enjoint de quitter la Belgique dans les quarante-huit heures. Cet ordre sauvage allait être exécuté lorsque M. Villain XIV, le chef du parti catholique, comme vous savez, ayant

[1] Inédite.

appris ce qui se passait, a été trouver Raspail, l'a fait monter dans sa voiture, l'a emmené chez lui, l'y a installé ainsi que son fils, et ensuite a écrit au ministre de la justice, comme Léonidas à Xercès : Viens les prendre !

«Quel que soit le mobile qui ait fait agir M. Villain XIV, ou un sentiment de patriotisme, ou une tactique de parti, le trait mérite, à coup sûr, d'être cité, et donne une belle leçon aux prétendus libéraux. Maintenant, le ministre reculera-t-il devant une violation de domicile ? Beaucoup le croient ; je me contente de l'espérer.»

* * *

Quand *Napoléon-le-Petit* parut en 1852, le ministre de la Justice à Berne, obéissant sans doute à des instructions venues de Paris, prévint ses subordonnés qu'un «infâme pamphlet» signé Victor Hugo entrait en France par la Suisse. Même fait se renouvela en France quand les *Châtiments* furent publiés, le 21 novembre 1853 ; le gouvernement était depuis longtemps au courant de la manière dont on se proposait de répandre en France le «nouveau libelle» ; des circulaires avaient été envoyées aux préfets qui, à leur tour, alertaient les maires. Voici un document émanant de la préfecture de Bordeaux, et dont nous devons la communication à l'obligeance de M. Xavier Védère, archiviste de la ville :

PRÉFECTURE de la GIRONDE.
—
5e division.

Bordeaux, 18 novembre 1853.

Monsieur le Maire,

Un nouveau libelle de Victor Hugo, intitulé *les Vengeresses*,[1] vient d'être imprimé et tiré à 6.000 exemplaires et on se propose de l'introduire en France par le littoral ou les frontières. On pense que les brochures dont il s'agit ne seront pas expédiées isolément et qu'on tentera le plus souvent de les introduire dans les colis de marchandises ; les envois seront fractionnés et dirigés sur les principaux centres de réfugiés qui en feront eux-mêmes la distribution.

Je m'empresse de porter à votre connaissance ces divers renseignements qui me sont transmis par S. E. M. le Ministre de l'Intérieur afin que vous prescriviez un redoublement de précaution et de surveillance.

À cet effet vous voudrez bien vous concerter particulièrement avec l'Administration de l'Octroi. Dans le cas où des saisies seraient opérées, je vous prie de m'en donner avis immédiatement.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma haute considération.

Le Préfet de la Gironde,
DE MENTQUE.

Ces instructions furent bien suivies, en voici la preuve citée dans une lettre de Victor Hugo à Flaubert :

24 décembre 1853.

«... On vient de condamner à trois ans de prison, à Saint-Malo, un pauvre homme appelé Aubin, pris avec un exemplaire du livre caché dans la doublure de sa veste.»

Victor Hugo commença l'année 1854 par une protestation contre la peine de mort, il écrivit sa lettre «Aux habitants de Guernesey» ; puis, voulant que cette protestation eût un écho en France, il l'envoya à Émile de Girardin en y joignant ces quelques lignes :

Dimanche 22 janvier 1854.

«Un grand fait se prépare. Vous pouvez, vous, profond et courageux penseur, nous aider immensément. J'entreprends de prouver le mouvement par la marche et la démocratie par l'humanité. On veut dresser le gibet à Guernesey, j'entreprends de renverser le gibet. Un proscrit faisant gouverner chez l'étranger l'idée de progrès, ce serait grand et *efficace* à tous les points de vue. Lisez les pièces que je vous envoie. Vous pourriez, je crois, à quelques lignes près, les publier. Il n'y a rien

[1] Rappelons que c'était le titre primitif des *Châtiments*.

là qui touche à la politique. Nous avons déjà gagné un grand point. Mon appel a ému tout l'archipel de la Manche. Une pétition a été faite, et à l'heure qu'il est, *un sursis est accordé.* C'est le commencement de la grâce. Or l'homme semblait impossible à sauver. Encore un effort et nous triompherons. Les journaux locaux, *l'Advertiser,* etc., nous aident énergiquement. (Ci-joint, extraits.) *La Presse* qui est très lue en Angleterre pourrait déterminer le succès. Voyez ce que vous pouvez faire sans vous compromettre, bien entendu. Mais la chose, n'étant nullement politique, me semble sans danger. — Toute la proscription vous serait reconnaissante d'intervenir. Vous avez eu souvent de ces vaillances-là. — Je serre cordialement vos deux mains.

VICTOR HUGO [1].»

Puis Victor Hugo pria Paul Meurice de voir et de décider Girardin [2].

«Nul péril, insiste-t-il, cela ne touche pas à la politique. On peut bien, je crois, sauver la vie d'un homme en Angleterre sans que M. Bonaparte le trouve mauvais.»

«M. Bonaparte» le trouva mauvais; c'est du moins ce que dit, après l'exécution de Tapner, la lettre à lord Palmerston. Cette lettre eut pour premier résultat de provoquer une rectification; Victor Hugo avait dit qu'il ne s'était pas trouvé un pasteur pour signer la demande en grâce; le secrétaire de lord Palmerston, George Payne, écrit à Victor Hugo et nomme trois pasteurs : MM. Pearce, Carey, Cockburn. De la lettre en elle-même, pas un mot. Les noms furent rétablis dans les éditions suivantes.

Le second résultat fut certainement plus apprécié par Victor Hugo; ce révérend Pearce, l'un des trois pasteurs, connaissait le poète, ayant fait partie du Congrès de la Paix, à Paris, en 1849; respectueux de l'Ecriture, il était partisan de la peine de mort; mais, en 1854, après avoir lu le premier manifeste de Victor Hugo, il signa la pétition demandant la grâce de Tapner; la lettre à lord Palmerston acheva de le convaincre, il écrivit à Victor Hugo qu'il se ralliait à ses idées, qu'il allait publier un pamphlet contre la peine de mort, et il le priait d'en faire la préface. Il reçut cette réponse :

Marine Terrace, 19 février 1854.

«... Je vais faire rectifier l'édition spéciale des deux lettres et de mes autres paroles de l'exil qui se fait en ce moment [1]... Je suis heureux, Monsieur, et fier d'avoir été pour quelque chose dans votre généreuse et chrétienne pensée de combattre la peine de mort.

...Faites cet écrit et ayez courage. Ceux qui sont avec l'humanité, Dieu est avec eux. Je ne comprends pas les objections bibliques contre ce grand progrès en présence du texte descendu du Sinaï : *tu ne tueras point.* Pas d'exception à ceci dit, et de si haut; tout est dit; dans ce texte il y a la fin de la guerre comme la fin de l'échafaud. Dieu s'étant réservé la naissance, se réserve aussi la mort. Tout gibet blasphème. Voilà, Monsieur, du moins pour moi, et avec une irrésistible évidence, le point de vue religieux, qui, dans cette grande question humanitaire et divine, s'identifie avec le point de vue démocratique [2].»

Voici une note qui était reliée dans un exemplaire de la petite plaquette in-32 : *Lettre à lord Palmerston* [3] :

À L. Palmerston.

Vous pendez cet homme, Monsieur. Fort bien. Je vous fais mon compliment. Un jour, il y a quelques années de cela je dînai avec vous. Vous l'avez, je suppose, oublié; moi, je m'en souviens. Ce qui me frappa en vous,

[1] *Archives Spoelberch de Lovenjoul.* — [2] La lettre *Aux habitants de Guernesey* ne fut pourtant pas publiée dans *la Presse.*

[1] Il y fera figurer, avec le nom de M. Pearce, ceux de MM. Cockburn et Carey. — [2] G. CHARAVAY, *Revue des Autographes,* octobre 1895. — [3] *Collection de M. Louis Barthou.*

c'était la façon rare dont votre cravate était mise. On me dit que vous étiez célèbre par l'art de faire votre nœud. Je vois que vous savez aussi faire le nœud d'autrui.

Il est probable que la lettre à lord Palmerston fit sur les habitants de Jersey une impression fâcheuse; Victor Hugo s'en rendit compte et, vers cette époque, établit le bilan de ses torts :

Pour les anglais, je suis *shoking, excentric, improper.* Je mets ma cravate sans correction. Je me fais raser chez le barbier du coin, ce qui, au dix-septième siècle à Valladolid m'eût donné l'air d'un grand d'Espagne, et au dix-neuvième en Angleterre me donne l'air d'un workman (*travailleur,* ce qui est le plus méprisé en Angleterre); je heurte le cant; j'attaque la peine de mort, ce qui n'est pas respectable; je dis *monsieur* à un lord, ce qui est impie; je ne suis point catholique, point anglican, point luthérien, point calviniste, point juif, point méthodiste, point wesleyen, point mormon; donc athée. De plus français, ce qui est odieux, républicain, ce qui est abominable, proscrit, ce qui est repoussant, vaincu, ce qui est infâme. Poëte, pour couronner la chose. De là peu de popularité. S'il était encore de mode de parler de soi à la troisième personne, comme faisait volontiers Jean-Jacques, je dirais : Les anglais ont reçu Hugo de l'air dont ils ont chassé Byron [1].

*
* *

La situation financière n'était toujours pas brillante à Marine-Terrace. Victor Hugo travaillait beaucoup et touchait peu. Les *Châtiments,* malgré leur immense succès, ne l'avaient pas enrichi.

«Quarante mille exemplaires des *Châtiments* sont vendus et circulent, écrivait-il à Paul Meurice le 8 janvier 1854, mais l'exemplaire qu'on vend 60 francs en France ne me rapporte pas cinq sous.»

[1] *Océan prose, Tas de pierres, Moi.* — Inédit écrit au verso d'une épreuve de la lettre *Aux habitants de Guernesey.*

On vendait sous le manteau, tous les intermédiaires y trouvaient leur compte, sauf l'auteur. La vente à l'étranger était un vol organisé.

«Puisque vous aimez un peu ce livre, en voici des nouvelles : À l'heure qu'il est, contrefaçons et traductions comprises, il circule à 60.000 exemplaires. Après quatre mois de publication, ce n'est pas mal. Quant au produit, zéro. Tout s'en va en primes à la propagande [1].»

Victor Hugo, pour se libérer d'un ancien traité avec Renduel et Gosselin, songeait à écrire un roman en deux volumes (ce devait être *les Misérables*) afin de publier chez un éditeur moins féroce *les Contemplations,* pour lesquelles ces messieurs, exploitant la situation, lui faisaient des offres inacceptables [2]. Les discours, lettres, manifestes publiés depuis 1852 s'étaient vendus au profit de la caisse des proscrits. L'édition illustrée seule avait rapporté, en 1854, quelque argent. Après le traité pour les *Œuvres oratoires,* Victor Hugo en avait signé un avec l'éditeur belge Samuel pour les *Discours de l'exil,* la première édition s'arrêtait avant la *Lettre à lord Palmerston.* Voici ce qu'écrit Samuel à ce sujet :

«Votre bonne lettre du 14 m'apporte la lettre à M. Palmerston... Je suis bien au regret du retard que subissent les *Discours de l'exil.*

J'espère bien cette fois qu'aussitôt le retour de cette épreuve, je pourrai tirer et vous expédier des exemplaires; puis si malheureusement votre exil se prolonge, nous ajouterions à mesure que vous les cueilleriez de nouvelles palmes à cette couronne civique [3].»

*
* *

On a lu, page 385, la lettre de remerciement que Victor Hugo envoya à la

[1] *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice,* 8 janvier 1854. — [2] *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice,* 21 février 1854. — [3] *Documents.*

Junte de Salut qui lui offrait asile en Espagne; l'offre l'avait sérieusement tenté; il écrivait à Louise Colet, le 1er juin 1854 :

«Où le vent va-t-il m'emporter? Les journaux espagnols annoncent que le gouvernement d'Espagne m'offre l'hospitalité. Je suis bien tenté de ce beau soleil, moi qui suis citoyen du ciel bleu. Mais, hélas! s'éloigner encore! D'ici, je vois la France, et voir la France, c'est voir Paris, c'est vous voir. La mer, la France au bout, il serait triste de perdre cet horizon.»

Oui, Victor Hugo semblait près de se décider et cela désolait cet excellent Béranger qui, dans une bien touchante lettre à Mme Victor Hugo, s'en plaint :

9 juin 1854.

«... Vous me parliez du projet que Hugo avait de s'éloigner de nos bords, et du projet d'aller en Espagne ou en Portugal. Eh! mon Dieu, que ferez-vous là? Il me semble que l'Amérique est moins loin que toute cette belle Ibérie. En Amérique, vous seriez continuellement en relation avec des concitoyens que votre glorieuse étoile attirerait vers votre retraite. Il nous arriverait continuellement de vos nouvelles, et vous seriez sous un ciel ami de la liberté, si douce à l'exilé, ne fût-ce que parce qu'il pense qu'on lui porte envie. En Amérique on sait ce que c'est que Hugo. On serait fier de l'y posséder. Nos regrets y seraient compris; quant au climat, on peut le choisir.

Voilà ce que je me dis et bien d'autres choses encore depuis que j'ai reçu votre désolante lettre, à laquelle il m'a tant coûté de répondre. Hugo n'aime pas les conseils, et ceux du pauvre chansonnier iraient en vain jusqu'à son oreille. Ne les lui soumettez donc pas, si son parti est pris. Celui que je me permets de vous adresser, est le fruit de deux mois de réflexions. Vous qui m'avez témoigné de la confiance, vous ne vous offenserez pas de vous faire connaître ma pensée. C'est de lui, de vous, de vos chers enfants que je me suis occupé, car, vous le savez, c'est le malheur qui m'a poussé vers vous, et qui m'a permis de vous prouver quelque peu de l'intérêt que j'ai porté à votre immortel époux depuis ses débuts jusqu'au moment où le sort l'a frappé, malgré toute sa gloire.

Si je vous dis cela, chère dame, c'est que je tiens à ce que vous soyez, vous surtout, bien convaincue du profond et ancien intérêt que je lui porte et que je porte à tout ce qui peut le toucher, à vous, qui particulièrement lui êtes si tendrement dévouée et qui méritez d'être heureuse.

Je vous dis cela aujourd'hui, parce qu'il me semble que l'heure avance d'une plus grande séparation. En verrai-je la fin? Non, sans doute, car je me fais bien vieux. Ma santé semble même se détraquer. Voilà un mois que je sens mes forces diminuer. Bretonneau (mon médecin de Tours) ne s'alarme pourtant pas. Mais, soit ennui de tout ce que je vois, soit pressentiment, il me semble que je ne dois pas voir le retour de ceux que la proscription emporte[1].»

Par contre, dès que Schœlcher apprit que la Junte d'Espagne avait offert asile à Victor Hugo, il l'engagea vivement à accepter :

16 août 1854.

«... J'ai lu dans une correspondance de Madrid que la Junte de cette ville avait demandé de son initiative que vous fussiez admis, avez-vous eu quelque nouvelle plus ou moins directe de cette démarche?

Je regrette sensiblement que vous ne puissiez partir maintenant car avec votre nom, avec la popularité que vous avez à Madrid, avec la position que cette popularité vous ferait le lendemain de votre arrivée, vous pèseriez d'un grand poids dans la décision à venir de la Jeune Espagne. Vous êtes appelé, vous êtes d'un autre côté presque Espagnol par la pensée et les sentiments et vous auriez aussi l'immense avantage que la nation ne verrait pas en vous un étranger qui vient se mêler de ce qui ne le regarde pas. Oui, je voudrais vous voir là. Songez quelle force ce serait pour notre révolution si vous deveniez une des cabezas[2] de ce fort peuple qui se régénère. Peut-être l'aideriez-vous à se sauver, moi je crains sérieusement qu'on ne le trompe. Je n'ai pas besoin d'ajouter que si vous par-

[1] *Correspondance de Béranger.* — [2] Têtes.

tiez et que vous voulussiez m'avoir avec vous, mon brave ami, je suis tout prêt.

V. Schœlcher [1]. »

Les journaux français, en publiant la délibération de la Junte, insinuaient que Victor Hugo l'avait sollicitée; cette lettre à Paul Meurice rétablit les faits :

Marine-Terrace, 21 août.

« ... Les journaux d'Espagne, répétés par les journaux anglais, donnent le texte d'une délibération *spontanée* de la junte de Madrid qui m'ouvre l'Espagne. Il n'y a jamais eu de demande de ma part comme Conaïlhac paraît le croire. Je reçois la chose avec reconnaissance, mais sans l'avoir personnellement demandée. La conduite de la Junte à mon égard est admirable. Si vous voyez Girardin, expliquez-lui cela. Rapprochez cette façon d'agir de la Belgique expulsant Charras [2]. »

Et le 22 août, Victor Hugo écrit à Jules Janin :

« J'ai un grand attrait pour ce ciel bleu et pour cette liberté qui n'est pas l'alliée de M. Bonaparte. Si vous voyez Hetzel, demandez-lui, cher poëte, si cela gênerait la publication des *Contemplations* que je fusse en Espagne. Il me semble que les épreuves pourraient être aisément envoyées par la voie de l'ambassade américaine de Bruxelles à l'ambassade américaine de Madrid [3]. »

Pourtant la situation en Espagne ne se dessinait pas nettement; la reine avait quitté Madrid, mais gouvernait toujours; le pays était tiraillé entre l'armée et les révolutionnaires dans une indécision qui semblait devoir se prolonger; dans ces conditions, la présence de Victor Hugo était-elle opportune? Il écrit à Paul Meurice le 20 septembre :

« Malgré les enthousiasmes de l'appel qu'on m'adresse, j'ajourne un peu l'Espagne; il faut voir ce que cette quasi-révolution devient. »

[1] Inédite. — [2] Inédite. *Bibliothèque Nationale.* — [3] Clément Janin, *Victor Hugo en exil.*

*
* *

La misère des proscrits était telle qu'on fit un *Appel aux concitoyens* [1] restés dans leur pays; il avait pour titre sur la circulaire imprimée à Jersey : *Aux républicains* et était signé :

La Commission de Jersey.

Victor Hugo, Barbier, Albert Barbieux,	proscrits français,
Alexandre Téléki,	proscrit hongrois,
L. Pianciani,	proscrit italien,
Zéno Swietoslawski,	proscrit polonais.

Il y avait bien des dévouements obscurs parmi ces déracinés, Victor Hugo ne manque pas de les signaler. Voici une note qui doit se rapporter à Constance, la vieille bonne de Schœlcher dont on peut lire la déposition dans le *Cahier complémentaire* (*Histoire d'un Crime*, édition de l'Imprimerie Nationale) :

Jersey, 25 juin 1854.

Pendant les huit jours de la maladie du citoyen Théobald Cauvet, je suis allé le voir et m'informer de son état à toutes les heures du jour et de la nuit et j'ai remarqué avec attendrissement les soins tendres, touchants, infatigables, que lui prodiguait Mme Constance. On peut dire à la lettre qu'elle a passé près de lui les jours et les nuits, et qu'elle a été pour lui sœur, femme et mère.

La proscription tout entière a été émue du dévouement de Mme Constance, et il me semble qu'en lui exprimant ici la reconnaissance de l'exil, je lui exprime aussi la reconsance de la tombe. Le pauvre mort la remercie du fond de son cercueil.

Victor Hugo [2].

*
* *

En feuilletant les Documents, nous trouvons, datée de New-York, sep-

[1] Voir page 85. — [2] *Note communiquée par M. Victor Degrange.*

tembre 1854, une proposition étrange. Un précédent avait été créé, disait le correspondant, par Dickens et Thackeray. La société *Mercantile Library* demandait à Victor Hugo d'aller à New-York faire des lectures de ses œuvres. De New-York il pourrait répéter ces lectures à Boston, Philadelphie et autres grandes villes des États-Unis. Thackeray aurait gagné ainsi, toutes dépenses payées, 50.000 francs en quelques mois.

Cette proposition n'eut pas de suites.

*
* *

Victor Hugo n'était pas oublié à l'Académie, et s'il y comptait d'anciens amis que le désir de plaire en haut lieu rendait hostiles, il y suscitait des répliques courageuses qui compensaient ces défections. Schœlcher envoie à Jersey cet extrait d'une lettre qu'il vient de recevoir :

Décembre 1854.

«... Voici ce que je trouve dans la dernière lettre de mon ami particulier Ernest Legouvé :

«Il est arrivé à l'Académie au mois d'août une chose qui vous amusera. Villemain qui reste toujours très vivant comme satirique contre le despotisme voulait citer des vers de Hugo dans son discours public. Selon l'usage, il lit ce discours trois jours d'avance à une commission où se trouvait de Vigny. De Vigny est fou de bonapartisme, et moitié bonapartisme, moitié envie de poëte, il a supplié Villemain pendant une demi-heure de ne pas lire les vers du proscrit, disant qu'il allait faire fermer l'Académie, que *l'empereur* serait furieux, etc., etc. À quoi Villemain répondit : Que m'importe! les vers sont beaux, ils sont d'un proscrit, je les lirai. Mais vous ne savez donc pas, M. de Vigny, que la proscription est une chose si sainte à mes yeux que si vous étiez proscrit j'apprendrais vos vers et que même je les citerais...

Quoi qu'il en soit, les vers ont été lus et ont produit un effet immense, immense! [1]»

[1] Inédite.

Nous nous sommes reporté au rapport lu en août, à l'Académie, sur le concours de 1854; Villemain y a en effet cité trois strophes de l'*Ode à Louis XVII*, et, sans nommer Victor Hugo, il a fait suivre la citation de cette phrase qui le désignait assez clairement :

«Ayons du souvenir, Messieurs, pour tout ce qui porte l'empreinte d'une grande justice, d'un noble désaveu national; et, si nous sommes contraints à recueillir les longs procès-verbaux des malheurs et des crimes, n'oublions pas au moins de placer à côté les immortelles réclamations morales, inspirées au génie du prince ou du poëte!»

*
* *

L'année 1853, avec la magnifique floraison des *Châtiments*, avait vu naître quatre-vingt-dix poésies.

L'année 1854, si elle n'amena pas le bien-être chez le proscrit, fut plus féconde encore; outre les discours, les lettres, les manifestes politiques, Victor Hugo composa cent quarante-six poésies, qui trouvèrent place, pour la plupart, dans *les Contemplations* et dans *la Légende des siècles*, et écrivit une grande partie de *la Fin de Satan*.

Le 14 janvier 1855, Victor Hugo écrivait à Émile Deschanel :

«Je travaille presque nuit et jour, je vogue en pleine poésie, je suis abruti par l'azur.»

En effet, à part les poésies que chaque jour produisait pour *les Contemplations*, les 1.644 vers contenus dans le manuscrit de premier jet du poème *Dieu*, terminé le 12 avril 1855, avaient de quoi absorber l'esprit et le temps du poète [1]; il redescendit pourtant deux fois de cet

[1] Il faut y ajouter une cinquantaine de poésies réparties dans divers recueils.

azur, d'abord pour célébrer l'anniversaire de février 1848[1], puis pour cette lettre *À Louis Bonaparte*[2], qui accueillit l'empereur à Douvres. Le 22 avril, Victor Hugo écrivait à un poète (pas de nom de destinataire) ces lignes encore tout émues :

Marine-Terrace, dimanche 22 avril.

«Lisez ceci, cher poëte[3]. C'est la protestation du présent en attendant l'imprécation de l'avenir. Il ne sera pas dit que le misérable triomphe de cet homme en Angleterre, aura passé sans que quelqu'un ait parlé au nom de la France bâillonnée et liée de cordes dans la caverne empire. L'Angleterre est à plat ventre. Elle tremble devant ce petit homme, elle claquera des dents devant la révolution; c'est bon. L'Angleterre était l'obstacle possible de l'avenir; je suis charmé qu'elle s'évanouisse. Attendons. Demain talonne aujourd'hui.

J'achève de dorer quelques étoiles au ciel un peu sombre des *Contemplations*. Cela fait, vous les aurez[4].

*
* *

Après la publication de la lettre *à Louis Bonaparte*, Victor Hugo, le cœur soulagé, s'était remis à sa chère poésie; le 2 mai, il lisait en famille *Dieu* et le 31 il annonçait à Hetzel, son éditeur, 9.500 vers pour les deux volumes des *Contemplations*. (Ce chiffre fut dépassé.) Mais un incident vint encore une fois bouleverser sa vie.

La reine Victoria, le 18 août 1855, rendit à l'empereur sa visite d'avril. À ce sujet, les proscrits français résidant à Londres, Félix Pyat en tête, lurent d'abord dans un meeting, puis publièrent dans les journaux anglais une lettre ouverte à la reine, lettre peu respectueuse, il faut en convenir, et empreinte de cette «blague» parisienne peu comprise des anglais; Félix Pyat demanda à Ribeyrolles, fondateur à Jersey du journal *l'Homme*, de reproduire la lettre; il le fit et déchaîna la fureur des jersiais; un meeting eut lieu le 12 octobre à Saint-Hélier, sous la présidence du connétable, pour protester contre les proscrits, le *Times* trouva que leur présence était *une souillure pour le territoire anglais;* des menaces furent proférées contre eux; on ne parlait de rien moins que de les pendre. Il fut question d'extradition, au moins pour les proscrits français[1]. Un arrêt d'expulsion frappa Ribeyrolles, rédacteur en chef de *l'Homme*, le colonel Pianciani, proscrit, ancien membre du parlement romain, administrateur du journal, et Thomas, vendeur.

Victor Hugo se solidarisa avec les expulsés et rédigea une *Déclaration*[2] que signèrent trente-cinq proscrits résidant à Jersey; Louis Blanc et Schœlcher envoyèrent de Londres leur adhésion. Puis il conta l'incident à Noël Parfait dans cette lettre du 18 octobre :

Marine-Terrace, 18 octobre [1855].

«... Le ciel de Jersey est devenu brusquement orageux. Vous savez sans doute d'ici l'histoire. Félix Pyat a fait une grosse maladresse. De là ici trois expulsions. Soufflet auquel il a fallu riposter. Je l'ai fait comme vous verrez. Je vous envoie notre *déclaration*. L'effet ici en est immense. Mais peut-être l'expulsion générale suivra. Voici la grande persécution qui commence. *Super flumina Babylonis*. — Portez, je vous prie, notre *déclaration* au *National*. L'acte est intrépide et nos ennemis même l'admirent. Que le *National* conte le fait, et mette de notre *déclaration* ce qu'il pourra.

Tuus[3].»

Le 25 octobre, nouvelle lettre à Noël Parfait. Victor Hugo espérait encore que l'incident n'aurait pas de suites :

«... Les journaux belges, *National, Observa-*

[1] Voir page 105. — [2] Voir page 116. — [3] *Victor Hugo à Louis Bonaparte*. — [4] Inédite. — *Collection de M. Louis Barthou.*

[1] Voir page 14. — [2] Voir page 123. — [3] *Collection de M. Louis Barthou.*

teur, etc., ont-ils osé publier quelque chose de notre *déclaration?* L'effet ici en a été foudroyant. On croit que le gouvernement anglais reculera. Il a été jusqu'à nous menacer *d'extradition.* Mais nous tenons bon, et le champ de bataille nous reste. C'est une victoire. Ceci à nos amis et aux journaux qui se seront occupés de l'affaire.

Je vous envoie encore un exemplaire pour eux [1].»

Le 27 octobre, on signifie à Victor Hugo l'ordre de quitter l'île le 2 novembre. Tout en faisant ses préparatifs, il transmet la nouvelle à Noël Parfait en insistant sur les observations concernant les épreuves des *Contemplations* [2] :

Mardi 30 octobre, Marine-Terrace
(pour la dernière fois).

«Nous sommes expulsés. Ci-inclus le bon à tirer que je n'ai pas le temps d'ébarber. Vous avez raison page 248, et tort page 224. Où diable avez-vous vu que *phalène* était féminin? Quel dictionnaire des quarante ânes avez-vous donc? On dit *le* phalène. Répétez-le leur. Cher et parfait ami, je vous recommande bien les corrections, *grive, pupile,* etc., et la strophe refaite sur votre très juste signe rouge. Le rouge a du bon. Je vous galope ces quatre lignes. Je pars demain. On nous expulse le 2, *vendredi jour des morts.* Qui sont les morts? eux ou nous? Je dis eux. À vous de toute mon âme.

Le Bonaparte demandait notre extradition sur la *déclaration.* Cette lâche Angleterre a accordé l'expulsion. Je ne veux pas attendre la fin du délai. Je pars demain. J'ai dit au connétable : «Une terre où il n'y a plus d'honneur me brûle les pieds».

Je vais à Guernesey. Écrivez-moi jusqu'à nouvel ordre *à Guernesey, poste restante.*

Tuus [3].»

Les détails de la signification d'expulsion furent publiés dans les journaux belges; Dumas, entre autres, raconte, dans sa *Conversation parisienne* [1], la visite du connétable de Saint-Clément, tout en enregistrant que «*le Moniteur universel* — qui s'occupe si volontiers du poëte exilé, — n'en a pas soufflé mot. Le *Daily News,* en revanche, nous l'a donnée d'un bout à l'autre.»

Cela ne fut pas du goût du connétable qui fit paraître, dans ce même *Daily News,* un démenti formel. Il avait été imprudent, ce pauvre connétable; poussé, serré par la logique de Victor Hugo, il s'était laissé aller jusqu'à reconnaître pour *crime* l'ensemble des faits reprochés à Louis Bonaparte; un blâme avait dû s'ensuivre en haut lieu. Les deux fils de Victor Hugo, qui avaient été présents à l'entrevue, protestèrent contre ce démenti par une lettre publiée dans *le National* (belge) du 20 novembre; le journal ajoute ce commentaire :

«Entre l'affirmation d'un fonctionnaire qui paraît avoir grand'peur de perdre sa place et celle des deux fils de l'illustre proscrit, nous n'hésitons pas à croire que c'est le connétable de Saint-Hélier qui manque de mémoire.»

Grand émoi chez les amis de Victor Hugo à l'annonce de cette expulsion. Béranger écrit à Mme Victor Hugo :

31 octobre 1855.

«Chère Dame,

Un ami m'apporte *le Moniteur.* Qu'y vois-je, bon Dieu! on vous proscrit du lieu de votre proscription! Je viens de consulter quelques personnes qui s'intéressent à Hugo et à vous tous, aucun ne me met au courant de ce qui a pu motiver cette mesure de rigueur. Car dans le peu qu'on me dit, il m'est impossible de démêler une cause ou même un prétexte qui pût atteindre notre grand poëte.

Je suis bouleversé de ce nouveau malheur qui vient frapper votre famille. Malheureusement je suis sans autorité, sans pouvoir, sans relations puissantes. D'ailleurs je sens trop

[1] *Collection de M. Louis Barthou.* — [2] Noël Parfait corrigeait les épreuves des *Contemplations* et avait, à ce propos, d'interminables et très intéressantes discussions grammaticales avec Victor Hugo. — [3] *Collection de M. Louis Barthou.*

[1] Sous le pseudonyme : *Un Revenant. Le National,* 23 novembre 1855.

bien la position de Hugo, pour essayer même une démarche que, pour mon propre compte, je ne voudrais pas faire.

Mais pour Dieu, faites-moi savoir, chère Dame, le parti que vous et notre ami allez prendre. Où allez-vous aller?

Un mot de vous, je vous prie, si vous avez le temps de l'écrire. Dites-moi où mes vœux doivent vous suivre. Dites-moi surtout si je puis ici vous être utile. Je suis bien vieux sans doute, mais je sais encore marcher. Faites-moi courir si cela vous est nécessaire. J'ai été souffrant depuis trois mois, mais la santé me revient. Usez donc de mes offres, si mes services vous sont nécessaires.

... Je vous le répète, chère Dame, si malgré mes 75 ans passés, je puis vous être bon à quelque chose, j'en serai heureux et fier.

Chargez-vous de tous mes témoignages d'attachement pour notre grand poëte, et pour vos enfants.

Béranger [1].»

P.-S. — Des pertes d'argent me forceront sans doute à déménager encore, pour chercher la vie à bon marché. Mais qu'importe où je me retire, vos lettres me parviendront. Ne vous préoccupez donc pas de mon adresse.

Noël Parfait traduit l'émotion des proscrits à Bruxelles :

Bruxelles, 2 novembre 1855.

«Cher grand maître et ami,

Où cette lettre vous retrouvera-t-elle? à quelle étape de votre triple exil? Heureusement, vous portez une auréole qui laisse son sillon lumineux, et, si loin que vous soyez, on pourra toujours suivre vos traces, fût-on myope comme Palmerston, fût-on aveugle comme Victoria.

Nous avons tous admiré ici votre noble et courageuse déclaration; tous, nous y avons applaudi et nous y sommes associés de cœur. Quel nouveau fer rouge au front de l'homme de décembre! Vous avez fait là, cher maître, un acte des plus dignes, et en même temps des plus habiles; il a, comme vous le dites, posé la question sur son terrain vrai, et complètement effacé la mauvaise impression de la lettre de Pyat. À mes yeux, il a, en outre, le mérite d'être un premier pas dans la voie de la solidarité entre tous les proscrits; solidarité que j'aurais voulu voir dès l'abord s'établir parmi nous, et qui eût épargné à notre colonie errante bien des persécutions de détail par lesquelles on la mène depuis quatre ans.

Nous avons fait imprimer ici votre Déclaration à deux mille exemplaires, qui ne se vendent pas, mais qui se donnent, car, bien entendu, ce n'est point une spéculation commerciale.

... *Le National*, entre autres, a publié de la Déclaration tout ce que la loi Faider permettait d'en imprimer.

Vous nous donnerez des détails sur votre expulsion, n'est-ce pas? nous y comptons.

... Quand je connaîtrai le lieu de votre nouvelle résidence, je vous écrirai plus longuement sur les faits de la politique. Pourquoi ne viendriez-vous pas en Hollande, comme vous le conseille Hetzel? Vous y seriez bien accueilli, j'en suis sûr. Je crois vous avoir dit combien Charras et Esquiros se félicitaient des procédés du gouvernement hollandais à leur égard. Réfléchissez à cela, cher maître. On pourrait se serrer la main par-dessus la frontière. Cette perspective n'a-t-elle rien qui vous tente?

... Au revoir, cher et illustre maître. Je vous embrasse de tout mon cœur, pour moi et pour les miens. Une fraternelle poignée de main à vos deux fils, qui portent si dignement leur grand nom.

Noël Parfait [1].»

GUERNESEY.

À peine arrivé, le premier soin de Victor Hugo fut d'écrire la pièce finale des *Contemplations : À celle qui est restée en France* (2 novembre), il l'écrivit dans une chambre de l'Hôtel de l'Europe où il campa jusqu'au 10 novembre, jour où il loua une maison vide appartenant à un corsaire anglais, il aménagea cette maison tant bien que mal avec des meu-

[1] *Correspondance de Béranger.*

[1] Inédite. — *Bibliothèque Nationale.*

bles de location et y demeura jusqu'au 5 octobre 1856.

Quatre jours après avoir débarqué à Guernesey, il envoya à Noël Parfait les détails demandés :

Guernesey, 4 novembre 1855.

« Je suis à Guernesey, cher proscrit. Envoyez-moi désormais tout à mon adresse actuelle qui est : M. Victor Hugo, Hauteville Street, 20, à Saint-Pierre, à Guernesey.

J'ai été admirablement reçu ici. Quand je suis arrivé, il y avait foule sur le quai; toutes les têtes se sont découvertes sur mon passage. — J'ai quitté Jersey mercredi 31 octobre, ne voulant pas même accepter le délai qui m'était accordé pour sortir de l'île. Il y a réaction immense en faveur de la vérité et de la justice. Le quiproquo Pyat s'éclaircit. La presse anglaise honnête commence à rager et à tonner. Cela va bien. Cette expulsion est pour nous un Austerlitz.

En quittant Jersey, les proscrits ont eu une ovation. Force jersiais sur le quai ont crié : *Vive la République! Honneur aux proscrits! A bas l'alliance bonapartiste!* Vous pouvez communiquer aux journaux amis les détails de ces deux petites pages.

Quant à moi, j'attendrai ici l'Alien-Bill, et quand viendra ce quatrième exil, je ferai mes adieux à l'Angleterre dans une lettre aux Béotiens[1]. »

C'est à Paul Meurice maintenant que Victor Hugo explique l'incident :

Guernesey, Hauteville-Terrace,
11 novembre [1855].

« L'une des premières lettres de mon troisième exil doit être pour vous. Vous devez savoir maintenant à Paris quelque chose de cet incident. Pyat a fait une lettre fort maladroite, vraie au fond, charivarique dans la forme, à la *queen*. Ribeyrolles, à regret et mis en demeure, a publié cette gaminerie dans *L'Homme*. De là, vacarme de police à Jersey, expulsion des hommes de *L'Homme*. Ceci était grave. Il n'y avait plus d'Angleterre.

J'interviens, j'écris et je signe la *Déclaration* que vous avez sans doute reçue. Nos amis adhèrent. J'avais détruit le quiproquo, rétabli le vrai terrain, rendu le soufflet. J'attendais de pied ferme. La *Déclaration* est publiée dans les journaux et affichée sur les murs le 17; le 22 conseil de la *queen* à Windsor; le 26 on nous signifie *l'expioulcheune*. Me voilà à Guernesey.

Je demeure à Saint-Pierre, capitale de l'île, Hauteville Street 20, dans une sorte de nid de goëlands que j'ai nommé Hauteville-Terrace. Écrivez-moi là, ou simplement à Guernesey, en attendant l'adresse secrète que je vous enverrai prochainement.

Auguste a oublié le chiffre de l'argent que vous avez à moi; mais il me dit que je peux tirer hardiment sur vous pour 700 francs; je le ferai bientôt. Les liards commencent à me manquer, les *expioulcheunes* sont hors de prix.

À bientôt donc une lettre. Je serre votre main tendrement. Mettez-moi aux pieds de Mme Paul[1]. »

Donnons encore, pour les détails qu'elles contiennent, cette lettre de Noël Parfait et la réponse de Victor Hugo :

Bruxelles, 17 novembre 1855.

« Cher grand maître et ami,

Vous êtes l'inébranlable (*impavidum ferient*) : J'en puis donner pour preuve vos dernières lettres, écrites au milieu de l'orage qui vous emportait de Jersey à Guernesey. Vos ennemis croiraient-ils que, dans ce moment-là même, vous répondiez tranquillement, complaisamment, aux remarques futiles de votre correcteur.? Ô inanité du pouvoir despotique! Soyez donc empereur des Français, inventeur des batteries flottantes, et perfectionneur de la dette *idem*; échangez donc des mamours et des notes diplomatiques avec Victoria; faites donc gronder votre *Moniteur* et vos foudres; expulsez-nous donc! Nous nous occupons, nous autres, de savoir si le substantif phalène est masculin, féminin ou neutre; si l'adjectif *insondable* est de ceux qui ne perdent rien à être répétés; etc., etc.

... Les feuilles belges ont, en général, et

[1] *Collection de M. Louis Barthou.*

[1] *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice.*

autant que le leur permettait la loi Faider, bien raconté et commenté les incidents de votre expulsion. Le *National* a, le premier, publié le récit de votre entrevue avec le connétable de Jersey, récit un peu tronqué sans doute, mais qui a été presque unanimement reproduit par la presse locale. Hier, il a enregistré les résolutions des meetings de Londres et de Newcastle, toujours avec des commentaires prudents, j'en conviens; mais il est surveillé de fort près, m'a dit Labarre, et le parquet ne lui passerait point ce qu'il passe au *Sancho*. Si vous ne recevez pas ce dernier journal, je le regrette, car il vous donnerait bien de l'agrément par la façon dont il traite M. Bonaparte et Victoria. Je crois bien qu'il a parlé, qu'il parle et qu'il reparlera de votre expulsion! Sa verve indignée ne tarit pas. C'est le seul journal de la Belgique, *savez-vous?* son rédacteur est pour vous tout dévouement et tout admiration.

Voici ce que je lis ce matin dans l'*Indépendance* :

«La *Época* annonce la prochaine arrivée à Madrid de M. Victor Hugo. Une maison a été louée en son nom. On dit qu'un poëte espagnol doit traduire un drame que le poëte français vient de faire sur l'Espagne.»

Qu'y a-t-il de vrai là-dedans? Est-ce un double canard? J'espère bien que vous ne vous en irez pas aussi loin que cela, et que, si vous quittez Guernesey, ce sera pour vous rapprocher de nous. Dumas m'écrit que, dans le cas où vous vous fixeriez en Hollande, il irait aussitôt vous voir, et me prendrait en passant. Avez-vous lu l'anecdote qu'il a publiée dans son *Mousquetaire* sur lord Palmerston par allusion à votre expulsion de Jersey? Elle a eu beaucoup de succès ici; pas un journal un peu indépendant qui ne l'ait reproduite.

Je vous ai dit que nous avions tiré votre déclaration à deux mille exemplaires. Cela n'a fait qu'une bouchée, et nous avons dû en tirer trois mille autres, qui sont déjà enlevés.

A-t-on imprimé là-bas, en bon français, l'entrevue avec le connétable? Si oui, je voudrais bien en avoir. C'est une excellente chose à propager. Au reste, quand vous aurez du nouveau, quelque document, quelque fait à livrer à la publicité, envoyez-moi cela, j'en fais mon affaire.

Au revoir, cher et illustre ami. Je vous embrasse de tout mon cœur, vous et vos deux fils, mes frères.

Noël Parfait.[1]»

Hauteville-House. Guernesey, 23 novembre.

«Remerciez Dumas de sa bonne et touchante lettre. Une poursuite pour cela![2] Le fait va avec le reste. Cela du reste fera le tour des journaux anglais.

Cher proscrit, la santé de l'agitation anglaise est admirable. Deux meetings à Newcastle, deux meetings à Londres, un meeting à Glascow. Demain on me remet solennellement les résolutions du meeting de Newcastle à moi envoyées par le meeting et écrites sur une grande pancarte de parchemin. C'est Harney, l'un des rares républicains anglais, qui est chargé de me faire cette remise.

S'ils allaient expulser Dumas! Je leur crie d'avance bravo![3]»

Comme pour laisser trace de l'incident de l'expulsion, Victor Hugo a décoché ces quelques vers au fonctionnaire chargé de lui notifier, en français, le décret d'*expioulcheune* :

EXPULSION.

Épître.

. . . Récit succinct.
C'est donc au mois d'octobre, en l'an cinquante-cinq,
Qu'après avoir chassé de Jersey Ribeyrolle,
Un certain Love, ainsi nommé, sur ma parole,
Du haut du fort Régent, couronné d'artilleurs,
A fulminé sur nous l'ordre d'aller ailleurs.
Le propre du proscrit est d'être toujours jeune;
Je me suis peu troublé de cette *expioulcheune;*
Et j'ai ri de ce coup de tonnerre en anglais[4].
. . . .

Pendant les premiers mois de 1856, Victor Hugo compléta son poëme *Dieu,*

[1] Inédite. — [2] Nous n'avons pas trouvé cette lettre. — [3] *Collection de M. Louis Barthou.* — [4] René Weiss, *La Maison de Victor Hugo à Guernesey.*

mit la dernière main aux *Contemplations* et en hâta la publication qui eut lieu le 23 avril; le grand succès des deux premières éditions lui permit d'acheter le 10 mai Hauteville-House, et le poète, devenu, par cette acquisition, tributaire de la reine d'Angleterre à qui il payait un *droit de poulage* (deux poulets par an), assurait sa tranquillité; un propriétaire ne pouvait être chassé de l'île; il pouvait donc braver *l'alien-bill*, et travailler en toute sécurité en attendant la chute de l'empire.

*
* *

Le 23 avril, Victor Hugo reçut de Mazzini, alors à Londres, cet appel :

« Il y a longtemps que nous n'entendons plus votre voix. Une page dans laquelle vous diriez à l'Italie aujourd'hui très agitée mais égarée, tiraillée par des intrigants, que l'étoile de ses destinées luit en elle-même, en son cœur, en son peuple, en ses traditions, en ses souvenirs de 1848 et 49, non au dehors, aux cours ou aux conférences, nous rendrait un grand service.

Insérée dans *l'Homme* et dans *la Nation* de Bruxelles, je la traduirais moi-même pour la presse italienne.

C'est à Paris et à Rome que la question du salut de l'Europe est posée aujourd'hui : un homme de moins et une nation de plus.

Votre bien dévoué

Joseph Mazzini [1]. »

Nous n'avons pas la réponse de Victor Hugo à cette première lettre; Mazzini insiste :

5 mai, 2 Sidney Place, Brompton.

« Monsieur,

Je suis fier de votre sympathie. J'ai souvent puisé dans vos écrits, non seulement le sens du passé, mais ce rassérénement de l'âme que le magnétisme de la Foi peut seul donner. Vous êtes pour moi un des précurseurs de l'Église de l'avenir. Je ne vous estime pas seulement; je vous aime.

... Vous nous avez parlé de la Rome du passé en maître : parlez-nous de la Rome de l'avenir, de la Rome du peuple. Je l'ai pressentie par le cœur il y a vingt ans quand tout le monde hochait la tête en m'appelant rêveur. Et maintenant il n'y a pas un seul Italien digne de ce nom par l'amour qui n'y entrevoie un troisième monde venant se superposer aux deux mondes antérieurs et plus grand qu'eux. Qu'une voix de Français la salue au berceau! Et que cette voix soit la vôtre.

... Je vous en serai reconnaissant. Parcourez, comme de simples pressentiments, des lueurs d'avenir, les actes officiels de la République romaine; lisez quelques pages qu'A..... vous signalera çà et là dans *l'Italia del Popolo;* lisez les chants de Mameli; songez à cette formule : « Dieu et le peuple » supprimant tous les intermédiaires entre la révélation divine et l'humanité; rappelez-vous qu'elle s'est instinctivement, sans concert, sans contact, échappée simultanément du sein de Rome et de Venise; comparez ce que notre drapeau de religion républicaine a pu développer en fait de courage, de force et de dévouement, au cœur du peuple, avec les efforts impuissants des bataillons et des pièces d'artillerie monarchiques dans la campagne lombarde. Je suis sûr que l'inspiration ne vous manquera pas. Engagez-vous pour nous. Croyez-moi; nous tiendrons votre engagement.

Écrivez-moi si, de quelque manière que ce soit, je puis vous venir en aide dans votre tâche.

Votre ami dévoué

Joseph Mazzini [1]. »

Le 15 mai, Mazzini écrit de nouveau, demandant *vingt lignes;* nous avons dans le reliquat, trouvé le brouillon suivant :

Répondu à Mazzini le 20 mai.

« Contenter Mazzini n'est pas si simple que vous croyez, et vingt lignes auxquelles vous feriez l'honneur de les traduire ne peuvent être écrites légèrement. Pour quelques points d'ailleurs, une conversation me semblerait importante. Je pense en avoir prochainement

[1] Gustave Simon, *Lettres à Victor Hugo. Revue Mondiale,* 1er décembre 1922.

[1] Gustave Simon, *Lettres à Victor Hugo. Revue Mondiale,* 1er décembre 1922.

l'occasion; et c'est à vous-même que je demande si quelque chose de plus utile ne pourra pas sortir de la question plus approfondie et de la situation mieux dessinée encore par les évènements.

Je vous serre fraternellement la main.

V. H. [1]».

Victor Hugo ne vit pas Mazzini, mais il écrivit pourtant, le 26 mai, la lettre *À l'Italie* qu'on a lue page 133, et reçut aussitôt ce remerciement :

31 mai [1856].

«Merci, merci du fond de mon cœur. Vous avez écrit ce que j'aurais écrit moi-même, moins le génie de l'écrivain. Vos belles paroles ne seront pas perdues pour l'Italie; et c'est au nom de mon pays que je vous dis merci.

Les moments sont précieux aujourd'hui pour nous. Je n'ai pas pu attendre et j'ai fait imprimer dans *l'Homme* et dans *la Nation*. À Gênes, votre travail paraîtra sous trois jours.

Au milieu de tout ce gâchis de bassesses, de corruption et d'intrigues, il n'y a que l'action qui puisse et doive nous sauver. J'y travaille autant que possible. Le parti, malheureusement, nous fait défaut. Chaque fraction, chaque noyau dépense son activité, son argent sur vingt directions différentes; c'est une attaque en tirailleurs qui ne mène à rien. La grande stratégie révolutionnaire voudrait autre chose : nous regarder unis comme une seule armée, la Grande Armée du Droit et de la liberté; étudier le point stratégique par lequel on doit *initier* la bataille; et concentrer sur ce point toute activité, tous moyens; ce point stratégique est double aujourd'hui : c'est Paris et Rome, la pensée sociale et la question des nationalités, un homme de moins, un peuple de plus. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute : pourtant cela n'est pas compris, senti, pratiqué. Je lutte presque seul et dépourvu de moyens.

Votre frère,

Joseph Mazzini [2].»

Samedi.

[1] Inédite. — [2] Gustave Simon. *Lettres à Victor Hugo. Revue Mondiale*, 1er décembre 1922.

Les journaux anglais et belges reproduisirent la lettre *À l'Italie;* Victor Hugo l'envoya à Paul Meurice en lui en faisant l'historique :

17 juin [1856].

«Voici mes paroles à l'Italie. Je vous envoie le texte, plus la traduction qu'en ont donnée les journaux anglais. Vous savez les cris que cette chose a fait pousser aux journaux de M. Bonaparte. Je vous envoie les réflexions de deux journaux belges, *la Nation* et *le National*, à ce sujet. Ce ne sont que des échantillons de l'émotion produite. Elle a été grande, et je crois qu'elle sera bonne. Du reste, voici l'histoire : Mazzini m'a écrit pour me prier de lui donner un coup de main quant à l'Italie. J'ai répondu en ajournant, doutant que je puisse être utile, moi étranger, moi français, parlant aux italiens. Mazzini a insisté par une lettre si pressante, me répondant de l'effet que je produirais sur l'Italie, (il la représente en effet) m'adjurant au nom de la question européenne et de la révolution, etc.. — que, mis en demeure, je n'ai pas dû refuser plus longtemps. J'ai bien fait. Mazzini a traduit en italien mon appel à l'Italie. Cela a paru dans l'*Italia e Popolo* à Gênes, la chose se réimprime sous le manteau, et fait un chemin du diable dans le grand souterrain italien. J'ai crié : Agitez-vous! et voici la réplique qui m'arrive à l'instant même. Je coupe ces trois lignes dans un journal :

PIÉMONT.

On lit dans le *Risorgimento* de Turin :

«Les nouvelles d'Italie peuvent se résumer en une seule phrase : L'Italie s'agite. De l'Etna au Tessin tout fermente, et la Pénin sule est en ébullition.»

Si vous saviez comme on souffre dans cette pauvre Italie, et que de choses terribles on nous en raconte! Quand finira l'épreuve des peuples? Je me sens saigner par toutes leurs blessures [1]. »

*
* *

On a lu au Reliquat la note et la lettre sur les inondés de France; Victor

[1] Inédite. *Bibliothèque nationale.*

Hugo, dans une lettre à Paul Meurice, cite à ce propos un trait touchant de son co-proscrit et ami Kesler :

3 juillet [1856].

«... À propos de notre souscription pour les inondés, voici un fait qui vaudrait, ce me semble, la peine d'être publié : Kesler, le proscrit que vous connaissez, l'ancien rédacteur de *la Révolution,* n'a que vingt sous par jour pour vivre. Il a donné cinq francs et a mangé cinq jours du pain sec. J'ai voulu le faire dîner chez moi ces cinq jours-là. Le brave Kesler m'a remercié en souriant et m'a dit : *Je n'aurais plus de mérite.* — Si vous croyez que ce soit à propos, donnez ce fait au *Siècle* et à *la Presse,* en faisant à M. de Girardin tous mes remercîments nouveaux pour ses nouvelles marques d'amitié et en particulier pour les très beaux et très nobles articles de M[me] George Sand [1].

... Lundi les ouvriers entrent dans votre future maison [2].

* * *

Ernest Reyer avait demandé, en décembre 1855, l'autorisation de mettre en musique une poésie de Victor Hugo; la réponse se fit attendre près d'un an, nous en trouvons la raison dans un extrait du catalogue Charavay :

Guernesey 25 septembre [1856].

«... L'avenir aura peine à croire à cette hideuse interruption de lettres dont le présent régime a fait une de ses habitudes légales. Je reçois ordinairement mes lettres de France douze à quinze jours après la date; c'est la première fois que l'intervalle est de près d'une année. Je me demande ce qui a pu troubler si longtemps le gouvernement dans cette demande d'un musicien à un poëte.»

* * *

En 1857 et 1858, Victor Hugo avançait les *Petites Épopées,* ce qui ne l'empêchait pas, tout en faisant «la chasse aux vieux coffres» [1] pour aménager Hauteville-House, de terminer *l'Ane,* d'écrire cinquante poésies qui prendront place dans *les Quatre vents de l'Esprit, Toute la Lyre, Dernière gerbe* et de mettre le point final, le 1[er] janvier 1858, à *la Pitié suprême.*

* * *

Le 14 janvier 1858 eut lieu l'attentat d'Orsini contre Napoléon III. Victor Hugo note sur son Carnet le 21 janvier :

«*L'Univers,* cité avec approbation par les journaux anglais, me désigne comme l'auteur de l'assassinat tenté sur Louis Bonaparte.»

20 avril. — Souscription pour la liberté de la presse envoyée à Leverson avec mon nom, ainsi :

«V. H. opposé au meurtre, quel qu'il soit, même au meurtre du meurtrier, mais dévoué à la liberté de la presse......... 25 fr. [2]»

* * *

Au milieu de l'année 1858, Victor Hugo fut forcé de se reposer; à partir du 3 juin, impossible d'écrire une ligne; deux lettres de François-Victor à son cousin Alfred Asseline nous renseignent à ce sujet :

«... Je passe maintenant une partie de mes journées auprès de mon père dont l'indisposition, sans être grave, exige néanmoins

[1] Sur *les Contemplations. La Presse,* 24 et 25 juin 1856. — [2] Inédite. *Bibliothèque nationale.*

[1] C'est avec de vieux coffres désarticulés que Victor Hugo a combiné la plupart des meubles rares et curieux qui font d'Hauteville-House une maison unique. Les petits-enfants de Victor Hugo en ont fait don à la Ville de Paris qui l'a érigée en musée. — [2] Nous n'avons pas trouvé trace, dans les journaux français, de souscription pour la liberté de la presse à cette époque; mais le Parlement de Turin discuta, en avril 1858, une loi visant spécialement les journaux publiant «l'apologie, l'approbation et la justification de l'assassinat politique» et discutant les attentats contre les souverains étrangers.

Peut-être alors, en manière de protestation, a-t-on ouvert en Italie une souscription pour la liberté de la presse.

IMPRIMERIE NATIONALE.

autant de soins qu'une maladie... L'affaiblissement causé par vingt jours de jeûne et d'insomnie est toujours extrême. En outre, une légère enflure aux jambes s'est manifestée depuis samedi dernier, et le médecin a positivement défendu les sorties auxquelles le malade tenait tant. Cette défense a naturellement augmenté la tristesse que la prolongation du mal lui causait. Aussi nous faisons-nous un devoir de multiplier près de lui les soins et les attentions. Nous ne le laissons jamais seul, et comme cela le fatigue de parler, nous nous relayons pour lui faire des lectures... Le médecin pense que d'ici à un mois, il sera complètement rétabli. [1]»

C'est sans doute entre les deux lettres de François-Victor que Victor Hugo fut opéré d'un anthrax; la lettre suivante, du 22 août, ne parle plus d'indisposition, mais de véritable maladie :

«La maladie de mon père qui t'a si tristement surpris lors de ton arrivée à Guernesey n'est pas encore absolument terminée.

La plaie immense faite par le furoncle et qui couvrait toute la largeur du dos n'est pas encore tout à fait fermée. De plus, le gonflement des jambes, attribué à l'engorgement des vaisseaux lymphatiques, n'a pas sensiblement diminué. De là de grandes précautions à prendre. Le docteur interdit à mon père de marcher et de trop manger, et cette demi-diète, nécessaire pour la fermeture de la plaie, retarde beaucoup la convalescence. Il paraît certain maintenant que la maladie était beaucoup plus grave qu'on n'a voulu nous le laisser croire. Le docteur en a-t-il vu toute la gravité? ou bien nous l'a-t-il sciemment cachée? Je n'en sais rien, mais il est impossible de ne pas voir, devant les retards du rétablissement, que la crise a été fort sérieuse; cette pensée rétrospective jette donc parmi nous un certain trouble que tu peux facilement concevoir [2].»

Victor Hugo, plus tard, note sur son Carnet :

15 septembre. — Le clou est devenu un anthrax. Longue et douloureuse maladie. Je n'ai pu reprendre ces notes que le 15 septembre.»

4 octobre. — Ma plaie est fermée. Je suis guéri. Ma maladie a duré trois mois et demi.

[1] Inédite. — [2] *Idem.*

Le lendemain, 5 octobre, il se remet à la *Légende des Siècles;* il rattrape le temps perdu en travaillant sans relâche jusqu'au 15 mai, et c'est avec joie qu'il écrit à Paul Meurice :

Je suis toujours plongé à mille brasses au-dessous des vivants dans le gouffre des *Petites Épopées* [1].

Le Portugal et l'Espagne désiraient vivement la présence de Victor Hugo qui consigne sur son Carnet :

12 avril [1859]. — Reçu une lettre de Barbier pleine de détails sur l'accueil qui m'attendrait à Lisbonne.

22 avril. — Reçu une lettre de Durieu m'annonçant qu'on me prépare un grand accueil à Lisbonne et à Madrid, si j'y vais.

*
* *

Les habitants de Guernesey, un peu froids pour Victor Hugo à son arrivée, lui témoignaient à présent une grande considération; cueillons dans le Carnet le dialogue du poète et de son barbier :

11 mai. — Hier, en me rasant, Blick m'a dit : — Quand monsieur sera sur le trône, est-ce qu'il ne se fera pas raser deux fois par jour? — Je lui ai répondu : Blick, je ne serai jamais sur le trône et je ne me ferai jamais raser deux fois par jour. — Il ne m'a pas cru et a répété : — Puisqu'on dit dans l'île que monsieur va remplacer l'empereur?

Jamais je n'ai vu le docteur Terrier [2] rire de si bon cœur.

Le 15 mai Victor Hugo écrit la dernière pièce des *Petites Épopées* et le 25 il

[1] *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice.* — [2] Le docteur Terrier, proscrit, avait soigné Victor Hugo dans sa maladie de l'année précédente.

part pour une petite excursion de quinze jours à Serk d'où il rapportera quelques *Chansons des Rues et des Bois.*

En rentrant, pendant que la *Légende des Siècles* s'imprime, il fait la plus grande partie des *Chansons,* tout en rêvant à *Torquemada.*

* * *

L'amnistie était décrétée le 16 août, la nouvelle en arrivait le 17 à Guernesey; le 18, la *Déclaration* de Victor Hugo était prête à imprimer. Puis il la compléta par les vers : *Amnistie* publiés après sa mort dans *les Années funestes.*

Carnet. — *20 août.* — Réunion des proscrits sur la question de l'amnistie (Guérin, Kesler, Bachot, Dessaigne et son fils, + Préveraud, Duverdier, + Henri Lefort, + Lefèvre, + Benjamin Colin, Cahaigne, + Terrier, moi.

La croix indique ceux qui rentreront.)

J'ai fait imprimer chez Barbet, High street, ma déclaration au sujet de l'amnistie [1].

Le lendemain Victor Hugo écrivait à son fils, François-Victor, de passage à Londres :

Dimanche, 21 août [1859].

«Rien de collectif n'est possible ici, jusqu'à maintenant du moins. Hier réunion des proscrits. Les deux tiers rentrent. Je t'envoie, cher enfant, ma protestation personnelle. La chose est courte et, comme tu verras, à insolence, insolence et demie : les lignes que je t'envoie sont de l'élixir de dédain. Je t'envoie cette déclaration manuscrite et imprimée. Peut-être est-il bon qu'elle soit remise aux journaux manuscrite; imprimée elle serait plus lisible et il y aurait moins de chances de fautes. Au fait, tu feras pour le mieux. Cela n'a que neuf lignes, tu ferais peut-être bien de traduire toi-même. Là encore tu es juge. Tu comprends l'importance d'une publication immédiate dans les journaux anglais. Tu recevras ceci mardi matin, tu auras donc toute la journée de mardi et même la matinée de mercredi pour aller aux offices des journaux et faire faire les insertions. Je t'envoie assez d'exemplaires pour que tu n'en manques pas. Il y a trois lettres que je te recommande *énormément,* elles sont pour France; mets-les à la poste toi-même. Tu trouveras cinq exemplaires destinés à Louis Blanc, Schœlcher, Martin Bernard, Deville, Mᵉ Milner-Gibson, plus deux (P. Meurice, Vacquerie) que je prie ta mère d'envoyer; tu les lui remettras. Supplée à mes oublis.

Cher enfant, tout est bien. Voici la vraie grandeur de l'exil qui commence : l'exil volontaire, c'est la majesté même du devoir accompli. À jeudi, cher petit Toto.

J'ai fait la chose de telle sorte qu'elle puisse paraître dans les journaux de Belgique [1].»

V.

Nouvel envoi à François-Victor Hugo :

Lundi 22.

«... Je t'envoie encore pour deux sous d'auto-amnistie. Profite de ce que tu es à Londres pour en envoyer en France le plus que tu pourras. Cette déclaration produit autour de moi un excellent effet [2].»

La Gazette de Guernesey publia, le 27 août, la *déclaration;* dans le même numéro le directeur du journal écrivit :

«Victor Hugo nous a fait l'insigne honneur de nous faire cadeau du manuscrit de cette Déclaration.»

Cet «insigne honneur» le brouilla avec le gouvernement français. Léo Claretie, dans un article : *Victor Hugo et la Gazette de Guernesey* [3], dit que la *Gazette* fut saisie en France.

* * *

Un certain refroidissement semblait se manifester entre l'Angleterre et son impérial allié; les autorités guernesiaises s'agitaient :

Carnet. — *20 septembre.* — Il y a eu ce

(1) Voir page 141.

(1) *Revue Hebdomadaire,* Juin 1935. — (2) Inédite.
(3) *La Revue,* 1ᵉʳ décembre 1913.

jours-ci grand dîner chez le gouverneur (G[l] Stade). Ceci court dans l'île : On aurait au dessert parlé de la rupture probable de l'Angleterre avec *l'emperor*, et des chances de péril de Guernesey. Le gouverneur aurait dit : *L'emperor voudrait bien prendre monsieur Hiougo, mais il n'est pas si l'aise qu'il croit.* (Traduction de mon barbier *Velours*).

Le 26 septembre *la Légende des Siècles* paraissait; Victor Hugo écrivit encore quelques chansons, puis se remit le 16 novembre à *la Fin de Satan*.

*
* *

Le 16 octobre 1859, une insurrection éclatait aux Etats-Unis, près de Charlestown, pour l'émancipation des esclaves; John Brown, chef de ce mouvement, fut vaincu; pris et condamné à mort le 1[er] novembre, il devait être pendu le 2 décembre; la nouvelle en parvint à Guernesey le 1[er], mais, en même temps, on dit qu'un sursis de quinze jours avait été accordé. Victor Hugo écrivit aussitôt pour demander la grâce de John Brown[(1)] et chargea ses deux amis Paul Meurice et Auguste Vacquerie de donner à cette lettre toute la publicité destinée à émouvoir l'opinion :

H. H. [4 décembre 1859.]

«Lisez ceci, et vous comprendrez tout de suite.

Il faudrait que cela fût publié, et vite, cela paraîtra dans les journaux anglais et belges, et américains. Il importerait que les journaux français publiassent aussi. Il me semble qu'ils peuvent l'oser. Cela ne touche pas l'empire. Qu'ils ôtent quelques lignes, s'ils veulent. Cher et grand cœur que vous êtes, prenez la chose avec toute votre flamme. Voici des exemplaires. Soyez assez bon pour les transmettre de ma part au *Siècle,* aux *Débats,* au *Courrier du Dimanche,* au *Messager.* Si nous sauvions cet homme, ce héros, ce martyr, quelle joie! et par-dessus le marché, sauver cet homme, ce serait sauver cette république. Tout serait bon dans le résultat[(1)].»

H. H.

«Cher Auguste, il s'agit de la vie d'un homme et je suis sûr de votre ardeur, qui ne manque du reste à aucune chose généreuse. Lisez ce que je vous envoie sous ce pli, et vous comprendrez. Mais il y a hâte. Ucalégon brûle. Usez pour le meilleur résultat possible des trois exemplaires que je vous envoie : *Presse* (M. Peyrat), *Opinion Nationale* (M. Guéroult, *Charivari* (T. Delord). Je charge notre cher Meurice des *Débats,* du *Siècle,* du *Courrier du Dimanche,* du *Messager.* Plus cela sera publié, mieux cela vaudra, et le plus vite possible. Je crois que les journaux de Paris peuvent oser cela, en retranchant peut-être deux ou trois lignes. Carte blanche. Voyez Paul Foucher, et demandez-lui de dire un mot dans la *Correspondance* du bon effet que peut produire cette intervention d'un proscrit en faveur d'un condamné. — C'est l'affaire Tapner — seulement avec un héros au lieu d'un coquin. J'ai dû faire cela court, mais j'y reviendrai. Je confie tout cela à votre grand cœur et à votre admirable amitié.

La mer est affreuse en ce moment. Voilà trois jours qu'elle refuse de laisser partir cette chose qui est pourtant pressée par une date fatale. Quelle monstrueuse taquinerie de la tempête!

À vous. *Ex imo*[(2)].»

Girardin, non seulement publia, mais envoya ce mot à Victor Hugo :

9 décembre 1859.

«Bravo!

Si l'article du 2 décembre arrive à temps, John Brown sera sauvé, Spartacus ne sera pas tué par Washington!

É. de Girardin.»

Le Carnet de Victor Hugo apprend que la mission a été bien remplie :

10 décembre. — Mon speech pour John Brown est dans tous les journaux de l'Archipel. Il commence à paraître dans les journaux

(1) Voir page 142.

(1) Inédite. *Bibliothèque nationale.* — (2) *Idem.*

de France et d'Angleterre : *Presse, Opinion nationale, Daily News, Advertiser, Express, Globe,* etc.

Arrivera-t-il en Amérique à temps?

Ce manifeste fit évènement aux États-Unis, principalement en Virginie où le procès se jugeait, et donna lieu à un échange de correspondance entre Victor Hugo et le rédacteur en chef du *Progrès,* à Haïti, M. Heurtelou; les lettres de cet Haïtien sont reliées aux Documents; une réponse de Victor Hugo a été publiée dans la Correspondance[1].

Victor Schœlcher, qui, depuis 1840, avait combattu pour l'abolition de l'esclavage, écrivit à Victor Hugo :

15 décembre 1859.

« Cher grand ami,

... J'ai lu dans le *Morning Advertiser* votre magnifique appel pour l'intrépide Brown. Si Brown pouvait être sauvé, la puissance et la profondeur de vos paroles ajoutées au poids de votre nom le sauveraient, mais je n'espère pas. Il y a longtemps que je suis cette question mortelle de l'esclavage chez les américains, ceux du sud y ont mis toutes leurs passions et j'ai la douloureuse conviction qu'elle ne se résoudra que par la dissolution de l'Union. Ce grand malheur nécessaire est encore, hélas! je le crois, une des épreuves réservées à la liberté et ce sera l'une des plus cruelles, des plus fatales pour le progrès humain. Il ne pourrait être évité que par la pression morale de l'Europe devenue républicaine et se joignant aux États du nord.

L'esclavage des États-Unis m'a toujours empêché de donner à Washington le nom de grand homme, car c'est son influence seule qui l'a fait maintenir lors de la constitution de l'Union malgré les efforts de Jefferson, d'Adams et de Franklin. Les députés du sud refusaient d'entrer dans l'Union si on ne leur laissait pas leurs esclaves, et Washington qui était virginien fit céder le principe éternel de la liberté à l'immense avantage momentané de la Fédération. Il se persuadait, il est vrai, que l'esclavage embastillé dans les États du sud mourrait d'inanition, mais les intérêts matériels ne le laissèrent pas périr, la traite vint bientôt prouver pour la cent millième fois que toute transaction avec le mal, si excusable qu'elle puisse paraître dans certaines circonstances, est toujours mortelle au bien.

Vostressime.

V. S.[1]. »

Schœlcher avait bien raison d'être pessimiste. Le 18 décembre, Victor Hugo écrivait à Auguste Vacquerie :

«... On a tué John Brown le 2 décembre. Le sursis mentait. Parlez de ceci à Nefftzer, à Peyrat, à nos amis. Il faut que les organes républicains de Paris continuent le cri que j'ai poussé. L'honneur de notre république à nous est à ce prix. Il faut que l'Europe pose la question à l'Amérique, sujet immense. Mettons les fers au feu sous l'esclavage, fût-ce, chose terrible pourtant, au prix de la fracture de l'Union américaine. Avant tout le droit et le principe. C'est par cette logique-là que nous vivons.

Tuus[2]. »

Tout frémissant d'indignation, Victor Hugo fit le dessin que l'on trouvera page 589, et dont la reproduction ne peut donner qu'une idée bien imparfaite. Le musée du Louvre a acquis l'original. Ce dessin donna lieu aux tracasseries du gouvernement français.

En 1858, Paul Chenay, graveur, avait épousé Julie Foucher, sœur de Mme Victor Hugo; dans un de ses séjours à Guernesey, il vit le *John Brown* et demanda à le graver. Paul Chenay était peu connu, sans fortune, Victor Hugo saisit cette occasion de mettre son talent en lumière et de lui faire gagner un peu d'argent; il lui témoigna beaucoup de sympathie jusqu'au jour où une indélicatesse grave (nous donnerons les détails de cette affaire dans la Correspondance) lui fit fermer Guernesey. Puisque le mari ne voulait plus le recevoir, il s'adressa à

[1] 31 mars 1860.

[1] Inédite. — [2] Inédite. *Bibliothèque nationale.*

la femme, et essaya, par ruse, d'attraper quelque argent de Mme Victor Hugo, quand elle venait à Paris. Deux lettres de Victor Hugo en font foi :

«Voici qui me vient de Paris. M. Chenay se serait vanté d'une carotte de 500 francs qu'il te tirerait. *Tu les emprunterais pour les lui donner.* J'ai répondu : M. Chenay est capable de le dire, ma femme n'est pas capable de le faire.»

Chenay avait-il réussi ? c'est possible, car le chiffre de 500 francs revient dans une lettre du 10 décembre 1867 :

«Défie-toi de Chenay. Souviens-toi de son escroquerie de 500 francs il y a deux ans, refuse net de le voir.»

Pour se venger, Paul Chenay écrivit un livre de mensonge et de haine que, prudemment, il ne publia qu'après la mort de son «beau-frère»; ce livre, en raison de la parenté, par alliance, de l'auteur, fait encore actuellement autorité chez les détracteurs de Victor Hugo.

Mais en 1860, Paul Chenay se montre déférent, affectueux, et Victor Hugo ne lui ménage ni les encouragements ni les conseils :

H. H., 1er février [1860].

«Votre lettre, mon excellent et cher beau-frère, me touche vivement. J'y trouve toute la grâce de votre cœur affectueux et sincère, et je vous remercie de tant de choses douces et bonnes si bien dites. Ma femme ne partira qu'à la fin de la semaine, vendredi. Je vous fais passer ce petit mot par Julie qui est toujours une des joies les plus aimées et les plus charmantes de notre petit groupe. Pour *Crux Nova,* faites comme vous m'écrivez. Quand la gravure sera terminée, je crois que la meilleure manière d'appeler l'attention, ce sera de placer aux vitres de Susse ou de Goupil, mon dessin et votre *fac-simile,* encadrés côte à côte. Julie, je crois, vous l'a déjà écrit de ma part. Les journaux sympathiques vous aideront certainement.

À bientôt, j'espère. Je vous envoie mon plus cordial et mon plus fraternel serrement de main.

VICTOR HUGO.

Voici comment je vous conseille de placer la légende explicative de l'image : en haut, sur la marge blanche, JOHN BROWN. En bas : CRUX NOVA. Au-dessous de la gravure, en très petit texte : *Victor Hugo pinxit. Paul Chenay sculpsit* [1]. »

Le 19 avril, la première épreuve de *John Brown* parvient à Guernesey, et Victor Hugo note aussitôt sur son Carnet : Elle est fort belle. Puis il complimente le graveur :

« Bravo ! Voilà un splendide *fac-simile.*

Votre gravure de John Brown est un chef-d'œuvre.

Vous voyez bien que vous faites tout ce que vous voulez, magicien !

V. H. [2]. »

Le dessin gravé, Victor Hugo se préoccupe du profit qu'en pourrait tirer Paul Chenay, il lui écrit le 24 juin 1860 :

«Songez bien à ceci : en Allemagne, en Belgique, à Haïti surtout, le *John Brown* serait une très belle affaire. Cela me revient de toutes parts. Parlez-en à notre excellent Hetzel, quand il sera à Paris [3]. »

C'est ici que la police impériale intervint. La légende indiquée par Victor Hugo le 1er février avait été modifiée, voici la description qu'en donne Maurice Clouard [4] :

«Dans le dessin, au pied du gibet, le mot *« Ecce »,* et, à l'angle droit, en travers, le *fac simile* de la signature : « Victor Hugo, 1860 ». Dans la marge, sous le dessin, en grandes lettres blanches :

PRO CHRISTO. — SICUT CHRISTUS.
John Brown, 2 décembre 1859. — Charlestown.

Pendant le tirage, l'imprimerie de Drouart, située rue du Fouarre, 11, fut envahie par la police et toutes les épreuves lacérées, sauf une, que j'ai sous les yeux [5]. »

[1] Maurice CLOUARD, *Notes sur les dessins de Victor Hugo.* — [2] *Collection de M. Louis Barthou.* — [3] Maurice CLOUARD, *Notes sur les dessins de Victor Hugo.* — [4] *Idem.* — [5] Au bas de laquelle est inscrite au crayon cette mention : «Cette épreuve est unique; elle est la seule qui ait échappé à la lacération du tirage qui eut lieu chez l'imprimeur, par ordre ministériel. P. C. (Paul Chenay).» [*Note de Maurice Clouard.*]

2 décembre! cette date ne pouvait passer inaperçue aux yeux du gouvernement impérial et semblait une provocation. Ce n'était pourtant pas la faute de Victor Hugo si John Brown avait été pendu ce jour-là. Une réponse de Vacquerie à Mme Hugo commente le fait :

[1860.]

« Chère Madame,

Il ne faut pas m'en vouloir de ne pas vous avoir écrit plus tôt. J'espérais toujours une solution quelconque à votre demande. Mais il n'y en a pas encore, et il est bien possible qu'il n'y en ait jamais. Le ministère, selon sa vieille tactique, ne dira ni oui ni non. Maintenant, il faut voir les choses comme elles sont : il serait grave, en effet, ainsi que vous le dites, qu'une affaire où le nom de Victor Hugo est attaché éprouvât une espèce de fiasco. Mais ici il n'y a pas insuccès, il y a persécution. Que ce nom paraisse toujours dangereux, c'est, à ce qu'il me semble, le contraire d'un échec.

Je sais bien qu'il y a eu étourderie de la part des éditeurs à mettre cette date du 2 décembre; mais supposez qu'elle se soit trouvée, cette date, au bas de l'œuvre d'un autre dessinateur, on l'aurait certainement tolérée sans crainte. Vous pensez que c'est ce chiffre, les éditeurs croient que c'est le mot *ecce* qui a motivé le veto, mais par-dessus tout c'est évidemment le nom. M. Billault [1], ancien libéral, est d'autant plus sévère qu'il est plus coupable, c'est tout simple. — Le dommage est grand, à coup sûr; c'est un vrai malheur que cette belle œuvre, que cette splendide protestation reste inconnue pour la France. Mais enfin on sait qu'elle a été faite, et elle aura tout son effet saisissant en Angleterre et aux États-Unis. Janin qui a vu la gravure et qui a été émerveillé, a promis un second article dans l'*Indépendance*. On pourra en avoir d'autres dans les journaux anglais et américains. Le refus de publication en France sera une recommandation à l'étranger, et ne pourra qu'appeler l'attention et accroître le succès [2]. »

Paul Chenay voyait honneur et profit fondre sous l'interdiction ministérielle;

[1] *Ministre de l'Intérieur.* — [2] Inédite.

il consulta Victor Hugo sur les moyens de répandre le dessin à l'étranger, et reçut cette réponse :

3 août [1860].

«... Je ne sais que vous conseiller quant au *John Brown*. Marquand vient de faire une excellente affaire avec son livre, à Haïti. Vous auriez grande probabilité de réussir aussi, mais à ces distances-là, il ne faut rien faire que de parfait.

Les Haïtiens distingués qui sont à Paris [1], pourront vous conseiller et vous renseigner mieux que moi. Suivez leur avis et comptez sur mon concours [2]. »

La censure impériale finit par autoriser le dessin, mais sans aucune légende. On toléra seulement quelques épreuves avec : *Ecce*.

En 1861 on imprima une plaquette contenant le manifeste de 1859 et la photographie du dessin.

Victor Hugo y ajouta une lettre autorisant Paul Chenay à publier le tout; on donna dans la plaquette le fac-similé de cette lettre dont les termes élogieux établissaient la réputation du jeune graveur [3].

En 1874, un Comité se forma pour offrir, par souscription, une médaille commémorative à la veuve de John Brown. Cette médaille, en or, était accompagnée d'une adresse collective que Victor Hugo signa :

Paris, le 21 octobre 1874.

« Madame,

Plusieurs années se sont écoulées depuis le jour où votre noble époux consommait le sacrifice d'une vie consacrée à la plus géné-

[1] Ces trois Haïtiens résidant à Paris avaient envoyé à Victor Hugo une brochure intitulée : *Un mot sur John Brown*. En tête venait la lettre du poète sur John Brown, puis une appréciation enthousiaste de cette lettre. La brochure est reliée aux Documents. — [2] Maurice Clouard. *Notes sur les dessins de Victor Hugo*. — [3] Lettre du 21 janvier 1861, publiée dans la *Correspondance*.

reuse des causes. Du gibet où il a été attaché est parti ce cri d'universelle indignation qui a été le signal de l'affranchissement définitif d'une race déshéritée. Gloire à lui et à ses dignes fils associés à son œuvre! Aux bénédictions dont le siècle présent accompagne leur mémoire s'ajouteront celles des siècles futurs. De telles pensées doivent apporter, Madame, un grand allègement à votre deuil; mais vous avez demandé la meilleure compensation de vos douleurs à cette considération d'un ordre supérieur, qu'au-dessus de la pauvre justice des hommes plane la justice suprême, qui ne laisse aucune bonne action sans sa récompense ni aucun crime sans sa peine. Vous accueillerez aussi, nous l'espérons, avec un sentiment de soulagement ce témoignage de la sympathie des républicains français : l'expression vous en serait arrivée moins tardivement sans les longues et cruelles épreuves par lesquelles notre malheureux pays vient de passer.

Nous vous prions, Madame, d'agréer l'hommage de notre profond respect.

Au nom de tous leurs collègues, les membres soussignés du Comité de souscription,

Victor Hugo,
Patrice Larroque, Capron,
Melvil Bloncourt, Eugène Pelletan,
Ch. L. Chassin, Étienne Arago,
Laurent-Pichat, V. Schœlcher,
Louis Blanc, L. Sornet [1]. »

***

Les explications nécessitées par l'interdiction, puis la publication du dessin *John Brown* nous ont fait dévier de l'ordre chronologique suivi jusqu'ici; nous y reviendrons par cette lettre de Victor Hugo à Lamartine; elle est transcrite sur le Carnet de 1860 :

12 avril.

« Mon cher Lamartine,

Je viens de lire dans les journaux de France l'annonce de votre grande édition complète. Je m'inscris parmi les souscripteurs. Trouvez bon que je grave dans votre impérissable monument notre fraternité inaltérable.

Votre ami,

Victor Hugo [1]. »

Et sur son Carnet, il note soigneusement les quatre échéances auxquelles il aura à payer cette édition : 15 juin 1860, 15 mai 1861, 15 mai 1862, 15 mai 1863; 80 francs chaque fois.

***

En mai 1860, Victor Hugo reçut une proposition de M. Hostein, directeur du théâtre du Cirque; il s'agissait de reprendre *Lucrèce Borgia*. Il répondit à Vacquerie qui s'était chargé de négocier l'affaire :

[1860.]
H. H. 29 mai.

« La situation actuelle est bonne pour moi, l'interdiction bête de mes pièces me va, elle me donne barre sur le régime bonapartiste. Je ne vois aucune raison de changer cela. Il faut que mon répertoire rentre et fasse en rentrant acte de vie, non seulement littéraire, mais politique, non seulement politique, mais révolutionnaire. Les droits d'auteur sont peu de chose en présence de ceci. Donc ne précipitons rien. C'est une baliste en réserve. Ne l'usons pas stérilement. On dit que le régime va essayer de *la liberté*.

En ce cas-là (peu probable du reste à mon sens) nous verrons. Je serais donc charmé que la velléité de M. Hostein n'aboutît pas [2]. »

Son vœu fut exaucé, le projet fut abandonné.

***

C'est d'un Jersiais, Philippe Asplet, qu'est venue l'idée de demander à Victor Hugo de parler, au meeting de Jersey, en faveur de l'expédition de Garibaldi. C'était à Philippe Asplet déjà qu'était due l'initiative d'une dépêche envoyée

[1] Cette lettre nous a été aimablement communiquée par M. Olin H. Moore. L'original se trouve dans les archives de *the Kansas State Historical Society* (États-Unis.)

[1] Publiée dans *Le Figaro*, 10 mars 1928. — [2] Inédite. *Bibliothèque nationale*.

le 24 février 1860 par les proscrits de Jersey aux procrits de Guernesey réunis pour commémorer l'anniversaire de la révolution de 1848. Cette fois, il s'adresse directement à Victor Hugo ; sa lettre est reliée parmi les Documents.

Après lui avoir annoncé que Garibaldi était maître de Palerme, il supplie le poète d'oublier le passé et de venir à Jersey :

« Ce serait pour vous, écrit-il, un double triomphe de voir cette populace qui, il y a à peine cinq ans, vous chassa si ignoblement, reconnaître maintenant sa faute et courir pour entendre votre puissante voix en faveur des hommes souffrant pour la liberté. Ce serait pour moi le plus beau jour de ma vie, car j'ai pleuré des torrents de larmes en pensant à ce que firent mes compatriotes en vous chassant du milieu de nous. Je donnerais volontiers ma vie pour pouvoir laver cette tache de dessus l'histoire de mon pauvre pays. Vous seul, mon noble et généreux ami, pouvez le faire et tout cela en servant la cause de l'humanité, cause que vous avez tant plaidée et pour laquelle vous avez tant souffert [1]. »

Puis Philippe Asplet s'occupa de réunir les signatures des Jersiais, et écrivit à Guernesey pour annoncer sa visite. Le Carnet de 1860 en fait mention :

12 juin. — Ce matin sont arrivés les deux députés du comité sicilien de Jersey, MM. Asplet et Picot, m'apportant l'adresse des jersiais revêtue de 427 signatures.

J'irai demain avec ma famille et je parlerai au meeting. Il y aura, je crois, demain 13 ans jour pour jour que j'ai parlé à la Chambre des pairs pour la rentrée des Bonaparte.

La Gazette de Guernesey publia le 16 juin 1860 le remerciement que Victor Hugo avait adressé aux envoyés des Jersiais :

« Messieurs, dites au comité, dites aux honorables signataires de cette adresse, combien je suis profondément touché. J'aime Jersey. Jersey a été pour moi en quelque sorte la première station de l'exil. J'y ai passé trois années, qui sont un des plus doux et calmes souvenirs de ma vie. C'est une terre charmante, habitée par de nobles cœurs. J'oublie entièrement et j'efface autant qu'il est en moi le malentendu de 1855. Cette poignée de main cordiale c'est à tout Jersey que je la donne en vous la donnant. J'irai au meeting et j'y parlerai. Soyez les bienvenus. »

Reprenons le Carnet :

13 juin. — Je rentre à 4 heures après-midi. Le départ a manqué. Nous avons attendu sur le port jusqu'à 2 h. 1/2. Un télégramme de Southampton est arrivé annonçant qu'un accident arrivé au packet par la grosse mer l'avait forcé de relâcher à Aurigny. Le meeting sera forcément remis. La table télégraphique étant rompue en ce moment entre Guernesey et Jersey, j'ai eu l'idée d'envoyer un message par Londres, Calais, Paris, Granville et Jersey, ainsi conçu :

Victor Hugo à Philippe Asplet, Halkett place, à Jersey.

N'ayez pas d'inquiétude. Packet relâché par accident à Aurigny. Nous arriverons demain jeudi.

Ces 20 mots ont coûté (10 sh. 6 p.) 10,60.

Partie de Guernesey à 4 heures, la dépêche arrivera à Jersey vers 7 heures. C'est la première fois, a dit Gasparis l'employé, qu'une telle dépêche est envoyée.

En rentrant du meeting, Victor Hugo rend compte de la soirée à sa femme restée à Guernesey avec leur fille souffrante :

14 juin [1860], 1 heure du matin.

« Chère amie, soirée admirable, succès immense, toute la ville en rumeur et en fête, je vous regrette profondément toutes les deux, je n'ai pas de vraie joie sans vous, j'espère que ma chère petite fille va mieux, vous auriez une bien bonne idée de venir, car je suis ici au moins jusqu'à lundi. Tes fils t'embrassent, tout va ici admirablement, Hetzel et Deschanel sont ici, nous avons des montagnes de choses à vous dire, nous parlons de toi sans cesse, je t'ai vue triste en partant, ce souvenir me suit et m'attriste, vrai et du fond du cœur je veux que tu sois *heureuse*. Crois

[1] Inédite.

que je t'aime bien profondément. Je t'embrasse et j'embrasse mon Adèle chérie. Tâchez de venir demain samedi. À toi. À vous deux[1]. »

Victor Hugo fut retenu à Jersey pour un banquet[2] qu'on lui offrait le 18; il jugea pourtant utile de publier son speech sans retard et il s'adressa à Vacquerie :

Samedi matin 16.

« Voici, cher Auguste, trois exemplaires de mon speech à Jersey. Vous savez l'histoire, je ne vous la raconte pas. Cela a passé tout ce qu'on peut dire. On a été forcé d'étayer la salle, le succès du speech a été curieux, unanimité absolue, interruptions enthousiastes presque à chaque mot, toute la ville en rumeur, toute l'île sens dessus dessous, cela est vraiment inexprimable, et je me sens ridicule de vous conter naïvement toutes ces choses. Victor et Ph. Asplet ont marqué sur deux exemplaires les mouvements de l'auditoire. Voyez si l'*Opinion nationale* et le *Siècle* veulent publier le speech, en tout ou en partie; ôtez ce que vous croirez difficile à avaler, tâchez que les coupures se fassent sans mettre de joints et sans trop altérer la série des idées et la logique du discours, portez-le à la *Presse*, mais, comme elle est en surveillance spéciale, elle ferait bien peut-être de ne publier qu'après les autres. Faites pour le mieux. Je remets le tout en vos mains excellentes.

Je vous écris, y voyant à peine. Figurez-vous que Jersey est à genoux et dit mea culpa. L'ovation est égale à l'expulsion.

À vous.

V. H.

Vous ne vous figurez pas l'enthousiasme d'ici. Il y a à tous les coins de rues d'énormes affiches portant ceci :

Victor Hugo!

Arrived![3] »

Vacquerie s'acquitta fort bien de sa commission, mais les deux journaux qui insérèrent le discours reçurent un « avertissement ». Rappelons qu'après deux avertissements le journal pouvait être suspendu pour un temps indéterminé. Ce régime entra en vigueur dès février 1852 et suscita la note suivante :

— Avertissement si vous bougez. Avertissement si vous parlez. — L'empire de B. le petit est la première cage dans laquelle l'oiseau n'ait pas le droit de voler, ni de chanter.

Ils ne chantent pas, et paient[1].

L'un des deux journaux était *l'Opinion nationale*. L'*Avertissement* dont nous trouvons la teneur dans un extrait de journal relié aux Documents donnait comme motif :

« Vu l'article publié par cette feuille dans son numéro du 20 juin sous le titre : *Discours de M. Victor Hugo*,

Considérant que cet article contient, à propos des affaires de Naples, un appel violent et général aux passions révolutionnaires... »

Nous lisons dans le Carnet le titre du second journal *averti : Le Courrier de Paris*.

En revanche, les journaux étrangers se chargeaient de répandre le discours de Jersey, on le voit par cette lettre à Paul Meurice :

27 juin H. H.

« On m'écrit de Belgique que mon speech de Jersey a déjà été reproduit par plus de quatrevingts journaux anglais, belges, hollandais et allemands. Blanchard Serrold, qui fait un journal, *le Lloyd*, tiré à 100.000 exemplaires, a fait afficher spécialement mon discours à Londres. Une de ces affiches nous a été apportée à Guernesey Nous n'avons pas encore les journaux italiens. On donne une publicité énorme. Vous voyez que j'ai peut-être à remercier *l'Avertissement*. Il a sa part de ce succès[2]. »

(1) *Collection de M. L. Barthou*. Lettre inédite reliée dans un recueil intitulé : *Victor Hugo et Garibaldi*. — (2) V. page 153. — (3) Inédite. *Bibliothèque nationale*.

(1) *Reliquat*. — (2) *Inédite. Bibliothèque Nationale*.

Ce discours, trois mois après avoir été prononcé, occupait encore les anglais :

Carnet. 9 septembre 1860. — Il y a en Angleterre un acteur appelé Colemann qui va de ville en ville récitant mon speech de Jersey sur l'insurrection italienne.

L'année 1860 n'avait pas été perdue pour le travail. Le Carnet de Victor Hugo nous donne l'emploi de son temps :

Aujourd'hui 30 décembre 1860, je me suis remis à écrire *Les Misérables*. Du 26 avril au 12 mai j'ai relu le manuscrit. Du 12 mai au 30 décembre j'ai passé sept mois à pénétrer de méditation et de lumière l'œuvre entière présente à mon esprit, afin qu'il y ait unité absolue entre ce que j'ai écrit il y a douze ans et ce que je vais écrire aujourd'hui.

1861 fut presque entièrement consacré aux *Misérables*. Pourtant, au début de l'année, Victor Hugo était souffrant; il écrit le 27 février à Paul Meurice :

«Je souffre toujours d'une douleur mal située, à la trachée artère, presque au larynx. On me dit que le changement d'air me guérira. On a sans doute raison. Je demande à Dieu qu'il me permette de finir ce que j'ai commencé. C'est peut-être bien exigeant»[1].

Le 17 mars, il note sur son Carnet :

«Sur l'avis du docteur Corbin qui pense que le changement d'air me guérira, je prends la résolution de partir au premier beau jour de mer.»

Ce premier beau jour fut le 25 mars. Il alla d'abord à Bruxelles, excursionna à Bruges, Villers, Malines, Anvers, Boisfort, Groenendaël.

Le 12 avril il envoya de ses nouvelles à François-Victor resté à Guernesey :

Bruxelles, 64, rue du Nord.
12 avril.

«Cher petit Victor, je vais toujours de mieux en mieux, et tout est bien. Nos santés sont excellentes. Avant peu, Charles maigrira et j'engraisserai. Je dors et je mange tout à fait. J'ai commencé le traitement hydrothérapique qui, je crois, me réussira à merveille. J'en faisais déjà, d'instinct, la moitié, la friction sèche.

«... Cher enfant, je te voudrais avec nous. Le temps est assez beau, un peu froid, mais sans pluie. Nous sommes ici admirablement accueillis. L'autre jour nous sommes allés à Bruges. Je t'envoie des extraits du *Journal de Bruges* et de deux autres journaux pour que tu puisses juger de l'accueil L'enthousiasme et l'ovation nous ont rappelé la réception de Jersey, l'année dernière. Tu pourras communiquer ces extraits de journaux à M. Marquand, pour le cas où il jugerait utile de dire un peu au bon peuple de Guernesey ce que devient l'habitant de Hauteville-House. Le bourgmestre de Bruges est comme un second exemplaire du brave juge Lebailly. Il m'a fait le plus gracieusement du monde les honneurs de sa ville, nu-tête à côté de moi dans les rues, en plein dimanche. Il faut convenir qu'en somme le dimanche catholique est beaucoup moins intolérant que le dimanche protestant[1].

Nouvelle lettre à François-Victor. En voyage, Victor Hugo n'oubliait pas d'acquérir ce qui pouvait embellir Hauteville-House :

Bruxelles, 22 avril [1861].

«... Sache que la fée Bric-à-Brac m'a fait les yeux doux et que le dieu Bibelot m'a pris en amitié; j'ai écrémé en Belgique un certain nombre d'objets étranges, et pour peu d'or. À Londres, cela m'eût coûté une douzaine de mille francs. Il y a un machin absolument unique et introuvable. Je l'ai trouvé[2].

«... Hetzel va arriver. J'ai donné à dîner au rédacteur en chef de l'*Indépendance Belge*, M. Bérardi, chez lequel Charles et moi dînons demain. Paul Meurice est venu passer huit jours avec nous. Il est reparti hier. Nous avons excursionné ensemble à Villers, à Malines, à Anvers. — Je suis fort bien accueilli,

[1] *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice.*

[1] Inédite. — [2] Ce «machin introuvable» doit être «un paravent de porcelaine de Chine acheté 400 francs rue Royale» le 18 avril et mentionné dans le carnet de voyage de 1861.

trop bien : cela me gêne quelquefois; je fais ce que je peux pour garder un peu d'ombre, sans y réussir comme je voudrais. À Alost, les journaux ayant annoncé ma venue, la foule m'a attendu deux jours au débarcadère. Je m'en suis douté, et n'y suis point allé. Le gouverneur d'Arlon m'invite à descendre chez lui, si je vais en Luxembourg. Je reçois toutes sortes de visites réactionnaires et de respects catholiques. MM. Dumortier, chef de la droite belge, Deschamps, l'ancien ministre, le P. Deschamps son frère, etc.

«... Je vais le plus tôt possible me remettre au travail. J'irai pour cela me fourrer dans quelque trou. Je n'ai, bien entendu, voulu remplir aucune des formalités de séjour imposées aux étrangers. Le gouvernement belge a le bon goût de ne pas faire semblant de me voir. La presse belge m'est très cordiale et très sympathique. Ma santé va de mieux en mieux; Charles, qui sort d'ici, va t'écrire une longue lettre, et moi, je t'embrasse encore, mon cher petit travailleur bien-aimé.

«...L'autre jour un havanais m'a demandé de permettre à ses fils, deux enfants de quatorze à quinze ans, de venir une minute dans ma chambre. C'était dimanche. J'ai reçu les deux enfants conduits par leur précepteur, mon ancien et digne collègue Bourzat. Le lendemain, le père m'a envoyé un paquet-échantillon de tous les puros possibles. J'ai donné la chose à Charles qui la fume en ce moment [1].»

Le «trou» où Victor Hugo pourra travailler tranquille est trouvé; c'est dans la région qu'il va explorer pour écrire le livre *Waterloo;* le 7 mai il est à Mont-Saint-Jean, visitant les divers points de la bataille, Plancenoit, Nivelles, Hougomont, la Haie-Sainte. Sa femme et sa fille étaient à Bruxelles.

«De temps en temps, écrivait-il à Paul Meurice, je m'échappe de mes travaux et de mes voyages, et je vais, grâce au chemin de fer, passer vingt-quatre heures avec elles [2]».

Dans une de ces fugues à Bruxelles, il répond, le 21 juin, à l'Association unitaire italienne qui l'avait nommé, par acclamation, membre du Comité. Cette réponse a été publiée dans la *Correspondance* [1].

Il avait emporté son manuscrit des *Misérables* pour y travailler dans sa chambre d'hôtel de Mont-Saint-Jean. Le 30 juin, il écrit sur son Carnet :

«J'ai fini *Les Misérables* sur le champ de bataille de Waterloo et dans le mois de Waterloo».

Il ne quitta Mont-Saint-Jean que le 13 juillet, voyagea jusqu'au 3 septembre en Hollande, en Belgique et, à son retour à Guernesey, trouva une proposition d'achat pour *Les Misérables;* le 4 octobre il signait le traité et remettait à son éditeur, le 5 décembre, le manuscrit des deux premiers volumes.

Victor Hugo commença l'année 1862 comme il avait fini 1861, dans un travail acharné : correction des épreuves de la première partie des *Misérables* (quelquefois passé minuit), revision du reste du manuscrit, discussions interminables avec son éditeur Lacroix sur la présentation de l'œuvre, sans compter la correspondance. Au milieu de tout cela il reçut de Lacroix une lettre qui le troubla fort, il lui écrivit aussitôt :

H. H. — Dimanche 19 (janvier 1862).

«... Il court, me dites vous, des vers signés de moi sur l'affaire de Charleroi. Ces vers ne sont pas de moi. Je suis tellement enfoui dans le travail depuis six semaines, et ce travail me fait un tel redoublement de solitude, que je n'ai pu lire un journal tous ces temps-ci, et que je ne connais pas l'affaire de Charleroi. C'est la première fois depuis dix ans que je m'isole à ce point. Je ne trouve, certes, pas mauvais qu'on use, et même

[1] Inédite. — [2] *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice.*

[1] A MM. Giuseppe Palmeri, Luigi Porta, Savero Priscia, membres du Comité directeur italien.

qu'on abuse de mon nom pour le bien; mais l'invraisemblable, c'est, dans ma position, de me faire écrire à un roi, fût-ce au roi Léopold, dont j'apprécie toutes les qualités, comme homme et personnellement, mais auquel je ne pourrais écrire sans être illogique. Quand je suis intervenu en 1854 pour tâcher de sauver Tapner, je me suis adressé au peuple de Guernesey, non à la reine d'Angleterre. — Vous pouvez parfaitement démentir les vers qu'on m'attribue. Mais qu'est-ce donc que cette affaire de Charleroi? est-ce que vraiment j'y pourrais être utile? Si occupé et si absorbé que je sois, je me détournerais un moment de mon travail, s'il y avait là un devoir à remplir. Soyez assez bon pour m'écrire un mot à ce sujet.

V. H.»[1].

Victor Hugo prit pourtant le temps de lire «ses» vers et écrivit aussitôt la lettre qu'on a lue page 165; puis il chargea Vacquerie de la publication en France :

H. H. — 22 janvier.

«Cher Auguste, les journaux belges publient de *faux vers de moi*[2] adressés *au roi Léopold* pour lui demander la grâce des neuf condamnés de Charleroi. Il était urgent de défaire cela. J'ai écrit cette lettre. Lisez-la, et aidez-moi. En voilà six exemplaires. Serez-vous assez bon pour les porter de ma part à *la Presse*, au *Siècle*, au *Temps*, à *l'Opinion Nationale*, au *Courrier du Dimanche*, etc. Hélas, quel rude ami je suis! J'ai déjà surchargé Meurice, voici maintenant que je vous accable. Et je vous demande de faire tout cela aujourd'hui même en recevant cette lettre.»

À vous.

V.

«Vous comprenez que pour cette insertion, le temps presse. Les faux vers ont huit jours d'avance sur nous.

«Le *Monte-Cristo*, qui reparaît, publierait-il cela? est-il politique?[3]».

L'auteur des vers s'accusa lui-même par une lettre adressée à Victor Hugo; mais son écriture est si invraisemblablement difficile à déchiffrer que nous hésitons sur la date; pour la signature, également illisible, nous avons pu la connaître grâce à l'amabilité de M. Camille Gaspar, directeur du Cabinet des Manuscrits à la Bibliothèque royale de Belgique, qui a bien voulu rechercher quel était, en 1862, le chef de la section des manuscrits.

Voici l'aveu que nous avons trouvé relié aux Documents :

Confidentiel.

Bruxelles, le 11 (?) janvier 1862.

«Monsieur et immortel poëte,

«Je viens de faire une étrange chose, je viens d'abuser de votre nom dans l'espoir *fondé* d'arracher neuf malheureux à la mort.

«Voilà mon crime et mon excuse. Me pardonnerez-vous? Je n'ose l'espérer; mais ce que j'espère, c'est que vous ne me démentirez pas, que vous ne signalerez pas la supercherie avant qu'il ait été statué sur le pourvoi en grâce. Faites de moi après cela tout ce que vous voudrez, et ne m'en croyez pas moins le plus fervent de vos admirateurs.

Adolphe Mathieu
Chef de la section des manuscrits
à la Bibliothèque royale, Chaussée de Wavre.
Ancienne Bibliothèque de Bourgogne[1]».

Comme conclusion à cet incident, Victor Hugo reçut d'un inconnu cette lettre qu'il recopia :

30 janvier 1862.

Quelqu'un m'écrit :

— Je vous remercie de cette noble et belle pensée que vous avez daigné manifester.

Est-il possible que le XIXe siècle n'ait pas encore compris qu'il n'a pas le droit d'ôter la vie à son semblable? (il y a dans le texte *semblabe*). C'est encore un reste de barbarie qui tôt ou tard doit absolument disparaître de nos mœurs[2].

[1] Inédite. Reliée au Reliquat des *Misérables*. — [2] Les *journaux annotés* donnent ces vers dans le *Journal de Bruges*, 17 janvier 1866. — [3] Inédite. *Bibliothèque nationale*.

[1] Inédite. — [2] *Reliquat*.

*
* *

C'est en 1862 que Victor Hugo institua le dîner des enfants pauvres; son Carnet porte à la date du 5 mars :

«J'ai pris avec Marie Sixty[1] des arrangements pour réaliser mon idée de *repas des enfants pauvres.* Toutes les semaines, douze enfants pauvres dîneront chez moi. Le repas sera le même que le nôtre. Nous les servirons. Ils diront en se mettant à table :

Dieu, soyez béni.

et en se levant :

Dieu, soyez remercié.

Le premier repas aura lieu lundi».

Le 1er avril, nouvelle note du Carnet :

«Troisième dîner des petits enfants pauvres. Aujourd'hui j'avais quinze enfants».

Et le nombre des petits convives augmentera de semaine en semaine; ils seront bientôt quarante; le carnet de 1868 en indique quarante-six. On a vu, dans les *notes,* que son exemple fut suivi dans les principales villes d'Angleterre, mais au début le poëte dut subir les railleries, les attaques de la presse catholique : *ostentation! tapage! réclame!* Dans sa famille même, il y eut divergence d'opinon; le 22 mars 1862, Victor Hugo écrivait à sa femme :

«Charles a tort de me faire de l'opposition et d'être, comme tu dis, frondeur envers moi. Moi je le défends et je le couvre en toute chose. Et à quelle occasion cette *opposition* et cette *fronde?* À l'occasion d'une bonne action, la plus simple du monde, d'une bonne action fraternelle envers les pauvres et paternelle envers les petits enfants! Tant pis pour les démocrates qui ne comprendraient pas cela! Le vrai socialiste unit la pratique à la théorie, et donne le pain aux corps en même temps que les idées aux esprits. C'est ce que je tâche de faire. Est-ce de l'aumône, cela? Non. C'est de la solidarité. J'appelle les enfants pauvres à ma table, et je leur ai dit l'autre matin : *Vous êtes mes petits frères.* En même temps je prêche aux peuples la grande idée humaine.

Je voudrais que Charles vît ces petits enfants, et leur faim, et leur joie; lui qui est si bon, il pleurerait de m'avoir critiqué, et lui qui est un grand esprit, il se trouverait bête. Eh bien, puisqu'il critique, qu'il critique tout à fait.

D'après mon ordre, le dîner commence par ces mots dits par le plus grand : *Mon Dieu, soyez béni!* et finit par ceux-ci : *Mon Dieu, soyez remercié.* Oui, mon Charles bien-aimé, je crois en Dieu, et je tâche que les petits y croient, et les grands aussi, c'est-à-dire toi-même. — Cela dit, je veux la République sociale, avec la liberté bien entendu. Ma profession de foi est implicitement dans les dix lignes qui sont la préface des *Misérables.* Plus d'ignorance ni de misère, et en attendant partageons un peu notre pain avec les petits enfants qui vont pieds nus. Quand ils digéreraient, eux aussi, le beau malheur! Cela nous empêche-t-il de penser? Mon Charles, comprends-tu maintenant? Oui. Eh bien, embrasse-moi.

P. S. Ma foi, oui, il y a un post-scriptum, car les idées vraies sont inépuisables. L'aumône doit se cacher, la fraternité, non. La fraternité doit l'exemple. Il est scientifiquement acquis que les enfants qui mangent de la viande seulement une fois par mois sont (sauf exception bien entendu) préservés des scrofules, du rachitisme, des maladies des os, des tubercules et des angines couenneuses; moi je leur donne de la viande deux fois par mois et je préserve de ces maladies vingt-quatre petits enfants. Que l'exemple soit imité, et la petite population innocente et souffrante qui nous entoure sera assainie. Enfin un dernier mot. Je ne hais pas qu'on dise : la porte de Victor Hugo dans l'exil est ouverte à un battant aux riches et à deux battants aux pauvres[1].»

Ce dîner eut lieu toutes les semaines jusqu'à la rentrée de Victor Hugo en France.

[1] La cuisinière Marie était assez hautaine avec les autres domestiques. De là ce surnom de Sixty, désignant à Guernesey les familles les plus distinguées de l'île.

[1] René Weiss. *La maison de Victor Hugo à Guernesey.*

* * *

C'est par l'intermédiaire de Victor Schœlcher que Victor Hugo répondit à Barbès[1]. Voici deux lettres, l'une de Schœlcher à Victor Hugo, l'autre de Barbès à Schœlcher :

Twickenham
Jeudi soir.

« Ami,

Je fais à l'instant passer votre lettre au brave Barbès et en vérité je vous remercie de m'avoir autorisé à la lire, car c'est un chef-d'œuvre.

Je ne puis m'empêcher d'engager Barbès à la publier, ou de me permettre une indiscrétion en m'en envoyant une copie si sa simplicité digne des grands temps de Rome reculait devant une publicité qui lui apporterait une nouvelle gloire.

À vous toujours,

V. Schœlcher[2]. »

BARBÈS À SCHŒLCHER.

Lahaie, 20 juillet 1862.

« ... La lettre de Victor Hugo me comble. Je ne m'attendais pas à rien de pareil. Je suis heureux, honteux, écrasé, confus de tout ce qu'il me dit. Il fallait son génie pour découvrir dans ma pauvre personne tout ce qu'il y met.

Quant à publier ce chef-d'œuvre de cœur et de style, je crois que j'usurperais une récompense que je ne mérite pas en laissant faire cette impression. Hugo le dit lui-même, il m'a écrit dans l'émotion d'un cœur à qui venait de s'adresser un autre cœur. Gardons cette preuve de sentiment pour nous. Je t'en enverrai une copie pour ta satisfaction. Mais tu ne la publieras qu'après ma mort, si je passe le premier; et après avoir demandé à Hugo s'il juge cette oraison funèbre convenable.

Je t'embrasse. Si tu écris à Guernesey, fais savoir, pour qu'on n'en soit pas inquiet, que j'ai mon précieux autographe. Je me propose de l'envoyer à ma sœur. Ce fut elle qui m'apprit la première, il y a vingt-trois ans, ce qu'avait fait Hugo. Elle me cachait ce qu'elle avait fait elle-même. Génie et tendresse! Elle est digne que je lui donne aujourd'hui ce que me donne Victor Hugo.

À toi encore de cœur,

A. Barbès[1]. »

(1) Voir page 169. — (2) Inédite.

Schœlcher vainquit les scrupules de Barbès, car sa lettre et celle de Victor Hugo furent reproduites dans les journaux belges et anglais.

Mme Victor Hugo, dans son *Victor Hugo raconté*, avait consacré un chapitre à la grâce de Barbès, elle l'a retranché au moment de la publication; le voici :

Vers 2 heures de l'après-midi.
Un dimanche.

Le 12 mai 1839, Victor Hugo était sur son balcon, causant avec un espagnol que lui avait adressé Taylor. Il parlait de Rachel quand il entendit une détonation, c'était l'insurrection du 12 mai qui commençait, dont Barbès et Blanqui furent les meneurs.

Blanqui put échapper, et se cacha chez Mme David. L'insurrection fut étouffée, le procès eut lieu le mois de juillet suivant. Victor Hugo eut l'envie d'assister à l'une des séances. Villemain lui donna un billet. La figure de Barbès l'intéressa, il lui trouvait la mine assurée, une physionomie élevée. Sa barbe blonde lui donnait un air de douceur et de grande jeunesse. Victor Hugo n'assista qu'à une seule séance. Il se remit le soir même à faire des vers, son attention s'était détournée du procès qui préoccupait Paris.

L'Opéra avait extrait un acte de *la Esmeralda*, l'acte où se trouve l'air des cloches, et le jouait à ce moment; l'idée prit à Victor Hugo après le dîner d'aller entendre cet air des cloches qu'il aimait beaucoup. Il se dirigea à l'Opéra et s'assit à l'orchestre.

Le gros Saint-Priest, depuis académicien, arriva et prit place dans une stalle à côté. Saint-Priest lui dit : — Nous venons de terminer une chose qui est toujours triste, nous venons de condamner un homme à mort. — Comment, vous avez condamné à mort ce

(1) Inédite.

pauvre Barbès? — Oui, que voulez-vous, c'est un assassin, il a tiré à bout portant sur le lieutenant Drouineau. — Mais cette mort est une des conséquences de la guerre, chacun court de part et d'autre les mêmes dangers, ce n'est pas un assassinat. C'est déplorable, j'en conviens, mais il y a toujours de ces affreux évènements, la guerre civile soulevée. — Non, non, je vous assure; ce n'est pas ce que vous croyez, Drouineau a été tué dans des conditions qui font de sa mort un assassinat.

La condamnation était prononcée, le changement d'opinion de Saint-Priest était bien indifférent. Victor Hugo dit seulement : — À quand l'exécution? — Mais comme il n'y a pas d'appel pour la Chambre des pairs, répliqua Saint-Priest, il devra être exécuté demain matin. Il le sera, car le conseil est déterminé à ce que la condamnation ait son cours, il ne laissera pas le roi faire grâce.

Victor Hugo se leva, prit par le derrière du théâtre et alla à la régie. Il y avait alors pour régisseur de l'Opéra un nommé Gentil qui avait été régisseur sous Harel à l'Odéon. C'était un garçon d'esprit, tourné à la facétie. — Ce Gentil n'était pas à son bureau, Victor Hugo s'assit devant; il y avait sur ce bureau un buvard assez grossièrement fait, ce qui fit supposer à Victor Hugo qu'il avait été fabriqué par Gentil. Sur ce buvard, il y avait des caricatures, celle de Nourrit avec son gros ventre, celle de Mlle Falcon avec ses jambes maigres, celle de Levasseur avec sa figure de portière. Victor Hugo feuilleta ce buvard, en tira une feuille de gros papier et y écrivit les quatre vers adressés au roi qui se trouvent dans *les Rayons et les Ombres*[1]. — Il prit une enveloppe de papier gris, enveloppe sous laquelle on envoie les billets de théâtre, mit les vers dans l'enveloppe, cacheta avec un gros pain à cacheter rouge qui se trouvait là, et alla aux Tuileries. — Tout cela avait pris du temps, il était bien une heure et demie quand il arriva au château. Il entra chez le portier, le priant de faire remettre tout de suite cette lettre au roi. — Ce ne sera guère possible ce soir, monsieur, il est bien tard, mais demain matin vous pouvez être sûr qu'il l'aura. — Mais demain il sera trop tard. — Alors Victor Hugo conta au portier qu'il s'agissait d'un homme qu'on devait exécuter le lendemain matin pour lequel il venait demander grâce au roi. — Ah! c'est différent, monsieur, voici ce que je m'en vais faire, je remettrai la lettre à l'huissier de service, qui la remettra à l'aide de camp de service; à travers les vitres de la porte l'huissier pourra voir si l'aide de camp la remet en réalité, et si le roi ouvre la lettre. J'attendrai que tout cela soit fait pour vous rendre réponse. — Le brave portier appela sa femme, la pria de garder sa loge; Victor Hugo s'assit dans la loge, attendant la réponse; elle se fit bien attendre vingt minutes; le portier revint tout triomphant. — Monsieur, la lettre a été remise, et le roi l'a ouverte, M. France d'Houdetot qui faisait le service ce soir connaissait monsieur, à ce qu'il paraît; monsieur avait mis son nom sur l'enveloppe; après avoir jeté les yeux dessus la lettre, il l'a bien vite remise au roi. — Victor Hugo s'en alla le cœur content, il avait fait ce qu'il pouvait. Il apprit à son réveil que l'exécution n'avait pas eu lieu, et cela parce que le roi avait résisté à cette exécution malgré les instances de son conseil (Cubières faisait partie du ministère); la lutte entre les ministres et le roi recommença dans la journée; les ministres trouvaient que l'ajournement était déjà de trop et voulaient que Barbès fût exécuté le lendemain. Pendant que ceci se passait aux Tuileries, Victor Hugo reçut cette lettre du roi[1] :

Barbès eut la vie sauve, mais fut condamné aux travaux forcés à perpétuité. N'est-ce pas horrible de penser qu'on faisait un galérien d'un homme *politique?*[2]

Nous avons donné dans l'Historique des *Misérables*[3] la lettre que le poète reçut du secrétaire du cabinet du roi et la réponse de Victor Hugo. Nous n'étions

[1] *Par votre ange envolée ainsi qu'une colombe...*

[1] Un blanc est ménagé pour reproduire la lettre du roi. La voici :

Ma pensée a devancé la vôtre. Au moment où vous me demandez cette grâce, elle est faite dans mon cœur. Il ne me reste plus qu'à l'obtenir.

LOUIS-PHILIPPE.

[1] *Reliquat.* — [2] Inédit. — [3] Édition de l'Imprimerie Nationale.

pas alors en possession du chapitre inédit de Mme Victor Hugo.

*
* *

Le 30 juin, les deux dernières parties des *Misérables* paraissaient à Paris et à Bruxelles; nous avons conté dans l'Historique [1] l'immense succès qui accueillit l'œuvre; voici pourtant quelques détails extraits d'une lettre inédite de Victor Hugo à sa femme :

1er août [1862], 2 heures,
Bruxelles.

«Charles est arrivé hier, Meurice, ce matin. Chère amie, je t'envoie le cœur de tous... Dans une heure, Charles et Meurice me lisent la première partie de leur drame [2]. Chilly est dans l'enthousiasme. Il compte gagner 700.000 francs. Le bruit des *Misérables* va croissant. On annonce de nouvelles traductions. Bonaparte admire hautement et le bruit court à Paris qu'il m'a écrit. Il aurait tort. À bientôt. Je t'embrasse tendrement.

Michel Lévy dit partout que, *s'il avait su*, il m'aurait offert un million.

Comme contrepoids à l'admiration de Bonaparte, il y a l'enthousiasme des écoles et des faubourgs, qui, dit Meurice, dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Martin-Bernard a dit à Mario Proth : *ce livre avance la révolution de dix ans.* — Je presse Lacroix pour l'édition bon marché. Elle va être faite. Il y a une nouvelle parodie : *Les Misérables pour rire,* avec mon portrait en tête. Mario Proth publie une brochure intitulée : *Le mouvement à propos des Misérables.* Il va paraître une brochure intitulée : *Victor Hugo chez soi,* avec des gravures sur bois.

... Les deux lettres de Barbès et de moi font le tour des journaux anglais et belges. Les journaux de Paris (*le Temps*) publient seulement la lettre de Barbès, la mienne étant trop dangereuse. Le *Théâtre* a seul osé publier la lettre du duc d'Aumale [1]. Il y a un nouvel article de Lucas, meilleur que le premier, que je n'ai pas lu. Le fils de Benoît Champy publie dans *les Débats* un article des réformes législatives à faire à propos de *Jean Valjean.* Les libraires d'Amérique ont écrit aux éditeurs de Bruxelles pour redemander un nombre *indéfini* d'exemplaires, se disant débordés par la vente et sûrs de tout écouler [2].»

*
* *

Après un pareil surmenage, une détente s'imposait; sur le conseil du médecin, Victor Hugo quitta Guernesey, il voyagea près de deux mois en Belgique et sur le Rhin, puis il revint à Bruxelles pour assister au banquet que lui offraient ses éditeurs, le 16 septembre, en l'honneur des *Misérables.* Des relations de cette fête furent publiées; celle d'Eugène Pelletan signale avec une certaine amertume quelques abstentions de journalistes parisiens; à vrai dire, venir exprès de Paris pour fêter Victor Hugo, cela pouvait passer pour un acte d'opposition et la presse était fort surveillée, tout prétexte était bon pour suspendre ou supprimer un journal, mais Pelletan n'admet pas cette excuse :

«La presse étrangère avait tenu à figurer en personne au banquet de Victor Hugo; elle y était accourue de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Suisse, de l'Espagne, de partout. La presse française devait y assister en première ligne, ne fût-ce que par un esprit de patriotisme; tous les journaux de Paris à prétentions démocratiques l'avaient formellement promis. Ils ne pouvaient refuser, disaient-ils, de rendre hommage à l'homme qui glorifiait la France par son talent; mais au jour dit, celui-là avait une nouvelle circulaire à écrire au canton de Thorigny-sur-Vire, et il a laissé passer l'heure de *l'express;* celui-ci a eu tout à coup une attaque de névralgie, et il a gardé la chambre; cet autre a eu un voyage imprévu à faire sur la

[1] Édition de l'Imprimerie Nationale. — [2] *Les Misérables,* drame écrit d'après le roman, par Charles Hugo et Paul Meurice, devaient être représentés au théâtre de l'Ambigu-Comique dont Chilly était alors directeur. La pièce fut interdite à Paris et jouée à Bruxelles le 3 janvier 1863.

[1] Reproduite dans l'Historique des *Misérables,* tome IV de l'Édition de l'Imprimerie Nationale. — [2] Inédite.

Garonne, et il a pris le chemin de fer de Bordeaux. Il n'y a que M. Nefftzer qui ait tenu bravement sa promesse [1].»

Le compte rendu publié par Gustave Frédérix [2] (de *l'Indépendance belge*) est plus exact et donne les noms des journaux représentés : Hector Malot pour *l'Opinion nationale;* Nefftzer et Legault pour *le Temps;* Mario Proth pour *le Courrier du Dimanche;* Mahias et Habeneck pour *la Presse* (l'absence d'Émile de Girardin fut fort remarquée); Henri Rochefort pour *le Charivari;* les journaux de province avaient envoyé de nombreux collaborateurs, les journalistes belges étaient naturellement en nombre. Enfin le président de la Chambre des représentants, M. Vervoort, et le bourgmestre de Bruxelles, M. Fontainas, avaient tenu à s'associer à l'hommage mondial que recevait Victor Hugo. Le dernier discours fut celui de Théodore de Banville, au nom des poètes.

*
* *

Après le succès des *Misérables*, Lacroix avait vivement insisté pour obtenir un traité global comprenant les œuvres publiées et à paraître. À son défaut et en attendant, il demandait à réimprimer *Napoléon-le-Petit* et les *Châtiments*, à réunir et éditer les *Actes et discours de l'exil*, et à faire une nouvelle édition des *Œuvres oratoires* (discours d'*Avant l'exil*) [1]. Le dos de la couverture du tome II des *Misérables* annonce déjà cette édition, bien qu'il n'y eût encore aucune convention signée. La réponse de Victor Hugo se fit un peu attendre, car, en rentrant à Guernesey, il s'était mis à préparer un grand roman : *Quatrevingt-treize*. Enfin, il écrit à Lacroix :

H. H., 9 octobre 1862.

«Vous me demandez sur quelles bases je traiterais, les voici :

Napoléon-le-Petit, mal administré, m'a rapporté, en *dix ans,* à moi fraudé et volé, 24.000 francs (12.000 payés, 12.000 dus).

Les *Châtiments* (ici le vol a été complet) représentent un droit d'auteur et un rapport au moins égal.

Je vous concéderais donc pour *douze* années (droit expirant en même temps que celui des *Misérables*) l'exploitation exclusive du *format diamant* de *Napoléon-le-Petit* et des *Châtiments*, en tous pays, excepté en France où je ne puis autoriser que *l'infiltration,* autorisation que je vous donnerais; je ne me réserverais pendant ces douze années que le droit de publier les *Châtiments* en format in-8° et in-18. S'il arrivait que, par suite d'éventualités dont je serais juge, j'usasse du droit de publier ces formats en France, vous y pourriez publier le vôtre; mais tant que je ne croirais pas devoir user de ce droit de publication directe en France, vous n'en pourriez user de votre côté, ayant toujours, bien entendu, *la faculté* d'infiltration.

Je vous ferais cette cession moyennant la somme de 48.000 francs.

Vu la loi Faider, vous répondriez des procès, s'il y en avait.

Vous ne pourriez réimprimer la dernière année (comme pour *les Misérables*).

S'il vous convenait d'ajouter aux *Châtiments* et à *Napoléon-le-Petit,* ceci :

Actes et discours de l'exil (augmentés de tout ce que j'ai dit depuis 1855, jusqu'à votre discours du 16 septembre [1], un petit volume.

Œuvres oratoires de Victor Hugo, un fort volume, deux peut-être.

Je vous les concéderais dans le même format, aux mêmes conditions et réserves, pour le même temps, moyennant 12.000 francs. (Je crois ceci particulièrement avantageux pour vous.)

La somme à payer pour le tout serait en ce cas de 60.000 francs, payables comme suit :

12.000 francs comptant le 1er décembre

[1] Eugène Pelletan, *Les fêtes de l'intelligence.* — [2] *Souvenir du banquet offert à Victor Hugo.* — [3] Rappelons que les *Œuvres oratoires* avaient été publiées en 1853 par les éditeurs Jeffs et Tarride.

[1] Discours prononcé au banquet des *Misérables.*

(on défalquerait de ces 12.000 francs la petite somme reçue en ce moment);

Mille francs par mois, en traites payables le 1er de chaque mois, pendant quatre ans, depuis le 1er janvier 1863 jusqu'au 1er décembre 1866 inclusivement [1].»

Lacroix insiste pour son traité global, qui ne semble pas agréer beaucoup à Victor Hugo; le 18 novembre, l'éditeur reçoit une lettre où nous relevons ce passage :

«J'insiste encore pour ma proposition : 4 volumes : *Napoléon-le-Petit, Châtiments, Actes et discours de l'exil, Œuvres oratoires,* format diamant, clichés faits à Bruxelles par vous, et envoyés à Guernesey, tirages faits à Guernesey, envois par ballots des exemplaires destinés à la vente en Belgique et sur le continent (le bon marché se retrouverait en usant des navires à voiles [2].»

Les pourparlers se poursuivent sans résultat, puisque, le 12 octobre 1863, Lacroix revient à la charge, sans succès d'ailleurs. Pourtant le 26 octobre, Victor Hugo propose cette annonce :

«Je crois que ceci : *Œuvres de Victor Hugo interdites en France,* quatre volumes diamant, *Napoléon-le-Petit, les Châtiments, Actes et discours de l'exil, Œuvres oratoires,* serait une très excellente affaire. On en juge assez généralement ainsi autour de moi. Le cliché fait, on n'aurait plus que les frais de papier et de tirage.»

Un traité fut enfin conclu pour les *Œuvres de l'exil,* mais il ne fut pas suivi d'effet, car on lit dans le Carnet de 1864, en janvier :

Mon compte avec MM. Lacroix et Cie. Je leur dois (traité des *Œuvres de l'exil* non exécuté [3])...

Puis au bas de la même page du Carnet :

28 janvier. — Envoyé à MM. Lacroix et Verboeckhoven en un bon sur Daëlli (en amortissement et remboursement éventuel : 227 francs).

[1] *Reliquat.* — [2] Inédite. — [3] La somme n'est pas indiquée.

Victor Hugo mit en dépôt chez Lacroix ce qui restait de l'édition des *Œuvres oratoires.*

*
* *

En tête du chapitre *Genève et la Peine de mort,* la lettre du pasteur Bost est citée, mais incomplète. Rétablissons-en ici le début :

Monsieur,

«C'est de la peine de mort qu'il s'agit; voilà pourquoi je ne me trouve pas indiscret. Vous êtes un de ces hommes auxquels non seulement on peut, mais on doit s'adresser dans les moments de crise, et nous sommes à Genève dans un de ces moments.»

(Suit le texte tel qu'il est publié page 177.)

Victor Hugo jugea utile, dans l'intérêt de la cause qu'il défendait une fois de plus, de propager sa réponse; il écrivit à Nefftzer, fondateur et rédacteur en chef du *Temps :*

Hauteville-House, 20 novembre 1862.

Cher *conmilito,* je ne sais si ce que je vous envoie est *publiable* en France sous ce régime. Lisez, et si vous pouvez donner, ne fût-ce que quelques fragments, je crois que cela pourrait ne pas être sans fruit. La peine de mort est plus vivace que jamais, et notre devoir est de ne point lâcher prise. J'ai retranché de moi-même dans votre épreuve tout ce qui est relatif à cette affreuse affaire *Rosalie Doise,* si honteuse pour la justice actuelle. Ne pouvant atténuer ce paragraphe, j'ai préféré le supprimer. Il paraîtra hors de France.

Il ne s'agit pas de politique, mais je sais à quel point ce régime est ombrageux. Faites pour le mieux. Je connais tout ce qu'il y a en vous de vaillant, d'élevé et de cordial pour moi. Je vous remercie dans tous les cas, et je vous serre la main.

Votre ami,

VICTOR HUGO [1].»

[1] Inédite. — D'importants extraits de la lettre sur la Peine de mort furent reproduits et commentés par Nefftzer dans *le Temps* du 24 novembre 1862.

Une curieuse objection contre l'abolition de la peine de mort parvint à Victor Hugo; émanait-elle du second fils de Léopold Ier qui avait pour prénom Charles et était, de droit, comte de Flandre? Nous donnons cette lettre sous toutes réserves :

Silentio et diligentia.

«Monsieur,

En abolissant la peine de mort ne s'ensuivrait-il pas des assassinats sans nombre dans les prisons, et n'aurait-on pas beaucoup de difficulté à trouver des geôliers qui voulussent risquer leur vie à garder ces détenus assassins?

Que répondre à cette question que l'on m'a faite quand j'ai pris la défense de votre belle lettre adressée aux Génevois?

Si vous avez un instant de votre précieux temps à me consacrer, je serai charmé de recevoir votre réponse.

Votre respectueux admirateur,

CHARLES DE FLANDRE.»

Édimbourg, 15, Dundas street.

Mardi, 9 décembre 1862 [1].

Pour la publication dans les journaux belges, Victor Hugo s'adressa à Lacroix :

Hauteville-House, 20 novembre 1862.

«Cher monsieur Lacroix, je vous envoie en hâte une épreuve de ma lettre nouvelle sur la peine de mort. Je pense que *l'Indépendance* l'aura publiée, à moins qu'elle n'ait craint d'être arrêtée en France. Dans ce cas-là, vous pourriez communiquer de ma part l'épreuve ci-incluse à M. Madoux pour *l'Étoile belge*.

Propagez, je vous prie, cette publication le plus possible dans les journaux belges (d'Anvers, de Gand, de Liége, de Verviers, de Bruges, de Namur, de Luxembourg, etc.); vous jugerez sans doute que cela importe, à tous les points de vue.

Je n'ai que le temps de clore ce paquet et de vous envoyer *à tous* mes plus affectueux compliments.

V. H. [2].»

[1] Au verso de cette lettre, reliée dans le manuscrit non publié encore : *Fragments et Idées éparses*, est une pensée inédite. — [2] Inédite.

*
* *

L'affaire Doise [1] émut toute la presse française; *le Temps*, sur l'initiative d'Odilon Barrot, ouvrit une souscription [2] pour dédommager, au moins matériellement, la malheureuse que la justice avait contrainte, à force de mauvais traitements, à avouer un crime qu'elle n'avait pas commis.

Victor Hugo se documenta tout spécialement sur ce procès; nombreux sont les documents reliés au *Reliquat :* interrogatoires, plaidoiries, réquisitoire, noms des avocats, articles de journaux donnant les noms des véritables assassins et enfin compte rendu de la dernière audience, où la prévenue, reconnue innocente, se vit reprocher vertement d'avoir «induit la justice en erreur en avouant».

Dans les *journaux annotés, la Presse* du 20 novembre contient le récit de la dernière audience du procès condamnant les vrais assassins et, par conséquent, reconnaissant Rosalie Doise innocente; une note de Victor Hugo souligne un passage curieux :

Acquittement. Paroles étranges du procureur général.

«Aux yeux de Dieu, cette femme a été parricide. On suit chez elle ce que j'appellerai la gestation du crime. Je conseille donc au jury de l'acquitter; quant à la certitude de son innocence, je ne l'ai pas et je ne veux pas la proclamer.»

En vue d'un travail annoncé à la fin du chapitre [3] et qui resta à l'état de projet, Victor Hugo trace ces quelques notes :

Les innocents condamnés.

Développer l'affaire Rosalie Doise.

[1] Voir page 189. — [2] Cette souscription atteignit 9.708 francs et fut consacrée à une petite exploitation agricole que Rosalie Doise reçut à titre de donation. — [3] Voir page 191.

Développer ceci :

Coecke et Gœthals, deux guillotinés, sont innocents. Les débats de Charleroi le prouvent. Le procureur général, M. Baray, s'efforce de prouver aux morts qu'ils sont coupables.

Il y a des morts d'innocents réussies, Calas, La Barre, d'Estallonde, Lesurques, Gœthals et Coecke par exemple. Il faut en convenir, Rosalie Doise a été manquée.

Peine de mort. — Peines irréparables.
Innocents condamnés.

En 1843, le corse Philippi, pour assassinat, aux travaux forcés à perpétuité. Va au bagne. Deux ans après, les vrais coupables découverts sont condamnés.

En 1848, Lasnier, comme incendiaire, aux travaux forcés à perpétuité. 7 ans de bagne. Son innocence est judiciairement reconnue. Il sort du bagne et meurt 3 ans après.

Affaire Doise.

1er avril 1854, Louarn et Raffet, condamnés pour vol nocturne, Louarn à perpétuité, Raffet à 20 ans. Le 21 janvier 1860, les vrais coupables, quatre accusés, sont condamnés à perpétuité, à 20 ans et à 15 ans.

On cherche Louarn et Raffet. Ils étaient morts au bagne, Louarn à Brest en 1855, Raffet à Cayenne en 1856. — Tous deux innocents.

En 1869, Victor Hugo consacra à l'affaire Doise les vers intitulés : *En plein dix-neuvième siècle* et publiés dans *Les Années funestes*.

Nous avons trouvé, au tome XVI des œuvres de Herzen publiées en langue russe, une lettre de Victor Hugo à Herzen relative à l'«Appel à l'armée russe»[1]. En voici la traduction :

8 février 1863.

«Mon vaillant frère de lutte et d'épreuve, un officier russe m'a écrit me demandant ce que je vous envoie. Imprimez-le; utilisez-le, si vous pensez que cela peut ne pas être inutile. Aidons-nous l'un l'autre; nous tous sommes un peuple; il n'existe qu'une seule loi tant qu'il n'y a pas de liberté : libération, et par la libération, le progrès.

Je suis attentif à votre éloquente et victorieuse propagande, je vous applaudis et je vous aime.

VICTOR HUGO.»

Victor Hugo envoya son manifeste à Auguste Vacquerie en lui demandant de le faire publier en France afin de susciter un mouvement de pitié pour cette malheureuse Pologne :

«Cher Auguste, des officiers russes m'ont demandé ceci; je l'ai fait. Je vous l'envoie. Insurgez-vous. — Un seul journal en France, je crois, oserait publier cet appel à l'honneur russe; c'est *la Presse*. Avez-vous occasion de voir M. de Girardin? Voulez-vous lui communiquer la chose? Voulez-vous en causer avec lui? en ce moment, ceci, par Herzen, circule dans l'armée russe[1].»

Pourquoi ces mots : *Insurgez-vous?* nous en trouvons l'explication dans cette lettre de Vacquerie :

«.. Je déclare que j'ai été inepte quant à votre lettre polonaise; le résultat vous donne complètement raison; elle a produit, et elle produit encore, un immense effet. Les proportions que prend l'insurrection auraient rendu votre silence inexplicable. Je n'avais pas d'objection contre la lettre, que j'ai toujours trouvée très belle, mais contre sa présentation aux journaux; du moment qu'ils l'ont mise, je m'humilie et je m'aplatis.

J'ai vu hier Girardin qui m'a dit : «Eh bien, j'ai mis la lettre! Je vous avais dit que je ne la mettrais pas, mais je me suis dit que vous vous moqueriez de moi et que vous me demanderiez ce que devenait ma prétention de pouvoir tout dire à travers la loi, et je n'ai pas été tranquille avant d'avoir trouvé un joint. V. H. est-il content?». Il a ajouté : Si nous avions attendu huit jours, je pourrais publier maintenant la lettre sans précaution.

(1) Voir page 195.

(1) Inédite. *Bibliothèque Nationale.*

— En effet, dans ce moment, on veut ici passer pour défendre la Pologne. — J'ai dit à Girardin que vous aviez été très content et que vous m'aviez chargé de le remercier. Il a été fort touché et fort aimable comme toujours [1].»

Paul Meurice est mis aussi à contribution :

H. H. 17 février.

«Ceci circule en ce moment en Pologne et dans l'armée russe avec un effet utile — Herzen m'écrit *immense*. Je vous l'envoie, il y a une faute grave dans la reproduction de *La Presse* : droit *de* la patrie, au lieu de droit *à* la patrie. Si quelque journal ami veut rectifier et reproduire, voici deux exemplaires [2].

*
* *

Le 7 avril eut lieu, à Jersey, un meeting de protestation en faveur de la Pologne; Victor Hugo y fut convié, mais ne pouvant y aller, il écrivit aux membres du meeting [3]. Sur l'épreuve de l'édition de 1875, après le titre, l'en-tête suivant a été supprimé :

«Un jour de cette année 1863, Victor Hugo reçut cette lettre :

«Vous parlez sans cesse de Dieu. Vous y croyez donc? Comment se fait-il que vous, un génie, vous soyez un homme naïf?

MICHEL GRENIER».

Jersey Saint Hélier, Beresford Street.

Victor Hugo répondit :

J'aime mieux être un homme naïf avec Voltaire qu'un homme d'esprit avec M. Vieillard [4].

VICTOR HUGO.»

*
* *

En avril, le cercle démocratique de Pise écrivit à Victor Hugo pour lui demander de prendre la parole dans la grande manifestation qu'il préparait. La réponse dont nous trouvons le brouillon au Reliquat, a été publiée dans la correspondance.

La même année, ce fut la République des États-Unis de Colombie qui, après avoir aboli la peine de mort, en prévint Victor Hugo en lui envoyant un exemplaire de sa constitution. La lettre qu'il reçut à ce sujet est reliée aux Documents, et la réponse a été publiée dans la correspondance [1].

(1) Inédite. — (2) *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice.* — (3) Voir page 347. — (4) Précepteur de Napoléon III. «Athée de la nuance catholique». *Histoire d'un Crime,* tome 2. Édition de l'Imprimerie Nationale.

*
* *

Le 6 mai 1863, à la fin d'une lettre, Charles Hugo donne à son père quelques détails sur les événements, tant pour les élections à Paris que pour la guerre du Mexique :

«...Nouvelles : Eugénie a pleuré comme une vache aux élections [2]. Elle a peur que son enfant ne règne pas. — Forey va être remplacé comme idiot. — Puebla se défend si formidablement qu'un médecin qui est là-bas écrit à Hetzel qu'il faut encore envoyer cent mille hommes, et que tous ceux qui sont là-bas se considèrent comme morts et font dès à présent leurs adieux à leurs femmes. — M. Bonaparte va entrer carrément dans la voie libérale en nommant Billault ministre de l'Intérieur à la place de Persigny. — Les troupes sont consignées depuis les élections.

Je vous embrasse tous.

Ton fils respectueux et tendre,

CH. [3]

*
* *

On a lu, page 197, la lettre de Garibaldi et la réponse de Victor Hugo; voici le remerciement de Garibaldi :

Caprera, 25 novembre 1863.

«Cher Victor Hugo,

J'étais sûr de votre offre, vous devez l'être de ma reconnaissance.

(1) 12 octobre 1863. — (2) Les élections de 1863 s'annonçaient favorables à l'opposition qui gagna plusieurs sièges le 31 mai. — (3) Inédite.

Ce que vous dites est juste, et je voudrais avoir le million d'âmes, qui rendrait inutile le million de fusils. Je voudrais avoir la foi universelle, qui rendrait inutile la guerre. J'attends aussi avec confiance comme vous la secousse des peuples, mais arriver à la vérité sans douleur et parcourir la voie triomphale de la Justice sans l'arroser de sang humain, c'est là l'Idéal qui nous fatigue tous en vain.

À vous — qui apportez la lumière — le soin d'éclairer un chemin moins farouche et à nous celui de vous suivre.

Pour le moment, adieu.

Votre ami pour la vie,

G. Garibaldi [1].»

Victor Hugo a répondu le 20 décembre [2].

* * *

Nous trouvons à la fin du Carnet de 1863 quelques notes sur la fête de Noël à Hauteville-House :

24 décembre. — Christmas de mes petits pauvres. Ils sont 37, plus une mère et 2 bébés. — En tout 40. — Luncheon, gâteaux et vin. Distribution à tous de vêtements et de souliers. Arbre de Noël. Joujoux et poupées. — Petit speech de moi. — Envoi de viande à des familles pauvres. — Un anglais est venu exprès, de Londres, ce matin, pour voir cette petite fête intime. — Presque personne de l'île.

Au début du Carnet de 1864, on lit cette remarque :

6 janvier. — Je deviens populaire en Angleterre. Les journaux anglais commencent à m'appeler *grand bon homme* (*great good man*).

* * *

Nous avons donné au Reliquat la lettre ouverte destinée à Nadar et qui n'a jamais été réunie aux Œuvres de Victor Hugo.

Nadar avait imaginé un appareil dirigeable, à hélice : *machine volante,* disait le savant Babinet [1]. Nadar avait réussi, sans fortune, à former une Société pour *l'encouragement de la Locomotion aérienne,* il avait fondé le journal *l'Aéronaute,* moyen de publicité pour intéresser le monde scientifique à sa découverte; il lui restait à trouver les fonds pour construire l'appareil rêvé. Il résolut de «gagner avec le ballon le premier capital d'essais nécessaire à une *Société de navigation aérienne* SANS BALLONS [2]. Pour cela, il fallait organiser d'abord des ascensions sensationnelles. Il fit faire, d'après ses plans, un ballon douze fois plus grand que les modèles ordinaires; la nacelle, chose merveilleuse à l'époque, pouvait contenir de quarante à quatre-vingts passagers; il obtint le Champ de Mars pour point de départ, et, à sa deuxième ascension, le 18 octobre 1863, *le Géant,* battu par une tempête, alla s'écraser en Hanovre.

Nadar, ruiné, meurtri, chercha, à peine remis, le moyen d'atteindre son but et s'adressa à Victor Hugo; voici la correspondance échangée entre le poète et l'aéronaute :

2 décembre 1863.
[PARDON!] [3].

Tête baissée, sans regarder devant, derrière, ni à côté, à la Nadar, je me suis fourré dans le plus gigantesque des guêpiers : Ma fortune (que je n'ai pas), celle de mes amis, (ce qui est plus grave) mes autres entreprises, le pain de ma femme et de mon enfant, ma peau, j'ai tout livré d'un coup à l'engrenage.

Deux mois plus tôt, l'hélice aurait à l'heure qu'il est de 3 à 500.000 francs. — Pourquoi n'avez-vous pas attendu le printemps prochain? — La femme a conçu, elle a gesté, l'enfant, (l'idée!) est à terme, il vient! Attendez que j'aille chercher la sage-femme!... — Quand la sage-femme arrive, l'enfant est au monde : qu'importe la mère!

[1] Gustave Simon. *Revue Mondiale,* 1er décembre 1922. — [2] *Correspondance.*

[1] Nadar, *Mémoires du Géant,* préface de Babinet, de l'Institut. — [2] Nadar, *Mémoires du Géant.* — [3] Rappelons que Nadar était, et est resté jusqu'à sa mort, un ardent républicain.

Il faut que j'attende le printemps, pour recommencer le métier d'aérostier-forain. Le printemps m'attendra-t-il? Là est la question que les créanciers tiennent en leur main.

En attendant il faut que j'aie l'air de vivre — ou *je suis mort!*

Galvanisez-moi!

Je voulais aller vous voir là-bas. — Les jambes non débroyées encore, me traînant plutôt que je ne marche, je n'ai pu. Je vous aurais tout raconté et je sais bien ce que vous auriez fait, VOUS! — Puisque je n'ai pu, je vous envoie la paraphrase au lieu du verbe. Voici mon journal, voici quelques bouts de notes diverses, — et vous y verrez que si préoccupé que je sois de mon idée fixe, je reste toujours l'homme à qui on donne la main...

Je vous demande, à vous, *moi qui ne demande rien à personne,* de me tendre la main qui sauve, parce que, bien que je ne sois que Nadar, un homme d'imagination, un fou, vous êtes, vous, Hugo; parce que vous avez pensé et écrit Aéroscaphe : parce que, ne l'eussiez-vous ni pensé ni écrit, vous êtes celui qui aide toute foi.

J'ai besoin que votre voix, publique, éclatante, me soutienne, parce que je tombe (sans rien de figuré, ici!)

J'ai besoin — et je n'ai pas le moindre scrupule à vous le dire — d'une lettre de vous, lettre que j'implore, compétente, nourrie, *longue.* — Lettre que j'enverrai en même temps à tous les journaux d'Angleterre et de France. Si vous avez le temps de parcourir les articles Babinet que je vous envoie, votre don divin d'intuition vous fera répandre d'un jet de votre cerveau et mathématiquement, ce que, poète-prophète, votre seconde vue vous a montré. Le rêve va devenir palpable.

Je ne vous aurais pas rencontré, je n'aurais pas conçu d'affection personnelle pour vous, que je vous écrirais cette même lettre, sans une virgule de moins — parce que vous la méritez, et parce que je *jure* que je mérite la réponse que j'attends de vous.

Babinet a écrit cette simple phrase dans son Samedi scientifique du *Constitutionnel* : *La catastrophe du Géant à Hannover est, à la lettre, un malheur public :* Je vaux cette phrase, et celui qui l'écrivait sait bien que je la vaux et ce que je la païe.... Mais voilà trop de mots, pour vous. *Aidez-moi.*

Et permettez-moi de presser avec respect et admiration votre main.

NADAR.

P. S. Si Mme Victor Hugo est à Guernesey, voulez-vous lui dire que Nadar se rappelle humblement à son souvenir.

Répondre à Paris, 35, Boulevard des Capucines, aussi vite que possible. *À demain les journaux* (1).

Ce ne fut que plus d'un mois plus tard que Victor Hugo répondit ; il en donne les raisons :

Hauteville-House 5 janvier 1864.

«Je vous envoie cette lettre de M. Silas, pour que vous vous rendiez compte du *mistake* qui a eu lieu. Le 8 décembre j'ai reçu par Londres votre lettre, le 12 les documents qu'elle m'annonçait. J'avais en ce moment-là un gros volume (*Shakespeare*) à finir et un gros rhume aussi à guérir. Je me suis mis à la chose que vous désiriez, une lettre *longue et substantielle* à vous adressée. Le 26 décembre je n'avais plus que quelques lignes à écrire et j'allais vous envoyer la lettre demandée par vous, quand m'arrive un mot de M. Silas (votre intermédiaire) me priant de lui donner un entretien de quelques heures pour affaire grave, et incommunicable par la poste, et m'annonçant son arrivée à Guernesey. Je crus qu'il s'agissait de quelque incident dans votre grande affaire, et je lui écrivis de venir bien vite, suspendant l'achèvement et l'envoi de ma lettre à vous; aujourd'hui je reçois ceci de M. Silas (2).

Je vous écris *in haste*. Votre lettre est finie et toute prête. Elle est longue, trop longue peut-être. J'en couperais s'il le fallait, d'autant plus qu'il faut qu'elle paraisse dans tous les journaux, et elle aurait bien, telle qu'elle est, trois colonnes. Ne trouvez-vous pas que ce serait trop? Une vaste publicité importe.

(1) Inédite. — (2) La lettre de M. Silas, au verso de laquelle Victor Hugo a écrit la sienne, est datée de Londres, 4 janvier 1864, et dit que la communication qu'il avait à faire à Victor Hugo ne touchait point aux intérêts de Nadar, mais à ceux d'un ancien et célèbre ami de Victor Hugo.

C'est là l'erreur indiquée au début de cette lettre.

Quelle longueur voulez-vous qu'elle ait? Elle a nécessairement l'accent démocratique, et il faudrait qu'elle parût à la fois et le même jour dans *la Presse, le Siècle, l'Opinion nationale, le Temps* et *l'Indépendance belge*. Vous convient-il que je la termine par l'ouverture d'une souscription? [1] Je m'inscrirais pour *300* francs. Il faudrait en ce cas-là une publicité démocratique universelle. En disposez-vous? Et en êtes-vous sûr? Réponse prompte.

Votre ami,

VICTOR HUGO [2].»

11 janvier 1864.

«Je ne saurais vous dire, cher et respecté maître, le bien que votre lettre m'a fait. J'ai tant de chagrins et je suis dans un tel trouble que vous me pardonnerez, j'espère, avec votre suprême indulgence, d'avoir compté les heures et d'avoir, en désespoir d'attente, douté que votre main se tendît vers moi. Comme si j'étais ici quelque chose et comme si vous pouviez être indifférent à la grande, merveilleuse chose que vous avez appelée *la liberté dans la lumière!*

... Je ne crois pas que votre lettre puisse jamais être *trop longue*. Elle touche une trop grande question et elle est de vous. (La pensée d'un compliment, me ferait horreur ici). — Cette question-là est tellement éternelle, vivante, palpitante, qu'elle fait lever invinciblement le nez à tout homme dès qu'elle se montre.»

(Mais Nadar trouve le moment inopportun à cause de l'encombrement des journaux; il voudrait une publication simultanée en France et à l'étranger; deux éditions de la lettre, une *in extenso* pour *l'Aéronaute*, l'autre, pour laquelle Victor Hugo ferait des coupures, destinée aux journaux étrangers.)

«Quant à la souscription, je ne crois pas qu'il soit mauvais de la proposer. L'initiative est généreuse et votre nom est le plus beau qu'on puisse inscrire en tête de la liste. Mais si je crois *utile* que vous la proposiez, je crois qu'il serait dangereux de l'accepter. Comme Girardin, avec qui nous avons causé de l'idée d'une souscription publique, je pense qu'il y a toujours danger (danger de non réussite, d'abord) à demander aux hommes de donner de l'argent pour leur foi.»

(Puis Nadar parle des difficultés d'organisation, de réception et d'application du capital, étant donné surtout l'état d'abattement et de fatigue qui le terrasse. Enfin un dernier mobile l'arrête : on le sait ruiné par ses expériences et il ne voudrait pour rien au monde que l'on crût qu'il fait, de la souscription, une spéculation personnelle.)

«Je suis convaincu qu'en recommençant mes ascensions au printemps par un voyage réellement nouveau, la traversée de la Méditerranée ou tout autre, et en les continuant ensuite à Londres ou ailleurs, je gagnerai la première mise de fonds pour l'hélicoptère, — si d'ici là les chercheurs anglais et français, qui sont depuis cinq mois comme une fourmilière dans laquelle on a donné du pied, n'ont pas réalisé la chose. — Quand j'aurai donné les premiers cent mille francs, alors je n'aurai pas l'ombre d'une hésitation à provoquer le premier une souscription publique où j'admettrai tout le monde, *même le gouvernement actuel*. (Je ne sais pas à ce sujet et en passant si vous savez qu'à une offre *très précise*, faite à moi personnellement au Champ de Mars par *l'homme*, j'ai opposé le refus le plus net [1].»

Nadar entrevoit ensuite l'organisation d'une conférence hebdomadaire qui préparerait, annoncerait la lettre de Victor Hugo.

Une seconde lettre de Nadar, du 24 janvier, indique que l'éditeur Lacroix, très désireux de publier la lettre de Victor Hugo, voudrait la joindre au volume en préparation : *William Shakespeare*.

[1] L'annonce de la souscription est commencée au dernier feuillet de la *lettre à Nadar :*

« J'ai dit ce que le navire aérien ferait. Disons ce qu'il coûterait. L'Éden est achetable. A quel prix ? »

[2] Inédite. *Collection de Paul Nadar*.

[1] Inédite.

Le 12 janvier 1864 une lettre de l'ami de Nadar, Ferdinand Silas, qui avait fait le voyage de Guernesey pour parler avec Victor Hugo des moyens de propagande utile à la diffusion de *la lettre à Nadar,* nous apprend que «à la suite de certaines circonstances qui pèsent sur Hugo en ce moment, le travail sur l'hélicoptère ne pourra pas paraître immédiatement». Le 16, Silas rédige à Guernesey la note suivante :

Guernesey, 16 janvier 1864.

«Note à communiquer à Nadar.

1° Objection Lacroix survenue dans l'intervalle. M. Lacroix étant à Paris, Nadar pourra s'entendre avec lui. M. Hugo, sans reconnaître à M. Lacroix un droit à établir cette objection, doit cependant la prendre en considération.

2° La lettre telle qu'elle est n'a aucun sens si elle ne se termine pas par une réalisation.

Deux formes de réalisation :

1° La souscription.

2° Appel au peuple parisien le jour d'une grande ascension au Champ de Mars.

3° La souscription étant abandonnée, reste le 2e mode.

4° L'avis de M. Hugo est de l'adopter.

Pour toutes sortes de motifs :

1° Utilité de ne pas publier cet écrit à l'heure qu'il est au milieu des préoccupations publiques : Chambre, Complot, Congrès, etc.

2° Nécessité absolue de donner à la lettre une conclusion finale, utile, directe.

3° Aucun inconvénient à ajourner cette publication jusqu'à la première grande ascension au Champ de Mars.

4° À cette époque la lettre serait publiée comme MM. Hugo et Nadar l'entendent, publicité universelle (l'*Aéronaute* donnant seul toute la lettre sans retranchement, aucun journal ne devant paraître que deux ou trois jours après). Probablement une moitié resterait inédite et l'*Aéronaute* aurait le bénéfice de cette publication.

(Pour des raisons que M. Silas développera, M. Hugo tient absolument à ce que la lettre dans l'*Aéronaute* ne paraisse qu'après les journaux.)

Dans le cas de la publication ajournée jusqu'à la première grande ascension, M. Hugo terminerait la lettre en déclarant que, quoique absent, il assiste par la pensée à l'ascension et qu'il envoie à M. Nadar 300 fr. prix de sa place au Champ de Mars. Il engagerait la population parisienne à apporter comme lui un concours efficace à l'hélicoptère et de cette façon on obtiendrait probablement une très haute recette.

La première ascension ayant lieu selon toute apparence vers le mois de mai, les Chambres seraient fermées et l'hélicoptère pourrait être l'unique affaire de Paris et de l'Europe.

M. Hugo est d'avis que d'ici là il ne faudrait pas trop fatiguer l'attention et laisser la question reprendre toute sa nouveauté pour le moment de la grande ascension.

Approuvé la rédaction de M. Silas à laquelle j'ajoute un cordial serrement de main.»

V. H.[1]

Nadar écrivit pour approuver ce projet, sa lettre nous manque, mais voici la réponse de Victor Hugo :

Hauteville-House. 20 février [1864].

«Je suis pleinement de votre avis, cher et vaillant confrère, (car toutes vos bravoures ne vous empêchent pas d'être un écrivain), je crois qu'il faut maintenant attendre votre premier grand acte aéronautique, alors mon appel aux gens d'esprit, de cœur et d'âme, pourra paraître utilement. Du reste, la lettre est pour vous et à vous, et l'adresse n'en sera point changée, je vous en réponds. *L'Aéronaute* est excellent, je le lis avec grand plaisir, vous marchez, c'est bien, et vous ferez mieux encore, vous vous envolerez. Je suis charmé que M. Barral préside. C'est un esprit distingué en même temps qu'un savant exact et pratique. Le succès n'est pas douteux. Vous le méritez, et vous l'aurez, chose extraordinaire.

C'est dommage, bien dommage, que vous n'ayez pu réaliser votre gracieux projet d'une apparition à Guernesey avec Madame Nadar. C'eût été fête ici. Offrez mes respects à votre

[1] Inédite. *Collection Paul Nadar.*

chère et intrépide femme. Je vous serre bien fort les deux mains.

Victor Hugo [1]. »

Les choses en restèrent là et la *Lettre à Nadar* fut retrouvée dans les papiers inédits de Victor Hugo.

*
* *

Nous relevons dans le carnet de 1864 ce détail touchant :

9 mars. — Le sergent-major J. B. en garnison à Besançon (du 56e de ligne) a perdu 200 francs par accident. Argent de sa compagnie. Il va passer au Conseil de guerre et il est perdu s'il ne rend les 200 francs. Je les lui envoie par une traite à vue sur Mallet frères à l'ordre de son capitaine A. Leblanc, qui le dit bon sujet.

*
* *

En ce qui concerne le jubilé de Shakespeare, Victor Hugo n'y fait allusion, dans *Pendant l'exil,* que par sa réponse au Comité de Paris [2] et par ses lettres à Louis Blanc et au secrétaire du Comité de Londres [3].

Nous trouvons, au Reliquat, une lettre circulaire imprimée, adressée à Victor Hugo par un autre comité de Londres, lettre pour laquelle le poète fit le brouillon d'une réponse, qui, vraisemblablement, ne fut pas envoyée :

Manifestation purement anglaise
et aristocratique.

Le 29 juillet 1863, je reçus la lettre imprimée que voici en date du 22 juin.

Que mes honorables correspondants me permettent de faire à leur lettre imprimée une réponse imprimée.

Les réserves imposées aux proscrits politiques par l'exception où ils sont placés, même quand ils ne sont plus que proscrits volontaires, m'imposent le devoir de m'abstenir. Je tâcherai de rendre, de mon côté, hommage et justice à Shakespeare.

Du reste, s'il m'était permis de faire, quoique étranger, une observation sur la composition du comité, j'exprimerais le regret que les comédiens n'y soient pas représentés. Votre Shakespeare comme notre Molière était comédien.

*
* *

De Londres, où il recevait un accueil triomphal, Garibaldi écrivit à Victor Hugo :

Londres, 22 avril 1864.

« Cher Victor Hugo,

Aller vous rendre visite dans votre exil était pour moi plus qu'un désir; c'était un devoir. Mais les circonstances ne me le permettent pas. J'espère que vous me comprendrez. Loin ou près de vous, je ne suis jamais séparé de vous et de la cause que vous représentez.

Toujours à vous.

Garibaldi [1]. »

La réponse de Victor Hugo a été publiée dans la *Correspondance* à la date du 24 avril; deux jours après, nouvelle lettre de Garibaldi :

Falmouth, 26 avril 1864.

« Mon cher Victor Hugo,

Merci pour votre lettre du 24. Oui! Je vous aime de l'amour que les hommes de votre trempe peuvent apprécier, et certes l'un de mes plus grands regrets en quittant cette terre d'asile, c'est de n'avoir pu vous serrer la main, homme de l'émancipation humaine, colonne première où pose l'avenir des peuples.

[1] Inédite. *Collection Paul Nadar.* — [2] Voir page 203. — [3] Voir page 348. Nous avons donné dans l'Historique de *William Shakespeare,* édition de l'Imprimerie Nationale, tous les détails fournis par les documents et la correspondance sur le tricentenaire de Shakespeare.

[1] Lettre reproduite dans *Le Phare de la Loire,* 1er mai 1864.

Votre clairvoyance humanitaire a senti sans doute en m'indiquant la *Délivrance* que le but convoité par les nations est près d'être atteint. J'accepte l'augure avec reconnaissance et je puis vous assurer que j'ai senti comme vous, dans ma courte visite aux fils généreux de la vieille Angleterre, la disposition générale de s'entendre et d'en finir avec la politique de boucherie qui domine le monde sous le masque de l'ordre et de la légalité. — Oui, mon digne ami, avec une main dans la main calleuse et noircie de l'ouvrier anglais, j'ai entendu la parole de fraternité avec la France sortir unanime de la foule de ces robustes enfants du travail, et mes yeux se sont humectés en pensant à cette condamnation à mort du despotisme, à cette initiative d'un grand peuple appelant un grand peuple frère pour la libération de tous. Et vous le savez : avec l'Angleterre et la France en tête — (comme vous dites) la Délivrance n'est pas loin.

Caprera serait bien fière de votre visite et je suis si heureux dans ces jours que j'ose tout espérer.

Permettez que je serre votre main illustre, au moins avec la pensée, et que je me dise pour la vie

Votre dévoué,

G. Garibaldi [1]. »

*
* *

Il semble que ce soit à la demande de Philippe Burty [2] que Victor Hugo ait écrit la *lettre à M. Quéroy* sur *les Rues et Maisons du vieux Blois*. Ce passage d'une lettre datée 19 avril 1864 nous le fait supposer :

« Cher Monsieur, j'entre avec empressement dans la voie que vous m'indiquez, heureux si je puis être utile au très remarquable eau-fortiste de Blois. Son travail est beau et m'a spécialement et fortement intéressé. Je dis pourquoi dans la lettre que je lui écris et que la *Gazette des Beaux-Arts* pourra publier.

Priez M. Quéroy de m'excuser si je lui envoie cette lettre écrite d'une autre main que la mienne. C'est pour qu'elle soit plus lisible à l'imprimerie [1]. »

*
* *

Dans l'introduction au volume : *Pendant l'Exil,* nous lisons :

À l'époque où l'on annonçait la candidature de l'empereur à un fauteuil vacant... [2].

Renseignements pris, l'annonce de cette candidature était un faux bruit, mais quand il parvint à Victor Hugo, sa lettre de démission fut immédiatement rédigée ; nous en trouvons le texte dans un album à dessin emporté dans les voyages de 1864 et 1865, c'est donc pendant l'été de l'une de ces deux années qu'il faut situer ces deux brouillons :

Aux membres de l'Institut de France.

« MM.

Il ne restait à la liberté qu'un asile, l'Institut. Cet asile est aujourd'hui violé. Où est le despote, je ne puis demeurer. Je sors de l'Institut comme je suis sorti de France.

Je donne ma démission de membre de l'Académie française.

V. H. »

Ou :

Depuis le (jour de sa nomination) il y a un membre de trop à l'Institut. C'est moi.

Je donne ma démission de membre de l'Académie française.

(À envoyer après la nomination de L. B. à l'Académie.)

Cette démission n'eût d'ailleurs pas été plus acceptée que celle de Chateaubriand en 1830 ; il eut beau solliciter des ministres de Louis-Philippe « la faveur de lui retirer sa pension », il dut rester

(1) *Collection de M. Louis Barthou.* Lettre reliée dans un recueil intitulé . *Victor Hugo et Garibaldi.* — (2) Critique d'art à la *Gazette des Beaux-Arts.*

(1) *Lettres à Philippe Burty. La Revue.* Octobre 1903. *Les Rues et Maisons du vieux Blois* ont paru dans la *Gazette des Beaux-Arts,* 1er juin 1864, et, à la même date, dans *La Presse.* — (2) Voir page 20.

académicien malgré lui[1]. C'est ce qui eût attendu Victor Hugo.

*
* *

Après avoir publié en avril *William Shakespeare*, Victor Hugo commença, le 4 juin, *Les Travailleurs de la Mer;* puis, au début d'août, il s'interrompit pour un voyage en Belgique et aux bords du Rhin, en ayant soin d'emporter la copie de ce qu'il avait de prêt pour travailler en route; rentré à Guernesey à la fin d'octobre, il reprit son roman le 4 décembre.

En 1865, une grande douleur attendait François-Victor, le second fils de Victor Hugo. Il était fiancé à une jeune fille de Guernesey, miss Emily de Putron, et devait l'épouser dans l'année qui s'ouvrait. Le 14 janvier elle mourut. Suivons, dans le Carnet de Victor Hugo et dans les lettres échangées entre le père et le fils, les détails de cette douloureuse séparation :

Carnet. 14 janvier. — Mlle Emily de Putron, malade depuis quelques semaines et reprise par sa maladie de cet été, est morte aujourd'hui à 11 heures du soir. Désespoir de mon pauvre Victor bien-aimé.

15 janvier. — Il est convenu que Victor va partir pour Bruxelles avec sa mère. Charles y est. J'irai les y rejoindre.

Avant de quitter Guernesey, Mme Victor Hugo écrivit à son fils Charles, alors à Bruxelles :

Dimanche 15.

«Mlle Émilie est morte, mon Charles, hier soir à dix heures et demie, dans les bras de Victor qui se faisait encore des illusions sur la pauvre mourante. Elle a été enlevée par une congestion séreuse déterminée par un commencement de phtisie. Victor a subi une crise affreuse. Guernesey lui est devenu impossible pour le moment. Il part mercredi pour Bruxelles, où je l'accompagne. Je m'étais...[1] ici et ce voyage m'est horrible. Mais je dois être mère jusqu'au bout et je renonce à avoir le repos qui me serait bien nécessaire maintenant. Mets-toi en campagne et cherche-nous un logement meublé, composé de trois chambres à coucher, dont une pour toi, d'un salon, d'une salle à manger, d'une cuisine et d'une chambre de domestique (j'emmène une bonne). Le tout meublé convenablement et surtout proprement. *N'arrête rien sans nous.* Nous descendrons à l'hôtel.

... Je peux te dire sans prétention larmoyante : ta triste mère.

A. H.[2].»

Mme Victor Hugo et son fils quittèrent Guernesey le 18; le lendemain, Victor Hugo note sur son Carnet :

19 janvier. — Aujourd'hui enterrement de miss Emily de Putron. — J'ai eu froid. J'ai mal à la gorge. Je parlerai pourtant.

À trois heures, au cimetière du Foulon, miss Emily de Putron a été enterrée. Beau soleil d'hiver. J'ai parlé. Foule. Larmes.

J'ai envoyé à Victor le manuscrit sur lequel j'ai lu. Il faut toujours écrire ce qu'on doit dire sur les tombes. Là, aucune parole dite à la légère n'est possible.

H. H. Dimanche [22 janvier].

«Mon Victor, mon enfant bien-aimé, calme et apaise ton pauvre cœur. J'espère que Bruxelles te fait déjà du bien. J'attends mardi une lettre de toi me donnant de bonnes nouvelles.

Tous les journaux, même le *Times,* ont mis mon allocution. Je t'ai envoyé mon manuscrit par Lacroix. Tu recevras en même temps que lui les numéros du *Star* et du *Mail and Telegraph.* La sympathie et l'émotion sont universelles ici.

Mes trois bien-aimés qui êtes là-bas, je vous serre sur mon cœur. À bientôt.

V.[3].»

[1] Maurice Levaillant, *Chateaubriand, Madame Récamier et les Mémoires d'Outre-tombe.*

[1] Un mot illisible. — [2] Inédite. *Collection de M. Louis Barthou.* — [3] Inédite.

34, boulevard Waterloo.
Lundi.

« Je viens de recevoir ton envoi, cher père. Comment te remercier? Quels mots trouver pour t'exprimer ma gratitude et mon admiration! Tout l'infini de la grandeur et de la délicatesse est dans ces paroles. Ce que Dieu a fait pour notre amie dans l'autre monde, tu l'as fait pour elle dans celui-ci. Elle est immortelle là-haut, tu l'as rendue immortelle ici-bas. Ce miracle n'était possible qu'à toi seul. Tu as élu, entre toutes, cette enfant ignorée, obscure, perdue dans la foule des êtres, et tu l'as à jamais illuminée de gloire. Tu l'as embaumée pour l'éternité.

Merci, cher et vénéré père.

J'ai les yeux aveuglés par les larmes et je n'ai que la force de t'embrasser.

V. [1]. »

Carnet. 11 février. — J'ai dit à la famille de Putron qui désire qu'une partie de mon discours soit gravée sur la tombe de miss Emily, que je me charge des frais de cette gravure (en lettres creuses et dorées sur granit de Guernesey).

D'après la lettre suivante, c'est François-Victor qui choisit le passage du discours qu'on devait reproduire :

H. H. 31 mai.

« ... Mon Victor bien-aimé, tout ce que tu m'écris me va au cœur, et ce que tu me demandes est fait immédiatement. J'ai vu M. de Putron. J'ai choisi le caractère pour graver, tout ce que tu as demandé sera transcrit religieusement. On mettra au bas de la citation indiquée par toi : *Paroles de Victor Hugo. 19 janvier 1865.* Je paierai les frais de cette gravure. Ce qui a retardé, c'est qu'il a fallu attendre que la pierre fût bien sèche.

V. [2]. »

« Tu vois, mon Victor, que j'ai rempli religieusement toutes tes intentions. Je veille à ta place près du doux être endormi, je

[1] Inédite. — *Collection de M. Louis Barthou.* — Lettre reliée dans : *Les Sonnets de W. Shakespeare.*
[2] Inédite.

désire que mon âme lui fasse un peu l'effet de la tienne. — Merci de tous ces bons envois où je retrouve ta chère écriture. Je te serre dans mes bras, mon enfant bien-aimé.

V. [1]. »

En 1869 la jeune morte n'était pas oubliée. La perte de sa femme et de son premier petit-fils Georges rapprocha Victor Hugo des tombes, il fit son pèlerinage annuel au cimetière du Foulon, puis il écrivit à son fils :

H. H. 14 janvier [1869].

« J'arrive du Foulon. J'ai voulu faire moi-même la sombre et fidèle visite. Puisque tu n'y es pas, mon Victor, il me semble que personne autant que moi n'est toi. Ce que j'ai cueilli, je l'ai mis dans ton écriture pour faire plaisir à la morte. La feuille simple est prise aux pieds, la feuille triple est prise à la tête. J'ai prié. Et en même temps j'ai pensé à ta mère, à Didine, à Georges, à Adèle, hélas!

Mon bien-aimé enfant, je t'envoie la bénédiction de la douce ombre et la mienne. Sois heureux.

V. [2]. »

*
* *

Beauvallet devait faire une lecture publique d'*Hernani* le 16 janvier 1865, l'autorisation accordée fut retirée au dernier moment et Beauvallet remplaça *Hernani* par *Cinna*. *La Presse* du 17 janvier protesta :

« Le théâtre de Victor Hugo est aujourd'hui classique aussi bien que le théâtre de Racine et de Corneille. Depuis plus d'un tiers de siècle on le lit, on l'étudie partout. Doña Sol et le vieux Ruy Gomez ne sont pas plus dangereux que Cinna et Émilie. »

Auguste Vacquerie avait mis au cou-

[1] Inédite. — *Collection de M. Louis Barthou.* — Lettre reliée dans : *Les Sonnets de W. Shakespeare.* — [2] Inédite. — *Collection de M. Louis Barthou.* — Lettre reliée dans : *Les Sonnets de W. Shakespeare.*

rant de cet incident Victor Hugo qui lui répondit :

H. H. 24 janvier.

« Vous savez que je passe ma vie à vous donner raison. Ce que vous dites est ce que je pensais. Le mieux est que le gouvernement ait empêché la chose. S'il se ravisait et permettait (peu probable), publiez ma lettre. Mais tout est bien ainsi. Les journaux belges m'arrivent pleins des détails que vous me donnez, et citant les vers de Corneille, qui sont beaux en effet. Beauvallet a bien choisi. Si vous le rencontrez, félicitez-le de ma part.

Je vous envoie mon allocution sur cette tombe [1]. Elle est arrivée d'autant plus à propos que les oraisons liturgiques protestantes qui venaient d'être récitées avaient offert la mort sous un aspect épouvantable. *La face de fureur de Dieu. La vengeance éternelle. La colère divine qui est dans la mort,* etc. Cette pauvre mort, comme on la traite! Mon speech a été utile. Il a fait pleurer ceux qui avaient peur. J'ai réhabilité la mort. Elle est assez près de moi pour que je songe à me mettre bien avec elle.

Vous travaillez, je le sais, vos œuvres sont pour moi une grande et douce attente. Je vous envoie mon *shake-hand.* Merci.

Ex imo.

V. [2]. »

*
* *

Le colonel Charras, un ami de Victor Hugo, un de ceux parmi les proscrits dont il estimait entre tous le caractère loyal et ferme, mourut le 24 janvier. Nous lisons le 25 janvier sur le Carnet :

3 h. après-midi. — J'apprends la mort de Charras. Mort à Bâle, le 24 janvier. Grande perte. Il eût pu être le général de la Révolution d'Europe.

*
* *

Nous trouvons, reliées aux documents, deux lettres, l'une venant de Milan, l'autre de Londres [3], demandant toutes deux l'appui de Victor Hugo pour combattre la peine de mort. Dans la seconde, le signataire demande que le poète intervienne pour sauver Polioni et « effacer cette tache de notre code anglais ».

Toujours à propos de la peine de mort, une nouvelle lettre d'Italie fut envoyée à Guernesey :

Turin, le 27 février 1865.

Monsieur,

« Une commission a été instituée à Milan dans le but d'ériger un monument à César Beccaria, un monument qui témoigne du vœu de la civilisation moderne contre la peine de mort.

Cette commission composée d'hommes du Parlement, des Universités, des classes les plus distinguées d'Italie, ne pouvait oublier que vous, Monsieur, avec votre doctrine, votre renommée, votre influence et votre génie, pouvez l'aider puissamment en acceptant d'être de ses membres.

Frédéric Bellazi,
Député au Parlement italien » [1].

Victor Hugo envoya son adhésion par la lettre qu'on a lue page 216; les journaux italiens s'empressèrent de la reproduire et les journaux français de la traduire de l'italien, ce qui fit qu'elle revint à peu près illisible sous les yeux du poète, qui pria Vacquerie de rétablir le texte :

« H. H. 19 mars.

Vous me parliez l'autre jour, cher Auguste, en magnifiques termes, de mon vieux duel avec la peine de mort. Or, voici ce qui arrive. On élève en Italie une statue à Beccaria. Une commission s'est formée pour cela, la commission, par son président, membre du parlement d'Italie, m'a fait savoir qu'elle m'avait inscrit sur la liste de ses membres et m'a prié d'accepter cette nomination. J'ai consenti. J'ai écrit une lettre que je n'ai pas voulu envoyer aux journaux, trouvant qu'on publie trop de lettres de moi. Mais les italiens n'ont

[1] Enterrement d'Emily de Putron. — [2] Inédite. — *Bibliothèque Nationale.* — [3] Voir aux notes, pages 350-351.

[1] Inédite.

pas été de cet avis, ma lettre a paru dans les journaux d'Italie, et est arrivée en France *en italien*, les journaux français (*Le Temps* du 15 mars, entre autres) l'ont *traduite* et publiée. C'est bien, mais cela fait un faux texte; sur dix lignes il y a dix fautes. Voici, ci-inclus, le texte vrai.

Maintenant, une question, dont je vous laisse absolument juge, ô esprit maître, ô souverain bon sens. Cela vaut-il la peine d'être rectifié? On me le dit ici, mais quant à moi, j'en doute. Si vous trouvez la rectification utile, voici deux copies, une pour *Le Temps*, l'autre pour *La Presse*. Si vous la trouvez — comme moi — à peu près inutile, jetez les deux copies au feu. — Je suis à vous, et encore à vous, et toujours à vous.

V. » [1].

*
* *

Victor Hugo allait achever *Les Travailleurs de la Mer* quand il fut distrait de son roman par des lettres reçues d'Amérique et d'Italie. Il en fait part à sa femme et à ses fils, toujours à Bruxelles :

H. H. 14 avril.

« J'ai reçu un énorme envoi du président des États-Unis de livres et de documents sur la guerre d'Amérique [2] en anglais. Que puis-je sans toi! [3] Le gonfalonier de Florence m'a écrit (en français) pour me prier au nom de sa ville de lui envoyer quelques lignes à lire en public pour le jubilé de Dante (14 mai). Mme Charras m'a envoyé le portrait de son mari. Sa lettre est on ne peut mieux. J'ai une foule d'autres envois et d'autres lettres du plus haut intérêt. Nous disons sans cesse : Si Victor était là! Mon Charles, et toi, chère bien-aimée, vous me manquez profondément. Je travaille pour m'étourdir.

Mon Charles, donne-moi des nouvelles de Lux [4]. Tu sais combien je l'aime, la pauvre petite. Je le lui prouve par ma déplorable faiblesse pour son garçon. » [1].

[1] Inédite. — *Bibliothèque nationale.* — [2] La guerre de sécession touchait à sa fin et ces documents, parvenus à Guernesey le 14 avril, avaient dû être envoyés par Lincoln. — [3] Victor Hugo ne savait pas l'anglais et son fils François-Victor lui traduisait tout ce qui lui parvenait dans cette langue. — [4] La levrette de Charles.

Voici la lettre du gonfalonier de Florence :

Firenze, le 17 avril 1865.

Monsieur,

Les 14, 15 et 16 mai prochain, la ville de Florence célèbrera le sixième anniversaire centenaire de la naissance de Dante.

La commission chargée par la municipalité de l'organisation de cette Fête qui est comme un jubilé de la civilisation auquel toutes les nations policées se feront représenter, a décidé que le 15 aurait lieu une séance académique où l'on lira divers morceaux en l'honneur du divin poète.

Vous qui êtes placé si haut parmi les intelligences privilégiées, vous ne pouvez vous dispenser de faire entendre votre voix dans cette occasion solennelle. Le génie doit rendre hommage au génie.

La commission littéraire dont j'ai l'honneur d'être l'interprète auprès de vous espère que vous voudrez bien exaucer sa prière.

Les lignes que vous aurez l'obligeance de nous adresser seront lues et traduites dans la séance de l'Académie, puis publiées, si vous voulez bien nous y autoriser.

J'ai bien l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble serviteur.

Le Gonfalonier [1].
(Signature illisible.)

Victor Hugo envoie à Bruxelles la copie de sa réponse :

H. H. Lundi 8 mai. [1865.]

« Un tas de choses à te dire, mon Victor bien-aimé. D'abord grosse affaire. Voici ma réponse au Gonfalonier de Florence (jubilé de Dante), elle sera lue publiquement pendant les fêtes de Florence, le 15 mai. Ne serais-tu pas d'avis qu'il serait bon qu'elle parût ce jour-là même dans *l'Indépendance?* Si c'est ton avis, charge-toi de la remettre toi-même à M. Bérardi, auquel je serre bien cordialement la main; tu ferais précéder la lettre d'un petit en-tête collectif que voici.

[1] Inédite.

Le prince Dolgoroukow qui est, comme tu sais, empereur légitime des moscovites et le Stuart de Russie, a fait un livre énergique contre Louis Bonaparte [1]. Il m'y piédestalise. Je lui ai écrit un mot de remerciement. Il réplique en venant me faire une visite à Guernesey. Il arrive demain. Que n'êtes-vous là, vous trois bien-aimés! Je hais de faire le maître de maison dans ce logis, désert sans vous. J'ai invité à dîner pour demain avec cet empereur toute la famille des Putron, plus Kesler, L. et B. Talbot, et Danovan Pyrke, mon traducteur. Je vous serre dans mes bras tous les trois» [2].

Voici l'invitation que Victor Hugo adressa au prince Dolgoroukow :

Hauteville-House, 5 mai.

« Prince, votre lettre du 2 mai m'arrive aujourd'hui 5. Je serai charmé de vous voir et de serrer la main qui a écrit ces nobles, éloquentes et vaillantes pages.

Madame Victor Hugo est absente, et ma masure est livrée aux ouvriers. Hauteville-House n'est pas présentable en ce moment, et c'est un grand regret pour moi de vous laisser descendre à l'hôtel.

Ce que je vous demande ainsi qu'à votre honorable compagnon de voyage, et ce que vous ne me refuserez certainement pas, c'est de me faire l'honneur de dîner chez moi tous les jours, pendant votre trop court séjour à Guernesey.

Je vis en garçon, en paletot, en chapeau mou; vous dînerez avec vos habits de voyage, sans aucune gêne et sans aucune cérémonie.

Je me fais une fête de vous connaître.

Votre ami,

VICTOR HUGO [3].»

Le prince Dolgoroukow resta trois jours à Guernesey; le jour de son départ nous lisons sur le Carnet :

12 mai. — Dolgoroukow m'a demandé de lui écrire mon nom sur un galet. J'ai écrit :

À Pierre Dolgoroukow
Victor Hugo 1865
Spes in Re Publica.

[1] *La France sous le régime bonapartiste.* 1864. — [2] *Revue Hebdomadaire,* juin 1935. — [3] Inédite.

* * *

Après l'assassinat du président Lincoln, le journal *La Coopération* ouvrit une souscription limitée à 10 centimes pour offrir une médaille d'or à sa veuve.

Carnet : 12 mai. — J'ai envoyé ma souscription en mon nom et au nom de mes 41 petits pauvres à la souscription de 10 centimes pour la médaille d'or de Lincoln.

* * *

Les organisateurs du jubilé de Dante voulurent, en remerciement de la lettre qu'ils avaient reçue, associer Victor Hugo à cette solennité :

Carnet : 15 mai 9 h. 1/2 du matin. Reçu du comité de Florence une dépêche télégraphique ainsi conçue :

Florence, 14 mai, 10 h.

Victor Hugo, Hauteville-House. Guernesey.

In questo momento viene inaugurato il monumento nazionale a Dante. Il comitato della festa vi manda in saluto fraterno.

CORSINI.

Après les fêtes, l'Italie fit frapper une médaille pour commémorer le jubilé de Dante et en envoya un exemplaire à Victor Hugo. Le remerciement du poète au gonfalonier de Florence a été publié dans la Correspondance [1].

* * *

Décidément, le gouvernement français ne tolérait pas ce nom : Victor Hugo, prononcé en public, au moins à Paris. Alexandre Dumas en fit la triste expérience et ne put continuer ses conférences; il en dit le motif dans cette lettre :

Au rédacteur en chef du journal *La Presse* [2].

« Comme vous l'avez annoncé dans votre

[1] 1er février 1866. — [2] *La Presse,* 14 juin 1865.

numéro d'hier, mon cher directeur, *l'Opinion Nationale* se trompait, en disant que toutes les conférences étaient suspendues. Il s'agit, dans la défense ministérielle, des miennes seulement, et encore M. Charles Robert, secrétaire général de l'Instruction publique, en prenant la peine de venir me voir de la part du ministre, a-t-il eu la bonté de m'avouer que cette défense ne s'étendait point à la province, et que je pouvais partir pour Cherbourg, où je suis attendu pour une œuvre de bienfaisance.

« Maintenant, il me reste à dire la cause de cette suspension, afin que le blâme que j'ai encouru pèse sur moi de toute la puissance de l'opinion publique.

« J'ai dit, en parlant de mon ami Hugo et en expliquant le changement qui existe entre ses premières poésies et ses poésies nationales — il n'a été question que de son ode à la colonne — j'ai dit en parlant de mon ami Victor Hugo :

« — Je continue de donner la main à ceux que leur changement d'opinion conduit au malheur et à l'exil, mais je la retire à ceux que leur changement d'opinion conduit à la fortune et aux honneurs. »

« Je l'avoue, en disant ces paroles, je croyais émettre un noble axiome de morale et non proclamer une dangereuse maxime politique.

« . . . Puis, au défaut de la France, l'étranger me reste.

« A. Dumas. »

« 11 juin 1865. »

Victor Hugo remercia Alexandre Dumas et le félicita[1].

*
* *

Après avoir, le 24 juin, fini sa comédie en un acte, *La Grand-Mère*[2], Victor Hugo quitta Guernesey le 28 et se rendit à Bruxelles où il signa le 23 juillet, avec l'éditeur Lacroix, un traité pour *Les Travailleurs de la Mer* et *Les Chansons des Rues et des Bois*. C'est pendant ce séjour de près de deux mois qu'eurent lieu les fiançailles de Charles Hugo avec Mlle Alice de la Haëne. Le mariage fut décidé pour le retour du voyage que Victor Hugo entreprenait aux bords du Rhin et en Luxembourg.

L'album à dessin que le poète avait emporté contient, outre des *Chansons des Rues et des Bois* qu'il rimait en route, le brouillon d'une lettre au successeur de Lincoln, Andrew Jonhson. Ce brouillon, non daté, dut être écrit en septembre ou octobre, pendant le voyage.

« L'Europe connaît votre noble carrière comme ouvrier, comme sénateur, comme gouverneur d'état. Elle attend beaucoup de vous comme président des États-Unis.

Je salue avec respect dans vos mains le drapeau de la République.

V. H.

Deux morts ont tué l'esclavage. La mort de Lincoln achève ce qu'avait commencé la mort de John Brown.

Ces deux meurtriers, Wyse en 1859, Booth en 1865, l'un en dressant le gibet, l'autre en frappant du poignard, ont été deux libérateurs involontaires. Ils ont montré leur principe, l'esclavage, debout et en quelque sorte au pilori, entre deux assassinats[1]. »

Le 23 octobre, *Les Chansons des Rues et des Bois* paraissaient; le 25, Victor Hugo quittait Bruxelles et, après avoir passé une journée à visiter Nieuport, il s'embarquait pour Douvres et de là pour Weymouth. De Weymouth à Guernesey, tempête, dix heures de traversée par une très mauvaise mer. Le 31 octobre, le Carnet mentionne :

Nous avons été en imminence de naufrage une heure et demie.

Dès le 7 novembre, mise en ordre pour l'imprimeur de la copie des *Travailleurs de la Mer*; envoi d'une grande partie le 25; puis, tout en poursuivant

(1) *Correspondance*, 16 juin 1865. — (2) Publiée dans le *Théâtre en Liberté*.

(1) Inédite. *Bibliothèque nationale*.

la revision du roman, Victor Hugo rêve à cette délicieuse fantaisie : *Mangeront-ils?* dont on lit le plan sur le Carnet en face de la date : 25 décembre.

Ce dut être à la fin de 1865 que fut examinée, à la Société des Gens de Lettres, cette étrange proposition : rayer de la liste des présidents honoraires le nom de Victor Hugo ; ce qui fut fait.

Jules Richard y fait allusion dans *Le Figaro* du 21 décembre 1865.

Le Carnet de 1866 débute par cette note :

1er janvier. — Je mets aujourd'hui le paletot retourné et remis à neuf par Ann Mourant. — On m'a demandé : *Pourquoi usez-vous vos vieux habits et ne les donnez-vous pas aux pauvres?* — J'ai répondu : *Parce que j'aime mieux donner aux pauvres l'argent de mes habits neufs.*

Tout en corrigeant les épreuves des *Travailleurs de la Mer,* Victor Hugo commença, le 5 février, un drame : *Mille francs de récompense,* qu'il termina le 29 mars suivant et qui ne parut qu'en 1934 [1].

Les Travailleurs de la Mer, après toutes les péripéties que nous avons racontées dans l'Historique de ce roman, parurent le 12 mars 1866. À un article publié dans *La Liberté,* Victor Hugo, à la demande du directeur de ce journal, Emile de Girardin, répondit par une lettre ouverte (*La Liberté.* À M. Clément Duvernois [2]). Cette lettre fut publiée dans *La Liberté* du 25 mars, avec une réplique de Clément Duvernois expliquant en quoi il se séparait de Victor Hugo : « ... La liberté n'est pas la conséquence de la Révolution, le suffrage universel suffit à l'affirmer. »

[1] *Théâtre inédit.* Édition de l'Imprimerie Nationale. — [2] Voir page 223.

*
* *

Voici une curieuse lettre qui fut envoyée à Victor Hugo par le compositeur italien Arrigo Boïto ; nous la daterons du début de 1866, car nous ne voyons que *les Travailleurs de la Mer* publiés en *trois volumes,* dans l'édition originale, en mars 1866 :

Milan.

« Un de vos synonymes est Liberté. Volontaire de Victor Hugo dans l'idée, volontaire de Garibaldi dans l'action, voilà mes deux élans envers l'art et envers la patrie, je ne puis m'apprêter à l'un sans penser à l'autre. Notre guerre sera suprême et puissante, le jugement de Dieu ne se trompera pas. Nous avons les saintes idées pour nous.

Il existe en France un parti crépusculaire, adversaire de la nuit, mais ennemi du jour, composé par de nombreux pilotes du progrès. Ce parti n'a pas le courage d'applaudir à notre cause, comme il n'a pas le courage d'applaudir à vos livres.

Je pose mes lèvres sur vos trois volumes ; ce baiser c'est l'essence de ma critique.

Arrigo Boïto [1]. »

*
* *

Le 15 juin, Victor Hugo, se disposant à quitter Guernesey pour son voyage annuel, dressa l'inventaire de ses manuscrits ; on y lit le titre :

Actes et Discours de l'exil. (Pour le Victor Hugo de l'exil.)

En arrivant à Bruxelles, le poète note sur son Carnet, le 22 juin :

Dans les rues on crie ceci : *Discours de Victor Hugo.* — De grandes affiches portent : *Discours de Victor Hugo.* 5 centimes. — Assez intrigué, j'ai donné mes cinq centimes. C'est un ancien discours de moi qui occupe en ce moment Bruxelles. Le voici :

En marge, une petite plaquette est

[1] Inédite. *Collection de M. Louis Barthou.* — Au coin de cette lettre, Victor Hugo avait noté : Écrit aussi à Petrucelli de la Gatina.

collée sur le Carnet, c'est le *Discours prononcé à Jersey sur la tombe d'un proscrit français, le 20 avril 1853.*

Victor Hugo écrivit de Bruxelles, le 27 juillet, la lettre demandant la grâce de Bradley[1]. Il avait appris la condamnation par son cousin Alfred Asseline.

Bruxelles, 9 août.

«Mon cher Alfred, j'ai le cœur serré en pensant à cette horrible exécution de demain, dans notre Jersey. La lettre que je t'ai écrite a paru dans une foule de journaux, belges, anglais, allemands, etc., mais, hélas, n'empêchera rien. Tu t'es expliqué pourquoi ce que je te disais de ta belle lettre à Calcraft[2] n'est pas dans mon texte publié. Tu avais écrit à Victor que, pour des raisons diverses, tu renonçais à publier ton apostrophe au bourreau. De là la suppression faite. Depuis, j'ai lu ta lettre dans *La Gazette de Guernesey,* et j'ai regretté le retranchement.

À bientôt, dans six semaines, je serai à Hauteville-House. Il y aura un crêpe sur Jersey. Tous d'ici, nous vous aimons tous là-bas.

Tuus.

V. H.[3].»

Mais son appel ne fut pas entendu et Bradley fut exécuté le 10 août.

Cet échec pour la cause qu'il défendait avec tant d'ardeur fut sensible à Victor Hugo. Son Carnet porte au 1er septembre :

Bradley à peine pendu à Jersey, un nouveau meurtre vient d'y être consommé. Une femme nommée Hubert a été violée, volée et étranglée par un soldat à la grève de Leeg. — Utilité de la peine de mort.

Et dans l'Introduction à *Paris-Guide*[4], il reviendra sur la question :

«Une pauvre petite île comme Jersey y regardera à deux fois avant de se passer, comme elle l'a fait le 10 août 1866, la fantaisie d'un pendu[1] dont le gibet coûte deux mille huit cents francs.

*
* *

Victor Hugo avait emporté à Bruxelles de nombreuses notes prises en vue d'un roman projeté. À peine installé, il les compulsa, les compléta et, le 21 juillet, il écrivit la première ligne de *l'Homme qui Rit*[2]. Il y travailla jusqu'au 6 octobre, veille de son départ de Bruxelles, et s'y remit à Guernesey le 6 novembre. Avant de quitter Bruxelles, il avait signé avec l'éditeur Lacroix un traité pour l'Introduction à *Paris-Guide.* Il écrivit cette préface en décembre.

À propos de l'insurrection de Candie, Victor Hugo note sur son Carnet :

14 Novembre. — Reçu une adresse des grecs insurgés de Candie me demandant d'élever la voix pour leur cause. Je le ferai.

Reçu en même temps une lettre des républicains de Sicile m'annonçant un nouveau mouvement et me demandant appui.

Le journal *l'Orient* avait, de son côté, fait appel à Victor Hugo pour la défense des malheureux candiotes; un ami de Victor Hugo lui fit parvenir cet appel; il y répondit le 18 novembre[3], déplorant qu'on l'ait prévenu «trop tard», puisque «de toutes parts, on annonce l'insurrection comme étouffée». — Non! il n'est pas trop tard, proteste le rédacteur en chef de *l'Orient* dans un éloquent article, où, après avoir reproduit la lettre de Victor Hugo, il expose la situation; on vous trompe! On a fait le silence autour des monceaux de cadavres, mais

[1] Voir page 225. — [2] Calcraft était le bourreau. — [3] Inédite. La lettre sur Bradley a été publiée dans *l'Étoile Belge* du 8 août 1866 sous forme de lettre à Asseline. — [4] *Paris-Guide*, publié en mai 1867, pour l'Exposition.

[1] Bradley. On croit en ce moment s'apercevoir qu'il était innocent. (Note de Victor Hugo.) — [2] En tête du manuscrit on lit cette indication : «Commencé à Bruxelles, 4, place des Barricades, le 21 juillet, jour de ma fête». — [3] Voir aux *Notes* page 352.

il y a encore des vivants à défendre.[1] — Et il supplie Victor Hugo d'écrire pour sauver ceux qui continuent à lutter et à souffrir.

En même temps une lettre partait pour Guernesey, insistant pour une intervention. Nous n'avons pas cette lettre, mais nous trouvons dans le Reliquat une copie de la réponse :

Hauteville-House, 1er décembre 1866.

«Monsieur, je reçois votre noble lettre. Elle m'émeut profondément. Hélas! il est trop tard cette fois, et mon cœur en saigne; la Crète c'est la Grèce. Comptez sur moi, comme écrivain et comme citoyen. Lisez la lettre que je vous envoie. Ne pouvait-on m'avertir à temps? J'appartiens à la Grèce autant qu'à la France. Je donnerais pour la Grèce mes strophes comme Tyrtée et mon sang comme Byron. Je voudrais être tenu au courant du mouvement grec. À la plus prochaine occasion j'élèverai la voix, n'en doutez pas. Votre pays sacré a mon profond amour. Je pense à Athènes comme on pense au soleil.

Votre frère,

VICTOR HUGO.

Je vous envoie un journal reproduisant ma lettre à *l'Orient*.»[2]

D'autre part, quelques lignes adressées à François-Victor annoncent une démarche venant d'Athènes et priant Victor Hugo d'élever la voix :

H. H. 2 décembre [1866].

«... J'ai reçu de Grèce un nouvel appel (presque officiel, transmis par le consul général de Grèce à Londres.) Je vais peut-être, comme Garibaldi, jeter le cri de délivrance. Mais trop tard, c'est évident. Enfin, j'obéirai à Athènes, c'est quelque chose.

À vous mes bien-aimés.

V.»

[1] *L'Orient*, 25 novembre 1866. — *Journaux annotés*. — [2] Ce doit être la lettre du 18 novembre.

Le même jour, le Carnet porte :

J'ai écrit la page pour l'insurrection de Candie[1] (qui m'est demandée par Athènes).

Neuf jours après, Victor Hugo rendait compte à ses fils de l'effet produit :

H. H. 11 décembre [1866].

«Je commence par l'excellente nouvelle. Vous savez, mes bien-aimés, que les yeux de votre mère *vont mieux, beaucoup mieux*. Maintenant qu'elle choisisse entre Paris (pour achever de se soigner), Bruxelles et Guernesey. Je la laisse maîtresse.

«... Ma lettre aux Candiotes fait merveille. Je reçois à l'instant une lettre *officielle* ivre d'enthousiasme. — Que n'êtes-vous ici pour la lire?»

*
* *

Terminons l'année 1866 par cette jolie lettre de Victor Hugo à sa femme :

H. H. 14 décembre 1866.

«Chère bien-aimée, c'est ta fête, et c'est aussi la mienne, puisque tes yeux vont tout à fait mieux. Vos beaux yeux, Madame, tiennent leur promesse, et je les remercie. Maintenant pour bouquet je t'offre une bonne action que tu eusses faite. Je te la donne.

Notre pauvre Kesler[2] est à la côte. Croirais-tu qu'il en est venu à devoir *cinq mille francs*? Il faut qu'il renonce à son genre de vie trop onéreux. Je le recueille chez moi. Il logera à Hauteville-House, sera nourri, chauffé, servi, défrayé. Il n'aura plus de dépense, et continuera de donner des leçons. Or il gagne 3000 francs par an. Avec la vente de ses meubles, et une année de ses leçons, il sera libéré. Il est vieux, et dans l'âge de ne plus trop travailler. C'est pourquoi il restera chez moi tant qu'il voudra, toujours si cela lui plaît, et je partagerai avec lui, sur le radeau d'exil, ma croûte de pain, tant que j'aurai une croûte de pain. Il est sauvé, tranquille, heureux, et je t'envoie son bonheur pour ta fête.

... Bien-aimée, continue de te guérir, et

[1] Voir page 227. — [2] On a lu, page 320, le discours de Victor Hugo sur la tombe de Kesler.

prends en bloc toutes les tendresses qu'a pour toi mon vieux cœur.

V. [1]»

Nous trouvons au Carnet la relation de la proposition faite à Kesler et ces mots :

Je lui ai écrit : *C'est ce que j'offrirais à mon frère. C'est pourquoi je vous l'offre.*

Puis, le 31 décembre, cette note :

Donné les ordres pour que M. Kesler soit traité chez moi comme moi-même.

La résistance durait toujours en Crète ; Victor Hugo note sur son Carnet de 1867 :

14 février. — J'ai reçu une lettre que m'écrit au nom du peuple crétois Zimbrakakis, chef de l'insurrection de Candie [2].

Il fallait, dans l'intérêt des insurgés, tâcher de donner le plus de publicité possible au second manifeste ; Victor Hugo écrit à François-Victor alors à Bruxelles avec son frère :

H. H. mardi février.

«Voici la lettre de Zimbrakakis et ma réponse. Lisez, et charge-toi de remettre les deux pièces à mon excellent et cher ami M. Bérardi, en lui expliquant que c'est pour *communication*, non *pour insertion. L'Indépendance belge* ne peut, je le sais, publier nos menaces.»

Quelques mois plus tard, Victor Hugo recevait de Gustave Flourens [3] une lettre qui résumait admirablement la situation des Crétois, leurs luttes et leurs espérances :

2 août 1867. Paris.

«Maître,

Les pauvres Crétois que je viens de quitter, après avoir pendant huit mois combattu avec eux contre leurs féroces et odieux ennemis, m'ont chargé de remercier infiniment Victor Hugo de tout ce qu'il avait fait pour eux. J'espérais pouvoir vous aller porter leurs remerciements, mais je me vois retenu ici par des devoirs de famille.

C'est moi qui vous ai écrit la lettre signée (et inspirée) Zimbrakakis. Je vous y disais qu'une lettre de vous faisait plus pour eux que toutes les victoires. Vérité bien prouvée par les faits ; car, depuis lors nous avons gagné plusieurs victoires, mais nous ne sommes pas en force pour en remporter aucune définitive. Ce que vous écrivez dure éternellement, et à l'heure où vous l'écrivez agite toutes les âmes. Votre belle réponse nous a valu toutes les sympathies, et nous a longtemps soutenus.

Par l'opinion publique seule, nous pouvons espérer de vaincre. Or nos ennemis ont acheté à Paris presque tous les journaux ; si bien qu'il est impossible au public trompé constamment d'apprendre un mot de vérité. Je me suis convaincu de cet indigne trafic à propos de la question crétoise depuis mon retour à Paris. J'ai cherché quelque moyen de publier la vérité, et presque partout j'ai trouvé porte close.

Nous devons donc chercher par des brochures à combattre aujourd'hui les préjugés qui empêchent l'opinion publique d'embrasser fermement le parti de la Crète. C'est ce qui a décidé un Grec habitant Paris, courageux défenseur de la liberté dans son pays, M. Saravas, à écrire la brochure que vous trouverez ci-jointe.

Le principal mensonge exploité par le parti ottoman contre l'hellénisme est celui-ci : les Grecs ne sont que les agents des Russes. Rien n'est plus faux. Je puis vous assurer, moi qui connais bien ce pays, que toutes ses sympathies sont pour la France, que l'autocratisme russe n'y inspire que répulsion, que les Hellènes modernes sont bien les dignes fils de leurs ancêtres, c'est-à-dire amants de la liberté, de la vraie démocratie.

[1] Inédite. — [2] Voir page 231. — Cette lettre datée du 16 janvier mit près d'un mois à parvenir à Guernesey. — [3] Auquel est consacré le deuxième chapitre de l'année 1868. Voir page 266. Gustave Flourens était le fils de l'académicien Flourens, concurrent de Victor Hugo en 1840.

D'autres vous disent : l'affaire de Crète n'est qu'une intrigue de prêtres. Nul, au contraire, n'est plus porté à aimer la tolérance, la libre pensée que l'Hellène moderne. Les prêtres dans ce pays n'exercent aucune influence.

M. Saravas réfute très bien ces deux erreurs, si funestes pour nous, accréditées comme elles le sont dans une grande partie du public français.

Je ne doute point que sa brochure vous sera sympathique, et que vous voudrez bien, comme il le désire, lui permettre d'y joindre une lettre de vous en faveur des Crétois, une de ces lettres qui remuent le monde.

L'heure est critique pour la malheureuse Crète. Après avoir, pendant une année, héroïquement supporté le plus cruel des martyres, va-t-elle retomber dans les ténèbres et dans la mort, sous la loi d'un gouvernement qui défend les écoles, parce qu'elles pourraient devenir des foyers d'insurrection, les routes parce que tout l'argent du pays sert aux jouissances des pachas (Moûstapha y a gagné 30 millions en achetant les huiles à des prix fixés par lui, puis en les revendant à son compte), le commerce, sauf dans trois ports, parce qu'il faudrait établir des douanes pour le surveiller.

J'ai beaucoup connu les Crétois, et je puis vous affirmer qu'aucune population au monde n'est aussi digne d'intérêt. Aucune n'a aussi bien conservé le type hellénique ancien, physique et moral. L'hospitalité, la bonté, la pureté des mœurs, voilà leurs qualités ordinaires. En pleine ignorance, ils sont avides d'instruction et comprennent fort bien ce que l'on prend la peine de leur expliquer.

Venez donc à leur aide, vous qui pouvez tant pour leur délivrance; au nom des femmes et des enfants qui meurent de faim et attendent leur salut de la France, je vous en adjure [1].»

À cette lettre Victor Hugo répondit, en rentrant de son voyage annuel :

Hauteville-House, 27 octobre 1867.

«Un mot, Monsieur, *in haste*. J'ai trouvé ici, en arrivant, après une absence de trois mois, une montagne de lettres, un arriéré énorme. J'ouvre aujourd'hui votre lettre du 2 août. Vous le savez, je suis tout dévoué aux peuples, à la Grèce, à la Crète. On peut toujours et partout compter sur moi. Dites-le bien à M. Saravas. Cette lettre est pour lui comme pour vous. La brochure a sans doute paru. Elle est excellente, elle est concluante. Je lui eusse certainement écrit la page d'adhésion; il est trop tard, je pense, et c'est une tristesse pour moi. Du fond de ma solitude, j'assiste au supplice du genre humain. Je crie et je lève les mains au ciel. Si vous lisiez les lettres que je reçois, vous frémiriez. Toutes les souffrances s'adressent à moi; que puis-je, hélas! n'importe, je fais comme je peux, ce que je peux. Je jette les pierres de mon désert dans le jardin des tyrans. Oui, comptez sur moi. Jusqu'à mon dernier souffle je lutterai pour les opprimés. Là où l'on pleure, mon âme est là. Vous êtes un vaillant cœur, un noble talent, un bras robuste et dévoué. Vous pensez et vous combattez, je vous serre la main et vous aime.

VICTOR HUGO. [1]»

*
* *

Le 1er mai, Victor Hugo se remettait à *l'Homme qui Rit* après avoir terminé, le 27 avril, sa comédie *Mangeront-ils?* commencée le 18 janvier.

Au début de mai, l'autorisation fut demandée — et accordée, pour publier trois charges de Victor Hugo; l'une, par Carjat, parut dans *le Masque*, l'autre, par Pilotelle, dans *le Bouffon* et la troisième, par Gill, dans *La Lune*. Cette dernière avait été clichée avec la reproduction, en fac-similé, de cette ligne du poète :

Je veux toute la liberté comme je veux toute la lumière.

L'empire permit la charge, qui parut le 19 mai 1867, mais fit supprimer la légende [2].

[1] Inédite.

[1] Inédite. — [2] D'après Aglaüs Bouvenne : *Victor Hugo, ses portraits et ses charges.*

*
* *

Indépendamment de la lettre qui accompagnait la souscription de Victor Hugo à la statue de Voltaire[1] et que *le Siècle* reproduisit le 18 mars 1867, le catalogue Charavay donne cet extrait d'une autre lettre à M. Turpin de Sansay :

Hauteville-House, 9 avril 1867.

«La statue de Voltaire sera. Il faut qu'elle soit. Élevons cette protestation de bronze et de marbre contre les ténèbres. L'esprit humain a besoin de se rendre ainsi témoignage à lui-même. Voltaire debout, est un jalon de la civilisation[2].»

*
* *

Les fenians, poursuivant leur lutte pour affranchir l'Irlande de la domination anglaise, tentèrent, au début de 1867, un mouvement insurrectionnel en Angleterre même. Ils échouèrent et plusieurs chefs furent condamnés à mort. C'est alors que fut adressée à Victor Hugo la supplique que le Carnet mentionne :

27 mai. — Reçu une lettre de Dublin, des femmes et des filles des fenians me demandant d'intervenir.

28 mai. — J'ai écrit ce matin une déclaration pour l'Irlande et les condamnés fenians[3].

Il s'agissait d'émouvoir l'opinion le plus rapidement possible en faveur des condamnés. Victor Hugo prie son fils François-Victor de hâter la publicité de son manifeste :

Hauteville-House, 29 mai, matin.

«Mon Victor, deux mots *in haste.* Lis ceci, et tu verras que cela presse. J'ai reçu une supplique déchirante. Vois notre excellent ami M. Bérardi *tout de suite.* Remets-lui ce texte. S'il le publie *immédiatement, l'Indépendance* en aura la primeur. Je ne l'enverrai aux autres journaux que demain. Mais il n'y a pas de temps à perdre. C'est de potence qu'il s'agit.[1]»

Le même jour une deuxième lettre partait pour Bruxelles :

Hauteville-House, 29 mai.

Mon Victor,

Une nouvelle condamnation à mort, celle d'O'Brien, a eu lieu le jour même, 27 mai, où je recevais la lettre des femmes de Dublin. Derby[2] commence pourtant à hésiter. Ma lettre peut être utile. Le mot final sur la reine touchera peut-être cette *queen*[3].»

Il la toucha en effet; le Carnet nous l'apprend :

3 juin. — Ma lettre a paru dans les journaux belges, anglais, français. La grâce des condamnés de l'Irlande est accordée.

Victor Hugo n'obtint pas le même résultat en novembre 1867; des vers, publiés dans *Toute la lyre*[4] et datés 24 novembre 1867 reprochent à la reine Victoria trois exécutions; en note à ces vers on lit :

Hier ont été pendus à Manchester les trois fenians Larkin, Alton et Gould.

*
* *

C'est encore le Carnet qui nous dira comment Victor Hugo a été amené à écrire à Juarez :

20 juin. — Je reçois le journal ci-contre. J'ai passé ma matinée à écrire à Juarez pour sauver Maximilien.

Sur la page blanche en regard de cette

[1] Voir page 242. — [2] Le 15 octobre 1869, *le Siècle* annonça que le Comité pour la statue de Voltaire avait décidé que cette statue, réplique de l'œuvre de Houdon, serait coulée en bronze par Barbedienne. Elle fut érigée en 1872, au square Monge. — [3] Voir page 235.

[1] Inédite. — [2] Lord Derby était revenu au pouvoir et était alors premier ministre. — [3] Inédite.

[4] *O sombre femme, un jour, n'ayant plus de royaume.*»

note est collé cet extrait d'un journal belge :

Bruxelles, 17 juin.

«Sous l'intitulé : *Un silence regrettable,* le journal *la France* fait un appel désespéré non au gouvernement impérial, mais à «ceux qui, d'une façon directe ou indirecte, ont combattu l'établissement de l'empire au Mexique», d'intercéder auprès de Juarez en faveur de Maximilien. Voilà où en est réduit le gouvernement de Napoléon III! On dirait en vérité que le journal officieux implore l'auteur de *Napoléon-le-Petit* lorsqu'il dit :

«Est-ce qu'un de ces manifestes comme il en sort de la plume d'une âme indignée, ne traversera pas l'Océan, et n'ira pas trouver Juarez pour lui dire, s'il en est encore temps : «Prenez garde, vous légitimez l'expédition du Mexique!»

L'humiliation est-elle assez grande? Il est vrai que les circonstances pressent.»

Après avoir écrit la lettre à Juarez, le même jour, Victor Hugo l'envoya à Paul Meurice :

Hauteville-House, 20 juin [1867].

«*La France,* vous le savez, a trouvé mon *silence regrettable* et m'a sollicité pour Maximilien. La Guéronnière [(1)], c'est presque l'empereur. Donc j'ai écrit à Juarez. Voici ma lettre. La communication est pour Auguste en même temps que pour vous. Mais voici, mon doux frère, ce que je vous demande. Avez-vous le temps de voir M. de Girardin, de lui porter la chose, et de lui demander s'il croit pouvoir publier cela, en faisant des retranchements et avec des lignes de points. Le *tout* est évidemment impossible. Faites pour le mieux. Moi, je vous aime.

V. [(2)]»

Paul Meurice vit Émile de Girardin et répondit :

4 juillet 1867.

«Avec *la Liberté* [(3)], je vous ai envoyé *la France,* l'avez-vous reçue? J'avais vu MM. Cahen et Garcin. Ils étaient dans l'admiration de cette lettre à Juarez. Ils n'étaient pas les seuls. Peyrat, qui a donné aussi quelques fragments dans *l'Avenir* [(1)], a été ravi. De fait, vous n'avez rien écrit de plus hautement éloquent. Le grand office que remplissait Voltaire, vous l'avez repris. À côté de l'histoire qui se fait, vous dites celle qui devrait se faire, et c'est celle-là qui profitera à l'avenir [(2)].»

Des copies de la *lettre à Juarez* avaient été envoyées à Bruxelles et les fils de Victor Hugo en avaient porté une à Bérardi, directeur de *l'Indépendance belge,* mais sans succès :

«Cher père,

... Bérardi n'a pas osé publier ta *lettre à Juarez.* Si profondément qu'il l'admire tout bas, il craint de l'admirer tout haut dans *l'Indépendance.* Il m'a à peu près promis qu'il la reproduirait si des journaux de France l'inséraient d'abord. Mais je ne crois pas que cette promesse soit tenue, car je doute qu'aucune feuille imprimée sous la férule de l'Empire ait le courage de publier un manifeste si magnifiquement radical. Lacroix, qui est enthousiaste de ta lettre, va la communiquer à Villemessant qui, chose singulière, paraît aujourd'hui le plus audacieux des journalistes. Il est certain qu'une vente énorme est assurée au journal qui le premier publiera un pareil manifeste.» [(3)]

* * *

Le 20 juin, le jour même où Victor Hugo écrivait la lettre à Juarez, on reprenait *Hernani* au Théâtre-Français. Nous ne reproduirons pas ici les nombreux documents que nous avons publiés dans l'Historique d'*Hernani,* mais puisque Victor Hugo a voulu consacrer un chapitre d'*Actes et Paroles* à cette reprise, nous citerons quelques extraits de lettres que nous avons dû négliger, faute de

[(1)] Fondateur du journal *la France* et rallié à l'empire. — [(2)] Inédite. *Bibliothèque Nationale.* — [(3)] *La Liberté* du 26 juin 1867 publia la *Lettre à Juarez,* mais ajouta : «moins les passages que nous avons cru devoir retrancher.»

[(1)] *L'Avenir national,* 28 juin 1867. — [(2)] *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice.* — [(3)] Inédite.

place, le volume contenant *Cromwell* et *Hernani* étant un des plus forts de l'édition de l'Imprimerie Nationale.

Quand il avait été question, au début de mars, de cette reprise, Victor Hugo n'en avait pas accueilli la nouvelle avec joie; il en donne les raisons dans cette lettre à son groupe de Bruxelles :

« .. Question *Hernani*. Auguste vous l'a sans doute écrit et vous m'approuvez. Je me tire d'affaire en créant un *alter ego* (composé de cinq) qui me remplacera, et décidera en connaissance de cause tout ce que je ne puis décider qu'à tâtons, à commencer par la distribution. Mon Charles, il faut tenir compte des obstacles inhérents au théâtre. Les cinq sont Vacquerie, Meurice, Thierry, C. Doucet et Paul Foucher.

... Du reste, je vois cette reprise moins en beau que vous. Je n'aurai que la quantité de succès que voudra le gouvernement. On peut me faire une première représentation de police. Je suis absolument dans la gueule du bon loup Bonaparte. Or cette gueule n'est pas rose. Quant à l'argent, j'y perdrai. Ces reprises me prennent un temps effrayant. Je reçois cinquante lettres par courrier, sans compter les journaux auxquels il faut répondre. En dehors du théâtre, Beauvallet, Laferrière, Judith, etc., me demandent des rôles. Quand j'ai écrit dans une journée vingt lettres, je ne puis écrire vingt pages. Cela interrompt presque mon travail. J'allais faire *Torquemada,* impossible au milieu de ce tourbillon. *Hernani* commence par me coûter *Torquemada*. Que sera-ce si le reste du répertoire suit? J'en ai pour trois ans. Que vont devenir mes travaux sous ce flot de pièces rentrant en plein océan? Jugez vous-mêmes. Dieu m'aidera, j'espère; dans tous les cas je m'aiderai.

... Soignez vos beaux yeux, madame la vicomtesse Victor Hugo. J'arrive à temps, je pense, pour embrasser Jean, plus la mère de Jean, le père de Jean, l'oncle de Jean, et la grand-mère de Jean.

LE GRAND-PÈRE DE JEAN [1].»

[1] Mme Charles Hugo arrivait au terme de sa grossesse; elle mit au monde le 31 mars 1867, le premier «petit Georges» que l'on projetait, avant sa naissance, d'appeler Jean et qui mourut le 14 avril 1868.

La «grand-mère de Jean» ne tenait plus en place depuis que la reprise d'*Hernani* était décidée. *Hernani!* toute sa jeunesse! le premier succès, au théâtre, de son Victor! Mme Victor Hugo entendait bien être de cette fête et elle signifie nettement sa volonté à son mari, qui craignait pour sa santé déjà bien éprouvée l'agitation et peut-être les contre-manifestations politiques qui pouvaient se produire aux premières représentations. De Bruxelles, elle écrit :

«Ah! ça, tu ne te soucies pas de mon escapade à Paris. J'ai trop peu à vivre pour ne pas profiter de la reprise d'*Hernani,* pour moi un ressouvenir de mes belles et jeunes années. Et je manquerais à cette fête! non, Monsieur. D'abord *Hernani* ne sera pas sifflé. D'ailleurs je sais faire front au tumulte. Je compte partir, sauf ton agrément et sans ton agrément, deux jours avant la représentation pour assister à la répétition générale et à la distribution des billets, car je suis chef de bande. Je reviendrai promptement, mon absence sera limitée à huit jours. Je ne veux de Paris qu'*Hernani.*

... Mes yeux se soutiennent, dussé-je les reperdre, j'irai à *Hernani,* dussé-je aussi mettre ma vieille personne en gage. Malheureusement, on ne m'en donnerait pas grand'chose [1].»

Une fois à Paris, Mme Victor Hugo envoie à Guernesey des détails sur les répétitions, sur les retards apportés à la représentation, sur l'aspect de la ville; l'empereur de Russie et le roi de Prusse sont venus pour l'Exposition, les galas de la cour, les réceptions, les fêtes en leur honneur mettent sur les dents ouvriers et couturières :

«Mlle Favart [2] va chez sa couturière pour les costumes, elle trouve les ouvrières en pleurs, se refusant par fatigue à faire une robe commandée par la grande-duchesse de Russie. On apporte sur la scène une cuirasse à Bressant [3]. Il ne la trouve pas à son gré. Le marchand lui dit qu'il n'a pas le temps d'en

[1] Gustave SIMON, *La Vie d'une femme.* — [2] Qui jouait Dona Sol. — [3] Don Carlos.

faire une autre. L'univers encombre Paris, on ne peut avoir une voiture. Les chevaux et les ouvriers meurent à la peine [1].»

Le 12, nouvelle lettre :

«... *Hernani* est annoncé sur l'affiche pour *lundi*, mais je crois que la représentation n'aura lieu qu'à la fin de la semaine prochaine. Nous croyons à un succès, mais ce qui est acquis, c'est l'immense empressement du public. Verteuil [2] a depuis longtemps renoncé à inscrire les demandes de location. Auguste [3] reçoit quantité de lettres d'étudiants aussi vaillantes que touchantes : *au cas de combat, ils veulent être parmi les combattants, et, si c'est nécessaire, faire queue dès sept heures du matin* [4].»

Puis ce sont des détails sur l'organisation de la salle. Faire une salle de première! Ç'a été de tous temps le casse-tête chinois des auteurs et des secrétaires de théâtre :

Vendredi, 14 juin.

J'ai besoin, cher grand ami, de jaser un peu avec toi, et encore d'*Hernani*. Nous avançons.

... La grande affaire est, pour Auguste, de caser son monde au théâtre. Les journaux aboyeurs disent qu'il a toute la salle. De là des demandes sans fin. Il s'évertue inutilement à rétablir la vérité, à savoir que le ministre, les journaux, les sociétaires, ont les neuf dixièmes de la salle, si bien qu'il lui faut toute sa fermeté pour obtenir la loge de baignoire qu'il me destine. Elle est retenue par Plomplon et Mme Brohan. Or Verteuil a proposé de la placer aux galeries. Thierry répond que Mlle Plessis, qui n'a qu'une baignoire, se froisserait de voir sa camarade aux loges de galerie. Tirez-vous de là!

Le temps est rafraîchi. Les souverains usés ont filé et on est tout à *Hernani*. Les générations qui n'ont point vu la pièce, celles qui l'ont vue, veulent la voir et la revoir. Le théâtre en est ahuri et Auguste en oublie ses rhumatismes.

Hernani va donc reparaître en grands caractères et en plein soleil sur les murs de Paris! Si mes yeux n'étaient un peu revenus, ils en ressusciteraient. Quoi! le grand jour pour cette œuvre si longtemps dans la nuit! J'ai retrouvé, pauvre vieille femme, mes vingt ans et l'énergie. Sois tranquille, je serai calme devant le sifflet auquel je ne crois pas. Je crois à une solennité enthousiaste, au présent comme à l'avenir. Une partie de la jeunesse t'appartient. Il y a tant de bon dans notre pauvre France! [1]

Le mercredi 19 avait lieu la répétition générale en costumes. Mme Victor Hugo y assistait dans une baignoire et y recevait les rares privilégiés admis à cette avant-première. Relevons dans le compte rendu envoyé à Guernesey quelques détails :

«... J'ai eu aussi la visite de Camille Doucet [2]; il m'a affirmé, de l'accent le plus pénétré, qu'en désirant la reprise d'*Hernani*, le ministère agissait avec une complète bonne foi; que, s'il en eût été autrement, la pièce n'aurait pas été autorisée; que, de toutes parts, on en souhaitait le succès, comme un hommage rendu au plus grand poète du siècle.

... La princesse de Beauvau qui assistait, par Mlle Favart, à la répétition, est venue me voir aussi dans ma loge, pleine d'enthousiasme, elle m'a priée de te le transmettre. Auguste est plus que jamais assailli de demandes, dont la majorité vient d'étudiants. Ils iront partout pourvu qu'ils soient dans la salle. Il y en avait un l'autre soir chez Meurice, affamé de toi, il m'a dit : «M. Victor Hugo est notre religion.» Je suis ravie de cette renaissance des jeunes esprits qui sont l'avenir de nos vieilles années et contente de mon voyage qui me met l'espérance au cœur [3].»

[1] Gustave SIMON, *La Vie d'une femme*. — [2] Secrétaire général du Théâtre-Français. — [3] Auguste Vacquerie non seulement dirigeait les répétitions, mais s'occupait des moindres détails de cette reprise. — [4] *Collection Lefèvre-Vacquerie*.

[1] Gustave SIMON, *La Vie d'une femme*. — [2] Directeur de l'administration des théâtres. — [3] Gustave SIMON, *La Vie d'une femme*.

La représentation ne fut qu'une longue ovation. Des dépêches envoyées de différentes sources annoncèrent à Victor Hugo le «succès prodigieux» d'*Hernani*. C'est en réponse à la dépêche de sa femme que Victor Hugo écrivit la lettre suivante :

[Juin 1867.]
Hauteville-House, dimanche 23.

«Chère bien-aimée,

C'est toi que je félicite. Tu as été vaillante et charmante. Ce sont tes habitudes. Ta lettre pleine d'esprit sur la répétition est arrivée en même temps qu'un télégramme disant *immense succès* et un télégramme de Paris (notre cher E. Allix) disant : *Succès sans précédent. Enthousiasme ardent.* C'est déjà dans les journaux anglais. J'envoie à notre généreux et cher Émile Allix mon speech pour Maximilien. Je doute qu'il puisse être publié en France.

Je n'ai plus que le temps de te serrer dans mes bras.

V.[1].»

Dans les nombreux articles suscités par cette reprise se glissaient des échos plus ou moins malveillants; le poète étant, à cette époque, indiscuté presque unanimement, on égratignait l'homme. Victor Hugo s'en étonne dans une lettre adressée à Vacquerie le 27 juin :

«... Quelle étrange chose! M. A. Blondeau, pour qui j'ai tant d'amitié, et qui m'en a tant montré et prouvé, m'est-il donc devenu hostile? Je lis ceci, stupéfait :

«De M. Amédée Blondeau, un cancan sur Victor Hugo; le lion d'hier et d'aujourd'hui est superbe, mais pas généreux, comme vous allez voir.

Vous savez qu'à tort ou à raison, on dit l'auteur de *Ruy Blas* très intéressé.

— Il paraît, circonstance bizarre, que son dernier jour de représentant ne lui a jamais été payé par le gouvernement de 1848.

Aussi Hugo aurait-il toujours sur le cœur ses vingt-cinq francs.

Un soir, dans un dîner chez Alexandre Dumas, les convives se disputèrent à propos d'une question de théâtre. La discussion prit des proportions telles que de Cherville, voulant apaiser le bruit, dit sévèrement :

— Messieurs, parole d'honneur, on se croirait à la Chambre.

À ces mots, Victor Hugo se lève, bondissant, et s'écrie :

— Alors, je demande mes vingt-cinq francs!»

Vous savez que c'est le contraire qui est la vérité. J'ai refusé de recevoir le reliquat du traitement offert aux représentants par le coup d'état, et j'ai dit que je n'admettais rien de tronqué, pas plus l'indemnité que le mandat. Tout ou rien. Le droit. Accepter un reliquat quelconque, c'était donner quittance au coup d'état[1].»

*
* *

Une nouvelle proposition, venant sans doute de la même source que celle de septembre 1854, fut faite à Victor Hugo :

Carnet. *29 juin.* — Visite de Mme Montgomeri Atwood avec une lettre de M. Charles Dickens. Elle m'offre au nom des Associated-news d'Amérique cent livres sterling par colonne pour écrire ce que je voudrais dans son journal. Le temps me manque et je ne puis accepter.

*
* *

Victor Hugo prépare son voyage annuel; il voudrait emmener ses deux fils et le leur écrit :

H. H. 4 juillet 1867.

«... Je voudrais partir le plus tôt possible; je partirai dès que Julie aura fini la copie de mon livre commencé[2]. Ce livre, si je veux le finir cet hiver, doit être repris promptement et abrégera mon absence. J'aurais grand besoin de voyager. Le voyage de fin d'année, c'est le sommeil à la fin de la journée, c'est un bain de repos après le travail. Mais où voyager? Je ne vois plus que la Hollande.

Maintenant, question, cela vous plaît-il? à

[1] Inédite. *Collection de M. Louis Barthou.*

[1] Inédite. *Bibliothèque Nationale.* — [2] *L'Homme qui Rit.*

toi, mon Charles? à toi, mon Victor? Si oui, écrivez-le moi tout de suite. Votre mère garderait le bébé avec Alice, à Bruxelles, et je pense que Georges tiendrait douce compagnie à ses deux mères. Si cet arrangement vous va à tous, écrivez-le moi; j'arriverais à Bruxelles dans une dizaine de jours, puis nous partirions pour le voyage. Si nous pouvions avoir un compagnon jaspinant le bigorne hollandais, ce serait excellent. Mais où le dénicher?

... Je vous envoie un *Star* contenant un commencement de souscription pour John Brown. Quel malheur pour les principes si Maximilien a été fusillé! La peine de mort a été abolie le 20 juin au Portugal; je reçois les journaux de Lisbonne qui m'en attribuent l'honneur [1].»

Ce voyage projeté eut lieu, on en trouvera les détails dans le tome deux des *Voyages* [2], et il a été raconté par Charles Hugo sous le titre : *Victor Hugo en Zélande.*

Le Carnet porte le 11 juillet :

J'interromps mon travail de *l'Homme qui Rit* pour m'occuper des arrangements de mon départ.

Victor Hugo quitte Guernesey le 17 juillet et arrive le 19 à Bruxelles où il commence à pratiquer «l'Art d'être grand-père» :

Carnet. — «J'arrive place des Barricades à 10 heures. Toute ma famille est réunie. Avant de me coucher, je vais regarder Georges dormir. Il me paraît beau, et il a un sommeil charmant.

Quelques jours plus tard il sera tout heureux d'écrire :

J'ai traîné, sur le boulevard, Georges, dans sa petite voiture.

Et la veille de son départ de Bruxelles pour le voyage en Zélande, nous lisons :

17 août. — Je fais cadeau à Georges d'une voiture et je lui donne en outre le cheval, qui est moi.

[1] *Revue Hebdomadaire.* Juin 1935. — [2] *France et Belgique.* — *Alpes et Pyrénées* — *Voyages et excursions.* Édition de l'Imprimerie Nationale.

Le 25 août, la première ligne du Carnet porte :

J'ai revu avec joie le charmant sourire du petit Georges.

* * *

Un important congrès devait se tenir à Genève le 5 septembre et, dès le 29 juin, l'un des organisateurs, Émile Accolas, avait demandé le concours de Victor Hugo :

«... Louis Blanc, Garibaldi, John Stuart Mill sont des nôtres. Nous avons écrit à Ledru-Rollin, à Schœlcher, à Barbès, à tous ceux qui ont gardé sauve à l'étranger la dignité de la conscience et de l'idée républicaine.

Les démocrates de l'Allemagne du Sud, tous ceux qui ont protesté le 17 mars à Offenbourg contre la dictature militaire, marchent avec nous; mais s'il existe un nom capable de rallier toute la démocratie européenne, c'est le vôtre et nous en sollicitons l'appui avec la plus fervente instance [1].»

Au coin de cette lettre, sous la lettre R, indiquant qu'il a répondu, Victor Hugo écrivit :

Je crains de n'y pouvoir assister. Je serai à Bruxelles du 20 au 25 juillet.

Le Siècle du 13 juillet 1867 publia la réponse de Victor Hugo, précédée de ces quelques mots :

Victor Hugo vient d'envoyer en ces termes son adhésion au Congrès de Genève :

«Mon honorable et cher concitoyen,

Je suis ardemment avec vous. Un congrès de la paix entre peuples sera une magnifique réponse à ce congrès de rois qui couve la guerre.

Je serre votre main cordiale.

VICTOR HUGO.»

[1] Inédite.

Le 28 août, nouvelle lettre pressante d'Émile Accolas qui nous apprend que l'idée d'un congrès international de la paix et de la liberté venait de Victor Hugo :

« Illustre et cher Maître,

Votre idée du Congrès de la Liberté a fait le tour de l'Europe.

Louis Blanc me permet d'espérer dès à présent son concours effectif, celui de Quinet nous est acquis; le vénéré Jacoby, Crispi, devanceront à Genève l'heure du rendez-vous.

Je vous demande, au nom du comité de Paris, de venir en personne à cette réunion européenne. Des milliers d'adhérents ont répondu à notre appel; toute la Suisse démocratique sera présente à Genève; le congrès des ouvriers de Lausanne qui se tient le 4 septembre, y enverra ses masses. Venez ébranler toutes ces foules; venez y faire revivre l'âme de notre grande Révolution; venez nous aider à en faire sortir ce souffle de liberté qui anéantira les despotes et qui seul peut sauver l'Europe. »

Malgré ces appels réitérés Victor Hugo n'alla pas à Genève; il eut un moment l'idée d'écrire à Garibaldi une lettre qui eût été lue au Congrès, car le volume de Reliquat en contient le brouillon :

Lettre que je n'ai pas envoyée.

Mon cher Garibaldi,

J'ai espéré jusqu'au dernier moment pouvoir assister au congrès de Genève. M. B. vous a dit les raisons de santé qui m'obligent à m'abstenir. Il vous a dit aussi combien du fond du cœur j'adhère à cette grande et nécessaire manifestation.

Vous serrer la main eût été pour moi une joie profonde. Vous êtes le Héros. Aucune gloire n'est au-dessus de la vôtre. À l'Europe vous avez donné l'Italie, et à l'Italie vous donnerez Rome. Vous portez l'épée vénérable de la Délivrance.

Vous n'êtes pas l'homme de la guerre, vous êtes l'homme de la paix. Pourquoi? parce que vous êtes l'homme de la liberté. D'abord la liberté, ensuite la Paix; d'abord la lumière, ensuite la vie. La question a toujours été ainsi posée depuis l'origine du monde. Et c'est pour cela que ceux qui sont dans le secret des dieux voient lever le soleil, et que ceux qui sont dans la monarchie désirent voir apparaître la République.

J'envoie au congrès de Genève mon applaudissement fraternel, et je presse dans mes mains vos mains illustres.

Grande fut à Genève la déception causée par l'absence de Victor Hugo; le 15 septembre Émile Accolas lui en fait part et expose les projets, les rêves des généreux utopistes de ce congrès :

15 septembre [1867].

... Tous ici, nous vous attendions; de toutes parts on vous a écrit à Genève; j'ai pour vous des lettres, même d'Amérique! À quoi ont tenu votre silence, votre absence?

D'autres vous diront les incidents de cet immense Congrès. Un mouvement considérable est produit au nom de l'idée, de l'établissement en Europe d'une assemblée de républiques confédérées, voilà le résultat le plus général.

... Les cœurs les plus généreux luttent pour notre idée, les esprits les plus ardents et les plus fermes sont gagnés à notre cause dans toute l'Europe, l'occasion est unique; nous ne la laisserons pas échapper.

Mon ami Karl Grimm d'Heidelberg et moi nous sommes décidés à mettre, à nos risques et périls, les actes en harmonie avec les idées.

Il quitte provisoirement l'Allemagne, moi la France, pour le nord de la Suisse.

... Notre projet est de couvrir l'Europe de comités locaux. Nous en avons en quelque sorte de tout constitués dans les Associations ouvrières allemandes, italiennes, françaises, belges, etc., qui nous ont envoyé leurs délégués, et ces associations sont nombreuses. Nous nous proposons d'ailleurs de parcourir rapidement l'Italie et l'Allemagne où nous comptons dès à présent des amis sûrs, et de susciter le mouvement là où il n'existerait pas. Il va de soi que la France n'est pas oubliée dans notre programme d'action.

Organiser le parti de la République européenne, confédérer dès à présent les républicains des divers pays européens, les relier entre eux par le comité directeur du congrès,

par le journal les États-Unis d'Europe, véritable centre effectif, enfin par la convocation, dès le printemps prochain, d'une Assemblée qui, au lieu de 7 ou 8 mille adhérents en comptera 200 mille, tel est notre plan; la France, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, groupées en une vaste confédération, noyau de la confédération européenne, tel est notre premier but.

Je jure pour ma part de tout faire pour me maintenir à la hauteur de cette grande tâche. Pouvons-nous, Maître, compter sur votre absolu concours?

ÉMILE ACCOLAS.» [1]

Au coin de cette lettre et sous la lettre R, Victor Hugo écrit :

Oui, mais qu'il vienne à Bruxelles causer et s'entendre avec moi.

Le Carnet enregistre le 21 septembre les échos des journaux bien informés :

La Gazette de Liége a fait un article sur les périls résultant de mon entrevue avec Garibaldi, et le *Mémorial catholique* du 14 septembre a stigmatisé avec indignation *l'abominable discours prononcé par Victor Hugo au congrès de Genève* (où je n'étais pas).

*
* *

Après une quinzaine de jours passés à Chaudfontaines, Victor Hugo revient à Bruxelles le 11 septembre et nous apprenons par le Carnet qu'un livre qui eût pu être bien intéressant avait été projeté :

17 septembre. — M. Lacroix est venu dîner. Nous avons causé de mon projet de livre : *Le Monde. L'Homme. Le Peuple.* Encyclopédie du XIXe siècle. 3 volumes.

Ce projet n'eut pas de suite.

Le 14 octobre, Victor Hugo rentre à Guernesey, le 16 il se remet à *l'Homme qui Rit,* le 20 il écrit à son cher groupe de Bruxelles :

H. H. Dimanche 20 octobre [1867].

«... J'ai trouvé ici, m'attendant, d'innombrables lettres de tous les pays, surtout des pays opprimés, et plusieurs du plus haut intérêt. Elles vous passionneraient tous, que n'êtes-vous là! — Le pauvre Labrousse est donc mort! [1] À mon tour je regrette de n'avoir pas été à Bruxelles. Je lui eusse dit dans sa tombe l'adieu de l'exil.

J'ai eu affaire ici à une certaine anarchie, mais j'ai déjà rétabli l'ordre. Tout marche, ou à peu près. Un détail, il est venu cet été près de mille visiteurs étrangers à Hauteville-House. J'ai eu à feuilleter en arrivant un registre chargé de noms et d'inscriptions. Les colonels anglais et les révérends américains abondent.

... Toutes les santés sont bonnes ici. J'espère que les beaux yeux de ta chère mère sont vifs et joyeux. Je vous serre dans mes bras tous, les grands et le petit [2].»

*
* *

Garibaldi tenta de s'emparer de Rome pour la rendre à l'Italie; le 4 novembre il fut battu à Mentana par une partie du corps expéditionnaire français et fait prisonnier. Dès qu'il l'apprit, Victor Hugo écrivit en trois jours *la Voix de Guernesey,* la fit aussitôt imprimer et en envoya des exemplaires à Bruxelles pour que ses fils se chargeassent de la publication :

H. H. 23 novembre 1867.

«Je vous envoie un mot *in haste,* mes bien-aimés. Vous trouverez sous ce pli du nouveau. Je n'ai pu tenir plus longtemps à l'indignation. Je jette ce cri. Lisez.

Hernani est compromis et *Ruy Blas* est interdit [3]; cela ne fera pas lever l'embargo. Mais avant tout le devoir.

[1] Inédite.

[1] Représentant du peuple, proscrit, ayant combattu pendant les journées de décembre 1851. — [2] Inédite. — [3] Paul Meurice faisait prévoir, dès le 6 août, une interdiction : «Camille Doucet a fait venir Chilly et lui a signifié qu'à son grand regret les représentations de *Ruy Blas* ne pourraient avoir lieu à l'Odéon dans la saison prochaine, et que, par ordre supérieur, elles étaient ajournées. Les raisons? On a lieu de craindre des manifestations très bruyantes et très expressives des Écoles.»

Le 15 septembre nouvelle lettre : «L'horizon

Vous distribuerez les exemplaires selon les indications.

J'envoie à Georges le sien.

J'espère que vous serez contents.

Ma bien-aimée femme, je veux absolument que tes beaux yeux deviennent bons. C'est leur devoir. Entends-tu?

Il y a une escroquerie de Chenay qui se couve à l'horizon. Je la flaire et je vous la signale.

Tendre embrassement [1].»

Tout en disant son admiration pour *La Voix de Guernesey,* Paul Meurice ne peut s'empêcher de prévoir les conséquences de cette publication :

Dimanche 1er décembre [1867].

C'est prodigieux, cette poésie! Je ne sais rien d'aussi grand. D'aussi grand et d'aussi beau. Le caractère inouï de ces vers, c'est d'être ce qu'il y a de plus terrible avec ce qu'il y a de plus doux. La grâce dans l'horreur, l'amour qui hait, la bonté qui rugit, la tendresse des fauves, en voilà des antithèses un peu sublimes!

... J'ai à vous parler de *Ruy Blas.* Dame! la publication de *la Voix de Guernesey* gâte un peu les affaires. On dit que vous vous faites payer vos œuvres trop cher, on dit ça dans le camp des Proudhoniens, mais vous pourriez bien payer celle-ci plus cher qu'on ne vous a jamais payé les autres, une centaine de mille francs, quelque chose comme 500 francs la ligne. — L'interdiction de *Ruy Blas* à l'Odéon devient fort probable [2].

Quatre jours plus tard, nouvelle lettre de Paul Meurice :

5 décembre 67.

«Vos prévisions se réalisent. C'est cher, en ces temps-ci, ces sublimes coups de conscience! Surtout à l'anniversaire des coups d'état. Mardi 3 décembre, Camille Doucet a notifié officiellement à Chilly l'interdiction de *Ruy Blas,* décidée probablement le 2 décembre. *La Voix de Guernesey* avait paru à Bruxelles l'avant-veille, 30 novembre.

Nous avons eu hier, Auguste et moi, un entretien avec Chilly, et nous avons rédigé de commun accord la lettre ci-jointe [1]. Je garde provisoirement l'original, dont nous pouvons avoir besoin. Chilly vous prie de lui pardonner la forme officielle qu'il est obligé de prendre. Il n'a vraiment pas été mal. L'idée de supprimer à sa signature le mot *Impérial* après le mot *Théâtre* est de lui.

... Si vous trouviez à propos de me faire une réponse qui doive être rendue publique avec la lettre de Chilly, n'adressez pas cette réponse à Chilly qui, dans sa situation, ne pourrait la laisser publier. Si vous aimez mieux garder le silence, rapportez-vous en à nous pour parler [2].»

Victor Hugo envoie cette nouvelle à sa famille alors à Bruxelles :

H. H. Dimanche 8 décembre [1867].

Comme je l'avais prévu, *la Voix de Guernesey* me coûte *Ruy Blas.* Tout est bien. C'est le devoir fait, et bien fait.

Cela date bien le seizième anniversaire de l'exil.

Meurice m'écrit : Chacun des vers de *la Voix de Guernesey* vous coûte cinq cents francs. — Je le savais. Au moment où j'ai mis à la poste les cinquante lettres contenant le premier envoi, j'ai dit à Kesler : *Voici cinquante lettres qui me coûtent chacune deux mille francs.* Puis je les ai jetées dans la boîte.

Vous voyez que je connais bien Bonaparte. Au reste lui aussi doit me connaître.

... Je fais réimprimer *la Voix de Guernesey.* Je donne à ma bien-aimée femme (qui ne m'écrit plus, vilaine!) l'épreuve corrigée de ma main (ci-incluse).

... Je vous serre tous, Georges inclus, sur ma vieille patraque de cœur.

V. [3]

Cette lettre était écrite au verso d'un message enthousiaste envoyé par Arrigo

s'éclaircit pour *Ruy Blas*... Camille Doucet a vu Chilly avant-hier... Il lui a dit qu'une nouvelle interdiction de *Ruy Blas* serait une faute absurde et créerait un danger grave.» *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice.*)

(1) *Revue Hebdomadaire.* Juin 1935. — (2) Inédite.

(1) La lettre de Chilly. Voir page 259. — (2) Inédite. — (3) *Collection de M. Louis Barthou.*

Boïto; deux lignes de Victor Hugo précédaient le texte :

Comme échantillon des lettres que je reçois à propos de *la Voix de Guernesey*, en voici une d'Italie. Je vous l'envoie.

«*Varsovie* crie : au secours! Une voix sort d'une île et lui répond.

Crète crie : aux armes! Une voix sort d'une île et lui répond.

Rome crie : Délivrance! Une voix sort d'une île et lui répond.

Veut-on fusiller un archiduc ou pendre un voleur? La même voix parle et dit : Grâce!

Veut-on glorifier Alighieri ou Shakespeare? La même voix chante et dit : Gloire!

Cette voix, terrible, douce et auguste, est la conscience du siècle. Aucun grand crime ne peut se passer sans que cette voix ne condamne; aucun grand acte ne peut avoir lieu sans que cette voix ne bénisse.

Cette voix, on a beaucoup fait pour l'éteindre; on l'a chargée au milieu des écueils, on l'a enchaînée avec des chaînes d'ouragan, on l'a suffoquée avec un carcan de ténèbres, on l'a couverte avec l'éternel grondement de la mer. On a mis entre la conscience et le siècle, entre le poëte et la foule, entre le citoyen et la patrie, un désert de vagues.

Cela n'empêche pas la voix de tonner à certains moments. L'ouragan qui devait l'étouffer augmente son souffle, la mer qui devait l'anéantir augmente sa force et le gouffre est son porte-voix naturel.

Cette voix c'est la vôtre, Victor Hugo! c'est la voix de Guernesey.

Plus le siècle se fait Caïn, plus cette voix devient éclatante.

La fraude, la lâcheté et la tyrannie ont pour elles la Prusse, l'Empereur et le Czar; mais les droits ont pour eux une puissance bien plus formidable : la voix de Guernesey. Vous êtes le grand juge toujours caché et toujours présent.

Votre verbe vague, farouche, assidu, rappelle le bourdonnement tragique du taon de la vache Eschylienne. *Io*, c'est l'Europe d'aujourd'hui. Vos vers seront publiés sur le *Pungalo* demain. Tous les italiens *jeunes et libres* s'associent à moi pour vous bénir et pour vous admirer.

Je voudrais que mon nom fût couvert de gloire pour pouvoir m'humilier devant vous.

Votre disciple d'Italie,

ARRIGO BOÏTO [1].»

Dans le Reliquat, l'épreuve de *la Voix de Guernesey*, corrigée par Victor Hugo, est reliée et porte sur la couverture ce mot à Mme Victor Hugo :

À ma femme,

«Chère femme bien-aimée, je te donne cette épreuve pour toi. Elle est corrigée de ma main. Mais ne te fatigue pas à la lire. Il y a bien longtemps que tu n'as rien dicté pour moi. Donne-moi des nouvelles de tes chers beaux yeux. Noble et douce femme, je te serre dans mes bras.

V.»

Le Carnet nous apprend à quel point l'interdiction de *Ruy Blas* avait ému l'opinion :

18 décembre. — Les journaux continuent d'être pleins de *Ruy Blas*. Du reste, je suis dans une étroite quarantaine, momentanée je pense. Depuis trois jours je reçois des lettres de partout, excepté de France. Tout est intercepté.

En apprenant l'interdiction, le directeur du théâtre du Parc, à Bruxelles, avait aussitôt demandé l'autorisation de monter *Ruy Blas;* la représentation eut lieu le 2 janvier 1868; dès le 29 décembre 1867, la salle était déjà louée tout entière. «La presse de Paris a été convoquée en masse», dit une lettre de François-Victor à son père. Charles et François-Victor dirigeaient les répétitions.

Victor Hugo clôt l'année par une bonne action :

H. H. 31 décembre [1867].

Bon an, ma bien-aimée, et d'abord un

[1] *Collection de M. Louis Barthou.* Lettre reliée dans un exemplaire de *La Voix de Guernesey*.

IMPRIMERIE NATIONALE.

baiser, à échéance, au deuxième numéro de Georges. En attendant, que ma douce et chère Alice prenne le baiser et le garde à son petit.

Et puis je vous serre tous quatre dans mes bras.

Mon Victor, dare dare, toute chose cessante, fais immédiatement annoncer dans les journaux belges que je donne mes droits d'auteur de la première représentation de *Ruy Blas* à Bruxelles aux pauvres naufragés de Blankenberghe.

Oui, Charles et toi vous avez raison; les ministres, à l'entrée de Ruy Blas, doivent se partager en deux groupes, de façon à bien dégager Ruy Blas, qui au reste les apostrophe du haut des deux marches de la porte.

À bientôt une lettre, celle-ci n'est qu'un baiser [1].

Garibaldi répondit à *la Voix de Guernesey* par *la Voix de Caprera,* c'est ce que nous apprend la lettre adressée par Victor Hugo : Family Hugo, 4, Barricades Place, Brussels.

Hauteville-House, dimanche 26 [Janvier 1868].

«... Garibaldi m'a répondu, chose curieuse, en vers français (difficiles à publier à cause des fautes de versification dont les Veuillot et autres idiots triompheraient). Heureusement, la traduction anglaise, que je vous envoie, suffit. Vous trouverez sous ce pli la chose, plus mon accusé de réception. Voyez si cela conviendrait à *l'Étoile belge.* Je l'envoie directement à M. Bérardi, en l'engageant à n'en rien publier. *L'Étoile* ne publierait que le fait et ma lettre.

Hauteville-House est encombré de visiteurs. L'Angleterre se met à m'adorer. Lettres, journaux, etc., pleuvent. — Tout ceci vous intéresserait. Je vous serre dans mes bras, mes bien-aimés [1].»

Le succès de *la Voix de Guernesey* était loin d'être épuisé. Le 7 avril, Victor Hugo écrivait à son fils :

«... J'ai reçu des traductions de *la Voix de Guernesey* en allemand, en anglais, en espagnol, en hongrois, quatre en italien. La dernière, signée Nicola del Vecchio, rédacteur du *Popolo,* à Naples, contient en outre *la Voix de Caprera,* les vers que Garibaldi m'a adressés, traduits en italien.»

[1] *Revue Hebdomadaire.* Juin 1935.

D'autre part, le bruit fait autour de *Ruy Blas* ne s'apaisait pas; François-Victor écrit à son père le 10 février :

«D'après Mme Hetzel la fermentation causée dans la jeunesse par l'interdiction de *Ruy Blas* serait beaucoup plus grande que nous ne le supposions. Il paraît que dans une foule de théâtres on réclame *Ruy Blas* à la fin du spectacle. Ce cri est devenu *une mode!*

Jules Simon, dans un discours au Corps législatif, demandait pourquoi *Ruy Blas,* permis sous Louis-Philippe, était interdit en 1868 [1].

*
* *

Comme l'avait dit Émile Accolas, l'idée de Victor Hugo : alliance des peuples pour la paix et la liberté, faisait bien le tour de l'Europe. Un journal des États-Unis en transmet les échos :

Le 12 février dernier les membres de la Ligue internationale de paix et de liberté se sont réunis à Sussex hôtel, dans Bouverie street, à Londres, sous la présidence de M. Edmond Beales.

M. Guedalla, le secrétaire, a donné lecture de la lettre suivante, envoyée par Victor Hugo :

Aux membres de la Ligue internationale de paix et de liberté :

«Je suis avec vous; seulement je ne dis pas *paix et liberté,* je dis *liberté et paix.* Commençons par le commencement. D'abord la déli-

[1] *Le Moniteur universel,* 11 février 1868. Relié au *Reliquat.*

vrance, ensuite l'apaisement. Mais dès aujourd'hui, alliance.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 10 janvier 1868» [1].

*
* *

Les quatre fondateurs de *l'Événement* étaient impatients d'avoir un nouveau journal à eux; Victor Hugo, consulté, avait répondu à Paul Meurice : «Rothschild et Pereire seuls peuvent se risquer à faire un journal politique». François-Victor revient sur ce sujet, mais en abandonnant toute idée de combat; son père l'approuve :

Hauteville-House, 10 mars 1868.

«... Mon Victor, tu as raison quant à un journal littéraire. Je suis prêt à y être ce que j'étais à *l'Évènement*. Mais je crois que les premiers essais vont se faire en journaux *politiques*, et là, mon attache nuirait plus qu'elle ne servirait. Même à un journal littéraire, mon drapeau sera dangereux. Cependant ceci :

1830
Journal littéraire

aurait, je crois, chance de succès. Et si vous y étiez, les quatre de l'*Évènement*, ce serait éclatant. Tel est mon verdict. [2]»

*
* *

Le 14 avril, le petit Georges mourait d'une méningite à Bruxelles. Aux condoléances de Paul Meurice, Victor Hugo répondit :

H. H., 19 avril [1868].

«*Il reviendra.* Oui, j'y crois. Cette foi que j'ai, votre tendre parole la fortifie. Qu'il était charmant, ce doux être! Je crois voir au-dessus de moi sa petite âme. J'entends dans l'invisible son bruissement d'oiseau céleste. Je le redemande à Dieu. Hélas! par moments, je suis accablé. Ne le dites pas à ma pauvre chère femme. Il m'est impossible de voir dans les sentiers d'ici passer les petites voitures où il y a des enfants. Cela me rappelle Georges dans son carrosse que je traînais sur le boulevard de Bruxelles.

Aimez-moi.

V. [1].»

Carnet. — *24 mai.* — Un journal italien, *la Favilla de Mantoue* (5 mai) m'arrive avec un article encadré de noir sur la mort de mon Georges. Je détache l'article et le conserve ici.

En regard du texte l'article est collé.

*
* *

Carnet. — *9 juillet.* — J'ai écrit ce matin ma protestation à propos de ce qui arrive en Grèce à M. Gustave Flourens [2].

C'est à une lettre de Gustave Flourens que Victor Hugo répondait en lançant ce manifeste qui devait faire cesser, au moins en Grèce, les persécutions.

Puis il charge ses fils à Bruxelles et Paul Meurice à Paris de s'occuper de la publication :

H. H., Dim. 12 [Juillet 1868].

«Veux-tu, mon Charles, demander de ma part à notre cher Émile Allix son aide, et à vous deux, soit par la poste, soit en personne, distribuer ces exemplaires d'une chose que je viens d'écrire et que je crois utile.

Il s'agit de Flourens qu'on met tout doucement hors la loi en Grèce. Lis. Tu approuveras. Je ne crois pas que les journaux puissent publier cela. Envoie toujours. Ils feront ce qu'ils croiront à propos. Je n'ai plus que la place de vous embrasser tous, votre bien-aimée mère en tête.

J'ai envoyé à *la Liberté*, au *Siècle* et au *Charivari*. — Et aussi à H. Rochefort dont j'aime le grand succès.»

[1] *L'Opinion publique*, Washington, 12 mars 1868. — En marge de la citation, Victor Hugo a écrit : À la bonne heure. Voici ma vraie lettre. *Journaux annotés.* — [2] *Revue Hebdomadaire*, juin 1935.

[1] Inédite. *Bibliothèque Nationale.* — [2] Voir page 266.

Après sa sortie de prison, Gustave Flourens alla en Italie et c'est de Naples qu'il écrit à Victor Hugo :

Naples, 4 août 1868.

«Maître bien-aimé,

Persécuté à Naples comme à Athènes, mis en prison à Naples pendant dix jours, je n'ai pu lire aucun des journaux français depuis plus de deux mois. C'est ce qui vous explique et peut seul excuser le long retard, bien involontaire, que j'ai mis à vous présenter mes remerciements de la magnifique lettre que vous avez bien voulu m'adresser.

Cette lettre, je ne l'ai pas encore lue. J'en ai seulement trouvé un fragment, traduit en grec, dans un journal d'Athènes qui vient de me tomber sous la main. J'écris à l'un de mes amis de Paris de me la faire parvenir immédiatement.

Obligé par suite des persécutions du ministère Boulgaris, humble valet de la politique française, à quitter passagèrement Athènes pour ne pas compromettre des amis, je suis venu à Naples, espérant de là me rendre dans quelqu'autre partie de l'empire turc, afin d'y provoquer un soulèvement pour le salut de la Crète.

À peine débarqué à Naples, j'ai été frappé au cœur de la vive souffrance de ce beau peuple italien, dont l'existence, depuis sa prétendue libération par les armées du tyran de la France, est un véritable martyre.

... Mourant de faim dans le plus fécond des pays, le peuple italien est trop malheureux pour ne pas exciter de vives, d'ardentes sympathies.

Ces sympathies, je les ai laissé parler dans un article inséré dans le *Popolo d'Italia,* journal de Naples du 10 juillet, que je prends la liberté de vous adresser ci-joint avec deux autres numéros du même journal renfermant aussi des articles de moi.

Aussitôt paru, le journal fut séquestré et je fus arrêté. On me demanda si je voulais recourir au consul de France, je répondis naturellement que non, que je ne reconnaissais point le gouvernement actuel de la France, gouvernement issu de la force et non du droit, et avec lequel je ne voulais avoir aucun rapport. Je fus emprisonné pendant dix jours, et ne sortis de prison qu'après avoir versé caution de 500 francs.

En attendant l'issue de ce procès politique, que j'espère gagner pour le triomphe du droit et de la vérité, je me promène sur la grève solitaire d'Ischia, en répétant vos vers admirables sur Mentana qui ne m'ont point quitté, depuis que vous avez bien voulu me les envoyer, et qui ont été pour moi la grande et forte consolation nécessaire à l'homme qui se trouve seul avec son idée au milieu de peuples qui ne la comprennent pas encore, qui croient encore à la justice des souverains, et ne veulent pas voir qu'en dehors de la Révolution, il n'y a pas de justice [1].»

*
* *

Depuis longtemps, Mme Victor Hugo était malade; son état s'aggrava subitement. Le jour même de sa mort, cette lettre fut envoyée à Vacquerie :

27 août.

« Cher Auguste, c'est fini. Je suis accablé et navré. Elle est morte ce matin à 6 h. 1/2. Elle n'avait jamais été si bien en apparence. Le 24, je lui faisais faire le tour de Bruxelles en calèche. Elle était gaie et souriait à tout. Avant-hier, attaque; hier, agonie; aujourd'hui, mort. Nous sanglotons et je vous écris. Elle a demandé d'être portée à Villequier, près de sa fille, près de notre enfant bien-aimé, près de ces deux êtres adorés qui sont là et que nous pleurons tous à jamais. Je vous l'envoie. Recevez ce corps. Dieu recevra l'âme.

À vous profondément.

V. [2]. »

*
* *

En 1868, la révolution éclata en Espagne; un républicain espagnol écrivit à Victor Hugo ces quelques lignes dont voici la traduction :

Illustre concitoyen,

Voilà donc jeté à terre le trône d'Isabelle de Bourbon. La plus glorieuse des révolutions

[1] Inédite. — [2] Inédite. — *Bibliothèque Nationale.*

a triomphé dans cette Espagne qui vous aime comme un fils et vous offre une très accueillante hospitalité. Une parole d'approbation de votre part aurait parmi nous un effet magique.

Comptez toujours sur l'affection de votre admirateur passionné.

Wenceslas Ayguals de Izco[1].

À cette lettre était joint un extrait de journal espagnol daté 8 octobre 1868 et donnant les nouveaux décrets établis par la *Junta superior revolucionaria*.

Mais il semble que Victor Hugo fut déterminé à écrire son premier manifeste *à l'Espagne* en recevant de Bruxelles cette lettre de son fils François-Victor :

18 octobre 1868.

«... Nous sommes tous d'avis que tu ferais bien de lancer un manifeste pour entraîner l'Espagne dans la République. Ta voix aura un immense écho au delà des Pyrénées. Il faudrait rédiger ce manifeste en sorte que la presse française pût le reproduire. Le moment est décisif, et il faut en profiter. Tu ferais un programme républicain qui ferait venir l'eau à la bouche de la France, — programme à la fois rassurant et radical. Qu'en dis-tu? »

Voici la réponse :

Carnet, 22 octobre. — J'ai écrit sur la question d'Espagne.

Victor Hugo envoya au directeur du *Gaulois* une épreuve de la lettre *à l'Espagne,* avec ces lignes :

À Monsieur Henry de Pène, son ami Victor Hugo, pour communication, l'insertion étant probablement impossible[2].

Le Gaulois publia dans son numéro du 27 octobre toute la fin de « cette admirable lettre » avec un en-tête enthousiaste.

[1] Reliquat. — [2] *Collection de M. Louis Barthou.*

Cette lettre à l'Espagne eut un grand retentissement; Victor Hugo en fait part à Paul Meurice le 15 novembre :

J'ai reçu d'Espagne des lettres enthousiastes, force journaux (tous ont reproduit mon speech), des adresses collectives, de Saragosse, de Barcelone, etc... M. Rodriguez, correspondant du *Courrier de l'Intérieur,* m'écrit qu'il vote pour une République, *à condition que j'en sois président.* Je crois la République un peu relevée en Espagne (et fort relevée en France). Tout va bien[1].

Parmi les documents se trouve une lettre en espagnol signée par seize républicains; ils font part à Victor Hugo de leurs espérances, de leurs revendications : suffrage universel, liberté de la presse sans cautionnement, édition libre, liberté de réunion, d'association, d'enseignement, liberté de commerce, d'industrie, de trafic; liberté de crédit; abolition des privilèges et des fiefs, abolition de la peine de mort et des condamnations perpétuelles, sécurité individuelle garantie; liberté des cultes, l'église indépendante de l'état. Ils insistent surtout pour que *le clergé ambitieux et corrompu* ne se mêle pas des affaires publiques.

En remerciant Victor Hugo, ils lui demandent de les aider à réaliser leurs vœux.

La *Gazette de France* du 27 octobre 1868 consacra un article fort hostile au premier manifeste pour l'Espagne; plus tard Victor Hugo s'en souvint et écrivit cette note :

Ceci est la lettre citée et *soulignée* dans la *Gazette de France*[2] par un nommé Aubry

[1] *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice.* — [2] Voici quelques-uns des passages soulignés : *Une république en Espagne, ce serait le holà en Europe..., ce seraient la France et la Prusse neutralisées..., ce serait cette vieille puissance, l'Espagne, régénérée par cette jeune force, le peuple... L'Espagne démocratie, c'est l'Espagne citadelle... Ce serait ce géant, le droit, debout en Europe, derrière cette barricade, les Pyrénées.*

Foucault. Les passages soulignés alors par ce Foucault comme absurdes se trouvent être aujourd'hui des prédictions.

(12 août 1870.)

Le 19 novembre 1868, François-Victor transmit à son père un nouvel appel venant d'Espagne :

Cher père,

Je viens de recevoir la dépêche suivante :

Madrid, 18 nov. 10 h. du soir.

« Nous avons besoin avant mercredi prochain d'une lettre de votre père adressée à la nation espagnole condamnant l'esclavage et appuyant l'émancipation immédiate. Je la traduirai moi-même.

Emilio CASTELAR. »

Je crois que tu ferais bien d'accéder au vœu d'Emilio Castelar qui vient, comme tu le sais, de prononcer un excellent discours réclamant la république. Cette dépêche prouve surabondamment l'influence suprême que tu exerces sur le mouvement espagnol.

Écrit la 2e lettre à l'Espagne[1]. (Note de Victor Hugo.)

Cette deuxième lettre eut autant de succès que la première si nous en jugeons par ce passage d'une lettre à Paul Meurice :

En attendant, je n'aurai pas nui peut-être à la solution qui chauffe en Espagne. J'ai ma table encombrée des adresses des républicains espagnols. En ce moment, il m'en arrive une de Cadix avec 49 signatures. Toutes sont enthousiastes et ardentes[2].

* * *

Le directeur du journal *Le Refusé*, en apprenant la suppression qui le frappait, écrivit à Victor Hugo et publia sa réponse dans *l'Avant-Garde*, qui succédait au *Refusé*. Nous la reproduisons, avec ses lacunes forcées, pour donner un aperçu de la liberté dont jouissaient les journaux à la fin de « l'empire libéral » :

Hauteville-House, 22 décembre 1868.

« Chers et vaillants confrères,

« Je reçois l'éloquente et noble lettre signée de l'un de vous, M. Denis Brack. Votre journal ne m'est jamais arrivé, car, en plus d'une occasion, je dois m'apercevoir que je suis un peu en quarantaine. Je suis dans ce lazaret, l'exil, et j'ai cette peste, le...............

....

Mais je connaissais la brave renommée du *Refusé*. Je sais que vous avez héroïquement et spirituellement défendu la raison, la justice, la vérité, la.......................

.......Vous avez mérité la mort.........

Du fond de mon tombeau, je vous crie : Courage!...........................

....

S'éteindre ainsi, c'est rayonner..........

Je serre toutes vos vaillantes mains.

VICTOR HUGO »[1].

À part *la Voix de Guernesey*, peu de vers dans cette année 1868 ; Victor Hugo termina *l'Homme qui Rit*.

Le Progrès de Lyon avait publié, le 1er janvier 1869, un plan pour les élections; ce plan conseillait la multiplicité des candidatures chez les démocrates libéraux, se présentant tous au premier tour de scrutin; un comité électoral, composé des élus au premier tour, désignerait le candidat qui devrait être porté au deuxième tour. *Le Progrès de Lyon* demanda l'adhésion de Victor Hugo et publia sa réponse, émaillée de points de suspension :

Hauteville-House, 21 janvier 1869.

« J'approuve entièrement votre plan, à une condition pourtant, c'est qu'avant tout il y

[1] Voir page 273. — [2] *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice*, 10 décembre 1868.

[1] *L'Avant-Garde*, 3 janvier 1869. *Journaux annotés.*

aura entente dans la presse démocratique pour mettre à l'ordre du jour la question du serment imposé aux candidats.

. . . .

Commençons par le commencement. J'ai plus de souci des principes que du succès.

On me dit : — Mais si vous ne faites pas fléchir votre ligne de conduite (*linea recta*) votre exil ne finira pas. — Pardon, il finira à ma mort.

. . . .

VICTOR HUGO [1].»

* * *

L'insurrection durait toujours en Crète; à peine avait-on vaincu les candiotes sur un point que la résistance s'organisait sur un autre point. On fit de nouveau appel à Victor Hugo pour encourager l'Amérique à soutenir les insurgés; le président du gouvernement provisoire de Crète, M. Voloudaki, lui écrivit de Paris, avant de partir pour les États-Unis, une lettre désespérée dont nous citerons quelques passages : [2]

Paris, le 2 février 1869.

«À Victor Hugo,
au nom du peuple crétois.

Nous savons tout ce que vous avez fait pour nous, et votre nom est populaire dans nos montagnes. Nous vous sommes reconnaissants, mais nous venons vous demander de faire plus encore, à cette heure critique où nous tentons un effort désespéré.

... Vers la jeune Amérique qui nous tend les bras et nous promet un fraternel secours, nous voguons. Au passage, nous saluons Guernesey où s'abrite votre grand exil.

Trop longtemps nous avons eu cette folle patience de nous adresser aux puissants de l'Europe. Nous les croyions trompés par de faux rapports, nous voulions les désabuser.

... Aujourd'hui nous savons parfaitement qu'ils connaissent la vérité, mais ne veulent point s'y rendre et nous faire justice parce qu'ils sont payés par le sultan pour nous livrer à ses vengeances et à son odieuse tyrannie.

C'est aux peuples que nous en appelons, aux peuples libres de l'Amérique, aux peuples qui, en Europe, aiment encore la liberté, qui écoutent votre voix généreuse quand vous parlez en notre faveur.

Faites publier cet appel, faites publier la réponse que vous voudrez bien y faire; ainsi protégé, il ira au but et fera autant peut-être pour notre délivrance que les vaisseaux et les canons préparés par nos amis d'Amérique.

... Quant à nous, quoi qu'il advienne, forts de notre conscience, n'ayant plus foi dorénavant que dans les Victor Hugo, les Garibaldi et les républicains d'Amérique, puisque les consuls de France sont employés à nous tromper indignement, nous persévérerons dans la lutte jusqu'au dernier soupir.

Nous soumettre au sultan qui a fait violer nos femmes, massacrer nos enfants, mutiler nos vieillards, ah! vous n'y pensez pas, messieurs de la diplomatie!

Sur l'Orient affranchi quelque jour, et peut-être ce jour approche, jaillira une lumière nouvelle. Alors nos enfants, si nous ne sommes plus là pour vous accueillir, si nous avons péri dans la lutte, vous mèneront à nos villages, afin que vous voyiez de près dans nos cœurs naïfs et sincères, la reconnaissance d'un peuple entier délivré par votre magnanime concours.

Salut démocratique, nous sommes tous démocrates en Crète.

Constantin VOLOUDAKI,
Président du gouvernement provisoire de Crète, envoyé extraordinaire en Amérique.

Je vous envoie ma photographie. Comme je quitte Paris incessamment, je vous prie de vouloir bien adresser réponse et tout ce qui concerne la Crète au représentant du peuple crétois à Paris, qui me les fera parvenir :

À M. Gustave Flourens, 9, rue Radziwil, Paris.»

Victor Hugo adressa à Flourens l'*Appel à l'Amérique* et en reçut cette réponse :

13 février 1869.

«Maître,

Toutes vos inspirations sont sublimes, celle-ci l'est peut-être plus encore que toutes

[1] *Le Progrès* (de Lyon), 4 février 1869. *Journaux annotés.* — [2] Cette lettre a été publiée dans les journaux, mais tronquée.

les autres. Comment l'Orient pourra-t-il jamais dignement vous exprimer sa reconnaissance!

Vous lui payez en ce moment la dette que nous lui avons pour Eschyle et Prométhée.

Au jour où sur la Canée affranchie flottera un libre drapeau, nous y inaugurerons la liberté en dressant votre statue.

À vous de tout mon cœur, de tous mes respects.

Gustave Flourens.

Tous les journaux de Paris reproduisent votre admirable lettre. À bientôt les Grecs.»

*
* *

Un journal de province, frappé d'amende et de suspension, demanda à Victor Hugo quelques lignes pour le jour de sa réapparition; il reçut cette page :

11 février 1869.

«Mon honorable concitoyen, certes, je répondrai à votre appel. *L'Indépendant de la Charente-Inférieure* a des états de service. Peu de journaux ont mieux compris que lui la révolution. Il tient fermement les deux drapeaux, le drapeau politique de 1789, le drapeau littéraire de 1830.

Il a la double intelligence des principes et des idées, et il combat la réaction sous toutes ses formes, sous la forme classique comme sous la forme monarchique, c'est là l'idéal du journal révolutionnaire. Certes, je le répète, je suis un des vôtres, un des vôtres pour attester le succès que vous méritez, un des vôtres pour faire front dans la lutte que vous soutenez.

Vous me demandez quelques lignes, je vous envoie une page. Insérez de ma lettre ce que vous voudrez et ce que vous pourrez. Dans ce pays de liberté que j'habite, j'ai perdu le sentiment de la mesure et de la proportion, et je me figure qu'on peut parler aussi haut en France qu'en Angleterre. La justice vous prouve, hélas, le contraire. Il est possible que la justice ait raison, mais il est probable que la liberté n'a pas tort.

Je vous serre la main et je vous crie courage.

Victor Hugo. [1]»

*
* *

Le grand événement de l'année était, pour Hauteville-House, la fondation du *Rappel*. On a vu que depuis longtemps déjà, les amis et les fils de Victor Hugo brûlaient de reprendre la parole. L'idée se précisait nettement dans cette lettre de Paul Meurice :

15 décembre 1868.

«... Il faut que je vous reparle du journal *littéraire*, dont je ne vous ai encore dit qu'un mot. Le projet mûrit et devient peu à peu réalité. Il y a 70.000 francs souscrits, il y en aura 100.000 à la fin du mois. Et cela, en dehors de moi. Je n'ai encore fait appel à aucun des concours que l'on m'a promis : Girardin, Millaud, etc.

Rien non plus, jusqu'à présent, de Bruxelles. J'attends une lettre de Charles. L'affaire est fondée au capital de 300.000 francs. 200.000 argent, 100.000 réservés, pour leur apport moral, aux fondateurs; les fondateurs-rédacteurs de *l'Événement :* Vous, Charles, Victor, Auguste et moi, plus Henri Rochefort qui nous donnera chaque semaine un fragment (possible en France) de *La Lanterne.* Je crois, et tout le monde croit, à un succès immense. On nous fait déjà des propositions fort belles pour la ferme des annonces.

... Ce qui manque au journal, c'est un titre. Trouvez-nous-en donc un, vous, le grand baptiseur. Voici ceux qui ont été proposés :

Le Grelot. — Le Journal qui rit. — Le Volontaire. — Le Bruit de Paris. — En avant! — Debout! — Demain! — Notre Journal. — L'Avant-Garde. — L'Éclair. — La Charge. — Le Camp volant. — Gavroche.

Tout ça n'est pas l'idéal. Il faut un titre qui soit gai et léger, mais pas trop. Cependant dites si, dans ceux-là, il y en a un qui vous semble possible. Il serait important de se

[1] *L'Indépendant de la Charente-Inférieure,* 18 février 1869. — *Journaux annotés.*

décider. Il faudrait, pour le bien, paraître le 15 janvier.

Votre,

Paul M.[1].»

Victor Hugo approuva, mais s'abstint personnellement de toute participation :

H. H., dimanche.

«... Voici une lettre que je vous transmets, car elle regarde votre excellente œuvre entreprise. Il importe, je crois, de démentir que j'y aie part, car cela fourvoie une foule de gens, et vous savez ma déclaration ancienne et publique que je ne coopérerais à aucun journal politique en France tant qu'il n'y aurait pas la liberté américaine (mon premier acte devant être de demander la mise en accusation du chef de l'État). Cet engagement pris, je n'y puis manquer, et vous serez le premier à me dire de m'abstenir et d'attendre. La part de bénéfice que vous voudriez me réserver ne peut me revenir, et serait, je crois, bien donnée à Rochefort. En dehors du journal, pour *Tout pour Tous,* par exemple, je suis à vous, — et je suis à vous surtout, cœur, âme et esprit, pour vous aimer, vous comprendre et vous applaudir.

Vous pourriez faire le journal dans les conditions de *l'Évènement,* auquel je n'ai jamais personnellement travaillé[2].»

Le titre que Paul Meurice demandait ne fut trouvé par Victor Hugo que le 16 janvier; il proposait en même temps *l'Appel au peuple; le Rappel* fut préféré et adopté à l'unanimité.

Le Rappel publia son premier numéro le 3 mai[3] avec, en tête, la lettre de Victor Hugo *aux cinq rédacteurs-fondateurs du Rappel;* Auguste Vacquerie rend compte de l'effet produit :

Mardi, 4 mai.

«Mon cher maître,

Je ne vous écris qu'un mot *en hâte,* comme dit notre Belge. Vous devinez pourquoi je suis resté huit jours sans vous écrire. Nous vivons dans un tourbillon atroce. Cette nuit je n'ai pas dormi, je n'ai pas dîné hier. Charles, à qui Meurice a offert 500 francs pour venir nous aider trois jours, a refusé les présents d'Artaxerce. Les épreuves de *l'Homme qui rit,* le journal à faire, les pièces à voir, les articles à revoir, cette[1] c'est horrible. Notre premier numéro a paru hier. Votre lettre a fait un effet superbe. On a tiré à 62 mille. Ce soir la première chronique de Rochefort. Meurice me dit qu'elle est en désaccord parfait avec nos idées, mais puisqu'elle est signée!»[2]

[1] *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice.* — [2] *Idem.* — [3] Sous la date du 4 mai.

En apprenant la création du *Rappel,* Garibaldi avait écrit à Victor Hugo :

19 avril 1869.

«Mon cher Hugo,

Le Rappel dirigé par vous et par Rochefort, c'est un nouveau champion de la liberté humaine qui descend dans la lice. Le nom de ses directeurs est garant de ses principes, et nous tous, soldats du droit humain, nous le saluons dans un sentiment d'affection et de reconnaissance.

Le réveil du grand peuple, mon cher Hugo, constitue l'espérance du monde. Nous voyons presque partout les pauvres esclaves s'agiter pour obtenir le droit de vivre libres, et partout le mal, par ruse ou par force, est le maître. Et maintenant l'initiative des fils de 1789 est attendue comme le Messie dans les temps antiques. Secouez la grande dormeuse, et vous verrez avec quelle reconnaissance elle sera suivie par les races qui souffrent.

Les nouvelles élections en France nous intéressent plus que les nôtres, et croyez-moi, nous marcherons sur les traces du peuple-chef.

Dieu bénisse vos efforts.

G. Garibaldi.[3]»

La Chambre venait de rejeter une proposition tendant à élever les pensions

[1] Un mot illisible. — [2] *Inédite.* — [3] Cette lettre parut dans *le Rappel* du 5 mai 1869; on la donna comme adressée à François-Victor Hugo.

de retraite des instituteurs primaires. En même temps, l'empereur instituait des pensions pour les derniers vieux grognards. Paul Meurice annonce alors à Victor Hugo l'intention d'ouvrir dans le troisième numéro du *Rappel* une *souscription publique pour fonder une caisse de retraite des instituteurs primaires;* il demande au poète deux poésies inédites à publier en feuilleton, ce qui constituerait sa souscription. «Nous vous inscrirons pour 500 francs» ajoute Paul Meurice.

« *Admirable idée!* répond aussitôt Victor Hugo, certes, je vous envoie 500 francs, mais non payables en vers ou en prose. Prenez les 500 francs sur mon argent»[1].

Puis il adressa au *Rappel* la lettre officielle suivante dont nous trouvons le brouillon au *Reliquat :*

Au *Rappel.*

J'applaudis à votre noble initiative[2].

Le but, c'est l'effacement des frontières dans la lumière, c'est la paix dans la liberté; le moyen, c'est l'enseignement gratuit et obligatoire. On demande des solutions, en voici une. L'école gratis. En attendant, faisons vivre le maître.

La caserne transfigurée en collège, tel est l'avenir. Un jour les mêlées de bayonnettes seront remplacées par les chocs d'esprits, chocs d'où jailliront les vérités, ces étincelles de Dieu. Cette constatation faite, la civilisation est renseignée sur son véritable itinéraire, on sait à quoi s'en tenir, et chacun suit sa route. *Doter le soldat, c'est l'instinct des empereurs; doter le maître d'école, c'est le devoir des peuples.*

Permettez-moi d'offrir à votre souscription cinq cents francs.

VICTOR HUGO.

Hauteville-House, 2 mai 1869.

(*Peut-être suffirait-il de publier les dernières lignes à partir de : Doter le soldat, etc.*)[3].

Le premier article de François-Victor dans *le Rappel* lui valut cette lettre de son père :

H. H., 14 mai [1869].

«Mon Victor, je veux, comme à Charles, t'envoyer mon cri de joie. Ton premier article[1] est ravissant de force, de hauteur et d'esprit, l'assimilation des époques est admirablement réussie, et tu peins 1869 sous le pseudonyme de 1789 avec une si parfaite exactitude que *Ruy Blas* lui-même s'y trouve. — *L'étrangère, l'innocent qui serait peut-être devenu un monstre,* tout cela est surprenant de bonheur et de vigueur. Donc je t'embrasse.

Rassurez-vous du reste, Charles et toi — je ne vais pas me mettre à vous écrire comme cela, en papa très bon, à tous vos articles. Mais je vous envoie d'avance un tas d'applaudissements en blanc.

Je suis ravi de la profession de foi de notre cher Rochefort. Ses chroniques du *Rappel* ont toutes les qualités robustes et charmantes de la *Lanterne.* Quoi qu'en disent tous ses envieux, jamais il n'a eu plus de verve et d'éloquence. Il a grandi dans l'exil.

J'espère beaucoup. S'il n'était pas nommé, ce serait une honte pour Paris. Se rappelle-t-il que je lui ai prédit toutes les trahisons qui s'accomplissent en ce moment? J'ai une telle habitude, depuis quarante ans, d'être trahi! Dis à Rochefort que je l'aime profondément. Il va te répondre : parbleu! je le sais bien! c'est égal, rabâche-le lui.

Maintenant une commission :

Lis la lettre à Barbès que voici, mets-la sous enveloppe, et envoie-la lui tout de suite par la plus prochaine poste. En même temps va trouver M. Lequeux, et dis-lui de ma part d'envoyer immédiatement *l'Homme qui Rit* à Barbès avec le frontispice que voici, signé de moi.

Je vous serre tous dans mes bras.

V.»[2].

Voici la lettre à Barbès; nous en devons la communication à M. Jeanjean

[1] Paul Meurice rendait à Victor Hugo le service de toucher et de payer pour lui tout ce qui devait se régler à Paris. — [2] Le texte en italiques est rayé dans le manuscrit. — [3] Cette lettre ne parut pas, car la souscription ne fut pas ouverte, *l'Officiel* ayant publié un décret annonçant que 500.000 francs de rentes allaient être affectés aux pensions de retraite des instituteurs et institutrices primaires. — [1] Dans *le Rappel* du 13 mai 1869 : *89, lendemain de 1869.* — [2] Inédite.

qui l'a copiée et collationnée sur l'original appartenant à M. Charles Boudet, arrière petit-neveu d'Armand Barbès :

Hauteville-House, 14 mai 1869.

«Mon illustre ami,

J'ai été remué jusqu'aux larmes en lisant ce toast «à votre père».

Aujourd'hui votre belle et douce lettre à mon fils me rapporte le même attendrissement. Puisque vous lisez *les Misérables*, veuillez donc me permettre de vous offrir *l'Homme qui Rit*. Vous le recevrez en même temps que cette lettre.

Si jamais vous éprouviez le désir d'un tête-à-tête, je dis mieux, d'un cœur à cœur, souvenez-vous qu'il y a une chambre pour vous dans ma masure d'exil. Vous avez un frère à Barcelone [1], mais vous en avez un aussi à Guernesey.

Victor Hugo [2].»

Vers la fin d'avril, Charles Hugo était allé voir Barbès à La Haye; au retour il publia le récit de sa visite [3]. Il y parle du déplorable état de santé du grand révolutionnaire, sans faire allusion à l'aggravation peut-être causée par les privations. D'où l'offre de Victor Hugo, dont on ne comprend l'étendue qu'en consultant son Carnet :

14 mai. — J'écris à Barbès pour lui offrir l'hospitalité toute sa vie et toute la mienne. Je lui envoie *l'Homme qui Rit*.

*
* *

Dès son apparition, *Le Rappel* s'était vu interdire la vente sur la voie publique; le 16 mai un article de Charles Hugo ouvrit l'ère des poursuites. Faisant allusion au serment exigé de chaque candidat à la députation, il caractérisait ainsi trois serments : *La Lanterne*, c'est le rire terrible de la Révolution, c'est le rire à mort. Rochefort, c'est le serment de ce rire. Bancel, c'est le serment de l'exil. Georges Baudin, c'est le serment de la barricade.

Citation à comparaître fut lancée pour le lendemain; les 17 et 18 mai, saisie du journal pour *publication de fausses nouvelles*. (*Le Rappel* avait dénoncé les violences de la police et les arrestations arbitraires.) Il va sans dire que chaque poursuite entraînait l'amende.

Victor Hugo écrit à ce sujet :

H. H. 21 mai.

«Voilà donc *Le Rappel* saisi. Les amendes, vous les payerez aisément avec un numéro exceptionnel où vous, tous les cinq, donneriez à la fois. Pour ce numéro, je vous enverrais, moi, *Les trois Chevaux* [1]. Et vous auriez aisément tous les autres, Sand, Michelet. — Cher Auguste, quelles belles pages vous semez dans cet *Évènement* ressuscité! Il me semble que je suis rentré à Paris, et que la douce communion quotidienne de nos cœurs et de nos esprits est revenue. Tout ce que je vous dis, je le dis à Meurice. Soyez assez bon pour le lui répéter [2].»

Rochefort, l'un des cinq rédacteurs-fondateurs du *Rappel*, se présenta aux élections le 7 juin; Jules Favre, également candidat de l'opposition, lui fut préféré. Le 10, Victor Hugo inscrivit sur son Carnet :

J'ai écrit à Charles les détails qu'il me demande sur la conduite courageuse de Jules Favre au 2 décembre 1851.

Il semble bien que Charles Hugo, mécontent de l'échec de Rochefort, n'ait pas utilisé les renseignements donnés par son père. D'autre part, nous ne trouvons au Reliquat que la copie de la

[1] Il s'agit d'Armand-Carles Barbès, alors ingénieur à Barcelone, neveu et non frère d'Armand Barbès. (*Note de M. Charles Boudet.*) — [2] Inédite. — [3] *Visite à Barbès, le Rappel,* 7 mai 1869.

[1] Poésie publiée dans le numéro du 3 novembre 1869, puis, en 1870, dans l'édition française des *Châtiments*. — [2] Inédite. *Bibliothèque Nationale.*

lettre annoncée dans le Carnet, mais le début, qui contenait les détails, manque, et le texte est précédé de trois points de suspension :

Hauteville-House, 11 juin 1869.

« ... Ce qu'il faut reprocher à Jules Favre, c'est d'être venu, lui, le grand orateur, contrecarrer l'élection de Rochefort, le grand pamphlétaire. Fût-on Mirabeau, on n'a pas le droit d'ôter la parole à Beaumarchais. Il a été beaucoup dit, dans ces derniers temps, que Jules Favre était nécessaire à la Chambre. Soit. Je le pense, dans la mesure où j'admets le temps présent. Selon moi, il y avait deux hommes nécessaires et il faut déplorer que l'un soit venu heurter l'autre. Ces deux hommes sont Rochefort et Jules Favre. Jules Favre nécessaire par la hauteur de sa parole, par sa puissance d'avocat et de tribun, par sa juste et légitime illustration; Rochefort nécessaire par son intrépidité inépuisable sous toutes les formes, par l'éblouissant éclat de son esprit, par la menaçante signification de son prodigieux succès. Donc, que les électeurs se le disent, en vue des élections prochaines, ils n'ont fait que la moitié de leur devoir. Ils ont nommé Jules Favre, c'est bien. Maintenant qu'ils nomment Rochefort, ce sera mieux.

Des devoirs, oui, le peuple en a vis-à-vis de lui-même. Vaincre est son devoir, car la victoire est pour lui. Il y a duel à cette heure entre le suffrage universel et le gouvernement personnel. Nommer Rochefort, c'est porter le coup décisif. »

*
* *

Pendant que Victor Hugo écrivait, à Guernesey, cette lettre à son fils, l'existence du *Rappel* était compromise; la police, après une perquisition dans ses bureaux, avait arrêté l'un de ses rédacteurs, E. Laferrière, et des mandats d'amener avaient été lancés contre Paul Meurice, Auguste Vacquerie et A. Arnould, accusés de « complot contre la sûreté de l'État [1] ».

Meurice et Vacquerie, cachés chez un ami, Robelin, avaient continué le journal qui paraissait tous les jours, à la barbe du gouvernement; ils mettent Victor Hugo au courant de tous ces incidents, ajoutant qu'en cas de suppression du journal, ils rêvaient d'aller à Guernesey. Mais *Le Rappel* s'était réorganisé; suspendu le 13 juin, il reparut le 29.

H. H. Dimanche 20 juin.

« Je réponds à la lettre de vous deux par une lettre à vous deux. Quoi, en cas d'incident violent, ce serait à Guernesey que vous viendriez! Rien n'est égoïste comme un vieux bonhomme solitaire. Voilà que je vais me mettre à désirer des catastrophes! Elles commencent du reste. Voici les amendes. Je tiens prêts mes *trois Chevaux*, renfort à votre magnifique attelage qui n'en a pas besoin. *Le Rappel*, je crois, retrouvera tout son succès. Seulement, il importe qu'il ne se fasse pas trop attendre. Vous avez cette admirable ressource d'être aussi puissants dans la campagne littéraire que dans la campagne politique.

Auguste a raison de me reprocher d'avoir répondu à Karr affectueusement [1]. J'étais peu au courant de tout ce qu'il écrit, et je suis si bête que je ne le sentais pas fourbe. Et puis je suis toujours attendri par le souvenir de ce qu'il a écrit sur le 4 septembre [2]. »

Je vous serre tous deux dans mes vieux bras [3]. »

*
* *

Le 14 août 1869, l'amnistie fut de nouveau décrétée. Elle fut accueillie par Victor Hugo comme les précédentes :

Bruxelles, 18 août [1869].

« Il y a ce vers dans *Cromwell :*

Cromwell à Carr.

Allez, je vous fais grâce.
Carr.
Et de quel droit, tyran?

[1] L'affaire fut abandonnée, sans que l'accusation ait pu être justifiée.

[1] Allusion à la lettre du 30 mai 1869. Voir page 358. — [2] Dans ses *Guêpes* de septembre 1843, Alphonse Karr avait consacré un article très émouvant à la catastrophe de Villequier où Léopoldine et son mari avaient trouvé la mort. — [3] *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice.*

Vous voyez que j'avais dès longtemps prévu l'amnistie, et la réponse que j'y ferais.

Mais que je suis content! *Le Rappel* m'a donné de vos nouvelles. Vous vous portez bien, ou du moins votre esprit se porte admirablement. Quelle belle page sur l'amnistie! *Stupide génie! — mésallié à une archiduchesse* — Que de mots grands et profonds!

Herzen vous arrive. C'est un penseur et un lutteur. Le chapitre qu'il vous offre me semble très intéressant, le nom de Herzen est digne du *Rappel*[1]. »

* * *

De Genève, Victor Hugo reçut cette lettre :

Genève, le 24 août 1869.

« Cher citoyen,

Le comité central de la *Ligue internationale de la Paix et de la Liberté* et le comité local de Lausanne, réunis dimanche dernier, ont décidé à l'unanimité de vous offrir la présidence honoraire du congrès qui doit s'ouvrir à Lausanne le 14 septembre prochain.

Un télégramme vous a été adressé, séance tenante, à Bruxelles, pour vous communiquer cette décision, et vous prier de nous envoyer immédiatement votre réponse, si cela vous était possible.

Je ne sais encore si notre dépêche vous est parvenue, mais en tout cas j'ai été chargé par nos deux comités de vous écrire pour vous transmettre plus explicitement leurs sentiments et leurs vœux. En vous offrant la présidence honoraire de notre prochain congrès, nous avons voulu rendre un juste hommage au penseur illustre qui a, l'un des premiers, montré aux peuples le but où nous travaillons à les conduire, et qui a fait à la Ligue fondée par le congrès de Genève l'honneur d'entrer dans ses rangs. En acceptant cette présidence et en apportant au nouveau congrès l'éclat de votre parole, vous nous aiderez puissamment à poursuivre une œuvre qui n'en est encore qu'à ses commencements, mais dont l'importance peut devenir si grande. Nous osons donc espérer que vous ne nous refuserez pas un si précieux concours, et nous attendons votre réponse avec impatience.

Salut et fraternité.

Au nom du comité central et du comité local, dont je suis heureux d'être l'interprète auprès de vous.

Jules BARNI. »

Le Carnet donne le texte de la dépêche :

22 août. — Ce soir, j'ai reçu de Lausanne le télégramme ci-contre [1] :

Comités central et local ligue internationale paix liberté réunis vous offrent présidence honoraire congrès Lausanne. Réponse immédiate Eytel, Lausanne. Publicité seulement si favorable.

Baron EYTEL.

J'ai répondu : J'accepte. Je suis du fond du cœur avec les travailleurs. Fraternité.

Victor Hugo, alors à Bruxelles, écrit cet incident à Paul Meurice et ajoute :

Je ne pourrai y être, mais je leur écrirai probablement une lettre [2]. Il serait bon que nous eussions causé auparavant. Cela presse [3].

Paul Meurice se rend à Bruxelles le 8 septembre :

Carnet. — Meurice est arrivé ce soir. Longue conversation et très utile. Nous éclairons la situation.

9 septembre. — M. Camille Lemonnier m'est député par le Congrès de Lausanne pour me demander d'y aller. Je réfléchirai et rendrai réponse. Le soir je vais avec Paul Meurice au télégraphe. J'envoie à M. Lemonnier, rue Tronchet, 2, à Paris, cette dépêche : — J'ai réussi. J'arriverai le 16. Nous serons sept.

Victor Hugo avait-il « réussi » à décider Paul Meurice à l'accompagner? En

[1] Inédite. *Bibliothèque Nationale.*

[1] Le télégramme est collé dans le Carnet. — [2] Voir page 289. — [3] *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice.*

tout cas, c'est bien Paul Meurice qui l'a déterminé à présider effectivement ce congrès. « Que je suis heureux de vous avoir exhorté à ce voyage ! » lui écrit-il de retour à Paris. (Il avait dû quitter Lausanne après la séance d'ouverture, *Le Rappel* nécessitant sa présence à Paris.)

Suivons, dans le Carnet de 1869, les détails de ce voyage :

11 septembre. — Télégramme pressant du Congrès de Lausanne. Je me décide à y aller immédiatement. Meurice, Louis Mie et Victor m'accompagneront. Charles ne peut venir, vu l'état de souffrance d'Alice [1].

13 septembre. — À partir de Fribourg, la foule est sur le passage du train et m'attend. Cris : *Vive Victor Hugo ! Vive la République !* A Romond ils entrent dans le wagon en foule, et me serrent la main. Un prêtre nous regarde de travers. Nous arrivons à Lausanne à 6 heures. La foule m'attend au débarcadère. Acclamations. Poignées de main à tous. Nous allons à l'*Hôtel des Alpes.* On m'y présente les membres des comités, les notables, les pasteurs protestants, etc.

14 septembre. — À 2 heures, ouverture du Congrès (v. les détails de mon speech dans les journaux). Pendant la séance, on m'apporte une lettre d'Albert Glatigny. Il est à Lausanne, en détresse. Je lui envoie : 100 francs.

La séance finit à 5 heures. J'ai invité cinq des principaux membres, MM. Eytel, Barni, Lemonnier, Longuet, Albert Baume [2].

15 septembre. — Meurice est parti pour Paris à 2 heures. — Deuxième séance du Congrès. Un excellent discours de Louis Mie.

16 septembre, — Troisième séance du Congrès. Arrivée de Mme Ernst. Je l'invite à dîner. Le soir elle dit des vers de Lamartine et de moi à un endroit appelé Beauséjour.

17 septembre. — Quatrième séance. Arrivée de Quinet et de Mme Edgar Quinet. Quinet a parlé. Le soir, banquet. J'ai porté un toast aux États-Unis d'Europe. M. Charles Longuet m'a porté un toast. J'ai répondu. (Voir nos deux speeches dans les journaux.) J'ai remis à M. Barni pour ma souscription au Congrès de la Paix : 500 francs.

18 septembre. — Clôture du Congrès de la Paix. J'ai fait le discours final (voir les journaux). Foule. Applaudissements. Acclamations. On m'a suivi dans la rue jusqu'à mon hôtel en criant *Vive Victor Hugo !*

*
* *

Barbès, quoique toujours bien malade, avait pourtant dû se rendre à Bruxelles pendant l'été de 1869 puisque, dans une lettre que nous allons reproduire, il rappelle l'accueil que lui avait fait le petit Georges, fils de Charles Hugo. Victor Hugo, qui n'était pas à Bruxelles alors, voulut aller voir Barbès à La Haye, mais le Congrès de Lausanne l'empêcha de réaliser ce projet; c'est ce que nous apprennent les deux lettres suivantes :

Bruxelles, 4 octobre 1869.

« Cher et grand frère d'exil,

Les journaux vous ont dit comment, le 11 septembre, parti pour La Haye, et déjà en route, j'avais, sur une dépêche remise d'urgence, dû dévier sur Lausanne. On engageait ma responsabilité, on réclamait ma présence comme moyen de conciliation et d'apaisement. J'ai cédé, j'ai renoncé à La Haye pour Lausanne, et c'est ainsi que le devoir remplace le bonheur.

Maintenant la saison me chasse vers Guernesey; mais, quoique bien plus vieux que vous, je compte sur l'année prochaine, et, en 1870, ma première sortie de mon île sera pour vous. Presser votre main héroïque sera une joie de ma vie [1]. Je vous aime profondément.

VICTOR HUGO [2]. »

[1] Mme Charles Hugo devait mettre au monde le 29 septembre «la petite Jeanne» immortalisée par les vers de son grand-père. — [2] Albert Baume, secrétaire général du *Rappel,* était le fils d'un représentant du peuple en 1848, qui avait siégé près de Victor Hugo.

[1] Ils ne devaient jamais se serrer la main. «*Je mourrai sans avoir vu Victor Hugo,* dit Barbès, quelques jours avant sa mort, à François-Victor Hugo, qui était allé le voir à La Haye : *Le Rappel,* 20 juin 1870. — [2] Inédite. Communiquée par M. Charles Boudet.

Lahaie, 5 octobre 69.

«Cher et illustre ami,

Je vous réponds bien vite pour que ma lettre puisse vous trouver à Bruxelles.

J'étais si mal pendant tous ces derniers temps que je dois presque me féliciter pour votre affection que vous ne m'ayez pas vu dans un aussi pitoyable état.

Vous auriez gardé un trop triste souvenir de moi!...

Je devrais vous dire mon impression de vos discours à Lausanne. Mais j'aime mieux vous transcrire un passage d'une lettre de Louis Blanc.

«Puisque vous allez voir Victor Hugo — écrivait-il le 23 septembre à Gambon et à moi — dites-lui, je vous prie, combien je l'ai trouvé admirable au Congrès de Lausanne. Proclamer l'union de la République et du socialisme, c'est un grand acte! et cet acte accompli par un homme de génie! allons! allons! la France est toujours la France!»

Ce que Louis Blanc exprime si bien, mon cœur l'a éprouvé et l'éprouve.

Comme dans bien des occasions, je me borne donc à *le prendre pour mon orateur* et à vous répéter après lui «oui! vous avez fait un grand acte! un acte d'autant plus grand que les moments vont venir, et qu'il est de toute nécessité, cette fois-ci, que la France voie clairement son but!»

Je me permets de vous embrasser de toutes les forces de mon cœur.

Mes amitiés, je vous prie, à Charles, à François-Victor, à Rochefort, à votre belle-fille; et une caresse de la part de son vieux ami de Lahaie au charmant enfant qui m'a témoigné une si étonnante sympathie.

Votre

A. Barbès[1].»

* * *

Les Chambres devaient, d'après la Constitution, être convoquées pour le 26 octobre; un décret impérial du 2 octobre recula la convocation jusqu'au 29 novembre. Charles Hugo, dans sa *Chronique révolutionnaire*[1], conseilla alors pour le 26 octobre une manifestation de quarante députés protestant contre l'ajournement. C'est sans doute cet article qui provoqua la lettre de Louis Jourdan[2] à laquelle Victor Hugo répondit le jour même[3]. On a vu qu'il ne partageait pas l'opinion de son fils. Dans une lettre à Paul Meurice, il préconise l'abstention :

Bruxelles, 3 novembre, matin.

«À moins de très gros temps, je partirai sans doute aujourd'hui mercredi. En ce cas, je serais à Guernesey samedi 6. Tout en maintenant votre ligne, vous feriez bien, je crois, de mettre en relief les inconvénients et les impossibilités du vote pour les insermentés[4], lequel aboutira à quatre députés bonapartistes, grande faute.

... Et Rochefort! l'abandonner! est-ce possible? est-ce juste? Vous l'aviez admirablement, vous, cher Meurice, dégagé du serment, mais j'entends dire qu'il va le reprêter de nouveau, si ce n'est déjà fait. L'abandonner pourtant, cela ne se peut, il me semble du moins. Jugez-en.

En somme, la question étant circonscrite à des élections partielles (s'il s'agissait d'élections générales, ce serait tout autre chose) je prévois un avortement.

N. B. — Nous partons. Écrivez-moi à Guernesey.

V.»

Ce ne fut pas *le Rappel* qui abandonna Rochefort, mais bien Rochefort qui quitta *le Rappel* et fonda *la Marseillaise*[5]; dans une réunion électorale, il présenta même certains faits d'une manière qui motiva une réponse de Charles Hugo[6].

[1] Inédite.

[1] *Le Rappel*, 6 octobre 1869. — [2] *Le Siècle*, 12 octobre. — [3] Voir page 296. — [4] Une partie de l'opposition conseillait de voter pour les candidats se refusant à prêter le serment de fidélité à l'empire. — [5] *La Marseillaise* cessa de paraître le 28 juillet 1870. — [6] *Nos divisions*, *Le Rappel*, 25 novembre 1869.

Rochefort fut enfin nommé; le Carnet le mentionne :

25 novembre. — Rochefort est nommé. *Ruy Blas* est nommé.

L'explication de ces derniers mots est dans cette dépêche, envoyée de Bruxelles par Charles Hugo à son père :

Hugo, 4, Place des Barricades. Bruxelles.
Paris, le 19 nov. 69.
Pour le théâtre de la Porte Saint-Martin, ai demandé au ministre permission de reprendre *Ruy Blas.* Ai le plaisir de vous annoncer que je viens de recevoir une réponse favorable et sans condition.

RAPHAËL FÉLIX [1].

*
* *

Le Carnet consigne, à la date du 23 novembre, un fait qui fut l'occasion de nouvelles poursuites contre *le Rappel :*

Deux soldats, le tambour Carrette [2] et le fusilier Dufour, ayant assisté à une réunion électorale, viennent d'être envoyés aux compagnies disciplinaires d'Afrique. Une souscription se fait pour les libérer du service. J'envoie à cette souscription........... 50 fr.

Non content d'avoir ouvert une souscription, *le Rappel* publia un article de Charles Hugo. Suivons-en les effets dans le Carnet :

9 décembre. — Charles est poursuivi pour son article *les deux parias* dans *le Rappel* [3]. Il est cité pour demain vendredi 10 décembre.

10 décembre. — On juge Charles aujourd'hui. Il a l'honneur d'avoir fait *hurler le misérable* [4]. C'est bien.

14 décembre. — Charles est condamné à quatre mois de prison et à 1000 francs d'amende pour son article *les deux parias* [5].

[1] Directeur du théâtre de la Porte Saint-Martin. — [2] Collette. — [3] Du 4 décembre 1869. — [4] *Ah! tu finiras bien par hurler, misérable!* CHÂTIMENTS. — [5] Charles Hugo fut défendu par Gambetta. Un des attendus du jugement porte : *Offense envers la personne de l'empereur et provocation ayant pour but de détourner les militaires de leurs devoirs.*

24 décembre. — J'ai écrit la *lettre à Charles* [1] qui m'est demandée pour le numéro exceptionnel du *Rappel.* Elle est à la poste.

*
* *

Malgré les préoccupations politiques, fort importantes en 1869, l'année n'avait pas été perdue pour le travail : Le 4 janvier, Victor Hugo avait fini la première *Trouvaille de Gallus, Margarita* [2]; un petit drame, *Slagistri* [3], était terminé le 24 février; *Esca* [4] le 11 mars; le 19 avril la correction des épreuves de *l'Homme qui Rit* était achevée et le premier volume paraissait; *Torquemada,* commencé le 1er mai, était fini le 21 juin. Et, indépendamment de ce travail, plus de quarante poésies étaient écloses.

En 1870, Guernesey s'enorgueillissait de la présence de Victor Hugo; il était non seulement admis, mais fêté, recherché, son Carnet de 1870 mentionne le 4 janvier :

«Il a été fait un grand effort le jour de l'an de cette année pour me faire accepter des visites dans ma solitude. Le 1er janvier, visites de la duchesse de St Albans, de lady Diana Beauclerck, du bailli, du procureur de la reine, du colonel Peyton, du consul de France Tupper, etc.»

*
* *

Le 2 janvier 1870, *le Rappel* publia la lettre de Victor Hugo félicitant son fils Charles de sa condamnation; il semblait difficile d'assigner le fils pour la lettre du père; mais dans le même numéro paraissait un article de Charles : *L'autre prolétaire* [5]. Motif de poursuite :

[1] Voir page 300. — [2] *Les Quatre Vents de l'Esprit.* — [3] Titre définitif : *L'Épée. Théâtre en Liberté.* — [4] *Les Quatre Vents de l'Esprit.* Seconde *Trouvaille de Gallus.* — [5] *L'autre prolétaire,* c'était le soldat.

Provocation à la désobéissance par les armées de terre et de mer à leurs chefs.

À Guernesey, Victor Hugo enregistre :

7 janvier. — C'est aujourd'hui que Charles est jugé à la 6e chambre. Deuxième poursuite en deux mois. Début d'Émile Ollivier [1].

Résultat : quatre mois de prison, mille francs d'amende.

On a lu page 470 le passage relatif aux deux soldats et supprimé dans la lettre de Victor Hugo à Charles; le 30 janvier Charles Hugo inséra ce passage dans un article [2] en même temps que les remerciements des deux soldats pour la lettre chargée que *Le Rappel* leur avait adressée; ne sachant ni lire ni écrire, ils avaient dû attendre qu'un camarade voulût bien écrire pour eux. Ils informent le journal que l'argent de la souscription ne pourra servir à les racheter, le ministre de la guerre, général Lebœuf, n'autorisant pas leur remplacement. Ils finiront donc leur temps en Afrique; l'un, bientôt libéré du service, demande qu'on lui garde sa part; l'autre, qui n'a encore accompli que deux ans sur sept, supplie qu'avec l'argent qu'on lui destinait on vienne en aide à sa vieille mère, privée pour longtemps encore des vingt-cinq francs par mois qu'il gagnait, par son métier de charretier, en dehors des heures de service, et qu'il lui envoyait régulièrement, *sans en distraire un centime.*

*
* *

En marge des lettres échangées par George Sand et Victor Hugo à propos de la reprise de *Lucrèce Borgia*, recueillons dans le Carnet un petit détail familial motivé par ce succès :

2 février. — On reprend aujourd'hui *Lucrèce Borgia* à la Porte Saint-Martin. Il y a trente-sept ans, le 2 février 1833, on l'y a jouée pour la première fois.

4 février. — Charles m'envoie par Jersey la dépêche ci-jointe : Immense succès pour *Lucrèce Borgia*. Ovations.

J'écris à Charles que je leur donne leur part du succès de *Lucrèce Borgia :*

À Charles	500 fr.
À petit Georges	250
À petite Jeanne	250
À Victor	500
	1.500

*
* *

Fidèlement, Victor Hugo tenait un compte des mois de prison de son fils :

5 avril. — Nouvelle condamnation de Charles, la troisième, pour son article sur le procès de Tours [1]. Six mois de prison, trois mille francs d'amende.

Six mois de prison, c'est-à-dire six mois de silence à ajouter aux condamnations précédentes. Charles Hugo quitta Paris et, le 22 avril, *Le Rappel* publiait cette note :

Notre excellent collaborateur Charles Hugo, condamné en trois fois à quatorze mois d'emprisonnement, a préféré, on le sait, l'exil où l'on peut combattre à la prison où il faut se taire. Il va profiter des loisirs qui lui sont faits pour mettre la dernière main au livre dont nous avons publié quelques fragments, et qui sera une sorte d'histoire de la proscription. Il n'en continuera pas moins, et très activement, sa collaboration au *Rappel,* si remarquée du public, et aussi de la 6e Chambre.

Pour couvrir les frais de ces multiples amendes, Paul Meurice demanda à Victor Hugo de lui envoyer, pour *Le Rappel,* une «pièce longue». Vers demandés, vers accordés :

H. H. 5 avril [1870].

«Ce que vous voulez, vous l'aurez. Vous

[1] Ministre de la justice depuis le 2 février 1870. — [2] *Ce que sont devenus les deux soldats. Le Rappel,* 30 janvier 1870.

[1] *La philosophie du procès de Tours* (procès pour l'assassinat de Victor Noir par Pierre Bonaparte). *Le Rappel,* 28 mars 1870.

le désirez, donc ce sera, mais c'est horriblement difficile. Une chose longue est presque nécessairement une chose dangereuse, et il ne faut pas greffer un procès de plus sur tant de procès. Cependant je vais éplucher ce volume inédit [1] (terrible) et je finirai par trouver. Et puis vous mettrez des points. — C'est convenu, comptez sur moi.

Je vous envoie une lettre qui fait en ce moment très utilement le tour des journaux anglais, lesquels l'approuvent fort. Voyez si vous la voulez pour *Le Rappel* [2]. C'est à propos du *Normandy,* catastrophe qui a remué l'Angleterre pendant que la Haute-Cour absorbait la France.

À propos du *Normandy,* tâchez donc de trouver moyen de dire que les personnes qui m'ont écrit du *10* au *16* mars ne doivent pas s'étonner si je ne leur réponds pas, leurs lettres étant au fond de la mer. Cette fois l'océan a fait la besogne de M. Vandal [3].

Je ferme en hâte cette lettre. On m'appelle près de ce pauvre Kesler qui est bien malade.

À vous tendrement.

V. [4]»

Le 17 avril, Victor Hugo avait «trouvé» :

«Voici une pièce longue pour votre numéro payeur d'amendes. Toutes les pièces longues sont dangereuses, celle-ci l'est énormément à deux points de vue : procès du gouvernement, procès de la famille (pire). C'est pour cela que j'ai remplacé le vrai titre qui est tout crûment : *Saint-Arnaud,* par celui-ci : *Justice faite.* Je crains que les coupures auxquelles vous serez contraint n'énervent la pièce. Si, tout bien considéré, elle vous paraissait trop périlleuse, renvoyez-la moi [5]. Je vous en enverrais une autre, plus courte, qui est sur les évènements immédiats (*Aubin-les-Mines*) [1] et que je crois sans danger [2].

*
* *

On se souvient qu'en décembre 1866, Victor Hugo avait offert à sa femme, pour bouquet de fête, une bonne action : le sauvetage de Kesler. Le pauvre proscrit ne profita pas longtemps de ce bienfait; il mourut le 6 avril 1870. Le Carnet donne les détails de l'enterrement :

6 avril. — Mon pauvre vieux compagnon Kesler est mort ce matin à cinq heures. Il avait vaillamment porté l'exil [3]. J'ai donné le drap pour l'ensevelir, je ferai tous les frais, je paierai l'enterrement. Je paierai de ses dettes toutes celles qui me paraîtront laisser des pauvres en souffrance.

7 avril. — C'est demain vendredi à deux heures 1/2 après midi qu'on enterrera Kesler au cimetière du Foulon. J'ai écrit ce matin les paroles d'adieu que je prononcerai demain sur sa fosse. Il faut qu'elles soient aux journaux dès le matin pour pouvoir paraître le soir et partir le lendemain par la poste. Je lui ai fait faire par De Putron un cercueil très grand, vu la grosseur du cadavre, doublé de flanelle blanche à l'intérieur et drapé au dehors de flanelle noire.

Prix du cercueil............. 48 fr.

Je lui ai acheté un terrain à perpétuité au Foulon. Prix du terrain et creusement de la fosse...................... 39 fr.

8 avril. — Aujourd'hui à deux heures 1/2 enterrement de Kesler. Nous sommes allés à pied au cimetière. J'ai parlé [4]. J'ai jeté la première pelletée de terre. Quand j'ai eu fini de parler, un anglais s'est approché de M. Talbot, et lui a dit : Vous êtes le rédacteur du *Star?* — Oui. — Vous allez publier ce

[1] *Les nouveaux Châtiments,* publiés dans l'édition de l'Imprimerie Nationale : *Châtiments,* Reliquat. — [2] Lettre au Rédacteur du *Star.* Voir page 362. — [3] Directeur général des postes. — [4] Inédite. — *Bibliothèque nationale.* — [5] *Saint Arnaud* ne parut que le 26 septembre 1870 dans *Le Rappel,* et fut joint à l'édition française des *Châtiments* le 20 octobre suivant, puis inséré dans la dernière série de *Toute la Lyre,* en 1893. L'Édition de l'Imprimerie nationale, en publiant ces vers dans les *Châtiments* s'est conformée à l'édition de 1870.

[1] *Aubin, Toute la Lyre,* dernière série. — [2] *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice.* — [3] Kesler avait combattu en 1851 aux barricades du Faubourg Saint-Antoine; arrêté le 4 décembre, il fut désigné pour Cayenne, mais relâché à Brest, il ne fut qu'exilé. — [4] Voir page 320.

discours? — Oui. En français et en anglais.
— J'en retiens 40 exemplaires, a dit l'anglais.
Et il a payé à M. Talbot 40 numéros.

Le lendemain 9 avril, Victor Hugo annonce à Auguste Vacquerie la mort de Kesler et lui envoie pour *Le Rappel* le discours qu'il vient de prononcer. Il donne quelques détails :

Il avait demandé par testament de n'être conduit à aucune église, disant qu'il *ne voulait pas d'autre prêtre que Victor Hugo.* On a fait sa volonté. Il y avait une foule énorme, très respectueuse. On l'a descendu dans cette terre qui est à lui. Hélas! le voilà maintenant propriétaire.

Otez de mon speech tout ce qui vous semblera dangereux. On ne peut pas faire de procès à des lignes de points.

... Ne parlez pas de ce que j'ai fait pour Kesler, à moins que de certaines attaques, toujours possibles de la part de la police et de ses journaux, ne le rende nécessaire [1].

Les premières attaques vinrent de Guernesey même, le Carnet le constate :

13 avril. — Grands cris contre moi dans les églises protestantes à cause de l'enterrement civil de Kesler.

23 avril. — La polémique locale protestante continue contre moi dans les journaux et dans les chapelles, toujours à cause de l'enterrement civil de Kesler. En passant devant la poste, Mariette a entendu des gens de la campagne dire : *Victor Hugo n'est pas plus chrétien que son chien.*

*
* *

A Paul Meurice qui l'avait prié de parler sur le Plébiscite, Victor Hugo répond :

H. H. 29 avril.

«J'y songeais, vous m'avez décidé. J'ai écrit la page désirée par vous sur le Plébiscite. Je crois que vous serez content. Vous verrez que j'ai trouvé moyen d'être d'accord avec vous sans me déjuger le moins du monde.»

Et le lendemain Victor Hugo lui envoie sa lettre sur le Plébiscite [1] en y joignant ce mot :

Dimanche 30. H. H.

«Voilà.

Je commence par un *non* sévère et je finis par un *oui* terrible.

Cher Meurice, coupez, mettez des points. Ne vous gênez pas avec ma prose. Elle vous aime et vous connaît.»

Malgré les coupures et les lignes de points que *Le Rappel* du 5 mai 1870 prodigua, le résultat ne se fit pas attendre, Victor Hugo fut poursuivi.

Le Rappel du 9 mai donne le motif de la citation :

Victor Hugo est cité à comparaître en personne, le mercredi 11 mai 1870, à onze heures du matin, à l'audience du tribunal de 1re instance du département de la Seine, 6e chambre, jugeant en police correctionnelle, comme prévenu d'avoir, en publiant dans *Le Rappel* du 5 mai un article intitulé : *Victor Hugo sur le plébiscite,* excité à la haine et au mépris du gouvernement.

Paul Meurice en envoyant à Victor Hugo la citation, lui prédit sans doute la prison qui l'attendait, car le poète répond aussitôt :

H. H. mardi 10 mai [1870].

«Prison. Bravo. Il me manquait cette décoration. Je l'ai. J'en suis charmé. Seulement, pour *Le Rappel* comme pour moi, la croix suffit; la brochette est inutile. Je crois main-

[1] L'attaque la plus violente et la plus perfide fut celle de Paul Chenay dans son livre : *Victor Hugo à Guernesey* qui parut en 1902; le «beau-frère» de Victor Hugo dénatura les faits au point d'écrire que le poète, sollicité par Kesler, lui fit cadeau ... d'une guinée. Combien d'autres légendes s'écrouleraient par la publication de documents!

[1] Voir page 329.

tenant le *Saint-Arnaud* impossible. N'est-ce pas votre avis? Si c'est votre avis, renvoyez-le moi ou brûlez-le. Je vous renverrai une autre pièce, moins longue, mais sans danger. — Je tiens beaucoup (pour notre collection de Hauteville-House c'est nécessaire) aux *Rappels* qui me manquent; les lire est ma joie, les garder est ce que Cicéron appelait *ornamentum nostrum.* Envoyez-moi donc, ô ma providence, les numéros saisis, plus le *n° 302 16 mars*, qui a été saisi par la mer (catastrophe du *Normandy*). Si Pierre Véron voulait m'envoyer le *Charivari* correspondant, numéro noyé aussi, il me ferait bien plaisir. Détail : c'est aujourd'hui mardi 10 mai, à deux heures, que le packet m'a apporté *Le Rappel* d'hier lundi m'annonçant que j'étais attendu *demain mercredi à onze heures* par la magistrature marquée L. N. B. (Laquais. Niais. Bourreaux) [1].»

Et le jour même il consigne sur son Carnet :

10 mai. — Je suis cité pour demain mercredi 11 mai devant les juges de Bonaparte pour mon manifeste sur le plébiscite.

11 mai. — On me juge en ce moment à Paris, et, par conséquent, on me condamne. Je me suis mis pendant ce temps-là à dessiner le cadre sur lequel j'ai écrit parmi des feuilles, des fleurs et des oiseaux :

Passereaux et rouges-gorges,
Venez des airs et des eaux,
Venez tous faire vos orges,
Messieurs les petits oiseaux,
Chez Monsieur le Petit-Georges [2].

Après l'audience, Paul Meurice écrit à Victor Hugo :

«... Vous n'avez décidément pas été assigné directement. Toute réflexion faite, ils n'ont pas osé faire appeler Victor Hugo par l'huissier de leur sixième chambre. Vous avez été seulement condamné, sous le pseudonyme du bon Barbieux [3], à un an de prison et à 5.000 francs d'amende. Ce qui est notre plus jolie condamnation. Vous allez bien!

[1] Inédite. *Bibliothèque nationale.* — [2] Ce cadre est à la Maison de Victor Hugo. — [3] Gérant du *Rappel.*

Jules Favre a été très bien. Il ne vous a pas défendu. Il a dit : «Victor Hugo est le grand homme du XIXe siècle; il n'appartient qu'à la justice de l'histoire [1].»

Moins de huit jours après, le Carnet mentionne :

20 mai. — Nouveau procès au *Rappel* (sept en quinze jours). J'envoie à Meurice *Turba* [2] pour leur numéro d'exception. Je leur ai offert 2.500 francs pour les aider à payer les amendes, ils ne m'ont pas encore répondu [3].

*
* *

Cette fois, c'est François-Victor qui a fait le voyage de La Haye en apprenant l'état désespéré de Barbès. Au retour il raconte sa visite dans *Le Rappel* et son père le félicite :

25 juin 1870.

«Tu as écrit coup sur coup deux belles pages, celle sur Barbès et celle sur Mont-Saint-Jean [4]; après l'émotion, l'éclat. Malgré ma sciatique tenace, je serais tout de suite parti pour La Haye sans le dernier mot désolant de ton article [5], confirmé depuis par une dépêche dans *Le Rappel.* Barbès sera une irréparable perte. C'est une des grandes âmes de ce siècle. Barbès est un Garibaldi qui a échoué.

Charles est allé à Jersey. Me voilà seul. J'ai petite Jeanne. Quel adorable enfant! Quand j'ai Jeanne et Georges dans mon jardin, il me semble que je vous revois petits. Je crois entendre revenir à moi des profondeurs le gazouillement de votre enfance. Je songe à vous, mes bien-aimés. Je t'embrasse, mon doux Victor [6].»

Carnet. — *27 juin.* — Une dépêche télégraphique de La Haye par Jersey m'annonce

[1] *Correspondance entre Victor Hugo et Paul Meurice.* — [2] Poésie publiée dans *Le Rappel* du 7 juin et insérée dans l'*Année terrible* sous le titre *Prologue.* — [3] Les 2.500 francs n'ont pas été acceptés. Lettre de Paul Meurice, 22 mai 1870. — [4] *La maladie de Barbès, Le Rappel,* 20 juin 1870. *Une excursion à Mont-Saint-Jean, Le Rappel,* 23 juin 1870. — [5] Les médecins n'ont plus d'espoir. — [6] Inédite.

la mort de Barbès, mort hier 26, à quatre heures. Perte immense pour la Révolution. Barbès était le contre-poids de Blanqui. Une grande âme de moins sur la terre.

Le même jour, Victor Hugo écrit à Vacquerie :

H. H. lundi 27 juin.

Cher Auguste, je reçois cette dépêche [1]. Il est midi. Il n'y a de bateau pour l'Angleterre qu'après-demain mercredi. Impossible d'aller à La Haye. Voulez-vous être assez bon pour expliquer cela en deux lignes dans *Le Rappel?*

Je comptais y aller. Mais je n'arriverais pas à temps. C'est un regret mêlé à une douleur. J'eusse voulu saluer cette grande âme.

La Révolution perd un héros.

À vous profondément.

V. [2].

Et, le 30, le Carnet indique :

Ma souscription au tombeau de Barbès : 100 francs [3].

*
* *

L'annonce de la guerre vint encore bouleverser la vie de Victor Hugo :

Carnet. — *16 juillet.* — 6 heures du soir : la guerre est déclarée. Cela commence par la Prusse et la France.

Le concile vient de déclarer le pape infaillible.

17 juillet. — Il y a trois jours, le 14 juillet, pendant que je plantais dans mon jardin de Hauteville-House le chêne des États-Unis d'Europe, au même moment, la guerre éclatait en Europe et l'infaillibilité du pape éclatait à Rome.

[1] La Haye, 26 juin.

Barbès mort à quatre heures. Sépulture probablement mercredi matin.

CARLES.

[2] Inédite. *Bibliothèque nationale.*

[3] *Le Rappel* ouvrit, le 29 juin 1870, une souscription pour élever, en France, un tombeau à Barbès; l'avis était précédé de ces lignes :

Barbès sera enterré provisoirement à La Haye. Son tombeau l'attendra à Paris.

Le jour venu, nous irons le chercher.

Dans cent ans, il n'y aura plus de guerre, il n'y aura plus de pape, et le chêne sera grand.

22 juillet. — J'ai écrit ce matin la *Lettre aux femmes de Guernesey* [1] pour qu'elles fassent de la charpie.

Cette fois, c'est Vacquerie qui est poursuivi. Victor Hugo lui écrit :

[1870.]
H. H. 5 août.

Vous avez un procès [2]. Procès, succès. Cher Auguste, vous n'avez pas écrit de page plus fière, plus haute et plus profonde que les *Deux dangers.* Vous avez cette puissance de tout dire avec une brièveté pleine d'autorité. En une colonne et demie, vous résumez toute la situation, et vous projetez le présent sur l'avenir d'une si saisissante façon que la couronne de lauriers de M. Bonaparte a pour ombre la couronne d'épines de la France.

Je félicite *Le Rappel* de cette persécution qui est de la force et de la gloire, et je vous embrasse.

V.

Charles va demain à Jersey pour quelques jours. Il va vous envoyer un article sur Trèves qui, je crois, fera grand effet.

Trèves est aujourd'hui le point où tous les yeux vont se fixer [3].

Suivons dans le Carnet la trace des évènements :

7 août. — La nouvelle arrive d'un grave échec subi par l'armée française à Wissembourg.

9 août. — Les nouvelles arrivent. La guerre tourne à la catastrophe. Nouvelles foudroyantes. Trois batailles perdues coup sur coup, dont une grande, par Mac-Mahon. 8.000 français prisonniers, 30 canons, 6 mitrailleuses, 2 drapeaux pris. Paris en état de siège.

Je vais serrer tous mes manuscrits dans les trois malles et me mettre en mesure pour être à la disposition de mon devoir et des évènements.

Charles et tous mes hôtes partent aujourd'hui pour Jersey. À Jersey il y a le télé-

[1] Voir page 352. — [2] Pour un article : *Les deux Dangers.* Citation pour *excitation à la haine et au mépris du gouvernement.* — [3] Inédite. *Bibliothèque nationale.*

graphe et Charles sera toujours immédiatement renseigné. Il m'écrira d'heure en heure s'il le faut. Julie part avec eux emmenant Sénat. Il ne reste près de moi que Petite Jeanne avec sa nourrice Marie.

Après avoir soigneusement dressé la liste de tous les manuscrits qu'il laissait à Guernesey, Victor Hugo quitte Hauteville-House le 15 août pour Bruxelles où il arrive le 18. Le lendemain il inscrit sur son Carnet cette curieuse démarche :

19 août. — Nous sommes allés à la chancellerie française pour demander des passeports. Je venais de recevoir une lettre de Meurice réclamant ma présence à Paris. Quand j'ai dit mon nom, le chef de bureau est allé chercher le chancelier, le chancelier est venu et est allé chercher le ministre. Le ministre n'y était pas. À sa place est venu le chargé d'affaires, qui est M. La Boulaye (je l'ai su plus tard). J'ai dit au chargé d'affaires que je rentrais en France pour faire à Paris mon devoir de citoyen, mais que je protestais contre le passeport, imposé par l'empire et que je ne connaissais pas l'empire. Il a été fort poli, m'a dit : *Avant tout, je salue le grand poëte du siècle,* et m'a demandé d'attendre jusqu'au soir et qu'il m'enverrait mes passeports chez moi.

20 août. — M. Louis Koch s'offre à aller à Paris en éclaireur pour s'entendre avec nos amis sur le moment utile de mon arrivée. Je lui donne une lettre pour Meurice [1]. Il sera à Paris ce soir à 9 heures, verra immédiatement nos amis, et nous informera du résultat par le télégraphe. Si nous devons partir tout de suite (lundi 22), il écrira : *Amenez les enfants.* Si nous devons attendre, il écrira : *N'amenez pas les enfants.*

4 heures. — Au moment où nous rentrons, Alice nous porte un télégramme de Victor à elle adressé, signé François Foucher et disant : *Ajournez absolument le départ.*

Si je suis tué et si mes deux fils sont tués, je prie Meurice, Vacquerie et Saint-Victor de publier mes œuvres inédites, les unes terminées, les autres inachevées ou ébauchées, et de faire ce que feraient mes fils.

21 août. — Je les prie de ne publier ces œuvres qu'avec des intervalles, à raison d'un volume tous les deux ans. Je donne mes manuscrits à la Bibliothèque nationale.

23 août. — Les journaux de Bruxelles annoncent que je vais partir pour combattre sous les murs de Paris. L'un d'eux m'appelle *le Père Conscrit.*

J'ai remarqué aujourd'hui, dans les démolitions pour l'assainissement de la Senne, entre la rue de l'Écuyer et la rue Fossé-aux-Loups, une vieille tour encore debout, que la destruction des maisons environnantes a mise à nu. Elle était cachée et masquée par le pâté d'édifices qui la submergeait et qui a disparu. C'est une tour de l'ancienne enceinte de Bruxelles. Elle faisait probablement partie de la porte de Laecken, qui était là. Elle est du XIVe siècle avec pignon-escalier du XVe. Il serait stupide de la démolir. Si je n'étais pas absorbé par de plus graves soucis, j'élèverais la voix en faveur de cette pauvre vieille tour.

24 août. — J'ai été dans les démolitions de la rue de l'Écuyer, dessiner la porte de Laecken. Elle est dans ce portefeuille. J'ai fait dire par Berru au bourgmestre de Bruxelles, M. Anspach, qu'il importait de conserver cette tour.

Voici la dernière lettre que Victor Hugo écrivit de Bruxelles à son fils François-Victor :

Bruxelles, 26 août [1870].

Mon Victor, je suis triste de ne pas t'avoir ici ou de ne pas être avec toi là-bas. Tout commence à se rebrouiller. Bonaparte surnage presque, la crise devient étrange. Nous obser-

[1] Voici le texte de la lettre :

Ayez toute confiance en mon vaillant ami Louis Koch. Ici graves objections à mon départ. On le croit inopportun. Pourtant, comme *simple garde national,* je suis évidemment dans mon droit et dans mon devoir. Mais on dit : quoi que vous fassiez, votre présence semblera toujours suspecte *d'arrière-pensée.* Comprenez ceci, dites votre avis. Je le suivrai. Écrivez : *Amenez les enfants,* je partirai dimanche matin. Écrivez : *n'amenez pas les enfants,* j'attendrai.

V. H.

Louis Koch était le neveu de Mme Drouet.

vons, prêts à partir, à la condition pourtant qu'on ne puisse pas dire que nous allons au secours de l'empire. Sauver la France, sauver Paris, perdre l'empire, voilà le but. Je m'y dévouerai, certes. Détails curieux : les journaux anglais disent que je suis à Paris, les journaux belges disent que j'y vais comme garde national. Berru vient de m'apporter des journaux qui parlent de cela; l'un d'eux, *Paris-Journal,* dit : « Le bruit court que Victor Hugo demande à être incorporé dans la garde nationale; *reste à savoir si cela lui sera accordé.* On vient de me dire que si je vais à Paris je serai arrêté. Je n'en crois rien et cela ne m'empêchera pas d'aller à Paris le jour où Paris sera menacé par les suites d'un Waterloo et en danger de mort. Partager la mort de Paris, ce serait ma gloire. Mais ce serait une fin grande et je crains que tous ces hideux évènements n'en aient une petite. Celle-là, je ne veux pas la partager. La Prusse s'arrêtant, une paix honteuse, un démembrement, un compromis, soit avec Bonaparte, soit avec les d'Orléans, j'aurais horreur de cela, et si le peuple ne bouge pas, je rentrerai en exil[1].

Le 3 septembre, l'empereur rendait son épée; le 4, la République était proclamée, le 5, Victor Hugo rentrait à Paris.

[1] *Revue Hebdomadaire,* Juin 1935.

Nous n'avons pas trouvé les éléments d'une Revue de la Critique pour ce volume. Si, pendant l'empire, les œuvres de Victor Hugo ont pu être jugées, discutées, louées, en revanche aucun journal français n'aurait osé apprécier ses discours, *actes* autant que *paroles,* où le gouvernement et son chef étaient constamment attaqués. Même en Belgique, on était fort prudent; *l'Indépendance belge,* en 1853, remplaçait, dans un article d'Emile Deschanel, le nom de Victor Hugo par : *un grand poète.* Théophile Gautier emploie aussi cet euphémisme dans son feuilleton de *la Presse* (4 avril 1855) en citant, à propos de la mort de Froment-Meurice, les vers dédiés à l'artiste-orfèvre et publiés ensuite dans *les Contemplations :* « La mémoire de Froment-Meurice est embaumée dans les vers d'un grand poète. »

Plus tard, on s'enhardit jusqu'à reproduire des fragments de discours savamment expurgés de tout ce qui pouvait porter ombrage à l'empereur.

À partir de 1860, les journaux étrangers citaient, et accompagnaient les citations de quelques lignes de commentaires, mais des articles traduits et deux ou trois attaques de *la Gazette de France* et de *l'Univers* ne pouvaient constituer une critique d'ensemble. Nous avons donc dû renoncer à cette Revue de la Critique que nous reprendrons pour le volume suivant, *Depuis l'exil.*

ILLUSTRATION DES ŒUVRES

REPRODUCTIONS ET DOCUMENTS

IMPRIMERIE NATIONALE.

VICTOR HUGO

ACTES ET PAROLES

—

PENDANT L'EXIL

1852-1870

Les exils — Les tombeaux — Les échafauds
Les guerres des peuples — Les fêtes des rois
Luttes pour la liberté et pour la paix

PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, ÉDITEURS

RUE AUBER, 3, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

—

1875

COUVERTURE DE L'ÉDITION ORIGINALE DE *PENDANT L'EXIL.*



JOHN BROWN. — DESSIN DE VICTOR HUGO.
MUSÉE DU LOUVRE.



SOUVENIR D'UNE VIEILLE MAISON DE BLOIS. — DESSIN DE VICTOR HUGO.
MAISON DE VICTOR HUGO.



MAISON DE FRANKLIN À PASSY. — DESSIN DE VICTOR HUGO.
THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY.

pendant que les continents n'offrent partout aux yeux que ruse, violence, fourberie, ambition, pendant que les grands empires étalent les passions basses, vous, petit pays, donnez les grands exemples. Reposez le regard du genre humain.

Oui, en ce moment où le sang des hommes coule à ruisseaux à cause d'un homme, en ce moment où l'Europe assiste à l'agonie héroïque des turcs sous le talon du Czar, triomphateur qu'attend le châtiment, en ce moment où la guerre, évoquée par un caprice d'empereur, se lève de toutes parts avec son horreur et ses crimes, qu'ici du moins, dans ce coin du monde, dans cette république de marins et de paysans, on voie ce beau spectacle : un petit peuple brisant l'échafaud ! que la guerre soit partout, et ici la paix ! que la barbarie soit partout, et ici la civilisation ! que la mort, puisque les princes le veulent, soit partout, et que la vie soit ici ! tandis que les rois, frappés de démence, font de l'Europe un cirque où les hommes vont remplacer les tigres et s'entre-dévorer, que le peuple de Guernesey, de son rocher entouré des calamités du monde et des tempêtes du ciel, fasse un piédestal et un autel ; un piédestal à l'humanité, un autel à Dieu !

Victor Hugo.

Jersey, Marine Terrace.

10 janvier 1854.

FAC SIMILÉ DU MANUSCRIT : *AUX HABITANTS DE GUERNESEY.*

ce serait l'idéal devenu palpable, et de même qu'il y a la femme modèle, il y aurait la nation exemple. De péril point. L'Espagne cinquante, c'est l'Espagne forte; l'Espagne démocratique, c'est l'Espagne citadelle. La république en Espagne, ce serait la probité administrante, la vérité gouvernante, la liberté régnante; ce serait la souveraine réalité inexpugnable; la liberté est tranquille, parce qu'elle est invincible, et invincible parce qu'elle est contagieuse. Qui l'attaque la gagne. L'armée envoyée contre elle ricoche sur le despote. C'est pourquoi on la laisse en paix. La république en Espagne, ce serait, à l'horizon, l'irradiation du vrai, promesse pour tous, menace pour le mal seulement; ce serait, au-dessus des montagnes, le flamboiement de l'épée de l'archange, flamboiement qui ne demande qu'à rester céleste; ce serait le géant, le droit, debout en Europe, derrière cette barricade, les Pyrénées.

Si l'Espagne renaît monarchie, elle est petite.

Si elle renaît république, elle est grande.

Qu'elle choisisse.

Victor Hugo

Hauteville house, 22 octobre 1868

FAC SIMILÉ DU MANUSCRIT : À *L'ESPAGNE.*

VICTOR HUGO

ACTES ET PAROLES

PENDANT L'EXIL

1852-1870

— les exils — les tombeaux — les échafauds —
— les guerres des peuples — les fêtes des rois —
— luttes pour la liberté et pour la paix —

PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, ÉDITEURS

RUE AUBER, 3, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1875

BON À TIRER DE LA COUVERTURE, ÉPREUVE CORRIGÉE PAR VICTOR HUGO.

TABLE.

PENDANT L'EXIL.

1852.

1853.

1854.

1855.

1856.

1859.

1860.

1861.

1862.

1863.

1864.

1865.

1866.

1867.

1868.

1869.

1870.

NOTES DES ÉDITIONS ORIGINALES

DE CHAQUE DISCOURS PUBLIÉ SÉPARÉMENT À JERSEY, PUIS À GUERNESEY.

NOTES DES *DISCOURS DE L'EXIL*.

NOTES DE L'ÉDITION DE 1875.

NOTES DE CETTE ÉDITION.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
PAR L'IMPRIMERIE NATIONALE
POUR
LA SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES
LIBRAIRIE PAUL OLLENDORFF
LE 25 OCTOBRE 1938